
This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



**INDIANA
UNIVERSITY
LIBRARY**

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE
DE GENÈVE

IV

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ
D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE
DE GENÈVE

~~~~~  
**TOME QUATRIÈME**  
~~~~~

7/12/11

GENÈVE
LIBRAIRIE A. JULLIEN

—
1914-1923

1-6

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ
D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE
DE GENÈVE

v. 4
Tome IV — Livraison 1-10

AVEC QUATRE FIGURES ET UNE PLANCHE HORS TEXTE

GENÈVE
LIBRAIRIE A. JULLIEN

1914 - 1924

89

DQ1
. S67
v.4

CONTENU DE LA LIVRAISON

INDIANA UNIVERSITY LIBRARY

	Pages
Personnel de la Société.....	1
Mémoires, Rapports, etc., présentés à la Société.....	9
Faits divers.....	21
Ouvrages reçus par la Société.....	22

Louis BLONDEL. — Notes d'archéologie genevoise, avec 1 pl. et 4 fig.....	23
I. Boulevard de Saint-Léger.....	23
II. Démolitions de la rue du Marché.....	27
III. Une cave du XIV ^e siècle (pl. I).....	32

AVIS. — *Les membres de la Société bénéficient de réductions importantes sur les prix de la plupart des publications indiquées à la quatrième page de la couverture. Ils sont priés de s'adresser directement au bibliothécaire.*

Prière d'indiquer au secrétaire (rue Calvin, 12), les changements d'adresses des destinataires du « Bulletin ».

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

OCTOBRE 1914

Personnel de la Société

Depuis la publication de la 8^{me} livraison du tome III du *Bulletin*, datée d'octobre 1913, la Société d'histoire et d'archéologie a reçu au nombre de ses membres effectifs¹ :

MM.

1913 Antony BABEL, licencié ès sciences sociales.

Charles BOISSONNAS, docteur en droit.

Émile DEMOLE, pasteur.

Georges FLEURY, docteur en sociologie.

Charles MORIN, docteur en médecine.

François PFÆFFLI, médecin-dentiste.

* William RAPPARD, docteur en droit, professeur à la
Faculté des lettres et des sciences sociales.

David LASSERRE, licencié ès lettres.

1914 Auguste MONNIER, avocat.

Frédéric NAVAZZA.

Émile WILMOT, licencié ès sciences sociales, maître à
l'École professionnelle.

* L'astérisque désigne les membres à vie.

Jean BOUVIER, licencié ès lettres, secrétaire du Service municipal des Beaux-Arts.

Émile DARIER.

MM^{mes}

Eugène de BUDÉ.

* Édouard FAVRE.

MM.

Joseph DIVRY.

Marc PETER, docteur en droit, avocat.

Hector MAILLART, docteur en médecine.

Dans sa séance du 7 mai 1914, la Société a élu membres correspondants :

MM.

Max de DIESBACH, directeur de la Bibliothèque cantonale et universitaire, Fribourg.

Hermann ESCHER, directeur de la Bibliothèque de la Ville, Zurich.

Philippe GODET, professeur à l'Université, Neuchâtel.

Antoine GUILLAND, professeur à l'École polytechnique fédérale, Zurich.

Emilio MOTTA, conservateur de la Bibliothèque Trivulzio, Milan.

Wolfgang-Frédéric de MULINEN, directeur de la Bibliothèque de la Ville, professeur à l'Université, Berne.

Wilhelm ÆCHSLI, professeur à l'Université et à l'École polytechnique fédérale, Zurich.

Arthur PIAGET, archiviste d'État, professeur à l'Université, Neuchâtel.

Rodolphe THOMMEN, professeur à l'Université, Bâle.

Henri TURLER, archiviste fédéral, Berne.

Gaspard WIRZ, docteur en philosophie, Rome.

Elle a eu le regret de perdre quatre membres effectifs : MM. Alexandre CLAPARÈDE (voir ci-après), Camille FAVRE (voir ci-après), Alexandre RAMU († 29 mars 1914), César BAILLARD († 7 juin 1914).

Le nombre des membres effectifs de la Société était de 241 au 15 octobre 1914.

Alexandre CLAPARÈDE, né le 14 avril 1858, mort le 1^{er} novembre 1913, était fils du pasteur Théodore Claparède qui présida à plusieurs reprises notre Société.

Docteur ès sciences, il a publié plusieurs travaux de chimie et des articles de vulgarisation. Très vite ce furent les affaires du pays, politiques, religieuses, morales ou sociales, qui absorbèrent sa très grande activité. Il fut pendant deux ans (1902-1904) membre du Grand Conseil et, pendant de longues années, secrétaire du Consistoire. Il donna son temps à de nombreuses sociétés, il faisait partie de la nôtre depuis 1890. Par son mariage, il fut amené à s'occuper des églises protestantes de la Hongrie et il créa, entre elles et l'Église de Genève, des rapports qui s'affirmèrent et s'affermirent au moment du Jubilé genevois, en 1909. Alexandre Claparède publia à ce moment-là : *L'Église réformée hongroise, coup d'œil sur son passé et son état actuel* et l'année suivante : *Les voix magyares au Jubilé de Genève*.

En 1911, il inséra une note sur *Deux visiteurs hongrois de Théodore de Bèze* dans le rapport de la Société du Musée historique de la Réformation à Genève (p. 33-40).

Allocution prononcée dans la séance du 22 janvier 1914, par M. Édouard Favre, président, à l'occasion du décès de M. Camille Favre.

Messieurs,

La Société d'histoire a perdu, le 10 janvier dernier, un de ses plus anciens membres, Camille FAVRE.

Il était entré dans notre Société le 13 janvier 1870. De 1875 à 1877, de 1881 à 1883, de 1887 à 1889, il fit partie du Comité, mais il n'accepta jamais ni des fonctions déterminées, ni la présidence pour laquelle, cependant, son savoir et sa bonne grâce le désignaient.

Second fils du colonel Edmond Favre, il naquit en 1845 ; il suivit les cours de l'institution Lecoultré, puis le Collège, le Gymnase, l'Académie. Après des études littéraires à Paris, il entra à l'École des Chartes ; en 1870 et 1871, les cours de cette

école furent interrompus par la guerre franco-allemande, et Camille Favre, comme lieutenant, prit part avec le bataillon 84 à l'occupation des frontières du Jura. Après la guerre, il reprit ses études et les termina par une thèse sur Jean de Bueil et *le Jouvencel*¹ qui lui valut le titre d'archiviste-paléographe. Elle ne devait voir le jour que plus tard, mais déjà en 1873, Camille Favre publiait, extraite de ce travail, une courte *Note sur la bataille de Saint-Jacques, août 1444, d'après des documents français*², dans laquelle il établissait que l'avant-garde seule du Dauphin combattit dans la journée et que cette avant-garde était commandée par Jean de Bueil ; la même année, il nous entretenait, durant deux séances, de la vie et de l'œuvre de celui-ci.

Après sa sortie de l'École des Chartes, en 1874, Camille Favre entreprit avec son camarade de promotion et ami, M. Bernard de Mandrot, un voyage en Cilicie; leur but était de « faire, dans ce pays si mal connu, une excursion archéologique et d'y relever un certain nombre de monuments militaires du moyen âge arménien ». Ils ont rendu compte de leur voyage dans le *Bulletin de la Société de géographie de Paris*³. Camille Favre a publié, en outre, en 1879, sur un petit village de la côte de la Syrie, un mémoire intitulé : *Banias (Balannée) et son enceinte cyclopéenne*⁴; en 1880, il nous a parlé de la bataille d'Issus et de ses préliminaires⁵.

Ce voyage répondait à ses goûts d'érudit, d'archéologue, de militaire. Camille Favre était un observateur très fin. Il a laissé un journal de voyage et des notes très bien ordonnées et l'on ne peut que regretter qu'il n'en ait pas fait profiter, dans une plus large mesure, le monde savant. Mais ses occupations étaient multiples; le militaire y tenait une grande place. Il était capitaine

¹ *Positions des thèses soutenues par les élèves de la promotion 1870-1872 pour obtenir le diplôme d'archiviste-paléographe*, Paris, 1872, in-8, p. 7.

² *Anzeiger für schweizerische Geschichte*, 1873, n° 4, p. 345-346.

³ 6^{me} série, t. XV, p. 5-37, 116-154, avec une carte ; tirage à part, Paris, 1878, in-8 de 75 p., avec une carte.

⁴ *Revue archéologique*, nouv. série, t. XXXVII, p. 223-232, avec 3 fig. et 1 pl. ; tirage à part, Paris, 1879, in-8 de 12 p., avec 3 fig. et 1 pl.

⁵ Séance du 23 décembre 1880.

depuis 1873; après la réforme militaire de 1874, il fut appelé à l'état-major avec toute une élite d'officiers qui avaient été, comme lui, douloureusement émus des défauts, révélés par les événements de 1871, de notre organisation militaire et qui résolurent de travailler de toutes leurs forces au relèvement de notre armée.

Bien des années plus tard, en 1907, il publiait sous le titre de *L'armée de Bourbaki en Suisse*¹, les *Souvenirs du Colonel Aloys Rilliet*; ces souvenirs, comme il le dit dans l'avant-propos, montrent les dangers que fit courir à la Suisse l'insuffisance de son armée d'alors.

En 1887, Camille Favre fut nommé colonel; il commanda la 1^{re} brigade d'infanterie jusqu'en 1897; un de ses compagnons d'armes, le colonel Édouard Secretan, a fait revivre dans la *Gazette de Lausanne* sa physionomie de militaire.

En 1883, il publiait une *Étude sur l'histoire des passages italo-suisse du Haut-Valais entre Simplon et Mont-Rose*², dans laquelle on voit l'historien doublé de l'officier d'état-major.

Puis il reprenait ses travaux sur Jean de Bueil, ce chevalier du XV^{me} siècle (1405-1476), à la vie mouvementée, dont l'éducation fut faite par La Hire, qui combattit sous Dunois, qui figure en 1428, avec Jeanne d'Arc, parmi les défenseurs d'Orléans, qui commande en chef, en 1444, à la bataille de Saint-Jacques et qui, à la fin de sa vie, écrit *Le Jouvencel*, véritable traité d'éducation militaire et morale sous une forme romanesque, avec de nombreux exemples et allusions historiques.

Camille Favre avait étudié à l'École des Chartes la vie de Jean de Bueil; mais, depuis lors, il avait quitté Paris, il vivait à Genève, aussi lui était-il impossible de donner à son travail le complément nécessaire, en publiant *Le Jouvencel* dont le principal manuscrit se trouve à Paris, à la Bibliothèque de l'Arsenal. M. Léon Lecestre, un jeune élève de l'École des Chartes, se chargea d'établir et d'annoter le texte du *Jouvencel*. M. Camille Favre le fit précéder d'une introduction biographique et littéraire de 232

¹ *Journal de Genève* du 23 au 29 octobre 1907; tirage à part, Genève, 1907, in-12 de 80 p.

² *Jahrbuch für schweizerische Geschichte*, t. VIII (1883), p. 171-200.

pages¹ et le tout paraissait, en 1887 et 1889, en deux volumes publiés par la Société de l'histoire de France².

Dans ce travail, Camille Favre a donné sa mesure comme érudit, sachant allier le souci du détail à des vues d'ensemble. Dans ce travail encore on retrouve le militaire; que ce fût à Issus, à Saint-Jacques³, ou à Grandson⁴, il aimait, en officier d'état-major, parcourir un champ de bataille et reconstituer un combat.

Il était aussi archéologue passionné et il s'intéressait vivement aux questions d'art. On sait avec quel zèle et quelle persévérance il présida et mena à bien l'exposition du Groupe d'Art ancien à l'Exposition nationale de Genève en 1896. Tandis que plus d'un de ses collaborateurs semblait las et ne regardait plus que d'un œil indifférent les trésors qui l'entouraient, Camille Favre semblait constamment heureux au milieu des vitrines et les moindres objets comme les plus précieux qui y étaient contenus stimulaient son esprit et faisaient surgir, dans sa mémoire si bien meublée, des idées, des rapprochements inattendus.

Inlassable président, l'Exposition une fois close, il fit non seulement son *Rapport administratif*⁵, mais il donna encore jusqu'en mars 1897 tous ses soins à l'album destiné à illustrer le catalogue⁶.

¹ En mars 1885 et en mars 1886, Camille Favre lut à la Société d'histoire des fragments de ce travail.

² *Le Jouvencel par Jean de Bueil*, introduction biographique et littéraire par Camille Favre, texte établi et annoté par Léon Lecestre, Paris, 1887 et 1889, 2 vol. in-8.

³ Voir les pages consacrées à la bataille de Saint-Jacques dans *Le Jouvencel*, t. I, p. CIII-CXXXV.

⁴ Communication à la séance de la Société d'histoire de la Suisse romande, à La Lance, 10 septembre 1894, dans les *Mémoires de la Société d'histoire de la Suisse romande*, 2^{me} série, t. IV, p. 156-157.

⁵ *Rapport administratif sur le Groupe 25, Art ancien*. Tirage à part Genève, 1898, in-4. de 24 p.

⁶ *L'Art ancien à l'Exposition nationale suisse. Album illustré, composé de 70 planches, servant de supplément au catalogue du Groupe 25*. Publié par le comité du Groupe 25. Genève, 1896, in-fol.

La réussite, au point de vue artistique et archéologique, de l'exposition de l'Art ancien, fit de Camille Favre le plus ardent champion de nos collections historiques et artistiques. Se sentant soutenus par le succès, les promoteurs de l'exposition de l'Art ancien, Camille Favre à leur tête comme président, fondèrent en avril 1897, la Société auxiliaire du Musée, pour pousser à la construction à Genève d'un musée central.

En 1899, il parlait à l'Assemblée générale de la Société académique¹ de la nécessité de la fondation de ce musée et il opinait pour l'emplacement où il se trouve maintenant. Jusqu'en 1911 il présida la Société auxiliaire du Musée, dirigeant les achats, y contribuant généreusement et rédigeant chaque année un rapport très documenté². Il a inséré dans notre *Bulletin*³ un mémoire sur des corniches romaines données à la Société auxiliaire, mémoire dans lequel il tire quelques conclusions sur les enceintes de Genève au moyen âge.

En travaillant comme archéologue, il travaillait, comme patriote, pour le bien et l'honneur de notre petite patrie genevoise et de notre plus grande patrie suisse.

« Il va sans dire, écrivait-il⁴, que notre premier devoir est de recueillir tous les fragments de notre ancien art local genevois. Mais comme cet art, déjà incomplet jadis, ne nous laisse que des débris plus incomplets encore, il est nécessaire de collectionner aussi tout ce qui provient de l'art suisse.

« En premier lieu, c'est un devoir pour nous de contribuer à réunir toutes les forces des musées suisses, afin de conserver à notre pays ses richesses artistiques. En outre, cette collection suisse élargira la base trop étroite de notre collection locale. Enfin l'art suisse, le plus démocratique des arts, se prête

¹ *A propos du futur Musée*. Discours prononcé à l'Assemblée générale de la Société académique du 1^{er} novembre 1899, Genève, 1899, in-12 de 32 p.

² De 1898 à 1911, Camille Favre a écrit quatorze rapports qu'il a lus à l'Assemblée générale de la Société auxiliaire du Musée.

³ T. II, p. 328-335; tirage à part. Genève, 1902, in-8 de 6 p., avec 2 pl.

⁴ *A propos du futur Musée*, p. 29.

mieux que tout autre aux besoins de la vie moderne et aux médiations de nos artistes et de nos industriels. »

J'ai dit que Camille Favre avait un esprit singulièrement ouvert ; aussi ne m'est-il pas possible d'indiquer, même sommairement, tous les sujets militaires, politiques ou autres sur lesquels se porta son esprit et sur lesquels il a écrit. Je rappellerai seulement deux articles sur *Le comte de Cavour et son biographe William de la Rive*¹, ses *Réflexions sur notre état militaire*², ses quarante-cinq articles sur *La guerre anglo-transvaalienne*³, ses sept articles sur *La réforme de l'armée anglaise*⁴, les conférences qu'il fit en Angleterre sur l'organisation d'une armée de milices et qui lui valurent une grande notoriété au-delà de la Manche, ses articles sur la politique anglaise.

Délégué à la VII^e conférence de la Croix-Rouge en Russie, il publia ses notes de voyage⁵. Durant une cure à Contrexéville, il se rendit à Domrémy, lieu de naissance de Jeanne d'Arc, et il a laissé un souvenir de ce pèlerinage⁶.

Camille Favre estimait que tout bon Suisse doit employer ses forces et les occasions qui se présentent, à faire connaître et aimer son pays au loin, comme il doit aussi apprendre des pays étrangers.

Il aimait Genève de tout son cœur, il avait intensément joui de la fête de la Restauration, il avait marché dans le cortège du 31 décembre à la tête des éclaireurs comme vice-président du Comité national. Mais il trouvait les Genevois trop particularistes. Le 1^{er} janvier je m'entretenais de ce sujet avec lui : « A Genève,

¹ *Journal de Genève* du 21 avril et du 15 mai 1911; tirage à part, Genève, 1911, in-12 de 41 p

² *Revue militaire suisse*, 41^{me} année, 1896, p. 1-18, 90-106 et 137-153.

³ *Journal de Genève* du 13 janvier 1900 au 24 septembre 1901, avec une carte.

⁴ *Ibidem*, du 7 juillet au 28 octobre 1900.

⁵ *La VII^{me} Conférence de la Croix-Rouge en Russie, notes de voyage*, dans le *Journal de Genève* des 4, 5, 12, 16, 21 et 23 juillet 1902; tirage à part, Genève, 1902, in-12 de 68 p.

⁶ *Journal de Genève* du 7 octobre 1912.

me disait-il, nous ne parlons de la Suisse que du bout des lèvres, » et comme je n'étais pas tout-à-fait de son avis : « Sans la Suisse nous ne serions rien, » ajouta-t-il, et sur ce point nous étions parfaitement d'accord.

Ce fut sa constante préoccupation, au cours de sa carrière aux aspects variés, de faire connaître et aimer la Suisse ; il pensait avec raison que tout bon patriote a une responsabilité à cet égard ; il s'est constamment efforcé, d'une part de faire aimer et respecter la Suisse à l'étranger, d'autre part de créer des liens toujours plus nombreux entre Genève et la Suisse. Par sa position, par sa conversation, car il était très sociable et aimait à causer, par sa courtoise amabilité, par l'autorité qu'il avait acquise, nul mieux que lui ne pouvait s'acquitter de cette tâche patriotique par excellence.

Aussi ne séparerons-nous pas Genève et la Suisse dans l'expression des regrets qu'a causés la mort de Camille Favre chez tous ceux qui l'ont connu. La Suisse et Genève ont perdu un de leurs enfants qui les confondait dans un commun et profond amour.

Mémoires, Rapports, etc.

présentés à la Société.

811. — *Séance du 13 novembre 1913.*

Journal d'un grenadier genevois de 1814 (Ami Fillion), commun. par M. Émile RIVOIRE.

Parmi les nombreux récits contemporains de la Restauration de Genève, le journal inédit d'Ami Fillion — un tout petit cahier d'une douzaine de pages — occupe une place très modeste. Les nouvelles politiques et militaires y coudoient les naissances survenues dans la famille, le gel du lac et du Rhône, le 23 février 1814, l'inondation de 1816, l'incendie du

Salève du 4 février 1817 et le tremblement de terre du 11 mars suivant. La première mention est celle de l'arrivée des Autrichiens, le 31 décembre 1813, à midi et demi : « Les Français avaient évacué la ville le matin à 8 heures, après un séjour de 14 ans, 8 mois, 14 jours, 19 heures et 30 minutes. » La dernière note est du 27 avril 1817. Une précision méticuleuse et quelques détails inédits font l'intérêt de ce journal.

L'auteur, grenadier de la compagnie Cayla, parle peu de sa personne et ne dit pas un mot du tir du 10 octobre 1814 où il remporta le premier prix, sous forme d'une médaille d'or frappée avec le coin de la médaille du Collège de 1782 et portant au revers : « La Patrie restaurée à la garde genevoise. 1814. » Mais ce n'est pas sans fierté qu'il inscrit, sous la date du mercredi 23 octobre 1816 : « Nous grenadiers, au nombre de 120, dans la plus belle tenue possible, avons pris Carouge, à dix heures du matin, sans aucune résistance. »

La Restauration de la République de Genève (1813-1814) racontée par divers Genevois : Saladin-de Budé, Suky Revilliod, Jean-Jacques Rigaud, Augustin de Candolle, Jean Picot, François Broé, John Du Pan, Henri Merle d'Aubigné, communication de M. Édouard FAVRE. — Imprimé dans *La Restauration de la République de Genève, témoignages de contemporains*, recueillis par M^{lle} Lucie Achar et M. Édouard Favre Genève (1913, 2 vol. pet. in-8), t. I, p. 3-13, 55-57, 71-73, 159-161, 179-180, 221-227 et t. II, p. 119-128, 135-138, 139-141, 150-152, 153-154, 255-259.

La lettre d'Henri Merle d'Aubigné à James Du Pasquier à Neuchâtel, datée du 31 décembre 1813, est encore inédite.

812. — *Séance du 27 novembre 1913.*

La fondation et les premiers directeurs de l'Hôpital général de Genève, par M. Léon GAUTIER. — Fragment (p. 1-55) de l'ouvrage intitulé : *L'Hôpital général de Genève de 1535 à 1545* [par Léon Gautier] et *L'Hospice général de 1869 à 1914* [par E. Joutet], Genève, 1914, in-8 de 93 p., avec une pl.

La condamnation de l'Émile et la médaille des vingt-quatre commissaires de la bourgeoisie de Genève, 1762-1769, par M. Eugène DEMOLE. — Impr. dans *Archiv für Medaillen- und Plaketten-Kunde*, Halle a.d. Saale, 1^{re} année (1913-1914), p. 1-55.

813. — *Séance du 18 décembre 1913.*

La destruction d'Avenches dans les sagas scandinaves, par M. Paul-E. MARTIN, d'après des notes de Ferdinand de Saussure. — Impr. dans l'*Indicateur d'histoire suisse*, 25^me année (1915), p. 1-13.

La cité de Carcassonne, l'œuvre des Wisigoths, des Trencavel et des rois de France, du V^e siècle à 1285, par M. Émile DEMOLE.

M. Émile Demole expose et illustre par des projections lumineuses le système de défense de la cité de Carcassonne de l'époque gauloise jusqu'en 1285.

Le terrain qui entoure les remparts, escarpé sur la moitié du pourtour de la place, est, au sud, presque au niveau de l'intérieur de la cité. Chaque partie des défenses a son caractère propre. La façon dont l'enceinte intérieure commande les remparts extérieurs, sur un terrain irrégulier, les différences que présentent les défenses de la Porte Narbonnaise et de la Porte d'Aude donnent à la cité un caractère particulier, de même que la grande diversité de plan de ses cinquante-deux tours et quatre échauguettes.

Sur l'enceinte intérieure, qui suit le sommet du rocher, les bases carrées de tours romaines furent utilisées, au V^e siècle, par les Wisigoths pour asseoir leurs tours circulaires extérieurement pleines jusqu'à la moitié de leur hauteur, avec de grandes baies en plein cintre, dont les volets étaient pourvus d'archères. Cette enceinte intérieure, la seule qui exista jusqu'à Louis IX, porte encore, en plusieurs endroits, les traces d'attaques par les engins de guerre, lors d'un siège antérieur au XII^e siècle.

Au commencement du XII^e siècle, les vicomtes Trencavel construisirent le château, sur la face ouest de la cité, au point le plus escarpé du rocher, pour commander les abords de la rivière de l'Aude. Un long chemin fortifié et détourné descend du château à une forte barbacane, démolie vers 1820. C'est à ce point qu'en sont les travaux de restauration.

Assiégée et prise, en 1209, par Simon de Montfort, lors de la croisade contre les Albigeois, la cité fut de nouveau assiégée, en 1240, par Raymond II Trencavel, qui cherchait à reconquérir le domaine de sa famille. Il dut cependant se retirer devant les troupes de Louis IX, bien que le siège fût avancé, les courtines wisigothes ayant cédé sur plusieurs points. Profitant alors des expériences faites pendant ces deux sièges, Louis IX construisit l'enceinte extérieure — qui comprend quatre barbacanes, quatorze tours et deux échauguettes — et englobe les points faibles du terrain

au sud et au nord-est surtout; ces constructions furent faites en hâte, notamment en face d'une des portes wisigothes, comme le montre l'irrégularité des matériaux employés, parfois énormes. Toutes les tours de cette enceinte extérieure sont trapues, ne dépassant guère les courtines en hauteur, mais très saillantes et destinées au tir rasant, à longue distance. Une seule, la tour de la Vade s'élève comme un donjon isolé, pourvu de tout le nécessaire pour soutenir un siège.

Étant ainsi à l'abri des surprises, Philippe III refit sur le front est-sud-ouest, une grande partie de l'enceinte intérieure, la munissant de tours hautes, très fortes et soigneusement « engignées ». Ces tours, toutes de plan différent, commandent les approches. Elles sont construites en maçonnerie bosselée et plusieurs sont munies d'un éperon pour résister au tir des engins. Elles sont des exemples complets des ressources de la défense, à la fin du XIII^e siècle.

Partout, les tours interceptent les chemins de ronde, qu'elles commandent parfois de très haut, et partout, le système des hourds de bois est employé. Ces hourds ont été reconstitués sur une des faces du château.

A l'intérieur de la cité, il subsiste encore plusieurs maisons contemporaines des défenses, trois des anciens puits et l'ancienne cathédrale Saint-Nazaire (XII^e et XIV^e siècles) dont le front est fortifié et qui a conservé des vitraux et des sculptures remarquables.

814. — *Séance du 8 janvier 1914.*

Rapport du président (M. Édouard FAVRE) et du trésorier (M. Édouard CHAPUISAT) sur l'exercice 1913.

Le traité de Turin (3 juin 1754) et les Archives de Genève, par M. Raoul CAMPICHE. — Impr. dans la *Revue savoisienne*, 55^{me} année (1914), p. 194-204.

Le secours de Lavaux à Genève (1602-1603), par M. Raoul CAMPICHE. — Impr. dans la *Revue historique vaudoise*, 22^{me} année (1914) p. 78-81.

815. — *Séance du 22 janvier 1914.*

Camille Favre, allocution de M. Édouard FAVRE, président. — Impr. ci-dessus, p. 3-9.

L'intervention de l'État dans l'industrie privée à Genève, pendant la période révolutionnaire (1792-1798), par M. Antony BABEL. —

Fragment d'un mémoire en préparation sur l'*Histoire corporative de l'horlogerie genevoise*.

Les dernières trouvailles archéologiques faites à Genève, communication de M. Louis BLONDEL. — Impr. ci-après p. 23-32.

Inscription romaine de l'ancien Évêché, relevée en 1764 par l'architecte Jean-Michel Billon, commun. par M. Paul-E. MARTIN.

Les Archives d'État conservent deux grands plans des bâtiments de l'ancien Évêché, soit des prisons, levés en juillet 1764 par l'architecte Jean-Michel Billon (1705-1778) ¹. A ces plans correspondent des « Explications et rapport de tous les bâtiments des prisons et des environs », soit le rapport de la visite faite aux prisons par Billon, avec le maître-maçon Jean-Jaques Matthey, et l'exposé des propositions relatives aux réparations urgentes ². C'est dans ce rapport, daté du 28 septembre 1764 et qui permit à la Chambre des Comptes d'obtenir du Conseil l'autorisation de procéder à la réfection de la bâtisse ³, que M. Paul Martin signale un intéressant croquis et le texte d'une inscription romaine.

Billon, examinant l'état de conservation du mur extérieur des prisons, s'arrête au premier angle rentrant de la face orientale et complète à l'aide d'un dessin la description de l'appareil.

« N° 9. Près de cet angle rentrant, il y a une pierre de roche avec une inscription et un pilastre canelé sans baze ni chapiteau couché et fait comme ici.



Au-dessus de ce pilastre il y a quatre assizes de roche non taillées. »

¹ Armoire 12, Portef. n° 20.

² Chambre des Comptes, liasse n° 107 bis.

³ R. C., vol. 264, p. 466 (5 octobre 1764).

En 1840, lors de la démolition de l'ancien Évêché, cette inscription n'a été ni retrouvée ni signalée (voir M. D. G., t. I., p. 10-14 et p. 204-222). Paul Lullin distingue à cette époque cinq murs parallèles dans les ouvrages de soutènement de la colline, du côté du levant (*ibid.*, p. 219). Ces cinq murs marqueraient les traces de trois enceintes successives, une reconstruction placée par Lullin en 1752 et qui doit être plutôt celle de 1764, un ouvrage du milieu du XV^me siècle, enfin l'appareil primitif, fait de fortes roches et qui serait une partie de la muraille dite de Gondebaud. D'après le devis de 1764, le mur en cet endroit n'avait pas besoin d'être renforcé. L'inscription était donc encastrée soit dans un appareil du moyen âge, soit dans celui de la muraille romaine ou post-romaine.

M. Martin espère que l'étude du texte donné par Billon et la comparaison avec d'autres fragments épigraphiques retrouvés à Genève, permettront de tirer parti de cette inscription romaine encore inédite.

816. — *Séance du 12 février 1914.*

La question de l'Université à Genève, il y a cent ans, par M. Charles BORGEAUD. — Impr. dans l'*Indicateur d'histoire suisse*, 24^me année (1914), p. 65-86.

La Glorieuse rentrée, racontée par les agents de Louis XIV en Suisse et à Genève, communication de M. Lucien CRAMER. — Impr. dans le *Bulletin de la Société d'histoire vaudoise*, année 1914, n° 32.

817. — *Séance du 26 février 1914.*

Genève, Pierre de la Baume, Charles III, duc de Savoie, et les Suisses; lettres inédites, tirées des archives de Turin, commun. par M. Albert VOGT.

L'histoire des dernières années du régime épiscopal à Genève et de l'émancipation politique de cette ville a été étudiée dans les archives genevoises et suisses. Les archives étrangères, notamment celles de Turin, n'ont pas encore été explorées systématiquement à ce point de vue. M. l'abbé Albert Vogt a entrepris cette œuvre et ce sont les résultats de trois campagnes de recherches à Turin qu'il expose.

Les archives de Turin ne possèdent pas seulement les minutes de la chancellerie ducale et les lettres qui lui étaient adressées, mais une quantité de documents de provenance inconnue et qui émanent souvent des adversaires de la politique savoyarde.

Les copies de M. Vogt se répartissent en de nombreux dossiers qui concernent les principaux acteurs de la lutte dont l'enjeu était la souveraineté de Genève : le duc Charles III, actif et souvent habile, l'évêque Pierre de la Baume, grand seigneur, peu bienveillant pour les marchands qui « cuidoient être des princes », les Eidgnots, batailleurs et obstinés dans leur désir de liberté.

Les lettres des agents du duc à Genève, particulièrement d'un certain Duduc, forment une chronique peut-être tendancieuse, mais très vivante de la vie politique, surtout en 1527. Les partis se battent dans les rues et les meurtres sont fréquents. Les chanoines, qui appartiennent à la noblesse de la région, sont molestés par les citoyens. Emprisonnés même par l'évêque, ils sont accusés de complicité dans un coup de main tenté sur sa personne, à Notre-Dame de-Grâces. Pierre de la Baume, en effet, bien qu'il soit d'accord avec le duc pour lutter contre les tendances révolutionnaires des citoyens et les effets de la combourgeoisie avec Fribourg et Berne, ne répond pas à l'attente de Charles III. Ses intentions ne sont pas claires et, en 1526, le duc intrigue à Rome pour se débarrasser de lui et mettre sur le siège de Genève une créature plus docile.

Les lettres d'Ami Girard à Besançon Hugues nous transportent dans le camp adverse. Elles renseignent le chef des Eidgnots, qui négocie à Berne, sur les préoccupations des patriotes, les mesures de défense prises en vue d'une attaque brusquée en 1526 : on bouche les portes, on dégage les glacis ; les hommes armés sont recensés ; on compte déjà parmi eux 1576 arquebusiers.

Les lettres les plus piquantes sont celles que l'évêque adresse à Besançon Hugues. Leurs relations semblent avoir été très cordiales au début. L'évêque écrit à Besançon pour le charger de diverses commissions et l'invite même à venir le rejoindre en Bourgogne pour parler d'affaires et boire de bons vins. Puis les billets très brefs deviennent amers, pleins de reproches, de plaintes, jusqu'en 1532. Pierre de la Baume ne comprend pas ce qui se passe dans la tête de ses anciens sujets, qu'il a quittés et qu'il n'ont point de respect pour leur prince. Entre lui et le peuple de Genève, un fossé est creusé qui ne se comblera plus.

818. — *Séance du 12 mars 1814.*

Le premier séjour du résident Félix Desportes à Genève (décembre 1794-octobre 1795), par M. Frédéric BARBEY. — Fragment d'un ouvrage en préparation sur *Félix Desportes et la réunion de Genève à la France, 1794-1799.*

Notes d'un officier genevois, Jean-Louis Rieu, du 25 avril au 9 août 1815, commun. par M. Édouard FAVRE.

Ces notes très brèves sont intitulées : « Campagne de 1815. » Elles ne sont pas signées; l'identification de l'auteur peut cependant être facilement faite par la mention de son entrée, comme capitaine, dans l'état-major du colonel Sonnenberg. Elles ne sont pas de l'écriture de Jean-Louis Rieu, c'est une copie qui a été retrouvée par M. C.-M. Briquet dans les papiers de J.-Moïse l'aris.

819. — *Séance du 26 mars 1914.*

Les Mülhauser et la porcelaine dite « Vieux Genève » (1787-1818), par M. Charles ROCH. — Paraîtra dans l'*Indicateur d'antiquités suisses* (1915).

Madame de Staël et ses amis genevois, d'après des documents inédits, par M. Pierre KOHLER. — Paraîtra dans le volume du même intitulé : *Madame de Staël et la Suisse, étude biographique et littéraire.*

820. — *Séance du 23 avril 1914.*

Le feld-maréchal de Bubna et le gouvernement de Genève, 1813-1815, par M. Eugène DEMOLE. — Impr. dans le *Journal de Genève* du 29 juin 1914; tirage à part, Genève, 1914, in-12. de 25 p., avec une fig.

Deux manifestes en anglais de John Knox et de Christophe Goodman contre le gouvernement des femmes et le pouvoir absolu des rois, imprimés à Genève en 1558, communication de M. Charles MARTIN.

M. Charles Martin donne lecture d'un fragment de l'ouvrage qu'il prépare sur *l'Histoire de l'Église anglaise à Genève de 1555 à 1560.*

Les membres de cette Église, John Knox en particulier, furent très actifs dans la lutte que les protestants eurent à soutenir contre l'autocratie royale représentée, en Écosse, par la régente Marie de Guise affiliée à la Ligue; et, en Angleterre, par Marie Tudor influencée par son mari Philippe II d'Espagne. La crise atteint son point culminant en 1557. John Knox, retenu à Dieppe par les dangers auxquels l'aurait exposé en Écosse l'hostilité de la régente, y recevait, de première main, les nouvelles des

persécutions que la reine d'Angleterre, Gardiner et Bonner faisaient subir aux protestants.

Il donna alors essor aux sentiments de violente hostilité qu'il entretenait depuis longtemps contre le gouvernement des femmes et rédigea un manifeste qu'il intitula : *The first blast of the trumpet against the monstrous regiment of women* (Le premier coup de trompette contre le monstrueux gouvernement des femmes).

La rédaction de ce pamphlet, car malgré son étendue c'est un pamphlet, est pour Knox l'accomplissement d'un devoir que sa conscience lui impose malgré toutes les oppositions qu'il sait devoir lui susciter. Il y soutient cette thèse : « Élever une femme à l'autorité suprême est chose contraire à la nature, à la volonté de Dieu révélée dans sa Parole et finalement subversive du bon ordre, de toute équité et de toute justice. » Il la défend par les déclarations des philosophes, les principes du droit romain et surtout par les enseignements des Écritures, unanimes, suivant lui, à condamner une telle autorité. Au nom des principes théocratiques qu'il a puisés dans son commerce avec Calvin, Knox affirme que, puisque ce gouvernement est condamné par la Parole de Dieu, les chrétiens, magistrats, nobles et même simples citoyens doivent lui résister, surtout lorsqu'il est persécuteur des fidèles, et se préparer à soutenir ceux qui auraient le courage d'en délivrer le peuple.

Knox arriva à Genève dans les premiers mois de 1558 et fit imprimer son manuscrit sans nom de lieu ou d'auteur et sans date, mais s'en reconnut toujours ouvertement comme l'auteur.

A la même époque les réfugiés de Genève avaient demandé à son collègue Christophe Goodman de développer et de faire imprimer un sermon qu'il y avait prêché sur ce texte : « Jugez vous-mêmes, s'il est juste de vous obéir plutôt qu'à Dieu. » Il en avait tiré un traité sur ce sujet : *How superior powers ought to be obeyd of their subjects, and wherin they may lawfully by Gods Worde be disobeyed and resisted...* (Comment les puissances supérieures doivent être obéies par leurs sujets et en quoi il peut être légitime de leur désobéir et de leur résister par la Parole de Dieu.) L'auteur combat énergiquement le principe qui a pénétré chez des gens pieux, que l'on doit en tout et partout obéissance aux rois, malgré l'injustice de leurs ordres, principe qui paralyse l'action des meilleurs. Il lui oppose, comme Knox, le principe théocratique (dans le sens primitif de ce mot) de l'obéissance à la volonté de Dieu, révélée dans sa Parole, même vis-à-vis des rois et des puissants et, en particulier, vis-à-vis d'une autorité aussi illégitime que celle de Marie Tudor. Pour lui comme pour Knox, le règne d'une femme est chose impie, opposée à la volonté de Dieu

Il soutient que sa théorie n'est pas subversive ni opposée à une autorité royale légitime qui se soumet elle-même à la loi de Dieu, mais conservatrice de l'ordre et de la paix. Vis-à-vis d'une tyrannie anti-chrétienne, la résistance est légitime, et ne doit être uniquement passive, ni de la part des nobles et des magistrats qui sont choisis pour défendre et protéger leur peuple, ni de la part du peuple lui-même. Celui-ci a ses droits et ne doit pas y renoncer sous peine de désobéir à Dieu. En passant, Goodman défend la légitimité de la révolte de Wyatt, dont l'insuccès ne doit pas décourager les partisans de l'indépendance. Ceux-ci ne doivent en aucun cas accepter de désobéir à la volonté de Dieu pour servir les rois, mais se préparer à soutenir le combat. S'ils sont obligés de s'exiler, pour un temps, ils doivent se garder de tout compromis avec le papisme, et attendre, avec foi, le jour de la délivrance.

Malgré ses violences et ses longueurs, cet écrit a certainement une réelle valeur politique. Le droit des peuples y est fermement, clairement, positivement affirmé en face de l'absolutisme royal et de ses prétentions.

821. — *Séance du 7 mai 1914.*

Les noms de lieu de la Suisse romande : spécimen d'une carte toponymique, par M. Ernest MURET.

M. Muret présente une carte au 100000^e, qui doit représenter à l'Exposition nationale de Berne l'enquête sur les noms de lieu de la Suisse romande, rattachée au *Glossaire des patois* et dirigée par lui. Cette carte porte les noms des communes et des paroisses des cantons du Valais, de Fribourg, de Genève, de Vaud et de la partie limitrophe du canton de Neuchâtel, ainsi que plusieurs noms de cours d'eau dont on a tiré les noms des communes riveraines. Les principaux types onomastiques sont distingués par des traits de couleur différente. Sur un total de 808 noms, 78 (soit le 9,65 %) sont demeurés obscurs. Le reste est réparti en sept catégories, les attributions douteuses (48, soit le 5,94 %) étant marquées par un pointillé d'une ou de deux couleurs :

- 1) Noms de lieu préhistoriques, ligures ou celtiques : 20 (2,47 %).
- 2) Noms de lieu formés d'un nom de personne romain ou gallo-romain ou dérivés d'un nom d'homme barbare par un suffixe gallo-romain : 181 (22,40 %).
- 3) Noms de lieu formés d'un vocable de saint : 34 (4,20 %).

4) Noms de lieu germaniques en *-ing* et noms romans modelés sur ce type germanique : 98 (12,12 0/0).

La répartition géographique de ces noms, cantonnés entre la limite des langues, à l'est, et le Jura et l'Aubonne à l'ouest, leur continuité avec les noms en *-ingen* et *-igen* de la Suisse allemande, la présence de traits dialectaux alémaniques, ce sont là autant de raisons qu'on pourrait faire valoir contre l'opinion courante qui les attribue aux Burgondes.

5) Noms de lieu divers formés à partir de l'époque barbare d'un nom, d'un surnom ou d'un qualificatif de personne, le plus souvent (50 sur 75) en composition avec un nom commun : 75 (9,28 0/0).

6) Noms formés d'autres noms de lieu : 12 (1,48 0/0).

7) Noms de lieu tirés du vocabulaire latin ou roman :

a) sans les composés attribués aux catégories 2, 3, 4 et 5 : 260 (32,17 0/0).

b) y compris les composés attribués aux catégories précédentes : 321 (39,72 0/0).

8) Noms de lieu allemands : 2 (0,24 0/0) ;

et un nom de lieu germanisé (*Cutterwyl*), attribué à la catégorie 4.

En terminant, l'auteur insiste sur le caractère tout provisoire de cet essai de synthèse toponymique. Il aurait voulu donner pour épigraphe à sa carte le vieil adage : *Errare humanum est*.

L'introduction à Genève de l'année du 1^{er} janvier, par M. Édouard BURNET. — Impr. dans l'*Indicateur d'histoire suisse*, 24^{me} année (1914), p. 195-209.

La publication des lettres de Charles Pictet de Rochemont et de François d'Ivernois, par M. Lucien CRAMER. — Voir son introduction à la *Correspondance diplomatique de Pictet de Rochemont et de François d'Ivernois, Paris, Vienne, Turin, 1814-1816*, tome 1^{er} (Genève, 1914, in-8), p. XI-XLVII.

Notes sur l'iconographie de Charles Pictet de Rochemont (1755-1824), par M. Paul-E. MARTIN.

M. Paul-E. Martin résume les recherches qu'il a poursuivies en vue de l'illustration de la *Correspondance diplomatique de Pictet de Rochemont* éditée par la Société d'histoire. Il a utilisé dans ce but des notes d'Edmond Pictet dans son « Histoire manuscrite de la famille Pictet » et consulté les dossiers des archives de la famille Pictet de Sergy conservés à Villars par M. Paul Pictet, et ceux de la collection Maillart-Gosse.

Le portrait publié par la Société est un dessin estompé aux deux crayons de M^{me} Munier-Romilly, appartenant à M. Maurice Pictet de Rochemont¹. Il a inspiré plusieurs lithographies parmi lesquelles celle de Deville, vers 1827, et celle de M. Émile Artus en 1892². En outre les archives de Villars possèdent une aquarelle du même type, qui est l'œuvre de la fille de Pictet de Rochemont, M^{me} J.-A. Galiffe.

M. Martin présente ensuite une série d'autres portraits du diplomate genevois qui peuvent être chronologiquement énumérés comme suit :

1° Miniature sur ivoire par Soiron (1799), propriété de M. Amé Pictet.
2° Sépia, sans nom d'auteur, du même type que la précédente; archives de Villars. 3° Crayon, par Massot, ayant appartenu à Edmond Pictet³.
4° Crayon, par M^{me} Pictet de Rochemont (janvier 1821); archives de Villars.
5° Esquisse au crayon, profil sur papier calque, sans date ni nom d'auteur; archives de Villars. 6° Lithographie signée A. M.[unier] R.[omilly], postérieure à 1822; collection Maillart-Gosse. L'expression de Pictet de Rochemont dans ce dernier portrait est fort différente, beaucoup plus juvénile que dans l'estampe du même auteur. Si l'attribution en est bien exacte, il faut penser que M^{me} Munier a travaillé, après 1821, d'après ses souvenirs et de précédentes esquisses.

En terminant, M. Martin mentionne le masque mortuaire de Pictet de Rochemont, déposé au Musée d'art et d'histoire par M. Paul Pictet, et, dans une des niches de l'Athénée, un buste modelé par Frédéric Dufaux d'après le masque mortuaire.

¹ Voir *Correspondance diplomatique de Pictet de Rochemont et de François d'Ivernois, Paris, Vienne, Turin, 1814-1816*, tome I^{er} (Genève 1914, in-8), hors texte.

² Publiée par Edmond Pictet dans *Biographie, travaux et correspondance diplomatique de C. Pictet de Rochemont*, Genève, 1892, in-8, hors texte.

³ Reproduit dans *Genève Canton suisse, 1814-1816*, par Charles Borgeaud (Genève 1914, pet. in-8), p. 60.

Faits divers

Durant l'année qui vient de s'écouler, la Société a publié :

Au mois de mars 1914, la huitième et dernière livraison du tome III du *Bulletin*, datée d'octobre 1913.

Au mois de juillet 1914, le premier volume (hors série) de la *Correspondance diplomatique de Charles Pictet de Rochemont et de François d'Ivernois, Paris, Vienne, Turin, 1814-1816*, publié, pour la Société, par M. Lucien Cramer.

Au mois d'avril 1914, le tome V des *Registres du Conseil de Genève (du 7 février 1492 au 4 février 1499)*, publié par les soins de MM. Léon GAUTIER, Émile RIVOIRE et Victor VAN BERCHEM.

En cours de publication :

Le 2^{me} volume de la *Correspondance de Charles Pictet de Rochemont et de François d'Ivernois*, et les tables des deux volumes.

Le *Mémorial des années 1888 à 1913 de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*.

La Société a fait, le 21 mai, une excursion à Satigny, Peney-dessus, Chouilly, Thoiry, Allemogne, Peregnin, Pouilly, Sergy, Prévessin, Ferney, Tournay et Pregny.

La Société a reçu, pour la publication de la *Correspondance diplomatique de Charles Pictet de Rochemont et de François d'Ivernois*, les dons suivants : de la Confédération, 3000 francs, de la Société auxiliaire des sciences et des arts, 2000 francs, et de M. Maurice Pictet de Rochemont, 600 francs.

Ouvrages reçus par la Société

du 15 octobre 1913 au 15 octobre 1914.

A*Publications de Société et recueils périodiques.*

La Société a continué à recevoir les publications des Sociétés correspondantes dont on trouve la liste aux p. 451-456 du tome III du *Bulletin*.

B*Livres et brochures.***Donateurs :**

Anonyme, 1 vol. — Confédération suisse, 1 broch. — MM. Lucien CRAMER, 3 broch. — Eugène DEMOLE, 4 broch. — W. DEONNA, 1 broch. — Max DE DIESBACH, 2 vol. et 10 broch. — M^{me} Camille FAVRE, 6 vol. — MM. Ernest GOVERTS, 1 broch. — W. LORENZEN, 1 vol. — Conrad DE MANDACH, 2 broch. — Paul-E. MARTIN, 1 vol. et 7 fasc. — Jaques MAYOR, 2 broch. — Association du Monument international de la Réformation, 1 fasc. — MM. Ernest MURET, 1 broch. — Charles PERREGAUX, 1 broch. — Marc PETER, 1 vol. — T. DE RAEMY, 1 vol. — Burckard REBER, 12 broch. — Francis REVERDIN, 1 vol. — Eugène RITTER, 1 broch. — Société des Arts, 1 broch. — Stadtbibliothek Winterthur, 1 fasc. — Ville de Genève, 2 broch.

NOTES D'ARCHÉOLOGIE GENEVOISE

I

BOULEVARD DE SAINT-LÉGER

Pendant l'hiver 1913, la ville de Genève a fait construire un nouvel égout entre le pont de Saint-Léger et le cours des Bastions. Il s'agissait de relier le seul grand canal d'écoulement qui du cours des Bastions va au Rhône avec un petit égout de l'ancienne rue Saint-Léger. Ce premier grand canal n'est autre encore aujourd'hui qu'une galerie d'écoulement suivant la base des anciens bastions Bourgeois et d'Yvoi. Il se trouve à 12 mètres de profondeur au-dessous du niveau du cours des Bastions et reçoit en cet endroit plusieurs canaux maçonnés anciens alimentés par des eaux de sources. De tous temps, en effet, il y a eu ici des sources considérables qui se déversaient dans les fossés sur le front du bastion du Pin. Ces eaux causèrent souvent de grands dégâts, en 1732 entre autres, et furent captées, en 1735, pour alimenter des fontaines à l'intérieur de la ville¹. Le petit égout de Saint-Léger, au lieu de se rendre directement dans ce grand collecteur, empruntait un chemin détourné, passant sous le Cavalier Micheli dans d'anciennes galeries, dont nous étudierons le tracé plus loin.

C'est pour remédier à cet état de choses que la Ville a entrepris ce gros travail, travail difficile en premier lieu à cause de la profondeur des fouilles et de la friabilité du terrain. Partant du cours des Bastions, les ouvriers rencontrèrent tout d'abord un gros mur bien conservé, la courtine de 1721 qui reliait le flanc gauche du bastion Bourgeois, bâti en 1668, avec le nouveau bastion du Pin.

¹ Genève, *Archives d'État*. États des ouvrages faits aux fortifications, 1732 et 1735. Chambre des Fortifications, carton 33.

Ce mur possède encore son parement extérieur et a plus de 2^m. 50 d'épaisseur. Quelques mètres plus loin, un second mur, beaucoup plus dur et qui n'est autre que le prolongement du cavalier Micheli, l'ancien boulevard de Saint-Léger. Ce boulevard a subi, au cours des siècles, des fortunes très diverses. Bâti en 1544, il fut coupé et diminué de la moitié en 1721¹; toute la face gauche fut démolie ainsi qu'une partie de la face droite. On gardait un fragment du boulevard pour couvrir les vieux souterrains de Saint-Léger; et dès lors on le baptisa du nom de « cavalier ». Ce mur s'est trouvé très résistant; épais de plus de trois mètres; des cailloux roulés de l'Arve, du tuf et une grande quantité de matériaux formaient le gros œuvre. A l'extérieur un parement en roche.

Ce boulevard, comme on le sait, a été construit avec les maisons et les églises des faubourgs démolis dès 1534. J'y ai trouvé un beau fragment de chapiteau du XIII^{me} siècle avec une décoration sobre rappelant celle de l'église de Satigny. Ce fragment, transporté au Musée, provient d'une des deux églises du faubourg voisin, l'église de Saint-Léger ou le couvent de Notre-Dame-de-Grâces. Il est presque certain qu'il appartenait plutôt à l'église paroissiale de Saint-Léger, car le couvent du Pont d'Arve plus lointain a été démoli plus tard et son église, enrichie surtout au XV^e siècle, était moins ancienne que l'église de Saint-Léger, citée déjà au XII^e siècle. A noter encore quelques fragments de linteaux de porte et une nervure de voûte. Il est regrettable pour l'archéologie que l'on ne puisse démolir tout ce mur, dernier refuge d'édifices importants des faubourgs.

Avant de quitter le boulevard Saint-Léger, étudions les galeries qui servaient d'égout à la rue et qui passent sous le cavalier actuel. L'entrée de ces galeries, où l'on se tient facilement debout se trouve près du pont, vers l'ancienne poterne¹ (fig. 1). Après avoir décrit une ligne sinueuse sous les laboratoires de sérothérapie et avoir subi un étranglement, de facture plus récente, ce passage tourne brusquement et rejoint une seconde galerie qui, d'un côté, descend fortement vers le canal du cours des

¹ E. MASSÉ, *Essai historique sur les diverses enceintes et fortifications de la ville de Genève*, Genève et Paris, in-8, p. 87.

Bastions et, de l'autre, se dirige vers le Palais Eynard et le boulevard de Miron. Tout le sol est bien carrelé, la voûte est appareillée en molasse, sauf dans la partie certainement plus récente en briques, près de la courtine de 1721. A part l'étranglement

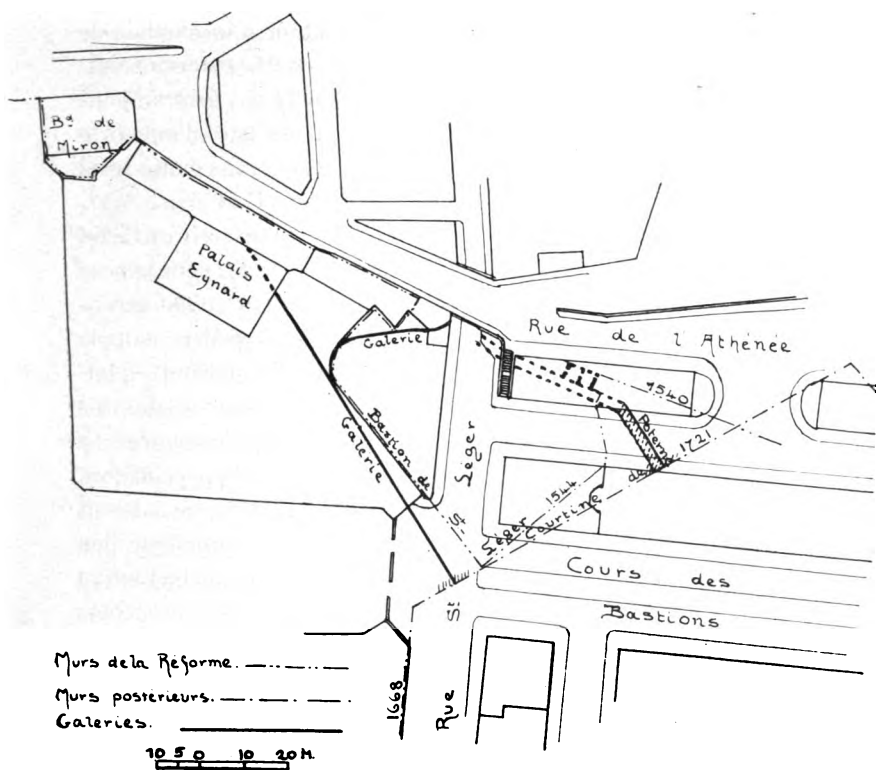


Fig. 1. — Boulevard de Saint-Léger — Plan

que nous avons signalé et la partie du côté du Palais Eynard où le passage n'a plus que sa demi hauteur, l'ouvrage est bien conservé. Dans la section qui touche à la courtine de 1721, soit au grand fossé, l'inclinaison est forte; aussi de deux en deux mètres sont disposés, à hauteur d'appui, des crampons en fer. L'on y voit aussi à la voûte une prise d'eau.

A quoi pouvait bien servir cette galerie et quand a-t-elle été construite ? Toute la partie qui est sous le boulevard est bien ancienne et pourrait dater du ^{xvi}^e siècle, le reste me semble du ^{xviii}^e siècle. L'hypothèse d'un aqueduc doit être écartée au moins pour l'amenée des eaux dans la ville, vu la pente en sens contraire ; nous ne sommes pas non plus dans une de ces galeries de mines si nombreuses ; je crois bien plutôt à un couloir de sortie détourné, pouvant mener de l'entrée de la poterne Saint-Léger au grand fossé à l'angle du Bastion Bourgeois ; les crampons sont aussi une preuve que nous sommes là en présence d'une sorte de poterne et non pas d'un égout. On se sera sans doute servi d'un ancien ouvrage que l'on aura complété en 1721.

A ce sujet il est intéressant de mentionner ce qu'écrivait Pictet de Sergy en 1845. « Les fouilles exécutées, en 1820, pour la pose des fondations de la grande maison de M. Eynard ayant fait découvrir un souterrain haut de six pieds, large de quatre, dans la direction de la maison Claparède (palais de Gondebaud), quelques auteurs ont pensé qu'il avait été creusé dès le temps des rois de Bourgogne pour leur servir d'issue protectrice en cas de siège.¹ » Ce souterrain dont parle Pictet de Sergy n'est autre que celui dont nous nous occupons ; sa dimension et sa direction ne laissent aucun doute à ce sujet ; mais, l'attribution en est quelque peu fantaisiste ; au lieu d'être burgonde, ce souterrain date tout au plus du ^{xvi}^e siècle.

Derrière ces murs, le terrain s'est trouvé composé de remblais très profonds, avec une multitude de fragments de poterie romaine. Il faut se rappeler que certaines levées de terre des Tranchées, sur l'emplacement du faubourg romain, ont servi à remblayer les fossés, sur le front de Saint-Léger. Enfin, sous le pont même de l'Athénée, on a retrouvé intactes, les bases de la porte qui conduisait de la rue dans les magasins établis sous le bastion et les murs qui fermaient l'accès de ce côté là, ainsi que les restes d'une porte plus ancienne et d'un pavage pouvant être antérieurs au ^{xvi}^e siècle. En faisant des sondages, le service

¹ *Genève, origine et développement de cette république*, Genève, 1845, in-8, t. I, p. 75, n. 1.

des travaux de la Ville a constaté que toute une partie de l'ancienne poterne de Saint-Léger existait encore. En 1544, la porte de Saint-Léger avait été condamnée par la création du boulevard qui bouchait complètement l'issue de la rue. Une poterne avait été établie sur le flanc gauche du bastion. Après 1721, l'on utilisa cette poterne et même on la prolongea jusqu'au grand fossé. Actuellement, ce passage très bien conservé, coupé par l'Athénée, subsiste encore sous la rue Eynard et vient aboutir dans les caves de l'immeuble n° 2 de cette rue. Le sol de la cave se trouve à environ 11 mètres au-dessous du niveau de la rue Saint-Léger.

La partie de la poterne qui subsiste a encore 14 mètres de longueur, 2^m. 50 de largeur et 5 mètres de hauteur en moyenne. La voûte est en molasse appareillée en très bon état, tout le passage est fortement incliné vers le fossé, il aboutit à une porte dont on voit encore les gonds et qui est ouverte dans le gros mur établi en 1721. La Chambre des fortifications, en 1727, donne les détails suivants: « On a achevé de maçonner le souterrain qui comunique depuis les vieux souterrains de Saint-Léger jusqu'à la porte de sortie qui est au milieu de la courtine entre les bastions du Pin et Bourgeois et on a fondé dans cet endroit un mur parallèle au parapet de la courtine pour soutenir les terres qui doivent couvrir les vieux souterrains de Saint-Léger pour le mettre à l'épreuve des bombes¹ »

On voit que ces travaux élucident plusieurs problèmes se rapportant au système des fortifications sur le front de Saint-Léger.

II

DÉMOLITIONS DE LA RUE DU MARCHÉ

Pendant l'hiver de 1912 à 1913 on a démoli les immeubles nos 17, 19, 21 et 23 de la rue du Marché pour faire place à la maison Grosch et Greiff ainsi qu'à la Banque Fédérale. Ces maisons étaient très intéressantes au point de vue de l'archéologie gene-

¹ État des ouvrages faits aux fortifications (1727), Chambre des fortifications, carton 33.

voise, car elles comprenaient l'ancienne maison Favre (n° 17) et plusieurs corps de logis de la même époque¹. Ce n'est pas l'architecture et l'histoire de ces immeubles que je veux examiner, mais bien signaler quelques points concernant les fouilles exécutées sur cet emplacement.

Nulle part les fondations ne descendaient profondément, la profondeur variait entre 1 m. 50 et 2 mètres au-dessous du niveau des Rues Basses. Plus bas, se trouvait une couche de déblais de 2 à 3 mètres d'épaisseur, accumulée sur un banc de sable et de gravier du lac. Alors que partout les murs reposaient directement sur la couche de déblais, sous le mitoyen des maisons nos 19-21, la disposition était toute différente. Ce mitoyen s'appuyait sur des déblais d'une épaisseur de 0 m. 50, mais, en-dessous, les ouvriers ont découvert une longue digue ou môle parfaitement conservé. Ce môle, large de plus de 2 m. 50, était formé d'énormes blocs latéraux non liés par du ciment et au milieu d'un remplissage de cailloux roulés. De place en place, j'ai pu constater des traces de fer ayant probablement appartenu à des anneaux. En regardant de près les fondations, mises à nu, du bâtiment des halles (place du Molard n° 4), j'ai constaté la même disposition, un même perré, parallèle au précédent. Entre deux, les déblais enlevés, la grève du lac se retrouve intacte.

A quelle époque faut-il attribuer la construction de ces digues ? Vers 1340, les immeubles nos 19 et 21 appartenaient l'un aux hoirs de Girard de Jussy et l'autre aux Prévessin, qui la tenaient précédemment de Jean de Morée et Broïse, sa femme². La maison limitrophe des de Jussy (n° 19) d'occident, appartenait à la même époque aux hoirs de Guillaume Chapelier, elle est dite nouvellement bâtie. C'est en effet dans les trente premières années du xiv^e siècle qu'il faut placer la construction de cette partie des Rues Basses, soit de la rue de la Rivière. Jusqu'à la fin du xiii^e siècle les murs de la ville suivaient, un peu en retrait, le tracé des maisons de la rue du Marché dessus.

¹ Voy. *Bulletin de la Société d'Histoire*, t. I, p. 512, n. 3, et É. Doumergue, Jean CALVIN, t. III, Lausanne 1905, in-4, p. 201-202.

² Genève, *Archives d'État*, Évêché, grosse, 1.

La rue elle-même n'était autre qu'un chemin sur la grève du lac, chemin conduisant de la porte d'Yvoire au pont du Rhône. Ce ne fut qu'après l'accord du 28 février 1309 entre l'évêque Aymon du Quart et la Communauté, que la halle a été construite au Molard. Ce bâtiment n'était pas dans la ville et semble avoir été le premier édifice construit en cet endroit. Même au commencement du xve siècle ce quartier est qualifié de faubourg des halles. Il y avait là un port naturel. En 1271, ce lieu dit est qualifié de « au port »¹. Des jetées ou môles complétaient ce port et c'est sur l'une de ces jetées que dut être construite la première halle. Latéralement s'étendaient des bassins où les barques venaient décharger leurs marchandises. Il faut donc dater cette digue de la fin du xiii^{me} siècle. Au n° 13 de la même rue on a retrouvé toute une halle voûtée²; ces sortes de docks auraient consisté en une alternance de bassins et de digues, sur lesquelles s'élevaient des constructions. Ce n'est que pendant le xiv^e siècle qu'au fur et à mesure des besoins, les bassins furent comblés et que des maisons s'élevèrent à leur place.

Disons en passant que la maison des Prévessin appartient plus tard à Antoine Bolomier, Baudichon de la Maisonneuve et en 1540 à Besançon Dada; celle des de Jussy à Pierre-Jacques et Antoine de Saint-Germain frères, puis à Etienne Achard.

III

UNE CAVE DU XIV^e SIÈCLE

L'immeuble n° 26 de la rue des Allemands se compose de deux corps de logis, séparés par une cour, et d'un jardin. La surface construite a peu de largeur, mais une grande profondeur et cette propriété s'étend de la rue des Allemands à la rue Bémont. Le premier corps de logis souvent remanié date surtout du XVI^e siècle; il n'en est pas de même du second contre lequel est adossé

¹ Saint-Pierre, Clercs du chœur, registre 7, fol. 49.

² *Bulletin de la Société d'histoire*, t. I, p. 76-78.

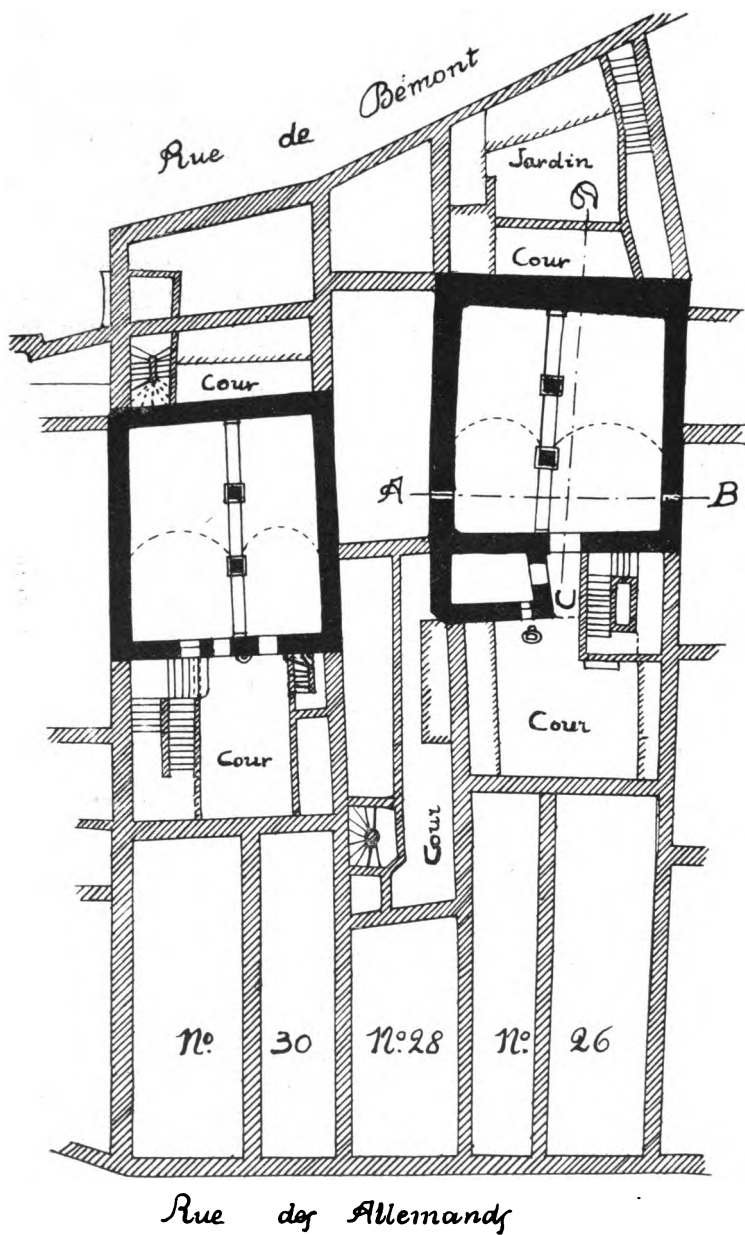


Fig. 2. — Cave du xiv^e siècle — Plan

un bel escalier à balustres. Toute la partie inférieure, les caves qui s'ouvrent de plein-pied sur la cour sont d'une époque beaucoup plus reculée et remontent certainement au XIV^{me} siècle. Le plan de cet édifice forme un carré presque régulier, aux murs épais, variant de 1 mètre à 1 m. 30.

Au niveau du rez-de-chaussée, s'ouvre une grande salle de 9 mètres sur 9 m. 50, coupée actuellement par des planchers et des parpaings (fig. 2). Elle est divisée en deux travées voûtées en berceau, reposant au milieu de la salle sur trois arcs portés par deux colonnes trapues. Les fûts des colonnes ne sont pas semblables ; l'un est cylindrique, l'autre octogonal (fig. 3). Les deux chapi-

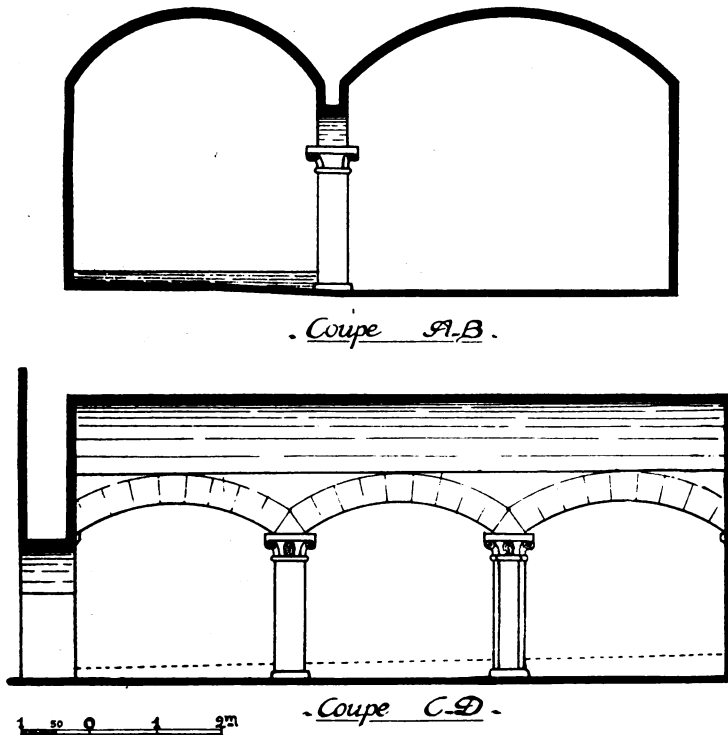


Fig. 3. — Cave du xiv^e siècle, rue des Allemands, n° 26 — Coupes

teaux sont pareils et assez ornementés. Des volutes d'angle très particulières encadrent un motif sur lequel se détache une crosse d'évêque (pl. I). Les bases très usées n'accusent qu'un pied arrondi. Les colonnes, chapiteaux compris, n'ont que 2^m. 10. Il est du reste certain que le pavage a été surélevé. Une seule porte sans moulure donne accès dans la travée occidentale. Deux soupiraux du côté de la rue Bémont aèrent seuls ce local. Le haut de la voûte atteint 4^m. 20 au-dessus du sol. Enfin, à gauche de l'entrée, l'on trouve encore un petit réduit voûté qui paraît aussi ancien et qui est qualifié de tour, au XVII^{me} siècle et devait être la base de l'escalier. Les étages supérieurs de cette maison ont été rebâti et remaniés à diverses époques, et, comme cela se faisait souvent après un incendie ou pendant une restauration, sur des bases anciennes s'élevait une maison neuve.

Grâce aux reconnaissances féodales, l'on peut trouver les propriétaires de la maison qui nous intéresse jusque vers 1340. La partie qui nous occupe ne relève cependant d'aucun fief ou tout au moins le fief en est ignoré. La place du jardin qui s'étend par derrière relève du fief de l'évêque et la maison sur les Rues Basses au XV^e siècle du fief de Coudrée.

Vers 1340, la maison et la place donnant sur le lieu désigné « *retro Bonmont subtus turrim de Buez* », appartiennent à Hugonod de Lausanne¹. Sa femme Jaquete de Bourdigny était veuve de Girard Tardi. La propriété passe aux Tardi, en 1396, comme on le voit par le testament d'Aymon Tardi, fils de la dite Jaquete. Cet Aymon Tardi, en souvenir de sa mère, avait institué des messes et hypothéqué la maison pour une somme de 82 livres, au couvent de Palais².

Les héritiers d'Aymon Tardi, soit Jean L'Hoste, damoiseau et Margote Tardi, femme de Bartholomé d'Aillé vendent des biens en 1405 pour payer ce legs considérable³. Enfin, en 1434, Margote Tardi remet sa part à Jean et Antoine L'Hoste frères qui deviennent seuls propriétaires de la maison⁴. Cette maison est qualifiée

¹ Genève, *Archives d'État*, Évêché, grosse 1.

² Couvent de Palais. R. 11¹ et 11².

³ *Ibidem*.

⁴ Couvent de Palais, Registre, 1, n° 58.

plusieurs fois de tour, dans la désignation des confins, ainsi que, dans la confession de 1403 de Martin Du Val, propriétaire voisin, en ces termes: « *quandam suam domum olim casale sive ortum de Bono Monte juxta turrin et ortum heredum Aymoneli Tardy ab oriente et protendit ab angulo anteriore dicte turris usque ad communitatem ville vocate de Bono Monte a parte posteriori*¹ ». Si l'on examine le plan, c'est bien en effet d'une tour qu'il faut parler, tour qui pouvait probablement être mise en état de défense provisoire, comme la plupart de ces maisons appartenant à la haute bourgeoisie. Après Antoine L'Hoste, la maison est à nouveau abergée, en 1468, par l'évêque Jean-Louis de Savoie à Guillaume de Coudrée qui la vend à son tour à Pierre Bellin². Elle passe dans la suite aux familles Maillard, Philippe, Duvillard, Caille. En 1692, la propriété est divisée entre Aymé Chavanes,



Fig. 4. — Cave de Pesmes, rue des Allemands, n° 30 — Perspective

¹ Évêché, grosse 3, fol. 56 v° et 70 v°.

² Évêché, grosse 6, fol. 617 ; grosse 7, fol. 560 v°.

Mauris Berger, Abraham Maudry et Antoine Maistre¹. De nos jours, elle appartient à M. Longet qui nous a très aimablement facilité cette étude.

Il est intéressant de comparer cette habitation avec l'immeuble Badan, au n° 30 de la même rue (fig. 4), qui a été démoli en 1905. Le second corps de logis du côté de Bémont présentait exactement la même disposition. Sur un plan presque carré, une sorte de tour ; au niveau de la rue, deux grandes salles parallèles voûtées en berceau². Ces deux salles étaient séparées par un mur composé de trois arcs reposant sur deux colonnes dont les sculptures avaient presque totalement disparu. Le vide des arcs avait été bouché postérieurement. Les belles portes au-dessus desquelles se voyaient les armoiries de Pesmes, qui, sur la cour, donnaient accès dans ces caves, ont pu faire croire à un bâtiment du XV^e siècle, mais un examen attentif des lieux aurait montré que, comme au n° 26, nous sommes en présence d'un édifice plus ancien, dont la façade avait été enrichie et remaniée au moins un siècle après la construction de la maison. L'immeuble Badan a appartenu plusieurs siècles à la famille noble de Pesmes ; déjà en 1403, il était entre les mains de Janin de Pesmes³, reçu bourgeois en 1379, le premier de ce nom qui se soit établi à Genève⁴ ; après 1340, cette maison appartenait à Perronod De La Porte, mari de Mariète Chambrier⁵.

Si nous cherchons ailleurs, nous serons frappés de l'analogie des maisons Tardi et de Pesmes avec celles des Tavel au Puits Saint-Pierre. Ici le plan est beaucoup plus vaste, trois travées parallèles, mais la disposition est la même⁶. Des colonnes puissantes, reliées par des arcs qui devaient supporter des voûtes en berceau. Ces voûtes ont disparu pour faire place à un plancher.

¹ Évêché, grosse 26, fol. 391 v°.

² *Les Anciennes maisons de Genève*, 2^{me} série, pl. 102-107 et ci-dessus. Pl II.

³ Évêché, grosse 3, fol. 70 v°.

⁴ Galiffe, *Notices généalogiques*. t. III, p. 395.

⁵ Évêché, grosse 1.

⁶ *La Maison bourgeoise en Suisse*, 2^{me} volume. *La Maison bourgeoise dans le canton de Genève*, Berlin, 1912, in fol., p. XIII, 3 et 4.

On estime que ces caves de la maison Tavel sont bien antérieures au XIV^e siècle. Les analogies entre ces constructions appartenant aux plus grandes familles de Genève sont intéressantes. L'on bâtissait selon un type, une tradition donnée. Les immeubles n^{os} 26 et 30 de la rue des Allemands, comme les maisons fortes de la campagne, sont sur plan carré en forme de tour. Au rez-de-chaussée, la cave ou cellier donnant sur la rive, près du port où l'on débarque les vins, au-dessus, sur deux ou trois étages l'habitation, avec un escalier d'angle logé dans une tourelle. La base de cet escalier existe au n^o 30. Il est certain que ces maisons, même en ville, pouvaient se défendre provisoirement et nous en voyons plus d'un exemple dans les guerres féodales du XIV^e siècle. A côté de la maison de Pesmes, s'élevaient à côté d'une porte de la ville, les maisons dépendant de l'abbaye de Bonmont. Par derrière, s'étendaient les murs de la ville reliés à la Tour de Boël. Cette disposition indique le caractère un peu défensif de ces maisons touchant les remparts et dont le rez-de-chaussée était cependant approprié au service du port. Ces immeubles sont les seuls à ma connaissance qui nous donnent une image exacte de la maison noble genevoise au moyen âge ; dès le XV^e siècle, on construira à Genève sur des données toutes différentes.

Louis BLONDEL.



Cave du **xiv^e** siècle — Détail d'un des chapiteaux

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ
D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE
DE GENÈVE

Tome IV – Livraison 2

OCTOBRE 1915

AVEC QUATRE FIGURES

GENÈVE
LIBRAIRIE A. JULLIEN

—
1916

CONTENU DE LA LIVRAISON

	Pages
Personnel de la Société	37
Mémoires, rapports, etc., présentés à la Société.....	43
Faits divers.....	51
Ouvrages reçus par la Société	53

Louis BLONDEL. — Notes d'archéologie genevoise (suite).

Avec quatre figures..... 55

IV. Longemalle et la maison de l'évêque..... 55

V. Une cheminée monumentale..... 71

AVIS. — Les membres de la Société bénéficient de réductions importantes sur les prix de la plupart des publications indiquées à la quatrième page de la couverture. Ils sont priés de s'adresser directement au bibliothécaire.

Prière d'indiquer au secrétaire (rue Calvin, 12), les changements d'adresse des destinataires du « Bulletin ».

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

OCTOBRE 1915

Personnel de la Société

Depuis la publication de la 1^{re} livraison du tome IV du *Bulletin*, datée d'octobre 1914, la Société d'histoire et d'archéologie a reçu au nombre de ses membres effectifs :

1914 M^{lle} Marguerite CRAMER, licenciée en droit.

MM. Charles G. CUMSTON, docteur en médecine.

Cuno HOFER, docteur en droit.

David MORIAUD, juge à la Cour de justice.

1915 Eugène DES GOUTTES, licencié en droit, avocat.

Victor GAUTIER, licencié en droit, avocat.

Elle a eu le regret de perdre cinq membres effectifs : MM. Edouard DES GOUTTES, Frédéric DE STOUTZ, Henri VULLIÉTY, Henry GALOPIN, Aymon GALIFFE (voir ci-après).

Le nombre des membres effectifs de la Société était de 233 au 31 octobre 1915.

Jean-Jules-Edouard DES GOUTTES, né à Genève le 20 septembre 1840, mort à Cologny le 12 novembre 1914, a, dans de multiples occasions de sa longue et utile carrière, montré tout l'intérêt qu'il portait au passé et à l'art de sa ville natale. Fixé comme ingénieur à Genève à partir de 1866, au service de la Compagnie du Gaz, dont il fut le directeur de 1889 à 1896, il fit

partie, successivement, du Grand Conseil, de 1878 à 1880, du Consistoire, de 1891 à 1895, et de la Constituante ecclésiastique de 1908.

Membre dévoué de la Société des Arts, il en géra les finances de 1900 à sa mort ; mais c'est surtout la part qu'il prit à l'œuvre de restauration de la cathédrale de Saint-Pierre qui l'attira vers les études historiques. Il présida, de 1899 à 1900, l'Association constituée en vue de cette restauration ; en 1902, il présidait également l'Association formée pour le remplacement de la cloche dite « La Clémence ». La cathédrale, qu'il avait contribué à décorer par le don, en 1894-1895, d'une belle verrière, placée dans la dernière fenêtre de gauche de l'abside, retint surtout son attention par le jeu varié de ses cloches ; il consigna le résultat de ses recherches à leur sujet dans une notice intitulée : *Le carillon et les cloches de Saint-Pierre*, publiée dans *Saint-Pierre, ancienne cathédrale de Genève. Publication de l'Association pour la restauration de Saint-Pierre*, 4^e fasc. (1899, in-4), p. 15-86, avec pl.

Edouard Des Gouttes était membre effectif de la Société depuis le 23 décembre 1897. Il avait été fait chevalier de la Légion d'honneur en 1900.

Charles-Frédéric DE STOUTZ, né le 25 mars 1840, mort à Genève le 5 février 1915, était un des plus anciens membres de la Société, y étant entré le 9 janvier 1869. Docteur en droit de l'Université d'Heidelberg, avocat au barreau de Genève dès le 9 novembre 1866, membre du Consistoire de 1875 à 1903 et huit fois président de ce corps, il unissait à une pratique juridique très active l'ardeur d'un collectionneur averti de monnaies et de médailles. Il était vice-président de la Société suisse de numismatique depuis 1908.

Henri-Alexandre VULLIÉTY est décédé à Genève le 1^{er} mai 1915. Né le 27 juillet 1860, il avait de bonne heure orienté ses études vers la philologie classique, l'archéologie et l'histoire de l'art. Licencié ès lettres de l'Université de Genève en 1883, il étudia trois semestres à Berlin, sous la direction de Curtius.

Revenu à Genève, il consacra presque toute son activité à la carrière professorale ; l'enseignement de l'histoire lui fut ouvert, en particulier, comme maître à l'École supérieure de commerce en 1891, comme maître au Collège en 1894, et à l'École secondaire et supérieure des jeunes filles en 1902.

Privat-docent à l'Université à partir de 1886, il fit pendant un grand nombre d'années, à la Faculté des lettres, un cours d'histoire de l'art qui comblait une lacune du programme officiel, et à la préparation duquel il consacra beaucoup de soins par la réunion de documents photographiques et par des voyages d'étude en Italie, Espagne, Grèce et Turquie.

Appliquant à la Suisse le résultat de ses travaux, il se trouva naturellement préparé à écrire un important ouvrage de vulgarisation, destiné avant tout à offrir au grand public un « tableau de notre vie sociale et artistique depuis les premières lueurs de civilisation jusqu'à la fin du XVIII^e siècle ». Cet ouvrage parut à Genève et à Bâle en 1902, sous la forme d'un beau volume de 466 pages gr. in-8, orné de 853 illustrations et intitulé : *La Suisse à travers les âges. Histoire de la civilisation depuis les temps préhistoriques jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.*

Il convient, pour compléter sa bibliographie, d'énumérer encore les articles suivants :

Compte rendu critique des *Neue Jahrbücher für klassische Philologie*, 1889, dans la *Revue de philologie, de littérature et d'histoire anciennes*, nouvelle série, 14^{me} année (1890) : Revue des revues, p. 108-115.

Histoire du Collège de Genève pendant les troubles révolutionnaires et l'époque française, dans *Histoire du Collège de Genève* (Genève, 1896, in-8), p. 223-277 ; tiré à part sous le titre de : *Histoire du Collège de Genève de 1774 à 1815*, Genève, 1896, in-8, 53 p.

L'instruction et l'éducation des jeunes filles en Suisse dans *L'éducation en Suisse, annuaire des écoles, universités, pensionnats, etc.*, 2^{me} année (1905-1906), p. 87-104.

L'art dans le mobilier à Genève à l'époque de la Restauration, dans *Nos Centenaires* (Genève, 1911-1914, in-4), p. 385-404 ; tiré à part.

Henri Vulliétty laisse en outre à l'état de manuscrit une « Histoire du commerce », sans doute une rédaction très achevée des notes réunies en vue de ses cours.

Enfin, dans une séance de la Société¹, il avait rendu compte de l'article publié par Aby Warburg, sous le titre de : *Francesco Sassetti's letztwillige Verfügung*, dans *Kunstwissenschaftliche Beiträge August Schmarsow gewidmet* (Leipzig, 1907, in-4).

Il avait été reçu membre effectif le 25 novembre 1897.

Jacques-Henry GALOPIN, député au Grand Conseil de 1892 à 1895 et de 1901 à 1910, membre du Consistoire de 1891 à 1895, major d'infanterie en 1894, est mort à Genève le 27 juin 1915. Né le 28 novembre 1839, il a consacré les loisirs d'une vie très utilement remplie de financier et d'homme public, passionnément attaché aux intérêts de son pays, à la formation et au classement d'une belle collection d'armes anciennes. Il a fait lui-même l'historique de cette collection dans ses *Notes sur la collection d'armes anciennes du major Henry Galopin* (Genève, 1913, in-8, 31 p., avec 15 pl.), accompagnées de la reproduction des pièces les plus intéressantes et les plus rares. Sa pratique de collectionneur conféra à Henry Galopin une véritable science en matière d'armes ; aussi le Conseil administratif l'appela-t-il, en 1903, à succéder à Louis Bron en qualité de conservateur de la Salle des armures, qui se trouvait alors dans l'ancien Arsenal. Il eut surtout à préparer et à diriger le transfert des armures au nouveau Musée d'art et d'histoire et leur aménagement dans la salle réservée à cette intéressante série des antiquités genevoises. Démissionnaire le 21 octobre 1910, il continua jusqu'à sa mort à présider aux destinées de la Salle des armures, comme délégué de la Commission.

Il avait rédigé pour le *Journal de Genève* du 11 juin 1914, d'après ses propres souvenirs, une note, qui mérite d'être retenue, sur l'origine moderne du nom du lieu de débarquement de la garnison suisse sur le rivage genevois, le 1^{er} juin 1814, le « Port Noir ». Il était membre de la Société depuis 1903.

¹ 13 février 1908. Voir le *Bulletin*, t. III, p. 103-104.

C'est après avoir parcouru tous les échelons d'une double carrière de magistrat et de soldat, que Gustave-Amédée dit Aymon-Gaïfre GALIFFE s'est éteint à Genève le 26 octobre 1915.

Né le 30 septembre 1856, licencié en droit et en sciences sociales et politiques de l'Université de Genève, il est reçu avocat le 24 juillet 1882. En 1885, il entre au parquet en qualité de substitut du procureur général, siège au Tribunal de première instance comme juge et comme président de 1892 à 1902, à la Cour de justice de 1907 à sa mort.

Lieutenant de guides en 1877, il appartient à l'Etat-Major général de 1891 à 1908. Le 31 décembre 1908, il recevait le commandement d'une brigade d'infanterie et, à la fin de 1909, avec le grade de colonel divisionnaire, celui de la II^e division de l'armée fédérale, à la tête de laquelle il fut maintenu jusqu'à la fin de 1912.

Comme écrivain militaire, Aymon Galiffe a publié dans les *Kriegsgeschichtliche Studien*, hsgg. vom eidgen. Generalstabsbureau, Heft 3 (Berne, 1899, in-8), p. 47-88, une étude sur *Le passage de la Linth par Soult, les 25 et 26 septembre 1799*. Ses autres travaux le montrent surtout attiré par l'histoire de l'ancienne République de Genève. Fils du professeur Jean dit John-Barthélemy-Gaïfre Galiffe (1818-1890), petit-fils de l'historien et généalogiste Jacques dit James-Augustin Galiffe (1776-1853), très attaché aux traditions de sa famille et aux idées que représentent pour nous ces deux noms, Aymon Galiffe s'assigna comme tâche de continuer l'œuvre de ses prédécesseurs. Avec la collaboration du Dr Constant Picot, il donna une « deuxième édition revue et complétée », et déjà préparée par son père, du tome II des *Notices généalogiques sur les familles genevoises*, publié en 1831 par J.-A. Galiffe (Genève, 1892, xi-912 p. in-8). Le tome IV des *Notices* avait paru, par les soins de J.-B.-G. Galiffe, en trois livraisons, de 1857 à 1866. Aymon Galiffe remania entièrement le volume dans une nouvelle édition, à laquelle collabora entre autres Louis Dufour-Vernes (Genève, 1908, xii-555 p. in-8). Du tome V, publié par son père en 1884, il avait rédigé les articles Des Gouttes, De Harsu et De Harsy.

L'*Armorial historique genevois*, publié en 1859-1862 par J.-B.-G. Galiffe et A. de Mandrot, fut également l'objet d'une « nouvelle édition entièrement refondue », pour laquelle Aymon Galiffe, reprenant l'œuvre à peine ébauchée de son père, s'assura la collaboration d'Adolphe Gautier, qui dessina les blasons coloriés¹. Le plan de l'ouvrage fut élargi, le texte entièrement recomposé. Le travail qui incombait à Aymon Galiffe fut de dresser, à côté d'un index héraldique, de la table des noms de familles et de la liste des auteurs et ouvrages cités, un « Catalogue des familles des princes-évêques de Genève et de leurs vidomnes, des administrateurs du diocèse, des syndics et membres des Conseils, des chanoines de Saint-Pierre, des pasteurs de l'Eglise de Genève et des professeurs de l'Académie ayant possédé la bourgeoisie genevoise, jusqu'à la chute de l'ancienne république en 1792 ».

Aymon Galiffe était membre de la Société depuis le 26 janvier 1888. Il présida, de 1900 à 1913, la Société de la Restauration et du 1^{er} juin. En 1902, il fut mis à la tête du comité d'organisation du cortège historique qui devait commémorer le III^e centenaire de l'Escalade ; ce fut lui qui conçut le plan de cette manifestation artistique et de cette reconstitution historique, qui retraça, avec un plein succès, les cinq principaux épisodes des relations de Genève avec la maison de Savoie, de 1285 à 1603².

¹ J.-B.-G. GALIFFE, Adolphe GAUTIER et Aymon GALIFFE, *Armorial genevois. Nouvelle édition de l'Armorial historique genevois entièrement refondue*. 34 planches en couleurs et un frontispice, avec un texte héraldique et généalogique. Genève, 1896, v-151 p. in-4.

² Voir *Les relations de Genève avec la maison de Savoie : Cortège historique organisé pour le 1^{er} juin 1903, à l'occasion du III^{me} centenaire de l'Escalade. Album officiel. Edité et rédigé par E.-A. Wuthrich*, Zurich, s. d., in-4 obl., 12 p., 37 planches ; et : *III^{me} centenaire de l'Escalade. Cortège historique, 1602-1902 : Les relations de Genève avec la maison de Savoie. Genève, 1^{er} juin 1903*. Genève, s. d., in-8 obl., 10 p. ; texte de Th. Aubert, dessins de L. Dunki.

Mémoires, Rapports, etc.

présentés à la Société.

822. — *Séance du 12 novembre 1914.*

Les archives « de Büren », par M. Charles ROCH.

M. Charles Roch a eu récemment l'occasion de classer les papiers conservés par M. Charles de Büren à Aire (canton de Genève) et qui comprennent deux fonds nettement distincts : 1° une partie des archives de la famille de Büren, une autre partie étant conservée par M. Eugène de Büren, à Berne ; 2° les archives de la seigneurie, puis baronnie de Vaumarcus. L'inventaire de ces deux fonds été dressé par M. Roch ; le cadre de classement est le suivant :

A. — Archives de Büren

1. Généalogies	19 pièces
2. Etat-Civil, dès 1714	25 »
3. Histoire, brevets, diplômes, pièces d'identité, dès 1274	38 »
4. Testaments, dès 1705	25 »
5. Actes et papiers d'affaires, dès 1509	52 »
6. Correspondance et copies de lettres, dès 1409	110 »
7. Annexes, dès 1276	441 »

B. — Archives de la seigneurie de Vaumarcus

1. Histoire	11 pièces
2. Inventaires d'actes, recueils de copies	9 »
3. Actes privés, dès 1306	138 »
4. Relations féodales.	
a) Investitures, dès 1375	55 »
b) Renovations, dès 1434	21 »
5. Administration.	
a) Correspondance et copies de lettres, 1597-1842	218 »
b) Comptes, dès 1458	75 »

c) Justice, dès 1652.....	69 pièces
d) Procès, 1336-1835	147 »
e) Divers.....	24 »
6. Annexes.....	131 »
Le tout formant un ensemble de 1731 pièces.	

Dans les annexes « de Büren » se trouvent, classés par nom de famille, d'état, de communauté, etc., des papiers de quarante-quatre maisons, pays, communes, etc. Les maisons sont en général celles d'alliés ou de parents des de Büren. Un des plus importants dossiers des annexes de Büren est celui des Bonstetten, dont la branche de Vaumarcus s'est éteinte dans les de Büren (162 pièces); le dossier Clavel de Brenles, composé de 189 lettres, écrites de 1768 à 1771, présente un grand intérêt historique.

La correspondance « de Büren », importante aussi, est signée entr'autres noms de Frédéric (de Baden-Dourlach), du Gard, de Chambrier, Wilhelmine de Hesse, Louis de Hesse, F.-A. de Moutmollin, Tscharnier, etc.; cette correspondance contient un dossier de 17 lettres, écrites de 1850 à 1858, sur les affaires de Neuchâtel.

Dans les archives de Vaumarcus, les actes, par eux-mêmes, sont souvent intéressants; pris en série, par rapport à tel objet, ils le sont encore davantage; ainsi la série des achats de Vaumarcus, celle des rénovations, celle des investitures.

Les annexes « de Büren », comme les archives de Vaumarcus en général contiennent des papiers de terres vaudoises, neuchâteloises et fribourgeoises, comme Cuarnens, Illens, Lachaux, dans les annexes de « Büren », Verneaz, Provence, Cheseaux, Yvonand, Mutrux, dans les archives de Vaumarcus.

Les annexes de Vaumarcus sont formées surtout de pièces réunies à titre documentaire: états de seigneuries voisines (Saint-Aubin, par exemple). Sous le nom de Neuchâtel figurent des pièces très intéressantes, un « grand coutumier » de 1163 pages entr'autres.

Ces papiers sont dans un état de conservation très satisfaisant; on y trouve même beaucoup de pièces intactes et, parmi ces dernières, une lettre non décachetée de Charles de Bonstetten (1687), en parfait état.

A signaler: l'acte de fondation de l'Ordre de l'Étoile de Notre-Dame, par Louis Aniaba, roi d'Eissinie (Côte-d'Or, Afrique), copie du 11 mars 1701; un grand volume in-folio: Généalogie des du Gard d'Echichens, relié en veau, fers, coquilles d'argent doré, superbes feuilles de garde, ex-libris de 1751; la marque du notaire Durenheim (1609) gravée par Grégoire Sikkinger, sur une copie d'acte cotée Vaumarcus 3° n° 5;

plusieurs actes originaux du XIV^e siècle, avec sceaux ; un acte de Hartman le Jeune, comte de Kibourg, 1256 ; beaucoup de belles copies vidimées, du XVI^e siècle.

Lettre du général Jean-Pierre-Maurice Girard dit Vieux, appartenant à M. Louis Colnot, au château des Grands Prés, près Bains-Bains (Vosges), commun. par M. Albert CHOISY.

Le général de brigade Jean-Pierre Girard dit Vieux (1750-1811), citoyen de Genève et né dans cette ville, commanda les troupes françaises qui l'investirent en 1798 ; il y séjourna encore onze mois comme commandant de place et conserva l'estime et l'affection de ses concitoyens. M. Albert Choisy lit une lettre, sans date, adressée à un ministre, au sujet d'une réclamation pécuniaire ; dans cette lettre, le général raconte quels furent ses sentiments et sa conduite dans ces circonstances. Il n'accepta la mission militaire dont Desportes le fit charger par le Directoire que dans l'intention d'éviter l'effusion du sang, et usa ensuite de tous les ménagements et de sa connaissance du caractère des Genevois pour leur faire accepter le fait accompli de la réunion de leur République à la France.

Lettre du Conseil de Nyon au provincial de l'ordre des Franciscains (vers 1520), commun. par M. Raoul CAMPICHE. — Impr. dans la *Revue historique vaudoise*, 23^{me} année (1915), p. 220-222.

823. — *Séance du 26 novembre 1914.*

Deniers frappés à Bâle au nom de Conrad le Pacifique (937-993), par M. Eugène DEMOLE. — Impr. sous le titre de : *Les débuts probables du monnayage épiscopal bâlois au X^e siècle*, dans la *Revue suisse de numismatique*, t. XX (1915), p. 5-16 ; tiré à part.

La révolution genevoise d'après les lettres de Marianne-Pauline Fallery à son père, Pierre-Louis Malignon (1789-1797) ; communication de M. Edouard-L. Burnet. — Impr. dans la *Revue historique vaudoise*, 23^{me} année (1915), p. 1-15, 33-52, 65-76.

824. — *Séance du 17 décembre 1914.*

Les efforts des Genevois pour être admis dans l'alliance générale des Lignes de 1548 à 1550, par M. Léon GAUTIER. — Impr. dans M. D. G., série in-4, t IV (1915), p. 99-128 ; tiré à part.

Les secours de Nyon à Genève après l'Escalade de 1602, par M. Raoul CAMPICHE. — Paraîtra dans la *Revue historique vaudoise*.

825. — *Séance du 14 janvier 1915.*

Rapport du président (M. Edouard FAVRE) et du trésorier (M. Edouard CHAPUISAT, mobilisé, remplacé par M. Albert CHOISY).

Élection du Comité : MM. Frédéric GARDY, président ; Edouard FAVRE, vice-président ; Paul-E. MARTIN, secrétaire ; Henry NECKER, trésorier ; Ernest CHAPONNIÈRE, bibliothécaire ; Lucien CRAMER, Albert CHOISY, Edouard CHAPUISAT, Louis BLONDEL.

Notes sur mon dernier voyage en Orient, par M. Max van BERCHEM.

Le dernier voyage en Orient de M. Max van Berchem avait pour but principal de recueillir les textes épigraphiques de Jérusalem, en vue de leur publication dans le *Corpus inscriptionum arabicarum*. Après un voyage à Constantinople et en Asie Mineure, fait en vue de préparer ce travail avec la Direction générale des Musées ottomans, M. van Berchem se mit en route, en décembre 1913, pour le Caire, puis au printemps suivant, pour Jérusalem. Il s'agissait de vérifier les inscriptions déjà relevées par lui en 1893 et en 1894 et d'en recueillir de nouvelles, par l'estampage et la photographie, en les complétant par l'étude des monuments au point de vue archéologique.

A l'aide d'une série de très belles photographies, M. van Berchem décrit les monuments qu'il a explorés et s'arrête aux inscriptions nouvelles qu'il a découvertes. Il passe ainsi successivement le long des

murailles de Soliman le Magnifique, à la Citadelle, où la Tour de David sert aujourd'hui de caserne, au tombeau de David, au Cénacle, à l'église des Franciscains et au Saint-Sépulcre. Il étudie de plus près la mosquée dite d'Omar et la mosquée el Aksa ; il traite aussi de la décoration de ces édifices, des faïences et des mosaïques, et recherche les traces de l'architecture des Croisés et ses imitations par les architectes arabes.

En terminant, M. van Berchem résume, dans un classement général, les principales catégories de documents recueillis pour le *Corpus* : textes coraniques, versets et paraphrases, textes relatifs aux constructions, actes de fondation et décrets de l'administration, textes relatifs aux Croisades.

La partie du *Corpus* consacrée à ces recherches est actuellement en préparation et sera publiée, à la suite des précédentes, dans les *Mémoires de l'Institut français d'archéologie orientale au Caire*. En outre, l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres a confié à M. van Berchem la publication d'un recueil définitif des inscriptions arabes, annexé au *Corpus inscriptionum semiticarum*, commencé par Renan. Cette œuvre nouvelle, arrêtée provisoirement par la guerre, sera reprise dès que les circonstances le permettront.

826. — *Séance du 28 janvier 1915.*

A Genève, du Conseil des Hallebardes à la combourgeoisie avec Fribourg et Berne (1525-1526), par M. Edouard FAVRE. — Impr. dans M. D. G., série in-4, t. IV (1915), p. 73-98; tiré à part.

L'historiométrie, par M. Edouard Claparède. — Compte rendu de l'ouvrage de Fred. A. Woods, intitulé : *The influence of monarchs* (New-York, 1913, in-8). — Voyez les *Archives de psychologie*, t. XIV (1914), p. 385-386.

827. — *Séance du 14 février 1915.*

La famille Destri et la chapelle dite de la Mule, à l'église de la Madeleine (Genève), par M. Henry DEONNA. — Impr. sous le titre de : *Armoiries et lettres de noblesse Destruz (1437)*, dans les *Archives héraldiques suisses*, 29^{me} année (1915), p. 100-105; tiré à part.

L'église de la Madeleine, à Genève, par M. Camille MARTIN.

A l'aide de clichés photographiques projetés sur l'écran lumineux, M. Camille Martin résume l'étude analytique qu'il a faite de l'église de la Madeleine, à Genève, grâce aux résultats des fouilles du sous-sol et à ses relevés détaillés de l'édifice. Il distingue les diverses phases de la construction, les remaniements et les surélévations postérieurs.

Partant du temple actuel, tel qu'il a été constitué par les réparations de 1846, il remonte à l'église huguenote, pourvue, au XVII^e siècle, d'un système compliqué de galeries, enfin à l'église construite peu après 1430. De l'édifice antérieur, détruit à cette date par un incendie, il ne subsiste qu'un arc, les bases des murs et les piliers du chœur ; il n'avait pas de chapelles. Le clocher date, comme lui, du XIV^e siècle, sauf la partie supérieure, qui a dû être refaite au XV^e siècle.

M. Martin reconstitue, d'après les indications fournies par les fouilles, les plans de trois autres églises plus anciennes. La plus récente paraît être celle qui est mentionnée dans un document daté de 1110 ; elle avait un chœur carré. Les deux autres, antérieures à cette date, étaient des chapelles à abside semi-circulaire ; elles s'élevaient sur un sol jonché de tombeaux. Aussi M. Martin se demande-t-il, en terminant, si le sanctuaire primitif de sainte Marie-Madeleine n'avait pas été élevé dans le cimetière de la ville.

828. — Séance du 25 février 1915.

Félix Desportes et la réunion de Genève à la France : Genève en insurrection (1796), Desportes en disgrâce, le dix-huit fructidor, les premières menaces, par M. Frédéric BARBEY. — Fragment (p. 97 à 175) de son ouvrage intitulé : *Félix Desportes et l'annexion de Genève à la France, 1794-1799*, Paris et Genève, 1916, in-8, 419 p., avec pl.

829. — Séance du 11 mars 1915.

Trois races, trois civilisations et leur accord dans l'Italie méridionale du XII^e siècle; l'art de la Pouille et de la Sicile, par M. Francis DE CRUE.

Dans sa communication, M. Francis De Crue, expose, à l'aide de projections lumineuses, l'état dans lequel se trouve le sud de l'Italie du XI^e

au XIII^e siècle, au moment où se constitue le royaume des Deux-Siciles, qui a duré jusqu'en 1860.

Trois races, trois langues, trois religions coexistent sans se nuire. Elles s'accordent même pour créer une des plus belles civilisations, un des arts les plus remarquables du moyen âge, resplendissant dans le plus merveilleux pays du monde.

C'est d'abord la race latine, ou plutôt latinisée, composée du fond italique, avec l'apport des Lombards germaniques, plus tard des Normands scandinaves et français. La langue est latine, italienne, la religion catholique romaine. Les principautés lombardes de Bénévent, de Salerne, de Capoue, dépendent vaguement de l'empereur romain germanique et spirituellement du pape de Rome.

À côté, les Grecs. Car ce pays a été hellénisé deux fois : une fois à l'époque païenne, l'autre, quand les généraux de Justinien, Bélisaire, Narsès, ont repris le pays aux Goths. Ici, sur la mer Tyrrhénienne, trois villes grecques, Naples, Gaète et Amalfi. Naples, avec ses ducs assez puissants, Amalfi, célèbre par sa marine marchande, la première en date des républiques maritimes de l'Italie. De l'autre côté de l'Apennin, sur l'Adriatique, à Bari, dans les Pouilles, siège le catepan ou vice-roi byzantin. Ces pays sont de rite grec, on y parle le grec, surtout en Calabre, on y compte nombre de couvents basilien, on y relève de l'empereur romain grec et, depuis le schisme d'Orient, de l'Église de Constantinople.

Enfin la Sicile, colonisée par les Phéniciens, puis par les Grecs, est conquise du IV^e au X^e siècle par les Arabes.

Les Normands, revenant de leur pèlerinage en Terre Sainte, s'arrêtaient dans la Pouille au sanctuaire du Monte Gargano. Ils s'engageaient comme mercenaires au service des princes de l'Italie méridionale ; en 1030, le duc Serge de Naples leur cédait le comté d'Aversa. En Pouille, les fils de Tancrède de Hauteville s'établissent une dizaine d'années plus tard ; l'un d'eux est Robert Guiscard, qui finit par s'emparer de toute l'Italie méridionale. Quant à la Sicile, elle fut conquise par le dernier-né de Tancrède de Hauteville, Roger I^{er}.

En 1130, Roger II est roi de Sicile, du duché de Pouille et de la principauté de Capoue ; il maintient l'harmonie entre les trois races, les trois croyances et les trois civilisations de ses sujets. L'art de l'Italie méridionale est la manifestation éclatante de cette harmonie (Chapelle palatine, église de Montreale, église de Cefalu, etc.).

Si l'art normand de Sicile est le symbole de cet accord parfait, la curieuse figure de Frédéric II nous en présente la personnification. Les manifestes échangés entre le pape et l'empereur, dans leur ardente polé-

mique, ont été reproduits par l'excellent chroniqueur Mathieu Paris, qui a recueilli de curieuses anecdotes sur ce prince d'un esprit si moderne et d'une personnalité si marquante. A la mort de Frédéric II, les siens furent persécutés, les Arabes aussi. Les Grecs finirent par disparaître.

830. — *Séance du 25 mars 1915.*

Les Anglais réfugiés à Genève et leur attitude vis-à-vis de l'Angleterre et de l'Écosse, à la fin du règne de Marie Tudor et à l'avènement d'Elisabeth (1558-1559), par M. Charles MARTIN. — Fragment (p. 194-224) de son ouvrage intitulé : *Les protestants anglais réfugiés à Genève au temps de Calvin, 1555-1560*, Genève, 1915, in-8, xv-352 -[11] p., avec pl.

831. — *Séance du 22 avril 1915.*

Un récit inédit de la guerre de Genève en 1589 : le journal du syndic Jean Du Villard, communication de M. Albert CHOISY.

Le syndic Jean Du Villard, né vers 1559, mort en 1610, fut nommé commissaire des vivres de l'armée qui entra en campagne contre le duc de Savoie et pour Genève en 1589, puis lieutenant de Varro, promu général après le départ de Guitry. Il tint un journal des opérations en écrivant hâtivement ses notes sur les feuillets blancs d'un almanach in-4, imprimé en 1589 par Froschauer, à Zurich.

C'est ce journal, propriété de M. Edouard Sordet, que M. Albert Choisy communique à la Société, en relevant les faits nouveaux et les renseignements inédits que contient le récit de Du Villard. Ce document, très important pour l'histoire militaire de Genève au XVI^e siècle, sera publié, par les soins de M. Choisy, dans le tome XXXII des M. D. G.

Lettres de Ch. Pictet de Rochemont au duc F.-A.-F. de La Rochefoucauld-Liancourt, 1808-1840, commun. par M. Frédéric GARDY.

La Bibliothèque publique et universitaire a acquis récemment vingt lettres adressées par Pictet de Rochemont au duc de La Rochefoucauld-

Liancourt (1747-1827), comprenant au total 51 feuillets ; la première, la seule qui ne soit pas datée, doit être de la seconde moitié de l'année 1808 ; les autres vont du 9 décembre 1808 au 28 août 1810. Il y est surtout question d'agronomie et d'industrie agricole ; on y trouve aussi d'intéressants renseignements sur la *Bibliothèque britannique* et sur l'entreprise de Pictet à Odessa, sous les auspices du duc de Richelieu. M. Gardy donne lecture de fragments de quelques-unes de ces lettres.

Démolitions à la rue de la Rôtisserie, communication de M. Louis BLONDEL. — Impr. ci-après, p. 71-72, sous le titre de : *Une cheminée monumentale*, avec une fig.

832. — *Séance du 6 mai 1915.*

Les monuments et les organisateurs des fêtes de l'alliance de 1584 entre Genève, Berne et Zurich, par M. Alfred CARTIER. — Impr. sous le titre de : *Les monuments de l'Alliance de 1584 conservés à Genève*, dans M. D. G., série in-4, t. IV (1915), p. 129-142 ; tiré à part.

Longemalle et la maison de l'évêque, à Genève, par M. Louis BLONDEL. — Impr. ci-après, p. 55-70, avec fig.

Faits divers

Durant l'année qui vient de s'écouler, la Société a publié :

Au mois de mai 1915, la première livraison du tome IV du *Bulletin*, datée d'octobre 1914. (Tirée à 575 exemplaires.)

Au mois d'août 1915, le deuxième et dernier volume (hors série) de la *Correspondance diplomatique de Charles Pictet de*

Rochemont et de François d'Ivernois, Paris, Vienne, Turin, 1814-1816, publié pour la Société par M. Lucien CRAMER, Genève et Paris, 1914, in-8, 642 p., avec un portrait et une carte¹.

Au mois de septembre 1915, le tome IV de la série in-4 des *Mémoires et Documents*, qui contient, sous le titre de : *Les Cantons suisses et Genève, 1477-1815*, un recueil de mémoires publié à l'occasion de la réunion de la Société générale suisse d'histoire, à Genève, les 5 et 6 septembre 1915, et qui compte xxxi - 219 pages, avec 16 planches hors-texte et 52 gravures dans le texte. (Tiré à 550 exemplaires.)

Les membres de la Société ont en outre reçu :

Par les soins du Comité et grâce aux conditions favorables consenties par l'éditeur, M. A. Jullien, le livre intitulé : *Au Congrès de Vienne. Journal de Jean-Gabriel Eynard*, publié avec une introduction et des notes par Edouard CHAPUISAT, Genève et Paris, 1914, in-8, xxii-338 p.

En don de l'auteur : *Un magistrat clairvoyant : Augustin de Candolle, syndic de la Garde*, par F.-F. ROGET, Genève, 1915, in-8, 19 p.²

En cours de publication :

Le tome VI des *Registres du Conseil de Genève (du 7 décembre 1501 au 7 janvier 1508)*, publié par les soins de MM. Emile RIVOIRE, Victor VAN BERCHEM et Léon GAUTIER.

Le *Mémorial des années 1888 à 1913 de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*.

Le 23 décembre 1914, la Société a visité les fouilles de l'église de la Madeleine, sous la direction de M. Camille Martin.

¹ Cet ouvrage, n'étant pas la propriété de la Société, n'a pas été distribué à ses membres, ni aux Sociétés correspondantes. Les membres ont pu l'acquérir au prix très réduit de dix francs les deux volumes.

² Cf. *Bulletin*, t. III, p. 280.

Elle a fait son excursion annuelle, le lundi de Pentecôte, 24 mai 1915, à Bellerive, Hermance, Merlinge, Jussy, le Crest, la Gara, Corsinge, le Carre d'Aval.

La Société générale suisse d'histoire a tenu son assemblée annuelle, à Genève, les 5 et 6 septembre 1915. Les membres de la Société d'histoire et d'archéologie ont été conviés à assister à la séance du 5 septembre, à 7 heures du soir, au Parc des Eaux-Vives, au souper qui a suivi et à la séance générale du 6 septembre, à 10 heures du matin, dans la salle du Grand Conseil. Le tirage à part du tome IV de la série in-4 des *Mémoires et Documents* a été distribué, comme publication de fête, aux membres de la Société générale qui assistaient à la réunion.

On trouvera le compte rendu de cette assemblée et la liste des participants dans le tome 41 du *Jahrbuch für schweizerische Geschichte*.

Le comité de publication de l'*Histoire de Genève* de Jean-Antoine Gautier a fait don à la Société du fonds de l'édition, à la condition que le produit de la vente des volumes soit versé au compte des *Registres du Conseil*.

Ouvrages reçus par la Société

du 15 octobre 1914 au 15 octobre 1915

A

Publications de Sociétés et recueils périodiques

La Société a continué à recevoir les publications des Sociétés correspondantes dont on trouve les listes aux pages 451-456 du tome III du *Bulletin*.

B

Livres et brochures

Donateurs :

Anonyme, 1 broch. — Archives d'Etat, 1 broch. — MM. Aug.-F. AMMANN, 1 tableau généalogique. — Fernand AUBERT, 1 broch. — Bibliothèque publique et universitaire, 1 broch. — Bureau fédéral de statistique, 1 broch. — MM. Louis BLONDEL, 1 broch. — E.-L. BURNET, 1 broch. — Placid BÜTLER, 1 vol. — F.-Raoul CAMPICHE, 1 fasc. — Lucien DE CANDOLLE, 1 broch. — Chambre de Commerce de Paris, 8 broch. — Cercle des Arts et des Lettres, 1 album. — MM. Eugène DEMOLE, 3 broch. — Guillaume FATIO, 1 tableau généalogique. — F. ENGEL-GROS, 1 vol. — Maurice DUNANT, diverses pièces imprimées. — Edouard FAVRE, 1 broch. — Lucien GAUTIER, 1 vol. — O. GUELLIOT, 1 broch. — Charles MARTIN, 1 vol. — Paul-E. MARTIN, 4 broch., 1 tableau synoptique. — H. MAILLART, 1 broch. — Jaques MAYOR, 3 broch. — Rédaction du glossaire des patois de la Suisse romande, 1 broch. — MM. Frédéric REVERDIN et Louis PERROT, 1 broch. — Sous-secrétariat des Beaux-Arts de la République française, 1 vol. — Société des Arts, 1 broch. — M. Ant. VERCHÈRE, 2 broch.

NOTES D'ARCHÉOLOGIE GENEVOISE ¹

IV

LONGEMALLE ET LA MAISON DE L'ÉVÊQUE

La démolition de la rue de la Croix-d'Or, commencée en 1910, ainsi que les fouilles de l'église de la Madeleine, ont attiré mon attention sur la question de l'emplacement de la maison de l'évêque. Edouard Mallet reproduit, au sujet de la maison épiscopale, les allégations de Jean de la Corbière, dans ses « Antiquités de Genève ² ». La maison achetée par Robert, évêque de Genève en 1278, se serait élevée du côté oriental de la place de Longemalle, soit au lieu de la maison du sieur Colladon, au n° 146, plus récemment n° 13, maintenant l'hôtel Touring Club. Cette maison avait été rebâtie par Bernard Reymond en 1726. Auparavant, cet immeuble dépendait de la Seigneurie, qui l'abergea audit Reymond le 8 août 1725. C'était un vieil édifice ruiné, servant de grenier à blé.

J'ai voulu m'assurer de la vérité de ces assertions et contrôler cette tradition, bien vague il est vrai. Pour cela, il était nécessaire de reprendre toutes les reconnaissances féodales passées par les propriétaires des maisons sises de ce côté de la place.

Le grenier à blé est qualifié, en 1555, de nouvelle boucherie de Longemalle et, en 1621, d'ancienne boucherie ³.

Tous ces terrains, de la rue de Rive au lac, proviennent d'un

¹ Voir ci-dessus, p. 23 et suiv.

² M. D. G., t. VII, p. 339-340; cf. Jean de la Corbière, *Antiquités de Genève* (Genève, *Archives d'Etat*, Ms. hist., n° 117, p. 85).

³ Genève, *Archives d'Etat*, Évêché, grosse 14, fol. 933.

seul et même propriétaire, le comte de la Chambre, vicomte de Maurienne. La communauté, ayant acquis ces biens dudit comte en 1523¹, emploie une partie des terrains à construire une boucherie, puis aberge le reste en cinq lots différents le 14 septembre 1555². Ces maisons sont dites « assises en Longemalle, soit en la Granaterie » et sont contiguës à la nouvelle boucherie.

Les possesseurs antérieurs du même immeuble reconnaissent tous à l'évêque : en 1485, le magnifique seigneur Louis, comte de la Chambre, vicomte de Maurienne ; en 1470, son père, le comte Aymon de la Chambre, qui déclare tenir cette maison par succession de son aïeul, Jean de Seyssel, chevalier, maréchal de Savoie, ayant reconnu en 1446³. Jean de Seyssel nous apprend que cet immeuble lui fut abergé par l'évêque le 20 janvier 1441⁴ et qu'il appartenait précédemment à Reymond Pascal⁵, et plus anciennement encore à noble Jean de Rovorée. Marguerite, veuve dudit Jean de Rovorée, reconnaît à l'évêque en 1403 et déclare que sa maison est bordée d'un côté par le lac, de l'autre par la rue qui tend des Frères mineurs à la porte d'Yvoire, d'orient par la maison des de Veigy et d'occident par la place de Longemalle ; le tout comprenant des jardins et des arches en pierre du côté de la place⁶. Il est intéressant de retrouver, à travers les siècles, la mention de ces arcs ou arcades s'ouvrant sur la place, qui subsistèrent jusqu'au milieu du XVI^e siècle. L'acte passé par Jean de Seyssel en 1441 concerne tout spécialement ces ogives et l'avant-toit de la maison, qu'il désirait agrandir et embellir. L'évêque lui accorde ce droit à la condition de garantir librement au public l'accès des arcades et de faire paver toute la place, « *teneatur et debeat pavire seu paviri facere bene et convenienter de bonis lapidibus plateam nostram de Longi-*

¹ Genève, *Archives d'Etat*, Évêché, R. 72, au verso de l'acte.

² *Ibid.*, Abergements, grosse 2, fol. 257, 260.

³ *Ibid.*, Évêché, grosse 7, fol. 608 ; grosse 6, fol. 604 v^o ; grosse 5, fol. 290

⁴ *Ibid.*, Évêché, R. 72.

⁵ *Ibid.*, Évêché, grosse 4, fol. 168.

⁶ *Ibid.*, Évêché, grosse 3, fol. 33.

malaz, videlicet a predicta fonte ripparie usque ad murum rippe dicti lacus ».

Comme on le voit, il n'est pas question une seule fois de la maison de l'évêque ; les de Rovorée ne disent pas que leur propriété occupe la place de l'ancienne demeure épiscopale. Il est même certain qu'à cette époque la plus grande partie du terrain couvert plus tard par le grenier public se trouvait dans le lac. Il faut donc chercher ailleurs la maison épiscopale.

Il y a lieu de remarquer tout d'abord que des terrains assez éloignés de la place dont nous avons parlé portaient encore au XV^e siècle le nom de « en Longemale ». Ainsi tout le mas de maisons compris entre l'abside de la Madeleine et la rue de la Fontaine est qualifié en 1430 de « *loco dicto in Longimala* ». En redescendant vers le lac, il en est de même, spécialement pour les maisons qui viennent d'être démolies entre l'église de la Madeleine, la rue d'Enfer et la rue de la Croix-d'Or. Une étude des titres de propriété des maisons de ce quartier nous a amené à reconstituer avec une grande certitude l'emplacement de l'ancien domaine épiscopal. Ne pouvant donner ici les détails concernant chacune de ces maisons, je me bornerai à indiquer l'état des propriétés dans les premières années du XV^e siècle.

En descendant la rue de la Fontaine, ancienne rue du Boule, après avoir passé devant la ruelle de Toutes-Ames, élargie il y a une trentaine d'années, les premières maisons contiguës à ce passage dépendent du fief de Granges-Tavel. Aussi haut que nous pouvons remonter par les actes, l'emplacement des cinq premiers immeubles est donc attribué à la famille Tavel, très riche pendant tout le moyen âge. En 1393, le 15 janvier, dans un acte de vente des Tavel à Jean de Salles et sa femme¹, la cinquième de ces maisons est dite « *juxta domum dictam de Longimales et cimisterium Ecclesie Beate Marie Magdalene ex parte boree* ». En outre, il est stipulé que les acheteurs doivent faire des murs partant de l'angle de la maison, de bise, vers le cimetière de l'église de la Madeleine (fig. 5).

¹ Genève, *Archives d'Etat*, Fief de Granges et Pétralis, soit Tavel, R. 1.

A partir de cette maison commence donc l'ancienne propriété de Longemalle. L'immeuble suivant (fig. 5, n° 1) appartient en 1430 à noble et puissant Henri de Menthon, qui reconnaît à

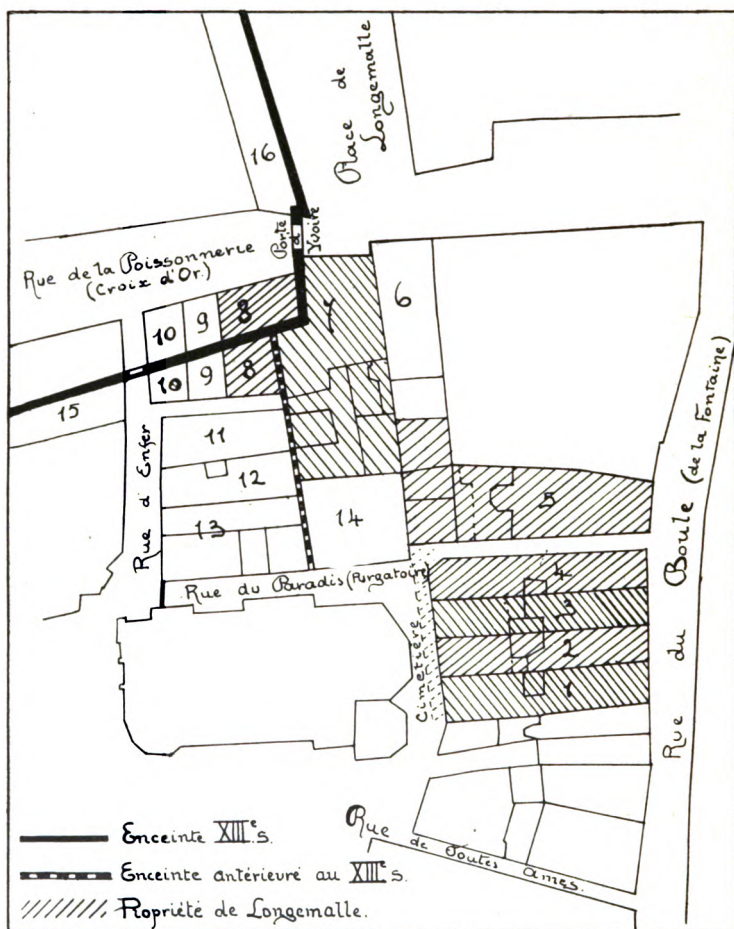


Fig. 5. — Propriété épiscopale à Longemalle.

l'évêque¹. Ce chevalier était bailli de Vaud, châtelain de Moudon, conseiller du duc de Savoie ; son fils Guillaume hérite de ces biens, qu'il avait lui-même acquis de Reynaud Barbier, pélassier.

¹ Genève, *Archives d'Etat*, Évêché, grosse 4, fol. 318.

A l'époque où il était propriété épiscopale ce terrain était bâti, d'après l'acte des Tavel cité plus haut.

Du côté du couchant, cette maison touchait à la place du curé de la Madeleine, soit le cimetière, du levant, à la rue du Boule, de bise, à la maison de Mermet Vectier. Ce dernier nous apprend en 1430¹ que c'est l'évêque Jean de Bertrandis qui lui a abergé ces terrains, alors en jardins, en l'année 1413 (fig. 5, nos 2 et 3). A la place des jardins, dits en Longemale, Vectier éleva deux maisons. La date de 1413 nous est précieuse, car elle fixe l'époque du morcellement de la propriété. Jouxte les maisons de Mermet Vectier, du côté du lac, s'élève la grange de François de Veyrier, docteur en droit² (fig. 5, n° 4).

Son habitation se trouvait juste en face, de l'autre côté de la rue du Boule. Une ruelle, la rue des Limbes actuelle, permettait, comme il le dit, de se rendre directement de sa maison à l'église. Toutes ces maisons donnaient sur le cimetière au couchant; mais, fait curieux, le cimetière lui-même est dit aussi « en Longymalaz ». Le curé de la Madeleine reconnaît à l'évêque pour le cimetière³; il déclare que ses droits remontent à une transaction passée, en 1423, entre les frères Jacques, François, Allamand et Girard, moines du monastère et maison du Temple, de l'ordre des Célestins, au nom du Temple, et noble Amédée de Charansonay pour la cure de la Madeleine. Nous n'avons pu trouver l'origine de ces droits appartenant à la maison du Temple, qui était sise hors les murs, vers le Pré-l'Evêque; mais ceci nous montre que le cimetière était primitivement ailleurs, évidemment sous l'église actuelle; à la suite de la reconstruction de l'édifice, on dut reculer le cimetière. Les fouilles récentes dans l'église ont, en effet, montré des murs de jardins et de maisons situés derrière les anciennes églises de la Madeleine.

En poursuivant notre chemin, nous arrivons de l'autre côté de la rue des Limbes à la maison de la veuve de Pierre Motier (fig. 5,

¹ Genève, *Archives d'Etat*, Évêché, grosse 4, fol. 82.

² *Ibid.*, fol. 110 v°.

³ *Ibid.*, fol. 136 v°.

n° 5), qualifiée de nouvelle en 1430 et qu'il avait eue en abergement du même évêque, Jean de Bertrandis, le 5 février 1413¹.

Les immeubles suivants, du même côté, jusqu'au bas de la rue de la Fontaine, ne font plus partie de l'ancien domaine épiscopal ; mais il n'en est pas de même de ceux qui s'étendent derrière, dont les façades regardent la rue de la Croix-d'Or et dont les corps de logis postérieurs bordent la rue du Purgatoire. Cette maison de Pierre Motier, ou plutôt de sa veuve Béatrice, fille de Jean Bovar, a une cour postérieure, parallèle à la rue des Limbes, qui s'appuie du couchant au chosal ou à la cure de la Madeleine, et de bise à la maison de l'abbaye de Filly, à la maison d'Amédée Pitard, et à une autre maison du même Motier. Cette deuxième maison Motier, perpendiculaire à la première, a donc sa façade sur la rue de la Croix-d'Or (fig. 5, n° 6). Elle ne fait pas partie de la propriété de Longemalle, mais relève du fief du Chapitre. Béatrice Motier la reconnaît en 1423² au Chapitre, qui la tient du chanoine Guillaume Thonnerat. Celui-ci avait en effet cédé ses biens au Chapitre par son testament, daté de 1389³.

Les confins de cette maison sont les suivants : du vent, soit par derrière, la maison et cour déjà citée du même Motier, qui est dite « *quod fuit de Longamala* », du couchant, l'immeuble d'Amédée Pitard de Jussy.

L'immeuble Pitard, dont les derniers restes ont été démolis il y a quatre ans, faisait partie d'un vaste ensemble de constructions : sur la façade, deux corps de logis avec une allée ; derrière, une grande cour, qui avait subsisté jusqu'à nos jours et possédait une sortie sur la rue d'Enfer, par une impasse appelée « Cul de sac du Purgatoire » (fig. 5, n° 7).

Amédée Pitard de Jussy reconnaît à l'évêque pour sa maison en 1430 ; il dit qu'elle est neuve et que la place lui fut abergée aussi le 15 février 1413 par l'évêque Jean de Bertrandis⁴. La façade regarde la grande rue qui tend de la porte d'Yvoire au

¹ Genève, *Archives d'Etat*, Évêché, grosse 4, fol. 117 v°.

² *Ibid.*, Chapitre, grosse 18, fol. 122.

³ *Ibid.*, Testaments, portefeuille VII.

⁴ *Ibid.*, Évêché, grosse 4, fol. 98.

pont du Rhône, elle touche la porte même d'Yvoire «*affrontatur arcui porte Aquarie a parte anteriori*». La cour s'arrête à la cure de la Madeleine, contre un grand contrefort qui la soutient, «*cuidam magne esponde muri*».

Bien que la maison soit dite nouvellement construite, il est presque certain que c'était là que s'élevait la demeure épiscopale, d'après l'acte suivant concernant la maison de Jean Bovars, *alias* Sauvalier, père de Béatrice, femme de Pierre Motier. C'est un assept de la chapelle Saint-Michel à Saint-Pierre de 1374 : « Une maison assise à Genève auprès la porte d'Yvoyre, jouxte la maison ou chosal de Longemalle d'une part [maison Pitard], et jouxte la maison des hoers Mermerii de Roveria de l'autre part, et afronte la cherrière publicque tendant de la porte d'Yvoyre vers l'esglise des frères myneurs de la part devant¹. »

La maison qui suit la porte d'Yvoire, du côté du pont du Rhône (fig. 5, n° 8), appartient à deux propriétaires différents. Une petite partie dépend encore du même Amédée Pitard et relève du fief de l'évêque, l'autre partie est à la famille de Carro (de Quarro).

Guillaume de Carro reconnaît à la chapelle du cardinal d'Ostie, soit des Macchabées, pour cette maison, en 1491 ; il déclare qu'elle lui vient de son père, Berthet de Carro, et auparavant de Pierre Humbert². L'acte porte encore que ces terrains sont une donation de l'évêque François, de son franc-alléu, à ladite chapelle du cardinal : « *De bonis per reverendum in Christo patrem et dominum Franciscum episcopum de suo allodio franco predictae capelle perpetuo donatis*. » François de Mies, neveu du cardinal Jean de Brogny fondateur de la chapelle des Macchabées, évêque de Genève en 1428, enrichit cette chapelle familiale de cette propriété, qui est son franc-alléu et provient probablement de l'ancien domaine de Longemalle.

Les deux maisons suivantes, jusqu'au coin de la rue d'Enfer, dépendent du fief Floret (fig. 5, n°s 9 et 10). La première

¹ Genève, *Archives d'Etat*, Droits des églises de la ville, Saint-Pierre, diverses chapelles, n° 1, fol. 9 v°.

² *Ibid.*, Macchabées, registre 2, fol. 25 et registre 1, fol. 2.

remonte au XV^e siècle, à la famille Rambosson; elle était de pur et franc-alleu et fut vendue en 1488 à noble Pierre Floret¹. La deuxième fut vendue à Rollet Gerdil en 1498 par Pierre Nycolin de Poldo, gardien des Frères mineurs et au nom de ces frères². Nous n'avons aucune preuve que ces deux maisons aient dépendu de Longemalle; elles s'élevaient probablement sur l'emplacement d'anciens jardins, au travers desquels passait un des murs d'enceinte de la ville, ce qui expliquerait aussi le partage et l'indivision des propriétés sur un même immeuble.

Il nous reste à voir les maisons de la rue d'Enfer, à gauche en montant, pour terminer notre cadastre.

Tout d'abord on trouve l'impasse appelée au XVIII^e siècle « Cul de sac du Purgatoire » et au XV^e siècle³ « *senderium tendens a dicta via Inferni versus domum de Longymala* ». La maison qui borde cette allée dépend du fief de Granges-Tavel (fig. 5, n° 11) et appartient en 1465 à Pierre Borgèse et à sa femme Claudia³. L'immeuble suivant dépend du même propriétaire, mais provient d'un autre fief, le fief de Pierre Floret. Cette maison (fig. 5, n° 12) reconnue plus tard, en 1482, en deux parcelles différentes⁴, a des confins très intéressants. Elle est dite appuyée de vent contre la cure de la Madeleine et du levant contre les murs antiques de la cité de Genève, « *mœnia antiqua civitatis gebenn.* » Nous savons par les mêmes actes que Pierre Floret a acquis sa propriété de Théobald de Saint-Jeoire. Or, à la suite d'un don à la chapelle du Saint-Esprit à Saint-Pierre, dom Etienne de Saint-Jeoire hypothèque cette maison: « L'assect sus une maison assis ad Genève jouxte la maison de l'évesque Allamand d'une part, et de l'autre part dever le lac jouxte le curtil de ladicte maison de la part de devant, et affronte la cherrière publique tendent du bour dever le lac au Ryvière (soit la rue d'Enfer)... l'an 1345⁵. »

¹ Genève, *Archives d'Etat*, Fief Floret, grosse 1, fol. 180 et 353.

² *Ibid.*, Fief Floret, grosse 1, fol. 432.

³ *Ibid.*, Fief de Granges et Pétralis, soit Tavel, grosse 6, fol. 106.

⁴ *Ibid.*, Fief Floret, grosse 1, fol. 338 v° et 339; Évêché, Cottet 30²⁰, fol. 149.

⁵ *Ibid.*, Droits des églises de la ville, Saint-Pierre, diverses chapelles, n° 1, fol. 36 v°.

La propriété épiscopale était donc bordée par les murs de la ville, qui rejoignaient en ligne droite la porte d'Yvoire. On ne connaissait jusqu'ici que l'emplacement des fortifications de l'enceinte dite intermédiaire, du XIII^e siècle, qui était parallèle aux Rues-Basses et aboutissait derrière la maison de Jean d'Espagne¹ à la porte de la rue d'Enfer et, de là, à la porte d'Yvoire (fig. 5, n° 15). Ce nouveau tracé, comprenant une agglomération moins considérable, doit être plus ancien que l'autre et correspondre aux fortes substructions trouvées dans la rue du Purgatoire et dans l'église même de la Madeleine en 1914².

Ces deux tracés (fig. 5), qui devaient l'un et l'autre aboutir à la porte dite du « Fort-de-l'Ecluse » au bas du Perron, comprenaient d'importants fragments romains et indiquent, surtout le deuxième, un travail hâtif.

Restent encore les immeubles situés à l'angle de la rue d'Enfer et de la rue du Purgatoire; ils dépendent de la cure de la Madeleine (fig. 5, nos 13 et 14)³ et relèvent donc directement du curé. De l'autre côté de la porte d'Yvoire, du côté du lac, les murs de la ville suivaient la place Longemalle dans sa longueur, puis tournaient brusquement vers l'est pour rejoindre la maison des de Rovorée⁴. Déjà au XIII^e siècle, des maisons, qui s'appuyaient à la porte d'Yvoire du côté du lac, donnèrent lieu à des contestations entre le chapitre et l'évêque (fig. 5, n° 16); elles étaient en face de la fontaine qualifiée de « portayvuer » en 1284⁵.

Après avoir situé exactement la propriété de l'évêque, nous pouvons maintenant étudier les actes qui la concernent.

¹ Genève, *Archives d'Etat*, Actes privés, portefeuille I, 3^e reconnaissance en faveur de Jean Gay et de Guillermette de Balmes, sa femme, par Guillemete, veuve de Pierre Dimier, rue de la Poissonnerie, 1422. et Fief Bourdigny, grosse 1, fol. 12 v^o.

² B. REBER, *Les fouilles sur l'emplacement de la Madeleine-Longemalle à Genève*, Genève, 1913, in-8, 27 p., fig. — C. MARTIN, ci-dessus, p. 48.

³ Genève, *Archives d'Etat*, Abergements, grosse 5, fol. 449 v^o et 391 v^o.

⁴ *Ibid.*, P. H., n° 575.

⁵ *Ibid.*, Chapitre, R. 46, et grosse 7, reconnaissance 148.

Le 4 février 1278, l'évêque Robert de Genève achète de Simon, évêque d'Aoste, une maison qui est appelée Longemalle, sise dans la cité de Genève, la partie inférieure étant du côté du lac, la

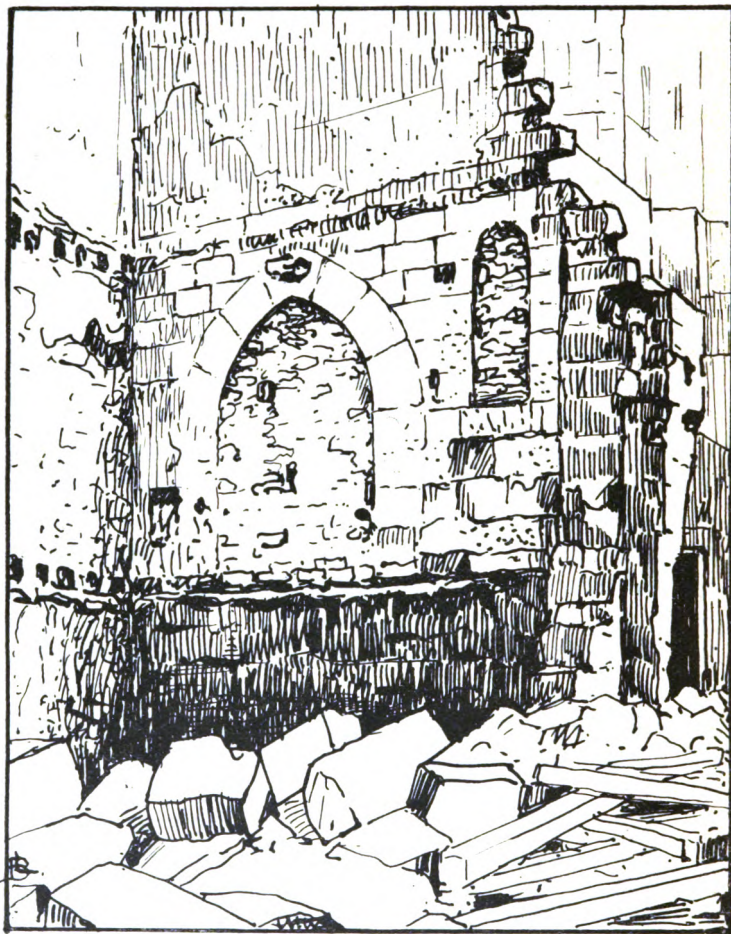


Fig. 6.

partie supérieure du côté de la maison des enfants de Pierre Tavel, avec un jardin et les autres maisons attenantes à ladite maison devant et derrière¹. Il est évident qu'il s'agit là de tout un petit

² M. D. G., t. VII, p. 339.

domaine, avec plusieurs jardins et maisons, dont les confins correspondent exactement à ceux que nous avons indiqués plus haut ; on retrouve la propriété des Tavel en haut, du côté de la colline. Quant à la maison principale, elle devait, nous l'avons vu, se trouver sur l'emplacement de la maison Pitard (fig. 5, n° 7), attenante à la porte d'Yvoire, et faire front à la place qui s'ouvre sur le lac.

Au cours des récentes démolitions, on a trouvé un arc ogival provenant du premier étage d'un des corps de logis donnant sur la cour, et qui pourrait bien avoir fait partie de l'ancienne salle de l'évêque (fig. 6). Qui était ce Simon, évêque d'Aoste, et pourquoi avait-il une propriété à Genève ? Besson le nomme Symon le Bon, parce qu'il était ami des pauvres et fonda l'aumône générale à Aoste en 1278, l'année même de cet acte de vente¹.

Vingt ans auparavant, en 1258, Martin et Etienne de Cologny, frères, citoyens de Genève, vendent un casal à Simon de Verceze, soit de Verceil, chanoine de Genève. Ce casal est dit sis derrière l'église de sainte Marie-Madeleine, au-dessus de la porte d'Yvoire ; il est confiné d'un côté par la maison de feu Pierre Tavel, citoyen de Genève, jusqu'à la maison qui fut autrefois à Martin, citoyen, et qui lui appartient maintenant, et de l'autre à la maison de la femme de Guillaume, portier de l'île. Le prix de vente est de 42 livres genevoises². Il faut, semble-t-il, identifier ce Simon de Verceil, chanoine de Genève, avec Simon, évêque d'Aoste³.

¹ BESSON, *Mémoire pour l'histoire ecclésiastique des diocèses de Genève, Tarantaise, Aoste, etc.* (Nancy, 1759, in-4), p. 254.

² M. D. G., t. XIV, p. 43.

³ Mgr. J.-A. Duc, dans sa récente *Histoire de l'Eglise d'Aoste*, t. III (Aoste, 1908, in-8), p. 5-6, a rattaché hypothétiquement à la famille de Conflans-Duin l'évêque Simon, qui occupa le siège d'Aoste de 1275 à 1283. Notre identification a pour elle plus qu'une simple hypothèse : la possession du même terrain à vingt ans de distance par le chanoine Simon de Verceze et l'évêque Simon d'Aoste. Les généalogies de Conflans et de Duin, publiées par le comte de Foras, ne fournissent guère de confirmation à l'hypothèse de Mgr. Duc. Par contre, cet auteur analyse lui-même le testament de l'évêque Simon d'Aoste, daté du 28 janvier 1283 (*op. cit.*, p. 92-93). Les ustensiles apportés de Genève par le prélat sont légués à l'évêché d'Aoste. Nous avons ainsi une preuve de l'origine genevoise du testateur.

Comme d'autres chanoines genevois, il quitta sa stalle pour le siège épiscopal d'Aoste. Cet achat montre qu'il possédait déjà en 1258 la propriété proche du lac et de la porte d'Yvoire, et qu'il l'agrandit en faisant l'acquisition du chosal voisin de la maison des Tavel, soit de la bande de terre comprise entre la Madeleine et la rue de la Fontaine. Cette famille de Verceil, ou de Verceze, a eu d'autres représentants à Genève : deux autres chanoines, Simon en 1294 et Aimon¹, ainsi qu'un Symond de Verceze, bourgeois de Genève, qui teste en 1322².

La totalité de la propriété dite de Longemalle fut achetée par l'évêque Robert de Genève pour la somme de 300 livres genevoises. L'évêque ajoute que cette acquisition a été faite à son nom et pour son usage, au moyen des deniers collectés dans ce but dans toutes les églises de son diocèse. Il se réserve pour lui-même d'y demeurer sa vie durant. L'acte est scellé par le chapitre, qui conserve des droits sur l'immeuble, soit le domaine direct et le cens de trois sous, droits qui ne seront cédés à l'évêque que le 1^{er} juin 1307³. Tous ces terrains étaient donc du fief de chapitre, ce qui explique pourquoi les biens de la cure de la Madeleine, qui dépendent aussi du chapitre, se trouvent dans la suite complètement enclavés dans les autres fiefs.

A cette époque, cette propriété, dans une belle situation, près du lac, devait réunir les facilités de la ville et l'agrément de la campagne. De vastes jardins, des granges, même un pressoir avec des caves entouraient l'habitation⁴. C'est sans doute pour ces raisons d'agrément que les évêques habitèrent constamment Longemalle, à partir de Robert de Genève, et ne vécurent que rarement dans l'ancien évêché. De nombreux actes ont été signés

¹ J. MERCIER, *Le chapitre de Saint-Pierre de Genève*, (Annecy, 1890, in-8), p. 191 et 203 ; cf., pour Simon, M. D. G., t. XXI (1882), p. 83.

² Genève, *Archives d'Etat*, Couvent de Rive, R. 3.

³ M. D. G., t. XIV, p. 331.

⁴ *Ibid.*, p. 287, n° 270 : *Datum et actum apud aulam longam juxta torculari ante soturnum.*

dans cette maison historique, qualifiée de manières diverses ; à côté des formes *Longamala*, *Longimala*, on rencontre aussi *Malalonga*, *Aula longa*. Les lieux dits « Longemale » sont du reste assez fréquents dans le pays et semblent désigner de mauvaises « longues » de terre dans des lieux marécageux¹.

Jusqu'à Guillaume de Marcossey, tous les évêques ont vécu à Longemalle ; depuis lors, cette maison semble abandonnée et les séjours des prélats y sont de plus en plus rares.

Il ressort des actes précédents que les terrains de Longemalle furent divisés et abergés par Jean de Bertrandis en 1413.

Avant de terminer l'histoire de la maison de l'évêque, rappelons deux événements qui s'y passèrent, l'un en 1294, l'autre en 1307.

Dans les monitions de l'évêque Guillaume de Conflans du 7 mars 1294 contre le comte de Savoie, il est dit que les satellites du comte « ont assailli en grand nombre et en armes la maison épiscopale à Longemalle ; l'évêque leur en a fait ouvrir les portes : ils s'y sont alors jetés avec fureur, ont injurié le prélat de la manière la plus grave, ont enlevé à ses côtés et emmené plusieurs personnes de sa suite ; ils ont même été jusqu'à le menacer de mort et l'ont contraint à chercher un refuge dans son église² ».

La scène est, par l'état des lieux, très facile à reconstituer et nous pouvons ainsi nous représenter l'évêque poursuivi se réfugiant dans l'église de la Madeleine toute proche.

Le second fait se rapporte à la bataille dite de la porte d'Yvoire, dont le récit le plus authentique se trouve dans le *Fasciculus Temporis*³ à la date du 6 juin 1307. Jusqu'à présent, il était fort difficile d'expliquer cette attaque par la porte d'Yvoire, car cette entrée de la cité se trouvait à l'opposé de la route de Bonne et du Faucigny, par laquelle sont arrivés les partisans du comte de Genève.

¹ Cf. H. JACCARD, *Essai de toponymie* (Mém. et doc. publiés par la Soc. d'hist. de la Suisse romande, 2^e série, t. VII), p. 239.

² M. D. G., t. VIII, p. 193-194, et SPON, *Histoire de Genève* (Genève, 1730, 2 vol. in-4), Preuves, n° xxvi.

³ M. D. G., t. IX, p. 301, n° 13, et p. 152. Cf. FR. DE CRUE, *La guerre féodale de Genève*, Genève, 1907, in-8.

Galiffe a fort bien montré la position de cette porte¹, mentionnée pour la première fois en 1258, mais sans doute beaucoup plus ancienne. Le quartier de Longemalle formait une sorte de promontoire traversé par la grande rue de la «Rivière» aboutissant aux deux portes, celle des Frères mineurs du côté du Pré-l'Evêque, celle d'Yvoire (Yvuer) du côté de la grève, qui s'étendait jusqu'au pont du Rhône. Le plan (fig. 7) fera mieux comprendre les diverses positions des défenseurs et des assaillants.

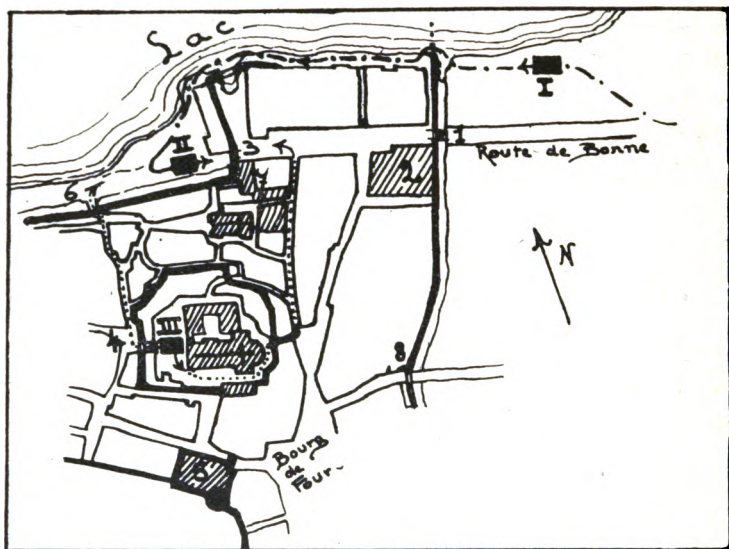


Fig. 7. — I et II. Troupes du Comte de Genève; III. Partisans du Comte de Savoie. — N° 1, Porte des Frères Mineurs (Rive). N° 2, Couvent des Frères mineurs. N° 3, Porte d'Yvoire. N° 4, Porte du Perron. N° 5, Château du Bourg-de-Four. N° 6, Porte des Tavel. N° 7, Maison de l'évêque à Longemalle. N° 8, Porte de St-Antoine.

Les défenseurs, partisans du comte de Savoie, c'est-à-dire une puissante fraction des bourgeois de la ville, occupaient la cathédrale de Saint-Pierre et ses environs immédiats. Aucune place ne pouvait être mieux choisie: c'était une position centrale

¹ J.-B.-G. GALIFFE, *Genève historique et archéologique*, t. I (Genève, 1869, in-4), p. 122.

d'où l'on pouvait facilement suivre les opérations de l'ennemi, se porter rapidement d'un côté ou de l'autre, suivant le point d'attaque, et enfin une citadelle bien défendue au cas où il faudrait se replier devant des forces supérieures. On sait que les citoyens de la ville avaient déjà mis en état de défense, en 1289, la cathédrale et tout le cloître ; des portes fermaient les issues, au Perron, à la Taconnerie, aux Barrières, et plus d'un fait de la guerre féodale eut pour théâtre cette partie de la ville. Le parti de Savoie tenait aussi le château de l'Île. Le parti du comte de Genève, allié de l'évêque, moins nombreux que celui de Savoie, possédait l'ancien château du Bourg-de-Four.

À l'heure de « prime », ce 6 juin 1307, l'armée du comte de Genève, espionnée par le parti savoyard, arrivait par la route de Bonne ; deux portes s'offraient à elle, celle des Frères mineurs et celle de Saint-Antoine. Celle des Frères mineurs avait le grand tort d'être à côté du couvent des dits frères qui, dès l'origine, se sont toujours montrés très attachés à la maison de Savoie ; celle de Saint-Antoine, facile comme accès, était trop en vue des défenseurs. Pour tromper la surveillance, les assaillants, qui avaient des amis dans la place, songèrent à attaquer par un point tout à fait détourné, mais où ils avaient des intelligences sûres, c'est-à-dire par la porte d'Yvoire, dépendant de la maison de l'évêque, leur allié. C'est pour cette raison déterminante que la cavalcade du comte de Genève et du sire de Faucigny, contournant au petit jour les murs de Longemalle, passa sur la grève ou dans l'eau peu profonde, derrière les jardins et le port fermé par une arcade, pour atteindre la porte d'Yvoire¹. Pendant qu'on leur ouvrait la porte, les partisans de Savoie, bien informés, ne se contentèrent pas d'envoyer de la troupe face à l'ennemi à Longemalle, mais, descendant par le Perron et la porte appelée plus tard du Fort-de-l'Ecluse, vinrent tomber dans le dos de l'assaillant. Il n'est pas inutile de rappeler que cette porte, située en face du Molard et qui n'est pas citée dans le *Fasciculus*, appartenait de tout

¹ Les grèves étaient alors considérables et le niveau du lac très variable.

temps à la famille Tavel¹, et que Messire Vuydon Tavel était un des chefs les plus marquants de la défense. Le récit dit textuellement que les assaillants furent tués « par devant cette porte d'Yvoire », et seule cette tactique explique le grand nombre des prisonniers et des tués. Pris entre les murailles et le lac, cernés de deux autres côtés, les hommes d'armes du comte de Genève ne purent s'échapper que difficilement. La porte d'Yvoire touchant la maison de l'évêque, l'une dépendant de l'autre, voilà la clef de l'énigme et la raison de cette attaque bien préparée, dernière tentative importante des comtes de Genève sur Genève.

Restent à signaler les quelques trouvailles archéologiques faites pendant les démolitions de 1910.

Dans les immeubles, dont quelques-uns, surtout ceux de la rue d'Enfer, étaient bien caractéristiques de la fin du XV^e et du XVI^e siècle, aucun objet important n'a été trouvé. Nous avons déjà signalé l'arc ogival, dernier reste d'un mur qui avait subsisté malgré les nombreuses transformations.

Les substructions ont été plus riches en trouvailles. Tout d'abord un ensemble de pieux ou pilotis en bois très anciens, qui semblent les restes d'un port considérable existant à une époque antérieure au XII^e siècle. A l'époque romaine et pendant tout le haut moyen âge, Longemalle devait être le port principal de la ville ; aussi a-t-on trouvé beaucoup de débris de vases gallo-romains², un mur épais parallèle à la rue du Purgatoire et qui doit correspondre à celui qui se trouve dans la Madeleine, enfin deux inscriptions romaines.

Les prochaines démolitions dans ce quartier nous expliqueront probablement mieux le tracé de ces murs et des substructions qui entourent l'église de la Madeleine.

¹ Genève, *Archives d'Etat*, Évêché, grosse 5, fol. 51.

² B. REBER, *op. cit.* ; cf. *Bulletin*, t. III, p. 216 et 220-222.

V

UNE CHEMINÉE MONUMENTALE

Par suite de transformations dans la cave de l'immeuble n° 13, à la rue de la Rôtisserie, on a mis à découvert les restes d'une cheminée (fig. 8). Cette cave qui, autrefois, devait être un

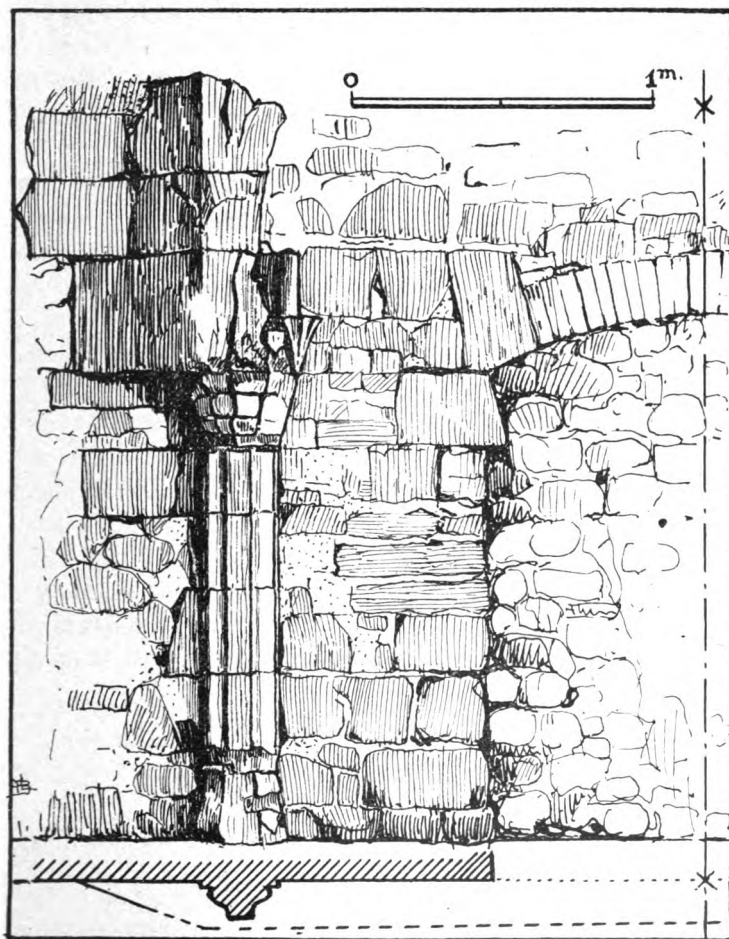


Fig. 8. — Cheminée monumentale.

rez-de-chaussée donnant sur la rue de la Rôtisserie, comprend deux chambres; contre le mur épais qui les séparait, on a trouvé une colonnette très abîmée, dont le chapiteau et la base sont en partie brisés et qui formait le pied-droit d'une cheminée très vaste. L'autre pied-droit a disparu, ainsi que la hotte. Les molasses portent les traces d'un feu violent et une poutre carbonisée a été retrouvée; il est certain qu'un incendie a détruit cet immeuble et que l'on a reconstruit sur des murs anciens.

Cette découverte est intéressante, car l'on ne connaît, je crois, aucune cheminée de cette époque, c'est-à-dire du XV^e siècle, à Genève même. Celle-ci est bâtie sur le type employé dans les châteaux des environs, le château d'Avully, sous les Voirons, par exemple.

Cette maison (n^o 50 du plan 41 de Billon¹) appartenait à Jean Jandin en 1706, à Jean Gojon en 1558, à Claude de Châteauneuf en 1500². La partie qui nous intéresse est de franc-allen, mais elle a toujours appartenu aux mêmes propriétaires que le corps de logis regardant les rues Basses.

Antérieurement, les propriétaires furent noble Guillaume Servage en 1465, fils et héritier de noble Guillaume Servage de Dammartin et de noble Jeanne du Pont, qui reconnaît en 1447³; plus anciennement, noble Alexie du Pont, veuve de Jeannet des Cluses, qui teste en faveur de Jeanne Dupont en 1440. Jeannet possédait déjà la maison en 1422⁴. Il faut, je crois, attribuer la cheminée aux du Pont ou aux de Servage.

Il est regrettable que cette œuvre charmante nous soit parvenue aussi détériorée; quelques fragments de sculpture se voyaient à la naissance du bandeau de la hotte, mais tout est tombé en morceaux au moment de la démolition.

Louis BLONDEL.

¹ Genève, *Archives d'Etat*, Évêché, extraits, cottets et plans, n^o 92.

² *Ibid.*, Évêché, grosse 5 rouge, fol. 9 v^o; Chapitre, grosse 55, fol. 841, et grosse 42, fol. 167.

³ *Ibid.*, Chapitre, grosse 33, fol. 465 v^o; grosse 31, fol. 201 v^o.

⁴ *Ibid.*, Chapitre, grosse 18, fol. 50. Cf. GALIFFE, *Notices généalogiques*, t. I, p. 512.

fac. 3-6

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ
D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE
DE GENÈVE

Tome IV — Livraison 3

OCTOBRE 1916

GENÈVE
LIBRAIRIE A. JULLIEN

—
1917

CONTENU DE LA LIVRAISON

	Pages
Personnel de la Société	73
Mémoires, rapports, etc., présentés à la Société	85
Faits divers	94
Ouvrages reçus par la Société	96
Lettres de J.-G. Eynard relatives à la Grèce (1841-1843), publiées avec une introduction et des notes par Edouard CHAPUISAT	97

AVIS. — Les membres de la Société bénéficient de réductions importantes sur le prix de la plupart des publications indiquées à la quatrième page de la couverture. Ils sont priés de s'adresser directement au bibliothécaire.

Prière d'indiquer au secrétaire (rue Calvin, 42), les changements d'adresse des destinataires du «Bulletin».

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

OCTOBRE 1916

Personnel de la Société

Depuis le mois d'octobre 1915, la Société d'histoire et d'archéologie a reçu au nombre de ses membres effectifs :

MM.

1915, 25 novembre, *Albert RIVOIRE.

David DELÉTRA, pasteur.

16 décembre, Charles GENEQUAND, pasteur.

Leonard Chester JONES, docteur ès lettres.

1916, 13 avril, André CORBAZ, régent à Jussy.

* Le vicomte Antonio DE FARIA, consul de Portugal à Lausanne.

Elle a eu le regret de perdre quatre membres effectifs : MM. Léon GAUTIER (voir ci-après), Antoine VERCHÈRE (voir ci-après), Guillaume TREMBLEY († 3 septembre 1916), Théodore TURRETTINI (voir ci-après).

* L'astérisque indique les membres à vie.

Le nombre des membres effectifs de la Société était de 230 au 31 octobre 1916.

Allocution prononcée, dans la séance du 4 mai 1916, par M. Frédéric Gardy, président, à l'occasion du décès de M. le Dr Léon Gautier :

Messieurs,

« Nous avons eu le très grand regret d'apprendre, depuis notre dernière séance, le décès de notre collègue, le Dr LÉON GAUTIER, survenu le 20 avril. Avec lui, nous avons perdu l'un des membres les plus méritants de notre Société, un collaborateur actif de nos publications, un collègue dont vous avez tous apprécié le caractère affable, enjoué, modeste, et qui possédait une connaissance approfondie de notre histoire.

« Né le 15 juillet 1853, Léon Gautier avait fait ses études médicales à Paris et avait obtenu le bonnet de docteur en 1882. Il a exercé son art dans notre ville, jusqu'à sa mort, avec une conscience à laquelle un de ses confrères a rendu justice¹ et il a joué un rôle important dans diverses sociétés médicales de notre pays. De 1907 à sa mort, il a été député au Grand Conseil. Il a pris aussi une part active à la vie de l'Eglise nationale protestante. Il fut, ces derniers mois, un collaborateur assidu de l'Agence des prisonniers de guerre. De ces faces de son activité, professionnelle, politique, philanthropique, d'autres ont parlé, et parleront sans doute encore, mieux que je ne pourrais le faire. Je voudrais essayer de retracer ici l'activité de Léon Gautier dans le domaine qui nous touche de plus près, le domaine historique, et dans le sein de notre Société.

« Il y avait trente ans presque jour pour jour que Léon Gautier appartenait à celle-ci lorsqu'il a été enlevé par la mort : il avait été en effet reçu membre effectif le 8 avril 1886. Il a fait partie du Comité de 1903 à 1910 et il a exercé les fonctions de vice-président en 1907-1908, et quelques semaines à la fin de 1910, en remplacement de Léopold Micheli. Bien que tout désigné pour occuper la présidence, il se déroba, alléguant ses nombreuses occupations,

¹ Le Dr Eugène Revilliod, dans le *Journal de Genève* du 22 avril 1916.

aux instances de ses collègues qui le pressaient d'accepter cette charge. En revanche, la Société a bénéficié de son apport scientifique, qui a été considérable. Très vite, l'histoire l'avait intéressé et il s'était mis à étudier l'histoire de la médecine à Genève; il aborda ce sujet avec le double avantage que lui conféraient ses connaissances médicales et ses qualités d'historien : la précision, le sens critique, l'étude patiente et approfondie des documents.

« Quelques mois après son entrée dans notre Société, il lui apportait une étude sur *La dernière peste de Genève (1636-1640)*, qui trouva aussitôt sa place dans nos *Mémoires*, en tête du tome XXIII (1888). C'était comme le prélude du grand ouvrage auquel il travaillait déjà depuis quelque temps et qui ne devait voir le jour qu'après vingt ans d'un labeur assidu et presque quotidien, poursuivi, avec une inlassable persévérance, en marge d'une carrière médicale très remplie.

« Vous connaissez tous, Messieurs, ce beau volume de près de 700 pages qui forme le tome XXX de nos *Mémoires* et qui retrace l'histoire de *La médecine à Genève jusqu'à la fin du XVIII^{me} siècle*. L'auteur en a lu ici même, entre 1895 et 1905, la plupart des chapitres. Ceux qui l'ont entendu, ceux même qui ont seulement parcouru cette vaste monographie, ont pu se faire quelque idée de la somme énorme de recherches qu'elle représente. Cette œuvre solide et basée sur l'étude des sources est en même temps agréable à lire, parce qu'elle est écrite d'un style alerte et sans prétention, que relève parfois une pointe d'humour. La note de bonhomie et de malice souriante qui était, me semble-t-il, une des marques du caractère de Léon Gautier, se montre dès le début de son livre, dans l'« Invitation à lire la préface » par laquelle il l'ouvre. Après avoir savouré cette critique trop juste, mais bienveillante et sans méchanceté, du lecteur pressé qui ne lit pas les préfaces, il est impossible de résister à l'invitation de lire celle de l'auteur, et, quand on l'a lue, de ne pas lui donner raison. Dans sa préface, en effet, Léon Gautier expose la genèse de son livre et les conditions dans lesquelles il en a entrepris et poursuivi la composition; il nous familiarise ainsi avec son travail, on le suit dans ses recherches aux Archives, on le voit penché

sur le grimoire qu'offrent trop souvent les registres du Conseil, et l'on prend plus d'intérêt au résultat de ces laborieuses investigations. Puisque l'auteur a pris la peine de nous raconter lui-même tout cela, je puis me dispenser d'y revenir. Mais admirons la patience, la persévérance, la sagacité de l'auteur. Avoir sans défaillance, pendant vingt ans, utilisé ses seuls moments de loisir à scruter les documents d'archives, à en tirer le suc, à les coordonner et à en élever un aussi solide monument, est un fait bien digne de notre admiration et de notre reconnaissance, et Gautier a un droit incontestable au titre d'historien de la médecine à Genève.

« N'eût-il produit que ce volume, bourré de faits, plein de renseignements sur les hommes et les choses de notre cité, accompagné d'appendices qui en rendent la consultation aisée et en font un véritable dictionnaire, Léon Gautier aurait bien mérité de la science historique. Mais il n'a pas borné là son labeur et sa production scientifique. Dans le domaine spécial de l'histoire de la médecine, il a publié encore, dans la *Revue médicale de la Suisse romande*, deux études, l'une sur *Les lépreux à Genève au moyen âge et au XVI^e siècle*, l'autre sur *Les maladies de Calvin d'après le professeur Doumergue*.

« Grâce à la méthode de travail qu'il avait adoptée pour son histoire de la médecine, et qui consista dans le dépouillement, page après page, des 311 volumes des registres du Conseil et de bien d'autres recueils et répertoires de nos Archives, Léon Gautier avait acquis une connaissance approfondie des sources de notre histoire et, par là, son érudition ne se limitait pas à l'histoire de la médecine, mais s'étendait à l'histoire générale de notre cité. Aussi se trouva-t-il particulièrement bien préparé à collaborer à la publication de ces deux œuvres monumentales qui sont l'*Histoire de Genève* de Jean-Antoine Gautier et les *Registres du Conseil de Genève*.

« Léon Gautier avait naturellement fait partie dès le début du comité chargé d'éditer la magistrale histoire composée par son ancêtre Jean-Antoine ; mais sa part effective de collaboration se limite, sauf erreur, — et c'est déjà une assez belle part, — à l'achèvement du tome VII (1909), à la publication intégrale du

tome VIII et dernier (1909) et à l'établissement, avec l'aide de M^{me} Léon Gautier, des Tables très utiles qui complètent l'ouvrage.

« Les *Registres du Conseil* ont à leur tour bénéficié de l'expérience que Gautier avait acquise dans la lecture et le déchiffrement de l'écriture parfois hiéroglyphique des secrétaires du Conseil. C'est lui qui a transcrit une partie du tome V, qui comprend les dernières années du XV^e siècle et qui a été publié en 1914, tout le tome VI, qui va jusqu'en 1509 et ne tardera pas à paraître, et toutes les années subséquentes jusqu'en 1519, c'est-à-dire la matière de plus d'un volume encore. C'est donc, après Léopold Micheli, une nouvelle et très sensible perte qu'ont faite les éditeurs des *Registres*; et l'on ne trouve plus facilement aujourd'hui les bénédictins ayant les connaissances paléographiques et surtout l'abnégation qu'il faut à ceux qui poursuivent avec tant de modeste diligence une semblable publication.

« La liste des travaux de notre regretté collègue n'est pas close par là. Il faut citer encore la monographie de *L'Hôpital Butini, 1859-1909* (1911), celle de *L'Hôpital général de Genève de 1535 à 1545*, qu'il avait rédigée à l'occasion de l'Exposition nationale de Berne (1914), son étude sur *L'activité poétique et diplomatique de Joseph Du Chesne, sieur de la Violette (1546-1609)*, qui a paru dans notre *Bulletin* (t. III, 1912), enfin le chapitre qu'il a consacré aux *Efforts des Genevois pour être admis dans l'Alliance générale des Liges, 1548-1550*, et qui fait partie du Recueil que notre Société a publié l'an dernier à l'occasion de la réunion à Genève de la Société générale suisse d'histoire¹. Et je laisse de côté, outre une ou deux autres notices historiques, ses opuscules et articles de médecine pure². Jusqu'au jour où, brusquement, il y a quelques semaines, la maladie est venue le frapper, et le frapper, hélas! mortellement, alors qu'il semblait avoir encore devant

¹ M. D. G., série in-4, tome IV.

² Voir, pour la bibliographie complète des travaux du Dr Léon Gautier, l'article du Dr Constant Picot dans la *Revue médicale de la Suisse romande*, 36^{me} année, 1916, p. 337-342; tiré à part, 6 p. in-8.

lui de nombreuses années d'une féconde activité, il a travaillé, menant de front avec aisance, et sans qu'il en parût fatigué, ses multiples occupations. En dernier lieu, en janvier de cette année, il avait aidé notre archiviste d'Etat à vérifier et classer les procès criminels et autres pièces provenant de la collection Galiffe.

« Cette nomenclature, qui est certainement incomplète, suffit, malgré sa sécheresse, pour montrer quelle grande perte ont faite, en Léon Gautier, notre Société, qui lui doit beaucoup, nos Archives d'Etat, qu'il connaissait à fond et dont il était comme le répertoire vivant, et la science historique genevoise, à laquelle il apportait le tribut de son savoir, de son inlassable persévérance et, ce qui n'est pas à dédaigner, de sa bonne humeur, de sa cordialité et de sa complaisance. C'est dire que nous nous associons de tout notre cœur au chagrin de sa famille et de tous ceux qui, dans les autres domaines de son activité, déplorent avec nous son départ prématuré. Nos pensées de respectueuse sympathie vont en particulier à celle qui fut la discrète et dévouée collaboratrice de son mari et que nous unissons avec lui dans un même sentiment de reconnaissance, pour l'aide que nous savons qu'elle lui a apportée. Je lui ai dit en votre nom, Messieurs, que son deuil était aussi le nôtre. »

La Société a perdu son doyen d'âge en la personne d'Isaac-Antoine VERCHÈRE, décédé à Genève, le 18 août 1916, à l'âge de 89 ans.

Né à Genève le 23 décembre 1827, Verchère a fourni une longue carrière à l'instruction publique de notre canton. Après ses études à l'Académie, couronnées par le baccalauréat ès lettres, il enseigna dans diverses institutions privées, en particulier au pensionnat Naville, à Vernier, durant six années. En 1866, il fut nommé maître spécial d'histoire générale et d'économie politique au Collège industriel et commercial et resta attaché à cet établissement jusqu'à la réorganisation de l'enseignement secondaire en 1887; de 1869 à 1873, il y professa aussi la littérature française et fut chargé en 1870 de l'enseignement de l'histoire nationale. Après avoir remplacé Edouard Humbert au Gymnase à partir de 1866, il y recueillit sa succession pour l'enseignement de la philosophie

et de l'économie politique en 1869. Mais bientôt l'histoire absorba la plus grande partie de son activité de pédagogue. Il l'enseigna dans diverses sections du Collège à partir de 1873, puis, dès 1882, comme professeur d'histoire générale au Gymnase, dont il fut le directeur de 1873 à 1883, enfin dans la division supérieure du Collège, de 1887 à 1900. Ses cours, préparés avec soin, selon une ordonnance toute académique, ont été suivis par plusieurs générations d'élèves, qui ont tous conservé un souvenir reconnaissant à ce maître respecté.

Professeur distingué, Antoine Verchère fut aussi un excellent citoyen. De 1862 à 1874, il prit une part directe aux affaires publiques, comme député à la Constituante, puis au Grand Conseil, qu'il présida en 1869 et 1870. Plus tard, son dévouement patriotique se manifesta surtout par ses publications et par ses études d'histoire nationale. Jusqu'à un âge avancé, il fut l'hôte assidu des séances de notre Société, dont il avait été reçu membre effectif le 22 novembre 1883. Il ne cessa de lui témoigner son attachement et l'intérêt qu'il portait à ses travaux.

Antoine Verchère avait remis en 1911 à la Bibliothèque publique de notre ville le manuscrit de ses mémoires, rédigés jusqu'en 1876 sous le titre de «Souvenirs et renseignements genevois». Il laisse d'autre part les publications suivantes :

1. Le roman français contemporain. Dissertation littéraire présentée au concours pour la chaire de littérature française vacante dans l'Académie de Lausanne. Genève, 1854, in-8, 47 p.

2. Mémoire pour le concours sur les moyens de relever la fabrique genevoise d'horlogerie. — *Documents et mémoires relatifs au concours ouvert sur les moyens de relever à Genève la fabrique d'horlogerie...*, publiés par ordre du Conseil d'Etat (Genève, 1862, pet. in-8), p. 121-143.

3. Notice sur un catéchisme révolutionnaire. — *Bulletin de l'Institut national genevois*, t. XI (1864), p. 127-145.

4. Précis historique de la réunion du canton de Genève à la Confédération suisse. Dédié aux enfants du canton de Genève par l'Institut national genevois. — *Ibid.* t. XII (1865), p. 1-22. — Tiré à part, Genève, 1864, in-8, 22 p. — Réimpression, suivie de Poésies, Genève, 1869, in-16, 47 p.

5. Villa Riente. — Feuilleton de *La Démocratie suisse*, 3^{me} année, 1865, 11 février-28 mars. — Signé : I. E.

6. Excursion à Zermatt et à la Furca. — *Genève-Guide*, édition du dimanche de *La Démocratie suisse*, 5^{me} année, 1867, 2 juin-2 juillet. — Signé : J. A. V.

7. Rapport général sur les devoirs de l'instituteur envers la Société et sur les obligations de la Société envers lui. — *Congrès scolaire de Genève. Rapports sur les trois questions mises à l'étude par le Comité central des instituteurs de la Suisse romande* (Genève, 1872, in-8), p. 1-50.

8. Epître aux Vieux-Grenadiers, récitée par son auteur le 6 novembre 1880. Genève, 1880, in-12, 18 p.

9. L'évolution mécanique de l'industrie. — *Bulletin de l'Institut national genevois*, t. XXVIII (1888), p. 301-314.

10. Notice sur les pièces de cinq francs. — *Ibid.*, t. XXIX (1889), p. 283-299. — Tiré à part, s. l. n. d., in-8, 17 p.

11. Episodes de la Révolution française à Meyrin. — *Ibid.*, t. XXXII (1894), p. 25-73. — Tiré à part, Genève, 1892, in-8, 51 p.

12. Histoire du Collège de Genève depuis la Restauration jusqu'à 1872. — *Histoire du Collège de Genève, publiée à l'occasion de l'Exposition nationale suisse* (Genève, 1896, in-8), p. 279-350. — Tiré à part, Genève, 1896, in-8, [II] et 70 p.

Ce n'est pas aux études historiques, mais à l'histoire même de Genève qu'appartient l'œuvre de Théodore TURRETTINI. Le développement économique de notre cité est en effet intimement lié aux entreprises conçues et réalisées par la hardiesse et l'énergie de ce magistrat, dont la carrière fut toute entière au service du pays.

Les essais de distribution d'eau potable aux divers quartiers de la ville, le désencombrement du lit du fleuve, dont le courant était nécessaire aux industries, ont été, dès le 18^{me} siècle, l'objet des travaux des ingénieurs et des délibérations des Conseils. Terminer l'ancienne querelle du niveau du lac, mettre au service de la communauté la force motrice du Rhône, telle a été la tâche qu'assuma et que mena à chef la Ville de Genève, de 1883 à 1889, sous l'impulsion et la direction du Conseiller administratif Théo-

dore Turrettini¹. Les résultats de ces vastes travaux ne sont pas de ceux que l'on peut raconter en quelques lignes. Il importe cependant de marquer ici que la science n'est pas seulement redevable à Théodore Turrettini d'expériences remarquables de technique et d'hydraulique. La création des services industriels, leur développement par la construction, de 1893 à 1895, de l'usine de Chèvres ont procuré à la Ville des ressources nécessaires à l'équilibre de son budget et qui lui ont permis, grâce à une tradition gouvernementale éclairée, de maintenir pour une grande part le renom de haute culture de Genève. Au progrès du bien-être et à la prospérité matérielle que le génie inventif de Théodore Turrettini faisait surgir de ses conquêtes sur les forces de la nature, a correspondu le progrès de valeurs intellectuelles manifestées avec éclat. La Bibliothèque publique, le Musée d'Art et d'Histoire, le Muséum et leurs collections annexes ont été les bénéficiaires de l'essor industriel né du Rhône et de l'initiative intelligente de l'administration municipale. Comme bien d'autres catégories de citoyens, les historiens doivent donc une reconnaissance particulière au magistrat qui a rendu possible la réalisation de plusieurs de leurs vœux, au président du Comité central de l'Exposition nationale de 1896, où l'« Art ancien » de la Suisse occupa une place d'honneur.

Théodore Turrettini était né à Genève le 27 avril 1845. Ingénieur diplômé de l'Ecole de Lausanne (1867), directeur de la Fabrique genevoise d'instruments de physique, il a donné la mesure de ses talents d'administrateur et de créateur comme Conseiller administratif de 1882 à 1902. A plusieurs reprises, il présida le Conseil administratif de la Ville, et jusqu'en 1910 il siégea au Conseil municipal. De 1901 à 1907, il fut également député au Grand Conseil et au Conseil National. Il avait reçu de l'Université de Genève, en 1911, le doctorat ès sciences physiques *honoris causa*. Des regrets unanimes ont accueilli la nouvelle de son décès,

¹ Cf. *Utilisation des forces du Rhône et régularisation du niveau du Lac Léman. Travaux exécutés par la Ville de Genève sous la direction de Th. Turrettini, ingénieur, Conseiller administratif délégué aux travaux*, Genève, 1890, in-4.

survenu à Bellevue, près Genève, le 7 octobre 1916¹. Il était membre de la Société depuis le 18 mars 1890.

La Société a encore perdu deux des membres correspondants qu'elle s'était agrégés le 7 mai 1914, à l'occasion du Centenaire de l'entrée de Genève dans la Confédération : MM. Caspar WIRZ et Max de DIESBACH.

Johann-Caspar WIRZ est mort à Rome le 14 août 1915. Né à Zurich le 1^{er} août 1847, il avait étudié la théologie à Bâle et à Berlin. Consacré en 1873 et, durant quelques années, pasteur dans des paroisses de campagne des cantons de Zurich et de Thurgovie, il utilisa les loisirs de ses ministères pour de longs voyages et des travaux historiques. De 1875 à 1877, il rédigea une *Bibliographie de la Suisse* ; en 1890, il publia un *Etat des Zürcher Ministeriums von der Reformation bis zur Gegenwart* (Zurich, in-4). En 1891, il entreprit des recherches dans les archives et les bibliothèques de l'Italie et prêta bientôt sa collaboration au Dr Karl Ritter, chargé par la Société générale suisse d'histoire de recueillir, dans les archives du Vatican, les rapports des nonciatures. La Confédération reprit à sa charge, en 1893, l'exploration des archives italiennes et en confia la direction à l'archiviste fédéral. Wirz devint en Italie le chef de cette entreprise scientifique : il conduisit avec ardeur les recherches à Rome, Parme, Florence, Naples, Mantoue, Modène, Venise, Bologne, Milan et Turin. Le résultat de ce dépouillement systématique fut un enrichissement considérable pour les Archives fédérales, qui conservent actuellement environ 800 dossiers de documents relatifs à la Suisse, copiés sur les originaux des dépôts italiens.

Wirz rendit ainsi de grands services aux études historiques dans notre pays. Lui-même avait acquis une compétence rare

¹ Parmi les nombreux articles nécrologiques consacrés à Théodore Turretini, il convient de retenir ceux de M. Paul Pictet publiés dans le *Journal de Genève* des 8 et 9 octobre 1916, et tirés à part, avec un portrait, Genève, 1916, pet. in-8, 47 p. Pour la bibliographie de ses travaux, voir ce *Bulletin*, t. II, p. 298-299, et *Publications des membres de la Société de physique et d'histoire naturelle de Genève* (Genève, 1896, in-8), p. 155.

en matière de documents italiens relatifs à l'histoire de la Suisse. Après une monographie sur *Ennio Filonardi (1466-1549)*, dernier nonce à Zurich, il donna à la collection des *Quellen zur Schweizer Geschichte* deux volumes de documents : *Die Akten über die diplomatischen Beziehungen der römischen Curie zu der Schweiz, 1512-1552* (Bd. XVI, 1895), et *Bullen und Breven aus italienischen Archiven, 1116-1623* (Bd. XXI, 1902). Ses dernières années furent occupées par une publication de longue haleine et qui était comme le couronnement de ses campagnes de recherches dans les archives du Vatican, les *Regesten zur Schweizergeschichte aus den päpstlichen Archiven*, éditées par les Archives fédérales. Cinq fascicules préparés par ses soins ont paru de 1912 à 1915 ; ils comprennent les années 1447 à 1492 et, par leurs analyses et leurs tables onomastiques, constituent un instrument de travail indispensable pour l'histoire ecclésiastique de nos contrées¹. Les érudits suisses ont trouvé à maintes reprises en Caspar Wirz un guide sûr et obligeant pour leurs recherches en Italie. Leur reconnaissance et l'estime que méritaient ses travaux lui avaient valu, en 1903, le doctorat en philosophie *honoris causa* de l'Université de Zurich.

Le comte Maximilien-François dit Max DE DIESBACH de Torny, prince de Sainte-Agathe, né au château de Courgevaulx le 28 mai 1851, mort à Villars-les-Jones, près Fribourg, le 8 mars 1916, tenait une grande place dans la vie fribourgeoise. La haute tenue de sa carrière de magistrat, son labeur désintéressé d'érudit et de patriote lui avaient valu l'estime et le respect de ses concitoyens.

L'activité de Max de Diesbach s'est exercée dans l'administration et dans la politique, au sein de plusieurs comités de sociétés savantes, enfin dans le domaine de l'histoire. Après un premier passage dans les bureaux du gouvernement fribourgeois, puis à la préfecture de la Glâne de 1878 à 1883, il ne rentra aux affaires qu'en 1897, par son élection au Grand Conseil fribourgeois, qu'il présida en 1905, 1910 et 1914 et où il siégea jusqu'à sa mort. Conseiller national à partir de 1907, il refusa en 1912 sa nomina-

¹ Le fascicule 5 (1915) contient (p. 4) une notice biographique sur J.-C. Wirz due à l'archiviste fédéral, Dr H. Türlér.

tion de Conseiller d'Etat. En 1905, le Conseil d'Etat lui avait confié la direction de la Bibliothèque cantonale et universitaire, qu'il eut la responsabilité d'installer, en 1908-1909, dans un bâtiment nouvellement construit. Il consacra avec un entier dévouement ses forces et les ressources de son érudition au développement de cette institution, qui fait honneur au canton de Fribourg.

Mais le nom de Max de Diesbach est aussi celui d'un historien national qui a marqué un profond sillon dans le champ de la science. La Société d'histoire de Fribourg fut l'objet de ses soins constants; il en fut le secrétaire de 1883 à 1897, puis le président infatigable jusqu'à ses derniers jours; c'est à elle qu'il communiquait le résultat de ses recherches et les ébauches de ses nombreuses publications. Il appartint encore au comité directeur du *Fribourg artistique*; il présida la Société des amis des Beaux-Arts de 1897 à 1899, la commission des monuments, celle des vitraux de Saint-Nicolas. Hors de Fribourg, il siégea à partir de 1899 au comité de la Société suisse d'héraldique, à partir de 1903 au Conseil de la Société générale suisse d'histoire et pendant dix années à la Commission fédérale pour la conservation des monuments historiques. L'œuvre de Max de Diesbach est avant tout celle d'un érudit fribourgeois familiarisé de bonne heure avec les documents originaux. Ses publications de textes, ses monographies, ses biographies d'artistes et de magistrats, ses notices d'archéologie et d'héraldique attestent, en même temps qu'une production féconde, un attachement filial à la terre de ses ancêtres¹. Genève et la Société d'histoire ont perdu en lui un fidèle combourgeois et un véritable ami.

¹ La bibliographie des travaux de Max de Diesbach est ébauchée dans la notice nécrologique publiée par M. François Ducrest dans les *Annales fribourgeoises*, 4^{me} année (1916), p. 97-108. Elle sera donnée au complet dans une nouvelle biographie que publieront les *Archives de la Société d'histoire du canton de Fribourg*.

Mémoires, Rapports, etc.

présentés à la Société
du 11 novembre 1915 au 4 mai 1916

833. — *Séance du 11 novembre 1915.*

La captivité des Anglais à Verdun, d'après les lettres de Lovell Edgeworth à Pierre-Marc Roget (1803-1814), par M. F.-F. ROGET. — Impr. dans le *Journal de Genève* du 17 au 30 mai 1916 ; tiré à part sous le titre de : *Un Anglais prisonnier à Verdun (1803-1814) et sujets connexes : La famille Edgeworth ; Lovell Edgeworth et P.-M. Roget ; Maria Edgeworth et Etienne Dumont ; Lettres de Mme Alex. Marcet*, Genève, 1916, in-8, 53 p.

834. — *Séance du 25 novembre 1915.*

Félix Desportes et l'annexion de Genève à la France (1798), par M. Frédéric BARBEY. — Fragment (p. 218-279) de son ouvrage intitulé : *Félix Desportes et l'annexion de Genève à la France, 1794-1799*, Paris et Genève, 1916, in-8.

835. — *Séance du 16 décembre 1915.*

La Suisse et Genève en 1582, par M. David LASSERRE. — Impr. dans l'*Indicateur d'histoire suisse*, 47^{me} année (1916), p. 73-99 ; tiré à part, Berne, in-8, 27 p.

Les Cent-Jours vus de la frontière, d'après le journal de Jean-Gabriel Eynard, par M. Edouard CHAPUISAT. — Impr., sous le titre de : *Les Cent-Jours et l'invasion de 1815 vus de Genève*, dans la *Revue de Paris*, n° du 15 janvier 1917, p. 384-393 ; tiré à part, Paris, 1917, in-8, 10 p.

836. — *Séance du 13 janvier 1916.*

Rapports du président (M. Frédéric GARDY) et du trésorier (M. Henry NECKER) sur l'exercice 1915.

Le culte de Diane en Suisse et l'origine du Fraumünster à Zurich, par M. Alfred BOISSIER. — Impr. dans *l'Indicateur d'histoire suisse*, 47^{me} année (1916), p. 19-30, avec 3 fig.; tiré à part, Genève, 1916, in-8, 17 p.; réimprimé, avec de nombreuses additions, Genève, 1916, in-8, 72 p., avec 12 fig.

La prison de l'Evêché et le musée du « Vieux Genève », par M. Camille MARTIN.

Le terme de « Vieux Genève » s'applique à la fois à notre service municipal et à certaines collections du Musée d'Art et d'Histoire. Le service municipal, créé en 1907, est chargé de recueillir tous les documents figurés relatifs au passé de Genève. Les collections du Musée renferment des objets de même nature. Les deux institutions sont à peu près indépendantes l'une de l'autre. M. Martin montre comment, à son avis, on pourrait développer le service du Vieux Genève et mettre mieux en valeur les séries genevoises du Musée. Il y aurait lieu de réunir, autant que possible dans des salles spéciales, les objets de provenance genevoise qui sont actuellement dispersés en divers endroits ou conservés dans des dépôts. M. Martin présente un tableau sommaire des collections genevoises, telles qu'on pourrait les montrer si l'on disposait de l'espace et de la liberté nécessaires. Il est évident qu'en principe les séries du Vieux Genève devraient être exposées au Musée d'Art et d'Histoire. Si, pour des raisons pratiques, cette installation ne peut être effectuée, on pourrait songer à la prison de l'Evêché, qui est suffisamment spacieuse pour abriter à la fois des archives et un musée du Vieux Genève. Il faudrait en tout cas que la question fût étudiée dans son ensemble, tant au point de vue des principes de groupement qu'à celui des locaux les mieux appropriés à recevoir les collections.

Nomination d'une Commission chargée d'étudier la question de la création d'un musée du Vieux Genève et de son installation, avec les Archives d'Etat, dans l'ancienne prison de l'Evêché (voir ci-après, nos 838 et 839).

837. — *Séance du 27 janvier 1916.*

Les cultes solaires dans la Genève païenne et le soleil dans les armoiries de Genève, par M. Waldemar DEONNA. — Impr., sous le titre de : *Le soleil dans les armoiries de la ville de Genève*, dans la *Revue de l'histoire des religions*, t. LXXII (1915), p. 1-130, avec fig.; tiré à part, Genève, 1916, in-8, 130 p.

838. — *Séance du 10 février 1916.*

Rapport de la Commission chargée d'étudier la question de la création d'un musée du Vieux Genève (voir ci-dessus, n° 836), présenté par M. Waldemar DEONNA.

Voyez sa brochure anonyme intitulée : *Pour le Musée de la Vieille Genève. Que deviendra l'ancienne prison de l'Evêché ?* Genève, 1916, in-8, 35 p., avec fig., et : *Société auxiliaire du Musée de Genève. Comptere rendu de la marche de la Société pendant l'année 1915*, Genève, 1916, in-8, p. 30-40.

Les collections du Vieux Genève, par M. Ernest RENARD.

M. Ernest Renard donne une description sommaire des collections archéologiques du service du Vieux Genève, dépendant du Musée d'Art et d'Histoire. Les dépôts actuels du service sont au nombre de six : 1° Le Musée lapidaire de Saint-Pierre et des Macchabées, à la rue du Cloître ; il comprend cent cinquante-quatre fragments de pierre provenant en grande partie de la restauration de la tour du Nord et de la chapelle du cardinal d'Ostie. 2° Le Musée épigraphique, aux Bastions, où sont entreposées dix-neuf grandes pierres tombales, trente-quatre inscriptions, et quelques statues et objets divers. 3° Le sous-sol de la Bibliothèque publique, avec quatre-vingt-quinze fragments de pierre de toutes les époques et cent quinze moulages. 4° La cour de la Bibliothèque publique. 5° Les sous-sols de l'Université. Ces deux derniers locaux se partagent divers matériaux de construction anciens, pierres, poutres sculptées, fers forgés, enseignes, terres cuites, boiseries, etc., et deux cloches de bronze de l'église Saint-Germain. 6° Les salles dites du Vieux Genève, au Musée d'Art et d'Histoire.

Les horlogers genevois au XVI^e siècle. — De quelques mesures économiques dirigées contre Genève, avant sa réunion à la France (1793-1798), par M. Antony BABEL. — Fragments (p. 33-71 et 281-292) de son mémoire intitulé : *Les métiers dans l'ancienne Genève. Histoire corporative de l'horlogerie, de l'orfèvrerie et des industries annexes*, M. D. G., t. XXXIII (1916).

Les moulages de fragments archéologiques genevois conservés à l'Ecole des Arts et Métiers. — Photographies présentées par M. Louis BLONDEL.

839. — *Séance du 24 février 1916.*

Discussion des propositions de la Commission chargée d'étudier la question de la création d'un musée du Vieux Genève (voir n° 838). Vote de la résolution suivante :

Sur le préavis de la Commission chargée par elle d'étudier la question de la création d'un musée du Vieux Genève, et composée de MM. Fréd. Gardy, président, W. Deonna, rapporteur, Louis Blondel, Alfred Cartier, Camille Martin, B. Reber et E. Renard, la Société d'histoire et d'archéologie de Genève décide :

1° d'appuyer le projet de réunir, en dehors du Musée d'Art et d'Histoire, sous le nom de Musée du Vieux Genève, les monuments de l'art et de l'industrie genevois actuellement disséminés dans le Musée d'Art et d'Histoire et dans les petits musées spéciaux (Musée de la Cathédrale, Musée épigraphique des Bastions, etc.) ;

2° de proroger les pouvoirs de la Commission jusqu'à la réalisation de ce projet et de l'autoriser à unir ses efforts à ceux des autres Commissions déjà existantes qui concourent au même but ;

3° de provoquer, de la part des autorités compétentes, l'étude du projet consistant à affecter l'ancienne prison de l'Evêché à la fois aux Archives d'Etat et au Musée du Vieux Genève.

Un procès de presse au XVI^{me} siècle, à propos d'un opuscule de Charles Du Moulin (1563), par M. Alfred CARTIER. — Impr., sous le titre de : « *La deffense civile et militaire des innocens et de l'Eglise de Christ* », et l'« *Apologie de Charles Du Moulin* », 1563, dans la *Revue des livres anciens*, tome II (1916), p. 200-205.

Fouilles aux grottes du Salève, par MM. Louis GAY et Raoul MONTANDON.

M. Louis Gay expose le résultat de fouilles qu'il a poursuivies par ses propres moyens, à la voûte du Seré près de la grotte du Seillon, au Grand Salève. En creusant dans le boyau, il a recueilli divers fragments de poterie grise, rouge et noire; ceux qui ont sûrement servi à la cuisson sont pétris avec des parcelles de calcaire; l'ornementation de trois fragments de poterie rouge est faite d'une bande peinte noir sur blanc; ailleurs les dessins, très réguliers, sont gravés dans la pâte. M. Gay a reconnu dans l'ensemble de ces fragments sept variétés de poteries, la plupart faites au tour. Il n'a pas trouvé d'objets en bronze, mais un anneau, un clou à tige carrée, une clef qui peut être romaine, enfin une tige

carrée placée à l'entrée, le tout en fer. La grotte, semble-t-il, n'était pas habitée d'une façon permanente, mais devait servir de refuge.

M. Louis Gay a encore collaboré avec M. Raoul Montandon à une nouvelle étude de la grotte ou balme de « la Côte », percée dans les puissantes assises de kimméridgien qui dominent le sentier du Pas-de-l'Echelle ; spacieuse et bien abritée, elle a été occupée par l'homme à différentes époques.

Grâce à cette investigation, MM. Montandon et Gay ont pu faire diverses constatations.

Dans son *Salève préhistorique*, Thury s'exprime ainsi en parlant des fouilles archéologiques qui y furent exécutées, par lui et ses collègues, en 1862 :

« Une première couche d'environ 0,50 cm. était entièrement composée de débris calcaires tombés de la voûte, de terre végétale et de quelques ossements d'animaux, surtout d'oiseaux ; puis, variable d'épaisseur, venait une couche de terreau et de cailloux contenant une quantité considérable de débris de poterie de toutes dimensions. Une partie de cette couche rouge brique semblait être uniquement composée de débris de poterie. Elle reposait sur une couche profonde de sable siliceux, blanchâtre, absolument étranger à cette partie de la montagne et contenant quelques gros galets quartzeux. Comme les débris de poterie cessaient au contact de cette couche, nous ne l'avons pas fouillée à fond. C'est regrettable, car, si ce sable siliceux a été apporté ici par les troglodytes, il doit reposer sur une autre couche d'antiquités ; ou bien, si c'est un reste de la période glaciaire, il est intéressant de constater que les traces d'industrie reposent immédiatement sur l'erratique, sans dépôt intermédiaire. La première hypothèse semble la plus probable. »

Il a semblé à MM. Montandon et Gay qu'il serait intéressant de confirmer ou d'infirmer les hypothèses formulées par M. Thury.

Les 28, 29 et 30 août 1915, ils pratiquèrent un sondage dans la partie sud de l'abri. Ce sondage, poussé à 1 m. 55 au-dessous du niveau actuel du sol, a donné la stratification suivante : une couche supérieure de 0,45 à 0,50 cm. formée de débris calcaires, de terre végétale, de fragments de poterie en petite quantité, etc., une seconde couche de 0,05 cm. environ, de couleur rouge brique, et contenant, par places, des débris de charbon ; enfin une épaisse couche de sable de 1 m. 10 de puissance. Ces constatations permettent de répondre comme suit au point d'interrogation posé par M. Thury :

Tout d'abord, il faut relever une petite inexactitude d'observation : le sable sous-jacent à la couche numéro 2 est d'un beau jaune et non pas blanchâtre. Ce sable est, sans contestation possible, un dépôt naturel. Les difficultés d'accès, le volume relativement considérable de ce dépôt, sa localisation dans la partie la plus basse de l'abri, sont autant d'arguments qui s'opposent à l'hypothèse d'un transport par l'homme.

Ce ne peut être non plus un reste de la période glaciaire. Ce sable, produit vraisemblablement par la désagrégation du grès sidérolitique assez abondant au Salève, a dû être déposé à cet endroit par un cours d'eau souterrain, à une époque bien antérieure à l'occupation de l'abri par les néolithiques.

La coloration rouge brique de ce sable, dans sa partie supérieure, a été produite par les foyers allumés directement sur le dépôt siliceux, la haute température, provoquée par la combustion du bois, ayant modifié les éléments ferrugineux contenus dans ce dépôt.

On peut conclure de cette nouvelle fouille qu'aucune occupation humaine, antérieure à l'apport de ce sable, ne doit être envisagée pour la balme de « la Côte », occupée pour la première fois à l'époque néolithique, c'est-à-dire bien postérieurement à tout dépôt glaciaire local.

840. — *Séance du 9 mars 1916.*

Un « Freiherr » d'origine genevoise, Jean-Henri Menu.

Jean-Henri Menu (1772-1846), fils de Daniel Menu, bourgeois de Genève, horloger, et d'Isabeau Lucadou, entré de bonne heure au service militaire en Prusse, fit la campagne de France en 1792-93, fut nommé lieutenant-général et gouverneur du prince Charles et s'acquit une réputation comme écrivain militaire et comme orientaliste.

Le roi de Prusse ratifia, le 27 mai 1820, l'adjonction qu'il avait faite à son nom de celui de « von Minutoli » et l'usage du titre de « Freiherr » qu'il avait porté fut l'objet d'une semblable ratification en faveur de son fils le 1^{er} juillet 1866.

Cependant, contrairement aux dires de ses biographes, il ne descendait nullement de la famille Minutoli et ne s'y rattachait par les femmes qu'à un degré très éloigné.

Un épisode de la révolution genevoise : le procès du Vaudois Meystre (février-mars 1792), par M. Edouard-L. BURNET. — Impr. dans la *Revue historique vaudoise*, 24^{me} année (1916), p. 150-157, 207-213.

Le pasteur genevois Jacob Bennelle-Gallatin (1717 ?—1794), par M. William GUX.

Issu d'une famille originaire de Metz en Lorraine et réfugié après la Révocation à Amsterdam, Jacob Bennelle naquit dans cette dernière ville vers 1717. Il était fils de Charles Bennelle, plus tard banquier à Leipzig, et de Anne, fille de François Le Clerc et de Susanne Gallatin. On

constate sa présence à Genève pour la première fois en 1740, année où le Livre du Recteur le mentionne comme étudiant en philosophie ; il entra en théologie en 1742. Ses études terminées, il passa ses examens avec succès et fut consacré au Saint Ministère le 10 septembre 1746 par son parent, Sp. François de Rochemont. La même année, il épousa à Chêne sa cousine issue de germain, Marie-Madeleine, fille de Jean Gallatin et de défunte Elisabeth Le Clerc. Fixé désormais à Genève, il sollicita son admission à la bourgeoisie, qui lui fut accordée le 22 septembre 1747. Des cinq enfants qu'eurent les époux Bennelle la dernière seule survécut, Louise-Susanne, née en 1760.

Bennelle fut ministre jusqu'en 1758, année où il fut élu pasteur de Dardagny et entra de ce fait dans la Vénérable Compagnie. En 1760, il passa à la paroisse de Coligny. Mais étant tombé gravement malade, il demanda sa décharge, qui lui fut accordée en 1763 « avec honneur et remerciement et en conservant son rang dans la Vénérable Compagnie ». Cependant il recouvra la santé et consacra alors une partie de ses loisirs à rendre des services à la Compagnie et à aider ses amis dans leurs travaux. Ce fut lui qui, plus tard, seconda le secrétaire d'Etat Ami de Rochemont, lorsque celui-ci fit l'indice raisonné des registres du Conseil.

En 1778, Bennelle perdit la plus grande partie de sa fortune ; il rentra alors dans le ministère actif et devint pasteur de Genthod. La correspondance familiale de cette époque, conservée par M. Louis Perrot-de Montmollin, montre les trois membres de la famille unis très étroitement par les liens d'une tendre affection. Susanne Bennelle épousa en 1787 Henri-Louis Jaquet-Droz, le célèbre mécanicien. Cette union fut de courte durée : Jaquet-Droz décéda déjà en 1791. Sa mort fut un grand chagrin pour ses beaux-parents, qui le chérissaient comme un fils. Les dernières années de la vie du vieux pasteur de Genthod furent attristées par d'autres deuils encore, entre autres par la perte de Charles Bonnet, le célèbre naturaliste, son intime ami.

Jacob Bennelle mourut à la tâche, le 7 mai 1794, vivement regretté de ses amis et de ses paroissiens. Son éloge se trouve dans les registres de la Vénérable Compagnie. On y lit que sa douceur, son esprit de support, l'humilité de son caractère, l'égalité de son âme dans les revers de fortune étaient une sorte de prédication continuelle du christianisme. Le même document relève aussi la charité active de Bennelle, sa scrupuleuse exactitude dans les travaux dont il se chargeait, enfin ses connaissances littéraires et philosophiques, « que son extrême modestie lui laissait, il est vrai, rarement manifester, mais qui lui avaient attaché les hommes de Genève les plus célèbres par leurs lumières, et en particulier notre illustre concitoyen M. Charles Bonnet ».

M^{me} Bennelle survécut neuf ans à son mari. Elle s'était retirée auprès de sa fille, Madame Jaquet-Droz, et de sa petite-fille Cécile, qui fut la première femme de Louis Perrot, dit Perrot-La Pierre, de Neuchâtel.

841. — *Séance du 23 mars 1916.*

La France au secours de la Grèce, d'après la correspondance de Jean-Gabriel Eynard. — Impr. dans la *Revue des études napoléoniennes*, 5^{me} année (1916), t. X, p. 66-92.

Lettre de la Compagnie des Pasteurs de Genève à l'empereur Napoléon I^{er} (3 mai 1811), communiquée par M. Francis REVERDIN.

M. Francis Reverdin donne lecture de la lettre adressée par la Vénérable Compagnie à l'empereur des Français, le 3 mai 1811, à l'occasion de la naissance du roi de Rome. Le registre de la Compagnie donne, à la date du 2 mai, le texte de cette lettre, dont M. Alexandre Jullien possède la minute ou brouillon. D'autres extraits du même registre, du 28 mars, du 30 mai et du 6 juin, ont trait aux cérémonies publiques et religieuses organisées ou demandées par les autorités françaises en l'honneur de l'héritier de l'empire.

Compte rendu, par M. Charles SEITZ, d'un article des *Basler Nachrichten* du 18 mars 1916 sur le capitaine de corvette comte de Dohna-Schlobitten, commandant du croiseur corsaire *Mæwe*, et sur sa famille, bourgeoise de Berne et de Genève en 1703.

842. — *Séance du 13 avril 1916.*

Simon Goulart (1543-1628), par M. Leonard Chester JONES. — Fragment (p. 285-322) de son ouvrage intitulé : *Simon Goulart, sa vie et son œuvre, 1543-1628*, Genève, 1916, in-8 (thèse de doctorat ès lettres).

M. Hector MAILLART présente les portraits suivants de Simon Goulart qui figurent dans sa collection :

1° Un médaillon gravé sur cuivre (diamètre 51 mm.), faisant partie de la carte du Léman telle qu'elle a paru dans la 2^{me} édition de l'Atlas de Mercator publiée par Hondius (*G. Mercatoris Atlas..., auctus ac illustratus a Iud. Hondio... Editio secunda*, Amsterdam, 1607, in-fol.) et probablement aussi dans la 1^{re} édition, publiée en 1606. Cette carte, dont l'auteur est Jacques Goulart, fils de Simon, doit avoir été dessinée entre 1601 et 1605, Théodore de Bèze y étant mentionné comme encore vivant.

2° Une autotypie, extraite de l'*Histoire littéraire de la Suisse romande*, par V. Rossel (Neuchâtel, 1903) et un dessin de Louis George, reproduisant le portrait à l'huile, d'auteur inconnu, donné en 1702 par le pasteur Jérémie Pictet à la Bibliothèque publique; ce portrait a été gravé pour les *Fragmens biographiques et historiques* de Grenus.

3^o Une gravure sur cuivre, éditée après la mort de Goulart ; elle est imprimée sur feuille volante, sans signature, et fait partie d'une série qui comprend aussi le portrait du pasteur Pierre Prevost (1549-1639). Ses dimensions sont de 143 sur 112 mm. Goulart y est représenté à mi-corps, de trois-quarts à gauche, très âgé, en robe de pasteur et serre-tête. Au coin supérieur gauche, l'écusson de Goulart (coupé au 1 : un soleil chargé des lettres I H S, au 2 : une rose, à la fasce onnée brochante sur le tout), sous lequel on lit : « L'Eternel est ma gloire. » Au coin supérieur droit les mots : « Obiit III Februarij. 1628, Ætat. 86. » Au bas, la légende suivante :

SIMON GOULART SENLISIEN

Voici de Goulart l'image,
Lisez ses doctes écrits,
L'image est pour le Visage,
Les écrits pour les esprits.

La conversion du père Bastier à Genève (1712), par M. Raoul CAMPICHE.

Le père Jean-François Bastier, de Pezenas, moine franciscain de la stricte observance, se présenta en 1712 devant la Chambre des Prosélytes ; n'ayant pas reçu à cette date l'autorisation de résider à Genève, il se retira sur les terres de Berne ; en 1718, il fut nommé maître d'école de Plainpalais et mourut le 21 avril 1720. Il a laissé, sur les motifs de sa conversion, un mémoire dédié au Conseil et conservé parmi les manuscrits de la Société.

843. — *Séance du 4 mai 1916.*

Le « burgum » et les trois châteaux féodaux de Jussy, par M. André CORBAZ. — Fragment (p. 29-71) de son ouvrage intitulé : *Un coin de terre genevoise : Mandement et chastellenie de Jussy-L'Evesque*, Genève, [1917], in-8.

Faits divers

Durant l'année qui vient de s'écouler, la Société a publié :

Au mois de mai 1916, la deuxième livraison du tome IV du *Bulletin*, datée d'octobre 1915 (tirée à 575 exemplaires).

Au mois de juin 1916, le tome XXXIII (nouv. série, t. XIII) des *Mémoires et documents*, qui contient le mémoire de M. Antony Babel intitulé : *Les métiers dans l'ancienne Genève. Histoire corporative de l'horlogerie, de l'orfèvrerie et des industries annexes*, in-8, vii-606 p. (tiré à 450 exemplaires, plus 150 exemplaires tirés à part et 200 comme thèses de doctorat en sociologie de l'Université de Genève).

Au mois d'octobre 1916, le tome VI des *Registres du Conseil de Genève, du 7 décembre 1501 au 7 janvier 1508 (volume 15)*, publié par les soins de MM. Emile RIVOIRE, Victor VAN BERCHEM et Léon GAUTIER, gr. in-8, xi-473 p. (tiré à 300 exemplaires).

Les membres de la Société ont en outre reçu, en don de l'auteur : *Un Anglais prisonnier à Verdun (1803-1814) et sujets connexes*, par F.-F. ROGET, Genève, 1916, in-8, 53 p.

En cours de publication :

Le tome VII des *Registres du Conseil de Genève, du 11 janvier 1508 au 27 octobre 1514 (vol. 16 et 17)*, publié par les soins de MM. Emile RIVOIRE, Victor VAN BERCHEM et Léon GAUTIER.

Mémorial des années 1888 à 1913 de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève.

La Société a reçu les dons suivants :

De la Société auxiliaire des sciences et des arts, une allocation de mille francs pour la publication du tome XXXIII des M. D. G.

De M. Edouard Favre, pour être vendus au profit de la Société, les exemplaires en nombre de ses deux plaquettes : *Les Libertins*, Genève, 1909, pet. in-8 carré, 16 p., et : *Genève libre, Genève suisse*, [Genève, 1915], pet. in-8 carré, 42 p.

La rédaction de *l'Histoire militaire de la Suisse* a bien voulu faire don à la Société de cet intéressant ouvrage, publié sur l'ordre du chef de l'Etat-Major général et sous la direction du colonel M. Feldmann et du capitaine H.-G. Wirz, dont trois fascicules ont paru jusqu'ici (cahiers 1, 3 et 6) et auquel collaborent plusieurs de nos collègues.

La Société est entrée en échange de publications avec la SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU VALAIS ROMAND, à Martigny.

Le 30 mars 1916, elle a visité, sous la direction de M. John Plojoux, la collection de moulages de l'Ecole des Arts et Métiers.

Elle a fait son excursion archéologique annuelle, le 1^{er} juin 1916, à Estavayer-le-Lac.

Le président, autorisé par le Comité, a contresigné une pétition adressée au Conseil d'Etat par M. le professeur Charles Borgeaud, pour lui demander le remplacement des mots « Bâtiment Electoral » par ceux de « Au Conseil Général » au fronton du nouvel édifice élevé à la rue du Conseil Général (voir *Mémorial du Grand Conseil*, 1916, p. 1087-1103, séance du 17 juin).

Ouvrages reçus par la Société

du 15 octobre 1915 au 15 octobre 1916

A

Publications de Sociétés et recueils périodiques

Malgré la guerre, la Société a continué à recevoir, avec quelques retards, les publications de la plupart des Sociétés correspondantes dont on trouve la liste aux p. 451-456 du tome III du *Bulletin*.

De la Société du Valais romand, elle a reçu : *Annales Valaisannes*, n° 1, octobre 1916, et 2 brochures.

B

Livres et brochures

Donateurs :

Anonyme. — M. Aug.-F. AMMANN. — Archives d'Etat de Genève.
 — M. Fréd. BARBEY. — Bibliothèque fédérale centrale, Berne. —
 MM. Louis BLONDEL. — C.-M. BRIQUET. — Ed.-L. BURNET. —
 F. CHAPONNIÈRE. — Waldemar DEONNA. — Fréd.-Th. DUBOIS
 (Fribourg). — Maurice DUNANT. — Etat-Major fédéral. — MM.
 Guillaume FATIO. — Ed. FAVRE. — Philippe-A. GUYE. — E. HAU-
 VILLER. — Th. ISCHER. — F. de H. LARPENT. — Gaston de
 LESSERT. — Paul-E. MARTIN. — J.-C.-H. MATILE. — Edgar MER-
 CINIER. — Ministère français des Beaux-Arts. — Ministère français
 de l'Instruction publique. — MM. Emilio MOTTA. — Comte Pasini
 FRASSONI. — C. PICOT. — Eug. RITTER. — F.-F. ROGET. — Albert
 TRACHSEL. — Victor VAN BERCHEM.

LETTRES DE J.-G. EYNARD

RELATIVES A LA GRÈCE (1841-1843)

PUBLIÉES AVEC UNE INTRODUCTION ET DES NOTES

PAR

ÉDOUARD CHAPUISAT

INTRODUCTION

Le nom de Jean-Gabriel Eynard occupe une place en vue dans l'histoire du philhellénisme. Ce financier genevois, devenu diplomate — et même diplomate fort avisé — avait fait ses premières armes au congrès de Vienne, où il tint lieu de secrétaire à la députation genevoise. Son journal particulier prouve avec quelle perspicacité il jugeait les hommes et envisageait les événements.

Eynard avait contracté à Vienne de hautes relations et de solides amitiés. Elles ne devaient pas tarder à lui permettre de jouer un rôle en vue, encore que, matériellement, il n'en retirât aucun bénéfice. En 1816, le grand-duc Ferdinand le chargea de la restauration des finances de la Toscane ; la même année, il le délégua au congrès d'Aix-la-Chapelle.

Eynard était de retour à Genève lorsque éclata l'insurrection grecque. Étroitement lié avec le comte Capo d'Istria, touché par l'infortune des princes de Valachie et de Moldavie, qui avaient trouvé un asile à Genève, Eynard, dès ce moment, consacra son temps et sa fortune à la cause de l'hellénisme. Il devint l'âme du mouvement qui aboutit à la résurrection de la Grèce. En 1846, Léon de Malleville put dire à la Chambre française des

députés : « On l'a dit avec raison : ce ne sont pas les gouvernements de l'Europe qui ont sauvé la Grèce, c'est l'opinion publique, c'est un simple citoyen de Genève, M. Eynard, qui a appelé toute l'Europe au secours de la Grèce. »

Les documents que nous publions ici sont reproduits d'après trois registres contenant les copies, des lettres écrites par Eynard de 1841 à 1843, conservés à la Bibliothèque de Genève¹. Les feuilles de ces registres sont en papier de soie. Par suite de l'absorption ou de la décomposition de l'encre, beaucoup d'entre eux sont devenus illisibles. Il en est, cependant, qu'il est possible de déchiffrer. Bien que consacrées, en grande partie, aux finances helléniques, ces lettres permettent de se rendre compte de l'une des phases de l'activité d'Eynard et de toucher du doigt la situation diplomatique des puissances européennes à l'égard du pays qui venait d'être reconstitué.

Pour la période qui précéda immédiatement celle dont nous parlons ici, nous prenons la liberté de renvoyer le lecteur à notre article intitulé : *La France au secours de la Grèce*², dans lequel nous avons décrit les relations épistolaires d'Eynard et du roi Othon de Grèce et publié plusieurs lettres témoignant de la fermeté du diplomate genevois vis-à-vis du gouvernement hellénique et du monarque lui-même³.

Eynard était alors tenu au courant de ce qui se passait dans les milieux officiels grecs et à la cour d'Othon par son fidèle émule, Arthémone Regny. Dans sa correspondance, Regny donne des détails typiques sur la lutte entre le « bavaroïsme » et ce que nous appellerions aujourd'hui l'« ententisme » de la Russie, de la France et de l'Angleterre. Mais cet « ententisme » même est souvent plein de sous-entendus et il faut toute l'habileté d'Eynard, acquis, par esprit d'équité, à l'influence française, pour empêcher que cette influence soit minée par les autres.

¹ Voir ci-après la description de ces registres.

² Dans la *Revue des études napoléoniennes*, 5^e année, t. X (1916), p. 66-92.

³ Quelques-unes de ces lettres, des années 1842 et 1843, sont extraites des mêmes registres que celles publiées ci-après et les complètent.

Cette habileté se double d'une véritable ténacité. Eynard ne se borne pas à écrire aux rois de France, de Grèce et de Bavière, avec lesquels il entretient des rapports personnels; il met en œuvre, pour arriver à ses fins, toutes les relations qu'il peut avoir, écrivant, sans se lasser, aux ministres grecs et aux diplomates susceptibles de l'aider dans sa noble tâche.

Noble tâche, en effet, que celle qu'il s'était imposée. Eynard n'avait pas en vue la seule reconstitution d'un territoire. Son ambition était plus haute. Se reportant à l'époque lointaine, mais inoubliable, où la Grèce avait éclairé le monde, il rêvait de donner à ce pays une conception nationale de son rôle en Europe et de la libérer non seulement des jougs politiques mais des jougs moraux qui leur avaient succédé, « résultats déplorables, écrivait Estancelin, de l'administration tudesque¹ ».

Lorsque le protocole du 7 mai 1832, issu des conférences tenues à Londres entre les représentants de la France, de la Russie et de l'Angleterre, désigna Othon de Bavière, fils du roi Louis I^{er}, pour monter sur le trône de Grèce, ce monarque n'était alors âgé que de dix-sept ans. Les puissances le firent assister d'un conseil de régence, à la tête duquel se trouvait le comte Joseph-Louis d'Armansperg, ancien ministre des affaires étrangères du royaume de Bavière.

En 1835, Othon atteint sa majorité. De régent, Armansperg devient grand chancelier de la couronne. C'est en vain, semble-t-il, que le ministre de France, le marquis de Lagrené, s'efforce de lutter contre son influence. Si Othon, se rendant enfin à l'évidence, constate, en 1837, que les affaires de son royaume sont en plein désarroi et remercie Armansperg, ce n'est que pour le remplacer par un autre Bavarois, M. de Rudhardt, auquel il confie le portefeuille des affaires étrangères.

Lorsque Rudhardt, à son tour, se retire, la bataille diplomatique n'est point achevée. Elle se joue principalement autour de la question financière, à propos de laquelle Eynard déploie tout son génie de financier. Au dire de Regny, le roi se montre fort prévenu contre les Français : « Dans une récente distribution de

¹ *Revue des études napoléoniennes*, article cité, p. 78.

croix accordées à des militaires à l'époque de sa fête, il a rayé de sa main les noms des divers philhellènes français qui avaient d'anciens droits à cette distinction¹. »

Il faut remonter le courant dans l'intérêt de la Grèce elle-même. Eynard en étudie les moyens avec Regny sur la base des intérêts des puissances. En 1837, celles-ci émettent des appréciations divergentes sur le traité du 7 mai 1832. L'Angleterre juge cet acte obligatoire pour les trois puissances contractantes. Elle considère les sûretés auxquelles elles ont droit de la part de la Grèce, pour couvrir leur garantie de soixante millions, comme limitées à la délégation annuelle conservée par la Grèce sur les revenus de l'Etat pour servir les intérêts et l'amortissement de la dette contractée.

La Russie estime que les trois puissances sont absolument libres d'apprécier l'opportunité de la troisième émission de l'emprunt.

Quant à la France, jugeant que le prêt a été consenti dans l'idée surtout de seconder l'Etat restauré, elle propose la surveillance officielle des finances helléniques par une commission mixte, chargée de donner aux puissances des notions exactes sur l'administration pendant le délai fixé pour l'émission de la troisième série de l'emprunt.

Grâce à l'appui d'Eynard, Regny est nommé, quoique Français, intendant général de l'Administration financière hellénique. Dès lors, Regny peut se consacrer avec plus de force à l'exécution des projets de son protecteur : l'un et l'autre ont la faveur du roi qui, par des lettres personnelles, marque sa reconnaissance émue à Eynard². Celle qu'il lui adresse le 19-31 mars 1838 a pour objet l'acceptation d'un prêt de 500.000 francs offert par Eynard lui-même ; à cette occasion il affirme que tous les partis politiques donnent des preuves de leur dévouement et de leur fidélité.

Sans doute, les intrigues ne cessent point, mais, en somme, comme l'a écrit Regny, le roi ne se laisse mener par personne.

¹ *Revue des études napoléoniennes*, article cité, p. 75.

² *Ibid.*, p. 77 et 78.

Le 9 juin, Regny se répand même en considérations très flatteuses pour le monarque, qui lui témoigne beaucoup de bonne grâce, ainsi que la « jolie souveraine » dont il trace un charmant portrait.

L'optimisme de Regny ne devait pas tarder à recevoir quelques atteintes. Si le baron Prosper de Barante, ambassadeur de France en Russie, avait rendu visite au roi Othon, qui en informe lui-même Eynard, il n'en restait pas moins que le « bavaroïsme » continuait à sévir. Eynard s'employa à le supprimer, tout en faisant comprendre à Paris l'importance de la bataille diplomatique qui se jouait en Grèce¹.

Une note², de la main de M^{me} Eynard et datée du 17 mars 1841, fait toucher du doigt les difficultés auxquelles se heurte le philhellène. En voici un fragment :

« Comme il est difficile de parler politique en famille et que Gabriel est vif dans la discussion et n'aime pas quand je lui fais une réflexion de mon propre jugement quand elle n'est pas dans sa manière de voir et qu'alors, au lieu de causer pour s'éclairer, on a l'air de se disputer, — ce qui, certes, n'est pas — j'ai envie de mettre sur le papier ma pensée.

« Gabriel a une telle persévérance et [un tel] dévouement pour la cause qu'il sert, et va si droit son chemin pour la servir, qu'on peut dire qu'il ne veut pas voir ce qui pourrait le décourager, et il va quand même, et n'exprime pas même les réflexions, comme si elles avaient le danger de lui faire voir ce qu'il ne veut pas voir, de peur d'avoir la preuve qu'il sera bientôt impossible (par la faute du roi Othon et le peu de nouvelles exactes qu'il doit pouvoir recevoir à son trône absolu) de pouvoir le défendre contre les factions intérieures et la

¹ Le 18 janvier 1841, la duchesse de Dino notait dans ses mémoires : « Voici ce que M^{me} de Lieven m'écrit de Paris, sur la date d'avant-hier : Madame de Nesselrode est très préoccupée des grands hommes de France, décidément, c'est eux qu'elle est venue voir à Paris. M. Eynard, de Genève, en tient boutique ici. Il fait dîner M^{me} de Nesselrode alternativement avec eux ; je ne crois pas qu'il lui en manque maintenant un seul, si ce n'est Garnier-Pagès. » (*Chronique de 1830 à 1862*, t. III, p. 10).

² Conservée à la Bibliothèque de Genève.

politique anglaise qui l'envahit. Gabriel croit lutter en écrivant depuis longtemps au roi les dangers qu'il court, tant par son inertie que par son peu d'expérience et [sa] crédulité à croire ce qui vient d'un côté qui, évidemment, ne veut pas le progrès réel de l'ensemble du pays. »

M^{me} Eynard poursuit en décrivant les difficultés rencontrées par Eynard et en soulignant le rôle de l'Angleterre, « qui, aux yeux de l'Orient, doit être le colosse écrasant tout ce qu'il n'aime pas ».

M^{me} Eynard craint que le roi Othon, contrairement aux conseils de son mari, ne se plie aux exigences de l'Angleterre et ne blesse les autres puissances protectrices.

Les lettres d'Eynard que nous publions aujourd'hui et qui ne représentent qu'une faible partie de sa correspondance, illustrent, mieux que tout commentaire, l'activité de cet homme remarquable, apôtre ardent et désintéressé du philhellénisme, le plus digne d'être écouté et le plus souvent déçu, et nous paraissent de nature à éclairer la situation diplomatique du temps.

Nous reproduisons les unes in extenso, en supprimant toutefois les formules de salutation, et nous donnons le résumé de plusieurs autres.

Beaucoup d'autres documents viennent appuyer ceux-ci et prouvent l'intérêt que, jusqu'à son dernier soupir, Eynard, nommé ministre plénipotentiaire de Grèce près toutes les cours d'Europe, porta aux affaires de ce pays.

Les lettres de ses correspondants, pour cette même période, ne se trouvent pas dans les collections conservées à la Bibliothèque de Genève ; mais elles existent pour d'autres époques. On voit par celles-ci que les correspondants d'Eynard ne l'entretenaient point seulement de la politique, de la diplomatie ou de l'économie publique. Ils le mettent au courant des moindres détails de la vie quotidienne du pays auquel, sans y aller jamais, Eynard avait voué sa vie. Ils lui signalent les résultats de la récolte du coton, de celles des raisins de Corinthe. Ils disent l'état des routes, celui des édifices religieux. Ils lui content les aventures du moine Christophore qui, sans l'autorisation du Synode, prêche en public dans le Péloponèse.

En 1856, au moment où le Congrès de la paix s'ouvrait à Paris, après la guerre de Crimée, le roi Othon fait encore appel au concours d'Eynard et le prie de mettre de nouveau son influence au service de la Grèce :

« La Grèce, à laquelle vous avez depuis 1821 voué de si nobles sympathies, lui écrit-il ¹, réclame plus que jamais le concours de ses véritables amis. Dans un moment où l'on s'occupe à régler les destinées futures de l'Orient, votre zèle si actif et si efficace ne doit pas lui faire défaut. La voix du doyen des philhellènes, s'élevant pour une cause aussi sainte, ne pourra qu'avoir du retentissement en Europe et que stimuler le bienveillant intérêt que les Puissances témoignent pour la prospérité et le développement des populations chrétiennes de l'Orient.

J'ai toute confiance qu'en cherchant à réveiller de nouveau l'intérêt en sa faveur au grand centre où l'on décide aujourd'hui du sort des peuples, vous pourrez puissamment contribuer à écarter les préventions qui se sont élevées contre elle, aussi bien qu'à alléger ses charges et à lui faire obtenir tous les avantages que les circonstances permettraient. »

Quelques mois avant sa mort, survenue en 1863, à l'âge de 87 ans, Eynard devait apprendre la chute du roi Othon, renversé par la révolution, chute que seuls ses conseils avaient, semblait-il, retardée ².

¹ Lettre datée : Athènes, le 24 février-7 mars 1856 (Bibliothèque de Genève).

² Sur Eynard, cf. *Notice sur J.-G. Eynard* (Genève, 1863, in-8, 30 p.); *Biographie, travaux et correspondance de C. Pictet de Rochemont*, par Edmond Pictet (Genève, 1892, in-8); *Der Genfer J. G. Eynard als Philhellene (1821-1829)*, von Emil Rothpletz (Zurich, 1900, in-8); *Correspondance diplomatique de Pictet de Rochemont et de François d'Ivernois, Paris, Vienne, Turin, 1814-1816*, publiée par les soins de Lucien Cramer (Genève, 1914, 2 vol. in-8); *Empereurs, rois et ministres au Congrès de Vienne*, par Edouard Chapuisat, dans la *Revue de Paris* du 15 juillet 1914; *Au Congrès de Vienne; Journal de J.-G. Eynard*, publié avec une introduction et des notes par Edouard Chapuisat (Genève et Paris, 1914, in-8).

NOTE

Voici la description des trois registres de copies de lettres de J.-G. Eynard, conservés à la Bibliothèque de Genève, d'après lesquels sont publiées les lettres ci-après. Tous trois sont formés de feuillets de papier de soie, avec quelques feuillets de papier ordinaire intercalés ; ils sont cartonnés et à peu près de mêmes dimensions.

1. « Lettres écrites pour la Grèce, du 4 septembre 1841 au 28 décembre 1841. » — 42 lettres ; 92 feuillets ; 0 m. 29 $\times$ 0 m. 21. Ce registre est le moins lisible des trois.

2. « Lettres écrits en Grèce ou sur la Grèce, 1842. » — 146 lettres ; 404 feuillets ; 0 m. 30 $\times$ 0 m. 21.

3. « Lettres écrites en Grèce ou sur la Grèce, 1843. » — 173 lettres ; 419 feuillets ; 0 m. 31 $\times$ 0 m. 22. — La dernière lettre est du 28 novembre ; les lettres du mois de décembre manquent.

La mention « en Grèce », qui figure dans la suscription des registres 2 et 3, est erronée ; en réalité, ils ne contiennent aucune lettre écrite en Grèce.

Ces lettres, et les quelques notes qui s'y trouvent disséminées, sont presque toutes de la main d'Eynard. Elles sont adressées pour la plupart soit au roi de Grèce ou à ses ministres, soit aux souverains des puissances protectrices, à leurs ministres ou à leurs représentants à Athènes.

Les registres décrits ci-dessus ont été donnés libéralement à la Bibliothèque de Genève par les descendants d'Eynard, en même temps que de nombreuses lettres adressées à celui-ci. Parmi ces documents ne se trouvaient malheureusement plus les lettres des correspondants d'Eynard pour la période 1841-1843.

LETTRES DE J.-G. EYNARD

1. Au roi de Bavière¹

Beaulieu près Rolle, en Suisse, le 12 septembre 1841.

Sire,

Votre Majesté a eu la bonté de m'écrire le 10 août : « Conservez « à cette belle et intéressante Grèce l'affection et le zèle que vous « avez déployés pour elle en plus d'une occasion. Vous ne pourrez « la séparer de son monarque, ni par amour pour elle, ni par « amour pour moi. »

Je répète avec plaisir, je dirai même avec émotion ces nobles paroles de Votre Majesté. Oui, Sire, je vous promets de continuer à faire les plus grands efforts pour être utile à la Grèce et à votre bien-aimé fils ; mais je me permets de le dire avec toute franchise à Votre Majesté : il faut être doué d'une grande persévérance pour ne pas se décourager en voyant combien le roi Othon seconde peu tout ce qu'on veut faire pour le bien de son pays. Si je faisais lire à Votre Majesté toute la correspondance de l'intendant général², vous reconnaîtrez, Sire, que mon malheureux ami, si dévoué au roi Othon et si nécessaire à l'administration des finances, est mort du fait des contrariétés continuelles que lui donnait le caractère indécis du roi, qui ajournait toujours ce qu'il y avait d'utile à

¹ Reg. n° 1, f° 3.

² Arthémone Regny.

faire¹. Peu de jours avant la mort de M. Regny, il m'écrivait :
 « Je suis dévoué au roi, j'aime sincèrement ce jeune prince dont
 « je reconnais les qualités, mais ses incertitudes continuelles en
 « tout, ma dernière audience, où j'étais obligé de lutter avec
 « respect contre des idées tout à fait contraires à une bonne
 « administration et soutenues avec ténacité et entêtement, m'a
 « tellement fatigué et irrité mes nerfs qu'en rentrant chez moi
 « j'étais dans un état qui me fait craindre de tomber malade.
 « Pendant deux heures que mon audience a duré, j'ai à peine
 « réussi à faire comprendre à Sa Majesté que sa manière de tra-
 « vailler entravait tout ; voilà ma vie depuis plus d'un an. Com-
 « bien il est fâcheux que le roi ne veuille pas s'en rapporter à ceux
 « qui ont plus d'expérience que lui ! Ce pays a tout ce qu'il faut
 « pour prospérer : le peuple a des qualités rares, le négociant a
 « de la probité. Vous voyez leur reconnaissance pour vos bienfaits ;
 « depuis trois ans que vous aidez avec tant de générosité le petit
 « commerce, il n'y pas un seul exemple qu'il ait fait attendre un
 « jour à vous rembourser. Le bien que j'ai fait avec vos fonds est
 « une consolation pour moi. Malgré cela, si je reste longtemps
 « ici pour obtenir du roi qu'il change son système, je sens que je
 « succomberai à la fatigue morale que j'éprouve ; je vous promets,
 « cependant, de combattre mon découragement, car je vois ainsi
 « que vous tout le bien qu'on peut faire ici, etc. » Deux jours
 après ces mots, il prit une attaque d'apoplexie.

Aujourd'hui, Sire, je ne sais qui a tort ou raison du roi ou de M. Mavrocordato², mais j'ai vu une lettre de ce ministre, où il montre un grand désespoir. Il écrit du 20 août : « Très probable-
 « ment je vais donner ma démission ; mon désespoir est complet ;
 « encore quelques semaines d'une crise pareille et j'y succombe
 « infailliblement. » Je vois par moi-même que, pour les choses

¹ Le ministère des Affaires étrangères de France, que dirigeait Guizot, alloua une pension aux enfants de Regny et prit à sa charge les frais d'un monument commémoratif.

² Alexandre MAVROCORDATO (1791-1865), homme d'Etat grec, sous la présidence duquel l'indépendance grecque avait été proclamée à Epidaure, fut plusieurs fois ministre et président du Conseil et représenta son pays dans plusieurs capitales de l'Europe.

les plus utiles à la Grèce, le roi ne termine rien ; dans l'intérêt de ses emprunteurs pour la Banque, j'ai fait des observations sur la nécessité que les prêts sur hypothèques eussent un amortissement ; tous les actionnaires désirent la chose et, depuis deux mois, le roi ne décide rien.

Il vient de paraître sur un journal suisse deux articles intéressants sur le roi Othon et la Grèce ; au milieu d'exagérations, il y a des choses que je crois très justes. Je remets à Votre Majesté un extrait de ces articles, qui paraissent écrits par une personne très au fait de ce qui se passe.

Mon sincère désir d'être utile au roi Othon et à la Grèce, je peux dire la passion que j'ai de voir ce nouveau royaume profiter de toutes les chances favorables que la Providence semble vouloir lui réserver, me fait vivement désirer d'avoir une entrevue avec Votre Majesté, voulant lui communiquer tout ce que je sais, tout ce qu'on peut espérer. Le gouvernement grec doit agir avec la plus grande prudence et circonspection ; mais, s'il se consolide, si le roi Othon montre habileté dans la manière de gouverner, il n'y a nul doute que l'avenir ne soit pour la Grèce. D'un autre côté, on ne peut se cacher que si le roi Othon ne change pas sa manière d'administrer, il y a *des risques très graves pour son pouvoir*. Je voudrais entrer dans plusieurs détails à ce sujet avec Votre Majesté. Je désirerais aussi voir la reine de Grèce, avant son départ ; je crois qu'elle pourrait indirectement avoir de l'influence sur votre bien-aimé fils, et je serais heureux si je pouvais, en lui communiquant une partie de la correspondance de M. Regny, mettre au fait la reine de ce qu'elle pourrait conseiller au roi. Je voudrais aussi entretenir Votre Majesté des moyens d'obtenir de la France les 4,300,000 [francs], reste de l'emprunt. Si Votre Majesté a la bonté de me répondre de suite, je me rendrai immédiatement à Munich, ou dans l'endroit qu'elle voudrait bien m'assigner. Je désirerais beaucoup que la reine de Grèce pût également me recevoir. Je crois, Sire, que les renseignements que je pourrai donner seront utiles à la Grèce et à son roi.

P.-S. — Le 26 juillet, les 6 et 18 août, j'ai écrit au roi Othon avec une entière franchise ; je rends toute justice au roi sur la manière

dont il prend les avis qu'on lui donne; il remercie avec bonté, mais, malheureusement, il ne se corrige pas et le naturel reprend le dessus; combien il est fâcheux qu'il ait perdu M. Regny !

2. Au roi de Bavière ¹

17 septembre 1841.

Je rouvre ma lettre², Sire, pour communiquer confidentiellement à Votre Majesté quelques lignes que je reçois à l'instant de Mavrocordato, datées du Pirée, le 31 août :

« Ma santé et les contrariétés que j'ai éprouvées ont nécessité
« ma démission : mes vœux sont pour que tout soit pour le mieux.
« Mais cela ne suffit pas pour me tranquilliser... je crois avoir
« fait mon devoir en représentant à Sa Majesté que les hommes
« ne font rien et que les choses font tout. Dieu fasse que cette
« grande vérité soit comprise par le roi ; je conserve tout le
« dévouement pour mon pays et pour Sa Majesté. Je comprends
« toute espèce de gouvernement, même le gouvernement absolu,
« mais à certaines conditions indispensables qui ne se trouvent
« pas ici... Je ne comprends point du tout et je ne saurais jamais
« comprendre *un gouvernement sans aucun système et marchant*
« *au hasard : c'est ce qu'on veut*. Je m'intéresse vivement au roi,
« mais il se perd, et, en se perdant, il ruinera notre indépen-
« dance, etc. »

Je crois, Sire, que Mavrocordato a manqué d'adresse, qu'il a pu blesser votre fils ; mais, au fait, je partage son opinion sur la partie soulignée. Toutes les lettres depuis Regny jugeaient les choses de la même manière et il faut absolument trouver un

¹ Reg. n° 1, f° 9.

² La lettre à laquelle il est fait ici allusion est en grande partie illisible, l'encre ayant été absorbée par le papier ; elle est datée du 12 septembre, comme la précédente.

moyen d'obliger votre fils à prendre un autre système, ou plutôt à adopter un système quelconque. La Grèce est la nation la plus faite à gouverner très monarchiquement parce qu'elle a été sous la domination tyrannique des Musulmans; mais il faut *qu'elle soit gouvernée*.

3. Au roi Othon ¹

Paris, le 16 mars 1842.

Sire,

Je félicite bien sincèrement Votre Majesté de ce qu'elle a donné l'ordre d'expédier les 600 mille francs pour finir de payer le semestre du 1^{er} mars; cela nous a délivrés d'une grande peine, M. Colettis² et moi; j'aurais fini par donner ma garantie à M. de Rothschild, car le plus grand malheur pour le crédit à venir de la Grèce aurait été de ne pas payer exactement le semestre échu.

Il est maintenant de la plus haute importance, pour Votre Majesté et pour l'honneur de la Grèce, de se préparer d'avance pour le paiement du semestre de septembre. Cette époque étant celle où votre gouvernement, Sire, a peu de rentrées, il devient indispensable d'obtenir de la France le secours du reste de l'emprunt; j'ai déjà fait plusieurs démarches à ce sujet et j'en ai écrit confidentiellement à vos ministres, Sire; je ne doute pas qu'ils n'en aient fait part à Votre Majesté et je me permets aujourd'hui de la conjurer d'avoir égard aux observations que je me suis permis de leur faire.

Avant d'entrer dans d'autres détails, je veux confirmer à Votre Majesté tout ce que je lui ai dit sur le désir sincère du gouvernement français de voir la Grèce augmenter sa prospérité, améliorer ses finances et mériter par son gouvernement habile, ayant une administration forte et régulière, d'avoir plus tard *un accroisse-*

¹ Reg. 2, f° 99.

² Le général Jean COLETTI ou COLETTIS (1788-1847) remplissait les fonctions de ministre plénipotentiaire de Grèce à Paris depuis 1835.

ment de territoire. Depuis dix-huit ans que je m'occupe presque exclusivement des intérêts de la Grèce, j'ai vu continuellement, sous tous les gouvernements et sous tous les ministres, ce désir sincère de la France; à la sympathie naturelle des populations françaises s'est jointe la politique du gouvernement; aujourd'hui, cette politique, plus que jamais, veut voir votre royaume dans la prospérité. Il n'y a jamais eu d'arrière-pensée de la France à cet égard; il est de fait que la seule puissance qui n'ait rien à prétendre du démembrement de l'empire ottoman, c'est la France. Elle est donc de bonne foi avec les autres puissances qui veulent maintenir le colosse pourri; mais il est évident que la volonté des Cabinets ne peut rien contre les vues de Dieu, et tout annonce que les Turcs finiront, tôt au tard, par abandonner l'Europe; il est également évident que l'Angleterre, la Russie et l'Autriche convoitent l'héritage de la Porte; ces trois Puissances, que je suis loin d'accuser de déloyauté envers la Grèce, ont pourtant intérêt à ce que votre royaume ne prenne pas un trop grand développement. Elles veulent bien consentir à vous laisser indépendant, mais en vous maintenant *petit et hors d'état d'être agrandi*; dans ce but, l'Angleterre (au moins le ministère Palmerston) voulait vous jeter dans les embarras d'une Constitution, que vos sujets ont été les premiers à repousser; les autres puissances, en vous engageant à ne rien accorder, en vous effrayant peut-être sur les moindres concessions, ont voulu vous laisser dans un statu quo qui empêchât le développement du pays. Ces trois puissances ont donc un intérêt *réel, positif* à ce que votre royaume s'améliore le moins possible. La France, au contraire, pense que, si l'empire ottoman se démembre, il faut que ce soit dans l'intérêt de la Grèce; puisque je ne peux rien prendre pour moi, dit-elle, il vaut mieux pour mes intérêts que ce ne soit point les trois grandes puissances qui s'agrandissent encore. La raison, le simple bon sens, indiquent de la manière la plus claire, la plus positive que les sympathies et la politique de la France sont pour vous; cette même raison prouve que les trois autres Cabinets ont un intérêt divers.

Si Votre Majesté reconnaît comme moi la vérité de cet exposé, elle doit voir que ses vrais, ses sincères amis sont les Français;

si le gouvernement actuel de la France avait la désastreuse maxime, comme l'Angleterre, de chercher à révolutionner ses alliés, il faudrait repousser ses conseils, mais, au contraire, le ministère actuel et le roi Louis-Philippe voient mieux que personne les abus et les dangers de ces gouvernements constitutionnels, et tous les conseils qu'on donne à Votre Majesté sont, au contraire, de donner uniquement ce qui peut aider au développement du pays. Vous avez vu, Sire, l'intérêt de la France pour vous lorsqu'elle vous a cédé M. Regny; aujourd'hui elle le remplace par M. Lemaître, et quelques difficultés que présentent la situation financière vis-à-vis des Chambres et d'un ministre des finances difficileux pour de nouvelles avances, nous avons l'espérance d'obtenir des fonds, si Votre Majesté veut adopter les améliorations voulues et le système d'administration nécessaire à tout gouvernement qui veut se développer. Je supplie donc Votre Majesté d'accueillir les mesures proposées pour son bien et je me réfère à cet égard à ce que j'ai eu l'honneur de lui écrire souvent, confirmé par l'homme qui vous était bien dévoué, M. Regny.

Je conjure Votre Majesté de prendre tout de suite toutes les mesures voulues. Vu le million que le gouvernement doit verser à la Banque, les sommes qu'il faudra payer à la Turquie, les non rentrées des impôts, il est de toute *impossibilité* que la Grèce puisse payer au 1^{er} septembre les 1,800,000 drachmes environ qu'il faudra pour acquitter le semestre. La France ne pourra accorder ces fonds que si les améliorations ont été effectuées : budget présenté plusieurs mois d'avance, lois des douanes, dîmes et pâturages, système de travail plus accéléré, lois sur les communes, enfin tout ce qui tient à une bonne administration pour augmenter la prospérité du pays. Si Votre Majesté adopte ces heureux changements, il faudra que votre gouvernement, Sire, fasse une demande de fonds à M. de Lagrené¹, motivée sur les promesses faites par M. Regny; M. de Lagrené, annonçant à son gouvernement les améliorations au système général, réclamera

¹ Sur le marquis de Lagrené (1800-1862), voir notre article de la *Revue des études napoléoniennes*, p. 71.

les secours promis. M. de Broglie, M. Piscatory¹ et moi appuyerons alors les demandes de M. de Lagrené et nous espérons que nous vaincrons la répugnance de M. Humann² à faire de nouvelles avances. Il ne faut pas vous cacher, Sire, qu'aujourd'hui, si le gouvernement français voulait compenser ce qu'il a avancé pour payer le semestre avec les obligations qui restent de l'emprunt, *la France ne devrait plus rien* ; si nous obtenons aujourd'hui le reste de l'emprunt, ce sera réellement, jusqu'à ce que la Grèce ait remboursé, comme un nouvel emprunt de 3 millions au-delà des 20 millions, et si on considère que le gouvernement français a dépensé de fortes sommes qu'il n'a jamais réclamées, sa conduite a été bien loyale envers la Grèce.

Comme je serai forcé de quitter Paris au plus tard vers le milieu de mai, je conjure Votre Majesté de prendre aussitôt que possible les résolutions nécessaires, afin que je sois encore ici pour appuyer les demandes qui seront faites.

4. A Christidès, ministre des Affaires étrangères de Grèce³

Paris, 24 mai 1842

(Analyse.) Eynard engage Christidès à obtenir du roi que tout ce qui a rapport aux finances soit discuté au sein d'une commission dont Lemaitre⁴ serait appelé à faire partie : « Ce sera *uniquement* sur ses rapports que les secours de la France vous seront accordés. » Le gouvernement français est, d'ailleurs, des mieux disposé pour la Grèce : « La politique se réunit au désir de vous

¹ Théobald-Emile PISCATORY (1799-1870) succéda l'année suivante à Lagrené comme ministre de France à Athènes.

² Ministre des Finances en France ; il mourut peu de temps après (25 avril) et fut remplacé par Lacave-Laplagne.

³ Reg. n° 2, f° 180.

⁴ Eynard avait conseillé à Christidès de réclamer à la France un habile financier à titre de Conseil. C'est Lemaitre qui fut désigné. « Sa mission momentanée, écrit Eynard à Guizot, pourra avoir la plus grande influence sur les destinées de la Grèce. » (*Revue des études napoléoniennes*, article cité, page 84.)

faire du bien ; on vous veut fort et en état d'être un jour agrandi », mais le ministère, toujours attaqué par l'opposition, ne peut avancer trop facilement des fonds. Il faut qu'il puisse s'appuyer sur les rapports de Lagrené et de Lemaître. Ce dernier, d'une moralité et d'une délicatesse au-dessus de tout soupçon, désire sincèrement être utile à la Grèce. Dix-huit ans d'expérience ont prouvé à Eynard « que la seule puissance qui ne se soit jamais démentie à désirer le bien de la Grèce, c'est la France. On peut avoir eu à se plaindre de quelques individus (ce que j'ignore), d'un peu de légèreté et d'insouciance, mais jamais d'arrière-pensée ».

Dans un post-scriptum du 25 mai, Eynard ajoute qu'il vient de recevoir une lettre de Lemaître lui annonçant sa nomination à la Commission de comptabilité et lui apprenant qu'on est revenu sur la loi qui oblige les caisses publiques à recevoir le papier de la Banque, en faisant une distinction entre les paiements faits pour le compte de l'Etat et ceux qui concernent les intérêts particuliers. Eynard désapprouve vivement cette mesure : « Le crédit est comme la sensitive ; il se ferme ou s'ouvre au moindre contact ; il est aussi susceptible que la pudeur d'une jeune vierge qui rougit ou pâlit sur un mot ou un geste. »

Dans un second post-scriptum du 27 mai, Eynard cite Rothschild, qui lui a dit : « Cette mesure m'a dégoûté ; elle me prouve qu'on est encore bien arriéré sur ce qui fonde le crédit », à quoi Eynard répondit qu'il y avait eu sûrement un malentendu ; il importe de faire rectifier cette mesure sans retard.

5. Au roi Othon ¹

Paris, le 7 juin 1842

Sire,

Je suis vivement touché et reconnaissant de la lettre que Votre Majesté a eu la bonté de m'écrire de sa propre main ; cette marque de confiance redoublera encore, si c'est possible, mon

¹ Reg. n° 2, f° 196.

zèle et mon attachement et, pour en donner la preuve à Votre Majesté, je retarderai encore mon départ d'un courrier et j'attendrai le paquebot portant les lettres de Grèce du 18-30 mai.

Avant d'avoir reçu votre lettre, Sire, j'avais déjà fait diverses démarches auprès du ministre des affaires étrangères et du ministre des finances pour les fonds à obtenir, et j'ai la satisfaction d'apprendre à Votre Majesté que ces deux ministres sont d'accord avec moi, que, si les rapports de M. Lemaitre sont satisfaisants, ils prendront sur eux la responsabilité d'aider la Grèce et ils n'en rendront compte aux Chambres qu'à la session prochaine. Tout dépend donc maintenant des renseignements que donneront M. de Lagrené et M. Lemaitre; mais je laisserai les ministres dans les meilleures dispositions et, si M. Tissaminos¹ s'entend avec l'employé français en lui montrant avec confiance le bien et le mal, en prenant les mesures nécessaires pour remédier aux graves inconvénients de l'arriéré et en suivant un système d'ordre et de régularité dans tout ce qui tient à la comptabilité, je ne doute pas, lors même qu'il y aurait un déficit momentané, que nous n'obtenions peu à peu les fonds nécessaires à la Grèce et je promets à Votre Majesté de faire les plus grands efforts pour persuader les ministres des affaires étrangères à accorder un délai de six ans pour le remboursement que la Grèce ferait année par année; j'espère même que nous pourrions obtenir que l'intérêt des avances se réduise à 4 0/0.

J'ai lu avec une vraie satisfaction ce que Votre Majesté m'écrit sur M. Lemaitre. Votre perspicacité, Sire, vous a fait juger cet employé tout ce qu'il valait; ce n'est point un homme qui se vante et qui cherche à paraître par des phrases, mais il a l'expérience de tout ce qui tient à l'ordre et à la régularité et, si M. Tissaminos ne met pas de susceptibilité ou un peu d'amour-propre à le consulter, il apprendra bien des choses qui seront de la plus grande utilité aux finances de la Grèce.

Je crois, Sire, vous témoigner mon attachement en vous donnant confidentiellement et avec toute confiance quelques phrases de la lettre de M. Lemaitre :

¹ Ministre des Finances de Grèce.

« Tout ce que je vois et je sais du roi m'attache à lui. Sa
 « Majesté m'a témoigné son approbation des modifications que
 « j'avais apportées au budget. Elle a été frappée de l'abaissement
 « qui se manifeste depuis quatre ans dans la proportion des
 « recouvrements. Elle m'a dit que son ministère s'était occupé
 « des moyens de le faire cesser, que le directeur des finances m'en
 « informerait et qu'il l'avait chargé de s'entendre avec moi sur le
 « secours à demander à la France pour le service de l'emprunt.
 « M. Tissaminos, que j'ai vu hier, ne m'a pas parlé encore du
 « semestre de septembre. Il s'est attaché exclusivement à me
 « démontrer qu'il avait déjà senti la nécessité d'accélérer la
 « rentrée de l'impôt, afin de me faire sentir que mes recomman-
 « dations étaient tout à fait inutiles. Je crains bien que M.
 « Tissaminos n'entende admettre que fort difficilement mon
 « intervention et cependant, si je ne peux examiner conscien-
 « cieusement les choses, comment pourrais-je loyalement écrire
 « au ministère français : *donnez les fonds ?* Ce qui manque ici,
 « c'est l'ordre et la régularité ; je vois que, jusqu'ici, l'impuissance¹
 « absolue où se trouve l'administration des finances de pouvoir
 « fournir aucun renseignement positif ; pour tout ce qui est en
 « dehors des recouvrements et des paiements matériels, il n'existe
 « ni travail d'ensemble, ni comptabilité, ni contrôle, de sorte que
 « les chiffres employés dans les budgets ne présentent, par le
 « fait, aucune garantie d'exactitude. Mais j'espère dans les travaux
 « de la Commission de comptabilité, dont je fais partie avec
 « MM. Sillivergos et Paparigopoulos ; ce sont des hommes d'un
 « bon esprit, qui comprennent très bien les vices du système.
 « *L'établissement d'une bonne comptabilité* doit être le point de
 « départ de la réorganisation de tout le service financier. J'ai
 « espérance dans l'avenir de ce pays et beaucoup de confiance
 « dans le caractère loyal du roi. J'écrirai à M. Guizot en lui
 « exprimant ma conviction qu'avec une bonne administration
 « l'équilibre des budgets doit être prochainement réalisé ; mais
 « je lui dirai aussi loyalement que, si l'on reste dans la voie
 « actuelle, les finances ne pourront se relever. »

¹ Il faut lire sans doute : « Je ne vois jusqu'ici que l'impuissance... »

Cette lettre vous prouve, Sire, que M. Lemaître est un homme aussi honnête qu'entendu à tout ce qui tient aux finances. Je ne saurais donc assez engager Votre Majesté à veiller à ce qu'il soit écouté par vos ministres, car ce ne sera bien, décidément, que sur les rapports de M. Lemaître que le gouvernement français accordera les fonds. Dans les vrais intérêts de Votre Majesté, je trouve qu'il ne faut demander que les secours nécessaires pour payer le semestre de septembre et que les fonds qui seront avancés soient assurés sur des bons du Trésor à long terme qui seraient déposés à la banque. Cet établissement sera, dans la suite, d'un grand secours à Votre Majesté en escomptant les bons du Trésor et, sous ce point de vue, M. Tissaminois a fait une vraie faute en jetant une sorte de défaveur sur les billets de banque. Toutes les caisses de l'Etat doivent les rechercher, seulement il faut s'entendre avec la direction qui remettra toujours au gouvernement l'échange en espèces. Aussitôt qu'il n'y a aucun risque — puisque le gouvernement, comme le plus fort actionnaire, a toujours le droit d'examiner la marche de la Banque — il faut, loin de faire des difficultés à recevoir les billets, demander au contraire aux contribuables et à tous ceux qui ont des paiements à faire au Trésor de payer en billets; seulement les caisses de l'Etat auront le soin, aussitôt qu'elles prévoiraient avoir besoin de numéraire, de demander l'échange à la Banque. Le crédit, ainsi que je l'ai écrit à vos ministres, Sire, est comme la virginité d'une jeune fille : le moindre soupçon lui fait un tort irréparable. Le devoir d'un bon directeur des finances est de surveiller les opérations de la Banque, d'empêcher les mauvais placements en faisant des représentations; mais, tant que l'établissement marche bien et sagement, il faut l'aider, le soutenir et lui avancer même du numéraire contre des billets si, par quelques besoins imprévus du commerce, *il avait besoin momentanément d'échanger des billets*; c'est ainsi que, [à] la Banque de France, de Toscane et des autres pays où les banques sont établies sur des bases solides, les gouvernements habiles se conduisent. J'excepte les banques d'Amérique et même d'Angleterre, parce que la liberté illimitée d'en créer y a eu et doit avoir de graves inconvénients, mais la Banque nationale grecque n'a aucun de ces dangers, l'établissement ayant des bases plus que prudentes.

En terminant cette lettre, je réitère à Votre Majesté que plus j'étudie le gouvernement français, plus j'ai eu de rapports avec le roi et les différents ministères qui se sont succédé, plus j'ai la plus *intime*, la plus *complète conviction* que ce pays veut sincèrement votre prospérité et qu'il convient entièrement à sa politique que la Grèce s'agrandisse de tout ce qui se détachera de l'empire ottoman.

Le désir sincère que j'ai vu dans *toutes les puissances* de maintenir la tranquillité de l'Europe les a rendus unanimes à soutenir la Porte ottomane; mais toutes ces puissances auront un intérêt différent si l'empire turc s'écroule. La Russie, sans aucun doute, veut que ce soit à son profit; la brochure qui a paru dernièrement à Constantinople en est la preuve; probablement, lorsque le moment marqué par la Providence arrivera, la Russie cherchera-t-elle à offrir quelques compensations à l'Autriche et à l'Angleterre, mais la France, n'ayant rien à obtenir, s'opposera à ce partage et alors, très probablement, elle finira par entraîner l'Angleterre qui, voyant les projets de la Russie, se réunira à la France et dira avec elle : « Le même principe politique qui nous a engagé à soutenir la Porte demande que, pour maintenir l'équilibre européen, une nouvelle puissance remplace l'empire turc et cette puissance doit être la Grèce, si nous voyons qu'elle se consolide et que son jeune monarque nous a donné la preuve qu'il saura organiser un état plus vaste. » Eh bien! Sire, si vous parvenez à bien restaurer vos finances, vous aurez plus tard un bel avenir devant vous.

J'aurai l'honneur d'écrire encore à Votre Majesté le courrier prochain, en lui disant encore plus positivement ce que j'aurai décidément obtenu du ministère. En finissant cette longue lettre, je me plais à dire à Votre Majesté que M. Coletti a toujours été d'accord avec moi dans toutes les démarches, qu'il me seconde et m'a toujours secondé et qu'il est très bien vu ici du roi et de ses ministres.

P.-S. — Si Votre Majesté me fait encore l'honneur de m'écrire et a quelques ordres à me donner, je la prie de m'adresser ses lettres à ma campagne de Beaulieu, par Rolle, en Suisse.

6. Au roi Othon ¹
Paris, 16-17 juin 1842

Sire,

J'ai eu l'honneur d'écrire une longue lettre à Votre Majesté, le 7 juin, en lui promettant que j'attendrais encore le courrier du 31 mai que j'ai reçu hier. Je viens faire part aujourd'hui à Votre Majesté des dernières démarches que je viens de faire pour la Grèce.

Hier soir, j'ai été chez le roi à Neuilly, j'ai trouvé Sa Majesté on ne peut pas mieux disposée pour vous, Sire. Elle m'a confirmé le désir sincère qu'elle avait de voir la Grèce se fortifier et se consolider : « Nous ne voulons aucune prépondérance en Grèce, m'a dit le roi, nous chercherons toujours à être utile aux Hellènes, nous désirons vivement que ce nouvel Etat devienne plus puissant; nous n'avons aucune arrière-pensée et je désire sincèrement que les autres Etats aient pour le roi Othon les mêmes sentiments que nous; vous pouvez assurer Sa Majesté que mon ministère fera tout ce qu'il pourra pour aider la Grèce financièrement. Nous lui avons envoyé un homme encore plus capable que M. Regny. Si cet employé écrit à mon ministre des affaires étrangères que des améliorations financières ont lieu, nous ne demandons pas mieux que d'aider le roi Othon à payer le semestre de septembre, mais M. Guizot ne peut pas compromettre sa responsabilité auprès des Chambres. Il faut donc absolument que les rapports de M. de Lagrené, appuyés sur les renseignements de M. Lemaître, soient favorables au système financier de la Grèce, et que le ministre des finances du roi Othon profite de l'expérience d'un homme aussi habile qu'entendu, dans tout ce qui tient à l'ordre et à la comptabilité. J'ai

¹ Reg. n° 2, f° 211.

vu des rapports de M. Regny dans le temps, qui se plaignait de ce que M. Tissaminos manquait d'expérience financière et que souvent, par amour-propre, il entravait les améliorations en lui cachant les affaires ; il serait très fâcheux si M. Tissaminos avait la même conduite avec M. Lemaître. Quelque talent ou esprit que puisse avoir M. Tissaminos, a ajouté le roi, rien ne peut remplacer l'expérience et M. Lemaître a pour lui une expérience de douze années ; je désire donc bien sincèrement que le roi Othon donne les ordres à son ministre des finances de s'entendre avec M. Lemaître, car ce ne sera que sur ses rapports que Guizot pourra accorder des fonds ; mais assurez de ma part le roi Othon que nous rechercherons toutes les occasions de favoriser la Grèce. »

Ce matin, Sire, j'ai été chez M. Guizot ; nous avons causé longtemps des intérêts de la Grèce ; il est tout à fait bien disposé et m'a confirmé qu'il prendrait sur lui d'aider le gouvernement de Votre Majesté sans les Chambres, mais que, pour couvrir sa responsabilité, il était indispensable que M. Lemaître fit un rapport favorable, que cet employé se louait infiniment de votre Majesté et de MM. Christidès et Rizo, mais que M. Tissaminos ne mettait pas avec lui cette franchise nécessaire à l'éclairer entièrement, que ce ministre paraissait gêné et contraint et ne cherchait point à se concerter avec lui ; que, dans toutes les communications que M. Tissaminos lui faisait, paraissait toujours une excessive susceptibilité *de ne pas paraître tout savoir*, ce qui entravait les discussions et empêchait M. Lemaître de pouvoir consciencieusement tout examiner, etc. J'ai expliqué le mieux que j'ai pu la position délicate de M. Tissaminos, qui ne pouvait voir avec plaisir un employé plus habile que lui, que j'espérais que, peu à peu, l'amour-propre ou la susceptibilité de M. Tissaminos céderait à la loyauté de M. Lemaître qui, n'étant que consulté, ne devait point effrayer le directeur des finances, qui finirait par voir que, dans *ses vrais intérêts*, il devait franchement se servir des lumières et de l'expérience de l'employé français. M. Guizot m'a répondu : « Qu'il désirait beaucoup ce changement dans M. Tissaminos, puisque de ses relations et de sa confiance dans M. Lemaître dépendraient les rapports de

celui-ci. Nous ne demandons point pour aider la Grèce qu'on nous prouve qu'il n'y a pas de déficit et nous sommes prêts à lui faire des avances pour le semestre de septembre, si M. Lemaître peut écrire *loyalement et consciencieusement* : *j'ai vu et examiné*, le ministre des finances m'a tout confié ; il y a un petit déficit momentané, mais nous sommes d'accord sur les mesures à prendre, on met partout la plus grande régularité, les finances marchent graduellement à une amélioration ; on peut aider la Grèce et lui accorder même six ans pour rembourser ce qu'elle nous devra. Eh bien ! a continué M. Guizot, si M. Lemaître écrit à peu près ces mots, je vous promets que je ne ferai aucune difficulté à faire donner, sans le demander aux Chambres, la somme qui manquera à la Grèce pour finir de payer le semestre de septembre ; je mettrai seulement pour conditions ce que vous avez vous-même proposé, c'est que le gouvernement grec remette à la Banque des bons du Trésor à quatre, cinq et six mois, soit à l'époque des rentrées des impôts. Le gouvernement grec pourra, à l'échéance de ces bons, retirer les fonds, s'il en a besoin, en remettant alors en échange d'autres bons du Trésor à une échéance plus éloignée ; de cette manière, tout en continuant à faire des avances au gouvernement grec, nous aurons l'assurance que ces avances serviront à aider la marche du gouvernement et nos fonds seront, par le fait, la caisse de réserve que M. Regny regardait comme indispensable, avec l'avantage très grand de n'avoir aucun frais d'administration. Je suis prêt, à ces conditions, si les rapports de M. de Lagrené et de M. Lemaître sont favorables, à aider la Grèce ; vous voyez, Monsieur Eynard, a ajouté M. Guizot, que je n'ai fait que développer votre projet. — Je vous demanderai, dis-je alors, pour le rendre complet, d'accorder décidément six ans pour le remboursement et de réduire l'intérêt de vos avances à 4 0/0. — Nous verrons cela plus tard et je ne refuse pas votre demande, mais avant tout que les rapports de M. Lemaître soient favorables, tout dépend donc de ce qu'il écrira, » etc.

Je vais maintenant voir le ministre des finances ; je ne doute pas de le trouver dans les mêmes idées ; cependant, avant de quitter Paris, je veux être aussi d'accord avec lui.

Mon entière confiance dans Votre Majesté m'engage à lui copier ce que M. Lemaître m'écrit sur M. Tissaminos ; je supplie Votre Majesté que cela reste entre nous :

« Le roi, qui est bien disposé pour moi et qui a la bonté de
 « rendre justice à mes bonnes intentions, a fait donner des ordres
 « positifs à M. T[issaminos] pour que tous les renseignements de
 « son ministère fussent mis à ma disposition. Depuis quelques
 « jours je m'aperçois donc que M. T[issaminos] est plus coulant.
 « J'ai eu divers renseignements sur le budget, on m'a offert tous
 « les papiers de M. Regny, j'ai désigné une soixantaine de
 « mémoires que je serai bien aise de consulter ; mais l'essen-
 « tiel dépendra toujours de M. T[issaminos]. Si la bonne volonté
 « manque chez lui, je me débattrai péniblement contre les diffi-
 « cultés qu'il fera naître sur mes pas. Avec un ministre des
 « finances qui m'accueillerait cordialement et se plairait à me
 « diriger dans mes travaux et se concerterait volontiers avec
 « moi, je marcherais vite et sûrement, mais avec un ministre qui
 « me tient éloigné de lui et me laisse faire mon éducation moi-
 « même, j'arriverai lentement et alors comment faire loyalement
 « mon rapport au gouvernement français ? J'ai confiance dans le
 « roi et dans l'avenir de la Grèce, mais non au ministre actuel
 « des finances. Quelqu'un d'habile me disait en me parlant de
 « lui : *C'est un homme qui craint vis-à-vis de vous de compro-*
 « *mettre le secret de son ignorance ; il joint à l'amour-propre et à*
 « *la susceptibilité de la mauvaise foi, et plus vous vous montrerez*
 « *habile et plus il cherchera à vous entraver.* » Je crois à l'exagé-
 « ration de ces paroles, cependant je commence à craindre que
 « la dernière chose soit vraie et alors que de difficultés j'aurai
 « à vaincre ! Je continuerai, vous n'en doutez pas, à offrir à
 « M. T[issaminos] ma coopération empressée ; j'y mettrai toute
 « la persistance et tous les ménagements imaginables ; mais c'est
 « pour l'acquit de ma conscience et sans me faire d'illusion car
 « j'espère peu de ce côté, » etc.

Vous voilà, Sire, entièrement au fait de tout, je crois avoir rempli mon devoir en entrant dans tous ces détails ; Votre

Majesté fera dans sa sagesse tout ce qu'elle croira nécessaire pour arriver au but qu'elle se propose de tout consolider et améliorer. Si réellement M. T[issaminos] manque d'expérience et qu'il mette trop d'amour-propre pour en convenir, j'oserais conseiller à Votre Majesté d'obliger le directeur des finances à ne rien faire que d'accord avec la Commission des finances et de comptabilité. Je peux certifier que M. Lemaître est rempli de bonne volonté et je blâmerais beaucoup M. T[issaminos] de ne pas savoir se parer de ses plumes. Il y aurait habileté au directeur des finances de savoir s'approprier par le fait les talents de M. Lemaître, car tout le bien que le système d'ordre amènera dans l'administration des finances serait fait sous la direction de M. T[issaminos] et, par conséquent, une grande partie des améliorations obtenues serait en grande partie attribuée au directeur des finances.

Je partirai dans deux jours, Sire, en laissant roi et ministres de France dans de bonnes dispositions, mais en me permettant de répéter à Votre Majesté que la décision définitive dépendra des rapports de M. Lemaître. Je serai à Beaulieu entièrement à la disposition de Votre Majesté et prêt à faire toutes les démarches que vous voudrez bien m'indiquer, Sire.

7. Coup d'œil rapide sur la Grèce et sur l'avenir de l'Orient ¹

L'émancipation de la Grèce est due à l'énergie de ses habitants et surtout à l'opinion qui se manifesta spontanément en Suisse, en Bavière et dans toute l'Europe. La France se mit à la tête de ce mouvement. On vit chez elle la population entière, même les femmes et les enfants, se joindre aux hommes éclairés qui formèrent ces comités grecs, le plus ferme appui des Hellènes pendant leur lutte contre la Porte.

¹ Reg. n° 2, f° 232. — Insérée dans ce registre à la fin du mois de juin 1842, cette note est évidemment d'Eynard, bien qu'elle ne soit pas de sa main.

Aucune opinion politique n'exerça de l'influence sur le comité de Paris, qui devint l'organe presque officiel de l'opinion publique ; l'humanité seule le fit agir et la composition de ce comité le prouve ; on voyait siéger à côté les uns des autres libéraux, ultra-conservateurs, légitimistes : c'était le duc de Broglie et le duc de Fitz-James, Casimir Périer et Châteaubriand, les ducs d'Harcourt et de Choiseul, Benj. Delessert, Sébastiani, Sainte-Aulaire, Laffite, Villemain, duc de Liancourt, Eynard, Alex. Lameth, Ternaux, etc.

La France fut à la tête des Etats auxquels les Grecs doivent leur indépendance. Sous Charles X, le ministère étant entraîné par le mouvement national, une expédition eut lieu en Morée. La France se montra grande, généreuse et sans arrière-pensée. Elle prodigua son sang et ses trésors pour le salut de la Grèce et elle ne réclama aucun remboursement, quoique ses frais fussent considérables. Sa bienfaisance seconda sa politique et, le jour où la Grèce fut séparée de l'empire ottoman, *elle devait être entièrement indépendante*. La Russie et l'Angleterre, ne voulant pas laisser à la France seule la gloire de sauver la Grèce, s'unirent avec la France pour exiger du Sultan qu'il reconnût l'indépendance des Hellènes.

La consolidation du nouveau royaume appartient donc aux trois puissances dont les flottes combattirent à Navarin. Elles désignèrent pour souverain de la Grèce le prince Othon, un des fils du roi de Bavière, et, afin de soutenir le nouvel Etat, elles garantirent un emprunt de 60 millions.

Mais, dans cette circonstance, la France se montra encore la plus généreuse. Pour être utile à la Grèce, elle n'exigea point, comme les autres puissances, la négociation des obligations grecques pour payer les intérêts échus. Elle mit seulement pour condition à ce nouveau bienfait que l'Etat grec améliorerait ses finances et payerait à l'avenir avec son propre Trésor les intérêts des semestres ; c'est ce qui a eu lieu exactement depuis deux ans.

En retour de tant de services, que demanda la France à la Grèce ? Elle lui dit : équilibrez votre budget ; consolidez vos institutions ; je ne veux point exercer d'influence chez vous, mais n'y laissez

prendre de la prépondérance à aucune autre puissance ; fortifiez votre pouvoir et devenez une nation vraiment indépendante, industrielle et commerçante.

Tous les voyageurs qui ont visité depuis peu la Grèce s'accordent à dire que les changements les plus favorables s'y sont opérés, que le roi s'occupe avec zèle de son gouvernement, que l'agriculture fait des progrès ainsi que l'industrie, que l'établissement d'une banque nationale, qui vient d'avoir lieu, a occasionné une baisse dans le taux de l'argent et que tout fait présumer que ce royaume naissant jouira d'une prospérité croissante, *s'il sait prendre les mesures nécessaires pour améliorer son administration financière.*

Cependant, au milieu de ce développement général, on voit surgir diverses intrigues étrangères ; on semble vouloir entraver sous main la marche du gouvernement ; quelques brochures imprimées hors de la Grèce cherchent à jeter de la méfiance sur le roi Othon ; d'un autre côté, on veut empêcher un traité de commerce avec la Porte et un rapprochement avec cette puissance ; enfin une sourde jalousie semble voir avec peine l'avenir de la Grèce.

L'intérêt de l'Europe a été, est et doit être le maintien de l'équilibre politique. Ce principe, poussé à l'excès, a trop fait oublier toute idée religieuse et philanthropique envers les malheureux rayas. C'est la crainte de voir détruire cet équilibre qui a engagé les grandes puissances à soutenir l'empire turc, sans mettre peut-être assez de vigueur à établir la condition expresse et absolue que les chrétiens seraient traités à l'égal des sujets turcs.

Il est certain qu'aujourd'hui les intérêts des chrétiens de l'Epire, de la Macédoine, de la Thessalie, de la Crète, de la Syrie, en un mot de toutes les provinces où les chrétiens sont en majorité, sont sacrifiés à cette idée fixe : *la paix de l'Europe tient à l'existence du statu quo.* Eh bien ! admettons le principe, *quoique nous le déplorions, qu'il faut faire les plus grands efforts pour maintenir l'empire turc afin qu'il n'appartienne à aucune des grandes puissances.* Mais il est des voies qui ne sont pas celles des hommes. Supposons donc que, malgré la volonté, la bonne foi et l'harmonie de ces grandes puissances, *un pouvoir au-dessus de celui*

des hommes ait décidé que l'empire turc doit s'écrouler, que faudra-t-il faire alors pour conserver cet équilibre? Il faudra maintenir la politique qui ne veut pas permettre le démembrement de l'empire du croissant au *profit d'aucune grande puissance*.

Un nouveau gouvernement devra remplacer celui que la Providence renversera et, à mesure qu'une province se détachera de la Turquie, ce ne pourra être à l'avantage de la Russie, de l'Autriche, de l'Angleterre ni de la France, mais de la puissance naissante : la Grèce.

Mais que cette puissance *sache bien* que pour être le noyau d'un nouvel empire grec, elle doit prouver à l'Europe qu'elle en est digne par l'union, l'énergie et la consolidation de toutes ses institutions. L'avenir est pour le roi Othon et les Hellènes; mais que ce peuple se garde bien de faire des démarches imprudentes qui compromettraient sa haute destinée!

Que les grandes puissances continuent donc à soutenir loyalement l'empire ottoman, qu'elles soient même unanimes à blâmer toute révolte des provinces turques; mais, lorsque des événements *prévus* ou *imprévus* arriveront, qu'il soit entendu, aujourd'hui pour alors, que les provinces européennes qui, par la force des choses, se détacheraient du Croissant, *seront incorporées à la Grèce*.

La France, qui a été si généreuse pour les Grecs, doit surtout s'expliquer avec franchise à cet égard et, dès à présent, elle devrait déclarer avec autant de fermeté que de loyauté qu'elle ne *permettra jamais* qu'aucun démembrement de l'empire turc ait lieu *au profit de la Russie, de l'Autriche ni de l'Angleterre*. Plus la France s'est montrée désintéressée envers la Grèce, plus elle a le droit de dire : *Je ne veux rien prendre pour moi, mais je ne laisserai rien prendre aux autres*.

J'ai la ferme conviction que le vœu que j'exprime est celui de tous les Français, quel que soit le parti auquel ils appartiennent. Je ne doute même pas *qu'aujourd'hui* la Russie et l'Angleterre veulent aussi sincèrement la consolidation du nouveau royaume que la stabilité de l'empire ottoman; mais comme philhellène et comme chrétien, je pense à l'avenir que tous mes vœux appellent.

Un ancien Membre du Comité grec.

8. Au roi Othon ¹

Beaulieu près Rolle, en Suisse, le 24 août 1842

Sire,

J'ai la vive satisfaction d'apprendre à Votre Majesté qu'après une correspondance assez suivie avec le duc de Broglie sur les affaires de la Grèce et sur le million que Votre Majesté demandait à la France², il a été définitivement décidé que cette somme serait donnée. Je dois dire confidentiellement à Votre Majesté que c'est tout à fait sur les rapports satisfaisants de M. Lemaître que le ministère français s'est décidé à prendre sur sa responsabilité de faire cette avance, sans consulter la Chambre.

Tous les jours, je me confirme plus dans la vraie et sincère bienveillance de la France. M. de Broglie, si véritablement attaché aux intérêts de la Grèce, m'a demandé ce qu'on pouvait encore ajouter aux raisons indiquées par M. de Lagrené et par M. Lemaître, en m'ajoutant que le gouvernement français, ayant toute confiance dans les lumières et la probité de M. Lemaître, ne demandait pas mieux que de suivre l'opinion qu'il donnait, mais qu'on désirait cependant savoir si je partageais l'idée qu'il n'y avait aucun risque pour la responsabilité du ministère de faire cette avance et si réellement la Banque, soit comme pouvant servir de caisse de réserve au Trésor grec, soit comme recevant des bons du Trésor à longue échéance, offrait ainsi une garantie morale à la France. On me demandait de plus si je croyais que Votre Majesté profiterait de l'homme habile que la France lui avait cédé, pour améliorer le système financier de la Grèce, en donnant l'ordre au directeur des finances de s'entendre avec M. Lemaître et de le consulter sur les moyens les plus propres à accélérer les mesures nécessaires à une bonne administration ; on m'ajoutait que, pour les nouveaux secours que pourrait désirer

¹ Reg. n° 2, f° 304.

² Le duc de Broglie a été chargé par son ami Guizot de ce qui a rapport aux demandes de fonds de la part de la Grèce. (*Note d'Eynard.*)

le gouvernement de Votre Majesté et l'époque où la France en serait remboursée, on s'en rapporterait uniquement aux rapports de M. Lemaître appuyés par M. de Lagrené.

Comme Votre Majesté peut bien le penser, j'ai répondu à toutes ces questions de la manière la plus favorable et je ne mets pas en doute aujourd'hui que le million demandé ne soit livré pour le semestre qui va échoir dans quelques jours.

Dans un moment aussi douloureux et aussi pénible pour le roi Louis-Philippe et son ministère ¹, j'éprouve une vive reconnaissance de ce qu'il peut encore s'occuper de la Grèce ; Votre Majesté, j'en suis persuadé, aura à cet égard la même impression que moi ; j'ose donc la conjurer, dans les vrais intérêts de la Grèce, de redoubler de confiance dans M. Lemaître, en faisant sentir à M. Tissamios combien les lumières et l'appui de cet employé peuvent être utiles à la Grèce.

Je dois dire *très confidentiellement* à Votre Majesté que M. Lemaître, dans toutes ses lettres, ne cesse de se louer des bontés de Votre Majesté. Il m'écrit le 10 août : « J'ai eu l'honneur
« de voir le roi hier. Sa Majesté a bien voulu m'écouter longue-
« ment sur les modifications importantes que je propose pour la
« Banque. Elle s'est montrée disposée à les adopter et je ferai
« mes efforts pour que cet établissement soit tous les jours plus
« utile au pays ; vous me recommandez de ne rien négliger pour
« améliorer tout le système financier en m'effaçant cependant le
« plus possible pour éviter la jalousie des ignorants ; je vous
« remercie des avis que vous me donnez et dont j'apprécie toute
« la sagesse ; mais tant que l'administration des finances sera
« entre les mains qui la dirigent aujourd'hui, je resterai toujours
« en dehors de ses travaux et ne serai guère consulté qu'après
« coup. Toute mon influence se bornera à proposer quelques
« mesures ou à en proposer l'adoption ; mais pour ce qui concerne
« le choix des personnes ou les moyens d'exécution, je ne serai
« jamais compté pour rien et ne pourrai pas rendre tous les ser-
« vices que vous indiquez ; cependant je ne négligerai rien de

¹ Allusion à la mort du duc d'Orléans, survenue le 13 juillet précédent, et aux discussions qui eurent lieu à la Chambre française, à la suite de cet événement, au sujet de la loi sur la régence.

« ce qui pourra prouver mon dévouement : la preuve, c'est la
 « demande du million à la France; mais, pour l'avenir, si je
 « vois que l'on néglige les améliorations et le système d'ordre
 « si nécessaire, comment pourrai-je consciencieusement deman-
 « der de nouveaux sacrifices à la France? J'espère, cependant,
 « parce que le roi ne veut que le bien du pays et qu'on ne peut
 « que se dévouer avec plaisir à le servir, mais il est bien fâcheux
 « qu'il n'ait pas dans les finances, à la tête d'un ministère si
 « important, un homme plus habile. »

Je supplie Votre Majesté que tous ces détails restent *pour elle seule*, mais mon sincère attachement m'engage à ne lui rien cacher. Si ces détails sont vrais, Votre Majesté doit en profiter pour influencer indirectement sur M. T[issaminos] en l'engageant à consulter plus souvent M. L[emaitre], ou bien Votre Majesté peut, sans que T[issaminos] s'en doute, faire examiner par M. L[emaitre] les choses à faire pour le bien du pays. S'il y a une fausse idée de M. L[emaitre] ou exagération, je prie Votre Majesté d'avoir la bonté de me le faire connaître en m'écrivant confidentiellement quelques mots; je tâcherai alors, indirectement, de désabuser L[emaitre], mais dans tous les cas, comme c'est un homme d'une loyauté reconnue, d'une grande capacité, il est du plus grand intérêt pour les secours d'argent que le gouvernement de Votre Majesté pourrait encore demander à la France, que M. L[emaitre] soit au fait de tout, puisque de ses nouveaux rapports dépendra l'appui de la France.

En priant Votre Majesté d'excuser d'aussi longs détails, je la supplie de me répondre elle-même quelques lignes.

9. Au roi Othon ¹

Beaulieu, le 25 août 1842

Sire,

J'avais écrit hier à Votre Majesté et ma lettre était partie lorsque j'ai reçu la lettre que Votre Majesté m'a fait adresser par

¹ Reg. n° 2, f° 308.

le moyen de son consul, M. Zezinia. Ma lettre de hier répond justement au désir de Votre Majesté et je ne peux que lui confirmer tous les détails que je me suis permis de lui donner sur M. Lemaitre et sur le gouvernement français.

Dans le doute où votre gouvernement se trouve, Sire, vous avez pris une sage précaution et je me serais efforcé d'aider M. Coletti, car il fallait à tout prix faire honneur aux engagements de la Grèce ; je partage entièrement votre manière de voir, Sire, qu'il faut tenir un grand secret sur ce projet pour que rien n'arrête les bonnes dispositions de la France.

Très probablement ce gouvernement, en accordant le million à M. Coletti, lui écrira que c'est à la condition que cette avance sera garantie soit sur de nouvelles actions que votre gouvernement, Sire, pourrait prendre dans la Banque, soit sur des bons du Trésor à remettre à la Banque, soit sur le produit de la vente de quelques parties du domaine public. Je regarde comme très avantageux, Sire, pour le véritable bien de la Grèce, pour l'avantage de l'agriculture et, par le fait, pour l'accroissement du revenu public, de mettre le plus possible des domaines nationaux en vente, car non seulement cela produit une ressource nécessaire au moment présent, mais, dans la suite, cela augmente le produit de l'impôt foncier. Lorsque j'étais en Toscane, il y a vingt-cinq ans, ce pays avait trente millions de dettes ; on se décida à les éteindre en vendant des biens nationaux ; cette mesure sage a eu le double avantage de libérer la Toscane d'une dette onéreuse et d'augmenter l'impôt. Je me permets d'engager Votre Majesté à suivre cet exemple.

Comme il est très important pour l'avenir de la Grèce de fonder son crédit, j'engage Votre Majesté à ne faire aucune difficulté à accorder toutes les demandes de sûreté que fera la France, pour ses avances, à les *augmenter même*, puisque cela ne pourra qu'*augmenter aussi* la confiance du ministère français, qui pourra ainsi aider encore la Grèce en remettant plus tard le solde de l'emprunt. Je ne puis que répéter à cette occasion tout ce que j'ai dit si souvent à Votre Majesté : c'est ma *profonde conviction*, fondée par dix-huit années d'expériences, que le gouvernement français ne veut que le bien de la Grèce, sa consolidation et son

augmentation de territoire, lorsque les circonstances le permettent. Mais plus le gouvernement français a de vraie bienveillance, plus il faut aider le ministère à couvrir sa responsabilité auprès des Chambres. La loi de régence et la manière dont elle a passé a consolidé, suivant moi, le gouvernement actuel, et la fatale mort du duc d'Orléans a prouvé, par l'affliction générale de toute la population française, combien la nation s'était au fond attachée à la dynastie actuelle. Personne n'a plus déploré que moi la révolution de juillet; mais, une fois le fait accompli, je rends toute justice au roi Louis-Philippe; l'Europe entière lui a de grandes obligations, car c'est à lui qu'on doit la paix; sans sa modération et sa sagesse, une guerre générale pouvait avoir lieu.

En terminant cette seconde lettre, je réitère à Votre Majesté que c'est me rendre service en me donnant les occasions d'être utile à la Grèce; ne m'épargnez donc pas, Sire, toutes les fois que vous aurez besoin de moi.

P.-S. — Je crois, Sire, que le gouvernement de Votre Majesté peut se servir, sans que cela fasse tort au commerce, de la Banque; au contraire, plus cet établissement fera d'affaires d'es-compte et mieux cela établira son crédit et celui de ses billets. Je voudrais même que le Trésor grec payât de préférence en billets de banque plutôt qu'en espèces et que ceux qui auraient besoin de numéraire fussent à la caisse de la Banque échanger les billets; c'est ainsi que le Trésor fait.

10. Au roi Othon¹

Beaulieu, 7 octobre 1842

Sire,

Je remercie Votre Majesté pour la bienveillante lettre qu'elle a bien voulu m'écrire le 20 septembre, où j'ai lu avec une vraie satisfaction que Votre Majesté apprécie la conduite de la France. C'est pour cela, Sire, que je me permets d'insister auprès de

¹ Reg. n° 2, f° 353.

vos ministres pour qu'on ne fasse aucune difficulté à donner au gouvernement français les garanties ou hypothèques qu'il demande.

Ce sont des affaires de forme d'une haute importance pour ôter aux ministres une trop grande responsabilité auprès des Chambres et pour leur donner les moyens de donner plus tard d'autres fonds à votre gouvernement, Sire. J'écris à ce sujet en détail à M. Tissaminos. Votre Majesté verra par ma lettre que ce sont surtout des garanties morales et qui, par le fait, ne priveront d'aucune ressource la Grèce.

J'éprouve une vive satisfaction à dire à Votre Majesté que, dans une réunion où il y avait des diplomates haut placés, on parlait de l'Orient et de la Grèce et que, quelqu'un ayant dit que le pays qui avait le plus d'avenir était la Grèce, il y eut unanimité à en convenir. «Oui, répondit l'homme le plus marquant, si ce gouvernement peut prouver qu'il est en état de posséder un agrandissement considérable et surtout si ses finances vont bien.» Il y avait des diplomates étrangers; on discuta assez longtemps sur ce sujet et les moins bienveillants, tout en essayant de critiquer le gouvernement grec, finirent cependant par convenir que, si le nouveau royaume se consolidait, on serait alors *forcé* par les circonstances de l'agrandir pour éviter des jalousies entre les grandes puissances. Dieu veuille, Sire, que cela arrive !!

[P.-S.] — Votre Majesté a un homme habile dans M. Sillivergos; il paraît entendre très bien les finances et ce serait un homme à employer.

11. A Rhallis, ministre des Finances de Grèce¹

Paris, 7 janvier 1843

(Analyse). Eynard vient d'être avisé de la nomination de Rhallis comme ministre des finances (en remplacement de Tissaminos); il s'engage à le seconder dans tout ce que le ministre

¹ Reg. n° 3, f° 1.

entreprendra pour le bien de la Grèce. Tissaminos a laissé les finances en état tel qu'une crise est impossible à conjurer. « L'ancien ministre a trompé la France en ne cessant de promettre un budget équilibré pour 1843. » Il eut le tort de laisser Lemaitre de côté, « redoutant apparemment de montrer son ignorance ».

Eynard engage Rhallis à témoigner toute sa confiance à Lemaitre, puis à présenter loyalement la situation aux trois Cours, en les prévenant qu'il sera impossible d'acquitter les intérêts de l'emprunt, mais que les mesures les plus énergiques seront prises pour équilibrer le budget de 1844. Eynard n'appuiera avec efficacité les demandes auprès de Guizot, fort irrité contre Tissaminos, qu'à la condition que des réformes réelles auront été apportées.

« Quelque pénible que soit la démarche que je crois indispensable de faire si vous êtes hors d'état de payer vous-même, elle aura peut-être l'avantage de ramener l'harmonie entre les trois représentants des puissances, en leur prouvant que la Grèce s'adresse en même temps aux trois Cours qui ont créé son indépendance; et l'esprit de parti, cette peste sociale, ne pourra plus dire que telle puissance a une arrière-pensée en venant seule au secours de votre gouvernement... »

12. A Christidès, ministre des Affaires étrangères de Grèce¹
Paris, le 17 février 1843

(Analyse). Eynard a vu Guizot, qui est très désappointé de la situation financière de la Grèce; mais, quoique la France soit la puissance qui a le plus de droits de se plaindre de l'ancien ministre des finances, elle sera toujours portée à rendre service à la Grèce. « J'espère que votre crise financière aura le bon côté de faire taire ces animosités particulières, ces tristes dénominations

¹ Reg. n° 3, f° 33.

d'esprit de parti et que tous les bons Grecs oublieront ces dénominations : parti français, parti russe, parti anglais. Je puis vous assurer que le roi Louis-Philippe et ses ministres voient avec la plus grande peine que quelquefois des querelles particulières désunissent des hommes faits pour s'estimer.»

Il faut réaliser des économies en réduisant l'armée d'un quart et hâter la rédaction des statuts de la Banque; celle-ci ne doit pas être astreinte à payer en espèces.

Dans un post-scriptum du 21 février, Eynard ajoute : « ...Je ne saurais assez vous engager à vous entendre avec M. Lemaître et à adopter sans changements les statuts proposés pour la Banque. Méfiez-vous surtout de ceux qui veulent améliorer *et sous ce prétexte* entravent et gênent les opérations de la Banque; les anciens usuriers et tous ceux qui faisaient valoir leurs fonds à 15 et 20 % doivent vous dire que la Banque doit surtout aider l'agriculture, je dis, moi, qu'elle doit *surtout* faire baisser le taux usuraire, et si elle employait plus de capitaux en hypothèques, bientôt tous ses fonds seraient comme séquestrés, et alors les usuriers pourraient de nouveau prêter au commerce et à l'industrie à 15 et 20 % ». »

13. A Rhallis, ministre des Finances de Grèce ¹

Particulière et confidentielle

17 février [1843]

(Analyse). Eynard a vu avec regret que les statuts de la Banque établis par Lemaître avaient été soumis à l'examen d'une nouvelle commission. C'est une maladresse, parce que, d'une part, Lemaître est un spécialiste en matière financière, d'autre part parce qu'il a beaucoup d'influence sur Guizot. Or il ne peut être que froissé de ce procédé.

Eynard menace de retirer ses fonds si l'esprit de parti vient entraver les choses utiles à la Banque.

¹ Reg. n° 3, f° 37.

14. Au même ¹

Paris, le 17 février 1843

(Analyse). Eynard loue la délicatesse avec laquelle le nouveau ministre cherche à diminuer les torts de son prédécesseur. Celui-ci, toutefois, ne peut être entièrement excusé d'avoir caché à Lemaître la position fâcheuse des finances grecques.

Eynard a vu Guizot. Malgré l'humeur que celui-ci a ressentie, il conserve de la bienveillance pour la Grèce; il écrira à Londres, car les puissances vont s'entendre pour donner des ordres à leurs trois ministres à Athènes.

Il est de la plus haute importance que les trois créanciers soient traités également; surtout « ne point *traiter séparément* ».

« Le gouvernement grec, en venant loyalement et franchement traiter avec les trois Cours, pourrait encore plus détruire cette peste sociale d'esprit de parti, en montrant qu'il s'adresse également aux trois puissances qui ont créé l'indépendance de votre patrie, en demandant [qu'elles veuillent] bien aller d'accord en accordant le même délai. Je puis vous certifier que la France se réunira sans difficulté à la puissance qui se montrera la plus bienveillante... Je vous conjure tous, dans l'intérêt de la Grèce, d'éviter toutes les susceptibilités de parti, d'amour-propre ou d'ancienne haine : qu'il n'y ait qu'un *seul parti*, celui de l'honneur et de l'indépendance grecque. »

(En post-scriptum), 25 février. Eynard a reçu le rapport de Rhallis sur les finances, écrit avec loyauté, franchise et talent. Il espère que, leur premier moment d'humeur et de désappointement passé, les trois Cours verront qu'il est de l'intérêt de tous d'aider la Grèce, à la condition que celle-ci prouve qu'elle veut réellement améliorer sa position. Au lieu d'augmenter les dépenses militaires, il faudrait, comme en Prusse, congédier une partie de l'armée; cela aurait le double avantage de permettre la réalisation d'une économie et de laisser des bras à l'agriculture, chose si nécessaire.

¹ Reg. n° 3, f° 43.

15. A de Sainte-Aulaire, ambassadeur de France à Londres¹
Paris, le 4 mars 1843

(Analyse). Le récent triomphe de M. Guizot à la Chambre va lui permettre de s'occuper des Hellènes :

« Avant d'entrer en matière, je veux vous dire que rien n'a été plus beau, plus émouvant que la conduite ferme, noble, énergique de M. Guizot ; les discours que vous lirez de lui ne sont rien en comparaison de l'effet qu'ils ont produit par la manière dont ils étaient débités. C'était un spectacle imposant de voir cette figure pâle, discutant avec le courage d'une bonne conscience et réfutant une à une les objections que la passion ou la mauvaise foi mettaient en avant. La séance d'avant-hier a été sublime pour M. Guizot et aucun morceau tragique déclamé par Talma ne peut rendre l'effet que la réplique de M. Guizot a produite, lorsqu'il a répondu à M. Lamartine. Enfin, la séance d'hier et le vote à bulletin secret ont prouvé clairement aux plus passionnés *si M. Guizot avait perdu ou reconquis la confiance de la Chambre*. Aujourd'hui la question est nettement posée ; il y a quarante-trois voix de majorité, sans MM. Passy, Dufaure, Lamartine, Thiers, Rémusat, Joubert, Duvergier de Hauranne et tous les amis qui suivent leur opinion. »

Revenant à la Grèce, Eynard constate qu'elle a prospéré malgré ses fautes. Avant 1833, ses revenus étaient à peine de sept millions de drachmes² ; ils s'élèvent aujourd'hui à plus de quinze millions.

¹ Reg. n° 3, f° 53. — Louis-Clair Beaupoil, comte de SAINTE-AULAIRE (1778-1854), fut ambassadeur de France à Londres de 1840 à 1848. Il avait fait partie avec Eynard du comité des philhellènes qui assurèrent la reconstitution de la Grèce. Ticknor mentionne dans ses lettres plusieurs réceptions où il rencontra ensemble Eynard et Sainte-Aulaire (*Life, letters and journal of George Ticknor* (Boston, 1909, 2 vol. in-8), *passim*, mais plus particulièrement p. 129.

² La drachme valait alors, d'après une note d'Eynard, un peu plus de 18 sols.

Les trois puissances ont un intérêt commun, celui de sauver les soixante millions garantis ; elles doivent donc s'entendre « sans nuire au développement du pays et sans trop humilier son gouvernement ».

Les améliorations apportées par la Grèce sont encore insuffisantes : cela provient du caractère indécis du roi : « Il a la meilleure intention, mais il manque d'expérience, il se méfie de tout le monde ; il a pour principe : *dans le doute abstiens-toi*, et il s'abstient toujours, et si, à force de peine et de soin, on l'a persuadé de prendre une bonne mesure, la moindre intrigue particulière vient entraver toute bonne résolution. »

Eynard rappelle l'envoi successif, comme financiers, de Regny, puis de Lemaître, et leur insuccès. Il vante l'habileté du nouveau ministre des finances, Rhallis. Pour porter remède aux finances grecques, il faut ôter tout prétexte aux dénominations de parti français, russe et anglais, qui ont toujours nui à la Grèce ; pour cela, il faut que les trois Cours se mettent d'accord et agissent en commun à Athènes. Il faut surtout que M. Lyons¹, qui a toujours été une cause de désunion, reçoive des ordres très précis à cet égard. « Lorsque les ministres grecs se verront appuyés franchement par les trois agents des puissances, ils oseront (ce qu'ils n'ont pas fait jusqu'à présent, de peur de perdre leur place²) résister aux indécisions du roi et celui-ci, n'ayant plus sur quoi s'appuyer, sera enfin forcé d'agir ou au moins de laisser agir. »

La Grèce, bien gouvernée, a de grandes ressources et il lui sera très facile d'acquitter elle-même, d'ici à quelques années, les intérêts de l'emprunt garanti. Elle peut très facilement augmenter ses revenus de quelques millions et elle peut encore plus facilement diminuer ses dépenses. M. Lemaître peut donner d'utiles renseignements.

¹ Le baron Edmond Lyons (1790-1858), amiral, fut ministre plénipotentiaire de Grande-Bretagne à Athènes de 1835 à 1849.

² « Aucun de ceux qui sont en place n'ont de fortune ; ils ont besoin pour vivre des douze à treize mille drachmes qu'ils reçoivent, et dans un gouvernement absolu (car de fait, le roi est absolu et c'est là un grand mal, puisqu'il n'est pas en état de savoir rien faire), on veut garder sa place. » (Note d'Eynard).

« Je crois, Monsieur, que vous recevrez de M. Guizot des instructions qui auront quelque rapport avec ce que je me suis permis de vous écrire. Je désirerais beaucoup, pour le bien de la France et sa popularité en Grèce, que s'il y a quelques mesures un peu sévères à prendre contre le gouvernement grec, ce ne fût point la France qui fût chargée de les prendre la première et que les deux autres puissances, ou leurs agents, cherchassent avec un peu de perfidie à se mettre à couvert en disant : « C'est le gouvernement français qui a proposé telle mesure et nous suivons ses avis. » Je désirerais donc qu'il fût bien spécifié que les trois Cours agissent spontanément et non sur la proposition d'une d'elles; il y a, je crois, une haute importance pour l'avenir d'éviter le piège que je signale. Ce qui me fait entrer dans ces détails, c'est que, depuis dix-huit ans que je m'occupe des affaires de la Grèce, je n'ai vu chez la France que loyauté, générosité, bienveillance et sincère désir de voir la Grèce prospère, et cela sans arrière-pensée, et je ne peux pas en dire autant des deux autres Cours, surtout de l'Angleterre du temps du ministère Palmerston. Peut-être cela provient-il seulement des agents à Athènes; mais, dans tous les cas, comme le même ministre y réside encore, il faut prendre ses précautions. L'envoyé russe ici, M. Kisselef, est très bien disposé pour M. Lemaître; il m'a montré la lettre qu'il écrivit à son sujet à M. de Nesselrode. »

16. Au roi Othon ¹

Paris, le 7 avril 1843

Sire,

J'ai pris la liberté d'écrire à Votre Majesté, le 7 février, en osant lui conseiller de prendre avec activité toutes les mesures d'ordre et d'économie, afin d'éviter des démarches de la part des trois puissances qui ont garanti l'emprunt de soixante millions. Votre Majesté aura reçu depuis quelques courriers des récla-

¹ Reg. n° 3, f° 77.

mations directes de la Russie, qui n'a voulu accorder jusqu'à présent qu'un délai de trois mois pour les avances faites pour le paiement du semestre au premier mars.

Dans ce moment, la conférence de Londres s'occupe de cette affaire et je crois savoir que les trois Cours vont simultanément faire des démarches pour assurer leur garantie. Je ne saurais donc assez engager Votre Majesté d'ordonner à ses ministres de préparer les réponses à faire.

Dans mon opinion, le royaume de Votre Majesté ne pourra éviter de donner avec franchise des explications qui prouvent les ressources à venir de la Grèce. Mais, pour que les puissances abandonnent l'idée d'un remboursement trop rapproché et se désistent des droits qu'elles ont d'après les traités, il est indispensable qu'on leur prouve par des faits que toutes les mesures d'ordre, d'activité et d'économie vont être prises; il faut, Sire, et je demande pardon à Votre Majesté de m'expliquer avec autant de franchise, que les affaires se décident plus promptement et que les choses vraiment utiles ne restent pas sans exécution par l'idée de vouloir toujours les améliorer. Sire, je me suis permis de vous l'écrire déjà une fois, *le mieux est l'ennemi du bien*, et Votre Majesté, dont les intentions sont si pures et qui veut si sincèrement le bien de la Grèce, se laisse entraîner par l'idée de tout perfectionner, et alors les choses les plus utiles, les dispositions les plus importantes sont arrêtées. Par exemple, je ne peux comprendre pourquoi les statuts de la Banque sont encore retenus; dans une affaire toute spéciale, il faut s'en rapporter à l'expérience de ceux qui ont l'habitude de cette affaire. Prendre des renseignements ou l'avis de personnes qui ont peut-être intérêt à nuire à la Banque, c'est aller à fin contraire, et, de fait, le retard mis aux décisions affecte le crédit de l'établissement et aujourd'hui j'ai acquis la conviction que la seule raison qui a empêché Londres et Vienne de prendre de nouvelles actions, c'est le retard à l'approbation des statuts proposés.

En citant cet exemple, je crois de mon devoir de dire à Votre Majesté que tous les ministres étrangers et toutes les correspondances qui arrivent de Grèce sont unanimes à dire et à écrire que les affaires les plus importantes restent sans décision;

on se plaint que l'administration ne marche pas, qu'il n'y a pas d'ensemble et que le pays souffre d'un manque général de système. Si ces plaintes et ces observations venaient d'un seul côté, j'y ferais peu d'attention, mais en voyant qu'elles sont générales et *de tous les partis*, je m'en effraye pour Votre Majesté et pour le pays, et je conjure Votre Majesté de prendre toutes les mesures pour remédier au mal et éviter les dangers de la situation *politique et financière*.

Pour la réponse à faire aux trois puissances qui demanderont à être remboursées et garanties, il faut non seulement présenter un état de situation, mais surtout les moyens pour rembourser peu à peu. Il est de la plus haute importance de se préparer d'avance. M. Lemaître pourra être utile à cet égard, en fournissant quelques détails sur les moyens de présenter la chose, et je lui écrirai à ce sujet. Je ferai mes efforts pour conjurer l'orage et obtenir que les trois Cours accordent un délai ; mais pour cela, il faut que Votre Majesté et ses ministres mettent une grande activité dans toutes les décisions importantes.

Sire, le vif intérêt que je porte à Votre Majesté et à la Grèce, le dévouement que je n'ai cessé d'avoir pour la prospérité de votre royaume doivent faire excuser ma franchise, puisqu'elle n'a en vue que votre bonheur.

17. A de Sainte-Aulaire, ambassadeur de France à Londres ¹

Paris, 9 avril 1843

Très cher ancien collègue,

Je vous remercie de votre amicale et intéressante lettre. Je suis tout heureux de retrouver votre ancien intérêt pour nos Grecs, car ils ont bien besoin que l'on s'occupe d'eux.

J'entre de suite en matière en vous confirmant que le mal financier vient surtout de l'inertie du roi ; mes dernières lettres confirment la chose et il est de toute nécessité que les trois puissances s'entendent et agissent simultanément et non séparé-

¹ Reg. n° 3, f° 82.

ment. Dans mon opinion, voici ce qu'il faut faire : dans le commencement, aller droit au but, demander le remboursement des avances faites le 1^{er} mars pour payer le semestre échu et des garanties que les semestres suivants seront acquittés. La Russie, dans ses lettres à son ministre en Grèce, a accordé trois mois pour recevoir le paiement du semestre avancé. Je suppose que l'Angleterre sera tout aussi exigeante et la France, quoique au fond moins sévère, devra, dans son intérêt, faire la même demande. Ces démarches simultanées effrayeront roi et ministres, mais donneront courage et force à ceux-ci d'agir sur le roi. Comme la Grèce ne pourra vous payer de suite, elle fera comme un débiteur poursuivi par ses créanciers, elle vous fera des propositions ; mais vous aurez le même droit que tout créancier, même le plus compatissant, a sur son débiteur, vous direz : « Voyons l'état de vos affaires, vos moyens, et si nous reconnaissons que vous faites loyalement usage de vos ressources, nous pourrons peut-être vous accorder un délai pour arranger vos affaires. » Les ministres du roi seront alors forcés de chercher les moyens de vous apaiser et, comme vous ne deviendrez traitables que si vous voyez activité et économie, les ministres auront alors toute action sur les indécisions du roi.

En suivant cette marche, les trois puissances, sans avoir l'air de s'ingérer dans les affaires de l'administration intérieure du gouvernement grec, seront, par le fait, les régulatrices du système financier et de la marche à venir des affaires et pourront ainsi, sans paraître donner des conseils, corriger le mal actuel en n'accordant les délais de paiement que *si le système d'inertie est changé*.

Le but des puissances est de sauver leur garantie sans nuire à la Grèce ; demander un remboursement immédiat est impossible, ce serait faire faillir votre débiteur, perdre inutilement votre créance et jeter le gouvernement dans l'anarchie ; les trois Cours devront donc, comme tout créancier prudent le ferait, aider le débiteur à arranger ses affaires *s'il fait ce qu'il doit faire*.

Le roi, étant forcé de suivre les conseils qu'on lui donnera, je crois tout à fait que la Grèce sera en état de payer elle-même les intérêts de l'emprunt d'ici à quatre ans et qu'elle pourra chaque année diminuer le besoin des avances. Je vais mieux m'expliquer.

D'après le budget de 1843, il y aurait déficit, cette année, de 3 millions ; on pourra facilement réduire le déficit à 2 millions. En 1844, le déficit pourra se réduire à 1.500.000 drachmes, en 1845, à 1 million, en 1846, à 500.000 et, en 1847, la Grèce pourra payer en entier le semestre et rembourser, peu à peu, les nouvelles avances qu'on lui aura faites. Pour couvrir les puissances des sommes qu'elles auront dû déboursier dans ces quatre ou cinq ans, le gouvernement grec pourra affecter une portion du domaine public. Si les puissances veulent être remboursées plus tôt, elles pourraient exiger qu'il y eût, dès à présent, une diminution considérable dans l'armée. Je trouve inutile qu'un pays, protégé et soutenu par les grandes puissances, dépense plus du tiers de son revenu à entretenir une armée, et rien ne serait plus aisé que de diminuer d'un quart cette dépense ; les puissances pourraient aussi consentir à ce que l'amortissement de l'emprunt des 60 millions n'agît pas pendant quelques années ; ce serait une diminution de 1.100.000 francs par année dans les semestres à payer.

Toutes ces améliorations ou diminutions de dépenses ne pourront se traiter qu'à Athènes même ; il suffit aujourd'hui que la conférence de Londres s'entende pour donner les mêmes instructions à ses agents : *de demander aujourd'hui le remboursement et voir venir le gouvernement grec et ses propositions*. Si les trois Cours s'entendent loyalement et franchement, elles peuvent sauver leur créance et rendre, de fait, le plus grand service à la Grèce, en forçant roi et ministres à changer de système. Il faut être sévère envers le débiteur, mais non exiger l'impossible ; en voulant être remboursé de suite, ce serait tout perdre. Si j'étais certain que les trois puissances feraient ce que je leur conseillerais, je n'aurais presque aucune difficulté à garantir les nouvelles avances qu'elles feront à la Grèce. Il y a habileté (outre la bienveillance) à aider, avec quatre ou cinq millions, le débiteur qui vous doit soixante millions.

Dans ma correspondance avec le jeune roi, je ne cesse de l'engager à sortir de son inertie ; voici la copie de la dernière lettre que je lui ai écrite hier. Veuillez, s'il vous plaît, me la renvoyer, car c'est la seule copie que j'en aie. Vous voudrez bien recevoir confidentiellement cette communication.

Avant de vous envoyer cette lettre, je vais aller voir M. Guizot et je la lui lirai ; je ne la mettrai à la poste que s'il l'approuve. Je vous remercie de nouveau de tout ce que vous me dites d'obligeant.

Le 10 avril

P.-S. — M. Guizot approuve entièrement ma lettre ; il trouve seulement que ce serait trop d'accorder quatre ans pour le remboursement, il voudrait être plus sévère ; il insiste, ainsi que moi, pour que les trois Cours ne séparent pas leurs intérêts et que toutes les démarches soient collectives, mais votre agent à Athènes doit conserver le rôle bienveillant qu'a toujours eu la France en se montrant moins dure que les autres ; je crois que c'est d'une bonne politique pour l'avenir. Il ne faut pas d'ailleurs aller au-delà du possible ; vous pourriez exiger, dans vos instructions, que la Bavière ne fût pas remboursée dans ce moment et arrêter les paiements qu'on doit lui faire encore ; je crois que la Grèce lui doit environ 2 millions 700.000 francs. Le Trésor bavarois étant riche, il est juste qu'un père aide son fils. Tout en trouvant qu'il est indispensable de mettre beaucoup de fermeté à exiger des changements dans la marche des affaires en Grèce, je crois cependant que la France ne doit jamais oublier que la Russie et l'Angleterre n'ont pas le même intérêt que son gouvernement¹ à voir la Grèce se consolider et se fortifier ; il faut donc éviter d'avilir et de déconsidérer le nouveau royaume et le roi aux yeux de l'Europe et de ses propres sujets.

18. A Lemaître²

Paris, le 17 avril 1843

(Analyse.) Après avoir exposé la situation, comme il l'a fait dans la lettre précédente au roi Othon, Eynard invite Lemaître à user de tous ses talents pour aider la Grèce à présenter des réformes. On pourrait par exemple suspendre pendant quelques

¹ La lecture de ces trois derniers mots est douteuse.

² Reg. n° 3. f° 88.

années l'amortissement; d'autre part, il faut que la Bavière accorde un délai de remboursement, « car on ne peut admettre que le roi de Bavière soit payé avant les puissances ».

Eynard conjure Lemaitre de ne pas se laisser aller au découragement; il l'assure que son séjour en Grèce est avantageux à son avancement.

« Je ne peux concevoir la conduite du roi pour les statuts de la Banque; il y a plus que de l'inertie dans une pareille conduite; si ma dernière lettre du 7 avril n'a pas produit de l'effet, soit pour terminer l'affaire des statuts, soit pour toutes autres décisions, il faudra, après les menaces des puissances, *des faits*; mais j'espère que lorsque Sa Majesté verra où elle va, elle fera ce que font les gens faibles, indécis et entêtés, — ils passent souvent d'un excès à l'autre, — et *se soumettra aux volontés fortement prononcées* et la crainte remplacera l'indécision; mais un tel résultat sera très fatal à la dignité de la Couronne... »

19. Au roi Othon ¹

Paris, 17 avril 1843

Sire,

Je vous ai écrit le 7 avril avec la franchise du plus entier dévouement, en vous conjurant de prendre avec activité toutes les mesures les plus promptes et les plus décisives pour améliorer vos finances et mettre la Grèce en état de payer elle-même les intérêts de l'emprunt.

Je peux certifier à Votre Majesté que la conférence de Londres s'occupe en ce moment de cette affaire. Les trois Cours sont d'accord d'exiger de la Grèce le remboursement des avances. La Russie, et l'Angleterre surtout, insisteront avec sévérité pour que ce paiement se fasse, et si le gouvernement de Votre Majesté ne prend pas de lui-même toutes les résolutions nécessaires pour économiser et améliorer les revenus, je crains tout à fait que l'on ne veuille s'emparer d'une portion des revenus publics.

¹ Reg. n° 3, f° 94.

Votre Majesté ne peut conjurer l'orage qu'en prenant d'avance toutes les mesures qu'on serait en droit d'exiger et qu'on exigera, sans aucun doute, à moins qu'on ne soit persuadé par des faits que le gouvernement de Votre Majesté met toute l'activité possible aux décisions des affaires.

Je vous en conjure, Sire, ne perdez pas un instant, préparez avec vos ministres les ressources à venir, les plans à présenter aux puissances, qui puissent leur prouver que rien ne sera négligé pour économiser et prendre un système plus expéditif. Pour tout ce qui est relatif à l'examen des affaires financières et administratives, il est impossible que Votre Majesté entre dans tous les détails. Elle doit seulement approuver ou rejeter en principe les affaires importantes; mais tout savoir en détail et avec minutie devient inadmissible et ne peut que nuire à la marche générale de l'administration. Les faits prouvent que Votre Majesté voulant tout décider et tout examiner avec minutie, elle se fatigue inutilement et tout marche lentement.

Les dernières lettres que j'ai reçues de Londres annoncent bien positivement que la conférence de Londres donnera avant quinze jours les ordres les plus positifs et les plus sévères. La France se joindra aux deux autres Cours, mais j'espère, si elle reconnaît que le gouvernement de Votre Majesté fait tout ce qu'il peut, qu'elle cherchera les moyens de rendre moins dures les exigences des deux autres Cours.

Je fais part très confidentiellement à Votre Majesté que, selon toute apparence, M. Piscatory, qui est très attaché à la Grèce et à Votre Majesté, se rendra à Athènes le mois prochain; il cherchera, je n'en doute pas, à rendre tous les services possibles à la Grèce en mettant toutes les formes les plus conciliatrices dans sa mission, en tâchant d'empêcher les mesures trop sévères; mais cependant ses instructions seront à peu près pareilles à celles des deux autres agents des puissances. Mais, comme il a un vrai dévouement pour la Grèce, je ne doute pas qu'il ne fasse son possible pour adoucir les menaces et tout ce qui pourrait nuire à la dignité de la Grèce. Cependant, Sire, vous ne pouvez vous cacher que, pour éviter les plus grands désagréments, vous devez absolument changer la marche trop lente et trop indécise de l'administration.

Il m'est très pénible de donner d'aussi tristes détails à Votre Majesté, mais comme j'ai la conviction que vous pouvez, Sire, diminuer les conséquences actuelles du mécontentement des puissances en étant averti d'avance des ordres qui vont bientôt arriver aux trois ministres étrangers, j'ai rempli un devoir et je crois rendre un vrai service à Votre Majesté en la mettant aussi franchement au fait de ce qui va se passer.

Je devais partir pour l'Italie à la fin de cette semaine ; mais les circonstances dans lesquelles va se trouver votre Royaume et vous-même, Sire, m'engage à rester ici encore tout le mois de mai pour y défendre les intérêts de Votre Majesté. Je la supplie de se confier entièrement à moi et de m'écrire confidentiellement tout ce qu'elle désire que je fasse pour ses intérêts.

Je termine en ne cessant de supplier Votre Majesté de bien réfléchir à tout ce que je me suis permis de lui dire et de ne rien négliger pour amoindrir le mal de la position.

P.-S. — Mon adresse est : Eynard, en son hôtel, rue de Londres, 27.

20. A de Sainte-Aulaire, ambassadeur de France à Londres ¹

Paris, 19 avril 1843

(Analyse.) Eynard l'informe qu'il a écrit à Rizo, ministre des Affaires étrangères de Grèce, vieillard très instruit et fort loyal, qui passa quatre ans à Genève et avec lequel il est intimement lié. Eynard, sachant que Rizo communique ses lettres au roi, lui a écrit en un style « un peu raide », lui expliquant même assez brutalement les choses. Il a écrit aussi à Lemaître, pour le conseiller. Avant de les expédier, il a soumis ces lettres à Guizot, à Desage et au duc de Broglie, qui les ont approuvées. Eynard supplie Sainte-Aulaire, au nom de son philhellénisme, d'user de son influence pour que la conférence de Londres s'occupe avec un peu d'activité des décisions à prendre.

¹ Reg. n° 3, f° 101.

21. A Lemaitre ¹

Paris, 27 avril 1843

(Analyse.) Piscatory va remplacer Lagrené; tout en regrettant ce dernier, Eynard se félicite du nouveau choix de Guizot. Piscatory est un homme actif qui soutiendra Lemaitre et qui aura des moyens d'action plus positifs que Lagrené :

« M. Piscatory sera mieux placé pour forcer le roi à agir et en même temps pour le défendre, si on voulait trop exiger de lui. La Russie, qui est très mécontente d'avoir été forcée de déboursier, ou plutôt de s'engager vis-à-vis de Rothschild à rembourser ses avances dans le mois de juin, va menacer un peu brutalement le roi Othon de saisir une portion des revenus publics; d'un autre côté, l'Angleterre, qui a un déficit, sera tout aussi exigeante; vous pouvez donc être certain que les trois ministres des puissances recevront les ordres les plus positifs d'être plus que sévères. »

Il ne faut pas exiger l'impossible. Piscatory doit agir en vrai protecteur de la Grèce et du souverain, « en s'opposant aux mesures qui pourraient amener *plus que des désordres* ».

Lemaitre peut grandement aider le roi et les ministres : « Dites bien à ceux qui ont le pouvoir et au roi lui-même qu'il faut savoir prendre de soi-même et *promptement* les mesures nécessaires et vraiment utiles, avant de se les laisser imposer; dans ce dernier cas, les gouvernements perdent toute considération et c'est ainsi qu'ils courent à leur perte et *aux révolutions*. »

« Je vous fais part, *très confidentiellement et pour vous seul*, que, le 7 février, j'avais écrit au roi en lui conseillant d'aller au devant des difficultés qui allaient se présenter; je lui disais : « Si Votre Majesté faisait l'abandon du quart ou du cinquième de sa liste civile, cela produirait le meilleur effet auprès des puissances et de ses propres sujets, qui s'empresseraient alors de suivre cet exemple patriotique; ce serait le moyen de prou-

¹ Reg. n° 3, f° 103.

ver, etc. », et je m'étendais sur la nécessité de hâter les réformes avant les menaces¹. Si le roi, au lieu d'attendre jusqu'au 8 avril, avait fait cet abandon le 20 ou 25 février, lorsque je le lui conseillai, l'effet aurait été plus grand : aujourd'hui que les plaintes et les menaces ont eu lieu, on voit que c'est à la peur seule qu'on le doit. Le roi m'écrivit le 9 avril une lettre de quatre pages, où il m'annonce les meilleures dispositions. Sa lettre est on ne peut mieux et me donnerait la plus grande espérance, si le passé n'était pas là ; cependant, je suis bien loin de désespérer de l'avenir de la Grèce et j'ai au contraire la conviction qu'avec l'appui vigoureux de M. Piscatory, vous pourrez réparer bien des choses. » Lemaître est seul capable de présenter actuellement un projet.

Eynard a appris « presque avec colère » que les statuts de la Banque étaient encore chez le roi : « Cette lenteur est impardonnable et montre à quel point l'indécision du roi doit nuire au pays. Je vois avec le plus profond regret ce caractère qui se corrige si difficilement ; espérons cependant, et disons-nous tous qu'avec la persévérance et une ferme volonté on vient à bout de tout. »

22. A Stavros, directeur de la Banque nationale de Grèce²

Paris, le 27 avril 1843

(Analyse.) Eynard félicite Stavros des économies apportées dans l'administration des finances ; l'une des plus importantes et des plus honorables est celle qui provient de l'abandon par le roi des 200.000 drachmes de sa liste civile.

Eynard engage Stavros à s'ouvrir en toute franchise au nouveau ministre de France, Piscatory : « Pour éviter les faux rapports de vos ennemis ou de vos envieux, prenez les devants en demandant à M. Piscatory de vous recevoir en audience particulière et dites-lui quelques mots à peu près dans le sens

¹ Cette lettre a été publiée in extenso dans la *Revue des études napoléoniennes*, art. cité, p. 87.

² Reg. n° 3, f° 109.

suivant : « On vous dira sûrement que je suis napiste¹ ou russe, parce que je vénérâis le vertueux Capo d'Istria. J'ai déploré et pleuré sa mort, mais, avant tout, je ne suis que Grec ; je suis un des premiers à reconnaître que la France a toujours été généreuse et bienveillante pour la Grèce, mais cette reconnaissance, que tout Grec doit éprouver pour votre nation, ne m'empêchera pas d'être difficile dans le choix de ceux à qui la Banque doit prêter et, s'ils ne sont pas solides, *je ne leur prêterai pas*, lors même qu'ils seraient de ceux qu'on appelle parti français. Comme j'ai toute confiance dans votre vrai philhellénisme, je vous prie en grâce de me dire franchement les plaintes qu'on ferait contre moi et, sur votre demande, je vous expliquerai avec toute loyauté les motifs qui auraient amené ces plaintes ; ne croyez donc les rapports qu'on fera contre moi qu'après m'en avoir loyalement instruit, etc. »

23. A Schinar, conseiller d'Etat à Athènes²

Paris, le 27 avril 1843

(Analyse). Eynard a appris avec plaisir que trois philhellènes seraient décorés de l'Ordre du Sauveur : Villemain³, Châteaubriand et Lasteyrie. Les avis de Villemain sont fort écoutés en ce qui concerne la Grèce.

Eynard signale le découragement qui s'est emparé de Lemaître, dont l'influence est grande auprès du gouvernement français grâce à sa compétence ; le roi de Grèce ne fait pas assez de cas de ses avis en matière financière et a le tort de s'y opposer.

« Je ne cesserai de dire et de penser ce que dix-neuf ans d'expérience m'ont appris. La France n'a point d'arrière-pensée. Elle désire vivement, par sympathie, la prospérité de la Grèce ; à cette bienveillance *réelle et positive* se réunit sa politique. Elle veut la Grèce indépendante, agrandie, forte, bien organisée et en

¹ Dénomination des partisans de Capo d'Istria.

² Reg. n° 3, f° 111.

³ Ministre de l'instruction publique en France.

état une fois d'hériter une partie de la Turquie, lorsque le temps marqué par la Providence arrivera. Sans vouloir soupçonner aujourd'hui la bonne foi et la bienveillance des deux autres puissances, il est de *fait* qu'à l'égard de la Grèce et de la Turquie, leur politique doit être tout autre que celle de la France. *Tout indique donc au roi où est son véritable appui.* »

24. A Lemaitre¹

Paris, le 27 mai 1843

(*Analyse*). Eynard espère que Lemaitre pourra réunir Rhallis et Stavros, dans l'intérêt de la Banque. Il lui donne des conseils pour réduire le déficit : « L'essentiel n'est pas de trouver l'argent ; la chose indispensable à demander et à *imposer*, c'est une marche plus régulière et de prendre les mesures afin que le roi soit obligé de travailler autrement. Je ne désire pas une constitution, mais des institutions assez vigoureuses et assez positives pour remplacer entièrement le mot constitution. La Grèce ne peut ni ne doit rester une monarchie absolue, surtout lorsque le souverain n'a pas le talent nécessaire pour gouverner de cette manière. »

La Grèce a un bel avenir ; le moment est favorable pour obtenir les changements indispensables dans la marche de l'administration.

25. Au roi Othon²

Paris, le 7 juin 1843

Sire,

J'ai reçu seulement aujourd'hui la lettre que Votre Majesté a bien voulu m'écrire le 10 mai ; je la remercie de ses expressions bienveillantes.

¹ Reg. n° 3, f° 132.

² Reg. n° 3, f° 136.

La crise actuelle finira, j'espère, par être utile à la Grèce, en réunissant tous les Grecs réellement attachés à leur patrie et à Votre Majesté. Tous doivent faire leurs efforts pour conjurer l'orage en mettant ordre, économie et activité à tout ce qui pourra contribuer à la prospérité du pays.

J'engage Votre Majesté à concéder tout ce qui peut accélérer la marche des affaires ; loin de nuire au pouvoir souverain, cela ne peut que l'affermir. M. Piscatory est dans les meilleures dispositions et j'engage Votre Majesté à s'ouvrir franchement à lui. Le ministère ici a une très grande confiance dans ce nouveau ministre ; depuis longtemps c'est un des philhellènes les plus distingués et les plus dévoués aux vrais intérêts de votre royaume, Sire. La France, je ne saurais assez le répéter, désire vivement, sincèrement, la prospérité et l'indépendance de la Grèce. Mais les ministres et le roi Louis-Philippe sont responsables vis-à-vis des Chambres des sommes dépensées pour la Grèce ; la France ayant fait beaucoup plus de dépenses que les autres Cours, elle est obligée de se réunir à la demande collective de remboursement.

Comme je suis le premier à dire et à penser que, dans les circonstances présentes, il est impossible à la Grèce d'acquitter en entier le semestre de l'emprunt, il est indispensable, pour obtenir un délai, que Votre Majesté adopte toutes les mesures qui tendront à améliorer et simplifier tout le système général de l'administration. Je supplie Votre Majesté d'avoir confiance dans M. Piscatory ; ses rapports en France seront écoutés et je ne doute nullement qu'il ne fasse les plus grands efforts auprès de ses collègues à Athènes pour empêcher les mesures qui pourraient nuire à la prospérité de votre royaume.

La Grèce sera forcée de demander un délai de quelques années avant de pouvoir payer elle-même en entier les semestres de l'emprunt. Je crois donc qu'un emprunt par échelons devient indispensable. Mais il ne peut s'effectuer à un taux raisonnable que sous la garantie des trois Cours ; il faudrait affecter à cet emprunt une branche de revenu assez considérable pour payer les intérêts de ce nouvel emprunt et un amortissement assez fort. Je pense que dix millions seraient suffisants pour aider la Grèce pendant cinq à six ans à payer les semestres.

Vos ministres, Sire, de concert avec M. Lemaitre, doivent combiner les moyens à proposer aux trois puissances ; mais en même temps qu'ils feront cette proposition, il faudra que Votre Majesté prenne d'elle-même toutes les autres mesures que je crois indispensables à la marche générale de l'administration, de façon à inspirer toute confiance aux puissances et d'assurer à Votre Majesté un travail plus facile et plus régulier. L'avenir est pour votre nouveau royaume, Sire, mais, pour faciliter cette augmentation de puissance, il faut que Votre Majesté prenne d'elle-même toutes les dispositions nécessaires à une bonne administration.

26. Au roi Othon ¹

Paris, le 7 juillet 1843

Sire,

Votre Majesté a pris la détermination dans un sage but d'économie, de supprimer les légations de Paris et de Londres. Je viens d'apprendre par le ministre des Affaires étrangères, M. Guizot, que son gouvernement blâme le rappel de M. Colettis, et qu'on demandera à Votre Majesté, par M. Piscatory, de revenir sur cette mesure. Tout en appréciant les vues bienveillantes de la France, qui prouve le cas qu'elle fait de M. Colettis, je crois, Sire, que vous devez tenir, au moins momentanément, à votre décision, en répondant à M. Piscatory que le rappel de M. Colettis et la suppression de la légation ne pourra être que pour un temps, qu'en conséquence vous maintenez la suppression pendant six mois par exemple, quitte à entrer plus tard dans les vues de la France en lui renvoyant M. Colettis, que la France pourra regarder cela comme un congé pendant lequel il n'y aura aucun appointement à payer.

¹ Reg. n° 3, f° 179.

Je vois dans cette mesure une double utilité pour Votre Majesté; elle pourra pendant quelques mois juger ce qu'est M. Colettis et verra, je n'en doute pas, que c'est un homme d'une vraie loyauté, attaché à Votre Majesté et à sa patrie; peut-être même, Sire, pourrez-vous, après l'avoir vu et causé avec lui, juger qu'il peut être utile, dans les circonstances où se trouve la Grèce, de l'attacher comme ministre à votre gouvernement. Mais avant de prendre aucun parti à cet égard, Votre Majesté doit connaître M. Colettis. Il partira avec regret de Paris, où il est aimé et apprécié; il ne désire point rester en Grèce, cependant je suis convaincu qu'il fera toujours ce qu'un homme de cœur et d'honneur doit faire pour son souverain et sa patrie.

Le jeune Soutzo, sachant le rappel de M. Colettis et que la légation va être momentanément supprimée, est venu me consulter pour s'offrir de rester ici sans paye, pendant quelque temps. J'ai beaucoup approuvé son patriotisme, croyant effectivement qu'il est nécessaire que quelqu'un reste à Paris, surtout à une époque où je suis forcé de partir. M. Soutzo m'ayant prié d'expédier cette lettre à Votre Majesté, j'ai l'honneur de l'inclure ici.

Je demande pardon à Votre Majesté d'écrire si à la hâte, mais de violentes douleurs à la tête m'empêchent de mieux développer mes idées.

[P.-S.] — Je pars dans deux jours pour ma campagne de Beau-lieu près Rolle, en Suisse.

27. Au Général Colettis, ministre de Grèce à Paris ¹

Genève, le 24 juillet 1843

(Analyse.) Eynard insiste de la manière la plus pressante auprès de Colettis pour qu'il se rende en Grèce immédiatement, tout en se réservant la possibilité de retourner à Paris ensuite, s'il ne se décide pas à rester dans son pays. Il pourra y être d'une

¹ Reg. n° 3, f° 189.

immense utilité. C'est aussi l'avis de Piscatory, qui en a écrit à Eynard. Colettis ne doit pas attendre l'effet des lettres par lesquelles Guizot demande au roi qu'on le laisse à Paris.

28. A Guizot, ministre des Affaires étrangères à Paris¹

Genève, le 25 juillet 1843

Mon cher Monsieur,

Je viens vous remercier pour la manière si paternelle et si bienveillante dont vous avez parlé de la Grèce à la Chambre des pairs; la discussion dans les deux Chambres a prouvé qu'il y avait unanimité à souhaiter et à vouloir le bien de la Grèce.

La dernière fois que j'eus le plaisir de vous voir, je n'eus pas le temps d'expliquer assez bien ma pensée sur Colettis (de violentes douleurs névralgiques à la tête me tourmentaient, elles ne m'ont quitté que depuis quelques jours) et j'eus le regret de voir que vous n'étiez pas d'accord sur son rappel. Tout comme vous, je désapprouve la mesure du gouvernement de retirer ses deux envoyés de Londres et Paris, mais dans la circonstance où se trouve la Grèce, vu le manque d'hommes de talent et surtout *d'expérience*, je regardai comme un événement heureux que le roi, qui s'est toujours méfié de Colettis, vint lui-même décider son retour à Athènes. Vous me répondites : « J'ai besoin de Colettis ici ; sa présence en Grèce pourrait occasionner un désaccord entre les puissances et, pour arranger les affaires de la Grèce, il faut union entre les trois Cours. » Je partage entièrement cette dernière opinion, mais, comme Colettis est devenu très sage et aussi anti-radical que vous et moi, sa présence *momentanée* en Grèce ne pourra être que d'une grande utilité. Je voudrais donc que, tout en blâmant son rappel et en demandant son retour à Paris, vous le laissiez partir, en exigeant que ce fût un simple congé de quelques mois. Ce *mezzo termine* aurait tous les avantages et aucun inconvénient. La France, loin d'imposer Colettis,

¹ Reg. n° 3, f° 192.

demanderait au contraire son retour; lui-même, en arrivant en Grèce, déclarerait que son seul désir est de revenir à Paris (et telle est réellement sa pensée), mais il verrait de près ce qui se passe en Grèce; le roi l'écouterait d'autant plus volontiers qu'il se présenterait comme demandant à être renvoyé à son poste, les deux puissances ne se méfieraient point d'un homme que la France redemande, ses amis écouterait d'autant mieux ses conseils qu'ils ne le verraient point revenir pour les remplacer. Je ne vois donc qu'avantage à son retour; maintenant, si son expérience, sa sagesse, son talent, lui faisaient gagner la confiance du roi; si, réellement, il devenait l'homme utile et nécessaire et qu'il y eût accord pour désirer qu'il reste en Grèce pour exposer les changements indispensables au système général du gouvernement, rien n'empêcherait la chose, mais elle aurait lieu d'elle-même et si le bien général le demandait. Je vous en supplie, mon cher Monsieur, examinez la chose sous toutes ces phases et j'espère qu'après y avoir bien réfléchi, vous consentirez à laisser partir Colettis¹, mais uniquement comme *en congé*; c'est une circonstance unique et qui ne se représentera peut-être plus, que ce soit le roi, qui s'était toujours opposé à donner un congé, qui rappelle Colettis en Grèce. Si vos lettres, parties le 10 juillet, avaient obtenu qu'il ne partit plus et qu'une décision contraire eût été prise, il n'y aurait plus moyen pour lui d'aller en Grèce et je regarde presque comme indispensable, pour le changement que nous désirons, qu'il puisse, au moins momentanément, y exercer une influence. Les lettres de Piscatory me confirment toujours plus dans cette idée.

¹ Ce qui me fait encore plus augurer favorablement de sa présence en Grèce, c'est qu'il ne désire pas y aller; il n'y a plus chez lui cette ambition qui pouvait être dangereuse. Sa raison lui indique que c'est une rude tâche à remplir que de lutter contre les partis; c'est justement pour cela qu'il peut et doit être utile; il s'est accommodé à la vie de Paris, à ce bien-être, à ce *dolce far niente* et ce n'est que lorsqu'on excite son patriotisme qu'on le décide à partir. Tout cela réuni me prouve que c'est l'époque de sa vie où il peut et doit servir sa patrie, et son séjour de huit années en France l'a formé et l'a rendu bieu supérieur à ses compatriotes. — (*Note d'Eynard, en marge.*)

Je ne vous cache pas qu'en écrivant au roi Othon, le 7 juillet, et en lui disant que la France voyait avec peine le rappel de M. Colettis, je lui ai écrit les mots suivants : ... [*Eynard intercale ici un long fragment de sa lettre au roi*¹.] Suivent des exhortations pour un changement de système, indispensable à l'avenir financier et politique de la Grèce.

Je vous ai mis franchement et loyalement au fait de ce que j'ai cru devoir faire dans l'intérêt de la Grèce ; veuillez recevoir très confidentiellement cette communication et me dire avec la même franchise si vous me blâmez ou m'approuvez ; de toute manière, vous excuserez ce qu'un zèle et une expérience de dix-neuf années m'ont engagé à faire pour un pays qui m'occupe depuis si longtemps.

(Suit un post-scriptum relatif aux affaires de Genève.)

29. A l'empereur de Russie²

Beaulieu près Rolle, en Suisse, le 6 septembre 1843

Sire,

J'ose me permettre d'envoyer directement à Votre Majesté Impériale une supplique de divers créanciers genevois, qui intercèdent auprès de Votre Majesté pour qu'elle daigne faire examiner combien leurs réclamations sont justes. Je puis attester à Votre Majesté que des créanciers dont les droits ne sont pas plus positifs que ceux des Genevois encaissent, depuis nombres d'années, les revenus entiers des terres considérables hypothéquées aux créances de Genève.

Si Votre Majesté veut avoir quelques informations exactes sur cette affaire, M. le conseiller de Lerche peut en donner tous les détails à Votre Majesté Impériale.

¹ Publiée ci-dessus, n° 26.

² Reg. n° 3, f° 265.

Les marques de bienveillance dont Votre Majesté a bien voulu me combler, en daignant m'envoyer l'ordre de Saint-Anne en diamant, pour les services que j'ai toujours cherché à rendre à la Grèce, m'ont encouragé à oser adresser à Votre Majesté les justes réclamations de mes compatriotes.

Je me permets encore, Sire, comme ami du malheureux et vertueux Capo d'Istria, et pour tenir la promesse que je lui ai faite de travailler sans relâche au bonheur de sa patrie, de supplier Votre Majesté Impériale de prendre, de concert avec les deux puissances qui ont garanti l'emprunt de soixante millions de francs, toutes les mesures que je regarde comme indispensables pour assurer cette créance, en obligeant le gouvernement grec à consolider ses institutions. Si la marche actuelle de l'administration n'est pas entièrement changée et mieux régularisée, — toute la Grèce souffrant de l'inertie du gouvernement, — je regarde comme presque certain que les trois puissances perdront leur créance et que le pays ne sera pas tranquille. J'ai cru de mon devoir, Sire, de donner cette information positive à Votre Majesté.

30. Au roi Othon¹

De ma campagne de Beaulieu, près Rolle, en Suisse,
le 23 septembre 1843

Cette lettre avait été envoyée à la poste lorsque j'ai appris la nouvelle de l'insurrection grecque². J'ai voulu faire retirer la lettre de la poste, on a dit qu'on ne l'avait pas postée, cependant elle ne peut avoir été égarée ; il est possible que la poste n'ait pas voulu la rendre. J'ignore donc si la lettre est parvenue au roi Othon, le fait est que je n'ai pas reçu de réponse et nous sommes au 15 novembre³.

¹ Reg. n° 3, f° 282.

² Le 3-15 septembre, une insurrection populaire avait éclaté à Athènes ; le peuple avait obligé le roi à promettre l'octroi d'une constitution et à renvoyer les Bavares de son entourage. Une Assemblée nationale fut convoquée le 20 novembre.

³ Cette note est écrite au crayon, de la main d'Eynard, sur son copie de lettres, f° 285.

Sire,

Je me suis permis d'écrire à Votre Majesté les 7 et 27 juillet au sujet de M. Colettis. J'apprends aujourd'hui qu'il part décidément à la fin de ce mois, n'attendant que le retour du roi à Paris pour lui présenter ses lettres de rappel. Le jeune Soutzo, à qui j'avais conseillé d'offrir ses services à Votre Majesté, vient de m'écrire à ce sujet et je crois bien faire de remettre franchement la lettre qu'il vient de m'envoyer à Votre Majesté. Je trouve très convenable l'offre loyale qu'il fait de servir pendant un ou deux ans sans recevoir d'appointement. Cette marque de désintéressement ne peut que produire un bon effet et, comme au fond, le jeune Soutzo vit chez la famille de sa femme qui est fort riche, il peut très bien remplir la place de chargé d'affaires sans que cela lui occasionne des dépenses.

La position financière où se trouve momentanément la Grèce doit engager tous les Grecs qui aiment leur patrie et leur souverain à seconder toutes les sages économies ordonnées par Votre Majesté ; cependant, comme il peut être très utile dans la circonstance actuelle que Votre Majesté puisse être représentée auprès des puissances pour plaider avec chaleur les intérêts de votre royaume, je viens très confidentiellement, — en priant Votre Majesté que cette ouverture soit pour elle seule, si vous ne croyez pas, Sire, devoir accepter ma proposition, — offrir à Votre Majesté de me nommer son ministre extraordinaire auprès des trois grandes puissances pour soutenir, défendre et plaider les intérêts de la Grèce et de son roi.

Depuis nombre d'années, je suis en correspondance avec les trois gouvernements et en relations avec leurs ambassadeurs ; ma qualité de Suisse, mon simple titre d'ami persévérant de la Grèce ont suffi jusqu'à présent pour me permettre de m'occuper avec zèle de tout ce qui peut être utile au nouveau royaume. Mais, aujourd'hui que Votre Majesté n'aura plus de ministres accrédités auprès des puissances, aujourd'hui aussi que les anciens philhellènes avec lesquels je pouvais traiter inofficiellement disparaissent peu à peu de la scène des affaires, il est, je crois, convenable que j'aie une espèce de pouvoir donné par Votre Majesté pour m'occuper avec succès de vos vrais intérêts.

En faisant avec franchise et désintéressement cette offre à Votre Majesté, voici cependant les conditions que j'y mets :

1^o Je ne recevrai jamais aucun émolument quelconque ; tous les frais seront à ma charge : port de lettres, voyages, séjours, en un mot, je ne coûterai pas une drachme à la Grèce.

2^o Je conserverai mon entière indépendance, je séjournerai où cela me conviendra le mieux, je n'entreprendrai que les voyages que je croirai utiles et je serai libre quand je voudrai ne pas conserver la place honoraire que j'aurai acceptée momentanément pour rendre service à la Grèce.

3^o Je n'accepte aucun pouvoir d'engager en rien le gouvernement grec ; si j'ai à traiter avec les gouvernements des affaires importantes, soit financières, soit politiques, je donnerai franchement mon opinion, mais le gouvernement seul et Votre Majesté décideront, car je ne veux aucune responsabilité quelconque.

4^o L'indépendance complète dont je jouis, indépendance que je n'ai jamais voulu perdre à aucune condition, ayant constamment et dans tous les temps refusé toutes les places qui m'ont été offertes, m'oblige à demander, si mes offres sont jugées utiles à Votre Majesté et à ma seconde patrie, que ma nomination soit faite de manière à prouver aux Grecs et aux puissances que c'est un acte de dévouement qu'on demande de moi, car c'est à *ce seul titre* que je puis accepter. A soixante ans bien passés, avec une grande fortune et une belle position sociale, on ne peut consentir à accepter une place quelconque, et quelque honorable qu'elle soit, que par *pur dévouement*. Ayant reçu par l'Assemblée nationale grecque la grande naturalisation, ayant reçu dans le temps les pouvoirs de cette Assemblée pour demander à la France et à l'Angleterre de désigner Votre Majesté pour roi, je peux croire que la nation grecque verra sans peine si Votre Majesté croit devoir m'engager à m'occuper encore plus officiellement des vrais intérêts de son royaume.

En terminant, je supplie Votre Majesté de garder pour elle seule cette lettre tout à fait confidentielle. Si Votre Majesté approuve mes offres, elle doit alors paraître tout à fait prendre l'initiative, mon seul attachement à Votre Majesté et à l'avenir de la Grèce ayant pu m'engager à faire cette ouverture ; mais j'ose

vous demander avec instance, Sire, de bien peser si elle croit la chose d'une réelle et grande utilité.

La révolution grecque du 15 septembre a rendu inutiles mes offres. Il n'était plus temps d'éviter le mal¹.

Suit un post-scriptum, daté du 26 septembre, dans lequel Eynard, après quelques mots relatifs à Soutzo et à Lemaître, parle de la possibilité d'un démembrement prochain de l'empire ottoman et exprime l'avis que la Grèce est appelée à recueillir une grande partie au moins de son héritage, mais à condition que le roi prenne toutes les mesures nécessaires pour améliorer et consolider les institutions de son pays.

31. A Guizot, ministre des Affaires étrangères à Paris²

Beaulieu près Rolle, le 12 octobre 1843

Mon cher Monsieur,

J'ai prié M. F. Delessert³ de vous communiquer les nouvelles que j'avais reçues de Grèce. Je me permets, aujourd'hui, de vous remettre la copie de deux lettres que j'ai écrites le dernier courrier. L'une est adressée à un homme de mérite qui était très attaché au feu Président⁴; je désire que vous approuviez la conduite que je l'engage à tenir. L'autre lettre est au roi Othon. Je crois ce jeune prince moins stupide qu'on ne le dit et que son caractère incertain et méfiant a surtout causé les derniers événements. Je crois que la révolution peut être très utile à la Grèce et même au roi, qui n'était pas en état d'être un souverain absolu. Si les Grecs sont sages et que la France les soutiennent, j'ai de grandes espérances dans l'avenir du pays; mais je vous conjure de donner des instructions à Piscatory dans le genre de celles que je me permets d'indiquer. Remarquez bien que tout ce que je dis

¹ Note au crayon de la main d'Eynard.

² Reg. n° 3, f° 318.

³ François DELESSERT (1780-1868) était membre de la Chambre des députés française; c'était un ami personnel de Guizot.

⁴ Capo d'Istria.

n'est que par prévoyance, car je n'ai rien, jusqu'à présent, qui m'indique que votre ministre ait dévié de cet esprit de conciliation si nécessaire à la Grèce dans ces circonstances.

Je suis en correspondance très suivie avec Piscatory et chaque courrier nous nous écrivons ; ma dernière lettre l'engage à n'épouser aucun parti ; mais je ne puis m'empêcher de craindre qu'on ne cherche à le faire dévier plus tard de cette marche sage et si nécessaire.

Je ne sais si la révolution n'aura pas fait rester Colettis à son poste ? Je voudrais cependant, ne fût-ce que comme congé, qu'il allât à Athènes passer quelques mois : l'expérience qu'il a acquise en France et son bon esprit sont bien nécessaires à sa patrie dans ce moment.

32. Au roi Othon ¹

Beaulieu près Rolle, en Suisse, le 27 octobre 1843

Sire,

Toutes les lettres que je reçois des principaux Grecs sont unanimes à me dire que le pouvoir royal ne pourra que se fortifier par les concessions que Votre Majesté a accordées. Je vois chez tous les Grecs les plus marquants une ferme volonté de ne vouloir qu'une constitution sage et modérée qui renforce la monarchie en l'aidant dans sa marche.

D'après tout ce qu'on m'écrit, j'ai la conviction, Sire, que votre royaume ne pourra que gagner en fondant les institutions qui permettront à Votre Majesté de ne pas s'occuper de tous les petits détails de l'administration.

Les Grecs vous aiment, Sire, mais ils étaient impatients d'avoir les institutions qui leur avaient été promises ; vous verrez, Sire, que M. Mavrocordato et M. Colettis seront les vrais soutiens de vos prérogatives et que tous deux s'entendront pour modérer les idées des hommes sans expérience qui voudraient imprudemment une constitution trop libérale.

¹ Reg. n° 3, f° 340.

Les nouvelles que je reçois de Paris me confirment toujours plus dans ce que j'ai dit à Votre Majesté sur les instructions que recevrait M. Piscatory. La France n'approuvera qu'une constitution très modérée et comme elle est très bien dans ce moment avec l'Angleterre, elle cherchera à faire entrer dans ces sages vues son alliée, si, contre toute attente, le parti dit anglais en Grèce voulait entraîner Votre Majesté à faire trop de concessions. J'ai des données positives pour croire que Sir Ed. Lyons recevra des ordres d'aller tout à fait d'accord avec M. Piscatory. J'ose donc engager Votre Majesté d'avoir confiance dans les conseils que lui donneront ces deux ministres.

Les Cours du Nord doivent avoir vu avec peine les événements du 3-15 septembre, mais, une fois les faits arrivés et Votre Majesté ayant sanctionné la chose, il y aurait un grave danger pour la Grèce et pour vous, Sire, si l'on vous engageait à revenir sur ce que vous avez accordé :

En examinant la position de l'Autriche et surtout de la Russie, il est évident que ces deux Cours doivent voir avec un vrai déplaisir un gouvernement constitutionnel s'établir en Grèce et l'on peut même ajouter que plus ce gouvernement sera sage et modéré et respectera l'autorité royale, et plus cet exemple devra déplaire aux pays qui n'ont point de constitution. Sans vouloir me permettre de soupçonner le mauvais vouloir des Cours du Nord, je trouve tout naturel qu'elles cherchent à entraver l'établissement d'une constitution en Grèce, mais en réfléchissant avec sang-froid au résultat qui pourrait en arriver en Grèce, on ne peut s'empêcher de voir et de dire que, sans aucun doute, le désordre et l'anarchie viendraient bouleverser votre royaume, Sire.

Je partage entièrement l'opinion des ministres de Russie et d'Autriche sur ce qu'il aurait été infiniment préférable pour Votre Majesté que les événements du 3-15 septembre ne fussent pas arrivés et que Votre Majesté eût empêché la chose en faisant d'elle-même quelques changements à la marche des affaires ; mais, depuis les faits accomplis, l'intérêt bien positif de Votre Majesté est de n'écouter que les conseils de ceux qui cherchent à rendre la constitution la plus modérée, la plus

raisonnable ; il faut donc repousser ceux qui auraient l'imprudence de vouloir une réaction ou ceux qui, par un calcul perfide, penseraient qu'en poussant au désordre, c'est-à-dire à favoriser le parti exalté, ce serait le moyen d'anéantir le parti sagement constitutionnel. Je ne saurais donc assez engager Votre Majesté à s'appuyer sur la France, qui veut sincèrement l'ordre et la stabilité du royaume grec. L'Angleterre a, aujourd'hui, les mêmes vues et les mêmes intérêts. Si les puissances du Nord ne font usage de leur influence que pour soutenir le parti modéré et empêcher une constitution démocratique, alors je les bénirai en admirant leur désintéressement, mais si elles pensent à leur seul intérêt et à leur convenance particulière, je ne pourrai que redouter pour Votre Majesté leurs conseils et leurs démarches.

Votre Majesté ne doit jamais oublier que la Grèce sage, forte et unie d'intention avec son souverain a pour elle le plus bel avenir et que la divine Providence finira par vous donner une portion de l'empire turc, ce qui ne peut convenir à la Russie ; mais la Grèce désunie, le roi et le peuple peu d'accord, il n'y a point d'avenir pour la Grèce et malheureusement cela convient à la Russie. Je supplie Votre Majesté de bien peser ces deux considérations et elle reconnaîtra bientôt où sont ses vrais amis.

33. A Guizot, ministre des Affaires étrangères à Paris ¹

Beaulieu près Rolle, le 27 octobre 1843

Mon cher Monsieur,

Depuis les communications que j'ai prié M. F. Delessert de vous faire, je vous ai écrit le 12 et le 17 octobre en vous remettant la copie de diverses lettres. Je comprends qu'au milieu de vos importantes occupations vous ayez peu de temps pour écrire à vos amis, cependant je vous avoue franchement que dans un moment où des événements aussi sérieux viennent d'éclater en Grèce, j'aurais espéré que vous m'auriez écrit quelques lignes pour me dire si vous approuviez ce que j'avais mandé au roi.

¹ Reg. n° 3, f° 343

Je viens de recevoir une excellente lettre de Mavrocordato, qui attendait avec impatience l'arrivée de Colettis ; il paraissait animé du meilleur esprit ; voici au reste la copie de sa lettre.

Les nouvelles que je reçois d'autre part sont très favorables à la conduite que tient Piscatory. Voici ce qu'on me marque le 10 octobre : « Je ne trouve pas d'expression pour vous dire combien la conduite de M. Piscatory est sage ; ses conseils patriotiques, sa modération lui assurent l'estime et la gratitude des Grecs, il n'y a vraiment que ces circonstances pour démontrer le caractère des gens nobles et loyaux comme celui de M. Piscatory, etc. »

Tout me fait espérer que le parti modéré sera le plus fort en Grèce et qu'une sage constitution sera le résultat de l'Assemblée nationale ; cependant on ne peut se cacher que les Cours du Nord verront avec plus de peine l'établissement d'une constitution modérée que si des principes très radicaux avaient le dessus ; dans ce dernier cas, elles espéreraient que la durée du nouveau régime serait courte.

Veuillez avoir la complaisance de m'écrire quelques mots, car je vous avoue que, sans être susceptible, je pourrais croire que vous n'avez plus d'amitié pour moi ; je serais d'autant plus étonné de votre silence que, toutes les fois que j'ai écrit à M. de Broglie, au maréchal Soult et à M. Molé sur les affaires de la Grèce, ils ont répondu à mes lettres. J'espère que vous ne m'en voudrez pas de vous faire ce petit reproche.

34. Au roi de Bavière¹

Beaulieu près Rolle, en Suisse, le 31 octobre 1843

Sire,

J'ai la conviction qu'après Votre Majesté, il n'est aucun homme en Europe qui se soit plus occupé que moi des graves événements arrivés en Grèce. Depuis deux années au moins, je ne cessais de

¹ Reg. n° 3, f° 345.

conjurer votre fils de prendre des mesures plus actives, en lui prouvant par des faits qu'en voulant tout examiner et tout faire par lui-même, il se tuait de peine et cependant que les décisions les plus importantes ne se prenaient pas. La conférence de Londres a aussi de graves fautes à se reprocher ; elle n'a pas su conseiller à temps et a mis ensuite trop de roideur dans ses exigences. Mais les faits étant accomplis, il ne faut plus revenir sur le passé et espérer que les événements finiront par devenir avantageux à la Grèce et à votre excellent fils, dont les intentions sont si pures.

Toutes les nouvelles que je reçois de Grèce me donnent réellement le plus grand espoir sur l'avenir de la Grèce. Les principaux chefs grecs me paraissent dans les dispositions les plus sages ; le général Colettis, en partant de Paris, m'a écrit une excellente lettre ; voici ses propres paroles :

« Mon but, en arrivant en Grèce, est de travailler à relever la « royauté, qui a été humiliée, et de soutenir la dynastie pour « laquelle vous connaissez mon opinion. Je travaillerai aussi à « concilier¹ la modération dans l'Assemblée nationale et dans ses « travaux ; je ne cesserai de persuader les esprits de manière à « ce que cette Assemblée ne prenne pas, en créant une constitu- « tion, une tendance vers le républicanisme qui serait la « désorganisation de la patrie. »

M. Mavrocordato, en arrivant à Athènes, m'écrit la lettre la plus modérée ; il me dit, du lazaret du Pirée, le 10 octobre :

« Je ne suis en Grèce que depuis six jours et, malgré les « difficultés de la quarantaine, j'ai parlé avec assez de monde et « je vois partout le désir de l'ordre et de la modération. Si notre « jeune roi accepte sincèrement les principes du gouvernement « constitutionnel, j'ai toute confiance dans notre avenir ; on me « dit que dans ces circonstances le roi s'est souvent rappelé mes « paroles et que Sa Majesté a exprimé le regret de ne pas y avoir cru « dans le temps ; c'est un encouragement pour moi et je sens mon « devoir de parler encore avec franchise, dévouement et sincérité, « sans jamais oublier le respect qu'un sujet fidèle doit à son sou- « verain ; ce devoir rempli, tout le reste dépend de Sa Majesté,

¹ Il faut lire probablement : *conseiller*.

« etc. J'attends avec impatience l'arrivée de M. Colettis ; espérons
« que nous nous trouverons d'accord dans ces circonstances dif-
« ficiles, comme nous l'étions lors de notre rencontre à Paris. »

Viennent ensuite de longs détails sur l'admirable conduite du peuple, sur sa patience, sa résignation. « C'est encore à la Provi-
« dence divine, si visible dans tout ce qu'elle a fait pour la Grèce,
« que nous devons cette sagesse de la nation », dit-il en finissant.

Le prince Soutzo écrit :

« Je puis avec calme vous dire que, grâce à la divine Providence,
« nous sommes parfaitement tranquilles sur la suite et les consé-
« quences du mouvement. J'aime à espérer que l'Assemblée
« nationale manifestera le même esprit d'ordre et de conserva-
« tion ; je puis même prédire que toutes les délibérations
« dénoteront la sagesse et la dignité du peuple grec ; que l'on
« vienne encore calomnier cette nation si on l'ose ! Jamais pays
« le plus civilisé n'a montré autant de volonté, de fermeté, autant
« d'ordre surtout ; ce qui est admirable et au-dessus de tout
« éloge, c'est l'amour réel que l'on porte à notre bon roi. On avait
« trop cherché à lui donner de la méfiance contre la Grèce ; ce
« jeune prince, dont le caractère est si loyal, n'avait au fond qu'un
« désir sincère de consolider son trône et de réunir la nation à
« sa monarchie ; malheureusement, il avait trop cru à ceux qui
« l'entouraient et son caractère le portait trop à l'indécision ;
« aujourd'hui, il verra que le pacte sera sincère et durable de
« réunir le trône et le peuple. L'arrivée de Mavrocordato et
« Colettis sera un grand bien, etc. »

Mavrocordato et Colettis étant certainement les hommes les plus importants, surtout depuis l'expérience qu'ils ont acquise par leur séjour dans l'étranger, j'ai répondu à tous deux des lettres détaillées ; je me permets d'envoyer confidentiellement à Votre Majesté la copie de ma lettre à Mavrocordato ; celle à Colettis était à peu près dans le même sens. Je prie Votre Majesté d'avoir la bonté de me dire avec toute franchise si elle approuve mes vues et mes conseils. J'ai cru faire une chose utile en montrant une grande confiance à Mavrocordato, en lui remettant la copie d'une partie de ce que j'écrivais au roi Othon. Dans les circonstances actuelles, je vois que tous les Grecs

paraissent craindre qu'on ne cherche à entraîner votre fils à se repentir de ce qu'il a accordé; comme j'ai la conviction que ce ne sont point ses intentions, j'ai pensé qu'il était dans ses vrais intérêts que le chef principal Mavrocordato connût la manière dont j'écrivais au roi. Je conjure Votre Majesté de me dire sans ménagement si elle approuve ou blâme ce que j'ai fait. Dans ma lettre au roi Othon, il y avait de plus à la phrase sur la France : « J'ai donc la conviction que, si Votre Majesté craignait quelque exagération dans les idées de ceux qui auront le plus d'influence, elle doit sans crainte se confier au ministre de France. Je puis affirmer à Votre Majesté que M. Piscatory reçoit de son gouvernement les instructions les plus positives d'empêcher que des idées trop démocratiques viennent entraver la marche nécessaire à l'ordre, au pouvoir et à la dignité royale que doit conserver Votre Majesté, etc. »

P.-S. — J'ai encore écrit au roi Othon le dernier courrier et j'enverrai également copie de ma lettre à Votre Majesté, mais pour aujourd'hui je lui donne déjà trop à lire.

35. Au roi de Bavière ¹

Beaulieu près Rolle, en Suisse, le 6 novembre 1843

Sire,

Voici la copie de la lettre que j'ai écrite à votre fils; veuillez avoir la bonté de me dire si vous l'approuvez. Les nouvelles que je reçois d'Athènes du 20 octobre sont très bonnes; elles sont unanimes à m'annoncer que les délibérations de l'Assemblée seront sages. Le gouvernement français fait usage de toute son influence pour empêcher les tendances radicales. Je viens de recevoir une lettre de M. Guizot me confirmant que toutes les instructions données à M. Piscatory sont dans ce but; voici ses propres mots du 1^{er} novembre :

« Mon cher Monsieur, je vous remercie de vos communications; elles sont d'accord avec mes propres renseignements. La situation

¹ Reg. n° 3, f° 350.

« est bien difficile ; contenir les idées de réaction, et surtout les
« tendances radicales du pays, c'est là ce qu'il faut, ce qu'il faut
« absolument. L'Angleterre est d'accord avec nous, le roi de
« Bavière paraît avoir les mêmes vues et ne donne que de bons
« conseils à Athènes ; travaillez de votre côté, agissez sur le roi,
« prêchez à vos amis la modération. On suscitera bien des
« obstacles, on sèmera la désunion, l'irritation, on encouragera
« aussi les idées de contre-révolution. Je suis cependant bien loin
« de désespérer ; mais il faut veiller sans relâche. Veillez donc
« avec nous, vous qui connaissez combien nous désirons sincère-
« ment la consolidation du royaume de Grèce, etc. »

J'ai reçu aujourd'hui une lettre du 20 octobre de Kalergi¹ ; je n'avais jamais été en correspondance avec lui. Il me donne de longs détails pour me prouver que la Grèce ne veut point de révolution radicale ; il termine sa lettre par les lignes suivantes :

« Nous sommes entièrement éloignés de ce qu'on nomme
« propagande révolutionnaire. Les Grecs veulent un gouverne-
« ment représentatif dont le roi soit le chef et jouisse de préro-
« gatives en harmonie avec la dignité de la Couronne et une sage
« liberté. Notre souverain a accepté avec loyauté ce nouveau
« contrat réciproque ; il tiendra religieusement son serment, car
« il aime la justice ; il est d'une moralité exemplaire et s'est
« constamment montré jaloux de l'estime et de l'affection des
« Grecs. Avec de semblables éléments, l'avenir de la royauté
« constitutionnelle ne saurait être douteux ou compromis en Grèce
« et Dieu nous protégera... »

Votre Majesté lira avec plaisir ces lignes d'un homme dont le roi Othon avait à se plaindre. Je crois tout à fait à la sincérité des chefs grecs et qu'au fond ils sont très attachés à votre fils ; ce jeune prince voulait souvent trop bien faire, et voulant tout examiner lui-même, laissait des choses importantes sans décision ; je me suis permis de lui reprocher plusieurs fois cette inertie, mais il lui était presque impossible de terminer une affaire, voulant toujours l'améliorer. J'ai eu une preuve bien

¹ Dimitri KALERGIS (1803-1867), général et homme d'Etat grec, avait été un des chefs du mouvement insurrectionnel de septembre 1843.

positive de cette indécision dans l'affaire des statuts de la Banque, qu'il a laissés quatre mois dans ses cartons, désirant toujours l'examiner mieux. Je me suis permis, Sire, de vous citer cet exemple, pour excuser un peu l'impatience des Grecs et vous donner l'espérance, que *j'ai tout à fait*, que le roi Othon est au fond sincèrement aimé. J'ose ajouter, Sire, que j'ai la plus entière conviction de la sincérité du gouvernement français, qui cherchera toujours les occasions de rendre service à la Grèce. Depuis dix-neuf ans que je m'occupe de la Grèce, je peux certifier que j'ai toujours vu bonne foi, bienveillance et générosité de la France. A la sympathie générale des Français, se joint la bonne politique du gouvernement qui, voyant que l'Empire turc s'en va, désire que le nouveau royaume soit en état d'obtenir ce que la force des choses et la volonté de Dieu détachera de la puissance ottomane, qui ne pourra se maintenir malgré tout ce qu'on fait pour la soutenir.

Les véritables amis sont les Français, ensuite l'Angleterre jusqu'à un certain point; l'Autriche et la Russie ne peuvent voir avec plaisir la prospérité et surtout l'agrandissement de la Grèce; quelque bienveillance personnelle qu'il y ait pour votre fils et quelque moralité qu'on suppose dans ces deux gouvernements, il est impossible qu'ils puissent voir sans jalousie que la Grèce devienne le noyau d'un grand empire; mais s'il plaît à Dieu et si les Grecs sont sages, un bel avenir s'ouvrira pour eux.

J'ose prier Votre Majesté d'avoir la bonté de me faire connaître si elle approuve les conseils que je donne à son fils.

36. Au Général Colettis, à Athènes¹

Beaulieu, le 6 novembre 1843

Mon cher Général et ami,

.....
 ... Aujourd'hui, la France et l'Angleterre seront d'accord pour vous donner un gouvernement constitutionnel, mais, au fond

¹ Reg. n° 3, f° 353. — Nous ne donnons ici qu'un fragment de cette lettre.

l'Angleterre ne vous veut pas trop fort et aujourd'hui l'Autriche et la Russie ne veulent décidément pas que vous ayez un gouvernement constitutionnel ; mais leurs efforts échoueront contre les vues des deux premières puissances. Plus tard, lorsque le moment sera venu de la chute de l'empire ottoman, l'Angleterre et même l'Autriche se réuniront à la France pour vous voir à Constantinople *plutôt que la Russie*. Mais, ni vous, ni moi, ne verrons probablement cet heureux jour ; travaillons cependant à l'amener peu à peu.

Maintenant que vous êtes au milieu de la mêlée, c'est à vous de m'éclairer et de m'indiquer ce qu'il faut faire pour aider notre chère Grèce.

P.-S. — Je viens de recevoir une lettre fort intéressante de M. Kalergi ; il me paraît entrer tout à fait dans les mêmes vues que vous et ne vouloir qu'une constitution sage et modérée. J'apprendrais avec un bien grand plaisir que vous fussiez d'accord avec lui et que vous et Mavrocordato tiriez à la même corde. Veuillez avec toute franchise m'adresser votre opinion à son égard.

37. A Piscatory, ministre de France à Athènes ¹

Beaulieu, 6 novembre 1843

Mon cher Monsieur,

Je n'ai point de lettres de vous, mais je sais de vos nouvelles par le bien que vous faites. Je sais que tous les jours les Grecs de toutes les couleurs apprécient mieux vos sages conseils ; je sais qu'on vous aime et qu'on vous estime ; je sais que vous êtes aussi prudent que courageux.

Je viens de recevoir une lettre de M. Guizot, à la date du 1^{er} novembre ; voici ce qu'il me dit :

¹ Reg. n° 3, f° 356.

« Je vous remercie des communications que vous m'avez faites, elles sont d'accord avec mes propres renseignements. « La situation est difficile : contenir à la fois les velléités de réaction du roi Othon et les tendances radicales du pays, c'est là ce qu'il faut, ce qu'il faut absolument. J'y ferai de mon mieux. L'Angleterre est tout à fait avec nous. La Bavière entre dans la bonne voie, qui est celle de la bonne foi, et donne à Athènes de bons conseils. Piscatory marche bien, très bien. « Travaillez de votre côté, agissez sur le roi, prêchez à vos amis la pleine confiance en nous ; nous avons fait nos preuves. On nous suscitera bien des obstacles, on sèmera la division, l'irritation, on encouragera les idées de contre-révolution. Je suis bien loin pourtant de désespérer ; mais il faut veiller sans relâche. Veillez donc avec nous, etc. »

Toutes mes lettres au roi Othon, au roi de Bavière et aux Grecs ne cessent de dire ce que je pense depuis longtemps : la France est votre véritable amie ; appuyez-vous sur elle et sur son ministre en Grèce ; l'Angleterre est d'accord avec la France. Les deux pays constitutionnels sont donc vos seuls amis, vos vrais protecteurs.

J'engage ensuite Colettis, Mavrocordato et Kalergi, qui vient de m'écrire une longue lettre, d'être prudents avec l'Épire et la Thessalie ; il ne faut pas compliquer les questions avec l'Autriche et la Russie et ce serait une immense faute dans ce moment d'engager ces provinces à se révolter. La Grèce doit se consolider fortement avant tout. La Providence viendra assez tôt augmenter le territoire et la puissance des Grecs, s'ils sont sages et s'ils savent attendre ; il est, je crois, de la plus haute importance pour leur avenir de ne pas se compromettre. Tout vient à point à qui sait attendre, voilà la devise qu'il doivent prendre pour le moment.

P.-S. — Si M. Lemaître s'éloigne pour quelque temps comme en congé, vous me rendriez un vrai service d'ami en vous entendant avec M. Stavros pour mes intérêts financiers ; c'est lui-même qui, fort loyalement, m'a écrit qu'il désirerait beaucoup que vous voulussiez bien le conseiller quelquefois. Je vous en aurai une vraie obligation.

38. Au roi Louis-Philippe ¹

Beaulieu près Rolle, en Suisse, le 15 novembre 1843

Sire,

L'intérêt que Votre Majesté a toujours porté à la Grèce et les bontés que vous avez toujours eues pour moi, Sire, me font un devoir d'envoyer à Votre Majesté la copie de la lettre que je viens de recevoir du roi de Bavière; cette lettre, étant écrite depuis qu'il avait parlé à Colocotroni ² et aux Bavarois arrivés de Grèce, indique que le roi Louis ne donnera que de bons conseils à son fils et ne se laisse pas influencer par le mécontentement de ceux qui ont été forcés de quitter Athènes.

Je me permets de remettre également à Votre Majesté la copie de la seconde lettre que j'ai écrite au roi de Bavière avant d'avoir reçu sa réponse; je lui envoyais franchement la lettre où je donnais des conseils à son fils et j'en remets également une copie à Votre Majesté.

Toutes les correspondances que j'ai avec les principaux chefs grecs annoncent chez eux prudence et modération. L'arrivée de Coletti sera un événement important; s'il oublie toutes les anciennes animosités et ces absurdes dénominations de parti napiste, anglais, français et qu'il suive la marche habile, modérée et prudente de M. Piscatory, les choses iront bien.

J'oserai me permettre d'envoyer encore à Votre Majesté quelques autres copies de ma correspondance et des lettres que je recevrai et je la supplierai d'avoir la bonté de me faire connaître par quelques mots de son secrétaire si elle approuve les conseils que je cherche à donner et ma manière d'envisager l'avenir de la Grèce. J'ai une si haute idée de la sagesse de Votre Majesté et

¹ Reg. n° 3, f° 374.

² Theodoros COLOCOTRONIS (1770-1844), général grec, un des héros de la guerre de l'indépendance.

une si grande admiration pour ses hautes vues et pour tout ce qu'elle a fait dans ces treize années que, si je pouvais donner au roi Othon la millième partie de cette rare sagacité, j'aurais l'assurance de sauver la Grèce.

En demandant pardon à Votre Majesté d'oser m'exprimer si naïvement, je la prie, etc.

P.-S. — J'ose prier Votre Majesté de vouloir bien envoyer à M. Guizot la copie de la lettre du roi de Bavière, ne pouvant lui écrire aujourd'hui.

39. A King¹, à Athènes²

Beaulieu, le 16 novembre 1843

Mon cher Monsieur,

.....
 ... Venons maintenant à notre chère Grèce. L'union et l'harmonie qui existent entre Sir Lyons et M. Piscatory sera le salut de la Grèce; engagez tous vos amis et ceux même qui ne sont pas encore vos amis à se rallier autour des deux puissances constitutionnelles. J'aime à penser que Colettis et Mavrocordato seront toujours unis d'intentions et que l'un et l'autre, oubliant les anciennes inimitiés contre les napistes, donneront franchement la main à ceux qui voudront loyalement une sage constitution. Je comprends que le parti dit français et dit anglais peut être un peu humilié de ce que le ministère a plutôt la couleur napiste; mais si ce ministère est aujourd'hui franchement constitutionnel, pourquoi ne pas l'appuyer? Vous, mon cher Monsieur, qui êtes le vrai ami de tous les hommes de bien, vous qui avez cet esprit de vraie charité chrétienne, ne cessez d'être

¹ Jonas KING (1792-1869), missionnaire congrégationaliste en Grèce de 1828 jusqu'à sa mort.

² Reg. n° 3, f° 379. — La première partie de la lettre, que nous ne reproduisons pas, est relative à la distribution de Bibles en Grèce et à une nouvelle édition du Nouveau Testament en grec.

le conciliateur et faites sentir à cette nation grecque, si spirituelle, si vive et si portée malheureusement à la jalousie, qu'il faut au moins ajourner les sujets de désunion pour ne songer qu'à consolider la patrie. D'ailleurs, les ambitions qui ne seront pas satisfaites pourront se faire jour dans les discussions de l'Assemblée nationale ; mais il faut avant tout que le funeste *Moi* ne prenne pas la place de la patrie ; je sens que je demande une chose bien difficile : c'est pour cela que je me résigne à dire qu'on ajourne au moins les fatales discussions d'intérêt privé.

Comme j'ai une grande confiance dans votre jugement, veuillez me donner votre opinion confidentielle sur Colettis, Mavrocordato, Kalergi et Metaxa¹ ; ces hommes sont-ils unis d'intentions ? Je le désire bien vivement.

Je viens de recevoir une fort bonne lettre du roi de Bavière ; quoiqu'il se plaigne du mouvement du 15 septembre, il me dit cependant avec loyauté : « Mon fils est bien déterminé à remplir la promesse qu'il a donnée, quoiqu'elle lui ait été arrachée par la violence. » (Ceci entre nous, s. v. p.)

40. A Piscatory, ministre de France à Athènes²

Beaulieu, 25 novembre 1843

Merci de vos deux lignes du 10 novembre ; je vois avec plaisir que vous allez bien. J'ai reçu une parfaite lettre de Colettis ; c'était l'homme essentiel pour le moment actuel. J'ai encore reçu de bonnes nouvelles de Munich. Je viens d'écrire au roi de Bavière pour lui faire comprendre la maladresse de la *Gazette d'Augsbourg*. J'espère que les articles qui paraîtront dans cette gazette seront plus adroits à l'avenir ; il ne faut pas cependant en accuser le roi de Bavière ; mais il était assez naturel que tous les Bavarois revenant de Grèce cherchassent à faire mettre des

¹ Andreas METAXAS (1786-1860), homme d'Etat grec, fut ministre et ambassadeur à plusieurs reprises.

² Reg. n° 3, f° 391.

articles contraires à la révolution. J'ai bonne espérance de l'avenir et je crois que vous finirez par être plus satisfait de notre jeune roi. J'appelle napistes, très cher, ceux qui étaient attachés à la personne de Capo d'Istria et j'appelle *parti russe* ceux que vous désignez; pour ceux-là, je vous les abandonne entièrement; ce ne sont pas mes hommes.

P.-S. — Je pars pour Genève dans quelques jours. Nous n'irons à Paris que dans le milieu de décembre, à moins que M. de Broglie et Guizot ne me demandent plus tôt.

41. Au roi Othon ¹

Beaulieu, le 25 novembre 1843

Sire,

Je vous ai écrit deux lettres depuis les événements des 3-15 septembre. Je me suis permis de vous donner, avec la franchise de l'attachement le plus pur, des détails importants. Je remets aujourd'hui à Votre Majesté la copie d'une note ² qui m'a été remise par quelqu'un en qui j'ai toute confiance. Je suis tout à fait porté à croire que les faits cités sont vrais, ces renseignements étant d'accord avec des nouvelles que j'avais reçues d'un côté tout différent.

Je persiste entièrement dans les conseils que j'ai donnés à Votre Majesté : il convient tout à fait à ses intérêts de se rapprocher de la France et de l'Angleterre. Ces deux pays, surtout la France, n'appuieront que des projets d'une constitution sage qui raffermisse le trône et garantisse les prérogatives de votre Couronne.

Le lettres que j'ai reçues de MM. Colettis et Mavrocordato m'annoncent le plus vrai et le plus pur dévouement pour Votre Majesté. Je lui répète à cette occasion que, depuis les huit années

¹ Reg. n° 3, f° 399.

² Voir ci-après, n° 42.

que je connais intimement M. Colettis, j'ai reconnu en lui loyauté, sincère désir de fortifier le trône et un vrai patriotisme, une ferme volonté de voir un jour la nation grecque reprendre le beau rôle qu'elle a joué autrefois. Il y a longtemps, Sire, que je vous ai dit du bien de M. Colettis; ayez donc confiance en lui, il la mérite à tous égards par son énergie, ses talents et sa conviction que la monarchie, avec une constitution modérée, est le seul gouvernement qui convienne à la Grèce.

Je conviens avec franchise que la journée du 3-15 septembre a été momentanément un échec pour la Couronne, mais nul doute aussi que si Votre Majesté sait prendre dans l'Assemblée nationale l'initiative des mesures utiles, tout l'honneur en reviendra au Trône. Vous avez montré courage et persévérance en résistant à l'orage; il dépend de vous aujourd'hui, Sire, de vous montrer un grand roi, si vous adoptez avec franchise les mesures vraiment utiles à la Grèce et, si d'un autre côté, vous défendez avec énergie les sages prérogatives que doit conserver la Couronne. Toutes les fois, Sire, que vous croirez que je peux vous être utile, disposez de moi; mon plus grand bonheur sera toujours de faire du bien à la Grèce et de voir cette seconde patrie et son roi avancer journellement vers la prospérité et l'agrandissement que la divine Providence prépare à votre Royaume.

42. Copie d'une note confidentielle ¹

On a des données assez positives pour croire qu'il y avait un parti qui désirait que le mouvement eût lieu avec assez de vigueur pour engager le roi à abdiquer. Ce parti se composait de deux fractions : la première tout à fait dans les intérêts russes, soit politiquement, soit religieusement; la seconde, des libéraux mécontents de ce que le jeune roi ne donnait aucune des institu-

¹ Reg. n° 3, f° 402. — Cette note est celle qui est mentionnée dans la lettre précédente.

tions promises, de ce que Sa Majesté était d'un caractère incertain et irrésolu; dans cette seconde fraction, il y avait de fort honnêtes Grecs qui, désespérés de l'inertie du roi, le croyait incorrigible et, dans cette pensée, ces Grecs se laissaient entraîner dans une mauvaise voie.

Si le roi n'avait eu la sagesse et le courage de promettre une constitution et qu'il eût abdiqué, la Grèce serait immanquablement tombée dans l'anarchie; alors les partisans de la Russie se seraient montrés comme protecteurs de l'ordre et ils auraient dit : Puisque le roi Othon a abdiqué, il faut nommer un autre souverain; et ils auraient proposé le duc de Leuchtenberg. Les partisans de l'ordre, les ennemis des républiques, les orthodoxes se seraient par nécessité réunis au mouvement russe. On assure que Kalergi, quoique à la tête de l'insurrection, était dans la seconde fraction et qu'il était de bonne foi dans les intérêts du roi Othon, désirant vivement que Sa Majesté acceptât l'Assemblée nationale.

Que ces faits soient exagérés ou qu'ils soient vrais en partie, il est certain aujourd'hui qu'il est dans les vrais intérêts du roi Othon de se rapprocher le plus possible de l'Angleterre et de la France, qui ont des vues entièrement contraires à celles de la Russie. Il paraît aujourd'hui que l'Autriche marchera d'accord avec les deux autres puissances.

43. Au roi de Bavière ¹

Beaulieu près Rolle, le 28 novembre 1843

Sire,

Les nouvelles que je reçois de la Grèce continuent à être favorables à la tranquillité et tout semble annoncer que l'Assemblée nationale sera modérée.

¹ Reg. n° 3, f° 416.

Je viens de recevoir une lettre fort intéressante du général Colettis. Cette lettre, écrite avec abandon, me prouve toujours plus les sages vues et le bon jugement de cet ancien chef pallikari. Rien ne pouvant mieux donner à Votre Majesté une idée juste de ce qu'on peut espérer en Grèce, je viens avec toute confiance remettre une copie de cette lettre confidentielle à Votre Majesté.

Depuis huit ans que je connais M. Colettis, j'ai reconnu beaucoup de loyauté et une ferme volonté d'éviter à sa patrie les dangers d'une révolution. Peut-être que s'il avait été à Athènes il y a un an, les événements du 3-15 septembre auraient pu s'éviter; mais comme on ne peut revenir sur le passé, il faut chercher les moyens de tirer un bon parti d'une mauvaise chose.

Je remercie Votre Majesté pour la lettre qu'elle a bien voulu m'écrire le 6 novembre et je me permets de lui dire que je partage entièrement sa manière de voir et tout ce qu'elle dit sur l'indispensable nécessité de raffermir le trône et de garantir efficacement les prérogatives de la Couronne. Votre Majesté lira avec plaisir ce que M. Colettis me dit à ce sujet.

MM. Mavrocato et Colettis étant sans aucun doute les chefs les plus expérimentés de la Grèce et leur séjour dans l'étranger leur ayant donné une expérience que les autres chefs n'ont pas, j'ai vu avec une grande satisfaction que le roi Othon les ait fait entrer dans son Conseil.

Les journaux grecs se plaignent avec amertume des articles de la *Gazette d'Augsbourg*; deux personnes très attachées au roi votre fils, Sire, m'écrivent à ce sujet que la malveillance se sert de ces articles pour oser dire que ce sont les amis de Sa Majesté qui les font insérer sur la gazette. Dans l'intérêt du roi Othon, je crois qu'il serait convenable que la *Gazette d'Augsbourg* n'admit pas sans examen toutes les notes qu'on lui envoie sur la Grèce et qu'aujourd'hui il serait à désirer qu'un article, fait avec modération et vérité, donnât avec exactitude quelques détails sur ce qui se passe en Grèce et sur la modération des chefs. Je suis loin de demander des éloges, mais raconter les faits et les espérances sans aigreur et surtout ne pas augmenter le mal. Au moment où l'Assemblée nationale va commencer ses travaux, il

convient de ne pas donner des armes aux mauvaises têtes et aux imprudents.

Votre Majesté me pardonnera sûrement tout ce que mon attachement pour le roi son fils me fait dire.

P.-S. — Je viens de recevoir une note confidentielle d'une haute importance ; elle m'a été envoyée par quelqu'un qui mérite toute ma confiance ; j'en ai envoyé copie au roi Othon et j'en remets également une copie à Votre Majesté.

TABLE

	Pages
Introduction.....	97
Lettres d'Eynard :	
1. Au roi de Bavière, 12 septembre 1841	105
2. Au roi de Bavière, 17 septembre 1841	108
3. Au roi Othon de Grèce, 16 mars 1842	109
4. A Christidès, ministre des Affaires étrangères de Grèce, 24 mai 1842	112
5. Au roi Othon, 7 Juin 1842	113
6. Au roi Othon, 16-17 juin 1842.....	118
7. Coup d'œil sur la Grèce et sur l'avenir de l'Orient, [juin 1842].....	122
8. Au roi Othon, 24 août 1842	126
9. Au roi Othon, 25 août 1842	128
10. Au roi Othon, 7 octobre 1842.....	130
11. A Rhallis, ministre des Finances de Grèce, 7 janvier 1843	131
12. A Christidès, 17 février 1843	132
13-14. A Rhallis, 17 février 1843	133-134
15. A de Sainte-Aulaire, ambassadeur de France à Londres, 4 mars 1843	135
16. Au roi Othon, 7 avril 1843	137
17. A de Sainte-Aulaire, 9 avril 1843....	139
18. Au roi Othon, 17 avril 1843	142
19. A Lemaitre, 17 avril 1843.....	144
20. A de Sainte-Aulaire, 19 avril 1843	145
21. A Lemaitre, 27 avril 1843.....	146
22. A Stavros, directeur de la Banque nationale de Grèce, 27 avril 1843	147

23. A Schinar, conseiller d'Etat, 27 avril 1843.....	148
24. A Lemaitre, 27 mai 1843.....	149
25. Au roi Othon, 7 juin 1843	149
26. Au roi Othon, 7 juillet 1843	151
27. A Colettis, ministre de Grèce à Paris, 24 juillet 1843 ...	152
28. A Guizot, 25 juillet 1843.....	153
29. A l'empereur de Russie, 6 septembre 1843	155
30. Au roi Othon, 23 septembre 1843	156
31. A Guizot, 12 octobre 1843.....	159
32. Au roi Othon, 27 octobre 1843	160
33. A Guizot, 27 octobre 1843.....	162
34. Au roi de Bavière, 31 octobre 1843.....	163
35. Au roi de Bavière, 6 novembre 1843.....	166
36. A Colettis, 6 novembre 1843	168
37. A Piscatory, ministre de France à Athènes, 6 novembre 1843.....	169
38. Au roi Louis-Philippe, 15 novembre 1843.....	171
39. A King, 16 novembre 1843.....	172
40. A Piscatory, 25 novembre 1843.....	173
41. Au roi Othon, 25 novembre 1843	174
42. Copie d'une note confidentielle	175
43. Au roi de Bavière, 28 novembre 1843	176

p. 190

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ
D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE
DE GENÈVE

Tome IV — Livraison 4

OCTOBRE 1917

GENÈVE
LIBRAIRIE A. JULLIEN

—
1918

Contenu de la Livraison

	Pages
Personnel de la Société.....	181
Mémoires, rapports, etc., présentés à la Société.....	185
Faits divers.....	197
Ouvrages reçus par la Société.....	199
Charles Martin. — La famille Stafford à Genève, son conflit avec Calvin, 1556.....	201

Avis. — Les membres de la Société bénéficient de réductions importantes sur les prix de la plupart des publications indiquées à la quatrième page de la couverture. Ils sont priés de s'adresser directement au bibliothécaire.

Prière d'indiquer au secrétaire (rue Calvin, 12), les changements d'adresse des destinataires du « Bulletin ».

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

OCTOBRE 1917

Personnel de la Société

Depuis le mois d'octobre 1916, la Société d'histoire et d'archéologie a reçu au nombre de ses membres effectifs :

1916, 23 novembre, M^{me} Alphonse GAUTIER.

MM. Henry-Fairbanks MONTAGNIER.

Henri DUCHOSAL, licencié ès lettres, directeur de l'Ecole secondaire et supérieure des jeunes filles.

1917, 11 janvier, Rodolphe BIELER, régent.

Théodore FÖEX, régent.

25 janvier, Henry D'AURIOL, chimiste.

Jean LULLIN, licencié en droit.

Antoine PAGÈS, officier instructeur du génie.

8 février, Jean-Marie DE LA CORBIÈRE, à Belley.

3 mai, Louis GROSGURIN, maître au Collège.

Elle a eu le regret de perdre cinq membres effectifs : MM. Jules TERRISSE († 2 décembre 1916), Charles KOHLER (voir ci-après), Eugène RIGOT († 27 mai 1917), Edouard SARASIN († 21 juin 1917), Emile AUBERT-SCHUCHARDT (voir ci-après).

Le nombre des membres effectifs de la Société était de 235 au 31 octobre 1917.

Charles KOHLER, né à Genève le 11 janvier 1854, décédé le 28 mars 1917, acheva ses études à Paris, à l'Ecole des Chartes et à l'Ecole des Hautes Etudes. En 1881, une *Etude critique sur le texte de la Vie latine de sainte Geneviève de Paris*, avec deux textes de cette vie (Bibliothèque de l'Ecole des Hautes Etudes, sc. hist. et phil., fasc. 48) lui valut le titre d'élève diplômé de cette dernière école. Ses conclusions ont résisté aux attaques de Krusch, ainsi qu'il l'a démontré dans un article de la *Revue historique* (t. CXVII, p. 288). Sa thèse de l'Ecole des Chartes devint son livre le plus important : *Les Suisses dans les guerres d'Italie, de 1506 à 1512*, qui forme le tome XXIV des *Mémoires* de notre société (1897) et qui lui valut le deuxième prix Gobert de l'Académie française.

Il entra en 1885 à la Bibliothèque Sainte-Geneviève, dont il devint administrateur en 1907. C'est lui qui fit le *Catalogue des manuscrits* de cette Bibliothèque (2 vol., 1893-1896), avec une savante introduction.

Il s'occupa activement de l'histoire de l'Orient latin. Aux *Archives de l'Orient latin*, il donna le tome II intitulé : *Inventaire sommaire des manuscrits relatifs à l'histoire et à la géographie de l'Orient latin conservés à Paris* (1884). Secrétaire, puis directeur de la *Revue de l'Orient latin*, il y publia une série d'articles qu'il réunit en volume sous le titre : *Mélanges pour servir à l'histoire de l'Orient latin et des Croisades* (2 fasc., 1900, 1906). Auxiliaire de l'Institut, il collabora à l'Académie des inscriptions et belles-lettres pour l'édition des documents sur les croisades, spécialement pour le tome V des *Historiens occidentaux* (1895), ainsi que pour le tome II des *Documents arméniens*, dont il écrivit en entier l'importante préface. Il a publié le texte des *Mémoires de Philippe de Novare (1218-1243)*, dans le recueil des « Classiques français du moyen âge » (1913). Mentionnons encore l'*Ambassade en Suisse d'Imbert de Villeneuve, président au parlement de Dijon, 1513-1514*, dans les *Pages d'histoire dédiées à Pierre Vaucher*, (Genève, 1895).

dont il avait été l'élève, et un *Nouveau récit de l'Invention des patriarches Abraham, Isaac et Jacob à Hébron (Mélanges Monod, 1896; réimprimé dans les Mémoires pour servir à l'histoire de l'Orient latin, avec le texte même de l'Invention).*

Charles Kohler a encore collaboré à la *Grande Encyclopédie*. C'était un grand érudit, aussi savant que modeste, qui a laissé plusieurs travaux inachevés, et dont l'histoire des Suisses dans le Milanais restera une contribution capitale à l'étude de notre histoire nationale ¹.

Emile AUBERT-SCHUCHARDT fut imprimeur et auteur. Il fit paraître successivement un *Recueil anecdotique des actes de sauvetage accomplis à Genève, 1814-1870* (1891), puis une deuxième édition intitulée *Annales du dévouement suivie des Actes de la Société de sauvetage du lac Léman* (1892), enfin une troisième édition luxueuse du format in-4° (1894). Il publia aussi des récits d'excursions en France et en Suisse. Son ouvrage le plus important est la généalogie de sa famille, dont il publia aussi deux éditions (Genève 1909 et 1910). C'est l'histoire d'une famille de bourgeoisie campagnarde, dont les membres contribuèrent par leur labeur probe et régulier au développement de la vallée de Joux.

Emile Aubert est mort le 22 juillet 1917 à l'âge de 78 ans.

La Société a encore perdu le 15 janvier 1917 un membre correspondant qu'elle s'était agréé le 7 mai 1914 à l'occasion du Centenaire de l'entrée de Genève dans la Confédération, W.-Fr. de Mulinen.

Wolfgang-Frédéric de MULINEN, né le 25 décembre 1863, appartenait à une famille qui a fréquemment présidé aux destinées de la République bernoise et dont les représentants ont consacré à l'histoire de leur pays une grande partie de leur activité. Après avoir acquis le grade de docteur en philosophie, il commença en 1887 à l'Université de Berne un cours de privat-docent. En 1896, ce cours fut transformé en chaire extraordinaire

¹ Voir la *Revue historique*, tome CXXV, 1917, p. 219.

d'histoire suisse, d'héraldique, de sphragistique et de numismatique, enseignement pour lequel il était particulièrement qualifié, tant par son érudition, que comme héritier de la bibliothèque de sa famille, qui lui fournissait de précieux documents. Il fut appelé en 1900 à la direction de la « Stadtbibliothek » de Berne et fit partie dès 1910 du Conseil de la Société générale suisse d'histoire. Il était vice-président de la Société suisse d'héraldique et président depuis 1900 de la Société d'histoire du canton de Berne. Il entretenait de fréquents rapports d'amitié avec Genève et il passait l'été dans sa campagne familiale de Belles-Truches sur Rolle. C'est principalement à l'étude de l'histoire nationale et surtout à celle de Berne qu'il consacra le début de sa carrière.

Il publia comme thèse en 1897 un fragment de l'histoire des Suisses au service étranger (*Geschichte der Schweizer Söldner bis zur Errichtung der ersten stehenden Garde (1497)*) et fit paraître sa *Bernsgeschichte, 1191 à 1891*, à l'occasion du sept centième anniversaire de la fondation de la ville de Berne. Cet ouvrage a été traduit en français par Virgile Rossel (Berne 1891).

Il a publié de nombreuses études dans plusieurs revues historiques telles que : *Berner-Heim*, *Archives héraldiques suisses*, *Archiv des historischen Vereins des Kantons Bern*, *Sammlung bernischer Biographien*, *Berner Taschenbuch*, etc., et il dirigea pendant plusieurs années l'*Indicateur d'histoire Suisse*. Ses absorbantes fonctions de bibliothécaire ne nuisaient pas, on le voit, à son activité d'historien. Il laissera le souvenir d'un homme aimable, d'un travailleur extrêmement consciencieux, d'un érudit entièrement dévoué à son pays¹.

¹ *Zur Erinnerung an Prof. Dr W. F. von Mülinen, 1863-1917* (avec une bibliographie), dans les *Blätter für bernische Geschichte*, Jahrgang XIII; tiré à part, Berne, 1917, in-8, 64 p.

Mémoires, Rapports, etc.

présentés à la Société

du 9 novembre 1916, au 3 mai 1917

844. — *Séance du 9 novembre 1916.*

Pierre d'Airebaudouze, seigneur du Cest (1557-1627), auteur des « Chroniques de la cité de Genève », par M. Paul-E. MARTIN.

Quel est l'auteur des « Chroniques de la cité de Genève » contenues au manuscrit n° 231 de la bibliothèque de la Société d'histoire, dit manuscrit de Septenville, du nom de son donateur ?

M. Paul Martin a voulu répondre à cette question posée, en 1886, par M. Eugène Ritter, dans l'étude qui précède la publication de huit chapitres des dites chroniques (*Chroniques de Genève écrites au temps du roi Henri IV*, M. D. G., t. XXII, p. 241-273). Il apporte tout d'abord quelques précisions à la préface que M. Ritter terminait par une attribution hypothétique au pasteur Simon Goulart (1543-1628). Le manuscrit de Septenville est bien un autographe. Les Archives d'État en possèdent une copie (Ms. hist. 147) toute entière de la main du commissaire-général Barthélemy-Pierre Noël (1746-1814). La composition de l'ouvrage dans son ensemble doit être placée entre les années 1598 et 1618. M. Ritter proposait pour la date de la rédaction des « Chroniques », les environs de l'an 1600. C'est là une hypothèse parfaitement plausible mais que l'examen du manuscrit ne permet pas de transformer en certitude.

L'identification de l'auteur, par contre, est certaine, ainsi que le démontre M. Martin, à l'aide d'une comparaison des écritures et d'une note marginale de la liste des syndics, pour l'année 1510, liste placée à la fin du volume et de la même main que celle qui a écrit les « Chroniques » : C'est le conseiller genevois Pierre d'Airebaudouze, seigneur du Cest, connu plus simplement de ses contemporains sous le nom de « Monsieur Du Cest ».

Pierre d'Airebaudouze, né à Genève, en 1557, entra au Conseil des Deux-Cents en 1590, à celui des Soixante en 1599; en 1605 il fut nommé procureur général; membre du Petit Conseil et procureur de l'Hôpital en 1610. Sa mort, survenue le 8 mars 1627, mit un terme à une carrière fort remplie dont M. Martin retrace les principales activités.

Magistrat dévoué, Pierre d'Airebaudouze a été aussi apprécié comme juriconsulte et comme humaniste; mais son œuvre latine n'avait pas

conservé le souvenir de son origine genevoise, jusqu'à ce que M. Alphonse Rivier eût reconstitué la véritable personnalité et la bibliographie de *Petrus ab Area Baudoua, Cestius*¹.

845. — *Séance du 23 novembre 1916.*

Une nouvelle station paléolithique au pied du Grand Salève, par MM. Raoul MONTANDON et Louis GAY. — Paraîtra dans les *Archives suisses d'anthropologie générale*.

Pictet de Rochemont en Angleterre (1787), d'après la relation de voyage de Prevost-Dassier, par M. Fernand AUBERT. — Impr. dans l'*Indicateur d'histoire suisse*, 47^{me} année (1916), p. 256-268; tiré à part, Berne, 1917, in-8, 12 p.

Trois lettres de Pictet de Rochemont relatives à la délimitation du nouveau territoire genevois (juin 1816), communiquées par M. Victor VAN BERCHEM.

M. Victor van Berchem donne lecture de trois billets adressés par Pictet de Rochemont à Saladin-de Budé, syndic de la Garde et président de la Commission des travaux publics. Ces pièces, tirées des Archives du château de Crans, sont datées des 29, 30 mai et 5 juin 1816. Elles sont relatives à la délimitation, sur le terrain, du territoire acquis à la Suisse et au canton de Genève par le traité de Turin. Pour cette opération, Pictet de Rochemont avait été nommé commissaire-délimitateur par le Directoire fédéral, tandis que le roi de Sardaigne avait désigné l'un des négociateurs sardes du traité, le chevalier Provana de Collegno. Les billets de Pictet fournissent quelques détails intéressants sur ce travail, commencé à Hermance et poursuivi tout le long de la nouvelle frontière jusqu'au Rhône, du 5 au 15 juin. Ils montrent avec quelle conscience et quel dévouement Pictet s'acquitta de sa tâche délicate, complément indispensable de l'œuvre qu'il avait accomplie à Turin.

846. — *Séance du 14 décembre 1916.*

Enquête sur l'activité du Comité révolutionnaire élu le 19 juillet 1794, ses arrêtés, ses publications (19-22 juillet), par M. Ed.-L. BURNET.

¹ *Pierre d'Airebaudouze Du Cest, juriconsulte genevois (1557-1627), Revue de législation* (1870), p. 56-73; cf. *France protestante*, 2^e édition, t. I, col. 66-69.

L'insurrection qui éclata à Genève dans la nuit du 18 au 19 juillet 1794 a ceci de particulier qu'elle ne renversa pas le gouvernement établi. Elle plaça seulement, à côté de celui-ci, comme un second gouvernement qui prit pour lui la direction de la politique intérieure, et laissa à l'autre l'administration proprement dite. Ce gouvernement supplémentaire, qui changea de forme à plusieurs reprises, fut d'abord représenté par un Comité de sept membres élu par les insurgés le 19 juillet, et qui resta en fonctions jusqu'au 22 à midi. Il avait pour mandat, « d'organiser la révolution », tâche qu'il remplit assez mal pour diverses raisons et en tout premier lieu par le peu de temps dont il disposait. Son œuvre principale fut la création du Tribunal révolutionnaire, chargé de juger les détenus que les insurgés avaient entassés par centaines dans des prisons de fortune, le grenier à blé de Chantepoulet et le hangar d'artillerie. Il faut remarquer, qu'il entra dans cette création une pensée de préservation. Les esprits, en effet, étaient tellement montés dans une partie de la population, qu'on redoutait un massacre général des prisonniers, comme il s'en était fait un à Paris, moins de deux ans auparavant. Le registre des délibérations du Comité du 19 juillet n'existe plus; M. Burnet a recouru pour étudier l'activité de ce corps à un certain nombre de pièces, qui se trouvent dispersées dans divers documents du temps. Ces documents sont au nombre de cinq, dont quatre manuscrits: 1^o le registre des délibérations du Conseil administratif, 2^o et 3^o les journaux de Dunant et de Léonard Bourdillon, 4^o une brochure intitulée: *Les malheurs de Genève*, 5^o enfin et surtout, un fragment du registre des délibérations du « Club de l'Imprévu sans tache » conservé à la Bibliothèque publique et universitaire dans les papiers Bourdillon. M. Burnet a terminé son enquête par une courte biographie des sept membres du Comité et par un exposé de l'état politique de Genève, au moment où il résigne ses pouvoirs. A ce moment, les citoyens formaient deux peuples superposés: en bas, les adversaires du régime, désarmés et privés jusqu'à nouvel ordre de tous droits politiques, au-dessus, la *Nation révolutionnaire*, qui seule jouissait de ces droits. Celle-ci était organisée militairement et fortement constituée, mais elle manquait d'homogénéité. Elle renfermait, en effet, des éléments très disparates, les premiers insurgés et les gens de leur sorte, puis des Révolutionnaires beaucoup plus modérés, qui s'étaient joints à l'insurrection le 19 juillet et les jours suivants, les uns par crainte, d'autres par tactique, pour tempérer le mouvement.

MM. Louis BLONDEL et Paul MARTIN donnent des renseignements sur l'état actuel de la question de l'Evêché et sur un projet de terrasse présenté par M. Baudin dans le *Heimatschutz* ¹.

¹ Novembre 1916.

847. — *Séance du 11 janvier 1917.*

Rapport du président (M. Frédéric GARDY) et du trésorier (M. Henry NECKER).

Election du comité : MM. Albert CHOISY, président; Paul-E. MARTIN, vice-président; Louis BLONDEL, secrétaire; Henry NECKER, trésorier; Ernest CHAPONNIÈRE, bibliothécaire; Victor VAN BERCHEM; Lucien CRAMER; Frédéric GARDY; Raoul MONTANDON.

Trois auteurs genevois oubliés ou peu connus : Jérôme Vittorio (1609), Claude Huart (1725), Jean-Louis Mallet-Butini (1797-1823), par M. Eugène RITTER.

1^o Jérôme Vittorio. Senebier, dans son *Histoire littéraire de Genève*, a omis de mentionner Jérôme Vittorio et son livre intitulé : *Tesoro de las tres lenguas, francesa, italiana y espanola*. — *Thresor des trois langues, françoise, italienne et espagnolle, par Hierosme Victor, Bolonois. A Genève, MDCIX.*

Il est vrai qu'une des éditions de cet ouvrage porte la date de 1606. Mais M. Ferdinand Brunot (*Histoire de la langue française*, III, 82, note) a montré que cette date de 1606 est impossible, et par conséquent, fautive; sans doute il faut lire : 1616. — Comme le nom de Genève n'était pas en bonne odeur dans les pays catholiques, certains exemplaires de cette édition de 1606 (1616) et de celle aussi de 1671, sont datés de Cologny, en vue de faciliter la vente.

M. John Galiffe (*Notices généalogiques*, tome 5^e) a publié la généalogie de la famille Vittorio, qui n'a eu à Genève que deux générations. Le prénom de Jérôme a été porté par deux de ses membres : Noble Jérôme Vittorio, de Bologne, marchand, qui se maria en 1573 à Genève, et qui fut, l'année suivante, reçu bourgeois de cette ville; il est mort le 3 août 1611, « de longue infirmité, âgé de 84 ans », dit le registre des décès; il a été père de sept enfants, parmi lesquels Jérôme Vittorio, baptisé le 11 janvier 1582. Un acte notarié du 30 septembre 1616 (Etienne de Monthouz, XXX, 251 : procuration donnée par Julie, Elisabeth et Judith Vittorio à leur frère Jérôme) désigne celui-ci comme « marchand résidant en Hollande »; il était mort en 1656, quand sa sœur Judith fit son testament, où elle lègue 150 florins à chacun des enfants de feu son frère Jérôme.

L'auteur du *Thresor des trois langues* n'est pas le père : il est invraisemblable qu'il ait fait à 82 ans ses débuts en littérature; c'est son fils, qui était en 1609 âgé de 27 ans.

Le *Thresor des trois langues* n'est pas une œuvre originale. Comme l'a reconnu M. Brunot, c'est seulement la reproduction, accompagnée d'une traduction en italien, du *Trésor des deux langues espagnole et françoise*, de César Oudin. Vittorio, dans la première partie, a ajouté à côté de chaque mot espagnol traduit en français, sa traduction en italien ; et de même, dans la seconde partie, à côté de chaque mot français traduit en espagnol, sa traduction en italien.

Vittorio laissait un *desideratum*. Tandis qu'Oudin avait donné tout ce qu'on pouvait lui demander : un dictionnaire français-espagnol et un dictionnaire espagnol-français. Vittorio, en reproduisant ces deux dictionnaires, et en y ajoutant à chaque mot une traduction italienne, n'avait pas achevé ce que son titre semblait annoncer ; il lui restait à rédiger un troisième dictionnaire, où chaque mot italien aurait été suivi de sa traduction en français et en espagnol. Il s'est épargné la peine de combler cette lacune ; son œuvre était ainsi incomplète et boiteuse. Mais telle qu'il l'a mise au jour, elle a été bien accueillie du public : M. Brunot en énumère sept éditions, de 1609 à 1671.

En tête de son livre, Vittorio a placé un avant-propos en langue italienne, où ce jeune homme se présente avec modestie : s'il parle de son *longo e continuo studio*, il ne veut pas, dit-il, *s'anteporre ad altri* ; il se donne expressément comme un simple traducteur :

Se tra quelli che traducono d'una lingua in una altra, io solo venessi...

Nella traduzione di questo Dittionario spagnuolo e francese in lingua italiana,...

Come apparera dalla lettura di essa traduzione,...

Io prego qualunque huomo... che non voglia entrare a giudicare di tale traduzione, prima che...

A quatre reprises donc, dans ce court avant-propos, Vittorio présente son œuvre comme une traduction ; et même il mentionne elliptiquement l'ouvrage qu'il a traduit : *questo dittionario*, façon maladroite de désigner un livre dont il n'indique pas l'auteur.

Ce procédé nous étonne, et choque nos idées de propriété littéraire ; mais ces idées, au matin du XVII^e siècle, étaient encore à naître.

2^e **Claude Huart**, fils d'un notaire de Paris, est mort à Genève en 1728, âgé d'environ 65 ans. Il a publié en 1725 une traduction des *Hypotiposes* de Sextus Empiricus, accompagnée de commentaires intéressants. — Une notice sur cet écrivain paraîtra dans le *Bulletin de la Société d'Histoire du protestantisme français*.

3^e **Jean-Louis Mallet-Butini** est l'auteur d'une brochure : *De la nécessité d'un culte public*, qui eut deux éditions en 1797. Elle a été longuement citée et commentée par Joseph de Maistre, dans son livre *Du Pape* (I, 9).

Mallet a publié en 1805 des *Idylles pour la jeunesse*, qui sont arrivées en 1809 à leur troisième édition. Quand celle-ci fut épuisée, il en voulut donner une quatrième. « Comme nous étions alors, dit-il, soumis au joug impérial, il m'en fallut demander la permission. Quelle ne fut pas ma surprise, quand le ministre que je supposais occupé d'objets tout autrement importants, après avoir pris la peine de parapher page à page mon manuscrit, en biffant ce qui n'était pas conforme à ses vues, me le rendit en disant que les Genevois n'étaient déjà que trop amoureux de leur liberté, pour qu'il les y excitât encore par la réimpression de ces idylles.

Mallet dut se résigner à attendre des temps meilleurs, qui arrivèrent heureusement, et lui donnèrent le plaisir de faire paraître une quatrième édition de ce petit ouvrage : *Idylles helvétiques et lettres sur la Suisse*, Genève, 1823, vij et 170 pages in-8°.

848. — *Séance du 25 janvier 1917.*

La famille Stafford et son conflit avec Calvin (1556), par M. Charles MARTIN. Impr. ci-après p. 201.

Jean de Lancy, un aventurier du XV^e siècle, par M. Louis BLONDEL.

Jean de Lancy, le dernier représentant d'une famille noble, déjà illustre au XII^e siècle, n'était connu que par sa déclaration de guerre à la communauté genevoise. Bien avant les gentilshommes de la Cuiller il forma une coalition de seigneurs contre Genève et inspira pendant des années de vives craintes aux Genevois. Sans aucun scrupule, il s'attaqua sans cesse à leurs biens et à leurs personnes. Son nom entre dans l'histoire en 1456, avec son procès et son incarcération. Sur le point d'être condamné, il est gracié à la requête de la duchesse de Savoie, moyennant une somme de trois cents livres, qu'il ne put du reste jamais payer (Arch. d'Etat. P. C. 96 et P. H. 624). A partir de 1459, Jean de Lancy reprend sa lutte acharnée contre Genève : poursuivi, il se réfugie à Fribourg, à Bâle et ailleurs encore, il menace de mettre le feu à la ville. Sur les instances des Genevois, le duc de Savoie lance le 4 février 1460 des lettres de capture contre de Lancy ; le jour suivant il ordonne la démolition de sa maison. Mais tout cela n'avait pas grand effet et de Lancy réussissait à poursuivre ses intrigues. Il envoie, le 7 décembre 1464, sa déclaration de guerre à Genève (P. H. 650). Le duc de Savoie se décide à expédier de nouvelles lettres de capture le 9 mars 1465. Depuis lors, on n'entend plus parler de Jean de Lancy ; mais il semble avoir fini sa vie très tranquillement, car il signe, en 1471, un acte pour une vente de terrains. Le procès de cet aventurier est du plus grand intérêt pour la vie de l'époque. Sa maison existe encore en partie dans la propriété Blondel à Lancy.

Origine de la famille Saint-Ours, par M. F.-Raoul CAMPICHE.

M. Campiche communique un extrait des registres de la paroisse de Commugny-Coppet, déposés aux Archives cantonales vaudoises. C'est l'acte de mariage, contracté le 7 février 1708, au temple de Commugny entre Denis fils de feu David de Saint-Tour, de Grenoble en Dauphiné, réfugié, habitant à Nyon ; et Pernelle fille de feu Charles Bartholony C. G. Ce document est intéressant par le fait qu'il indique le lieu d'origine de la famille Saint-Ours, jusqu'ici inconnu. D'autre part, il faut relever les nombreuses variantes auxquelles ce nom de famille a donné lieu, « Sintour, Desaintour, Saint-Tour, Saint-Ours, de Saint-Ours ». L'orthographe actuelle semble inexacte. Cette famille s'est divisée en deux branches ; l'une, *heimatlose*, fut reçue bourgeoise de Sainte-Croix en 1870, et l'autre, admise à la bourgeoisie de Genève le 29 juin 1759, qui s'éteignit en 1886 ; c'est celle du peintre.

849. — *Séance du 8 février 1917.*

Louise Labé, le procès Yvard à Genève, et le « Philosophe de Court », par Philibert de Vienne, par M. Alfred CARTIER. — Publié dans la *Revue des Livres anciens*, t. II, fasc. 4 (1917), p. 321-332, et à part.

Un épisode des relations entre Genève et la Savoie, 1666-1670 : le château de Bellerive, par M. Théodore Fœx. — Publié dans l'*Indicateur d'histoire suisse*, 48^{me} année (1917), p. 61-92 ; tiré à part, Berne, 1917, in-8, 32 p.

850. — *Séance du 22 février 1917.***Sceaux et moulages de sceaux, par M. Charles ROCH.**

Les sceaux ont été, du XII^e au XV^e siècle, les pièces validant les chartes. Ils sont restés d'un usage courant jusqu'à la Révolution.

Comme pièces de validation ou simplement d'identification, les sceaux ont un caractère représentatif de la personne (individu ou personne sociale) dont ils émanaient. Cela leur donne à la fois un certain attrait et une valeur scientifique.

Leur charme consiste avant tout dans le fait que, après avoir marqué la volonté et parfois la puissance d'un personnage ou d'un groupement, ils ne sont plus que des vestiges d'un passé très différent, dans son état politique et social, de nos institutions actuelles.

Ayant représenté matériellement des personnes qu'ils désignaient par une inscription, des signes, des armoiries, des devises, à des dates certaines, les sceaux ont un intérêt historique qui n'a pas besoin d'être démontré.

A ces deux caractères très différents vient s'en ajouter un troisième sans rapport avec les premiers : la valeur esthétique. Cette valeur esthétique est généralement reconnue, mais ce qu'on ignore c'est que du X^e siècle à 1439, on ne saurait trouver de plus beaux modelages que ceux des sceaux.

Les Archives d'Etat de Genève possèdent des milliers de sceaux qu'il importe beaucoup de sauver d'une détérioration malheureusement déjà assez avancée. Pour cela, il est urgent d'en avoir de bons moulages, dont les uns, choisis et coloriés, pourront être exposés et feront apprécier la valeur esthétique des sceaux et dont les autres, en plâtre légèrement teinté et durci, seront un objet d'études pour la technique de la gravure, du modelage, pour l'histoire de l'art, l'archéologie, la paléographie, etc.

Les Archives d'Etat de Genève ont donc commencé, grâce à une subvention de la Société auxiliaire des Sciences et des Arts, le moulage en deux exemplaires de leurs sceaux, un exemplaire restant dans les locaux des Archives, l'autre étant remis au Cabinet de numismatique.

Les sceaux originaux, même séparés des documents qu'ils validaient, ont leur place indiquée aux Archives d'Etat.

Henri Corneille Agrippa à Genève, 1521-1522, par M. Théophile DUFOUR.

Après avoir mené une vie aventureuse en France, en Allemagne, en Angleterre, en Italie, Henri Cornelis, dit Corneille Agrippa, vint à Genève en mai ou juin 1521, et y fut reçu bourgeois gratuitement le 14 juillet 1522. A la fin de décembre 1522, il partit pour Fribourg, où il passa une année. Malgré tout ce que l'on a écrit sur lui, on est peu fixé sur son vrai caractère. Cet homme érudit était adonné à toutes les sciences, entre autres à l'astrologie et aux sciences occultes. M. Dufour a trouvé, il y a plus de vingt ans, une information faite par le lieutenant du vidomne de Genève, en octobre et décembre 1523, document inédit qui jette un jour curieux sur la vie privée d'Agrippa. Par les dépositions des témoins, on constate qu'il se réunissait fréquemment avec No. Jean Maillard le jeune, d'une famille notable, et qu'ils paraissent avoir fait ensemble de la fausse monnaie. L'un et l'autre, absents, ne furent pas interrogés, et on ne peut connaître exactement le degré de culpabilité d'Agrippa. Mais les charges sont fortes, et il est en tout cas certain que Maillard écoulait de faux testons tout neufs. Les registres du Conseil, le 15 septembre 1523, disent seulement qu'il circule des pièces fausses et que le vidomne procède à une enquête. Maillard, sentant sa situation dangereuse, prit le large et ne

reparut plus à Genève. En terminant, M. Dufour montre la photographie de la moitié d'un grand calendrier à trois colonnes, pour l'année 1523, placard trouvé dans une reliure et qui lui a été communiqué en 1899 par M. Léopold Delisle : il porte la double indication d'Agrippa, comme auteur, et de Jacques Vivian à Genève, comme imprimeur.

Inscription romaine trouvée au Terraillet, commun. par M. Louis BLONDEL.

En démolissant la belle maison Buisson, au Terraillet (n° 1, Terraillet et n° 3, rue Traversière), on a retrouvé dans la voûte de la cave une inscription romaine en roche, bien conservée. On sait que c'est près de là que passait une des enceintes intermédiaires du moyen âge, construite en partie avec des matériaux romains, vers la fin du XII^e siècle.

L'inscription, qui a environ 1,40 m. sur 0,64 m., a une moulure supérieure et inférieure. On lit : SEXTVS FILIVS FRATRI TITO RICCIO NIVA...

On connaît déjà deux inscriptions de cette famille à Genève portant dans le catalogue de E. Dunant les nos XXIII et LXX du Musée épigraphique. Celle qui vient d'être retrouvée, présente les caractères du I^{er} siècle et il sera intéressant de l'étudier plus complètement dès qu'elle sera transférée au Musée. Outre cette inscription il faut signaler la présence de fragments de poteries romaines, de poids de la même époque, dans des remblais recouvrant le sable de la grève, contre la rue Traversière.

M. Albert CHOISY montre une **lettre de maîtrise** de 1718 de Pierre Aymonier, maître marchand passementier et rubantier. Cette pièce rare est pourvue du sceau de la corporation du XVI^e siècle. (Elle a été dès lors déposée aux Archives d'Etat.)

851. — *Séance du 8 mars 1917.*

Isaac Thellusson et les Emigrés de 1737, par M. André Corbaz.

Il s'agit d'un épisode de la Révolution genevoise de 1734-38. Ce récit, extrait d'un ouvrage que l'auteur se propose de publier sous le titre de « Noble Isaac-Jean de Thellusson, ministre de la République à la Cour de France », s'appuie sur une vaste correspondance inédite, adressée à Thellusson et qui appartient à la famille Fäsch, descendante des Thellusson. Il y a là une véritable mine pour les historiens futurs de cette époque si troublée, plus de neuf cents lettres écrites par les hommes les plus marquants de l'époque, et particulièrement les chefs du parti aristocratique : Le comte de Montréal, les conseillers Favre, Tronchin, Trembley, de Chapeaurouge, le pasteur Ami Lullin, J.-L. Eynard, l'avoyer d'Erlach, le résident français Champeaux, d'autres encore.

Nous sommes en 1737, au lendemain des journées des 21 et 22 août ; les Michelistes ont eu le dessus, et le sang a coulé. Genève est en pleine révolution. Le parti aristocratique, dont les fautes ont amené la ruine, est atterré. Alors commence l'émigration. Tous les chefs quittent la ville et après eux plus de trois mille personnes. Ils se répandent en Savoie, dans la terre de Gex et dans le pays de Vaud. Trois centres de résistance : à Carra-Cornières, le domaine de Marc-Conrad Trembley, à Feuillasse près de Meyrin, le lieu d'exil de l'ancien syndic Jean Trembley, et enfin à Ferney qui devient le quartier central des patriciens. Le comte de Montréal y dirige le mouvement contre révolutionnaire. Il intrigue à Berne et à Paris. De là, partent tous les fils de la conspiration. Car ce sont de véritables conspirateurs. Ne songent-ils pas à fonder une autre Genève opposée à la Genève bourgeoise ! De Montréal écrit : « J'ai un dessein qui est de former un schisme. Nous sommes un très grand nombre et avons des magistrats, ainsi nous ferons la République. » Mais, au-dessus du comte de Montréal, il y a Thellusson, qui est l'âme de l'opposition aristocratique. Ce fut lui qui provoqua, de son propre chef, et sans consulter même ses amis politiques, la médiation du roi de France. Qu'allait apporter aux esprits troublés le comte de Lautrec ? L'épée ou le rameau d'olivier ? Ce fut l'apaisement qui prévalut. Et M. Corbaz termine par cette pensée du conseiller Favre : « Notre ville est une coquette qui nous a fait une grande infidélité, mais dont les charmes séduisent encore ceux qui en ont été préoccupés. »

852. — *Séance du 22 mars 1917.*

Jean-Baptiste et Husain, par M. Max van BERCHEM.

M. Max van Berchem fait une communication sur les rapports entre certains cultes et mythes relatifs à des têtes coupées en Orient. A propos d'une inscription provenant du célèbre sanctuaire de la tête de Husain à Ascalon, au moyen âge, il montre que, dans la plupart des villes syriennes, un culte et des légendes relatifs à la tête de Husain, coupée, d'après la tradition, sur le champ de bataille de Kerbela en 680 de notre ère, se sont superposés à un culte et à des légendes relatifs à la tête de Jean Baptiste ; lesquels, à leur tour, pourraient bien avoir été substitués à certains traits analogues des antiques Adonies syriennes. Il signale en passant quelques observations connexes, telles que celle qui nous montre, dans la plupart des grandes mosquées syriennes, d'anciennes églises de Saint-Jean et l'évolution parallèle de la tête coupée en Perse, sous les Achéménides et les Sassanides, et qui aboutit, elle aussi, à Husain et aux fêtes célébrées encore aujourd'hui, par les chiites persans, en l'honneur de ce saint. M. van Berchem montre enfin, comment l'épigraphie arabe peut jeter quelque lumière sur ces croyances et sur leurs sanctuaires.

Le sarcophage troné de la cathédrale Saint-Pierre à Genève et sa vénération populaire, par **M. Waldemar DEONNA**. — Impr. dans le *Bulletin de l'Institut national genevois*, t. XLII (1917), p. 487-500.

853. — *Séance du 19 avril 1917.*

Episodes de l'histoire de Genève de 1788 à 1792, par **M. Henri FAZY**. — Fragments (p. 113-133 et 193-233) de son ouvrage intitulé : *Genève de 1788 à 1792 : la fin d'un régime* (Genève, 1917, in-8).

Emprunts et impôts de guerre à Genève pendant la Restauration, 1814-1816, par **M. William E. RAPPARD**. — Publié dans le *Journal de statistique et Revue économique suisse*, 53^{me} année, 1917, p. 145-172; tiré à part, Berne, 1917, in-8, 89 p.

854. — *Séance du 3 mai 1917.*

La parenté genevoise de Madame de Staël, par **M. Eugène RITTER**.

Ce travail considérable qui comprend cent quarante tableaux généalogiques, avait été entrepris en vue du centenaire du 14 juillet 1917. M. Ritter a énuméré environ deux cents familles, soit près de deux mille personnes, qui ont des liens de parenté avec Madame de Staël; entre autres, plus de cent vingt membres de notre société.

Trois lettres d'Auguste de Staël, communiquées par M. Henry NECKER.

Auguste de Staël, fils de Mme de Staël, aimait beaucoup Genève, où il fit de nombreux séjours. La première lettre, datée de Londres et adressée à Louis Prevost, concerne la Restauration à Genève, et la délimitation du territoire genevois. Les deux autres, datées de Paris, sont adressées à Necker-de Saussure et à Louis Necker. Auguste de Staël demande à connaître le texte de la nouvelle Constitution. Ces trois lettres témoignent de l'attachement du fils de Mme de Staël à Genève et des sentiments d'intérêt qu'il lui portait.

Diplômes de noblesse des familles genevoises, par **M. Henry DEONNA**. — Impr. dans les *Archives héraldiques suisses*, t. XXXI (1917) p. 6-21, 57-71, t. XXXII (1918) et tiré à part.

Le cahier original de la levée de 1464, par **M. Charles ROCH**. — Sera publié dans les *M. D. G.*, t. XXXII.

Désordres du 25 juillet 1474 à Genève, par M. Victor van BERCHEM.

M. Victor van Berchem communique quelques fragments d'une enquête du vidomne de Genève, d'après un document de la collection Galiffe, récemment entrée aux Archives d'Etat. Cette enquête a trait à des désordres survenus, le 25 juillet 1474, dans les rues de la ville, à l'occasion du passage de l'avoyer bernois Nicolas de Diesbach, à son retour d'une ambassade en France. Une querelle sans importance, entre un serviteur de l'ambassade suisse et deux jeunes garçons genevois, fut l'origine de l'incident qui devait avoir de fâcheuses conséquences pour Genève. Très irrités de l'atteinte portée à leur honneur, en la personne de leur ambassadeur, les Bernois prirent une attitude menaçante à l'égard de Genève, à laquelle ils réclamèrent une indemnité de douze mille florins d'Allemagne. Cette somme n'ayant pas été payée, l'incident de juillet 1474 fut au nombre des griefs formulés contre Genève, lorsque, en octobre 1475, après la conquête du pays de Vaud par les Suisses, cette ville, menacée elle aussi, dut se racheter au moyen d'une rançon de vingt-huit mille florins du Rhin. Les dépositions de nombreux témoins devant le tribunal du vidomne permettent de reconstituer les phases successives de l'incident. Elles montrent, en particulier, l'antagonisme profond qui existait, dans nos contrées, à la veille des guerres de Bourgogne, entre Welches et Allemands et les difficultés créées au Conseil de Genève par la présence, dans la ville, de nombreux éléments étrangers que le commerce y attirait.

Faits divers

Durant l'année qui vient de s'écouler, la Société a publié :

Au mois d'octobre 1917, la troisième livraison du tome IV du *Bulletin*, datée d'octobre 1916 (tirée à 575 exemplaires).

Au mois d'octobre 1917, le *Mémorial des années 1888 à 1913 de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève* (tiré à 525 exemplaires).

En cours de publication :

Le tome VII des *Registres du Conseil de Genève, du 11 janvier 1508 au 27 octobre 1514 (vol. 16 et 17)*, publié par les soins de MM. RIVOIRE, Victor VAN BERCHEM et LÉON GAUTIER.

La deuxième livraison du tome XXXII des *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*.

La Société a reçu de Madame Etienne Gillet-Brez un legs de vingt-cinq mille francs, dont elle devra consacrer les revenus à ses publications.

Une requête a été adressée par la Société au Conseil d'Etat en faveur de la conservation du château de Dardagny.

Sur la proposition de M. Albert CHOISY, une « Commission du Régeste » a été constituée, avec mission de compléter et de continuer le *Régeste genevois*.

La Société est entrée en échange de publications avec la SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE PROVENCE (juin 1917).

La Société a fait son excursion archéologique annuelle, le 17 mai 1917, à Vufflens-le-Château et aux environs.

Elle a continué à s'intéresser aux démarches pour l'aménagement des Archives d'Etat et du Musée du Vieux Genève dans le bâtiment de l'ancienne prison de l'Evêché.

Elle a été invitée à se faire représenter à la remise du Monument international de la Réformation à la Ville de Genève le 7 juillet 1917 et à participer à la réunion annuelle de la Société d'histoire de la Suisse Romande, qui a eu lieu à Genève les 25 et 26 septembre 1917.

Ouvrages reçus par la Société

du 15 octobre 1916 au 15 octobre 1917

A

Publications de Sociétés et recueils périodiques

La Société a continué, malgré la guerre, à recevoir les publications de la plupart des Sociétés correspondantes.

B

Livres et brochures

Donateurs :

M. le Chevalier d'ARCOLLIÈRES, 2 br. — Archives fédérales, 1 vol. — M. Fernand AUBERT, 1 br. — M. Henri d'AURIOL, 1 br. — M. Victor VAN BERCHEM, 4 fasc. — M. C.-M. BRIQUET, 1 fasc. — Bureau suisse de statistique, 1 br. — M. E.-L. BURNET, 1 fasc. — M. Alfred CARTIER, 2 br. — Comité de la Caisse d'Epargne, 1 vol. — Chancellerie fédérale, 2 vol. — Chanoine Ulysse CHEVALLIER, 1 br. et 1 vol. — M. Lucien CRAMER, 1 br. — M. Eugène DEMOLE, 2 br. — M. W. DEONNA, 4 br. ou plaquettes. — De M. le Dr P.-L. DUNANT en souvenir de son fils Emile DUNANT, 1 lot de vol., br. et photogr. — M. Th. Foëx, 1 br. — De l'hoirie de M^{me} Adolphe GAMPERT, 1 lot de brochures. — M^{me} GRIVEL, 1 vol. et 1 br. — M. Otto KEHRLI, 1 br. — M. P. MARTIN, 4 fasc. — M. Edgar MERCINIER, 5 vol. et 5 br. — M. Raoul MONTANDON, 2 br. — Direction du Musée d'Art et d'Histoire, 2 vol. et 2 br. — M. Emile PRIVAT, 1 plaquette (2 ex.). — M. Théodore RIVIER-ROSE, 1 vol. — Dr Jules ROSSI, 1 br. — M. Charles ROCH, 1 br. — Société suisse d'héraldique, 1 br.

La Société a également reçu les manuscrits suivants :

La famille de feu M. le Dr Léon GAUTIER a déposé 4 volumes reliés des copies de lettres et pièces historiques des Archives d'État de Genève, relatives aux réfugiés de la fin du XVII^e siècle. — Communications faites à la Société par le professeur J.-Antoine VERCHÈRE. — De M^{me} Adrien LE COINTE, par l'intermédiaire de M. Paul-E. MARTIN, archiviste d'État, des notes de Frédéric Soret sur la Bourse française, l'Église et la Bourse italiennes, l'Église et la Bourse allemandes.

LA FAMILLE STAFFORD A GENÈVE

SON CONFLIT AVEC CALVIN, 1556

Parmi les pièces provenant de la « Collection Galiffe » qui ont été remises aux Archives d'État de Genève, l'archiviste voulut bien me signaler quelques documents relatifs à la famille Stafford et au conflit qui s'éleva en 1556 entre ses membres et le réformateur Calvin. Ces documents, les Registres du Conseil de Genève, un arbre généalogique de la famille Stafford, et deux ou trois articles du *Dictionary of national Biography* m'ont servi à reconstituer d'une façon un peu complète cet incident de l'histoire de l'église anglaise réfugiée à Genève de 1555 à 1560. Il me semble avoir quelque intérêt, parce qu'il nous montre la physionomie des acteurs de ce petit drame de famille, la nature de l'ascendant que Calvin exerçait alors à Genève, ainsi que les rapports entretenus par le Conseil de la petite République avec les familles étrangères réfugiées dans son sein pour cause de religion.

Sir William et Lady Dorothée Stafford, chassés par les persécutions de Marie Tudor, dite la Sanguinaire, arrivèrent à Genève au commencement de 1555. Les deux époux appartenaient à la très ancienne et très noble famille Stafford, connue dès le temps d'Edouard le Confesseur (1042-1064). Au XII^e siècle, elle s'était partagée en deux branches, qui n'eurent dès lors que de rares rapports matrimoniaux.

Lady Dorothée Stafford appartenait à la branche aînée, dont l'histoire avait connu de nombreuses vicissitudes. Trois de ses membres furent ducs de Buckingham et apparentés à la famille royale d'Angleterre; mais deux d'entre eux furent décapités par l'ordre du roi, et leur famille avait été en partie dépossédée de ses biens.

Le père de Lady Dorothée, Henry Stafford, né en 1501, fut recueilli à la mort de son père par le cardinal Woolsey, alors très puissant, qui le ramena à la cour et lui fit rendre une partie du

bien paternel. La faveur royale lui revint encore plus complète lorsqu'il épousa Ursule, fille de Richard Pole (frère du cardinal de ce nom) et de Marguerite Plantagenet, duchesse de Salisbury, fille elle-même du duc de Clarence. Henry Stafford, ainsi allié à la famille royale, accompagna Henri VIII au camp du drap d'or. Partisan de la Réforme déjà sous ce prince, et encore plus sous Edouard VI, il rédigea ou traduisit un écrit favorable au pouvoir royal et dirigé contre la papauté : *De vera differentia regie potestatis et ecclesiasticæ*. Il soutint d'abord le duc de Somerset, mais l'abandonna quand il tomba en disgrâce. Lorsque Marie Tudor monta sur le trône, il se recommanda à elle et fit preuve d'un protestantisme plus que tiède. Strype dit qu'il traduisit alors deux écrits d'Erasme contre les luthériens, mais on ne les a pas retrouvés. Plus tard, après l'avènement d'Elisabeth, Henry Stafford devint lord-lieutenant de son comté. Mais n'ayant pas accepté l'acte d'uniformité, il fut privé de sa charge et mourut d'ailleurs bientôt (en 1563). Ses tergiversations religieuses ont probablement exercé une certaine influence sur le conflit entre Calvin et sa fille dont nous aurons à parler.

Cette branche de la famille Stafford vit ensuite diminuer peu à peu le nombre de ses membres et s'amoinrir leur position sociale.

La branche cadette, à laquelle appartenait Sir William, ne connut pas les vicissitudes de la branche aînée. Ses membres furent, semble-t-il, des seigneurs terriens qui ajoutèrent à leur nom patronymique ceux de Blatherwick, de Bramshall, de Grafton et de Chebsey, empruntés à leurs possessions. Celui qui nous occupe était le second fils d'Humphrey Stafford. Il paraît avoir perdu assez vite son frère aîné, Humphrey Stafford de Blatherwick, car il possédait tous les titres de la famille et s'appelait Sir William Stafford chevalier de Chebsey, Grafton, etc. Né vers 1513, il fut, très jeune encore, en grande faveur auprès d'Henry VIII. Il épousa en premières noces Mary Boleyn, sœur d'Anne Boleyn, la seconde femme du roi. Veuve de William Carey, gentilhomme de la chambre du roi, elle passait pour avoir été la maîtresse du souverain. Sir William, garde du corps du roi, fut chargé, en 1539, d'aller avec d'autres seigneurs à la rencontre d'Anne de

Clèves, quand elle vint en Angleterre pour épouser Henry VIII. Il reçut diverses donations royales et prêta de l'argent au roi. Lorsque sa première femme mourut, en 1542, il espéra qu'on lui remettrait certaines terres appartenant à sa famille, mais il dut se contenter de la seigneurie de Rochford dans le comté d'Essex, qui existe encore maintenant, et qui est connue comme ayant appartenu aux Boleyn.

En 1550, Edouard VI chargea Sir William d'aller, à la suite du marquis de Northampton, à la rencontre de trois grands seigneurs français envoyés en Angleterre comme otages et de les conduire à Londres. En 1552, il subit trois mois de captivité sur la flotte, on ignore pour quelle cause. Deux ans auparavant, il avait épousé, en secondes noces, Dorothee Stafford, issue de la branche aînée et l'avait conduite à Rochford où elle lui donna deux fils, Edouard, né en 1552 et William, né en 1554, ainsi qu'une fille, Elisabeth, née probablement en 1553.

Sir William était un partisan décidé de la Réforme. Aussi dut-il quitter l'Angleterre vers la fin de 1554, pour échapper aux persécutions de Marie Tudor. En mars 1555, nous le trouvons à Genève avec sa femme, sa sœur Jane, M^{es} Sandes; alias Foster, leur cousine, son fils Edouard, sa fille Elisabeth, John Watson, Arthur, James, Edmond et Elisabeth ses serviteurs¹.

Aussitôt arrivé, Sir William adressa au Conseil, pour être reçu comme habitant, la demande suivante :

*Supplication de magnifique et puissant seigneur Gulliam Stafford chevallier angloys, le 29 de mars 1555*².

« A nos magnifiques puissans et très redoutez Seigneurs, Messieurs les
Sindiques et Conseil de Genève

Magnifiques puissans et très redoutez Seigneurs, expose Guiliam Stafford chevalier et gentilhomme angloys seigneur de Rochefort, que pour éviter les superstitions papistiques, et désirant vivre suyvant la saincte réfor-

¹ Cf. notre ouvrage sur *Les protestants anglais réfugiés à Genève au temps de Calvin*, Genève, 1915, in-8, p. 332.

² Genève, archives d'Etat. P. H., suppl. 160.

mation de ceste vostre noble cité et ouyr les prédications du Sainct Euan-gile qui y sont continuellement faictes, il seroit venu en icelle avec ses femme et enfans et famille. A ceste cause il supplie très humblement vos magnifiques Seigneuries luy vouloir permettre avec ses dictes femme, enfans et famille habiter en icelle et ce soubz vostre subjection et protection et il priera Dieu continuellement pour la prospérité spirituelle et corporelle de vous nos dictz Seigneurs et de ceste vostre dicte cité et subjectz¹.
W. STAFFORD. »

Le même jour, le Conseil fit inscrire sur le registre des habitants : « Guill^e Stafford chevalier et gentilhomme anglois seigneur de Rochefort. » et on lui remit l'attestation suivante :

Déclaration du Conseil

« Nous Syndiques et Conseil de Genève, à tous par ses présentes sçavoir faisons comme par devant nous en nostre ordinaire Conseil s'est personnellement présenté noble Guillaume Stafford, chevalier et gentilhomme anglois, seigneur de Rochefort. Et nous ayans proposé la cause de sa venue icy estre seulement pour le désir et bonne affection qu'il a de vivre selon la religion évangélique icy purement anoucée et selon la sainte réformation d'icelle, il nous a supplié et requis le permettre icy en nostre dicte cité et rière noz habiter, demourer et exercer le train duquel il plaira à Dieu luy fère grâce, se submetant vultentiers à vivre selon nos commandemens et ordonnances. Nous, ayans ouy son bon vouloir et saint pro-poz, et premièrement de luy receipt féal serment de vivre selon la dicte sainte réformation et de nous estre obéissant subject et observer nos édictz, commandemens et contributions par tout le temps qu'il sera en nostre dicte cité habitant, avons icelluy gracieusement receipt pour tel, vueillans et permettant, que moyennant les dictes choses et contributions éditales et accoustumées, il puisse icy en nostre dicte cité et terres icelle habiter, et exercer le train duquel Dieu luy donnera grace. Donné à Genève soubz nostre seaulx commung, ce vendredy yingt neufviesme de mars mil cinq centz cinquante cinq.

Par les ditz Seigneurs Syndiques et Conseil.

M. ROSET. »

¹ Cette pièce est évidemment écrite par un notaire ou par un commis de chancellerie. La signature est seule autographe.

Sir William entra immédiatement en rapport avec quelques personnages distingués, particulièrement avec de nobles réfugiés français. Il eut en leur compagnie la curieuse aventure qui nous est racontée par Gautier en ces termes :

« Un jour, les sieurs de Vérac et de Maillane, gentilhommes français, revenant avec un gentilhomme anglais, nommé Guillaume Stafford, d'une maison de campagne située au delà du pont d'Arve, furent attaqués près de ce pont par dix ou douze séditieux qui, non seulement les chargèrent d'injures, mais aussi leur donnèrent des coups de plat d'épée, l'un même de la troupe ayant lâché contre Stafford un coup de pistolet, qui heureusement ne prit pas feu ¹. »

Il faut peut-être rapprocher de cette aventure la décision prise à son sujet par le Conseil en date du 19 septembre 1555 ² : « Pource qu'il est excellent personnage, homme de bien et de cognoissance, arrêté qu'il luy soit permys de porter son espée à luy seul et non pas à ceux de sa famille. »

Qui visait-on par ces derniers mots ? Certainement pas ses enfants, dont l'aîné avait quatre ans, ni sa sœur, ni sa cousine. Avait-on vent à Genève du séjour à Paris de deux Stafford, Robert, frère de Sir William, et Thomas, frère de Lady Dorothee, ainsi que de la violente querelle qui eut lieu entre eux à ce moment ? Ce n'est pas impossible ³.

Sir William Stafford accueillit avec bienveillance ses compatriotes réfugiés, qui arrivèrent de Francfort le 13 octobre 1555. Il entra immédiatement dans l'Eglise qu'ils fondèrent le premier novembre, et participa bien probablement aux dépenses nécessitées par son organisation et par la publication de sa constitution et de sa liturgie.

W. Whithingham, Ant. Gilby, Chr. Goodman, Thomas Lever, Thomas Wood, devinrent ses amis et ses commensaux. Calvin lui-même entretenait avec lui des rapports familiers et consentit à être le parrain du fils qui lui naquit les premiers jours de janvier

¹ J.-A. Gautier, *Histoire de Genève*, III, 619-620.

² R. C., vol. 49, fo 185 vo.

³ *Dictionary of national Biography*. Article Thomas Stafford.

1556, et qui reçut à son baptême le prénom de Jehan. Son père aurait voulu lui donner celui de Calvin, mais le réformateur s'y opposa formellement.

Le 24 février de la même année, la sœur de Sir William, Jane, veuve Williams, épousa un noble italien, Maximilien Celsus, comte Martinengo, alors pasteur de l'Eglise protestante italienne de Genève. Tout semblait donc concourir à adoucir les rigueurs de l'exil pour le noble gentilhomme anglais, qu'on appelait volontiers seigneur de Rochefort, et qui jouissait de l'estime de tous. Mais l'un des premiers jours de mai 1556, il mourut à l'âge de 43 ans, emporté probablement par une des maladies épidémiques qui sévissaient alors de façon presque chronique. Son serviteur James était mort deux mois plus tôt et avait été enterré le 7 mars. Sir William fut enseveli le 5 mai ¹.

Le lendemain, le lieutenant et les auditeurs de la justice conférèrent la tutelle de ses enfants à Lady Dorothée Stafford ².

La jeune veuve ne semble pas avoir partagé les convictions strictement réformées de son mari, ni s'être acclimatée dans le milieu puritain de Genève. Elle s'occupa immédiatement de préparer son départ pour l'Angleterre. Dès le 8 mai, elle s'entendit avec Antoine Froment qui faisait fonction de notaire. Celui-ci rédigea un acte dont voici un extrait : « En présence de moy, Anthoyne Froment, notaire publicq juré de Genève soubz signé et des témoins soubz nommés³..., dame Dorothée Stafford, veufve de feu Messire Guillaume Stafford, chevalier seigneur de Rochefort au royaume d'Angleterre, laquelle sachant et bien avisée au meilleur mode que faire se peult et entendre, tant

¹ Cf. notre ouvrage déjà cité, p. 335. Les registres officiels des décès manquent aux Archives de Genève du 30 décembre 1555 au 20 mars 1558. C'est grand dommage, car ils auraient indiqué le domicile du défunt et la maladie qui l'a emporté.

² Cela ressort de ces mots, biffés dans le brouillon de l'acte d'Antoine Froment mentionné ci-dessous : « Apparant d'icelle tutelle judiciairement par devant les seigneurs lieutenant et auditeurs de la justice de ceste cité décrétée le sixiesme jour des présens moys et an. »

³ L'acte fut passé au domicile de noble Anthoyne de Lautrec, qui y figure comme témoin ainsi que Laurent de Normandie.

à son propre et prime nom que aussy comme tutrice de ses enfans et du dict Stafford, faict, ordonne, constitue, députe, et establist son vray procureur et certain messaiger spécial et général... ascavoir... messire Robert Stafford, chevallier angloys, frère dudict deffunct, absent, auquel ladicte dame constituante au dict nom a donné et donne par ces présentes plain pouvoir, auctorité et mandement spécial... » Il s'agit ici d'obligations contractées au profit de sir W. Stafford par François de Vendôme, chevalier de l'ordre du roi de France et vidame de Chartres, qui étaient en mains de Sir Edouard Randolph. Cet acte, dont nous ne possédons qu'un bronillon¹, établit définitivement l'identité de Robert Stafford; celui-ci était frère de Sir William. Il résidait alors à Paris, et Lady Dorothée le fit venir à Genève pour l'aider dans les circonstances délicates où elle se trouvait. Elle prévoyait en effet que Calvin s'opposerait à son désir d'emmener ses enfants en France ou en Angleterre et, appuyée par son conseiller, elle adressa au Conseil la supplique suivante :

*Supplique de Dorothée Stafford*²

« Magnifiques et très honorez Seigneurs. Supplie très humblement vostre humble et obéissante subiette Dorothée Stafford, que selon voz droits et équitable justice, il plaise à voz Seigneuries m'ottroyer pour coadjuteur en la charge de tutelle à moy donnée par le seigneur lieutenant de ceste cité, Messire Robert Stafford mon beau-frère, lequel à grans frais et travail est icy venu pour me soulager en ceste charge, quittant ses affaires en France, pour monstrier en cest endroit sa charité chrestienne, et fraternelle affection. Parquoy, Magnifiques Seigneurs, désirant tant qu'en moy est obéir à l'équité de voz bonnes loix et coustumes, j'ay prins la hardiesse de me présenter à voz magnificences, voyant la nécessité, m'asseurant de vostre grand bonté et mansuétude, que ne permettez aucun empeschement m'estre donné en l'administration des biens que feu Monsr. Stafford mon mary laissa en ceste cité. Suppliant aussi très humblement qu'il plaise à voz Seigneuries m'ottroyer la franchise qui jamais sans

¹ Il est écrit au v^o de la couverture en parchemin du Ms. 114 des Archives d'Etat de Genève, intitulé : « La sédition faite dans Genève l'an 1555, et le jeudi 16 de May entre neuf dix et unze heures de nuict », par Antoine Froment.

² P. H., suppl. 160.

grande occasion ne fut ostée aux mères : c'est qu'il me soit loisible d'emmener quant et moy les enfans que Dieu m'a donnez sans en avoir empeschement ou fascherie. Espérant que les ayant avec moy, j'auray moyen de retirer les autres qui sont à présent en Angleterre¹. Et cas avenant qu'à la poursuyte de votre fidelle ministre M. Calvin, il me fallust icy laisser mon enfant agé de cinq à six mois, qu'il plaise à voz Seigneuries y avoir tel esgard que je n'aye cause de regret et désespoir, s'il me faut estre privée d'un fruit qui m'est plus précieux que tout l'avoir de ce monde. Quant à l'instruction d'iceluy et de tous les autres, j'espère que Dieu me donnera de les nourrir en sa crainte, comme de bon cœur je l'en supplie. Ce faisant, Magnifiques Seigneurs, m'obligerez à vous rendre tout le devoir et humilité qui me sera possible, et faire humble prière au Seigneur qu'il vous augmente ses dons et graces, pour heureusement poursuyvre le nom et effet de princes très chrestiens, lequel très vertueusement avez acquis, dès le temps qu'il a plu au Seigneur de changer voz ténèbres en lumière et clarté qui jamais ne s'esteind².

Votre très humble et obéissante, Dorothé STAFFORD. »

La supplique de Lady Dorothée fut sans doute soumise à Calvin avant d'être remise au Conseil, car nous trouvons au verso la note suivante de Michel Roset; elle montre que le 22 juin, lorsque ce corps en prit connaissance, Calvin fut entendu et présenta ses objections :

Le 22 de Juing 1556

En Conseil Ordinaire

« Sus la suplication dernier escripte. Est ouy Monsieur Calvin ès remonstrances qu'il a fait touchant le petit enfant duquel il est perrain et a promys en l'église de l'instruyre, s'opposant à ce qu'il soit mené en la papisterie. A quoy a contredit ledit Messire Robert, disant qu'aussi bien en France presche on l'Evangile qu'y cy et qu'on y peult bien endoctriner

¹ Comment Dorothée Stafford peut-elle parler de retirer à elle ses autres enfans qui sont en Angleterre? Mariée au plus tôt en 1550, elle ne pouvait guère en avoir plus de trois, lorsqu'elle quitta l'Angleterre, Edouard et Elisabeth, qui vinrent à Genève avec leurs parents, et William, né le 1^{er} mars 1554 à Rochford, où il a dû rester. Il joua plus tard un certain rôle politique.

² Ce document est aussi écrit et probablement rédigé par un notaire. Il est signé par Dorothée Stafford.

les enfans et qu'il voudroi[en]t bien que ceux qui font tant des zélateurs ly venissent ung peu prescher, non pas laisser le troupeau et pauvres brehys qu'on brusle. A quoy ledit Calvin luy a repliqué comme le tout est contenu sommairement sus le livre du Conseil.

(Signé) M. Roser. »

Le registre du Conseil contient un récit assez complet du débat, qui ne manqua ni d'intérêt ni de vivacité :

« Lundy 22 de Juing 1536¹.

« *Dorothée Staffort re[laissé]e de Monsieur de Staffort avec N[oble] Robert Staffort.* — M. Calvin. Laquelle a présenté supplication tendant aux fins : puyqu'il a pleu [à] Dieu luy oster son mary, luy donner pour tuteur et de ses enfans, Messire Robert Staffort son beau-frère, et si par aventure M. Calvin voloit faire quelque difficulté de laisser les enfans à la mère surtout ung de l'eage d'environ cinq moys pour ce qu'il en est compère, ilz prient leur observer la franchise qu'est à tous hommes de avoir la puissance de leurs enfans, et leur pourveoir, tellement qu'elle ne soit destituée du fruit qui luy est plus préteux que tout l'or du monde. Estant sus ce ouyes les remonstrances de Monsieur Calvin, disant qu'il est bien marry du conseil que ladite vefve a prys de se retirer de l'Evangile pour retourner ès soullieures du monde, desquelles par le moyen de son feu mary elle avoit esté retirée, mais quant à cela qu'il ne l'en peult garder. Totesfois qu'il parlera pour l'enfant, lequel il a porté au baptesme en estant requys par le feu père, lequel mesmes pour la grande affection qu'il luy portoit désiroit luy imposer nom Calvin, ce qu'il ne volut faire pour chose du monde, mais le nommant et tenant fit le serment et promesse solennelle accoustumée faire en ceste Eglise, ensuyvant la réformation évangélique, par laquelle il a promys d'instruyre à l'Evangile ledit enfant, tellement que maintenant en deffaut du père il en est obligé. Parquoy comme il leur a desja remonstré à bon droit, il requiert que ledit enfant ne soit mené ny porté en la papisterie là où on n'auroit moyen de l'instruyre, affn qu'il l'instruise selon l'Evangile jusques à ce qu'il sera venu en aage de cognoissance qu'il pourra aller où il vouldra. Sus ce a longuement répliqué ledit de Staffort, disant que en France y est presché l'Evangile en d'aucuns lieux, et qu'il est bien eslahy que des ministres qui sont ainsin zélateurs n'y vont

¹ R. C., vol. 51, fo 192. — Publié dans les *Opera Calvini*, t. XXI, 610.

en France là où il y a du troupeau qu'ilz laissent brusler : requérant ne contraindre point la mère à laisser ses enfans. Parquoy veu que autant bien on annonce l'Evangile par delà comme du monde, il requiert, nonobstant tout ce que dit ledit Monsieur Calvin, luy laisser ledit enfant, car c'est pour son profit, et quant on peult retirer les biens du monde que Dieu donne avec la cognoissance évangélique, que c'est une bonne chose. Et ledit Sr Calvin dit que il fait bien grande moquerie de parler ainsin des ministres, et quant à luy qu'il est marry, quant il y a des afflictions en l'Eglise, et voudroit bien en estre participant, mais qu'il n'est pas en sa liberté d'aller là où il voudroit et combien qu'il ne se veuille pas vanter, si est-ce qu'il a esté autrefois à Parys en préparation d'y prescher jusques il y fut bruslé, mais Dieu l'a espargné, parquoy ceste moquerie est trop lourde. Et sus ce plusieurs répliques dung costé et d'autre etc. Arresté sus le tout que après diner on aye advis et conseil des ministres et gens sçavans comme de faire. »

D'un côté, Robert Stafford défend les droits naturels et l'autorité de la mère. Il affirme qu'on peut rester fidèle en France à la foi réformée et que, si on peut conserver une partie du bien qu'on a reçu de Dieu en restant fidèle à l'Evangile, c'est une bonne chose. De l'autre côté, Calvin s'appuie sur sa responsabilité de père spirituel de l'enfant qu'il a présenté au baptême, et qu'il craint de voir emporter « en la papisterie ». Ses craintes n'étaient pas entièrement vaines, en face des tergiversations religieuses plus ou moins intéressées du père de Lady Dorothée. Laisser le filleul de Calvin retourner chez son grand-père, ce n'était pas le remettre entre des mains bien sûres. Calvin insistait aussi sur la volonté manifeste du père défunt de voir son fils élevé à Genève par Calvin dans la foi évangélique, quelles qu'en fussent les conséquences matérielles.

Le Conseil voulut s'éclairer, particulièrement sur ce dernier point, et recueillir les témoignages de Thomas Lever, de W. Whittingham, de Thomas Wood et de Christophe Goodmann. Ceux-ci déclarèrent unanimement, sous la foi du serment, qu'à leur connaissance, Sir William mourant avait prié sa femme de ne pas quitter Genève et d'y élever ses enfans dans la foi protestante, en se fiant à Dieu pour les conséquences matérielles.

Voici leurs déclarations :

« Déposé ainsin en la banche du droit le 26 de Juing 1556¹.

« Dixit quantum memini D. Stafford maritum ejus voluisse illam cum suis liberis hic in Geneva manere religionis causa et non decedere, nisi Deus concederet occasionem pure servandi se et suos a papismo alibi. Ita est. »
Thomas Lever Anglus. »

« Je Guillaume Whittingham atteste par la présente et par le serment presté entre les mains de la justice avoir ouy et entendu telles parolles proférées par Monsieur Wood, un jour estans chez Madame Stafford à souper après la mort de feu Monsr. Stafford son mary, disant : Ma dame, vous me diles une fois que feu Monsr. Stafford vostre mary vous fist requeste un peu de jours devant sa mort que vous vouldissiez vous tenir icy en l'Eglise du Seigneur, ausquelles parolles elle ne contradit.

Guillaume Whitham. »

« I do testify by theis present that abowt three or four days before the deathe of Mayster Stafford, my Lady his wife tolde me that hir husband did earnestly requier hir to contynewe in this citie and that she shuld not mistrust, but God wold provide that what shuld be sufficient for hir and hirs, which request he made (as she said) with teares.

Tho. Wood². »

« Ego Christophorus Goodmannus confiteor me hæc audisse a D. Stafforda vidua die Iovis ultimo hora 3^a pomeridiana, presentibus fratre suo, D. Gylbeo ministro ecclesiæ Anglicanæ et domina Fosteræ, num si promiserit marito suo egrotanti se hinc cum liberis suis non discessuram ideo prestare teneatur quod promiserit, quod cum affirmaverim, addidit ita animo vexatam dolore, ut quid responderit marito nesciret.

Christoforus Goodmannus. »

Le Conseil se réunit de nouveau le 25 juin et, après avoir pris connaissance des avis qu'il avait demandés, donna raison

¹ P. H., suppl. 160.

² On lit au verso de la pièce la traduction française que voici :

Interprétation

« Je testifie par ceste présente qu'environ le troys ou quatriesme jour devant la mort de Monsr. Staford, ma dame sa femme me dist que son mary la requérait affectueusement qu'elle vouldist continuer en ceste cité et quelle ne se doubté point que Dieu ne pourvoye souffisamment à elle et aux siens. Laquelle requeste, comme elle me dist, il faisait avecque larmes.

Thomas Wood. »

à Calvin et refusa de laisser partir de Genève le filleul du réformateur ¹:

« *Robert Stafford et Doroté Stafford.* Sus ce que dernièrement ilz avoient requys, tochant l'opposition de monsieur Calvin faite pour Jehan filz de monsieur de Stafford, est ouye la relation des advys et conseil qu'on heub sus cela : que l'opposition de monsieur Calvin est bonne ; d'aautant que le serment presté par Monsieur Calvin de instruire ledict enfant, en deffault du père, est venu en effect, et que la volonté du père est assez déclairée, en ce que se fit recevoir icy habitant pour luy et sez enfans pour vivre selon l'Evangile. En quelle volonté il a persévéré jusque à la mort, mesmes qu'on a entendu icelluy avoir commandé et déclairé au lit de sa maladie qu'il ne voloit point que on emmenât sez enfans d'ycy, mais qu'ilz y fussent nourrys et instruys.

Quant à ce qu'ilz ont requys tochant de donner coadjuteur à la tutrice : arresté que le seigneur lieutenant provoye sus cela par élection, façon accoustumée, et comme de raison, pour le bien et préservation des pupilles et de leurs biens. »

Robert Stafford, qui ne paraît pas avoir partagé les convictions puritaines de son frère sir William, ne se tint pas pour battu. Obligé de retourner à Paris, il écrivit de Nantua le 27 juin à Louis Franc, négociant genevois de ses amis, une lettre comminatoire, dans laquelle il menace d'amener le roi de France à user de mesures de représailles envers les riches marchands genevois, si on veut faire violence à sa belle-sœur ².

« (*Lettre de Stafford, veue en Conseil le mardy dernier de Juing 1556.*) »

« A M. Louy Franc à Geneva »

« Combien que j'ay ouy parlé de François Lulyn, le Dolphyn, Loy Dufort, Bon de Chem, Pierre Bone, Jean Pernet et de beaucoup aultres riches marchantz qui font leur marchandyses en ce pays de France, je n'ay pas voulu escrire à aultre que à vous, duquel j'ai quelque cognoysance et auquel je porte beaucoup d'amytyé, c'est-à-dire que sy les messues de Geneva non veulent donner ordre que ma belle-seur se puysses retyrer avecq tous ses enfenz per de sà, selon la lyberté qui a esté tousjours donnée si bien de nostre Seigneur, comme de tous lez bons prynces et seigneurs, à

¹ R. C., vol. 51, f° 196. — Publié dans les *Opera Calvini*, t. XXI, 641.
² P. H., Suppl. 160.

tous chrystiens, je vous assièrent que d'icy à peu de temps je espère d'avoir le moyen de vous faire cognoistre que le bon Roy de France non veult souffrir ses subjectz et servyteurs estre injuriés, sens en faire le semblable à tous vous aultres qui avez à faire per de sà, qui sera le fyn. Me recom-mendant à vostre bonne grâce ; de Nentua le XXVII^{me} de Juin. »

« Vostre bon amy Robert Stafford. »

Cette lettre fut remise au Conseil par Louis Franc le 30 juin et voici ce qu'en dit le Registre :

« *Lettre de Robert de Stafford.* » -- « Icy le sieur Loys Franc a présenté une lettre à luy adressée par ledict Robert de Stafford, de laquelle est icy faite lecture. par laquelle il menace que si on ne lâche sa seur avec tous ses enfans, il fera tant vers le roy qu'on en fera autant aux marchandz et ceux de Genève. Arresté qu'on ne s'estonne rien en bien faisant¹. »

La noble dame anglaise ne semble décidément pas s'être résignée à résider à Genève et à y faire élever ses enfants dans le calvinisme. Aussi chercha-t-elle un moyen de se soustraire avec eux à l'autorité de Calvin. Le vingt-quatre août de la même année, elle revint à la charge auprès du Conseil. Elle lui demanda l'autorisation de partir, en promettant de s'établir dans une ville réformée, puisqu'on ne lui permettait d'aller ni en France ni en Angleterre. Voici sa requête à laquelle le Conseil fut sans doute heureux de pouvoir faire droit, perplexe qu'il était entre les exigences de Calvin et les menaces de Robert Stafford :

No. dame Stafort relaissée du Sr de Stafort, de la part de laquelle a esté proposé à sa requeste Monsieur Calvin, que ycelle est [en] délibération de se retiré de ceste cité et se transporté avecq sa famille alleur, non pas rière la papisterie, ains en une ville conforme à la réformation de l'Evangile de Dieu à ceste cité, ce qu'elle ne ause fayre sans nostre licence causans nostre précédent arrest. Estant sur ce aussi ouys ledist Monsienn Calvin, d'autant que avoit contredict de non layssé transporté Jehan Stafort son fillioz, ayant esté par luy porté au sacrement du baptesme, rière la papisterie, aux fins que puyse observer sa promesse faicte au dict baptesme. Mais puisque elle est en délibération de non aller en la papisterie, et ne a contredict, par le moyen qu'elle prometste fidèlement et assure qu'elle ne transportera

¹ R. C., vol. 51, fo 201. — Publié dans les *Opera Calvini*, t. XXI, 644.

en sorte que se soit ledict Jehan Stafourt son filz rièrè la papisterie, ains à une ville conforme à la parolle de Dieu comme ceste cité, etc. A esté arresté qu'il soit permis à ladicte dame comme elle a requis et supplié, par le moyans de promesses d'icelle dame avecq serment comme est dessous escriptz, suyvant quoy icelle dame a promis par son serment solempnel sur les Escriptures en nous mains comme dessus est arresté ¹. »

Ainsi autorisée, Lady Dorothée quitta Genève pour aller s'établir à Bâle. Quinze mois plus tard elle y fut reçue bourgeoise avec les plus grands égards, comme l'atteste l'extrait ci-dessous des Registres de cette cité ² :

« Anno XV^e lvii uff mittwoch den III^{ten} tag Novembris haben min gnedig herren die edle frowen Doretheam Stafford usz Engellandt zu burgerin uff unnd angenommen. Dero ist usz erkandtnusz eines ersamen rates der begriff unnd innhalt des burgerlichen eydes in franczesisch durch den stattschriber in bysin des obersten knechttes vorgelesen, den si auch by handtgebuen truwen unnd glubden im geschwornen eydes stat ze haltemm zugesagt ³. »

Chose curieuse : il n'est question des enfants Stafford ni dans ce document, ni dans celui qui fut établi deux ans plus tard au moment du départ de leur mère.

Lorsque la nouvelle de la mort de la reine Marie fut parvenue sur les bords du Rhin, la noble exilée se prépara à retourner dans son pays d'origine, comme presque tous les réfugiés protestants anglais d'alors. Elle demanda au Conseil de Bâle la permission de partir, tout en se ménageant la possibilité du retour si les circonstances l'exigeaient. A sa demande le Conseil de Bâle prit la décision suivante :

¹ R. C., vol. 51, fo 277 (24 août 1556). — Publié dans les *Opera Calvini*, XXI, 645.

² Bâle, *Staatsarchiv*. Oeffnungsbuch VIII, fol. 177.

³ « L'an mil cinq cent cinquante sept, mercredi le 3 novembre, mes honorés seigneurs ont reçu et accepté comme bourgeoise, noble dame Dorothée Stafford d'Angleterre. D'après l'affirmation d'un honorable conseiller, le sens et le contenu du serment imposé aux bourgeois lui a été lu en français par le secrétaire en présence de l'huissier. Elle s'y est obligée par un serment solennel, qu'elle a promis de tenir constamment et fidèlement. »

« Anno Domini XV^cLIX^o uff sambstag den XIII^{ten} januarii ward der frotwen vonn Stafford usz Engelland, uff ir früntlichs ansuchen unnd bittenn, diewil sy widerumb inn Engelland zu verreyssen willens, ein offner paszbrieff mitgetheillt, iren das bürgerrecht onangesehen ires hinziechens uff zwey jar ertreckt, also, wo sy in zwey jarenn widerumb allhar kommen würde, das min gnedig herren sy widerumb fur ein burgerinn erkennen wollenn, doch mit der bescheidenheit, wo irenn hie zwüschen etwas widerwertigs begegnete oder widerfore, das man iren darinn nit beholfenn sin werde anderst dann, was mit fürschrifften uszgerichtet unnd erlangt werdenn möchte¹. »

Les tristesses et les difficultés de l'exil se terminaient ainsi pour Lady Dorothée. Elle retourna à Londres, se présenta à la nouvelle reine Elisabeth et devint bientôt maîtresse des robes de sa Majesté. Elle jouit de sa faveur et lui recommanda probablement ses fils, Edouard, William et Jehan. Elle mourut le 22 septembre 1604, à l'âge de 73 ans, et fut inhumée dans l'église de Sainte Marguerite à Westminster.

Son fils aîné Sir Edward Stafford, né en 1552, étudia à Oxford et devint un diplomate avisé et influent. Il fut envoyé en 1578 à Catherine de Médicis pour protester contre l'intention du duc d'Anjou d'accepter la souveraineté des Pays-Bas. L'année suivante, il fut chargé de négociations matrimoniales entre Elisabeth et ce même duc d'Anjou. Celui-ci logea chez lui à Londres. Stafford fut ensuite nommé chancelier du duché de Lancaster et membre du Parlement pour Winchester. En 1585, il était ambassadeur d'Angleterre à Paris. Il mourut en 1605, un an seulement après sa mère.

Le second des fils, William, eut une existence plus aventureuse et plus agitée. Pendant ses études il fut privé de son « fellowship »

¹ *Bâle, Staatsarchiv, Oeffnungsbuch VIII, fol. 177.*

« L'an du Seigneur 1539, samedi 14 janvier, à la demande et requête amiable de Madame de Stafford d'Angleterre qui désire retourner en Angleterre, un passeport lui a été remis, dans lequel son droit de bourgeoisie lui est conservé pour deux ans. Si dans l'intervalle de ces deux ans elle revenait ici, Messigneurs la recevraient de nouveau comme bourgeoise, toutefois avec la réserve que si quelque adversité lui arrivait pendant ce temps, on ne l'aiderait pas autrement que par une intercession en sa faveur. »

d'Oxford, pour s'être trop souvent absenté. Courtisan intrigant et mécontent, il se disputa avec le comte de Lennox, se rendit à Paris en 1585, et en revint un an après. Il se laissa entraîner à ourdir un complot contre la reine Elisabeth avec Châteauneuf ambassadeur de France, mais le révéla peu après au ministre Walsingham. Châteauneuf et lui s'accusèrent mutuellement d'avoir entraîné son compagnon. Emprisonné à la Tour de Londres, Stafford y resta jusqu'en 1588. Puis, assagi, il se maria, se retira dans le domaine de sa femme et y vécut tranquille jusqu'à sa mort, qui eut lieu en 1612. Il eut un fils appelé William comme lui. Ce fut un pamphlétaire connu, qui vécut jusqu'à l'âge de 94 ans. Son fils et surtout son petit-fils jouèrent encore un certain rôle. Puis la famille disparut de la scène politique.

Quant à John Stafford, le filleul de Calvin au sujet duquel s'éleva le conflit qui est relaté dans ces pages, il ne semble pas avoir eu une personnalité qui justifiait une pareille contestation. Immatriculé au Collège « Corpus Christi » à Cambridge en 1569, il fut plus tard pensionnaire de la reine Elisabeth et de son fils Jacques I^{er}, et devint constable du château de Bristol. Il représenta la ville de Stafford au Parlement (1584-85 et 1586-87) et fut ennobli en 1596 à Cadix, où il participait à une campagne de représailles contre la fameuse Armada. Il mourut en 1626, sans laisser de postérité, et fut enterré à Thornbury, dans le comté de Gloucester.

Charles MARTIN,
pasteur.

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ
D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE
DE GENÈVE

Tome IV — Livraisons 5 et 6

OCTOBRE 1918 et JUIN 1919

GENÈVE
LIBRAIRIE A. JULLIEN

—
1919

*Exemplaire n° 8. 75.
p. 904.*

Contenu des deux Livraisons

	Pages
Personnel de la Société.....	217 et 265
Mémoires, rapports, etc., présentés à la Société.....	222 et 269
Faits divers	236 et 288
Ouvrages reçus par la Société	237 et 290
Inventaire sommaire des manuscrits appartenant à la Société d'histoire et d'archéologie de Genève ou déposés dans sa bibliothèque.....	239
Henri Delarue. — Un manuscrit liturgique de l'église de Genève (avec pl.).....	291
Eugène Demole. — La Société des Bellotiens, 1762- 1780.....	300

Avis. — Les membres de la Société bénéficient de réductions importantes sur les prix de la plupart des publications indiquées à la quatrième page de la couverture. Ils sont priés de s'adresser directement au bibliothécaire.

Prière d'indiquer au secrétaire (rue Calvin, 12), les changements d'adresse des destinataires du « Bulletin ».

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

OCTOBRE 1918

Personnel de la Société

Depuis le mois d'octobre 1917, la Société d'histoire et d'archéologie a reçu au nombre de ses membres effectifs :

1917, 22 novembre, M^{me} Louis ORMOND.

MM. Eugène-A. NAVILLE.

Maurice TURRETTINI, architecte.

Albert MUSSARD.

Herman DE VRIES, docteur en philosophie.

20 décembre, Léopold ROCHAT, licencié ès lettres.

1918, 10 janvier, Gustave MARTIN, licencié en droit.

21 février, Amédée RIGOT.

25 avril, M^{lle} Hélène REVILLIOD.

Elle a eu le regret de perdre onze membres effectifs : MM. Louis REHFUS († 8 novembre 1917), le colonel commandant de corps Alfred AUDEOD (voir ci-après), Jules CROSNIER (voir ci-après), Charles MALLET († 15 janvier 1918), Moïse BRIQUET (voir ci-après), William FAVRE († 22 février 1918), Henry STRÆHLIN († à Paris le 29 mars 1918), James ODIER († 6 juillet 1918), François MAGNIN († 16 juillet 1918), Pierre-Louis DUNANT († 2 octobre 1918), Casimir de CANDOLLE († 3 octobre 1918).

Le nombre des membres effectifs de la Société était de 233 au 31 octobre 1918.

Jules CROSNIER, né à Nancy en 1843, mort à Genève le 26 décembre 1917, était venu habiter, très jeune, notre ville. Il entra tout d'abord dans un atelier d'émailleur, puis se voua entièrement à la peinture. Il fut l'élève de Barthélemy Menn, son talent lui valut les médailles de bronze et d'argent au Salon de l'Exposition de 1889 à Paris. Depuis lors, il fut mis hors concours aux Salons des artistes français et exposa souvent à Paris et surtout à Londres à la Royal Academy, dont il était membre. Il se spécialisa dans l'aquarelle et le pastel. Professeur à l'Ecole des Beaux-Arts de Genève, dès 1875, il s'intéressa avec passion à tout ce qui touchait à l'art dans sa patrie d'adoption.

Il fonda, en 1898, la revue *Nos anciens et leurs œuvres, recueil genevois d'art* (17 années parues à sa mort), où il a recueilli un grand nombre de documents concernant les artistes genevois anciens et contemporains, les œuvres architecturales de la ville et de la campagne. Lui-même a rédigé beaucoup d'articles, entre autres sur: *Jean Jaquet au château de Cartigny*; *François Ferrière, peintre et pastelliste*; *Abraham Bouvier*; *Alexandre Calame*; *Hugues Bovy, Barthélemy Bodmer*; *Pauline de Beaumont*; *Barthélemy Menn*; *Louis-Auguste Brun, de Versoir*; *François-Gédéon Reverdin, dessinateur et peintre*, etc. Il se fit, dans la même revue, en 1910, l'historiographe de la Société des Arts (*La Société des Arts et ses collections*; tiré à part, Genève 1910, in-4); il présida, pendant de nombreuses années, la classe des Beaux-Arts. Il s'attacha aussi à retracer dans cette revue l'histoire des belles propriétés et des villages de la campagne genevoise, comme *Bessinge, Saint-Jean et Sous-Terre, Confignon*, ainsi que des collections et expositions locales: *l'Exposition rétrospective de la Société mutuelle entre artistes et amis des Beaux-Arts, Exposition d'objets mobiliers du XVIII^{me} siècle, La peinture à l'Exposition du Centenaire*. Le *Dictionnaire des artistes suisses (Schweizerisches Künstler Lexikon)* lui doit plusieurs articles. Par son enseignement, par ses publications, par son zèle pour le développement des musées et des sociétés d'art, Jules Crosnier n'a cessé de travailler en vue du progrès de l'art public à Genève.

Alfred AUDEOUD, né à Genève en 1853, est mort au service militaire actif, le 19 novembre 1917. Après avoir fait des études de droit, il se voua entièrement à la carrière militaire, dans l'infanterie. Il est nommé major en 1889, lieutenant-colonel en 1893, colonel en 1896, puis chef de l'Etat-major de la II^e division et du I^{er} corps d'armée. Succédant au colonel Edmond de la Rive en qualité de directeur des écoles centrales à Thoune, en 1899, son enseignement fut tout spécialement remarqué. Commandant de la I^{re} Division en 1908, du I^{er} Corps d'armée en 1912, il collabora au nouveau règlement d'exercice suisse pour l'infanterie. Il suivit les opérations de la guerre russo-japonaise. C'est comme commandant du front sud de la Suisse qu'il mourut.

Bien qu'entièrement voué aux questions militaires pratiques, son activité s'étendait à de nombreuses sociétés nationales et d'éducation de la jeunesse. Malgré ses absorbantes obligations de service, il écrivit plusieurs articles dans la *Revue militaire suisse* : *Les manœuvres du 1^{er} corps d'armée contre une division combinée* (53^e année, 1908, p. 1-21, 105-119); *La guerre des Balkans* (58^e année, 1913, p. 313-328, 465-477, 642-661, 857-881); *Les opérations de l'armée serbe* (59^e année, 1914, p. 102-113, 244-253); c'est à lui qu'on doit la traduction française de l'ouvrage de Feiss, *L'Armée Suisse* (3^e édition, Zurich, 1896, in-8). Le colonel Audeoud restera le type de l'officier supérieur suisse, à l'esprit démocratique, très populaire, possédant l'entière confiance du pays, qui reconnaissait ses grandes capacités militaires¹.

Charles-Moïse BRIQUET, né en 1839, est mort dans notre ville le 24 janvier 1918. Ancien négociant, docteur ès lettres *honoris causa* de l'Université de Genève, membre correspondant de la Société des Antiquaires de France, Moïse Briquet était le digne représentant d'une famille qui, depuis sept générations, s'était vouée à l'industrie du livre et à la papeterie. Dès 1888, il entreprit de longues recherches qui aboutirent à la publication de quatre volumes intitulés : *Les filigranes ; dictionnaire historique des marques du papier dès leur apparition en 1282 jusqu'en 1600*

¹ Voir l'article de F. Feyler dans la *Revue militaire suisse*, 62^e année, 1917, p. 554 et suivantes.

(Genève, 1907, 4 vol. in-4, avec pl.). Cet ouvrage considérable et d'une grande valeur historique et scientifique permet d'identifier et de déterminer l'âge des papiers et par suite des documents, manuscrits ou imprimés, dont la date restait jusqu'alors incertaine. Il est le fruit de recherches minutieuses dans les archives de Suisse, de tous les pays voisins et des Pays-Bas. Ce travail absorbant lui coûta malheureusement la vue. Il écrivit de nombreux articles sur les filigranes, les moulins à papier, la papeterie, dans diverses revues et journaux (*Nos anciens et leurs œuvres, l'Union de la Papeterie, Mémoires de la Société nationale des antiquaires de France, Archivio Storico Siciliano, Revue des bibliothèques, Revue internationale de sociologie, Bibliographe moderne, etc.*).

Passionné pour les courses pédestres, il écrivit dans sa jeunesse, en collaboration avec Charles Schaub un *Guide pratique de l'excursionniste sur les montagnes qui entourent le lac de Genève*. Principal fondateur de la section genevoise du Club Alpin, il en fut le premier président. Toujours dévoué aux choses du pays, son activité philanthropique fut remarquable.

La Société a encore perdu deux de ses membres correspondants : le baron Antonio MANNO et Jacob KAISER.

Le baron Antonio MANNO, sénateur du royaume d'Italie, commissaire du roi près la Consulte héraldique, membre du Conseil des Archives d'Etat, directeur de la bibliothèque et du médaillier du roi, mort à l'âge de quatre-vingt-trois ans le 12 mars 1918, à Turin, avait été nommé membre correspondant le 27 janvier 1887. Après avoir débuté dans la carrière militaire, il se tourna du côté de l'histoire de la monarchie de Savoie. Parmi ses principaux ouvrages nous citerons la biographie de son père, *Cenno biografico del barone Giuseppe Manno* (1868). Il publia en 1878, 1883 et 1909, une *Bibliografia dell'assedio di Torino dell'anno 1706*, ainsi que les *Informazioni del ventuno in Piemonte* (1879), d'après des papiers de Charles-Albert, de Cesare Balbo, etc. A côté des *Relazioni diplomatiche della monarchia di Savoia 1559-1814*, en trois volumes (1888), il s'adonna principalement à des travaux bibliographiques dont le plus important est la *Bibliografia storica degli stati della Monarchia di Savoia*, œuvre

considérable dont il a paru neuf volumes (Turin, 1884-1913, gr. in-8). Enfin, en 1895, il donna un *Dizionario feudale degli antichi stati continentali della monarchia di Savoia, 1720-1797*, et *Il patriziato subalpino*. Le baron Manno a en outre écrit un grand nombre d'articles et de biographies¹.

Jacob KAISER, né à Seewis, membre correspondant depuis le 27 décembre 1877, est mort à Berne à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, le 6 avril 1918. De 1855 à 1858, il se livra à l'éna à des études de droit et d'histoire. Entré comme volontaire en 1859 à la chancellerie de la Confédération, il fut nommé archiviste de la Confédération en 1868. Comme rédacteur en chef, il sut mener à bien l'importante série des Recès des diètes de la Confédération, des années 1500 à 1712 (*Amtliche Sammlung der ältern eidgenössischen Abschiede*, Lucerne 1869-1882, 25 tomes in-4, dont onze volumes ont paru sous sa direction). Il rendit de grands services à l'histoire du pays en rassemblant et en faisant copier les documents concernant la Suisse dans les archives étrangères, à Paris, Londres et en Italie. Son activité fut remarquable dans plusieurs sociétés, telles que le comité de la Société générale suisse d'histoire, la Société des monuments historiques, ainsi que dans la commission du Musée national et dans celle de la Bibliothèque nationale. Il resta cinquante-cinq ans au service de la Confédération et ne renonça à ses fonctions d'archiviste qu'en 1904. Son jugement très sûr et sa longue expérience lui firent une place en vue dans les réunions historiques de notre pays.

¹ Voir *Revue historique*, t. 128, p. 419 et *La Savoie littéraire et scientifique*, 12^e année 1917, p. 219-221.

² Voir l'article de M. H. Türlér dans le *Bund* du 9 avril 1918.

Mémoires, Rapports, etc.

présentés à la Société

du 8 novembre 1917 au 25 avril 1918

855. — *Séance du 8 novembre 1917.*

Monuments romains du Terraillet, par M. Alfred CARTIER. — Publ. dans l'*Indicateur des Antiquités suisses*, t. XX, n. s. 1918, p. 133 et suivantes.

Lettre inédite de Raoul Rochette sur Genève et les Genevois (1825), communiquée par M. Frédéric GARDY.

Raoul Rochette (1790-1854), savant français, fit plusieurs voyages en Suisse, en particulier à Genève, entre les années 1819 et 1825, et il a consigné ses impressions dans des *Lettres sur la Suisse* qui eurent plusieurs éditions. De son premier passage à Genève, Rochette avait emporté une très fâcheuse impression et il avait exprimé un jugement fort peu aimable sur notre ville et ses habitants dans la première édition de son ouvrage (*Lettres sur quelques cantons de la Suisse, écrites en 1819*, Paris, 1820, in-8). Un Genevois (probablement Rilliet-de Constant) y avait répondu dans une brochure anonyme intitulée : *Lettre à M. R. R***, membre de l'Institut, professeur d'histoire et censeur royal...* (Paris et Genève, 1820, in-8, 24 p.). En 1820, Rochette revenait en Suisse et le résultat de son voyage était un second volume : *Lettres sur la Suisse écrites en 1820* (Paris, 1822, in-8) ; l'auteur, qui y fait allusion à la riposte de Rilliet, est beaucoup plus bref et moins acerbe à l'égard des Genevois. Dans une deuxième édition (*Lettres sur la Suisse écrites en 1819, 1820 et 1821*, Paris, 1823, 2 vol. in-8,) « soigneusement revue et corrigée, » Rochette supprima le chapitre sur Genève et le remplaça par quelques lignes.

Etant revenu à Genève en 1825, il y fut fêté et si bien reçu, malgré son attitude précédente, qu'il revint de ses préventions et, dans un nouveau volume paru en 1826, inséra, sous forme de lettre à Bonstetten, datée d'août 1825, un chapitre plein d'éloges à l'adresse de Genève et des Genevois.

La Bibliothèque de Genève a acquis récemment une lettre autographe et sauf erreur inédite, de Raoul Rochette, signée « Raoul, » datée « Genève, ce 20 août, » et adressée à une dame inconnue. Cette lettre, qui est certainement de 1825, est, elle aussi, très élogieuse et donne de piquants détails sur la société genevoise à cette époque. M. Gardy en donne lecture.

M. F.-Raoul **CAMPICHE** présente un volume de 1525, imprimé à Paris, par Pierre Vidone et qui a été exposé à Nyon à l'occasion du Jubilé de la Réformation. Il a pour titre : *La grande et merveilleuse et très cruelle oppugnation de la noble cité de Rhodes, prinse naguères par le sultan Soliman à présent grand Turcq, ennemy de la très sainte foy catholique, rédigée par escript par excellent et noble chevalier et frère Jacques bastard de Bourbon,...*

856. — *Séance du 22 novembre 1917.*

Correspondance d'Etienne Dumont au début de 1789, communiquée par M. Aug. BLONDEL.

M. Aug. Blondel explique son admiration toujours croissante pour Etienne Dumont à mesure qu'il avance dans son étude sur cette attachante personnalité. Il s'est demandé si, dans les papiers légués à la Bibliothèque de Genève par Mme Louis Soret, il ne trouverait pas des matériaux ignorés pour l'histoire de la Révolution. Ses recherches lui ont fait découvrir une volumineuse correspondance de Dumont avec Sir Samuel Romilly, une mine incomparable de documents écrits le jour même des grands événements de 1789. C'est ainsi que M. Blondel nous donne lecture de lettres datées du soir ou du lendemain du Serment du Jeu de Paume, de la Séance Royale etc., écrites avec une verve, un pittoresque, un sens critique et une exactitude incomparables. Ce sont là des écrits de premier ordre pour l'histoire, ainsi que le proclamait Taine. Certes, Dumont possédait une qualité maitresse, celle de l'observation. Partout où il passait, il recueillait des renseignements, puisés aux meilleures sources; il connaissait personnellement tous les hommes les plus en vue, en particulier ceux qui ont joué un rôle éminent à l'époque de la Révolution française. Il faut donc souhaiter la publication de cette correspondance, qui n'a été imprimée que fragmentairement.

M. Blondel s'est demandé si d'autres lettres n'existeraient pas encore. Il a songé que Dumont avait été lié avec Lord Lansdowne, le grand ministre anglais, qu'il avait travaillé à ses côtés et habité sous son toit pendant des années. Il devait avoir correspondu avec lui et, de ce côté, on pouvait espérer quelque profitable trouvaille. M. Blondel écrivit au marquis de Lansdowne qui, de la manière la plus gracieuse, lui envoya de suite une volumineuse liasse de lettres écrites de Paris, de 1788 à 1802. Elles abondent aussi en indications précieuses, en portraits de personnages tracés de main de maitre. M. Blondel en lit quelques-unes, relatives à la séance du 4 août et à d'autres séances, exposées en si grand détail qu'il est peu croyable qu'il en existe nulle part un compte rendu aussi complet et aussi fidèle. Les deux correspondances de Dumont avec Samuel Romilly

et Lord Lansdowne formeront donc, précédées d'une copieuse notice, une contribution considérable à l'histoire de la Révolution. Espérons que les difficultés actuelles n'en empêcheront pas la publication.

M. F.-F. ROGET lit une lettre d'Etienne Dumont à Madame Roget, datée de Lansdownhouse, du 22 février 1789.

Gravure sur bois représentant la bataille de Sempach (1386), par J.-J. Hiltensperger, présentée par M. Frédéric GARDY.

Entre 1770 et 1780, le graveur Johann-Jost Hiltensperger, de Zoug, a gravé sur bois une représentation de la bataille de Sempach, d'après celle qui avait été exécutée au ^{xvi}^e siècle par Nicolas Manuel. Elle porte comme légende : *Die Sempacher Schlacht in Lucerner Gebiet, so geschehen. Anno 1386*. Elle mesure 115 × 46,5 cm. et est accompagnée d'armoiries coloriées et d'un court récit de la bataille en allemand (*Gründlicher Bericht...*), imprimés au bas de la gravure.

Sur l'exemplaire présenté par M. Gardy et qui vient d'être acquis par la Bibliothèque de Genève, la date de la gravure imprimée à la suite du récit, après le nom du graveur, a presque entièrement disparu par suite d'une brûlure du papier.

Voir : *Die Schlacht bei Sempach, Gedenkbuch...*, verfasst von Th. von Liebenau (Luzern, 1886, in-8), p. 420, et : *Schweizerisches Künstler-Lexikon*, II, p. 58 et IV, p. 218.

M. Francis REVERDIN communique une lettre des demoiselles Jaqueline et Jeanne Reverdil, à Nyon, en 1715, décrivant une entrevue à Douvaine avec Victor-Amédée II, roi de Sicile. Cette lettre est conservée à la Bibliothèque de Genève, dans les papiers Roger.

857. — *Séance du 20 décembre 1917.*

Etienne Clavière, Représentant et Girondin, par M. Ed. CHAPUISAT.

M. Edouard Chapuisat lit des extraits de la monographie qu'il prépare sur Etienne Clavière. Il présente cet homme d'Etat tour à tour en sa qualité de chef du parti des Représentants de Genève et de ministre girondin. Autodidacte, négociant très avisé, Clavière était doué d'une remarquable puissance de travail. Chassé de Genève après les événements de 1782, Clavière devait jouer un rôle en vue dans la politique française. Ennemi de l'aristocratie genevoise, il ne rêva que de débarrasser sa ville natale d'un gouvernement qu'il désapprouvait. Sa participation à l'agression des troupes françaises contre Genève en 1792 est établie par divers documents, mais Clavière s'est toujours défendu d'avoir voulu nuire à son ancienne patrie. En France, avant d'être étroitement mêlé aux affaires politiques, il rendit d'éminents services à Mirabeau, à Brissot et à d'autres encore,

qui tous apprécèrent la loyauté de son attitude et de ses sentiments. Fondateur, avec Brissot, de la Société des Amis des Noirs (ligue anti-esclavagiste), fondateur aussi de la Société gallo-américaine, ligue désireuse d'établir un rapprochement entre les Etats-Unis et la France, correspondant de Lord Lansdowne auprès duquel il préconisait l'alliance de la République et de l'Angleterre, Clavière semble avoir été un internationaliste et un pacifiste avant la lettre. Une fin misérable, dont M. Chapuisat retrace le drame émouvant, fit tomber quelque peu dans l'oubli cet homme auquel des reproches véhéments purent être adressés, mais que nul n'accusa jamais d'avoir trahi sa conscience.

Orgues et organistes à Genève et en Suisse au XVIII^e siècle, par M. F. Raoul CAMPICHE.

M. Campiche communique le résultat de ses recherches sur quelques orgues et organistes genevois au XVIII^e siècle. Avant la Réforme, il existait déjà des orgues à Genève, l'un à Saint-Pierre qui semble avoir été détérioré dans l'incendie de 1491 et dont les tuyaux en étain furent fondus en 1562 et convertis en billons et en vaisselle pour l'hôpital; l'autre dans l'église des Frères mineurs qui a dû être vendu par la Seigneurie aux chanoines d'Aoste en 1546. Dès lors il faut attendre deux siècles pour retrouver un de ces instruments dans un des temples de notre région. Vers 1733, L.L. EE. de Berne voulant doter d'un orgue suffisant l'une des églises de leur ville, en firent la commande à Samson Scherrer, originaire du Toggenbourg, domicilié à Genève, où il mourut le 4 mars 1780. Cet instrument, déclaré insuffisant, fut installé dans la cathédrale de Lausanne, où il demeura jusqu'en 1901. En 1753, des pourparlers en vue de l'installation d'orgues à Saint-Pierre n'aboutirent pas, mais trois ans plus tard Scherrer était chargé d'en construire un pour cette même église, dont il devint l'organiste officiel. Après avoir subi de nombreuses réparations, cet orgue fut entièrement renouvelé en 1865. La famille Scherrer, soit Samson, Jean-Jaques et Nicolas, père et fils, fabriqua plusieurs de ces instruments pour l'église luthérienne (1766 et 1786), Morges (1778 ou 1779), l'Auditoire (1779?), Vevey (1779), le château de Dardagny (1780-1781). l'église catholique, à Caronge (1782), etc. La chapelle des Buis aux Pâquis possède actuellement un petit orgue des ateliers Walpen, à Sierre, provenant de la chapelle du pasteur César Malan aux Eaux-Vives.

858. — *Séance du 10 janvier 1918.*

Rapports du président (M. Albert CHOISY) et du trésorier (M. Henry NECKER) sur l'exercice 1917.

Une industrie disparue : les indiennes à Genève, par M. Henry DEONNA.

La fabrication des indiennes à Genève a été importée par les réfugiés français à la fin du XVII^e siècle; elle prit un essor remarquable, favorisé par l'interdiction des toiles peintes en France, décrétée par Colbert qui voulait protéger le commerce national. Louis XV rétablit cette industrie en 1759; ce fut un coup sensible pour Genève et Neuchâtel; en 1760, les toiles peintes étrangères sont frappées de droits d'importation élevés en France; Calonne, en 1785, par un décret relatif aux produits manufacturés de coton, enlève aux fabriques genevoises la majeure partie de leur clientèle française. Sous l'Empire, les décrets de 1803 et 1805 augmentent d'une manière prohibitive les droits de douane; en 1806, c'est l'interdiction des produits genevois et neuchâtelois en France et en Italie. L'exode des fabriques indigènes à l'étranger (en France, en Belgique, en Alsace) commence à cette époque et rares sont les négociants que l'on trouve encore en 1817 à Genève.

L'industrie des indiennes s'était développée aux Pâquis et aux Eaux-Vives par suite de la situation favorable de ces deux localités: proximité du lac, grandes étendues de terrains, voies de communication, etc. Nombreuses furent les fabriques qui se créèrent depuis le commencement du XVIII^e siècle. Toutefois, en 1760, les grandes maisons absorbent les moins importantes et on assiste à la constitution de plusieurs sociétés financières ayant pour but l'achat et la vente des toiles peintes; à ce commerce se joignait aussi celui des mousselines, des cotons blancs et même des papiers peints pour tapisserie.

Le personnel nécessité par cette industrie était nombreux: simples ouvriers et artistes de talent. Les derniers, comme dessinateurs, ont laissé des cartons de modèles conservés dans quelques familles et au Musée des Arts décoratifs. Les Du Bois, père et fils, König, etc., firent preuve de grands talents décoratifs.

Les indiennes variaient de prix suivant leur finesse et leur richesse d'ornementation; elles portaient une vingtaine de noms et servaient à l'habillement ou à l'ameublement.

Cette industrie disparut de Genève dans la première moitié du XIX^e siècle. Elle a exercé une influence considérable sur l'art décoratif de l'époque.

Compte rendu, par M. Paul E. MARTIN, de l'ouvrage de M. Daniel Band-Bovy intitulé: *Les caricatures d'Adam Töpffer et la Restauration genevoise* (Genève, 1917, in-4 obl.). — Impr. dans l'*Indicateur d'histoire suisse*, 48^e année (1917), n. s., t. XV, p. 264-269.

859. — *Séance du 24 janvier 1918.*

Le premier commentateur genevois de la Bible: Salonijs, évêque de Genève, par M. Marius BESSON.

Un nombre considérable de documents, qu'il suffit de recueillir et de comparer, nous renseignent sur Salonius, évêque de Genève au Ve siècle.

Né vers 400, il était fils d'Eucher, magistrat lyonnais fort en vue, qui, entré à l'abbaye de Lérins, tandis que sa femme Galla se retirait, elle aussi, dans un monastère, devint plus tard évêque de Lyon. Le petit Salonius, âgé de 10 ans, fut à son tour confié aux moines de Lérins, parmi lesquels il eut des maîtres illustres : Honorat, Hilaire, Vincent, Salvien. Certains d'entre eux lui dédièrent même des ouvrages.

Lérins était alors une pépinière d'évêques. Le nom de Salonius figure parmi ceux des prélats qui souscrivirent à divers conciles de la Gaule du sud-est : celui d'Orange (441), celui de Vaison (442), celui d'Arles (vers 455). Mais la mention de la ville épiscopale faisant défaut dans plusieurs manuscrits, on prit longtemps Salonius soit pour un évêque de Lyon, soit pour un évêque de Vienne. La découverte d'un parchemin du VIIe siècle trancha définitivement la question, et, corroborant les conjectures très sérieuses que l'on pouvait faire par ailleurs, attribua nettement Salonius à Genève : *Ex provincia Viennensi. civitate Genavensi...* Le même Salonius est encore connu comme bienfaiteur de l'église de Saint-Martin d'Ainay, à Lyon, correspondant du pape Léon Ier, et commentateur de quelques livres de l'Ancien Testament. Ses œuvres, éditées pour la première fois à Haguenau, en 1532, figurent dans les collections modernes de patrologie, mais sous le nom de « Salonius évêque de Vienne ». Elles ne présentent qu'un intérêt médiocre au point de vue exégétique ; mais elles méritent d'être signalées comme la première explication connue des Livres Saints due à un auteur dont l'activité s'exerce en grande partie à Genève.

Par suite d'une mésaventure, Salonius, bien que très clairement qualifié d'évêque de Genève dans le martyrologe hiéronymien (VIe siècle), devint, sous la plume de certains copistes, évêque de Gênes en Ligurie, et son nom même, défiguré par une mauvaise lecture, fut remplacé par celui de Salomon. Voilà pourquoi le martyrologe romain d'aujourd'hui marque au 28 septembre un saint Salomon, évêque de Gênes, qui n'est autre que saint Salonius, évêque de Genève.

860. — *Séance du 7 février 1918.*

Les faubourgs de Genève au XV^e siècle : La Corraterie et Saint-Victor, par M. Louis BLONDEL. — Fragments (p. 32-46 et 66-85) de son ouvrage intitulé *Les Faubourgs de Genève au XV^e siècle*, M. D. G. série in-4, t. V (1919).

861. — *Séance du 21 février 1918.*

La journée du 25 juillet 1794 : la votation, la crise, l'exécution, par M. Ed.-L. BURNET.

M. Burnet s'est donné pour tâche de préciser les détails de cette journée et d'établir d'une manière exacte l'ordre et la succession des faits. Malheureusement, les sources déjà nombreuses qu'on peut consulter ne donnent aucun récit complet et bien lié des événements et se contredisent entre elles ; la plupart sont, en outre, fortement tendancieuses.

En dehors des faits, deux problèmes attirent particulièrement l'attention. En premier lieu, pourquoi les révolutionnaires ont-ils traité plus sévèrement les « Englués » que les « Aristocrates » ? Si quelques-uns ont sacrifié des gens obscurs dans l'espérance de sauver les autres, beaucoup étaient réellement plus mal disposés pour les Englués, qu'ils considéraient comme des transfuges de la cause populaire et des renégats, que pour les Aristocrates combattant pour la caste dans laquelle ils étaient nés.

Comment expliquer, d'autre part, la passivité des révolutionnaires bien intentionnés ? La terreur inspirée par les exaltés ne suffit pas à expliquer l'inaction du gouvernement et des hommes en vue du parti. Il faut y voir, semble-t-il, des considérations politiques, la peur de désagréger le parti et celle de fournir le prétexte d'une intervention de la France, dans le cas où une guerre civile aurait éclaté à Genève entre les révolutionnaires. M. Burnet montre que cette crainte n'était pas absolument chimérique, mais cette considération ne fait que déplacer la responsabilité des révolutionnaires modérés, coupables d'avoir laissé se créer la situation dans laquelle ils se sont trouvés le 25 juillet.

Lettres d'une Genevoise (Renée Aubert-Sarasin) en 1816, communiquées par M. Henri LE FORT.

M. Henri Le Fort donne lecture de fragments de lettres écrites, dans les premiers mois de 1816, par Renée Aubert-Sarasin, femme de Guillaume-Louis Aubert, banquier à Genève, du Conseil représentatif, à son beau-frère Etienne Aubert-Long, banquier à Turin.

Madame Aubert tient son correspondant au courant de ce qui se passe à Genève, dans sa famille, la société, la politique. Elle décrit l'anxiété des Genevois pendant les négociations de Turin et l'attention religieuse avec laquelle le rapport de Pictet de Rochemont est écouté au Conseil représentatif. Elle raconte le bal national par lequel fut célébré le 1^{er} janvier 1816. Les lettres sont d'ailleurs toutes inspirées de la joie de la restauration de Genève, dont tous les citoyens vivent heureux et unis dans un même sentiment de reconnaissance et de dévouement au pays. — Les originaux de ces lettres sont la propriété de M. Henri Aubert, à Genève.

M. Albert CHOISY montre un ruban de fabrication genevoise qui nouait un contrat de mariage de 1664.

862. — *Séance du 7 mars 1918.*

Les règles de classement et les méthodes critiques à l'Agence internationale des prisonniers de guerre, par M. Etienne CLOUZOT.

L'Agence internationale des prisonniers de guerre a été créée par le Comité international de la Croix-Rouge en août 1914. Elle a pour but la recherche des disparus, la communication des renseignements de toute sorte concernant les victimes de la guerre, prisonniers valides ou blessés, soldats tombés sur le champ de bataille, civils, internés ou déportés. Pendant que le Comité international, restant dans son rôle de gardien de la Croix-Rouge et fort de sa devise « *Inter arma caritas* », maintenait le lien de la charité entre les deux groupes de puissances dressées les unes contre les autres, envoyait ses délégués dans tous les pays de l'Europe et jusqu'aux Indes, intervenait dans toutes les questions de principes, protestait contre les violations de la Convention de Genève, pendant ce temps, l'Agence se développait, s'organisait et devenait un véritable ministère, employant trois-cent-trente personnes rémunérées, et subdivisé en services multiples. Il y a deux grands services généraux, l'un consacré aux disparus et prisonniers de l'armée de l'Entente ; l'autre, à ceux des Puissances centrales. Un troisième service s'occupe, sans distinction de nationalités, des civils internés dans tous les pays et — question qui touche de plus près la Croix-Rouge — du rapatriement du personnel sanitaire prisonnier de guerre, que les Etats capteurs ne laissent toujours partir qu'à regret.

Le principal rôle du Comité international de la Croix-Rouge, tel qu'il était prévu par la Convention de Washington de 1912, consiste dans la transmission des listes de prisonniers de guerre d'une Croix-Rouge belligérante à une autre Croix-Rouge. Il reçoit des listes des quatre Puissances centrales : Allemagne, Autriche-Hongrie, Bulgarie, Turquie et du côté de l'Entente, de l'Angleterre, de la France, de la Serbie, du Portugal, du Japon, des Etats-Unis, de l'Uruguay, etc. Il n'y a guère que de la Russie et de l'Italie que le Comité ne reçoive aucune liste.

M. Clouzot fait circuler des photographies, grandeur naturelle, d'une vingtaine de ces listes et commente chacune d'elles. Il insiste sur les erreurs de transcription des noms propres qui ont pu y être relevées et sur les méthodes critiques employées à l'Agence pour la rectification de ces erreurs. Les fiches établies d'après ces listes sont classées par ordre alphabétique des noms de personnes, mais au lieu de suivre un ordre alphabétique rigoureux, comme dans les bibliothèques, l'ordre n'est qu'approximatif. Les noms étroitement apparentés sont classés dans une seule et même famille, sans tenir compte des différences orthographiques. C'est une application inattendue de la réforme de l'orthographe qui a été réclamée si énergiquement en France, il y a une dizaine d'années ; l'alphabet ne compte plus que vingt-trois au lieu de vingt cinq lettres (l'y a été fondu dans l'j ; le w dans le v, par exemple).

M. Clouzot expose, en outre, le rôle actif de l'Agence et les divers services d'enquêtes auxquelles on a recours, notamment pour la recherche des disparus. Il termine en exposant les règles générales de classement des archives de l'Agence et fait circuler l'état sommaire de ces archives

arrêté au 15 janvier 1918 (ordre méthodique et contre-partie alphabétique). Il exprime le vœu que les archives de l'Agence restent après la guerre à Genève, au lieu d'être détruites ou dispersées aux quatre coins de l'Europe.

Monuments de l'époque romaine découverts au Terraillet (Genève) en 1917, par M. Alfred CARTIER. — Cette communication a paru dans *l'Indicateur des antiquités suisses* (1918), t. XX, p. 133-143.

863. — *Séance du 21 mars 1918.*

Le Syndic Des Arts et la version officielle des événements de la Restauration genevoise, par M. Charles BORGEAUD. — Impr. dans *l'Indicateur d'histoire suisse*, 49^e année, n. s. (1918), t. XVI, p. 151-162 et tiré à part.

Le Gymnase dans l'antiquité, par M. Paul SCHAZMANN.

Les institutions consacrées à la gymnastique, à la culture physique et à l'enseignement général jouaient un rôle important dans les villes antiques. L'ensemble des locaux spécialement affectés chez les Grecs à l'éducation de la jeunesse était entouré d'un péribole et formait un organisme complet et logiquement ordonné. Seuls, les monuments de la période romaine et hellénistique peuvent être étudiés dans le détail de leur construction; les bâties grecques ont beaucoup souffert de destructions systématiques; les palestres d'Olympie, de Delphes et d'Epidaure permettent cependant de se rendre compte de leur aménagement intérieur.

L'architecte romain Vitruve nous a transmis une précieuse description du gymnase grec; grâce à ce texte, il est facile de déterminer les divers locaux scolaires mis au jour par les fouilles modernes. Dans la plupart de ces installations, on trouve des jardins avec des pelouses, des avenues pour les courses, des portiques couverts pour les exercices exécutés par le mauvais temps. La palestra proprement dite se compose d'un péristyle, autour duquel sont disposés les locaux d'étude et l'école de lutte. Les bains occupaient une place importante, surtout au temps des Romains. M. Schazmann a montré des vues de différents gymnases, en particulier de celui de Pergame en Asie Mineure; il a travaillé pendant bien des années, pour le compte de l'Institut archéologique allemand, à remettre au jour ces ruines et à faire les relevés qui illustraient sa communication.

A Pergame, on peut considérer une école grecque dans tout son imposant développement; elle occupe une place ensoleillée, à mi-hauteur de la colline portant la ville antique. Malgré les ruines et la destruction, les pierres des salles d'école parlent encore des hôtes d'autrefois.

Des *graffiti* et de nombreuses inscriptions permettent aujourd'hui de se faire une idée assez complète de l'organisation de l'enseignement, du programme des cours et des rapports entre les professeurs et les élèves.

864. — *Séance du 11 avril 1918.*

Un épisode du siège de Lyon (1793), d'après les notes manuscrites de Fanny Passavant (1770-1843), commun. de M. Fernand AUBERT.

Il est deux histoires que les circonstances permettront, semble-t-il, d'écrire sous peu : celle de la crise qui, dans notre contrée romande, résulta de la Révolution française, et celle du Réveil romand. Le manuscrit dont il s'agit ici constitue précisément l'un des traits d'union entre ces deux domaines d'apparence si différents. Il intéresse d'une part le siège de Lyon de 1793, d'autre part une jeune fille, Françoise-Louise-Elisabeth dite Fanny Passavant, née à Bâle, en février 1770, de Claude, longtemps commerçant à Lyon, et de Louise-Marguerite Lect, de Genève, morte dans sa ville natale le 10 mars 1843. Ce fut l'une des âmes les plus pieuses du mouvement religieux qui prit consistance en 1814 par la fondation de la Société biblique du canton de Vaud. Ce document, très probablement inédit, est intitulé : « Cahier commencé sur le siège de Lyon de 1793 avec « les notes que m'a remises M. Couderc. » Il a été trouvé par M. Louis Perrot-de Montmollin dans ses archives de famille à Chambésy. Grâce au concours de ce dernier et aux recherches qu'il a opérées dans ce dépôt, il a été possible d'attribuer d'une manière irréfutable le « Cahier » à Fanny Passavant. Dans le même dossier, donné par M. Perrot à la Bibliothèque publique et universitaire de Genève (ms. suppl. 520), se trouvent deux manuscrits de Guillaume-Benoît Couderc, dont celui-ci : « Notes sur les événements du siège de Lyon en 1793 ; » et 3 feuillets imprimés : un *Supplément au Journal et petites affiches*, en partie carbonisé, et le numéro 10, du 10 Frimaire an II (27 novembre 1793), du *Journal de Ville Affranchie et des départemens de Rhône et Loire...* ; le *Supplément* fait probablement partie de ce numéro du *Journal*. Le tout est accompagné d'une bague manuscrite portant ces mots : « Renseignements sur tout ce qui tient au siège de Lyon. » Il faut rapprocher de ce dossier divers manuscrits et correspondances provenant des archives de MM. Louis Perrot, Henry Necker et Henri Le Fort, à Genève.

Au moyen de cet ensemble de documents, l'auteur de la communication reconstitue une partie de la biographie de Fanny Passavant. Notons seulement ici que, vers 1820-1825, ses lettres et papiers la montrent complètement acquise au Réveil. D'autre part, 1793 a laissé une trace profonde dans son cœur. Son « Cahier », écrit entre 1794 et 1800 et relatif principalement aux événements qui se produisent à Lyon du 29 mai au 23 août 1793 environ, décèle le travail intérieur que favorisent en elle les émotions du siège. En particulier, elle fait allusion au sort tragique d'un jeune homme, Charles, qui, selon toute vraisemblance, est le contre-révolutionnaire Charles Favre, suisse d'origine, commis-négociant, membre de la Commission populaire-républicaine et de salut public de Rhône et Loire, et du Comité des cinq, condamné à mort par

jugement du 29 Brumaire an II (19 novembre 1793). Les regrets que Mlle Passavant éprouve de cette fin tragique semblent avoir été rendus plus amers par sa froideur à l'égard du jeune homme, spécialement par son refus de l'épouser (mai 1793). N'est-ce pas là le premier choc moral qui a favorisé l'exaltation philanthropique et mystique de la future femme du Réveil romand? Il éclaire d'un jour inattendu le don annuel qu'elle consacra quelque trente ans après, par l'intermédiaire de l'Asile des Billodes, à l'éducation de sept enfants, fils ou petits-fils de ceux qui auraient péri sur l'échafaud.

Bibliographie de l'Eglise de Genève (1535-1900), par M. Henri HEYER.

M. le pasteur Heyer présente le premier volume de la *Bibliographie de l'Eglise de Genève*, qu'il a accepté de dresser pour la Commission centrale pour la bibliographie suisse (Schweizerische Landeskunde).

Depuis vingt années, MM. H. Heyer et Eug. Pallard, aidés de quelques autres personnes, ont relevé les titres des nombreux livres et brochures concernant l'histoire ecclésiastique de Genève, et dépouillé les revues et les journaux périodiques et quotidiens des XVIII^e et XIX^e siècles, en vue de cette bibliographie. Ce volume, qui va paraître, est le fruit de leurs patientes recherches. Dans trois cents pages d'impression serrée, il comprend de neuf mille à dix mille titres.

L'ouvrage se divise en sept chapitres ou paragraphes : Statistique — Constitution et Organisation de l'Eglise — Histoire et Biographies — Activités de l'Eglise — Eglises étrangères (italienne, anglaise, allemande) — Eglises libres. — Sociétés religieuses — Le premier volume comprend les deux premiers chapitres et une partie du troisième, jusqu'à la biographie de Calvin, laquelle s'y trouve en entier.

Cet ouvrage, qui comprendra deux volumes, forme le troisième cahier de la *Bibliographie de l'Eglise évangélique réformée de la Suisse* (fasc. V 10 ex de la *Bibliographie nationale suisse*) ; il porte le sous-titre : *Bibliographie de l'Eglise de Genève, dressée par H. Heyer et Eug. Pallard*, et le volume présenté par M. Heyer en forme la 1^{re} partie (Berne, 1918, in-8).

M. Léon MARTIN présente un portrait sur émail de la main de Liotard. Jusqu'à présent on connaissait peu d'émaux de Liotard, bien que de son temps ce peintre ait été un des maîtres dans cet art. Ce portrait, daté de 1746, représente Madame Cannac, sœur de l'abbé Huber.

M. F.-Raoul CAMPICHE fournit quelques renseignements sur les origines de la famille Ador jusqu'au XV^e siècle, d'après les archives de Vuilleboeuf. Une première branche de cette famille vint s'établir à Genève, mais s'éteignit rapidement; une deuxième, la tige actuelle de la famille, fut reçue à l'habitation dans notre ville en 1753 et obtint la bourgeoisie en 1814.

865. — *Séance du 25 avril 1918.*

L'industrie de l'étain à Genève, par M. Ernest NAEF.

M. Ernest Naef donne lecture de quelques fragments du travail qu'il a entrepris depuis de nombreuses années tendant à la reconstitution du « livre des potiers d'étain genevois », c'est-à-dire le rôle des maîtres potiers et le recueil des divers règlements et édits sur cette profession. Le livre des potiers d'étain, comme celui des autres métiers constitués en jurandes, était établi en deux exemplaires, dont l'un était déposé en mains du Seigneur commis et l'autre en possession des maîtres jurés. M. Naef rappelle que ce sujet a déjà fait l'objet d'une communication de M. Albert Choisy à la Société d'histoire dans la séance du 13 mars 1902. Lui-même a publié, dans *Nos Anciens et leurs œuvres*, en 1904, un travail sur le même objet. Les recherches faites dès lors permettent de constater l'importance qu'eut cette industrie dans notre ville dès le commencement du XV^e siècle jusqu'au milieu du XIX^e siècle, époque à laquelle elle tomba, à Genève comme ailleurs, en complète désuétude. La corporation des potiers d'étain genevois fut constituée en jurande dès 1557. L'ordonnance de 1609, qui modifia le titre de l'alliage, réglemente la jurande jusque dans ses moindres détails. Cette ordonnance ne fut jamais rapportée, mais à partir du XVIII^e siècle, elle est moins strictement observée, sauf en ce qui concerne le titre du métal.

Le rôle des potiers d'étain, que M. Naef s'est efforcé de reconstituer en compulsant les différents fonds de nos Archives d'Etat, reste forcément incomplet, mais ses investigations permettent de constater combien nombreux sont ceux de ces artisans qui n'ont pas laissé de traces de leurs travaux. L'une des principales causes de la prospérité de cette industrie dans notre cité et du bon renom dont elle jouissait dans les pays voisins, fut la façon très stricte dont furent observés les édits, et le fait aussi que la Seigneurie la favorisait par les dons réguliers en vaisselle d'étain qu'elle attribuait chaque année aux nombreux exercices militaires de la cité. La quantité d'étain affectée à ces prix de tir était considérable en regard du budget modeste de la ville. Au XVIII^e siècle, l'étain délivré par la Seigneurie pour les prix ordinaires de l'arquebuse, du mousquet et du fusil seulement, représentait une somme de près de six mille florins. Ces prix étaient revêtus de la marque du potier et des armes de la ville, avec une arquebuse au-dessus de l'écu.

Les conséquences d'une crise économique : la culture des terrains nationaux à Genève (1793-1797), par M. Antony BABEL.

L'époque révolutionnaire genevoise a été marquée par une crise économique grave, provoquée soit par l'état général de l'Europe, soit par les entraves apportées par la France à notre vie et à notre ravitaillement. Les

vivres manquaient à Genève, la famine était menaçante. Aussi eut-on l'idée de mettre en culture les terrains de la campagne genevoise qui étaient la propriété collective des villageois (les « communes ») et qui étaient, la plupart du temps, laissés en friche. On décida, par l'édit du 17 avril 1794, de morceler ces terres et d'en remettre les portions aux citadins qui voudraient aller se fixer à la campagne; on leur accorderait en outre des avantages en argent, bétail, outils, semences, et on leur ferait construire un logement. En pratique, cet essai de transplantation des citadins aux champs fut malheureux et on dut l'abandonner rapidement. On fut obligé de vendre les anciennes « communes » aux enchères (édit du 13 avril 1795).

Parallèlement à cette tentative, on fit un second essai, beaucoup plus heureux. On décida de créer, dans les terrains inutilisés de la banlieue, et plus spécialement sur les glacis des fortifications, de petits jardins, concédés aux Genevois des classes populaires (édits du 13 février 1793 et du 17 avril 1794). Les jardins ouvriers rendirent de très grands services aux Genevois et contribuèrent à rendre la crise moins pénible. Ils subsistèrent, malgré les abus auxquels ils donnèrent lieu (on reprochait à leurs détenteurs de dégrader les chemins publics et les fortifications), en tout cas jusqu'en 1797, date à laquelle on trouve les derniers renseignements les concernant.

Vue de Genève, dessinée par Claude Chastillon et gravée par M. Merian (première moitié du XVII^e siècle), présentée par M. Fréd. GARDY.

Grande vue panoramique de la ville de Genève (2 m. 03 × 0 m. 40), prise du Midi; gravée sur cuivre, en noir, signée : *Claud. Chastillon designa. M. Merian fecit.* Sans date. Dans le ciel, les mots « Genève » et « Genff », séparés par un écusson aux armes de Genève, surmonté d'une banderolle portant la devise : *Post tenebras lux.* Aucune autre légende et aucun texte ne l'accompagne. Elle est formée de quatre planches juxtaposées dans le sens de la longueur. Les marges, s'il y en a eu, ont été coupées. Sauf cela, elle est en bon état.

Claude Chastillon, topographe du roi Henri IV, a vécu de 1547 à 1616; il a, paraît-il, accompagné son maître dans sa campagne de Savoie, en 1600, et c'est peut-être à cette époque qu'il a dessiné cette vue de Genève. Elle est reproduite en plus petites dimensions, avec la date de 1640 et la mention : « A Paris, par J. Poinssart ex. », dans l'ouvrage intitulé : *Topographie françoise, ou représentations de plusieurs villes, bourgs, chasteaux... du royaume de France, désignez par deffunst Claude Chastillon et mise en lumière par Jean Boisseau* (Paris, 1641, in-folio), qui contient aussi une petite vue de Genève, prise du Nord, et de nombreuses vues de villes et châteaux de France et de Savoie. (Cf. *Notice sur les Chastillon, ingénieurs des armées, sur Claude Chastillon,*

topographe du roi, et sur l'œuvre de cet artiste, par le colonel Augoyat, dans le *Spectateur militaire* (Paris), 2^e série, vol. XV (1856), p. 272-292).

M. Merian l'aîné, le fameux graveur bâlois, a vécu de 1593 à 1650. On signale son passage à Paris vers 1614 ; peut-être a-t-il alors rencontré Chastillon. Il a gravé à cette époque, ou peu après, un grand plan de Paris et un de Bâle. La vue de Genève est probablement de la même période. Merian a donné dans sa *Topographia Helvetiæ, Rætiæ et Valesiæ* (S. l., 1642, in-folio), une vue de Genève qui est une réduction de celle de Chastillon.

Cette gravure, acquise à Lausanne par M. Aug. Blondel et offerte par lui au Musée d'art et d'histoire, est le seul exemplaire connu. Elle est à rapprocher de la vue de Genève analogue que possède la Bibliothèque de Genève, dessinée elle aussi par Chastillon, mais gravée par C.-J. Visscher, à Amsterdam ; elle est de mêmes dimensions et elle n'en diffère que par des variantes de détails ; la gravure de la Bibliothèque, qui est aussi un exemplaire unique, est accompagnée d'un titre, de légendes et d'un long texte en trois langues.

Faits divers

Durant l'année qui vient de s'écouler, la Société a publié :
Au mois d'avril 1918, la quatrième livraison du tome IV du *Bulletin*, datée d'octobre 1917 (tirée à 575 exemplaires).

En cours de publication :

Les tomes VII (1508-1514) et VIII (1514-1521) des *Registres du Conseil de Genève*.

Le tome V des *Mémoires et documents*, série in-4., qui contient le travail de M. Louis Blondel intitulé : *Les faubourgs de Genève au XV^e siècle*.

La Société a reçu les dons suivants :

De la Société auxiliaire des sciences et des arts, une allocation de deux mille francs pour la publication des *Registres du Conseil de Genève*.

De M. Moïse Briquet, un legs de deux cents francs.

La Société recevra dorénavant de la Société d'histoire du canton de Fribourg les *Annales fribourgeoises*.

Elle a fait son excursion archéologique annuelle, le 20 mai 1918, à Bursins et Begnins.

Ouvrages reçus par la Société

du 15 octobre 1917 au 15 octobre 1918

A*Publications de Sociétés et recueils périodiques*

La Société a continué, malgré la guerre, à recevoir, bien qu'irrégulièrement, les publications de la plupart des sociétés correspondantes.

B*Livres et brochures***Donateurs :**

Anonymes, 2 volumes et 3 brochures. — Bibliothèque publique, 1 brochure (Rapport annuel). — MM. Ami BORDIER, 1 volume. — Charles BORGEAUD, 1 brochure. — Théodore BRET, chancelier, 1 plaquette. — Alfred CARTIER, 1 brochure. — Edouard CHAPUISAT, 1 volume. — Eugène CHOISY, 1 volume et 1 brochure. — Confédération suisse, 3 volumes et 1 brochure. — André CORBAZ, 1 volume. — Sigismond COUTAU, 1 volume. — Eugène DEMOLE, 3 brochures. — DÉNÉRÉAZ et SPENGLER, 2 planches héraldiques en couleurs. — Henri DENKINGER, 1 volume. — Denkmalspflege Basel, 1 planche héraldique en couleurs. — Waldemar DEONNA, 2 brochures (tirages à part). — Maurice DUNANT, affiches et imprimés divers. — Guillaume FATIO, 1 volume. — Henri FAZY, 1 volume et 1 brochure. — Frédéric GARDY, 1 brochure. — Théophile GEISENDORF, 1 volume. — Alexandre GUILLOT, 1 volume et 3 brochures. — J. HANNEZO, 1 volume. — Léonard-Chester JONES, 1 volume. — Charles JULLIARD, 1 volume. — Henri LE FORT, 1 volume. — Jacques MARTIN, 1 brochure. — Edgar

MERCINIER, une vingtaine de brochures et volumes. — Walther MERZ, 1 volume. — F.-Louis PERROT, 1 brochure. — Paul PICTET, 1 brochure. — Burkhardt REBER, 3 brochures. — Eugène RITTER, 2 volumes. — F. F. ROGET, 2 brochures. — Louis-J. THÉVENAZ, 1 volume. — Victor VAN BERCHEM, 1 brochure.

La Société a en outre reçu des Archives d'Etat de Zurich 21 fascicules, 3 volumes et 2 brochures, en échange de ses propres publications.

C

Manuscripts

M. Victor VAN BERCHEM a remis la copie, faite par Mario Schiff, des documents sur l'Escalade conservés aux archives de Simancas, qui ont été publiés par la Société dans les *Documents sur l'Escalade de Genève (1598-1603)*, Genève, 1903, in-8, ainsi que des notes prises par lui-même sur le même événement dans divers dépôts d'archives.

INVENTAIRE SOMMAIRE DES MANUSCRITS

APPARTENANT A LA

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE DE GENÈVE

OU DÉPOSÉS DANS SA BIBLIOTHÈQUE

Depuis le don généreux fait en 1851 par M. l'ancien conseiller d'Etat Léonard Revilliod d'une collection précieuse de manuscrits relatifs à l'histoire de Genève, provenant de la collection du baron de Grenus, notre Société a vu sa bibliothèque s'accroître par d'autres largesses, dont les plus considérables ont été celles des héritiers du syndic Masbou, puis celles du docteur Butini, du professeur Cellérier, de Prevost-Cayla, de Rilliet-de Candolle, de l'ancien pasteur Gaberel et de Henri Bordier¹.

Il en est résulté une collection qui, pour l'histoire de Genève, ne le cède en importance qu'à celles des Archives d'Etat et de la Bibliothèque publique et universitaire. Si elle n'a pas été utilisée davantage, c'est avant tout faute d'un catalogue mis à la portée des membres; aussi le Comité a-t-il décidé de publier dans le *Bulletin* un inventaire très sommaire, donnant une idée générale des richesses d'information accumulées dans la bibliothèque de la Société.

Cet inventaire n'est que provisoire, mais l'établissement d'un catalogue raisonné aurait exigé beaucoup de temps et renvoyé de plusieurs années l'impression; aussi l'ordre et la numérotation actuels ont-ils été conservés malgré quelques défauts.

¹ Voir *M. D. G.*, série in-8, t. IV, p. 97, t. VIII, p. 75 et 441, t. IX, p. 87, t. XIII, p. 144, t. XV, p. 296, t. XVI, p. 193 et 455, t. XVII, p. 146, t. XX, p. 451, t. XXII, p. 441, t. XXIII, p. 236 et *B. H. G.*, t. I, p. 28, 62, 427 et 477, t. II, p. 10, 96, 137, 185, 220, 355 et 394, t. III, p. 80, 175, 177, 229, 289 et 364.

Certains manuscrits n'avaient pas de titre ; d'autres en avaient plusieurs différents, parfois très longs ; ceux qui ont été adoptés indiquent le contenu d'une manière sommaire. Pour plus de détails, on pourra consulter le catalogue manuscrit dressé par Moïse Pâris et continué par M. Henry-W. de Blonay jusqu'au n° 271.

A l'indication générale du contenu ont été joints la mention des tables et la pagination, lorsqu'elles existent, et le format, pour permettre de trouver facilement le volume cherché.

En vertu de décisions du Comité, des 2 avril 1895 et 25 octobre 1918, les manuscrits ne peuvent sortir de la bibliothèque sans son autorisation. Pour les personnes étrangères à la Société autorisées à les consulter, ils doivent être déposés aux Archives d'Etat ou à la Bibliothèque publique et universitaire.

MANUSCRITS

DE LA

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE DE GENÈVE

1. Œuvres de Jean Du Pan, prose et vers politiques, 1734-1739, in-fol. (Don Léonard Revilliod.)
2. Relation des troubles, 1737-1738, 789 p. et table, in-fol. (Id.)
3. Nobiliaire des familles genevoises, [1788], 189 p. et table, in-fol. (Id.)
4. Mémoires de la famille Calandrini, 1748, in-fol. (Id.)
5. Extraits des annales de Jean Cramer, 1728-1746, in-fol. (Id.)
6. Journal de Perdriau, 1737-1740, in-fol. (Id.)
7. Mémoire de D. Leclerc sur la Constitution, 1707, 113 p. — Recherches historiques de Chouet, 97 p. et table (incomp.), in-4. (Id.)
8. Evénements de 1734 à 1739, 465 p. — Relation de l'affaire Sarasin, 1667. — Journal anonyme, 1743-1757. — Notes diverses, in-4. (Id.)
9. Affaire Sarasin, 1667, 82 p. et table. — Affaires de 1704, 1707, 1712, 1715, 1716, 981 p. — Affaires de 1707, 48 et [14] p. in-4. (Id.)
10. Projet d'un nouveau gouvernement, par Th. Rilliet, 1766, 87 p. in-4. (Id.)
11. Pièces et notes sur l'histoire de Geneve, 1582-1671, 177 p. et table, in-4. (Id.)
12. Journal du Conseil des CC, par J.-J. Bonnet, 1752-1754, in-4. (Id.)
13. Notes sur le Conseil militaire, 1784-1789, et sur l'Hôpital général, 1777-1793, in-4. (Id.)
14. Blasons de familles genevoises, in-4. (Id.)
15. Recueil de faits concernant la République de Genève, 1782, 164 p. et table in-12. (Id.)
16. [Gallatin, Jean-Louis]. Blason de familles nobles alliées à la famille Gallatin, 96 p. in-12. (Id.)
17. Affaires de Genève; extraits des Registres, 1675-1703, in-fol. (Don Masbou.)
- 18-19. Relations et pièces sur Genève, de 1667 à 1709, 715 et 52 p. et 1709 à 1733, 527 p. et table, 2 vol. in-4. (Id.)
20. Affaires de Genève, 1737-1738, 3 vol. in-fol. (Id.)
21. Ecrits sur l'histoire de Genève, 1726-1736, in-4. (Id.)

22. Relation de ce qui s'est passé à Genève de 1739 à 1750, 894 p. et table, in-4. (Id.)
23. Répertoire des affaires d'Etat contenues dans les registres du Conseil, 1535-1634, 359 p., in-fol. (Id.)
- 24-25. Relation des troubles de Genève en 1737-1738, 2 vol., 612 et 218-85 p., in-4. (Id.)
26. Extraits des registres publics de Genève, 1409-1538, 9-1020 p., in-4. (Legs Cellérier.)
27. Livre des Bourgeois de Genève, 294 p. et table in-fol. (Id.)
28. Extraits du registre des Bourgeois de Genève, 110 p. et table et [8 p.] in-4. (Id.)
29. Rôles des magistrats, pasteurs et professeurs et remarques, 249 p. et table, in-4. (Id.)
30. Idem, 90 p. et table, in-4. (Id.)
31. Idem. Inventaire des médailles des exercices et corporations, table, in-4. (Id.)
32. Extraits des registres publics, 1536 à 1664, 704 p., in-4. (Id.)
33. Notices sur l'histoire de Genève, 1409-1670, 141 p., in-4. (Id.)
- 34-35. Diverses pièces sur l'histoire de Genève, 505 p. et table, et 197-185-198 p. et tables, in-fol. (Id.)
36. Lettres politiques, 1734-1757, in-4. (Id.)
37. Pièces concernant les divisions de Genève, 1734-1738, 1029 p. et table. (Id.)
- 38-39. Journal de Jean-Louis Mallet, 1746-1765, 530 p., et 1765-1781, 464 p. et tables. (Id.)
40. Notes sur l'histoire ecclésiastique de Genève, 1536-1719, 89 p., in-4. (Id.)
41. Lettres de Charles Perrot, 1590-1602, 120 p. et table, in-4. (Id.)
- 42-43. Copie de 41 lettres de Charles Perrot, de la collection Dupuy, avec notes de J.-E. Cellérier, 2 vol., in-4. (Id.)
44. Mélanges relatifs à Charles Perrot, 1 portefeuille. (Id.)
45. Actes de l'Officialité de Genève, 1434-1438, in-fol. (Don Gaberel.)
- 45 bis. Visites pastorales de Claude de Granier, évêque de Genève, 1580-1581, 44 f., in-fol. (Id.)
46. Vie de Claude de Granier, évêque de Genève, par Magny, 1548-1602, in-4. (Id.)
47. Statuta et concordata Ecclesiarum Diocœsis Genevensis, in-4. (Id.)
48. La sortie des religieuses de la très sainte Annonciade de leurs monastères de Saint-Claude en Bourgogne de l'année 1737 et l'établissement de l'ordre en Savoye. — Livre des annales de ce monastère de l'Annonciade céleste d'Annessy depuis 1738, in-4. (Id.)
49. Mémoires concernant l'Evêché de Genève, tirés des registres du greffe, 1435-1684, 710 p., in-4. (Id.)

50. Chronologie des évêques, vidomnes, syndics, etc., depuis l'an 91, in-4. (Don Prevost-Cayla.)
51. Pièces diverses, 1734-1738, in-fol. (Id.)
52. Rôles de magistrats et notes diverses, table, in-4. (Id.)
53. Négociations de la paix traitée à Vervins, 1598, in-fol. (Don Rilliet.)
54. Traités de Paix, 45 pièces. — Relation du Piedmont, 1516-1764, in-fol. (Id.)
55. Traités de Paix. — Pièces relatives aux Eglises françaises, in-fol. (Id.)
56. Traités d'alliance entre les Suisses et avec leurs voisins, 921 p. et table, in-fol. (Id.)
57. Recueil de traités et alliances entre la France et les Lignes et Genève, 235 p. et table, in-fol. (Id.)
58. Episcopatus Genevensis historicae notiones, in-fol. (Imprimé M. D. G. XVI, p. 128 et s.) (Don Rigaud.)
59. Relazione di Ginevra di Andrea Cardoio, 1621, 78 f., in-4. (Don Bordier.)
60. Reçus de pensions d'officiers suisses au service de France, 217 pièces et table, in-4. (Id.)
61. Rôle des pasteurs et professeurs, suivi des Antiquités de Genève, par de La Corbière, 140 et 335 p., in-4. (Don Pictet.)
62. Histoire de l'Estat miraculeux..... jusqu'en 1625 [1603], recueillie de divers auteurs, in-4. (Don De Roches.)
63. Extraits des registres de la Vénérable Compagnie, 1711-1724, 156 p. et table. (Id.)
64. Relation de ce qui s'est passé dans Genève en 1734, 306 p. et table, in-4. (Id.)
65. Mémoire présenté par la Bourgeoisie aux Médiateurs, 1737, in-4. (Id.)
66. Mémoires des affaires de Genève, 1734-1738, in-4. (Id.)
67. Discours prononcés aux Promotions, 1724-1736, in-4. (Id.)
- 68-80. Journal de Jean Cramer, 1728-1770, 13 vol., in-4 et table. (Dons Butini et J.-L. Le Fort.)
81. Lettres de Gabriel Cramer sur les troubles de 1734, 275 p. et table, in-4. (Don J.-L. Le Fort.)
82. Pièces ecclésiastiques et religieuses, in-4.
83. Extraits de la chronique de Michel Roset. — Edits politiques, 1568. — Rôles de magistrats, in-4. (Don Butini.)
84. Additions à la chronique de Michel Roset, 217 p., in 4. (Id.)
85. Pièces concernant la Suisse et Genève, table, in-fol. (Id.)
86. Affaires d'Etat. — Procès criminels. — Relations curieuses, 1526-1698, in-4. (Id.)
87. Recueil de pièces et écrits concernant Genève, in-4. (Id.)
88. Tableau de la Suisse, poème par Marc Lescarbot, 1618. — Invasion de 1798 par les Français, in-4. (Id.)

89. Extraits des registres du Conseil, 1602-1617. — Ordonnances monétaires, etc., in-4. (Id.)
90. Procès d'André-Robert Vaudenet, 1691-1706, table, in-4. (Id.)
91. Pièces sur les affaires de 1704-1707, in-4. (Id.)
92. Pièces relatives aux affaires de 1699, 1707, 1712 et 1713, 307 p. (incomplet), in-4. (Id.)
93. Recueil de mémoires, pièces, etc., sur les affaires de 1704 à 1718, 310 p., in-4. (Id.)
94. Récit des troubles de l'année 1707, 454 p., table et annexe, in-4. (Id.)
95. Histoire des troubles (1707) d'après les documents officiels, 1234 p., in-4. (Id.)
96. Histoire des troubles (1707 à 1714). — Mélanges. — Affaire Sarasin, etc., in-4. (Id.)
97. Affaires de 1707, in-4. (Id.)
98. Notes et remarques sur les affaires de 1707 et 1734, in-4. (Id.)
99. Mémoires sur Genève. — Affaires de 1707-1714, 321 p., in-4. (Id.)
100. Extraits des Registres publics concernant les mouvements de 1711 à 1726, 193 p. et table, in-4. (Id.)
101. Pièces pour servir à l'histoire de Genève, 1707-1734, 743 p., in-4. (Id.)
- 102-103. Idem. 1707-1734, 174 p. et table, et 1716-1735, 190 p. et table, in-4. (Id.)
104. Idem. 1707, 1714, 1716, 1721, in-4. (Id.)
105. Mémoires sur ce qui s'est passé à Genève de 1718 à 1735, 808 p., in-4. (Id.)
106. Lettres de l'avocat Sales sur les affaires de 1707 à 1738, in-4. (Id.)
107. Relations, représentations, mémoires, etc., affaires de 1712 à 1738, in-4. (Id.)
108. Affaires de 1707, 1737, 1738, in-4. (Id.)
109. Événements de 1734, in-4. (Id.)
- 110-111. Documents historiques, affaires de 1718-1738, in-4. (Id.)
112. Pièces pour servir à l'histoire de Genève, 1734-1738, table, in-4. (Id.)
113. Affaires de 1737, in-4. (Id.)
114. Affaires de 1736-1738, 609 p. et table, in-4. (Id.)
- 115-116. Recueil de pièces concernant la Médiation de 1738, 2 vol. in-4. (Id.)
- 117-118. Pièces concernant la Médiation de 1737 et 1738, tomes 2 et 3, 345 p., table et annexe, in-4. (Id.)
119. Documents historiques depuis la Médiation, 1738, jusqu'en 1743, in-4. (Id.)
120. Recueil de pièces diverses, 1734-1737, in-4. (Id.)
121. Notes et remarques, 1743-1749, in-4. (Id.)
122. Notes et remarques, 1750-1751, in-4. (Id.)
123. Notes et conversations sur les affaires du temps, table, 1743-1754, in-4. (Id.)
124. Mémoires, représentations, affaires de 1750-1757, in-4. (Id.)

- 125. Histoire du traité de Turin, 1740-1754, in-4. (Id.)
- 126. Pièces relatives à ce qui s'est passé dans Genève de 1738 à 1768, table, in-4. (Id.)
- 127. Pièces relatives aux troubles de 1770, table, in-4. (Id.)
- 128. Affaires de 1766 à 1767. — Mémoire sur J.-J. Rousseau par J.-Louis Dupan. — Discours de J.-R. Tronchin sur le syndic Mussard, in-4. (Id.)
- 129. Alliances, traités de la France et des Suisses, 1444-1777, table, in-fol. (Id.)
- 130. Pièces concernant la Suisse et Genève, 1776-1777, table, in-fol. (Id.)
- 131. Miscellanea Genevensia et Helvetica, 186 et [16] p. et table, in-4. (Id.)
- 132. Melethemata Genevensia et Helvetica, table, in-4. (Id.)
- 133. Extraits des registres de la Vénérable Compagnie, XVII^{me} et XVIII^{me} siècles, table, in-4. (Don Le Fort.)
- 134. Pièces relatives aux Affaires ecclésiastiques, 1695-1739, table, in-4. (Id.)
- 135. Extraits des registres de la Vénérable Compagnie, 1734-1737, 255 p. et table, in-4. (Id.)
- 136. Discipline des Eglises réformées de France, 201 f. et table, petit in-4. (Don Butini.)
- 137. Journal politique et de famille de Guillaume Franconis. — Extraits des Registres, 1617-1640, in-4. (Id.)
- 138. Franchises, Edits et Ordonnances, 1387 à 1718, in-4. (Id.)
- 139. Règlements et arrêts du CC, 1600-1712, table, in-4. (Id.)
- 140. Extrait de reconnaissances du fief soit rente des Mignons, 1545-1637, in-4. (Id.)
- 141. Dimes de 1676 à 1753. — Dissertations et consultations en droit, in-4. (Id.)
- 142. Remarques concernant les Edits politiques, 1740-1745, in-4. (Id.)
- 143. Reconnaissances féodales et emphytéotiques, XVI^e et XVII^e siècles. Mandements de Ternier et Peney, in-4. (Id.)
- 144. Rôle des Bourgeois, 1442-1755, 150 p. et table, in-4. (Id.)
- 145. Rôle du CC jusqu'en 1789. — Généalogie de onze familles, in-4. (Id.)
- 146. Rôles des Conseils, 1526, 1535 et jusqu'en 1792, in-4. (Id.)
- 147. Visite des églises de l'évêché de Genève, 1516-1518 (en latin), 767 p. et table, in-4. (Id.)
- 148. Extraits des registres du Conseil, 1545-1546, in-4. (Id.)
- 149. Affaires de Genève, 1577-1578, 1582 et 1583, in-4. (Id.)
- 150. Extraits des registres de la Vénérable Compagnie, 1553-1598, in-4. (Id.)
- 151. Chronique d'Evian et du Chablais, par François Prevost, in-fol. (Don Gaberel.)
- 152. Mélanges pour l'histoire de Genève, in-fol. (Don Butini.)

153. Relation soit journal des affaires de 1707, in-4. (Id.)
154. Notes et relations, affaires de 1707, in-4. (Id.)
- 155-156. Affaires de 1704 à 1712, 2 vol., in-4. (Id.)
157. Négociation du syndic Mussard pour le traité de Turin, 1753-1754, 1077 p., in-4. (Id.)
158. Délibérations du LX à l'occasion du traité de Turin, in-4. (Id.)
- 159-167. Affaires intérieures de Genève, 1750-1768, 9 vol., in-4. (Id.)
168. Affaires intérieures de Genève, 1773, in-4. (Id.)
169. Dissensions de Genève, 1767, table, in-4. (Id.)
170. Affaires de Genève, 1738-1773, in-4. (Id.)
171. Affaires de Genève, 1762-1766, in-4. (Id.)
172. Affaires de Genève, 1766-1773, in-4. (Id.)
173. Mémoires aux Médiateurs, par Théodore Rilliet, 1767, et par François Rilliet, 1766, in-4. (Id.)
174. Remarques sur la codification des Edits, 1768-1772, in-4. (Id.)
175. Mémoires concernant les natifs. — Histoire des natifs, 1770, in-4. (Id.)
176. Notes sur les natifs, 1773, in-4. (Id.)
177. Mémoires et notes sur la réélection de 1773, in-4. (Id.)
178. Conversations et remarques sur la revision des Edits, 1774, in-4. (Id.)
- 179-180. Journal des séances du CC. — Revision du Code, 1774-1775, in-4. (Id.)
181. Séances du CC, de 1775 à 1776, in-4. (Id.)
- 182-183. Relation de ce qui s'est passé en CC, 1774-1775, in-4. (Id.)
184. Affaires intérieures, 1775-1776, in-4. (Id.)
185. Notes concernant le Consistoire, 1770-1774, in-4. (Id.)
186. Examen du projet de revision de nos Ordonnances ecclésiastiques 1768 à 1773, in-4. (Id.)
187. Affaires de Genève, 1740-1776, in-4. (Id.)
188. Extraits, notes et souvenirs concernant Genève, XV^{me} à XVIII^{me} siècles, in-4. (Don Masbou.)
- 189-189 bis. Essai sur la Constitution de Genève, in-4. (Dons Th. Dufour et Butini.)
190. Questions relatives à l'histoire de Genève, 1753-1763, in-4. (Don Butini.)
191. Procédures et plaidoyers. Affaires Picot, Galline, Roux et Pleince, 1737, in-4. (Id.)
192. Extraits des registres de la Chambre des Fiefs, XVII^{me} et XVIII^{me} siècles, in-4. (Id.)
193. Affaire de la succession de Livron, 1538-1539, 123 p., in-4. (Id.)
194. Notes sur le droit civil et municipal, 616 p. et table, in-4. (Id.)
195. Discours pour les élections, 1723-1737, in-4. (Don De Roches.)
196. Du droit de légitimer, 1650-1769, in-4. (Don Butini.)
197. Généalogies de familles genevoises, notes diverses, in-4. (Id.)

198. Lettres sur les affaires politiques de 1660, table, in-4.
199. Pièces relativ. à la Chambre des Blés, 1679-1783 in-4 et fol. (Don Rilliet.)
200. Recueil de pièces diplomatiques, 1535 à 1697, in-fol. (Don Butini.)
201-202. Extraits, notes, etc., sur l'histoire de Genève, 1707-1775, 2 vol., in-4. (Id.)
203. Documents sur Genève du XIV^{me} au XVII^{me} siècles, in 4. (Id.)
204. Mélanges relatifs à l'histoire de Genève, in-4. (Don Prevost-Cayla.)
205. Pièces relatives à la Chambre des Fiefs, table, in-4. (Don Butini.)
206. Extraits du journal de Jean Picot, 1797-1814, 81 p. in-4. (Don Picot.)
207. Rôle des bourgeois, 1442-1765, in-4. (Don Butini.)
208. Troubles de Genève, 1766-1784, in-fol. (Don Bordier.)
209. Papiers diplomatiques. Affaires de Suisse, XVII^{me} et XVIII^{me} siècles, in-4. (Don De La Rive.)
210. Histoire de Genève. Mélanges. 1762-1765, in-8. (Don Duval.)
211. Ordonnances, règlements et arrêts sur les professions, arts et métiers, in-4. (Don Butini.)
212. Relation de ce qui s'est passé à Genève dès le 2 mars 1734, in-fol. (Don Chastel.)
213. Mélanges sur l'histoire de Genève, in-4. (Don Coindet.)
213 bis. Mélanges sur Genève, in-8. (Don Delétra.)
214. Histoire de Genève par Minutoli, in-fol. (Don Coindet.)
215. Annales de Savyon, 420 p. — Inscriptions modernes de Genève, 38 p., in-4. (Id.)
216. Notes tirées de l'histoire de Genève de Gautier (1536-1703), plus un petit traité appelé Savoye (1610-1702), in-fol. (Id.)
217. Recueil de traités concernant Genève, 443 p., in-fol. (Id.)
218. Edits, arrêts, ordonnances, table, in-fol. (Id.)
219. Mélanges sur l'histoire de Genève, in-fol. (Id.)
220. Généalogies de familles genevoises [par Rilliet-Necker], table, in-4. (Don Rilliet.)
221-224. Extraits de testaments et autres actes notariés, tables, in-4. (Id.)
225. Extraits des registres de baptêmes et mariages et du Livre des Bourgeois, 1368 à 1547, in-fol. (Id.)
226. Relation de ce qui s'est passé le 21 août 1737, 40 et [30] p. in-8. (Don Bouvier.)
227. Histoire de Philibert Blondel, 171 p., in-12. (Id.)
228. Affaires ecclésiastiques, 1739-1814, in-fol. (Don Lombard.)
229. Rôle de la dizaine de la Madeleine et du Perron, 1792, 76 p., in-fol. (Id.)
230. Recueil historique sur Genève, 1766-1775, p. 386 à 678, in-fol. (Don Gosse)
231. Chronique de Roset. — Chroniques de Genève, par Pierre d'Airebaudouze. — Franchises de Genève. — Deux épitres préparatoires par Froment. — Rôles des syndics et lieutenants, in-fol., 194 f. (Don de Septenville.)

232. Deux mémoires de Louis Milliet de Faverges concernant les droits de Son Altesse sur Genève, 1579. — L'ombre de Garnier Stoffacher, par Du Chesne de la Violette, 1584, in-fol. (Don Burnier.)
233. Copie du manuscrit de Prangins, abrégé de l'histoire de Genève, de 51 à 1685, in-8. (Don Serre.)
234. Extrait des Registres publics de Genève et de quelques autres livres qui sont dans les grottes, 1309-1672, 204 p., in-4. (Id.)
235. Histoire du gouvernement des évêques de Genève, suivant un manuscrit du château de Prangins, de 51 à 1679. — Extrait du livre annalique de Genève, par S. G[oulart], 78 et 58 p., in-fol. (Id.)
236. Extraits des Registres publics de Genève de 1580 à 1662, in-fol. (Id.)
237. Rôles des magistrats de Genève et notes diverses, 220 p., in-4. (Id.)
238. Histoire de Genève (jusqu'en 1679) traduction abrégée de Leti, in-4. (Id.)
39. Récit abrégé de l'année 1707. — Evénements de 1704 à 1708, 351 p., table, in-fol. (Id.)
240. Rôle des ressortissants à la Bourse allemande reçus habitants, 1722-1791, in-fol. (Id.)
241. Documents sur l'histoire de Genève, 1779-1782, 351 p., in-fol. (Id.)
- 242-244. Lettres de divers savants adressées au professeur Jean Jalabert, 1712-1718. — Deuxième traité de la nature de l'électricité, Berlin, 1745. — Eclaircissements sur plusieurs faits qui concernent l'électricité, 1747, 3 vol., in-4. (Id.)
245. Chansons et documents sur l'Escalade de 1602, in-fol. (Id.)
- 246-247. Notes manuscrites sur les délibérations du Conseil Représentatif, 1814-1815, 2 vol., in-8. (Id.)
- 248-251. Extraits des séances de la Société familière des Arts, 1821-1827, 4 vol., in-12. (Id.)
252. Pièces diverses relatives à l'histoire de Genève, 175 p. et table, in-12. (Id.)
253. Poésies et facéties genevoises, 189 p. et table, in-12. (Id.)
254. Matricule des avocats de Genève. — Rôle des notaires en 1594 et 1665, 41 p., in-4. (Id.)
255. Voyages des glaciers en 1741 et 1742, 58 p., in-fol. — Pièces et documents concernant l'histoire de Genève au XIX^{me} siècle. — Pièces concernant la médaille de la réunion à la Suisse, 44 pièces historiques, table. (Id.)
256. Documents sur Genève (XVI^{me}-XVIII^{me} siècles), in-fol. (Don Léonard Revilliod.)
257. Cramer. Récit abrégé des troubles de 1707. — De l'autorité du Petit-Conseil. — Observations sur le « Tableau des contraventions aux lois », in-4. (Don J.-L. Le Fort.)
258. Correspondance entre M. Bonstetten et Jean Cramer, 1753-1773, 285 p., in-4. (Id.)

259. Zürcherische Kriegs-Sachen, 1572-1786, in-4. (Don Serre.)
260. Essais historiques sur le Pays de Gex et quelques-uns de ses environs, par MM. Poncet de Gex, in-4. (Don Lullin.)
261. Gaud, P. Dictionnaire géographique du diocèse de Genève au moyen âge, in-4. (Don Charles Le Fort.)
262. Notes sur Genève, 1813-1817, 31 p., in-8. (Don Léonard Revilliod.)
263. Rilliet-Necker. Généalogies de familles genevoises, table, in-fol. (Don Rilliet.)
264. Michel Roset. Histoire de la Ville et République de Genève, 634 p., in-4. (Don Moynier.)
265. Glossaire du patois romand par Philippe Bridel, in-4. (Don Theremin.)
266. Relations et pièces concernant ce qui s'est passé à Genève de 1739 à 1750, 428 p., in-4. (Don Barde.)
267. Rôle des syndics de Genève. — Journal de ce qui s'est passé à Genève dès le 2 mars 1734, 369 p. avec table, in-4.
268. Recueil de pièces concernant l'histoire de Genève, 1734-1736, 256 p. et table, in-4.
269. Histoire de la maison des filles de l'Enfance à Toulouse. — Mémoires des intrigues des Jansénistes. — Mémoires touchant la conduite de l'Eglise, 340 p., in-4.
270. Extraits de lectures. — Indice des pièces concernant les troubles de Genève, 1734-1736, in-4.
271. Pièces diverses sur les troubles de Genève, 1771-1793, table, in-4. (Don Frédéric Le Fort.)
272. Mémoires scientifiques et récits des voyages de Jean Tollot, 1804-1813, in-fol.
273. Mélanges scientifiques et historiques, in-4.
274. Registre de reconnaissances sur Concise, Thonon, Choisier et Bonnatreux, 1608-1621, 709 f., in-fol.
275. Pièces relatives aux troubles de Genève. — Ordonnances sur les corroyeurs et les pelletiers, in-fol.
276. Journal de ce qui s'est passé de plus important à Genève, par Etienne Chiron, 1730-1765, in-fol. (Don Charles Le Fort.)
277. Rôle des Bourgeois, 1409-1612, in-12.
278. Edicts de la Justice civile de Genève, 1568, in-fol.
279. Monnaies et médailles suisses. — Notes diverses, 21 p., in-12.
280. Mémoire sur la carte de la péninsule de l'Inde, par le major Rennell, 1792. — Notes diverses sur Genève, in-fol.
281. Punt Buch von Zürich, 323 et 349 f. et table, in-12.
282. Bericht wie die Eidtgenossen den mit Frankreich Bundt angesehen, wie ihre Soldaten von Frankreich missbraucht., 252 p. et table, in-4.
283. Beschreibung der Zürcherisch-Bernerischen Gesandtschaft nach Paris im 1687, von Johann Caspar Gossweiler, in-4. (Don Serre.)

284. Genferische Unruhen-Geschäft, von Hans Hoffmeister, 1737-1738, 444 p., in-8.
285. Landts-Fridliche Sachen, in-4.
286. Lebensbeschreibung Herren Joh. Jakob Breitingers (1575-1645), in-4.
- 287 a et b. Rahts Memoriale, darin sowol die Fundamental und andere für nemste Satz und Ordnungen von Hans Jakob Löw, Stadtschreiber, 1739, 639 p. et tables, in-8.
- 288-290. Correspondance de Simon L'Huillier, 1777-1835. (Don de Montet).
291. Handlungen und Bedenkliche Acta die Stadt Genf betreffende (Erster Theil) von Caspar Gossweiler, Stadtschreiber der Stadt Zürich, in-fol.
292. Weltliches Geschlechter Buch der Stadt Zürich durch Hans Heinrich Wirth, 1689, in-fol.
- 293-293 ter. Actes et extraits concernant la République de Vallais, 3 vol., in-fol. (Don H. Le Fort.)
294. Lois et Coutumes de St-Maurice dans le Bas-Vallais. — Extraits des diètes tenues à Sion, 1744-1776, in-fol. (Id.).
295. Pièces du Coutumier de Vaud Fribourgeois, par N. O., 1785, 239 p. et table, in-fol.
296. Coutumier de Vaud, 294 p. et table, in-fol.
297. Système de droit coutumier. — Observations sur les différences qui existent entre nos lois et le Code civil vaudois, table, in-fol.
298. Coutumier de Moudon, 1755, 93 fol. et table, in-fol.
299. Le coutumier de Moudon, Yverdon, Morges et Nyon, 210 p. et table, in-fol.
300. Murten Satzung, 1715, 338 et 25 p. et table, in-fol.
- 301-302. Plaidoyers de Jacob-François Prevost-Cabani, 1777-1784, 2 vol., in-fol.
303. Humbert, Michel. Remarques de droit civil et pratique, 1672-1680, in-fol.
304. Bibliographie de Jules César, dressée à l'usage de Napoléon III, par Charles Morel, avec répertoire, in-fol. (Don Morel).
305. Mémoire sur les colonies de Rome, par Ch. Morel, 74 p., in-fol. (Id.)
306. Projet de réformes en faveur du Collège et de l'Académie, in-fol. (Id.)
307. Notes et première rédaction du mémoire suivant et notes des examinateurs à l'Ecole des Chartes, in-4. (Don Micheli.)
- 308-310. Les Institutions municipales de Genève au XV^{me} siècle, essai précédé d'une introduction sur l'établissement de la commune dans cette ville, par Léopold Micheli, (Imprimé M. D. G. XXIII), 3 vol., in-4. (Id.)
- 311-312. Sordet. Annales genevoises jusqu'en 1864, 2 vol. in-4. (Don Ch. Le Fort et G. Revilliod.)
- 313-315. Sordet. Dictionnaire des familles genevoises, 3 vol. in-4.
316. Fastes de Genève, par Antoine Mouchon, in-4.

317. Journal des affaires de Genève dès 1700, 106 f. in-fol.
- 318-322. Pièces relatives à l'histoire de Genève depuis 1600, 9 f. et table; depuis 1704, 146 f. et table; dès 1734, 69 f. et table; 1730-1738, 116 f. et table; 1737-1738, 136 f. et table, 5 vol, in-4 et in-fol.
323. Mémoires sur Genève, 1763, in-fol.
324. Histoire du peuple natif, fragments in-fol.
325. Mémoires concernant les natifs de Genève, fragments in-fol.
326. Notes et remarques sur les affaires intérieures, in-4.
327. Extraits divers, table in-4.
328. Elections de Genève, 1779-1782, in-fol.
329. Visites pastorales par Guillaume de Furby, docteur en théologie, évêque d'Alessio et vicaire général de l'évêché de Genève, 1547, in-fol. (Don Gaberel).
330. Documents de Simancas, 1559-1603, in-fol.
331. Extraits du Livre des Bourgeois, in-4.
332. Rôle des syndics, in-4. (Don Bouvier.)
333. Rôles de magistrats, pasteurs et professeurs, in-4.
334. Mémoire présenté par le Consistoire, 18 août 1791, in-fol.
335. Répertoire du Livre du Recteur, 1559-1700, in-fol.
336. Idem, lettres A à F, in-4.
337. Règlements pour le Conseil d'Etat (1817) et l'Eglise allemande (1815), 13 p., in-8.
338. Canton de Genève. Immeubles de mainmorte, 1877, 134 f., in-4.
339. Mélanges de statistique genevoise, in-4.
340. Extraits des Edits, in-fol. (Don Rilliet.)
341. Edits de la justice civile, 1568-1584, in-fol. (Id.)
342. Procès à Chambéry entre Jacob Ferrat et Jean Espagnod (en latin), in-fol.
343. Brouillards de sentences, 1717-1718, in-4.
344. Requêtes et plaidoyers 1773-1776, 322 p., in-4.
345. Plaidoyers, in-4.
346. Procès entre Philibert Cramer et Jean-Antoine Rigot, 59 p., in-4.
347. Extraits divers de droit civil, in-4.
348. Cramer. Commentaires sur les Instituts de Hoefner, 144 p., in-4.
349. Grenus. Notices, 756 p., in-4.
- 350-352. Documents sur la famille Grenus, 3 vol. in-fol. et in-4.
353. Grenus. Brouillons divers, 174 p., in-fol.
354. Justification de Gabriel Grenus, 1698-1751, 124 p., in-fol.
355. Grénus. Notes sur les villes du canton de Vaud et les familles de Morges, in-12.
356. Album amicorum d'Esaië Colladon, oblong. (Legs Rivier.)
357. Lettres d'Henriette Rath à Pierre Hébert, in-4. (Don de Septenville.)
358. Registre des soupes, 1812, in-fol., oblong.

- 359. Distributions par la mairie, 1813, in-fol.
- 360. Comptes ouverts pour les soupes économiques, 1816-1817, in-32.
- 361. Registre du Comité des soupes économiques (1817), in-fol.
- 362. Comité central (1817). Livre de comptes, in-12.
- 363. Livre de comptes, Bourg-de-Four (1817), in-12.
- 364. Motifs de la conversion de Jean-François Bastier, prosélyte de la province du Languedoc [1712], in-4.
- 365. Registre des séances du Comité des hommes des prisons, 1822-1828, in-4.
- 366. Coutumier du pays de Vaud, table, in-fol.
- 367. Coutumier du pays de Vaud, in-4.
- 368. Libertés, franchises et coutumes du pays de Vaud, 1577, in-12.
- 369. Coutumier d'Estavayer, 128 p. et table, in-fol.
- 370. Coutumier de Gruyères, 44 f. et table, in-4.
- 371. Franchises de Monthey, in-12.
- 372. Landrecht von Wallis, 1578, 86 f. et table, in-fol.
- 373. Minutaire d'Antoine Quartéry (?), Sion, 1567-1570, 206 f. et table, in-fol. (Don Mayor.)
- 374. Franchises d'Evian, in-fol.
- 375. Actes concernant la famille de Langin, in-fol.
- 376. Inféodations à Evian, Féterne, Saint-Paul, Bernex, Maxillier, etc., 1306-1588, table, in-fol.
- 377. Dimes de Pouilly, 1755, in-4.
- 378. Documents et chronologies des princes de Savoie, in-fol.
- 379. Pictet de Sergy. Comment le domaine du Grütli a pu arriver à être la propriété nationale de la Confédération Suisse, in-4.
- 380. Pièces diverses (en allemand), in-4.
- 381. Poésies, table, in-4.
- 382-383. Les rêveries d'un jeune Suisse, 1777, 2 vol. de 214 et 116 p., in-12.
- 384. Keiser. Arnold von Winkelried, Trauerspiel, in-fol.
- 385. Gaidan, Emile. Une carmélite du siècle passé, 53 p., in-8. (Don Ed. Favre.)
- 386. Mandats souverains de Berne, 286 p. et table, in-4.
- 387. Vaucher, Pierre. Figures et tableaux du XVII^e siècle, in-4.
- 388. Papiers et notes de J.-J. Chaponnière, in-4.

ANALYSES DES ACTES DE NOTAIRES

dont les minutes sont conservées aux archives de Genève.

- I. Analyses des actes rédigés en latin et reçus par les notaires de Genève de 1373 à 1535, d'après les registres des minutes conservés aux archives d'Etat faites pour M. Henri-Léonard Bordier par lui-même (t. I, p. 1-168) et par M. Louis Dufour-Vernes (1886-1887), 2 vol. in-4 ¹⁾.
- II. Table des actes reçus par les notaires de Genève aux XVI^{me} et XVII^{me} siècles, d'après les registres des minutes conservées dans les archives de la République, rédigée pour M. Henri-Léonard Bordier par Jean-César Auquier et suivie d'une table alphabétique de tous les noms de famille par MM. Théophile Dufour, Eugène Ritter, Louis Dufour-Vernes, Ferdinand Reverdin, Mlles Marie Dufour, Léonie Bordier et Jenny Custot, 9 vol. in-4.
- III. Relevé analytique des minutes de notaires du XVIII^{me} siècle, conservées aux archives de Genève, rédigé par Jean César Auquier, 6 vol., in-4.

PAPIERS ALFRED COVELLE

Notices biographiques et généalogiques, 7 portefeuilles et table.
Liber certorum antiquorum computorum civitatis Geben. 1364-1386.
Généalogie de la famille Patry.
Notes biographiques.
Notes concernant le refuge, 1 portefeuille.

PAPIERS LOUIS DUFOUR-VERNES ²⁾

Travaux divers, table, in-4.
Eglise de Constance, in-4.
Journal de voyage de Jacques Trembley, 1779-1780, in-8.
Souvenirs de Jean-Pierre Lafond, 1779-1799, in-8.
Manuscrits généalogiques, 4 portefeuilles.
Matériaux généalogiques et correspondance, 2 vol. in-4.
Matériaux pour « Les défenseurs de Genève à l'Escalade », un carton.

¹⁾ Les volumes III à V et la table appartenant à l'Etat de Genève, la Société d'histoire et d'archéologie, pour ne pas séparer la collection, a déposé les deux volumes qui sont sa propriété aux Archives d'Etat.

²⁾ Voir le détail dans *B. H. G.* t. III, p. 178 et s.

PAPIERS LÉON GAUTIER

Pièces historiques relatives aux réfugiés (1683-1701), 439 p. et index de quelques matières.

Extraits du Registre du Conseil relatifs aux réfugiés (1681-1691) avec index des principales matières et table des noms de personnes, 255 p., in-4.

Idem, 1691-1700, 326 p., in-4.

Lettres du Conseil concernant les réfugiés, 1681-1700, 190 p., in-4, avec table et index des noms de personnes.

PAPIERS CHARLES LE FORT

I. Documents pour servir à l'histoire des institutions politiques et juridiques des diocèses de Genève, Lausanne et Sion du XI^{me} au XIV^{me} siècles.

- | | |
|---|--|
| 4-6. Genève, Lausanne, Sion. | 27. Archevêques et évêques. |
| 7-8. Sources du droit. | 28. Chronologie des évêques de Genève. |
| 9. Documents divers. | 29. Evêchés de Lausanne et de Genève. |
| 10. Matériaux et documents. | 30. Monastères, Genève. |
| 11. Lausanne, matériaux. | 31. Monastères, Lausanne. |
| 12. Chartes des archives de Lausanne. | 32. Monastères, Valais. |
| 13. Fragments du cartulaire de Lausanne. | 33. Valais, églises, etc. |
| 14. Evêques de Lausanne. Documents. | 34. Bonmont. |
| 15. Chronologie des évêques de Sion. | 35. Seigneuries du diocèse de Lausanne. |
| 16. Chartes royales rodolphiennes. | 36. Seigneuries du diocèse de Genève (rive droite du Rhône). |
| 17. Franchises du diocèse de Genève. | 37. Dynastes (rive gauche du Rhône). |
| 18. Berne, Fribourg, etc., matériaux. | 38. Dynastes (au-delà du Jura). |
| 19. Flumet, Gex, Cluses, etc. | 39. Dynastes (Suisse allemande). |
| 20. Fribourg. Droit municipal. | 40. Dynastes (Vaud, Valais, Gex). |
| 21. Franchises de Bonneville. | 41. Barons de Vaud. |
| 22. Droit romain au moyen âge. Jurisconsultes. | 42. Dynastes du Valais. |
| 23. Droit public et droit féodal. | 43. Valais, statistique (possessions de la Savoie). |
| 24. Pouvoirs publics en général et régime féodal. | 44-45. Neuchâtel. |
| 25. Régime féodal et droits seigneuriaux. | 46. <i>Edouard Secrétan</i> . Bourgogne. |
| 26. Autorité royale; régime féodal; droit public. | 47. Bourgogne. Chronologie. |
| | 48. Bourgogne et France: Princes, comtes et dynastes. |
| | 49. Villes du diocèse de Genève. |
| | 50. Villes du diocèse de Lausanne |

51. Alliances ; Berne, Fribourg, etc. Villes principales du diocèse de Lausanne.
- 52-53. Topographie.
54. Alleus et servitudes.
55. Alleus.
- 56-57. Sol. Notes.
58. Sol. Délimitation et étendue.
59. Transmission de la propriété.
60. Actes translatifs.
61. Immeubles divers.
62. Ventes et achats d'immeubles.
63. Forêts, pâturages, alpes.
64. Vignes.
65. Engagère.
66. Redevances.
- 67-68. Tenues héréditaires.
69. Personnes, âge et sexe.
70. Probi homines.
- 71-73. Hommes libres.
74. Classes.
75. Personnes taillables, etc.
- 76-77. Chevaliers.
78. Famille.
79. Mariage.
80. Contrats de mariage.
81. Régime des biens.
82. Successions.
- 83-85. Testaments.
86. Droit pénal. Organisation judiciaire.
87. Organisation judiciaire.
88. Organisation judiciaire du pays de Vaud.
89. Instruction criminelle.
90. Publicité.
91. Actes extérieurs.
92. Symboles.
93. An et jour.
94. Cautionnement et otages.
- 95-96. Otages.
- 97-98. Choses mobilières.
99. Foires et marchés ; commerce.
100. Professions alimentaires.
101. Vie intellectuelle.
- 102-103. Mélanges.
104. Epoque rodolpheienne. Divers.
- 105-107. Divers.
108. Chronologie. 1378-1505.
- 109-114. Savoie.
115. Savoie. Amédée VI, VII et VIII.
116. Chamonix.
- 117-118. Comtes de Genevois.
119. Comtes de Genevois. Archives de Turin.
120. Notes sur les comtes de Genevois.

II. Histoire de Genève

121. Genève romaine.
122. Supplément au régeste.
123. Suite du *M.D.G.* XVIII (1406-1430).
124. Suite du *M.D.G.* XVIII (1378-1400).
- 125-126. Divers.
- 127-131. Documents (1431-1500).
132. Extraits du régeste et du *M.D.G.* XVIII (1032-1373).
- 133-137. Régeste, 1409-1500.
138. Commune et franchises.
- 139-140. Evêques de Genève.
141. Attributions de l'évêque ; officiel.
142. Hommages ; mandements ruraux.
- 143-144. Chapitre.
145. Chanoines.
146. Institutions ecclésiastiques.
147. Monastères.
148. Vidomne.
149. Conseils et magistrats.
150. Droit pénal.
151. Finances.
152. Comptes.
153. Monnaies et prêts.

- | | |
|--|--|
| 154. Ville. Travaux publics. | 175. Vie intellectuelle. |
| 155. Maisons. | 176. Vie sociale, objets divers. |
| 156. Hôpitaux. | 177. Professions. |
| 157. Vie sociale. | 178. Histoire de Genève, époque de l'émancipation. |
| 158. Citoyens notables. | 179. Epoque de l'Escalade, Corsinge. |
| 159. Notaires. | 180. Histoire de Genève, XVI ^{me} au XVIII ^{me} siècles, épisodes. |
| 160. Professions alimentaires, marchés. | |
| 161. Droit public. | |
| 162. Syndics, conseil général. | |
| 163. Registres du Conseil. | |
| 164. Droit public genevois, rapports avec la Suisse et l'étranger. | |
| 165. Rapports avec d'autres Etats. | |
| 166. Rapports avec les protestants étrangers. | |
| 167. Genevois à l'étranger. | |
| 168. Finances. | |
| 169. Territoire rural. | |
| 170. Organisation judiciaire. | |
| 171. Institutions religieuses. | |
| 172. Pasteurs au XVI ^{me} siècle. | |
| 173. Académie. | |
| 174. Thèses académiques. | |

III. Histoire suisse

- | |
|---|
| 181-182. Suisse. |
| 183. Documents. |
| 184. Extraits de Stürler et de Zeerleder. |
| 185. Episodes et spécialités. |
| 186. Livre du Recteur. |
| 187. Suisse, cantons. |
| 188. Régeste 381-1271. |
| 189. Paris et Turin (documents de 1602). |
| 190. Mélanges. |
| Documents sur Genève, 1501-1798, 33 vol. |

PAPIERS EDOUARD MALLET

Cartularium genevense. 5 portefeuilles.
 Documents divers. XVI^e-XVIII^e siècles, 1 portefeuille.
 Répertoire du cartulaire genevois. 3 vol., in-fol
 Extraits des Registres du Conseil. 2 vol., in-4.
 Archives de Turin ; Duché de Genevois. 2 portefeuilles.
 Archives de Turin, Genève. 1 portefeuille.
 Pièces relatives au cartulaire, 1 portefeuille.
 Inventaire analytique, 1 vol., in-fol.
 Papiers non classés, 4 portefeuilles.
 Copies Mallet, 1 liasse.
 Matériaux pour 1 volume. *M.D.G.*
 Notes trouvées chez M. Ch. Le Fort, in-4.

PAPIERS EDMOND PICTET

Pictet, Edmond. La prise d'armes d'avril 1782.
 Pictet, Edmond. Genève sous la domination française.
 Pictet, Edmond. Notice sur la Commission centrale du département du Léman (1814).

Société économique, une liasse.

Lettre de M. R. d'Erlach sur Ulrich et Rodolphe d'Erlach, 1871.

Treize portefeuilles et un volume de Notes et documents historiques et biographiques avec répertoire analytique, contenant notamment les extraits suivants :

1. Correspondance de Charles Pictet avec son fils Marc-Auguste, 1775 à 1782. — Lettres de Mme de Staël et sur elle.
2. Histoire de la révolution genevoise, par Pierre Odier, (extraits) 1782 à 1798.
6. Voyage de Frédéric-Guillaume Maurice à Paris et à Londres, 1797.
7. Lettres écrites d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande par Marc-Auguste Pictet à sa femme, 1798 et 1801.
- 8-11, 36. Journal de Marc-Auguste Pictet, 1802-1804 et 1816.
- 14-15. Lettres de Charles Pictet de Rochemont à Marc-Auguste Pictet, 1785-1815.
19. Lettres de Des Arts et d'Ami Lullin à Pictet de Rochemont, août 1815.
20. Journal de A. Saladin-de Budé, 1813-1816.
22. Lettres de Pictet de Rochemont à son fils Adolphe, 1822-1823.
23. Notes de voyage d'Eynard-Lullin, avril-juin 1814.
24. Lettres d'Eynard-Lullin à Marc-Auguste Pictet, Paris 1814 et 1815, Vienne 1814 à 1815.
- 25, 33-34. Extraits du journal d'Eynard-Lullin, 1815.
29. Correspondance et documents concernant Pictet de Rochemont, 1808-1825.
32. Lettres de l'Archiduc Jean à Pictet de Rochemont, 1815-1816.
- 40-42, 59. Séances du Conseil Représentatif par Duval-Lasserre, 1814-1826.
- 43-50. Correspondance de Pictet de Rochemont et pièces diverses, 1814-1821.
52. Pictet de Rochemont et les fortifications de Genève par Théophile Pictet.
55. Souvenirs de Charles-René Pictet, 1812 et 1846. — Le soulèvement des représentants en 1782.
- 59, 63-65, 84, 146. Lettres de Guillaume-Antoine De Luc à Jean-André De Luc, 1798, 1781 à 1798.
- 60, 124. Evénements de 1815 aux environs de Genève, par Louis Manoël de Végobre. — Lettres d'Horace-Bénédict de Saussure à Albert de Haller, 1761-1773.
66. Lettres de Pictet de Rochemont à L. Manoël de Végobre, 1796.
- 67-68. Révolution de 1830. Lettres de Miss F. Randall, Mmes de Staël, de Broglie, etc.
69. Correspondance Philippe de Carro, 1736-1747.
70. Journal du syndic François Calandrini, 1717 à 1750.

71. Lettres de François Gautier, 172. t
73. Autobiographie de Pierre Picot, pasteur (1746 à 1822).
74. Extraits du journal de Pierre Torras, 1792 à 1794.
- 75 à 78. Lettres écrites d'Espagne par MM. De Luc père et fils, 1750-1760.
81. Extraits du journal de Mme Julie Labat, née Thellusson, 1782-1798.
82. Lettre de Jean André De Luc à Jacques François De Luc, son père, 1768. — Le comte de Lautrec (extraits du journal de P. Perdriau, 1740.)
83. Lettres du syndic Gédéon Turretini à Jean-André De Luc, 1773 à 1782.
86. Lettres de membres de la famille Vasserot de Vincy, 1782. Lettres de Charles Pictet à Jean-Jacques Rousseau, 1762.
87. Lettres de Marc-Auguste Pictet et de Jean André De Luc, 1781.
88. Lettres d'Ami Lullin, 1794 à 1795.
89. Journal du régiment suisse de Diesbach, 1689 à 1762. — Lettres de David Sartoris à Jacques-André Saladin, 1719 à 1720.
90. Extraits du journal de Perdriau, 1742 à 1743.
91. Prise de Genève par les Français, 1798, d'après les papiers Gosse.
- 92, 139-144. Lettres de Jean-Louis Du Pan au banderet et à la banderette de Freudenreich, 1754 à 1774, 1737 à 1766.
94. Journal du pasteur Jacques Sarasin, 1665 à 1680.
96. Lettres de François Tronchin à sa femme, 1740 à 1744.
97. Lettres du comte de Bubna à Ami Lullin, 1814 à 1815.
98. Lettres d'Ami Lullin à son fils Charles et à Du Roveray. Journal de la députation à Bâle, 1814.
99. Correspondance du gouvernement provisoire, mars et avril 1814. — Lettres de Charles Lullin à son père Ami Lullin, 1814. — Lettres de Des Arts et Schmidtmeyer à Ami Lullin, 1815.
100. Lettres de M^{lle} Souky Revilliod à son frère Léonard, 1813 à 1815.
101. Prise d'armes du 13 au 14 février 1843. Rapport de J. Revilliod-Faesch, major.
102. Lettres de Jean-Ami Martin, pasteur, à Mme Elisabeth Fæsch, née Passavant, 1814.
- 103-106. Lettres de Charlotte de Constant, née Pictet, à son mari, 1757 à 1761.
- 109-111. Notes de voyages de Marc-Auguste Pictet, 1815 à 1821.
112. Notes du syndic François Calandrini sur les séances des Conseils, 1724-1728.
114. Journal d'Antoine Saladin de Crans, 1782.
- 115-116. Journal de François Calandrini, 1718-1722.
118. Notice sur Jacob-François Prevost-Cabanis, par Louis Manoël de Végobre. Lettres d'Etienne-Salomon Reybaz, 1783.
- 121, 128. Journal du syndic Augustin de Candolle, 1763 à 1770, 1781 à 1782, 1813 à 1817.

122. Documents sur la prise d'armes de 1782.
123. Lettres de Jean-François Matthey à Jean-André De Luc, 1767 à 1768.
131. Lettre de Desportes au Directoire, 1798. — Tableau de Genève en 1770.
132. Relation des troubles de 1737.
133. Extraits du livre de famille Trembley, 1582 à 1642.
134-135. Lettres d'Ami Perdriau, officier au régiment de Diesbach, 1757 à 1762.
136. Autobiographie d'Ami-Théophile Perdriau, 1729 à 1777. — Lettres de François Calandrini, avril-juin 1782.
145. Emprisonnement de Jean-Jacques Naville, 1782. — Lettres sur la bataille de Rossbach.
148. Le patriciat genevois au XVIII^e siècle.
Sans numéro. Notes pour servir à l'histoire de Genève sous la restauration.

PAPIERS AMÉDÉE ROGET

Institutions de l'ancienne Genève. Tables. 4 vol. in-4.
Biographies. Tables. 4 vol. in-4.
Episodes. Table. 1 vol. in-4.
Histoire de Genève. 9 vol, in-4.
Résumé de l'histoire de Genève, in-fol.
Liasse. — A. Instruction publique ; B. Rapports des magistrats et du clergé (1606-1669) ; C. Elections ; D. Notices ; E. Divers ; F. Episodes.

PAPIERS ANTOINE VERCHÈRE

Lettres de P. Marcinhes, 1823.
Taxes et monnaies au début du XIX^{me} siècle.
Régime industriel à Genève, XIV^{me}-XVIII^{me} siècles, 2 enveloppes.
Révolution française à Meyrin, une enveloppe.

TABLE SYSTÉMATIQUE

Histoire de Genève

- Histoire générale : 34, 35, 59, 62, 83 à 85, 87, 99, 131, 132, 152, 188 à 189 bis, 200, 204, 213 à 216, 219, 231 à 235, 238, 252, 264, 273, 279, 280, 291, 311, 312, 316, 327, 339, p. 253 à 259.
- Quatorzième siècle : 203, 234, p. 253 à 256, 259.
- Quinzième siècle : 26, 33, 188, 203, 234, 307 à 310, 388, p. 253, 255, 256, 259.
- Seizième siècle : 11, 23, 26, 32, 33, 86, 148, 149, 188, 203, 234, 236, 256, 330, 387, p. 253, 255, 256, 259.
- Dix-septième siècle : 8, 9, 11, 17 à 19, 23, 32, 33, 86, 90, 92, 96, 137, 188, 198, 203, 227, 234, 236, 245, 256, 318, p. 253, 254, 256, 259.
- Dix-huitième siècle : 1, 2, 5 à 8, 10, 12, 13, 15, 17 à 22, 24, 25, 36 à 39, 51, 64 à 66, 68 à 81, 90 à 128, 130, 142, 153 à 188, 190, 195, 201, 202, 206, 208, 210, 212, 226, 229, 230, 239, 241, 256 à 258, 266, 268, 270, 271, 275, 276, 284, 317 à 326, 328, p. 253, 254, 256 à 259.
- Dix-neuvième siècle : 206, 246 à 251, 255, 262, 337, 338, 357 à 363, 365, p. 257 à 259.
- Histoire ecclésiastique avant la Réforme : 45, 47, 49, 50, 58, 147, 235, p. 255.
- Histoire ecclésiastique depuis la Réforme : 29 à 31, 40 à 44, 61, 63, 82, 133 à 135, 150, 185, 186, 228, 333, 334, 364, p. 256.
- Académie et Collège : 29 à 31, 61, 67, 306, 333, 335, 336, p. 253, 259.
- Rôles de magistrats : 29 à 31, 50, 52, 61, 83, 145, 146, 231, 237, 267, 332, 333.
- Livre des bourgeois : 28, 144, 207, 225, 277, 331.
- Antiquités, inscriptions : 61, 215.

Généralités

- Héraldique, généalogies, biographies : 3, 4, 14, 16, 137, 145, 197, 220 à 225, 263, 286, 292, 313 à 315, 349 à 352, 354, 355, 375, p. 253 à 259.
- Numismatique : 31, 89, 255, 279, p. 255, 259.
- Traité : 53 à 57, 129, 157, 158, 217, p. 255.
- Droit, procédures, plaidoyers : 90, 141, 142, 191, 193, 194, 196, 278, 294 à 303, 340 à 348, 366 à 372, 374, p. 254 à 256.
- Géographie, voyages : 255, 261, 272, 280, p. 253, 257, 258.
- Littérature, patois : 1, 232, 245, 253, 265, 270, 273, 380 à 384.
- Sciences : 242 à 244, 272, 273, 288 à 290.

Suisse et Etranger

Suisse : 56, 57, 60, 85, 88, 129, 130 à 132, 209, 232, 279, 282, 285, 379, 382 à 384, p. 254 à 256.

Cantons voir la table des noms.

Savoie : 45 bis, 46, 48, 143, 151, 216, 232, 255, 274, 329, 376, 378, p. 254 à 256.

Gex : 260, p. 254.

Bourgogne : 48, p. 254.

Piémont : 54.

France : 48, 53, 57, 60, 129, 269, 282, 283, 385, p. 254 : églises réformées : 55, 136.

Rome : 304, 305.

TABLE DES NOMS**et de quelques matières**

Airebaudouze (d'), 231.

Album amicorum, 356.

Annonciade, 48.

Archiduc, voir Jean.

Auquier, p. 253.

Avocats, 254.

Bastier, 364.

Berne, 283, 386, p. 254, 255.

Bernex, 376.

Blés (Chambre des), 199.

Blondel, 227.

Bonmont, p. 254.

Bonnatex, 274.

• Bonnet, 12.

Bonneville, p. 254.

Bonstetten, 258.

Bordier, p. 253.

Bourse allemande, 240.

Breitinger, 286.

Bridel, 265.

Brogie (de), p. 257.

Bubna, p. 258.

Calandrini, p. 257 à 259.

Candolle (de), p. 258.

Cardoino, 59.

Cellérier, 42, 43.

Chablais, 151.

Chamonix, p. 255.

Chaponnière, 388.

Chiron, 276.

Choisier, 274.

Chouet, 7.

Cluses, p. 254.

Code, 179, 180.

Colladon, 356.

Commission centrale du Département du Léman, p. 256.

Compagnie (Vénérable), 63, 133, 135, 150.

Concise, 274.

- Conseil des CC, 12, 139, 145, 179 à 183.
 Conseil des LX, 158.
 Conseil représentatif, 246, 247, p. 21.
 Conseil militaire, 13.
 Conseil (Registres du), 23, 26, 32, 89, 137, 148, 234, 236, p. 254, 256.
 Consistoire, 185, 334.
 Constance, p. 253.
 Constant (de), p. 258.
 Corsinge, p. 256.
 Covelle, p. 253.
 Cramer, 5, 68 à 81, 257, 258, 346, 348.
 Custot, p. 253.
 De Carro, p. 257.
 De la Corbière, 61.
 De Luc, p. 257 à 259.
 Des Arts, p. 257, 258.
 Desportes, p. 259.
 Diesbach, p. 258, 259.
 Dîmes, 141, 377, voir fiefs.
 Du Chesne de la Violette, 232.
 Dufour, p. 253.
 Du Pan, 1, 128, p. 258.
 Du Roveray, p. 258.
 Duval, p. 257.
 Edits, 83, 138, 142, 174, 178, 218, 278, 340, 341.
 Eglise allemande, 337.
 Erlach (d'), p. 257.
 Espagnod, 342.
 Evian, 151, 374, 376.
 Eynard, p. 257.
 Faesch, p. 258.
 Ferrat, 342.
 Féterne, 376.
 Flumet, p. 254.
 Fiefs, 140, 143, 192, 205, 376.
 Franchises, 138, 231, p. 254, 255.
 Franconis, 137.
 Freudenreich (de), p. 258.
 Fribourg, 295, 300, 369, 370, p. 254, 255.
 Froment, 231.
 Furby (de), 329.
 Gaidan, 385.
 Gallatin, 16.
 Galline, 191.
 Gaud, 261.
 Gautier, 216, p. 254, 258.
 Genevois (Comtes de), p. 255.
 Gex, 260, p. 254.
 Gosse, p. 258.
 Gossweiler, 283, 291.
 Goulart, 235.
 Granier (de), 45 bis, 46.
 Grenus, 350 à 355.
 Habitants, 240.
 Haller (de), p. 257.
 Hébert, 357.
 Hœfner, 348.
 Hoffmeister, 281.
 Hôpital, 13.
 Humbert, 303.
 Jalabert, 242 à 244.
 Jansénistes, 269.
 Jean (Archiduc), p. 257.
 Jules César, 304.
 Keiser, 384.
 Labat, p. 258.
 Lafond, p. 253.
 Lausanne, p. 254, 255.
 Lautrec (de) p. 258.
 Leclerc, 7.
 Le Fort, p. 254 à 256.
 Léman (Département), p. 256.
 Lescarbot, Marc, 88.
 Leti, 238.
 L'Huillier, 288a 290.
 Livron (de), 193.
 Löw, 287.
 Lullin, p. 257, 258.
 Madeleine, 229.
 Magny, 46.
 Mallet, 38, 39, p. 256.
 Manoël de Végobre, p. 257, 258.
 Marcinhes, p. 259.

- Martin, p. 258.
 Matthey, p. 259.
 Maurice, p. 257.
 Maxillier, 376.
 Médiation, 115 à 119, 173.
 Meyrin, p. 259.
 Micheli, 307 à 310.
 Mignons (Fief des), 140.
 Milliet de Faverges, 232.
 Minutoli, 214.
 Morat, 300.
 Morel, 304, 305.
 Morges, 299.
 Mouchon, 316.
 Moudon, 298, 299.
 Mussard, 128, 157.
 Napoléon III, 304.
 Natifs, 175, 176, 324, 325.
 Naville, p. 259.
 Neuchâtel, p. 254.
 Nyon, 299.
 Notaires, 254.
 Odier, p. 257.
 Officialité, 45, p. 255.
 Ordonnances, 138, 211, 218, 275.
 Ordonnances ecclésiastiques, 186.
 Patry, p. 253.
 Peney, 143.
 Perdriau, 6, p. 258, 259.
 Perron, 229.
 Perrot, 41 à 44.
 Picot, 191, 206, p. 258.
 Pictet, 379, p. 256 à 259.
 Pleince, 191.
 Poncet, 260.
 Pouilly, 377.
 Prangins (Manuscrit de) 233, 235.
 Prevost, 151, 301, 302, p. 258.
 Quartéry, 373.
 Randall, p. 257.
 Rath, 357.
 Réélection, 177.
 Réfugiés, p. 254.
 Règlements, 139.
 Rennell, 280.
 Reverdin, p. 253.
 Revilliod, p. 258.
 Reybaz, p. 258.
 Rigot, 346.
 Rilliet, 10, 173, 220, 263.
 Ritter, p. 253.
 Roget, p. 259.
 Roset, 83, 84, 231, 264.
 Rossbach, p. 259.
 Rousseau, 128, p. 258.
 Roux, 191.
 Saint-Paul, 376.
 Saladin, 3, p. 257, 258.
 Sales, 106.
 Saussure (de), p. 257.
 Sarasin, 7, 9, 96, p. 258.
 Sartoris, p. 258.
 Savyon, 215.
 Schmidtmeier, p. 258.
 Secretan, p. 254.
 Simancas, 330.
 Sion p. 254, 255.
 Société familière des Arts, 248 à 251.
 Sordet, 311 à 315.
 Soupes économiques, 360, 361.
 Staël (de), p. 257.
 Stoffacher, 232.
 Stürler, p. 256.
 Ternier, 143.
 Thonon, 274.
 Tollot, 272.
 Torras, p. 258.
 Toulouse, 269.
 Trembley, p. 253, 259.
 Tronchin, 128, p. 258.
 Turin, (Traité de), 125, 157, 158.
 Turrettini, p. 258.
 Valais, 293, 294, 371 à 373, p. 18.
 Vasserot de Vincy, p. 258.
 Vaucher, 387.
 Vaud, 295 à 299, 355, 366 à 368, p. 254, 255.

Vaudenet, 90.

Verchère, p. 259.

Vervins (Traité de), 259.

Winkelried (von), 384.

Wirth, 292.

Yverdon, 299.

Zeerleder, p. 256.

Zurich, 259, 281, 283, 286, 287,
292.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

JUIN 1919

Personnel de la Société

Depuis le mois d'octobre 1918, la Société d'histoire et d'archéologie a reçu au nombre de ses membres effectifs :

1918, 14 novembre, M. Jacques DUNANT.

28 novembre, M^{lle} Lucie ACHARD.

MM. * Jean BARTHOLONI.

Edmond EMMANUEL, ingénieur.

1919, 16 janvier, Louis COTTIER.

30 janvier, Philippe BRIQUET, licencié en droit,
avocat.

13 février, M^{me} Emilie GAUTIER.

MM. Georges FOËX,

Paul VEILLON, juge au Tribunal de première instance.

Marcel DE SEIGNEUX.

* L'astérisque désigne les membres à vie.

- 13 mars, MM. Louis CHOISY.
André MUSSARD, licencié ès lettres.
- 27 mars, M^{lle} Thérèse PITTARD, maîtresse d'études
à l'Ecole secondaire et supérieure de
jeunes filles.
MM. Albert NALLY, licencié ès sciences sociales.
Robert PONCY, doyen de la section de
construction à l'Ecole des Arts et Métiers.
William FATTON.
Philippe-A. GUYE, docteur ès sciences, pro-
fesseur à l'Université.
- 10 avril Pierre COULIN, licencié en droit, avocat.
Xavier RAISIN, licencié en droit, avocat.
* Ernest SAUTTER, ingénieur.
André THURY.
- 1^{er} mai, Edmond BOESLAS, juge à la Cour de
justice.
Georges MICHE.
Marcel VALLON, régent.
Charles-Henri RICHARD.
Emmanuel BOURGEOIS.
- 29 mai, * François NALY.
Auguste RÖHRICH, docteur en médecine.
John ALBARET, ingénieur.
Albert PÉRIER, chirurgien-dentiste.
Albert MARGOT, licencié ès sciences so-
ciales.
Edouard KUNZLER.

Elle a eu le regret de perdre deux membres effectifs : M. Louis CRAMER-MICHEL († 21 janvier 1919) et M^{me} Eugène DE BUDÉ († 29 mai 1919).

Le nombre des membres effectifs de la Société était de 246 au 15 juin 1919.

La Société a encore perdu un des membres correspondants

qu'elle s'était agrégés le 7 mai 1914, à l'occasion du Centenaire de l'entrée de Genève dans la Confédération : M. Wilhelm Oechsli.

La mort de Wilhelm Oechsli, survenue à Weggis le 26 avril 1919, a provoqué en Suisse d'unanimes regrets. Les historiens genevois avaient dès longtemps trouvé, dans ce grand savant et ce profond patriote, un maître et un sincère ami. En 1909, l'Université de Genève lui conférait le titre de docteur *honoris causa* dans la Faculté des Lettres.

Né à Riesbach, près Zurich, le 6 octobre 1851, docteur en philosophie de l'Université de Zurich en 1873, Wilhelm Oechsli avait débuté dans la carrière de l'enseignement à Paris, puis à Winterthur en 1876. En 1887 il prenait possession de la chaire d'histoire nationale de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich; en 1893, il succédait à Georges de Wyss à l'Université de Zurich.

Son influence, comme pédagogue, s'est manifestée en premier lieu par la rédaction de manuels d'histoire destinés aux écoles secondaires, puis par la publication du *Quellenbuch zur Schweizer-geschichte*, instrument de travail excellent, qui n'a malheureusement pas d'équivalent en français et qui retrempe la vulgarisation synthétique aux sources des documents originaux et des témoignages contemporains.

Wilhelm Oechsli ne se contentait pas en effet de retenir l'attention de ses nombreux auditoires par des cours à la fois solides et brillants. Il sut allier, à un rare talent d'exposition, la vigueur et la persévérance de l'érudition la plus active et la plus productive. Ses publications s'échelonnent tout au long des siècles qui marquent le développement du pays, auquel il consacrait ses forces, depuis la préhistoire et les antiquités romaines de l'Helvétie jusqu'à la politique de la Suisse moderne. Elles apportent toujours, en même temps que les faits, dégagés des textes les plus difficiles, des vues d'ensemble saisissantes et des idées fécondes.

Mais c'est autour des dates les plus solennelles de l'histoire de la Suisse qu'elles deviennent plus nombreuses et plus importantes. Ainsi les premières alliances ont donné naissance à son livre aujourd'hui classique sur les *Origines de la Confédération*,

publié en allemand et en français pour le septième centenaire de 1891. Dans la crise religieuse et politique de la Réformation dont Oechsli étudie par ailleurs, une des conséquences, le *Traité de Lausanne 1564* (1899, traduit en français, 1906), c'est surtout à Zwingli, à sa vie, à ses écrits qu'il demande une pensée directrice et nouvelle. Après quelques hardis sondages comme le *Passage des Alliés à travers la Suisse, 1813-1814*, la chute de l'ancienne Confédération en 1798, sa Restauration de 1813 à 1830, l'ont longtemps retenu et l'ont conduit à l'une de plus riches et des plus larges compositions de notre littérature historique, sa *Geschichte der Schweiz im 19^{me} Jahrhundert, 1798-1830* (2 vol. in-8, 1903 et 1913).

Ce que Wilhelm Oechsli recherche, ce qu'il met en évidence parmi les faits dont il développe la trame, c'est le progrès de l'alliance des Confédérés, la volonté du peuple de fonder sur cette alliance un véritable Etat, prospère, honnête et libre. Ce souci du patriote n'a jamais entravé le labeur du savant; au contraire, il lui a donné son entrain et son unité. Il a donné leur prix aux moindres recherches comme aux plus vastes tableaux. On en retrouvera la preuve dans les pages où Wilhelm Oechsli a parlé de Genève et de ses alliances avec les Cantons suisses¹. Personne n'a plus senti ni mieux rendu cette destinée longtemps contrariée et qui atteint son but en 1814.

C'est un honneur pour la Société d'histoire d'avoir pu associer à ses travaux le nom de Wilhelm Oechsli. Son souvenir comme son œuvre resteront pour nous des encouragements et des modèles².

¹ *Les alliances de Genève avec les Cantons suisses. Extrait d'un mémoire de W. Oechsli, traduit et annoté par Victor van Berchem, M. D. G., série in-4, t. IV (1915), p. 1-71.*

² Voir parmi les nécrologies de W. Oechsli, celles de M[eyer] v[on] K[nonau], dans l'*Anzeiger für Schweizerische Geschichte*, 50^{me} année (1919), n^{lle} série, t. XVII, p. 84-86; de Hans Nabholz, dans *Neue Schweizer Zeitung*, nos des 20 et 23 mai 1919, et d'Antoine Guillard, dans la *Semaine littéraire* du 3 mai 1919, p. 202-203.

Mémoires, Rapports, etc.

présentés à la Société
du 14 novembre 1918 au 29 mai 1919.

866. — *Séance du 14 novembre 1918.*

Les origines de la famille de Tournes, par M. Alfred CARTIER.

La filiation certaine de la famille de Tournes commence avec le célèbre imprimeur Jean I^{er}, né à Lyon en 1504. Aucun document ne nous fait connaître le nom de son père, mais on constate, d'après les archives lyonnaises, l'existence dès le milieu du XV^{me} siècle, d'une famille de Tournes, en la personne d'un Jean de Tournes, citoyen de Lyon, écrivain (...1457-1489...), d'un Pierre de Tournes, orfèvre, fils du précédent (...1493-1500...) et d'un Naudin de Tournes (...1515), également orfèvre et probablement fils de Pierre.

Il semble plausible dès lors, par le rapprochement des dates, que l'imprimeur Jean de Tournes puisse être le petit-fils de Jean l'écrivain et le fils cadet de l'orfèvre Pierre, mais en l'absence de preuves directes, cette filiation ne doit être admise qu'à titre d'hypothèse vraisemblable.

D'autre part, cette filiation présumée ne paraît pas conciliable avec une tradition de famille, établie depuis le début du XVII^{me} siècle, sur la foi d'une lettre écrite en 1613 par Jean de Tournes, second du nom, établi à Genève depuis l'année 1585. Au dire de l'auteur, son grand-père aurait possédé, en Picardie, trois maisons fortes dont l'une, dite la maison des Tornes, existait encore dans le voisinage de Pont-l'Évêque, vers la fin du XVIII^{me} siècle. Si l'on s'en rapportait à cette affirmation, l'aïeul de Jean II ne saurait être l'orfèvre Pierre de Tournes, né à Lyon, citoyen de cette ville, et il faudrait renoncer à rattacher la famille de nos imprimeurs à celle que nous font connaître les archives lyonnaises; mais on sait par ailleurs combien les traditions de famille sont sujettes à caution et que le généalogiste n'en saurait faire état sans une extrême prudence. Pour donner à l'assertion de Jean II une base plus solide, il conviendrait, à tout le moins, qu'il l'eût recueillie de son père, plus rapproché que lui de leur commune origine. Or, on ne voit pas que l'illustre typographe, d'abord simple compositeur chez Sébastien Gryphe, ait jamais élevé, ni dans ses écrits ni dans les actes qui le concernent, aucune prétention nobiliaire ou même qu'il ait fait une mention quelconque de ses ascendants. C'est là d'ailleurs que réside la question, qui serait résolue si l'on connaissait le nom du père de Jean I^{er} de Tournes.

Peut-être, son fils aura-t-il recueilli en toute bonne foi, mais un peu trop aisément, les dires de quelque habitant de Noyon, retiré à Genève. Il est rare, cependant, qu'une légende proche de son origine et, dès lors, facile à contrôler, ne renferme aucune parcelle de vérité. Avant de rejeter, sans en rien retenir, la tradition de famille, on doit faire remarquer, à ce propos, d'après les érudits lyonnais les plus compétents en la matière, que le nom des de Tournes n'est pas autochtone et que ceux qui l'ont porté à Lyon devaient être venus d'une autre province.

Cette considération serait peut-être propre à concilier dans une certaine mesure — toute prétention nobiliaire mise à part — les déclarations de Jean II et les inductions que l'on peut tirer des archives lyonnaises, en ce sens que les de Tournes seraient bien d'origine picarde, comme le prétend la tradition, mais que l'un d'eux, venu à Lyon au XV^{me} siècle, aurait été la souche de la famille que nous font connaître ces archives et à laquelle se rattacherait directement l'imprimeur Jean I^{er}, qui en représenterait ainsi la troisième ou la quatrième génération.

867. — *Séance du 28 novembre 1918.*

Le premier tribunal révolutionnaire genevois (26 juillet-2 août 1794). — Réorganisation du tribunal; jugement de Fatio et de Naville, par M. Edouard-L. BURNET.

Le travail de M. Burnet fait suite à la communication qu'il a présentée dans la séance du 21 février 1918. Il prend le Tribunal le 26 juillet, soit le lendemain de la sanglante journée du Bastion, et mène son étude jusqu'à l'exécution de Naville et de Fatio dans la nuit du 2 août. Pendant cette semaine le Tribunal subit de profondes modifications. Entré en fonctions le 22 juillet à midi pour une durée de six jours, ses pouvoirs expiraient le soir du 28 au plus tard, mais comme à cette date, sa tâche était loin d'être achevée, les clubs lui accordèrent une prolongation. Six membres profitèrent de la circonstance pour donner leur démission et furent remplacés par d'autres. En même temps, ou pour parler plus exactement, immédiatement après, on régla une question qui devenait urgente. Le Tribunal, qui cumulait des fonctions administratives et des fonctions judiciaires, était débordé. On le divisa en deux sections après l'avoir porté à trente-deux membres pour permettre cette opération : la Commission révolutionnaire qui n'eut plus rien à faire avec les jugements et le Tribunal proprement dit. Celui-ci restait composé de vingt-et-un membres dont dix étaient nouveaux. D'autres changements eurent lieu les jours suivants. Le 31 ont dû faire une élection partielle pour remplacer trois membres qui avaient refusé de siéger et, le soir du 1^{er} août, les Marseillais et les Grillards exigèrent le renvoi et le remplacement de quatre autres qui manifestaient des tendances trop modérées à leur gré.

Pendant ce temps les jugements continuaient ; sous la pression de l'opinion publique, que le massacre du Bastion avait révoltée, les juges libérèrent ou condamnèrent à des peines légères deux ou trois centaines de prévenus ; mais une telle mansuétude ne pouvait convenir aux éléments violents de la Nation révolutionnaire qui s'émurent à leur tour et forcèrent le Tribunal à rentrer dans les voies de la rigueur. Deux anciens magistrats très compromis, Jolivet et Gourgas, eurent encore la vie sauve, mais Fatio fut condamné à mort le 1^{er} août et la même sentence fut portée le lendemain contre Naville. Naville était respecté de tout ce qui comptait à Genève ; à la nouvelle de sa condamnation il se produisit un mouvement en sa faveur. Des cercles envoyèrent des députations au Tribunal pour demander un sursis, plusieurs même prirent les armes ; malheureusement le Tribunal ayant accordé le sursis, ils se dispersèrent et les ultra-révolutionnaires ayant fait un retour offensif, les deux condamnés furent exécutés dans la nuit même.

Comme on voit, l'histoire du Tribunal pendant cette période est assez bien éclaircie, si l'on s'en tient aux grandes lignes, mais M. Burnet montre que, si l'on descend aux détails, il reste encore bien des lacunes et que nombre de points demanderaient encore un supplément d'information.

868. — *Séance du 19 décembre 1918.*

Jefferson, auteur de la Déclaration d'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique (1775), par M. Eugène CHOISY.

Le nom de Jefferson est inséparable de celui de Washington. Tandis que Washington a défendu par les armes la cause de l'indépendance des colonies américaines, Jefferson a soutenu cette même cause par la plume. Ils ont été tous deux des présidents remarquables et ayant refusé d'être maintenus à la présidence pendant plus de deux « termes » de quatre ans, ils ont créé la tradition qui a prévalu jusqu'ici.

Thomas Jefferson est né le 2 avril 1743 à Shadwell, en Virginie. Son père, le colonel Pierre Jefferson, était juge de paix, géomètre, membre de la Chambre des bourgeois. Thomas Jefferson fit des études classiques au collège « William and Mary », à Williamsbourg. Après le traité de Paris de 1763, entre la France et la Grande-Bretagne (qui assurait à celle-ci la possession des territoires à l'est du Mississippi), le Parlement britannique prétendit imposer aux colonies des taxes diverses. Les colons refusèrent d'accepter des impôts votés par une assemblée dans laquelle ils n'étaient pas représentés. Jefferson nommé (1769) député à la Chambre des Bourgeois de Virginie se révéla un défenseur opiniâtre et habile des droits et libertés de son pays. Il demanda entre autres des lois facilitant la manumission des esclaves, et réclama pour les colonies le droit de

self government dans une brochure qui fit sensation : *Exposé sommaire des droits de l'Amérique britannique*. Le premier Congrès fédéral des colonies s'assembla le 4 septembre 1774 à Philadelphie et vota des mesures de résistance. Bientôt, les troupes américaines et les troupes royales en vinrent aux mains et la rupture parut irrémédiable. Jefferson siégea au Congrès fédéral et pour la première fois, le 21 juin 1775, il fit partie de la commission chargée de rédiger une *Déclaration des motifs de la prise d'armes par les Colonies*.

En dépit des efforts de l'opposition libérale, le Parlement britannique de Londres et le roi refusèrent de faire droit aux réclamations des colons et prétendirent les traiter comme des rebelles qu'on réduit par la force. Dès lors, les événements se précipitent. Jefferson est chargé de rédiger la *Déclaration d'indépendance* qui est adoptée par le Congrès le 4 juillet. Le même jour, Jefferson, avec Adams et Franklin, reçoit la mission de préparer le sceau officiel des « Etats-Unis d'Amérique ».

Jefferson a été le réformateur politique et social de la Virginie. Il obtient la suppression du majorat en Virginie, la séparation de l'Eglise (anglicane) et de l'Etat, il contribua au développement de l'instruction publique, travailla à l'adoucissement du Code pénal et, pendant la guerre de l'Indépendance, appuya de toutes ses forces le général Washington. Les épreuves domestiques les plus douloureuses ne lui furent pas épargnées ; il les supporta avec courage et dignité.

Quant à sa carrière diplomatique et fédérale, elle fut brillante. Ministre des Etats-Unis à la Cour de Louis XVI, il assista à la prise de la Bastille. Secrétaire d'Etat de Washington, chargé des affaires étrangères, il se heurta aux tendances conservatrices et anglophiles du ministre des finances Hamilton, et quitta le gouvernement en décembre 1794. Il fonda le parti démocratique et fut nommé vice-président en 1797 et président en 1801, brillamment réélu en 1805.

Jefferson n'a nullement été un adversaire du christianisme. Il est un esprit foncièrement libéral, une âme loyale et droite servie par une belle intelligence. Il a dit lui-même qu'il aimait mieux la liberté avec tous ses dangers, que la paix et la tranquillité avec la servitude.

Villula et Ville-la-Grand, par M. Louis BLONDEL.

L'acte n° 108 du *Régeste genevois*, daté de 891, a trait à une restitution des biens du couvent de Saint-Pierre, à Nantua, dans le *pagus* genevois et mentionne le lieu de *Villula juxta civitatem gebennicam posita*... Cette localité n'est pas Villette, mais bien Ville-la-Grand. En 1146, dans la confirmation de ces mêmes droits par le pape Eugène III (*Régeste* n° 316), l'on retrouve *Villa juxta Gebennas*. Ville-la-Grand possédait un prieuré rural de bénédictins dépendant de Nantua ; le pouillé du diocèse au XIV^{me} siècle, indique *prior Villa* dans le décanat d'Annemasse. Ce prieuré fut remis par l'évêque Juste Guérin aux Barnabites pour la fon-

dation de la théologie en 1645 au collège d'Annecy. En 1518, les visites épiscopales indiquent que la présentation de la cure dépend encore du prieuré de Nantua. Noble Louis de Viry vend en 1521 sa part de la dîme de la paroisse de Ville-la-Grand, indivise avec le prieur de Nantua et le seigneur du lieu. Nantua n'a jamais possédé des droits à Villette. En définitive, on retrouve les trois formes de *Villula*, *Villa*, *Villa-Magna*; la dernière n'apparaît qu'au XIV^{me} siècle.

869. — *Séance du 16 janvier 1919.*

Rapport du président (M. Albert Choisy) et du trésorier (M. Henry Necker).

Election du comité: MM. Paul-E. Martin, président; Victor van Berchem, vice-président; Louis Blondel, secrétaire; Henry Necker, trésorier; Ernest Chaponnière, bibliothécaire; Francis De Crue, Albert Choisy, Raoul Montandon, Fernand Aubert.

Le commerce des vins dans la Genève des premiers siècles et l'origine de notre vignoble, par M. Raoul MONTANDON.

Le genre *vitis vinifera* (notre vigne cultivée) ne se rencontre d'une façon certaine qu'à l'époque quaternaire. Sa présence a été relevée, à diverses reprises, dans les palafittes de notre pays, sous forme de masses compactes de grains compressés, ce qui laisse supposer que les Néolithiques n'ignoraient pas la confection d'une boisson fermentée à base de raisins. On aurait cependant tort d'en conclure que la viticulture était connue des palafiteurs des âges de la pierre polie et du bronze. La pratique de la viticulture et la vinification exigent des peuples qui s'y livrent, un certain degré de sécurité et des mœurs sédentaires que nous chercherions en vain chez les populations primitives de ces époques reculées. Si donc le vignoble n'avait pas encore pris place à côté des emblavures, des prés et des vergers celtes ou gaulois, gardons nous cependant de supposer que le vin était chose inconnue des habitants de la Gaule antérieurement à la conquête romaine. Les témoignages historiques — que ne contredisent point les découvertes archéologiques — insistent au contraire sur le goût très marqué des Celtes pour le jus de la treille. Par le grand port méditerranéen de l'antique colonie phocéenne, pénétraient, jusque dans la région des lacs, les vins d'Orient et d'Italie. Le nombre relativement considérable d'amphores vinaïres recueillies, à diverses reprises, dans les vestiges de la Genève gallo-romaine permet de supposer que notre ville, comme sa voisine du confluent du Rhône et de la Saône, se livrait, au début de notre ère, à un actif commerce de produits vinicoles. On sait du reste l'importance et la renommée qu'avaient acquis les crus allobroges du

Viennois. Par sa situation géographique, Genève pouvait prétendre au rôle de principal intermédiaire entre la Gaule méridionale et le plateau suisse.

Les habitants de la Genève romaine dégustaient-ils à côté des vins étrangers, des vins indigènes? C'est poser la question de l'origine de notre vignoble. Il résulte de l'interprétation des textes que le début de la culture de la vigne en Franche-Comté doit se placer autour de l'an 50. Nous savons, d'autre part, que le vignoble helvétique existait au moment de la parution de l'*Histoire naturelle* de Pline, vers 77, de notre ère et qu'il devait son existence à un grain de raisin rapporté de Rome, par un nommé « Helico », artisan helvète de retour au pays. Si donc la viticulture était pratiquée en Franche-Comté, dès l'an 50 de notre ère, et en Suisse méridionale antérieurement à l'an 77, on peut, sans grande chance d'erreur, fixer l'introduction de la viticulture dans notre canton vers le milieu du premier siècle.

Les trouvailles archéologiques faites sur les bords du Léman (statuettes de Bacchus, dédicaces, etc.) sans apporter des précisions particulières pour la solution de ce problème de chronologie locale, attestent en tout cas la présence de vignes en Suisse romande à l'époque romaine.

870. — *Séance du 30 janvier 1919.*

Trois châteaux de la campagne genevoise : Dardagny, Malval et Bruel, par M. Louis BLONDEL.

La filiation et l'histoire de la seigneurie de Dardagny sont extrêmement compliquées. Après des indivisions séculaires, les différents branches de cette seigneurie furent réunies par héritage ou par achat, au milieu du XVII^{me} siècle, entre les mains d'une même personne, le syndic Ami Favre. L'examen du château de Dardagny montre qu'il est composé de constructions très diverses. Primitivement, ce sont deux maisons fortes, appartenant chacune à l'une des branches de la seigneurie. En 1655, Daniel, fils d'Ami Favre, eut l'idée de réunir ces deux châteaux, très proches l'un de l'autre, par une galerie et de construire de nouvelles tours. Ces renseignements nous sont fournis par deux actes notariés, contrat et tâches avec les entrepreneurs. Vers 1723, noble Charles Lullin, seigneur de Dardagny, compléta ces transformations en construisant devant la galerie du centre la grande salle, ornée d'un fronton sur la façade regardant la terrasse. Des photographies du service du Vieux-Genève illustrent cette démonstration.

L'emplacement du château de Malval, déjà reconstruit par l'évêque Pierre de Sessons, en 1217, réédifié en 1303 par Amédée V de Savoie, démoli par le sire de Gex en 1306, n'a jamais été identifié. M. Blondel, grâce aux terriers féodaux, est arrivé à retrouver avec certitude le lieu

où s'élevait ce château dit de « la Motte ». Ce *castrum* n'était point construit sur la rive droite de l'Allondon, comme on l'avait toujours cru, mais bien sur la rive gauche de cette rivière, au-dessus du hameau des Baillels. Cette terre allodiale, au lieu même du château détruit, n'a cessé d'appartenir, du XIV^{me} siècle à nos jours, à la famille Desbaillets. Il ne reste aucune trace du donjon.

Le château de Bruel, antique maison forte de la famille de ce nom se trouvait le long de l'ancienne route de Dardagny à Grenier. Le cadastre de 1784 indique encore les vestiges de cette ruine dans les bois de Groussaz. Après avoir fait des recherches sur le terrain, M. Blondel a pu retrouver les dernières traces de la tour, complètement recouverte par les broussailles. On ne sait rien de cette construction, qui faisait partie de l'indomaine de noble François de Bruel en 1440, et qui est mentionnée comme maison forte ruinée en 1573.

Jenon la boulangère, par M. Albert CHOISY.

Dans son *Histoire du Peuple de Genève* ¹, Amédée Roget, parlant des dons sollicités en faveur du Collège, mentionne « un legs de 5 sous, fait par Jenon, pauvre boulangère ». Cette anecdote a fait beaucoup de chemin, au point que Jenon a recueilli une célébrité posthume poussée même à l'exagération.

Quelque méritoire qu'ait été son legs, émanant d'une personne « mécanique », il n'était pas disproportionné à sa fortune, ainsi que le prouvent son testament et l'inventaire qui l'accompagne ². Une lecture erronée du « Livre ou Registre des Affaires du Collège » ³ a transformé en « povere » le nom du mari de la testatrice, « Ponce », dans le passage suivant : « Jenon [Revilliet] femme de Claude Ponce bolengière ».

Une brochure anonyme de Voltaire, par M. Albert CHOISY.

M. Emile Rivoire a catalogué dans sa *Bibliographie historique de Genève au XVIII^{me} siècle* ⁴ une brochure anonyme de 3 pages, sans titre, commençant ainsi : « Mr Jean Vernet, pasteur et professeur », qu'il qualifie de critique mordante de la brochure de Vernet : *Réflexions sur les mœurs* ⁵. M. Choisy l'attribue à Voltaire. Celui-ci clairement et sévèrement visé dans

¹ Tome V, p. 232, note 2.

² Minutes de Pierre Duvernay, notaire, vol, I, p. 40 et s., 12 août 1560.

³ Archives de Genève, Ms. hist., vol. 73, fol. 4 vo.

⁴ M. D. G., t. XXVI, n° 1201.

⁵ *Ibidem*, n° 1200; voir les p. 44 et 114 de la brochure.

la brochure de Vernet n'a pu se tenir de riposter par quelques méchancelés à l'adresse du respectable ecclésiastique qu'il avait basement injurié auparavant dans sa satire : *Eloge de l'hypocrisie* »¹. On retrouve son style et son esprit dans ses allusions au théâtre, aux Anglais, aux mauvais vers des psaumes, sa plaisanterie d'appeler Jean les personnages qu'il voulait tourner en ridicule², déjà appliquée à Vernet dans la *Guerre civile de Genève*, et dans sa phrase sur la nécessité de la religion³.

Carte des anciennes communes sardes et françaises partagées par la frontière du canton de Genève, telle qu'elle a été établie par le traité de Paris du 20 novembre 1815 et par le traité Turin du 16 mars 1816, présentée par M. Paul-E. MARTIN.

Cette carte est l'œuvre de M. Paul Aubert, architecte, qui a délimité par un liseré de couleur jaune, sur la carte topographique du canton de Genève au 1.25,000, le pourtour des communes partagées. Pour fixer exactement les limites de chaque commune, M. Aubert a eu recours aux cadastres sarde et français des Archives d'Etat. Ce travail, tiré à un petit nombre d'exemplaires, a été exécuté pour le Département de l'Intérieur et de l'Agriculture du canton de Genève, en juillet 1918.

871. — *Séance du 13 février 1919.*

Les otages genevois à Fribourg en 1477, par M. Victor van BERCHEM. — Fragments (p. 52-73) de son mémoire intitulé : *Genève et les Suisses au XV^{me} siècle. La Folle-vie et le premier traité de bourgeoisie (1477)*, impr. dans *Jahrbuch für schweizerische Geschichte*, t. XLIV (1919), p. 3-73.

Un Genevois, prisonnier russe en Suède (1700-1709), par M. Henri LE FORT.

Pierre Le Fort (1676-1754), fils d'Ami Le Fort, premier syndic, fut envoyé par ce dernier, en 1694, auprès de son frère François le général, amiral et conseiller de Pierre-le-Grand. Il servit de secrétaire à son

¹ *Œuvres*, édition Moland, t. X, p. 137.

² *Ibidem*, t. X, p. 563, et Desnoiresterres, *Voltaire et J.-J. Rousseau*, 2^{me} éd. 1875, in-42, p. 60.

³ Comparez la *Lettre curieuse* de M. Robert Covelle, *Œuvres*, t. XXV, p. 495 (Cf. M. D. G., t. XXVI, nos 933 à 935.),

oncle lorsque celui-ci présida l'ambassade envoyée par Pierre-le-Grand auprès de divers gouvernements. A la mort de François Le Fort (mars 1699), le czar nomma Pierre colonel et commandant d'un des anciens régiments de son oncle. Attaché au duc de Croy au siège de Narva, il fut fait prisonnier avec celui-ci lors de la défaite des troupes russes (novembre 1700) et emmené en Suède.

M. Henri Le Fort lit quelques extraits de lettres écrites par lui à sa famille pendant cette captivité qui dura neuf ans. Il se plaint de la monotonie de sa vie étroitement surveillée, de ne pouvoir se promener et surtout assister au culte réformé. Pendant un an il est rélégué dans une petite ville des montagnes suédoises ; une autre fois, après une tentative d'évasion, il est mis au cachot. Il espère tout le temps être libéré, soit en suite d'un échange longtemps projeté puis refusé à titre de représailles, soit grâce aux nombreuses démarches tentées par son père et les Conseils de Genève auprès du Roi de Suède. On ignore quand et dans quelles circonstances il recouvra sa liberté. En 1710, il a repris son commandement et prend part au siège de Riga.

Pierre Le Fort poursuivit sa carrière militaire jusqu'au grade de lieutenant-général. Il resta toujours attaché à Genève, fit partie du CC. de 1704 à 1714, s'intéressa vivement à la communauté réformée de Moscou, puis à celle de Pétersbourg à laquelle il procura son premier pasteur Robert Dunant de Genève, plus tard syndic, et pour laquelle il sollicita souvent l'appui pécuniaire des Genevois. A sa retraite, en 1732, il se retira au Mecklenbourg, patrie de sa femme, où il avait acquis des terres ; il y mourut en 1754 ; ses descendants sont restés établis dans ce pays.

Enseignes et armoiries genevoises, par M. Louis BLONDEL.

M. Blondel présente une suite d'aquarelles d'enseignes genevoises et d'armoiries de la République. Cette importante collection a été acquise par le Vieux Genève, grâce à l'appui de la Société auxiliaire du Musée ; les aquarelles ont été exécutées par le peintre Georges pour Paul-Charles Stræhlin.

Poteries gallo-romaines découvertes à la rue de l'Hôtel-de-Ville, par M. Louis BLONDEL.

Une fouille faite par le service des téléphones devant la porte principale de l'Hôtel-de-Ville, a permis d'étudier les différentes couches du sous-sol. A 2 m, 70 de profondeur, des poteries romaines grises ont été ramassées. Les poteries gauloises se trouvaient dans une couche, plus profonde, de sable rouge.

872. — Séance du 27 février 1919.

Quelques documents antiques récemment acquis par le Musée d'Art et d'Histoire de Genève, par M. Waldemar DEONNA.

M. W. Deonna présente et commente, au moyen de projections, quelques pièces entrées, ces dernières années, dans les séries archéologiques du Musée.

1^o *Statuette en terre cuite*, de l'époque gallo-romaine, provenant de Passy, près de Seyssel (Ain); c'est une réplique médiocre, mais fort intéressante, de l'Athéna Parthénos de Phidias. Ce document est publié dans la *Revue des études anciennes*, 1919, p. 1 ss. pl. I (*Une nouvelle réplique de l'Athéna Parthénos*).

2^o *Patron de miroir étrusque*, orné du mythe de Persée et d'Athéna en présence de la tête de la Gorgone. Il servait à reproduire l'image sur le miroir vierge à décorer, par le procédé de l'impression humide. Ce curieux monument, remontant au V^{me} siècle avant notre ère, témoigne de l'existence, à cette époque, d'une technique que l'on croyait plus tardive. Il est publié dans la *Revue des études anciennes*, 1918, p. 77 ss. (*Patron de miroir étrusque au Musée de Genève*).

3^o *Trésor d'orfèvrerie* provenant des Fins d'Annecy et comprenant, outre quelques monnaies en cuivre des I^{er}-III^{me} siècles de notre ère, plusieurs objets d'argent: épingles de tête, bagues et belle patère à libations. Cette dernière pièce montre à sa surface divers épisodes du mythe d'Apollon, au centre le portrait d'Octave, et commémore, comme en témoigne l'inscription, la bataille d'Actium, qu'Octave a remportée avec l'aide d'Apollon. Elle servait au culte domestique des Lares d'Auguste dans le vicus de Boutae. Cet ensemble sera prochainement publié dans la *Revue archéologique*.

Découvertes romaines à Chancy, par M. Raoul MONTANDON.

MM. Pierre Cailler et Henri Bachofen ont fait, il y a quelques mois, sur le territoire de notre canton, une découverte archéologique qui mérite d'être signalée. Il s'agit en l'espèce de ruines d'un four romain situé dans les bois de Faye, commune de Chancy. Cette découverte est particulièrement intéressante parce que les fours romains sont très rares en Suisse. Celui de Rupperswil (près de l'antique Vindonissa), le plus complet que l'on connaisse dans notre pays, est beaucoup moins bien conservé que celui de Chancy. A vrai dire, MM. Cailler et Bachofen, ne sont pas les inventeurs du four de Chancy, car la littérature archéologique du canton — ce qu'ils ignoraient, du reste — signalait déjà une ancienne tuilière romaine en cet endroit¹; mais personne jusqu'ici n'avait

¹ Cf. B. Reber, *Recherches archéologiques à Genève et aux environs*, Genève, 1901, pet. in-8, p. 35-37 et 186-187.

en l'idée d'entreprendre des fouilles ; on peut donc féliciter nos deux jeunes compatriotes d'avoir commencé et mené à bien l'étude de ce précieux monument.

On connaît assez mal les fours romains, car les parties hautes sont toujours ruinées et les textes sont avares de détails sur leur dispositif. On sait cependant que leurs constructeurs adoptaient, soit le plan rectangulaire, soit le plan circulaire et que les fours antiques présentaient en élévation deux locaux superposés : le foyer, où se passait la combustion et au-dessus le « laboratoire » dans lequel pénétraient les gaz et où se plaçaient les objets devant être soumis à la cuisson.

C'est ce dispositif classique, sur plan rectangulaire, que présente la tuilière romaine de Chancy. Le laboratoire est séparé du foyer par un dallage formé au moyen de grandes briques carrées, parfois décorées et perforées d'orifices régulièrement disposés, destinés au passage des gaz chauds. Ce dallage repose sur une série de petits murets parallèles en briques percés d'arcs cintrés, suivant le grand axe du monument et formant la chambre de chauffe, disposition ingénieuse qui semble analogue à celle adoptée pour les fours de Rapperswil.

Il est probable que le four du bois de Faye servait exclusivement à la cuisson de briques de tuiles et de tuyaux, car on ne retrouve aucun fragment de poteries. MM. Cailler et Bachofen ont relevé un grand nombre de marques de fabriques sur les fragments recueillis, ce qui permettra peut-être un jour de déterminer l'aire de dispersion des produits de ce four dont la construction et l'exploitation première pourraient remonter à l'époque de l'occupation du pays par Jules César.

873. — *Séance du 13 mars 1919.*

Micheli du Crest et Isaac Thellusson, par M André CORBAZ.

S'aidant de documents puisés aux Archives d'Etat et de la correspondance inédite de Thellusson, conservée par ses descendants à la Gara, M. Corbaz retrace le drame émouvant qui se joua à Paris de 1728 à 1738 entre Jacques-Barthélemy Micheli du Crest et Isaac Thellusson, diplomate genevois accrédité à la Cour de Louis XV, qui se dépensa sans réserve pour défendre les vues de Messieurs de Genève et discréditer le capitaine Micheli dans l'esprit de ses chefs.

La rigueur des premiers jugements prononcés contre Micheli du Crest le jeta dans l'opposition. Elle en fit un révolté, le chef d'un parti qui poussa la bourgeoisie à la résistance et provoqua les troubles de 1734. M. Corbaz se propose de publier le résultat de ses recherches sur cette époque si importante et cependant peu connue de notre histoire. Les documents qu'il possède montrent le rôle considérable et jusqu'ici insoupçonné de la colonie genevoise de Paris durant les troubles de 1734-38 ;

ils établissent que la Médiation du comte de Lautrec est due à une intervention toute spontanée et personnelle de Thellusson auprès du cardinal de Fleury.

Micheli eut à Paris des amis dévoués qui embrassèrent sa cause tels Lenieps, François Mussard, les deux frères Berjon, François Le Fort, Maudry, Dentand, l'autelme et d'autres, dont Thellusson, docile instrument des Conseils, dénonça les menées.

M. Corbaz a découvert un manuscrit de Micheli, « Les Maximes d'un Républicain », qui complète ce que nous savons des théories du tribun genevois. Micheli du Crest, comme plus tard Rousseau, ne combat pas tant l'aristocratie que l'abus de ses pleins pouvoirs. Il s'oppose à la dictature du patriciat et désire un juste équilibre entre les deux grandes classes de citoyens. Le peuple doit être représenté par le Conseil Général, les magistrats n'étant que les mandataires de la collectivité, à qui ils doivent rendre compte de leur gestion.

Ce furent des idées très subversives pour l'époque. Aussi, le 3 novembre 1736, Micheli fut-il condamné par contumace à avoir la tête tranchée. Une vague de réprobation accueillit cette sentence tant à la Cour de France qu'à Genève, et Thellusson, rendu responsable de cet acte, fut fort malmené par ses adversaires. Cependant, lui aussi était d'avis qu'on avait dépassé la mesure. Il avait osé en blâmer la Seigneurie et demandé sa décharge. Il prévoyait sans doute ce qui allait suivre. Les bourgeois acceptèrent le défi que leur lançaient les ultras du parti aristocratique. Quelques semaines plus tard, le parti Micheliste était le maître de la situation et le conseiller Turretini pouvait écrire à Thellusson : « Nous sommes à l'agonie. Dans peu, vous apprendrez la mort du gouvernement ... Je ne sais où j'en suis. »

Drapeaux genevois, par M. Henry DEONNA.

M. H. Deonna présente une série d'aquarelles appartenant aux collections du Vieux-Genève et qui ont été exécutées par le peintre Louis Georges pour Paul-Charles Strömlin. Ces aquarelles sont des copies de drapeaux genevois ; M. Deonna a choisi dans ce fonds considérable les exemples les plus caractéristiques, drapeaux historiques et militaires, drapeaux communaux, drapeaux de sociétés et de corporations. Il passe en revue les types employés et reconnaît, par la distribution des couleurs et des dessins, quatre catégories principales : les drapeaux flammés, les coupés, les drapeaux fédéraux, les champs unis avec devise et date.

874. — Séance du 27 mars 1919.

Les registres du chapitre de Genève (1418-1530, 1534), par M. Théophile DUFOUR.

Les Archives d'Etat possèdent huit volumes de délibérations du chapitre de Saint-Pierre, qui vont du 1^{er} septembre 1418 au 28 juin 1530,

avec quatre importantes lacunes (janvier 1430-mars 1448; juin 1455-avril 1465; juin 1486-1488; janvier 1497-mai 1527), en sorte que sur 112 années, il en manque 61¹.

Ces manuscrits n'ont guère été explorés que par Edouard Mallet : il en a tiré² les textes concernant, jusqu'en 1484, l'élection des évêques et leur mise en possession de l'évêché. L'ouvrage de M. le chanoine Mercier³ a surtout pour base un inventaire des titres du chapitre commencé à Annecy en 1747, et ses emprunts aux registres capitulaires, fournis par un correspondant de Genève, sont à peu près nuls; la liste même des chanoines du XV^e siècle est incomplète pour les noms, insuffisante pour les dates, et les fautes de lecture n'y sont pas rares.

Les huit volumes qui subsistent comprennent en tout 1468 feuillets. Ils abondent en renseignements, d'abord sur les distributions, les prébendes des chanoines, les présentations, permutations, résignations des curés et vicaires du diocèse, pour les paroisses où le chapitre avait le droit de patronage; en second lieu, sur l'administration de ses biens, en immeubles, rentes, dîmes, etc. A côté de ces deux catégories de décisions, on rencontre des mentions relatives soit aux rapports du chapitre avec le pape, le duc de Savoie, l'évêque et les syndics, soit à des faits particuliers concernant les chanoines, soit enfin à la cathédrale de Saint-Pierre, sur les travaux qui y sont entrepris, les vitraux, l'horloge, les objets du trésor, etc.

En s'aidant des extraits copieux qu'avait faits le Dr J.-J. Chaponnière, M. Dufour, qui les possède, signale, après les avoir vérifiés sur les originaux, une quarantaine de passages présentant un intérêt spécial. On se bornera ici à en citer brièvement quelques-uns :

Deux inventaires détaillés du mobilier existant à l'évêché sont dressés à la mort de Jean de Courtecuisse (1423) et de son successeur Jean de Brogny (1426). — La compétition de Charles de Seyssel et d'Antoine Champion (1490-1491) est l'objet de nombreuses délibérations. — En 1451, l'auteur du *Champion des Dames*, Martin Le Franc, secrétaire de Félix V, puis de Nicolas V, arrive à Genève, envoyé par ce dernier. Il a la mission de rétablir, parmi les chanoines, l'harmonie profondément troublée par des débats qui duraient depuis cinq semaines, et qui avaient pour point de départ un excès (*insultus*) commis le 9 mars dans la maison

¹ Pour environ 25 ans (sept. 1418-janv. 1428, avril 1448-1^{er} juin 1455, 1466-févr. 1473), ces registres existent, alors que ceux du Conseil sont perdus.

² M. D. G., t. II, p. 197-198, 200-202, 218-220; t. V, p. 284-288, 306-310, 332-339.

³ *Le chapitre de Saint-Pierre de Genève, suivi d'un appendice sur le chapitre de Saint-Pierre d'Annecy*, 1890, in-8 de viij-398 p. (*Mémoires de l'Académie Salésienne*, t. XIV.)

du chantré Antoine Piochet¹. — Le jour même (15 avril) où Le Franc présente ses propositions de pacification, qui sont acceptées, plusieurs chanoines expriment le désir de sortir de la ville à cause de la peste (*multi cupiunt se retrahere propter epidemiam*), et le chapitre arrête que, malgré leur départ, ils jouiront jusqu'à la Toussaint, soit pendant plus de six mois, des distributions faites aux anniversaires, comme s'ils étaient présents, à condition de ne pas quitter les territoires du duc. Des décisions analogues, variant seulement pour la durée, sont prises, toujours en raison de la peste, le 5 novembre 1466, le 20 mai 1467, le 1^{er} mai 1473. Quoiqu'elles fussent directement contraires aux dispositions des testaments ou des actes de fondation, le registre ne cherche pas à les dissimuler. Il est plus discret pour d'autres faits. Ainsi, le 18 juin 1476, un envoyé de Jean-Louis de Savoie expose que l'évêque a entendu dire que quelques chanoines ont commis des actes énormes (*aliquos actus enormes*), et qu'on doit en faire justice, ce que le chapitre approuve. Mais il n'en est plus question, et nous ignorons de quoi il s'agissait. — Le 9 janvier 1467, le chapitre enjoint à Louis de Divonne de congédier une femme (*mulier lubrica*), qui demeurerait dans la maison de ce chanoine. Celui-ci répond aussitôt qu'il est prêt à obéir, mais il demande qu'on fasse la même défense à tous les chanoines, ainsi qu'aux chapelains portant l'habit. Ici encore, la suite de cet incident n'est pas rapportée.

Sur la cathédrale, plusieurs textes seraient à relever. Le 1^{er} mai 1419, Etienne de Viu est nommé gouverneur de l'horloge (*rector horologii*), « sous le salaire habituel » : il avait donc eu des prédécesseurs dans cet emploi. — En 1422, une convention est conclue avec Pierre Gondriffin, qui se charge, dans le délai de deux mois et pour le prix de 80 francs d'or, valant chacun 16 sous, de faire une horloge, avec une sphère dont les peintures sont réservées au chapitre. Comme l'un des témoins de l'acte est *Janinus Pictor*, c'est-à-dire Janin Loysel ou Luysel, connu surtout en qualité de peintre verrier, il est permis de supposer qu'on l'avait déjà désigné pour exécuter les peintures de la sphère. Son nom reparait en 1455 à l'occasion de travaux aux verrières et de peintures remontant à l'année précédente. — Un autre artiste verrier, Etienne Favre (*Stephanus Fabri*), est nommé en 1485 maître des verrières, pour leur confection, réparation et installation, moyennant un gage de 60 sous la première année, et de 50 sous les années suivantes. — Trois lignes, malheureusement

¹ Un manuscrit de Flournois, reproduit par M. Camille Martin (*Saint-Pierre, ancienne cathédrale de Genève*, [1910], p. 160), a conservé l'épithaphe gravée sur une pierre tombale de Saint-Pierre, qui n'existe plus : la date du décès, 22 septembre 1467, avec les titres de chanoine et de chantré, y figurait, mais le nom ne pouvait plus être déchiffré. C'est la dalle d'Antoine Piochet, mort ce même jour, comme le prouve le registre capitulaire (vol. III, fol. 37 v^o, 38, 54 v^o).

trop brèves, disent, le 1^{er} juin 1527, que le chanoine Aymon de Gingins a donné de son chef (*mera et libera voluntate*) cinq écus à un Padouan pour nettoyer la scène (*pro mundando cenam*, lisez : *scenam*). On est tenté de se demander s'il s'agit là du fameux retable de Conrad Witz, qu'un texte de 1535 appelle « laz cenne de sainc[t] Pierre. »

Quant aux travaux exécutés à la cathédrale, on peut signaler, outre des réparations importantes (22 septembre 1420, 15 décembre 1428), la construction de la flèche, ou grande aiguille (*magna aculieta*), entre les deux tours, ordonnée par le chapitre le 29 juin 1469. Le lendemain, cette entreprise est confiée à maître Berod, et en 1472, pour achever les travaux¹, il est décidé que chaque chanoine devra verser une somme de 10 florins, qui sera retenue sur le montant des distributions. La date de la construction de la flèche, jusqu'ici non précisée², demeure ainsi définitivement acquise.

Terminons ces citations par un dernier extrait, présage des temps nouveaux : Le 7 février 1528, — quelques jours après la clôture (26 janvier) de la Dispute de Berne, — le secrétaire est chargé de rédiger une lettre à l'évêque et au chapitre de Lausanne pour les mettre en garde contre la détestable secte luthérienne, *pro pessima secta ltheuteriana abborranda*.

Le huitième volume des registres capitulaires prend fin le 28 juin 1530, et comprend encore 160 feuillets blancs. A-t-on rédigé la suite, de juillet 1530 à août 1535, et existe-t-elle à Annecy aux Archives du chapitre ou de l'évêché ? Cette question n'est pas encore éclaircie. Vers 1876, un notaire de Saint-Julien-en-Genevois a donné à M. Dufour quatre feuillets intitulés : « Inventaire des livres d'église, des vases et ornements, soustraits par le chapitre de Genève, avant sa sortie de cette ville, extrait d'un vieux registre capitulaire par M. l'abbé Jeanneret, du diocèse de Lausanne et Genève. » Dans cette pièce, qui complète utilement l'inventaire des objets demeurés à Saint-Pierre, rédigé en août et septembre 1535³, on trouve :

1^o L'énumération détaillée de 27 manuscrits, Bible, évangiles, missels, psautiers, etc., qui, avec 74 bréviaires, furent transportés le 5 mai 1534 au château de Viry, et de là, trois mois plus tard, à Annecy.

2^o Des notes datées des 3, 6, 8, 11, 23, 24 juillet 1534 et relatives à d'autres manuscrits, aux reliques, aux « images » de saint Gabriel et de

¹ Cf. R. Ch., 26 avril 1471 ; — R. C. impr., t. II, p. 322 (30 novembre 1474).

² « Il n'a pas été donné suite à ce projet [de 1469], par l'effet des troubles religieux et politiques qui survinrent. » (Mercier, p. 27). — « Il semble bien que le projet de reconstruire la flèche détruite en 1430 fut exécuté dans la seconde moitié du XV^e siècle. » (Camille Martin, *op. cit.*, p. 112 ; voy. aussi p. 23, et p. 211, n. 85.)

³ M. D. G., t. VI, p. 126-135.

saint Pierre, à des calices d'or, lampes et burettes d'argent, chandeliers en vermeil, ornements sacerdotaux, chapes de drap d'or, chasubles, etc. Les deux premières notes (3 et 6 juillet) sont données comme extraites du « registre capitulaire de 1534. »

3^o L'inventaire des objets (vases en or et en argent, ciboires, etc.) recelés pendant dix-huit mois par un citoyen de Genève.

Comme l'abbé A.-M. Jeanneret (1834-1862) habitait à Annecy en 1858 et 1859, il a pu exécuter sa copie soit d'après le registre de 1534, si celui-ci existait réellement à cette époque, soit d'après des textes provenant de feuilles volantes et transcrits jadis sur les pages préliminaires (cf. Mercier, p. 175, n. 2) d'un autre registre.

Un manuscrit liturgique de l'église de Genève, par M. Henri DELARUE. — Impr. ci-dessous, p. 291-298.

Chronique archéologique genevoise, par M. Louis BLONDEL.

Les fouilles commencées en 1914 pour la construction du Museum d'Histoire naturelle, à la rue Sturm, ont permis de retrouver les restes de la contregarde du bastion du Pin, ainsi que des multiples débris de poterie romaine.

En 1916, en refaisant un égoût au bas de la Cité, les ouvriers ont mis au jour un grand plateau de béton qui supportait les fondations de la chapelle de Notre-Dame-du-Pont. Peu de temps après, on a découvert tout près de là, dans les fouilles faites pour l'immeuble du Comptoir d'Escompte, une aire de béton très dur, posée sur des madriers horizontaux en chêne. Ces fondations semblent avoir appartenu à un édifice assez important, disparu depuis longtemps, qui n'a rien à voir avec la porte de la Monnaie, dont on a retrouvé aussi quelques traces.

L'année 1916-1917 a offert les belles trouvailles romaines du Terraillet, et, au même endroit, les restes de l'enceinte intermédiaire du XIII^{me} siècle.

Ces derniers temps des sondages sous les murs de la maison Naville à la rue Calvin ont permis la récolte de poteries romaines grises. Depuis quelques jours, des travaux importants se poursuivent, dans la rue de l'Hôtel-de-Ville, pour établir un égoût. M. Blondel a pu retrouver plusieurs murs des anciennes maisons du quartier et surtout étudier de très près les couches du terrain jusqu'à plus de trois mètres de profondeur. Beaucoup de fragments de poteries romaines sigillées, de poteries gauloises grises et peintes ont été ramassées et permettront l'étude de l'*oppidum* gaulois, connu seulement par la mention de César.

875. — *Séance du 10 avril 1919.*

Le rappel du ministre Reybaz (janvier-février 1794) par M. Marc Peter. — Fragment d'un mémoire en préparation sur *Genève et la Révolution. Les comités provisoires, 1793-1794.*

Les origines de la maison de ville de Genève, par M. Raoul CAMPICHE.

M. Raoul Campiche complète, à l'aide des documents qu'il a récemment retrouvés aux Archives d'Etat, les renseignements que donne M. Camille Martin sur la première *domus ville* de la communauté de Genève (M. D. G. série in-4, t. III, p. 6-7). Le 15 septembre 1405 les procureurs de la cité achètent de Peronette, veuve de Jean du Vuache, un chosal de maison, sis au « mezel » supérieur. Cette maison du Vieux Mezel, bientôt aménagée par le Conseil, était sise dans la rue de l'Hôtel-de-Ville, près de l'angle formé par la rencontre de cette rue avec celle qui conduisait à la porte Baudet. Elle avait appartenu à Mermel Berthod et à sa fille Ancellesie, femme de Mermod de Lausanne, avant de passer aux hoirs de Jean du Vuache; c'était devant elle que, déjà en 1361, le vidomme tenait ses assises en sa « banche ».

876. — *Séance du 1^{er} mai 1919.*

La médaille de Galéas Carraciolo, par M. Eugène DEMOLE. —
Paraitra dans la *Revue Suisse de Numismatique*, t. XXI (1920).

La médaille de Jean de LABADIE, par M. Eugène DEMOLE.

La petite médaille qui rappelle les traits et la carrière de Jean de Labadie a été gravée, probablement vers la fin du XVII^{me} siècle, par un artiste de Gotha, Christian Wermuth. M. Demole complète le cliché défectueux reproduit dans le *Compte rendu de l'administration municipale pendant l'année 1917* (Genève, gr. in-8, 1918, p. 164), par la description suivante :

Au droit (D 20) IOHANN. DE LABADIE. Buste en robe de trois quarts à gauche.

R | Dans le champ, et en vingt-cinq lignes : NATVS | MDCXI. | IN
| VASCONIA | MILITE GREGARIO | DIV SOC. IESV ALVMNVS | OB NOTAM PIETATIS
INSOLENTIS | DIMISSVS PATRIAM IMPLET | NOVAE PIETATIS INSTITUTIS |
INDE IVSSV CVRIAE BYRDEG. EXVL | LVSTRANDA GENEVA PARISIS | AMIANO
TOLOSA INSPECTANDISQVE | ANTISTITVM MANDATO COENOBIS | INVISIOR REDDIT
FACTA SECESSIONE | INTER REFORMATOS V. D. MINISTROS | MONTALB. ARAVSION.
GENEV. MIDDELB. | PERBREVEA MINISTERII ET EXILII | INTERVALLA | PLAVSIBVS
PROBRISQVE IACTATVS | IN SECESSV TANDEM AMSTELOD. | BREMENSII HERFORDIAE |
INO. SINV ASSECTORVM | IN OCVLIS MALEVOLORV | CONSENVIT MORTVVSQ.—
A.MDCLXXIV. | ALTONAR. Signé dans le champ c. w. Mod. 0,032. Cu. br.,
Cab. de Numism. de Genève.

M. Demole retrace les péripéties de la carrière de Jean de Labadie qui fut pasteur à Genève de 1659 à 1665. Ce célèbre prosélyte naquit à Bourg en Guyenne, le 13 février 1611. Il quitta ses maîtres, les Jésuites de Bordeaux, pour passer au jansénisme, puis en 1650 au protestantisme. Mystique ardent et fanatique, il rencontra des difficultés dans tous les postes de sa carrière de pasteur, en particulier à Montauban, à Orange, à Genève et à Middelbourg. Après un séjour tranquille d'une année auprès de la princesse palatine Elisabeth, à Herford, en Westphalie, il se réfugia à Altona, où il mourut le 13 février 1674.

La Société des Bellotiens, par M. Eugène DEMOLE. — Impr. ci-dessous, p. 300-311.

Un voyage d'Henri-Albert Gosse à Berne en 1814, par M. Hector MAILLART.

M. H. Maillart donne lecture du journal tenu par Gosse durant son voyage de Genève à Berne en 1814. Ce voyage, antérieur à la fondation de la Société Helvétique des sciences naturelles, avait comme but une visite au pasteur Wytenbach qui aida Gosse à réaliser ce grand projet. Le récit abonde en détails pittoresques ou cocasses sur le pays traversé par le célèbre naturaliste, les points de vue et les richesses naturelles, de même que sur les collections et les curiosités qu'il visite au cours de ses étapes et à Berne même.

877. — *Séance du 29 mai 1919 tenue à Rolle, à l'hôtel de la Tête-Noire.*

Le séjour du syndic Des Arts à Rolle (1820-1827 ?), par M. Paul E. MARTIN.

Dans son toast à la ville de Rolle, le président rappelle quelques-uns des souvenirs que les Genevois peuvent évoquer dans cette hospitalière cité. Il s'arrête en particulier au séjour qu'y fit un ancien membre du gouvernement provisoire de 1813, l'ancien syndic Joseph Des Arts, après avoir donné, le 12 septembre 1818, sa démission de membre du Conseil d'Etat. La première mention de l'ancien syndic dans les registres de la municipalité de Rolle est du 20 mars 1820: il obtint à cette date un permis de séjour de six mois; cette autorisation fut renouvelée en 1824; les registres indiquent bien que Des Arts n'était pas propriétaire à Rolle, et qu'il y séjournait depuis quatre ans; il n'y passait cependant pas toute l'année. Par son testament, daté de Rolle, le 23 mai 1824, Joseph Des Arts fit deux legs aux établissements de bienfaisance de la ville, quarante-huit louis de Suisse à la Société charitable, soixante-quatre louis de Suisse à l'Hôpital. Il mourut à Genève le 18 février 1827. A ce moment-là il habitait un

appartement au second étage de la maison Morin, n° 126 de la rue des Chanoines (rue Calvin, n° 5).

M. Martin n'a pas réussi à fixer quelle fut la maison où séjourna l'ancien syndic Des Arts à Rolle. Tout ce qu'on peut dire c'est que ses fenêtres s'ouvraient sur la Grande rue, à en juger par le très spirituel récit du duc de Broglie, rapporté, probablement par erreur, à l'année 1819. Revenant d'Yverdon avec Etienne Dumont et traversant de bon matin Rolle pour rentrer à Coppet, le duc de Broglie entrevoit à sa croisée la silhouette du « chef très respectable du très innocent parti réactionnaire de Genève », retiré là « comme Coriolan chez les Volsques ». (*Souvenirs 1785-1870, du feu duc de Broglie de l'Académie Française*, t. II, Paris 1886, in-8, p. 62-63).

[Genève et Rolle] : **Allocution historique par M. Fernand AUBERT.**

— Imprimé dans le *Journal de Rolle* du 30 juillet 1919.

Le séjour de Madame de Staël à Rolle (1792), par M. Eugène SIMON.

M. Eugène Simon, syndic de Rolle, joint aux documents déjà utilisés par M. Pierre Kohler (*Madame Staël et la Suisse*, Lausanne et Paris, 1916, in-8, p. 127-135) de nouvelles lettres inédites relatives au séjour de M. et Mme Necker et de leur fille à Rolle. Ces lettres gracieusement communiquées par M. William de Sévery, sont écrites par Mme Salomon de Sévery, née de Chandieu, à son fils William de Sévery, lieutenant de dragons alors en service d'occupation des frontières à Bossey sur Nyon. Le 5 octobre 1792, Mme de Sévery annonce l'arrivée des Necker à Rolle et leur demande de location pour la maison Chandieu, aujourd'hui Berney. Leur installation eut lieu le 6 octobre. La lettre du 10 octobre décrit l'appartement de quatre pièces occupé par Mme de Staël. Le 20 et le 25 octobre Mme de Sévery parle du logement de soldats envoyés par M. Necker aux auberges de Gibbon, des Cramer-Delon, des Cazenove-d'Arlens, commensaux des Necker à Rolle. Le 28 octobre, elle annonce prématurément le prochain départ des Necker pour Genève où Mme de Staël veut faire ses couches. En fait Mme de Staël resta à Rolle jusqu'en décembre et M. et Mme Necker y passèrent l'hiver.

M. Edmond BARDE, établit que ce fut bien à Rolle, pendant ce séjour, le 20 novembre 1792, et non pas à Genève, que naquit le deuxième fils de Mme de Staël, Mathias-Albert, ainsi qu'en fait foi son acte de baptême conservé aux Archives cantonales vaudoises de Lausanne et daté du 27 novembre de la même année.

Faits divers

Durant l'année qui vient de s'écouler, la Société a publié :

Au mois de février 1919, le tome VII des *Registres du Conseil de Genève, du 11 janvier 1508 au 27 octobre 1514 (Volumes 16 et 17)*, publié par les soins de MM. Emile RIVOIRE, Victor van BERCHEM et (†) Dr LÉON GAUTIER XVI-528 p., gr. in-8 (tiré à 300 exemplaires).

Au mois de juin 1919, le tome V de la série in-4 des *Mémoires et Documents*, contenant le mémoire de M. Louis Blondel sur *Les faubourgs de Genève au XV^e siècle*, avec trois plans et trente gravures dans le texte, XII-156 p. (tiré à 610 exemplaires, dont 157 tirages à part.)

En cours de publication :

La deuxième livraison du tome XXXII des *Mémoires et Documents*.

Le tome VIII des *Registres du Conseil de Genève du 28 octobre 1514 au 14 juin 1521 (vol. 18 et 19)* publié par MM. Théophile DUFOUR, Emile RIVOIRE et (†) Dr LÉON GAUTIER.

La Société a été invitée à se faire représenter à la célébration du centenaire de la Société de Lecture, à Genève le 22 janvier 1919. Elle a donné son adhésion à l'Union civique suisse, le 14 novembre 1918, et le 27 février 1919 au Comité pour l'érection d'un monument aux soldats morts pour la patrie.

La Société a fait procéder à sa radiation du Registre du Commerce, se mettant ainsi au bénéfice de l'article 60 du C. C. S.

Le Conseil administratif de la Ville de Genève a accordé à la Société d'Histoire un siège dans la commission archéologique du Musée. M. Raoul Montadon a été désigné comme délégué. Le comité de la Société a rappelé au Conseil administratif l'existence d'une *villa* romaine dans le Parc de la Grange. Le service municipal du Vieux Genève a procédé à des fouilles, dirigées par M. Louis Blondel, sur l'emplacement reconnu autrefois par M. William Favre.

La Société d'histoire du canton de Fribourg, à l'occasion de la première combourgeoisie entre Genève et Fribourg, a nommé, le 27 mars 1919, membres correspondants MM. Victor van Berchem, Alfred Cartier, Eugène Demole, Théophile Dufour et Paul E. Martin.

A la requête de la Société d'histoire, le Conseil d'Etat de Genève a décidé d'adresser au Conseil d'Etat de Fribourg, en commémoration du même anniversaire, un message, daté du 1^{er} juin 1919, et de lui faire don d'un vitrail destiné à l'Hôtel de Ville de Fribourg.

La Société est entrée en échange de publications avec la Classe d'histoire et de philosophie de l'Académie des Sciences de Berlin.

M. Henri Le Fort a fait définitivement don à la Société des portefeuilles historiques de son oncle Charles Le Fort, déposés en 1893. (Cf. *Bulletin*, t. I, p. 407.)

La Société a déposé aux Archives Jean-Jacques Rousseau la lettre autographe de J.-J. Rousseau à De Luc, datée de Môtiers, 28 mai 1763, qu'elle avait héritée de M. Auguste Serre. (Cf. *Mémorial*, p. 203. Séance du 25 avril 1878, communication de M. Emile Rivoire.)

L'excursion archéologique annuelle de la Société a eu lieu le 29 mai 1919, à Rolle et à Perroy. Elle s'est terminée par une réception familière chez M. et M^{me} Henri Le Fort dans leur propriété de la Couronnette. (Voir *Journal de Genève* du 3 mai 1919.)

Le 26 juin la Société, dirigée par M. Louis Blondel, a visité les ruines romaines mises au jour dans le Parc de la Grange. (Voir *Journal de Genève* du 26 juin 1919.)

Ouvrages reçus par la Société

du 16 octobre 1918 au 15 juin 1919

A*Publications de Sociétés et recueils périodiques*

La Société a continué à recevoir avec irrégularité les publications de ses sociétés correspondantes.

B*Livres et brochures***Donateurs :**

Archives d'Etat de Zurich, 1 vol. — Anonyme, 1 vol. — Paul BOURQUIN, 1 broch. — R. CAILLER, 1 fasc. — Alfred CARTIER, 1 broch. — Albert CHOISY, 9 placards et broch. et 1 vol. — Famille DUNANT-COLLADON, 1 lot de vol. et broch. — Maurice DUNANT, 1 lot de broch. — Edouard FAVRE, 1 vol. — Egm. GÖGG, 1 broch. — Ch.-Eug. GUYE, 2 broch. — Dr Paul LADAME, 1 circulaire. — Conrad DE MANDACH, 1 broch. — Charles MÉGARD, 1 broch. — Edg. MERCIER, 19 vol. ou broch. — Emile RIVOIRE, 1 broch. — F. F. ROGET, 8 vol. — Jules RONJAT, 1 broch. — RECHID SAVFET Bey, 2 broch. — W. R. STAHELIN, 1 fasc.

C*Manuscrits*

Famille DUNANT-COLLADON : Notes et travaux archéologiques divers de feu Emile Dunant.

D*Planches, gravures, photographies*

Famille DUNANT-COLLADON : Gravures et photographies d'objets, édifices et sites italiens, provenant des papiers de feu Emile Dunant.

UN MANUSCRIT LITURGIQUE DE L'ÉGLISE DE GENÈVE

Le catalogue des manuscrits de la Bibliothèque publique et universitaire de Genève signale, sous la cote Ms. lat. 38 b, un « Fragment de missel ». Le volume auquel correspond ce titre insuffisant et d'ailleurs erroné se compose de quarante-trois feuillets de parchemin, dont l'écriture la plus ancienne, ainsi que l'initiale historiée par laquelle débute le texte, peut remonter jusqu'au XIII^{me} siècle ; il est revêtu d'une reliure moderne, demi-chagrin rouge, au dos de laquelle on a inscrit le titre, également inexact, d'« Offices des fêtes ». La provenance de ce manuscrit est inconnue. Le fait qu'on ne le trouve pas dans le *Catalogue* de Senebier¹ ne saurait prouver qu'il ne fût pas à la Bibliothèque au temps de cet érudit. Ces quelques feuillets liturgiques, alors peut-être dépourvus de reliure, peuvent fort bien avoir été, à la fin du XVIII^{me} siècle, jugés indignes d'une notice. Nous sommes aujourd'hui d'un autre avis et ces pages ont pour but d'établir leur identité.

Notons d'abord qu'il ne s'agit pas d'un fragment. Le livre, non seulement est sans lacunes, mais comprend plusieurs compléments ajoutés au texte primitif. Puis désignons-le d'une façon plus exacte. On reconnaît, en effet, sans difficulté qu'il s'agit d'un recueil d'évangiles, non pas d'un évangélaire complet, mais d'un choix correspondant aux plus grandes messes ; on pourra l'intituler « Évangiles des fêtes solennelles » ou mieux encore, étant en présence d'un texte latin : *Evangelia festorum solemnium*.

¹ *Catalogue raisonné des manuscrits conservés dans la bibliothèque de la ville et république de Genève*, Genève, 1779, in-8.

Sur le recto du premier feuillet, une main du xv^{me} siècle a établi la table du recueil, avec renvois aux feuillets où se trouvent les textes correspondants. Elle commence à Noël :

In nativitate Domini	{	I
Sancti Stephani		
Sancti Johannis evangelistae		

Sanctorum innocencium	{	II
In circumcissione		

.....

Les grandes fêtes du temps (Pâques, Ascension, Pentecôte) sont insérées à leur place approximative dans le propre des saints. Le verso du feuillet est blanc. L'évangile de l'Eucharistie, transcrit par une main plus ancienne, occupe le tiers supérieur du deuxième feuillet :

Secundum Johannem : In illo tempore dixit thesus discipulis suis et turbis iudeorum : Caro mea vere est cibus...

Le verso est blanc, ainsi que les deux feuillets suivants, 3 et 4. Le texte proprement dit commence au feuillet 5 par les mots :

In illo tempore exiit edictum a Cesare augusto, ut describeretur universus orbis.

Un titre rubriqué :

In nativitate Domini, ad primam missam. Sequencia sancti euangelii secundum Lucam.

occupe l'extrémité des six premières lignes, chacune d'elles comprenant, pour la rubrique, quelques lettres de moins que la précédente, la sixième portant seulement l'*m* final du mot *lucam*, le tout aligné à la marge de droite, de manière à former au haut de la page un triangle d'écriture rouge qui tranche d'une façon curieuse avec la belle encre noire du texte.

Dans la marge de gauche, une lettre historiée, l'initiale *I* des mots *In illo tempore*, s'étend sur toute la hauteur de la page. On y voit au dessus de quatre grotesques, qui se superposent les uns aux

autres sur un fond d'or bruni, un saint vêtu d'une tunique pourpre et couvert d'un manteau bleu foncé; il tient dans la main un livre rouge, fermé. C'est la principale décoration du manuscrit Pl. II]. Les autres chapitres commencent simplement par des initiales alternées rouges et bleues.

Les évangiles se succèdent dans le même ordre que dans la table des matières, c'est-à-dire suivant le calendrier ecclésiastique, jusqu'à la messe de saint Nicolas (6 décembre); viennent ensuite les messes communes à un apôtre, à un évangéliste, puis celle de saint Vincent, celle de la dédicace de l'église, celle d'un pontife, enfin deux évangiles différents pour les messes de la Vierge. Ici s'arrête, à la fin du feuillet 28, le texte primitif du manuscrit. Les évangiles d'un apôtre, d'un évangéliste, d'un martyr, d'un pontife sont à leur place normale, à la suite du propre des saints, mais ce n'est pas le cas pour la messe de saint Vincent et pour celle de la dédicace qui devraient se trouver au jour que leur assigne le calendrier, la première le 22 janvier, l'autre à une date qui reste à déterminer. Leur présence, hors de leur rang, induit à supposer que le manuscrit a été copié sur un texte antérieur auquel les deux évangiles en question et ceux qui les suivent avaient été ajoutés après coup.

A partir du feuillet 29, l'aspect du manuscrit change complètement. Nous sommes toujours en face de morceaux des évangiles, mais cette fois accompagnés de la notation musicale et copiés par diverses mains du XV^{me} siècle. C'est d'abord la généalogie du Christ pour la fête de la nativité (feuillet 29-31), puis celle de la Vierge pour l'Epiphanie (feuillet 32-34), l'évangile de l'Epiphanie (feuillet 35-36). La foliotation ancienne s'arrête à ce morceau. Du verso du feuillet 36 au feuillet 40, nous avons une autre version musicale du même texte, qui clôt la deuxième partie du manuscrit.

Les six dernières pages (feuillet 40 verso-43) sont occupées par les évangiles de messes plus récentes, celles du Saint-Suaire de la Visitation de la Vierge, de deux messes des morts, d'une du jeudi saint et de celle de saint Maurice, transcrites dans une écriture grossière du début du XVI^{me} siècle.

Tel que le voilà, notre recueil d'« Évangiles des fêtes solennelles »

n'apporte rien de bien passionnant. Tous les textes qu'il offre sont connus par ailleurs. Les seize pages de musique sont déjà quelque chose de moins banal; encore en trouverait-on l'équivalent, et bien au-delà, dans mainte bibliothèque plus riche que la nôtre en livres liturgiques. Pour que tout cela s'anime un peu, il faudrait attacher à ces pages le nom d'une église. Si nous retrouvons le diocèse où ce livre était en usage, il nous paraîtra plus vivant et si, établissant en quelque sorte son état-civil, nous saisissons entre lui et nous un lien de parenté, nous le regarderons certainement, sans d'ailleurs que sa valeur intrinsèque ait changé, d'un œil plus intéressé.

Pour cette détermination, le calendrier liturgique ne nous donne, de prime abord, aucun renseignement utile, les fêtes représentées dans le volume étant célébrées sans exception dans tous les diocèses. La moins commune est celle de saint Vincent, qui n'est pas solennelle dans toutes les églises. Ce n'est pas à dire que sous cette forme elle ne soit encore très répandue, puisque nous la trouvons de rite double à Genève, Lausanne, Amiens, Apt, Autun, Besançon, Bourges, Lyon, Metz, Noyon, Rouen, Senlis, Toul, Tournay, Verdun, Breslau, Salzbourg, Agram, Fünfkirchen, Grau, Compostelle, Saragosse, Tarazona, Valence, Westminster et Salisbury, soit dans vingt-six diocèses¹. Il faut chercher autre chose.

L'évangile de la dédicace de l'église n'est pas à la place qu'il devrait occuper dans le recueil; il y aurait lieu de le regretter si un diacre, ou plutôt, verrons-nous, un chanoine charitable, n'avait eu la bonne idée de noter un renvoi en marge du texte, à l'endroit où cet évangile devrait se trouver. Cette utile remarque figure entre la Saint-Michel (29 septembre) et la Saint-Denis (9 octobre). La dédicace de Saint-Pierre de Genève se fêtait le 8 octobre, mais elle n'est pas la seule qui tombe entre les deux fêtes qu'on vient d'indiquer. Grotefend² en signale neuf autres qui s'échelonnent du 30 septembre au 8 octobre. Cependant, de

¹ Voir Grotefend, H., *Zeitrechnung des deutschen Mittelalters und der Neuzeit*, Hanovre, 1891-1898, 2 vol. in-4°.

² *Ibid.*

ce nombre on peut éliminer les églises qui n'accordaient pas à saint Vincent une fête solennelle et celles qui ne sont pas sous le vocable d'un saint représenté dans notre recueil. Il ne reste plus alors, à côté de Genève, que Rouen et Salisbury. Ces deux villes sont lointaines et on est tenté de supposer plutôt à notre volume une origine genevoise. Mais il ne s'agit encore que d'une probabilité qui demande confirmation.

De tous les écrivains qui ont successivement collaboré à la rédaction du manuscrit, il en est un qui a voulu transmettre son nom à la postérité, c'est l'auteur de la table des matières. Il l'a signée de sa meilleure écriture : *Hunc librum cotulit Hugo Tholopon*. « Hugues Tholopon a paginé ce livre. » Tholopon n'est pas un de ces noms dans lesquels on reconnaît aussitôt un Genevois. Cependant les minutes des notaires aux Archives d'Etat, à défaut de notre « paginateur », indiquent, dans la seconde moitié du XIV^{me} siècle et la première du XV^{me}, divers Tholopon, trois frères notamment, propriétaires à Landecy, qui attestent à Genève et dans le voisinage immédiat, une famille dont notre homme pourrait fort bien être issu. C'est encore une indication favorable. Faute de mieux on pourrait s'en tenir là et, sans trop de risques de se tromper, attribuer le manuscrit à notre diocèse en lui donnant le titre complet d'« Evangiles des fêtes solennelles à l'usage de Saint-Pierre de Genève ».

Mais il existe une preuve encore plus péremptoire. M. Lafrasse, dans son *Etude sur la liturgie dans l'ancien diocèse de Genève*, à la page 134, écrit en note :

« La seule particularité relative à la messe de l'Epiphanie nous est révélée, non par le Missel, mais par les statuts du chapitre de Saint-Pierre de Genève, dressés en 1483. Il y est dit que pour accroître la dévotion du peuple fidèle, on créera à l'heure de la grand'messe, trois rois, dont le premier sera choisi parmi les chanoines, le deuxième entre les curés de la ville, dans l'ordre adopté par eux et le troisième entre les anciens curés forains ; ce dernier devra être altarien et devra résider à la cathédrale au moins depuis un an. Ces rois chanteront solennellement l'Evangile dans l'église et feront à la messe l'offrande accoutumée. Le chanoine devenu roi devra en outre payer pour l'entretien des

habilités, soit vicaires du chœur, la somme de vingt-cinq florins à prendre au besoin sur les revenus de sa prébende.¹ »

Or, nous avons trouvé dans la deuxième partie de notre recueil trois morceaux relatifs à l'Épiphanie : la généalogie de la Vierge et l'évangile de la fête en deux versions musicales différentes, dont la première est introduite par une importante rubrique; en voici le texte :

Sequitur officium trium regum in Epiphania Domini, et primo ornant se tres (sic), videlicet unus canonicus, unus curatus civitatis et alter curatus forensis, ad modum regum coronas portantium et veniant per ecclesiam dum dicitur prosa ad locum consuetum evangelii et incipiant evangelium insimul.

[Traduction.] S'ensuit l'office des trois rois pour l'Épiphanie du Seigneur et premièrement ils s'habillent les trois, savoir un chanoine, un curé de la ville et un curé forain, à la manière des rois portant couronne, et pendant que se dit la prose ils viennent à travers l'église à l'endroit habituel de l'évangile et commencent l'évangile ensemble.

C'est la particularité signalée par M. Lafrasse, retrouvée non pas dans le Missel, mais dans un livre qui n'en est qu'un extrait.

Après avoir chanté l'évangile, les trois rois reprennent leur place dans le chœur: *deinde descendant in choro ad cantandum cetera...* Le drame liturgique qui semblait devoir s'ébaucher ne se développe pas. Si l'Épiphanie a donné lieu à Genève à des manifestations dramatiques ou littéraires, il faut les chercher hors de l'église. Bonivard nous donne à ce sujet, à la date de 1510, une indication curieuse : «... la coustume estoit a Geneve, du temps de la papaulte, que trois estatz de gens d'église faisoient trois roys, les channoines l'ung, les chappellains de Saint Pierre l'autre, & le troisieme chacune année ung curé des sept paroisses. Et faisoit on ung grand festin avec histoires, jeulx, momeriez, monstre de gens de guerre, bancquets & s'efforçoit on a qui mieulx mieulx² »

Outre la messe de l'Épiphanie, les statuts du chapitre consacrent un article, le soixante-septième, à la grande messe à célébrer au prieuré de Saint-Jean. On y lit que, conformément à l'usage

¹ Genève, 1904, in-8, extrait des t. XXVI et XXVII des *Mémoires et documents publiés par l'Académie Salésienne*. Cf. les articles 71 et 72 des Statuts du Chapitre, *Bibliothèque de Genève*, Ms. lat. 62.

² *Chroniques*, édition Revilliod, t. I, p. 322-323.

antique pour la fête de saint Jean l'Evangéliste, patron du prieuré, un chanoine délégué par le chapitre se rendait processionnellement avec le chœur de la cathédrale audit couvent pour y célébrer solennellement la grand'messe; le chœur y chantait prime, tierce et sexte, et toutes les offrandes faites pendant ces longs offices appartenaient au chapitre. Cette fête et celle de l'Epiphanie sont seules l'objet d'une mention spéciale. Ce n'est, sans doute, pas à dire qu'il faille les considérer comme les deux plus importantes, car l'une et l'autre sont accompagnées de bénéfices et d'obligations particuliers qui peuvent suffire à expliquer leur présence dans les statuts, à l'exclusion d'autres célébrées tout aussi solennellement sans qu'il s'ensuive pour les officiants des charges ou des avantages spéciaux. Mais il est évident que ces bénéfices et ces obligations n'ont pu être attachés qu'à des cérémonies de première importance. En ce qui concerne l'Epiphanie, la charge de vingt-cinq florins incombant au chanoine roi, laisse supposer que sa fonction le revêtait d'un honneur tout particulier. Les statuts et notre manuscrit sont donc d'accord pour mettre en évidence la solennité de l'Epiphanie dans l'église de Genève¹.

Les statuts du chapitre renferment un autre article intéressant directement l'histoire de nos « Evangiles des fêtes ». C'est le quarante-quatrième, consacré précisément aux offices des jours solennels. En voici la traduction :

« De même, afin que le culte divin soit, principalement les jours solennels, exercé plus dignement par les plus dignes, [les chanoines] ont ordonné que les jours solennels auxquels notre révérend seigneur l'évêque a l'office, les offices soient tenus par les chanoines, savoir la chanterie par le prévôt et le chantre, de même les six premières leçons par les plus jeunes chanoines, la septième et la huitième par les plus âgés, la neuvième par

¹ M. Th. Dufour nous signale ce texte dans les Registres du chapitre conservés aux Archives d'Etat : 1^{er} janvier 1475. *Injungitur domino Gilaberto quod pro domino de Romagniano faciat, secundum morem consuetum, regnum Epiphanie super prebenda.*

l'évêque, les troisième et sixième répons par des anciens (*magis antiquos*) et le neuvième répons par les chantres, selon qu'il est fixé dans le tableau, et l'encensoir par un jeune chanoine. »

Tout cela se rapporte aux heures canoniales, mais voici un dernier paragraphe relatif à la messe avec la mention qui nous intéresse :

« Et ces jours-là, l'épître et l'évangile de la messe seront dits par les chanoines désignés dans le susdit tableau (... *et tunc epistola et evangelium misse dicantur per canonicos in predicta tabula descriptos*). »

En temps ordinaire, l'épître appartient au sous-diacre et l'évangile au diacre; c'est pour eux qu'avaient été composés le lectionnaire et l'évangélaire. Les jours solennels nous voyons à Saint-Pierre le diacre et le sous-diacre remplacés par des chanoines; un recueil réduit leur suffisait et cet évangélaire spécial n'est autre que notre manuscrit, qui se trouve maintenant déterminé aussi exactement qu'il était possible. Non seulement il a fait partie du mobilier de la cathédrale, mais nous voyons qu'il était à l'usage personnel des chanoines. Il est permis de supposer qu'il existait, pour le chanoine faisant office de sous-diacre, un lectionnaire analogue, aujourd'hui perdu.

Si ces « Evangelies des fêtes solennelles à l'usage de Saint-Pierre de Genève » n'ajoutent pas une ligne à notre patrimoine littéraire, ni une date à notre histoire, on y pourra du moins retrouver l'écho des chants qui retentissaient voici plus de quatre siècles sous les voûtes de Saint-Pierre. Ils constituent un souvenir précieux pour l'évocation des pompes ecclésiastiques de la Genève épiscopale. Enfin, c'est, sauf erreur, après la Bible de Saint-Pierre, le plus ancien manuscrit genevois que nous possédions; à ce titre seul il méritait d'être signalé et de prendre dans nos collections la place dévolue à un vénérable doyen.

Henri DELARUE.

In nativitate dñi ad primam missam.
In illo tempore. **E**xivit edictum Sequencia scilicet
 acesare augusto: ut describere euuangelij
 tur uniuersus orbis. Hec descriptio secundum
 primam facta est: a preside syrie cyri luca
 no. Et ibant omnes: ut profiteretur sin m.
 guli in suam ciuitatem. Ascendit autem
 et ioseph agabylea de ciuitate nazareth in
 iudeam ciuitatem dauid. que uocatur be.
 thleem. eo quod esset de domo et familia
 dauid: ut profiteretur cum maria despon.
 sata sibi uxore pregnantem. Factum est au.
 tem cum essent ibi: impleri sunt dies ut
 pareret. Et peperit filium suum primogeni.
 tum. Et pannu eum inuoluit: et reclina.
 uit eum in presepio. quia non erat ei locus in di.
 uersorio. Et pastores erant in regione eadem.
 uigilantes et custodientes uigilias noctis
 supra gregem suum. Et ecce angelus dñi
 stetit iuxta illos: et claritas dei circum.
 fulsit illos: et timuerunt timore magno. Et
 dixit illis angelus. Nolite timere. Ecce enim
 euuangelizo uobis gaudium magnum: quod
 erit omni populo: quia natus est uobis
 hodie saluator. qui est xpc dñs in ciuitate

ÉVANGILES DES FÊTES

BIBLIOTHÈQUE DE GENÈVE. Ms. lat. 38 b.

LA SOCIÉTÉ DES BELLOTIENS

1762-1780

Si les Genevois ont été pendant longtemps soumis à une discipline ecclésiastique qui nous paraît aujourd'hui insupportable, ils trouvaient dans leurs exercices de tir un dérivatif d'autant plus précieux qu'il était en harmonie avec un des côtés du caractère national, l'amour de la lutte.

Le Gouvernement de l'ancienne Genève n'a cessé de favoriser le goût du tir, soit par des dons annuels, en étain ou en espèces, soit par des immunités accordées au roi du tir, c'est-à-dire à celui qui, une fois par an, faisait le meilleur coup.

L'un des exercices les moins anciens était celui du canon. Il paraît avoir débuté au commencement du XVII^{me} siècle, à la Servette, et il semble que, dès l'origine, les habitants eussent le droit d'y prendre part, tout comme les bourgeois et citoyens.

Mais dès le milieu du siècle, le Conseil apporta une restriction à cette trop grande liberté.

[25 août 1649]. — *Meilleur prix du canon. Habitants canonniers.* — M. le premier Syndique rapporte qu'entre les canonniers de la ville qui ont tiré ceste année le prix du canon, celui qui a fait le meilleur coup n'est qu'habitant, au subiect de quoy les autres, qui ont tiré, qui sont citoyens et bourgeois, s'opposent à ce qu'il ait le meilleur, en prétendant qu'il doit appartenir aux citoyens et bourgeois. Sur quoy arrêté que le meilleur, que prétendoit retirer ledit canonnier habitant, appartiendra au citoyen ou bourgeois qui a fait le meilleur coup après luy, et que ledit habitant aura le second. Et que, doresenavant les habitants tirant audit tirage du Canon qui feront le meilleur coup ne pourront avoir le meilleur du prix, ains appartiendra ledit meilleur au citoyen ou bourgeois qui aura fait le meilleur coup après lui. Et aura ledit habitant la seconde pièce dudit prix ¹.

¹ R. C., vol. 148, p. 435.

Ce passe-droit nous paraît aujourd'hui bien mesquin, et l'on peut supposer que les simples habitants ne se mirent plus désormais en frais pour gagner des prix qu'ils devaient ensuite rétrocéder.

Cependant, treize ans plus tard, le Conseil apprend qu'il s'est formé un tir particulier, en dehors des tirs officiels.

[25 août 1662]. — *Prix hors de la ville.* — Sur ce qui a été représenté que plusieurs particuliers de la ville sortent de la ville pour aller tirer à des prix, ce qui est scandaleux. Arrêté qu'on publie deffenses à toutes sortes de personne de sortir de la ville pour y tirer ¹.

On ne nous dit pas s'il s'agissait de canonniers, ni quelle était la situation sociale des tireurs ; toujours est-il que la défense du Conseil fut observée et que, pendant près d'un siècle, soit de 1662 à 1756, personne n'osa se donner licence d'enfreindre les ordres du Gouvernement. Mais en un siècle, bien des événements s'étaient succédé à Genève ; le parti populaire avait plusieurs fois osé tenir tête au magistrat et, peu à peu, l'étroit corset dans lequel on cherchait à contenir ce parti, commençait à craquer de toutes parts. On approchait, du reste, de la crise qui allait être provoquée par la condamnation de *l'Émile* et du *Contrat social*. On lit dans le Registre du Conseil :

[8 mai 1756]. — *Mémoire et information sur des prix particuliers que quelques bombardiers et mineurs tirent depuis quelques années aux Bougeries.* — Noble Saladin, Seigneur Syndic, général de l'artillerie, a fait lire un mémoire dressé par le sr Buffe, contenant l'information par lui prise au sujet d'une introduction qui s'est faite entre quelques bombardiers et mineurs qui, depuis deux ou trois ans, ont établi entre eux un prix qu'ils ont tiré aux Bougeries, où ils se sont trouvés, tantôt en plus grand, tantôt en plus petit nombre, avec un petit mortier appartenant à l'un d'eux et avec une partie de leurs sergents et caporaux, lesquels prix ils ont tiré sans en avoir obtenu aucune permission, ce dont la Chambre ayant eu connaissance, elle leur a fait adresser, par M. le général, les censures et admonitions qu'ils méritoient ; résultant de ladite information qu'il ne s'est passé aucun désordre dans ces tirages et que lesdits bombardiers et mineurs n'ont eu qu'un bon but et conforme à leur institution, qui est

¹ R. C., vol. 162, p. 214.

celui de s'exercer ; résultant encore qu'ils désireroient pouvoir obtenir la continuation de cet établissement, lequel seroit utile au Public.

Sur lequel mémoire et information étant délibéré, l'avis a été qu'en faisant connoître à ceux qui se sont ingérés à tirer ces prix, sans en avoir obtenu aucune permission, la désapprobation du Conseil de leur procédé à cet égard, de leur permettre néanmoins, en considération du but qu'ils se sont proposés, le tirage desdits prix, en tant qu'ils en auront obtenu, par un préalable, la permission, qu'ils auront toujours avec eux, pour maintenir l'ordre, un sergent et un caporal, et qu'il n'en coûtera rien au Public ¹.

Voilà donc établi le principe des tirs libres, en dehors des tirs officiels subventionnés par le Gouvernement. Néanmoins et pendant neuf ans, les registres publics ne font plus mention des tirs libres.

[27 avril 1765]. — *Bombardiers ; permis de s'exercer dans les Bougeries.*
— M. le Syndic Buisson, général d'artillerie, a dit que quelques bombardiers ayant pris des leçons sur le jet des bombes et désirans de s'exercer, pour joindre la pratique à la théorie, supplient le Conseil de leur permettre de s'exercer dans la plaine des Grandes Bougeries. Sur quoi opiné, l'avis a été de permettre auxdits bombardiers de s'exercer dans la plaine des Bougeries, en tant qu'il y aura toujours quelques officiers pour maintenir l'ordre et prévenir tout accident ².

Il m'a paru logique de rappeler chronologiquement l'établissement des tirs libres au canon, dans la campagne genevoise, avant de parler d'une société qui paraît avoir été l'une des premières à en profiter et qui se nommait la société des Bellotiens. Voici les documents qui me sont parvenus sur cette compagnie.

On se rappelle qu'en 1912, la Société d'histoire et d'archéologie de Genève a fait don au Cabinet de Numismatique de cette ville, de ce qui restait de son ancienne collection, léguée en 1872, par M. A. Serre-Faizan.

Parmi les médailles genevoises, il y en avait une assez curieuse et qui a déjà été présentée à la Société dans sa séance du 14 novembre 1912. Cette médaille n'est pas frappée, mais gravée au burin ; en voici derechef la description :

¹ R. C., vol. 256, p. 225.

² R. C., vol. 265, p. 231.



Exergue en trois lignes :

*Roi des Belottiens
J^e Christian Siegert
le 2 Juillet 1769*

Dans le champ, trophée formé d'un canon, d'un tambour, d'un baril, de deux drapeaux, d'une trompette et de divers accessoires guerriers.

R) PUISSE NOTRE CHÈRE PAIX DONNÉ (sic) A LA PATRIE
L'UNION POUR L'AMIS

Écu coupé, au 1, de gueules, au chevron d'or, accompagné de trois besants de même ; au 2, d'azur à la feuille de scie d'or en chef, au lion-léopardé la tête contournée d'argent.

L'écu sommé d'un heaume taré de profil, contourné, entouré de lambrequins. Argent doré, mod. 40^{m/m}. Cabinet de Numismatique de Genève.

Jean-Christian Siegert, roi des Bellottiens, luthérien, ébéniste, fils de Gottfried Siegert, de Dresde, avait été reçu habitant le 20 septembre 1763¹. Il est bien probable que les armes dont est décorée sa médaille de roi ne lui étaient pas personnelles, mais

¹ R. C., vol. 263, p. 354.

que c'étaient celles de la Société. Nous en aurons plus bas la confirmation.

On peut, au sujet de ces armes, faire observer que le heaume est contourné, c'est-à-dire tourné à senestre, ce qui, en héraldique, ne saurait convenir qu'aux armes d'un bâtard. Appliqué aux armes d'une société, cette disposition n'a pas de sens.

Peut-être l'artiste appelé à graver, ou même peut-être à composer ces armes, a-t-il voulu faire comprendre par là que la Société des Bellotiens, formée de très fraîche date, se trouvait sans aucune parité avec les nobles et antiques exercices de la ville. Reste à savoir si les braves canonniers qui allaient tirer la bombe aux Bougeries se doutèrent jamais de cette petite malice.

Jean-Christian Siegert épousa, le 24 mars 1765, Marianne-Andrienne Noyer, native ¹; il mourut le 19 décembre 1807, à l'âge de 71 ans ².

Le second document se trouve la propriété de M. Egmond Goegg, à Genève. Ce sont deux services d'argenterie qui lui viennent d'un ancêtre maternel. On lit sur ces services :

*J. C. Lehmann, roi
des Bellotiens 1777*

Après cette inscription, on trouve un écu semblable à celui de la médaille, sauf que le lion-léopardé paraît être d'or. Le heaume surmontant l'écu est également contourné. Cette quasi identité des armes, sur la médaille et sur les services, indique bien que ce ne sont pas celles de l'un ou de l'autre roi, Siegert ou Lehmann, mais ce sont celles qu'avait adoptées la société.

Jean-Christian, fils de Jean Lehmann, de Roswein, en Saxe, luthérien, ébéniste, fut reçu habitant le 10 août 1764 ³. Il se maria une première fois, le 19 août 1764, avec Dorothee Gessner ⁴, puis, devenu veuf, se remaria le 6 février 1769 avec Elisabeth,

¹ Mariages de l'Eglise luthérienne.

² Décès de la ville de Genève.

³ R. C., vol. 264, p. 374.

⁴ Mariages de l'Eglise allemande.

filles de Louis Targe, native de Genève ¹. Il mourut le 2 octobre 1810, à l'âge de 73 ans ².

Voilà donc, à huit ans de date, deux habitants d'origine saxonne, tous les deux luthériens et ébénistes, qui deviennent rois des Bellotiens.

Comme nous ne connaissons pas les règlements de cette société, nous ne savons pas si les rois s'y faisaient chaque année, ou à de plus longs intervalles. Nous ne savons pas davantage si, à l'origine, la société se recrutait seulement parmi les habitants et les natifs ; mais le troisième document qui me reste à faire connaître va prouver que les citoyens ne dédaignaient pas parfois d'entrer dans cette société.

L'an passé, en classant et inventoriant les armures et drapeaux du Musée Ariana, M. Emile Demole a trouvé un fanion en soie peinte de 0 m. 84 de hauteur sur 0 m. 74 de largeur avec des motifs répétés et presque semblables sur les deux faces. Ce fanion est disposé sur une hampe démontable, en bois de noyer incrusté ; on ne sait à quelle époque il est entré au Musée Ariana et l'on ignore la provenance. Grâce à l'obligeance de M. Piguet-Fages, directeur de ce musée, je puis donner la description exacte de ce fanion, ainsi que la reproduction du côté principal.

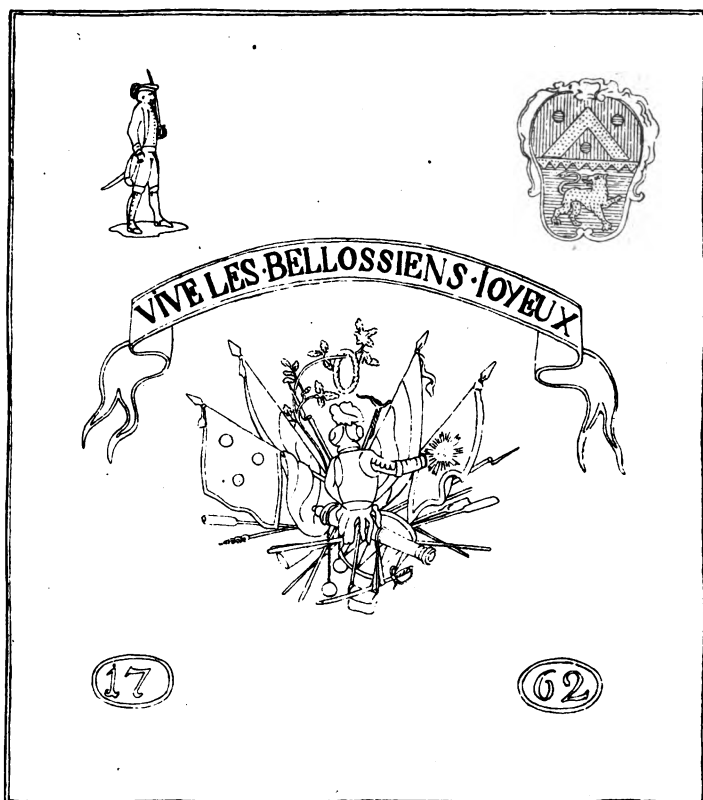
La hampe étant à dextre, on voit un motif central, formé d'une cuirasse vue de dos, surmontée d'un heaume à panache rouge ³, entouré de quatre drapeaux. Les deux du chef séparés par une couronne, suspendue à un rameau de chêne : de gueules à deux fasces d'or. Les deux du bas : à dextre, de gueules, à trois tourteaux d'azur, à la bordure d'or ; à senestre, d'azur au soleil d'or, à la bordure de gueules ⁴.

¹ Mariages de l'église luthérienne.

² Décès de la ville de Genève.

³ On n'a indiqué les émaux sur le dessin ci-dessous qu'à l'écu du chef, à senestre.

⁴ Le hant du drapeau est attenant à la hampe.



Au-dessous de la cuirasse, le trophée est complété par un canon, un fusil avec sa baïonnette, un tambour, une giberne, un sabre et divers accessoires guerriers. Au-dessus du motif central, sur une banderole d'or, bordée de gueules, on lit : VIVE. LES. BELLOSSIENS. JOYEUX. Le motif central et la banderole sont surmontés, à dextre d'un militaire en tenue, le sabre sur l'épaule gauche ; à senestre, d'un écu coupé au 1 de gueules, au chevron d'or, accompagné de trois tourteaux d'azur ; au 2 d'azur à la feuille de scie d'or en chef, au lion-léopardé contourné, la tête tournée à dextre du second émail. Au bas du fanion, le millésime (17) (62).

Le revers du fanion présente les mêmes motifs avec quelques variantes.

La hampe du fanion des Bellotiens mérite, elle aussi, une description, tant à cause des multiples inscriptions qui s'y lisent, qu'en raison de la beauté et de la richesse de son exécution.

Tous les dessins de cette hampe, qui mesure 2 m. 08 de hauteur, sont produits par des incrustations remplies de bois variés ou de nacre. Les inscriptions sont également gravées et remplies de mastic. Il en résulte un travail fort original qui, de l'avis des gens de métier, doit avoir été exécuté par un artiste de première force. Le sujet représenté sur cette hampe consiste en militaires montant vers une maison devant laquelle stationnent des factionnaires.

Trois inscriptions font en spirale le tour de la hampe ; la première porte : DONNE PAR MARC-ANTOINE GILLET, ROI DES BELOSCIENS IOYEUX, EN 1779. LA VERTU, L'HONNEUR, L'AMITIE RASSEMBLE (*sic*) ICI LES CANONNIERS ; la seconde : JE SUIS L'ETENDARD DES BELOSCIENS — LES CANONIERS FONT MON BIEN. QUAND JE PARAÎT (*sic*) JE RANIME LES COEURS C'EST UN BONHEUR.

Enfin la troisième : L'UNION ET LA LIBERTÉ FONT NOTRE SÛRETÉ. LE 27 AOUT 1780.

On remarquera que sur l'étendard des Bellotiens, les deux drapeaux supérieurs du motif central sont aux couleurs de l'écu genevois. Le blason qu'on observe sur l'étendard est à peu près le même que celui de la médaille. On remarquera cependant que le heaume contourné fait défaut. Serait-ce que Marc-Antoine Gillet était plus instruit que ses prédécesseurs ? Cependant, il commet une faute en changeant les besants d'or en tourteaux d'azur, puisque le champ est de gueules.

On peut, au reste, supposer que ces variations sont attribuables à l'artiste peintre qui aura suivi son idéal, au lieu de reproduire fidèlement le modèle. Quoi qu'il en soit, je pense que les armes véritables des Bellotiens sont celles de la médaille, répétées à peu de chose près sur les services d'argenterie.

Le millésime 1762 est intéressant. Placé au bas de l'étendard, il semble devoir être celui de la fondation de la société qui aurait ainsi pris naissance peu d'années après l'arrêt du 8 mai 1756. On se rappelle qu'à cette date, le Conseil admettait pour la première fois l'existence de sociétés libres de tir au canon.

La première inscription qui se lit sur la hampe, accompagnée du millésime 1779, nous apprend qu'un citoyen, Marc-Antoine Gillet, se trouvait cette année-là roi des Bellotiens et qu'il était donateur de l'étendard de la société.

Le second millésime, 1780, marque sans doute un des derniers exercices de la société qui devait, deux ans plus tard, ainsi que toutes les autres sociétés de la ville, être dissoute, selon les prescriptions de l'édit de 1782.

Du fait que la Société des Bellotiens se trouvait accessible aux simples habitants aussi bien qu'aux citoyens, et qu'elle proclamait roi le canonnier le plus adroit, dans l'une ou l'autre de ces classes, on en peut conclure avec assez de vraisemblance qu'une égalité complète régnait parmi ses membres, ce qui est bien la première condition qui doit exister entre des tireurs.

Il était intéressant, à propos de Marc-Antoine Gillet, de chercher quel était celui de ses ancêtres qui fut reçu bourgeois et quel était sa descendance ¹.

Marc-Antoine Gillet, né le 26 avril 1736 ², monteur de boîtes, mourut le 26 février 1822 ³. C'était son trisaïeul, Martin Gillet, menuisier, qui avait été reçu bourgeois, le 20 août 1617 ⁴. Martin Gillet était originaire de Bar-le-Duc, en Lorraine.

Seize ans auparavant, le Conseil avait reçu bourgeois un autre Gillet, nommé Jean, originaire de Vavin-court, près de Bar-le-Duc ⁵.

¹ Je tiens à remercier M. Théophile Dufour que cette question a paru intéresser et qui, de son propre chef, a consacré un temps précieux à la résoudre. Mes remerciements vont aussi à M. Emile Rivoire qui m'a donné des renseignements sur deux des membres de la famille Gillet.

² Baptêmes de St-Gervais.

³ Décès de Jussy.

⁴ Covelle, *Le livre des bourgeois*.... p. 341.

⁵ Covelle. *op. cit.*, p. 329 (25 décembre 1601). — Il eût été intéressant de savoir si Martin Gillet, de Bar-le-Duc, et Jean-Gillet, de Vavin-court, près Bar-le-Duc, reçus bourgeois de Genève à quelques années de distance, avaient entre eux une parenté quelconque. Grâce aux recherches qu'a bien voulu faire dans ces localités M. René Mertz, président à la Cour d'appel et conservateur du Musée lorrain, à Nancy, cette question ne paraît guère pouvoir être résolue, les plus anciennes pièces d'archives de Vavin-court ne remontant qu'à la fin du XVII^e siècle.

Je ne m'occuperai que de la descendance de Martin Gillet, dont l'arrière-arrière petit-fils se trouvait donc roi des Bellotiens, en la personne de Marc-Antoine Gillet, en 1779. Celui-ci épousa Marie-Catherine Simery, le 23 ou le 25 avril 1761¹ qui, dans l'espace de quatorze ans, lui donna sept fils et trois filles.

Etienne-Jean, l'un des fils, né le 26 octobre 1767², épousa Antoinette-Elisabeth Terroux, dont il eut : Etienne-Antoine Gillet, né le 10 mai 1835³. Celui-ci partit pour les Etats-Unis et, le 17 février 1870⁴, il épousa à New-York Elise-Aline Brez, fille de Paul-Antoine Brez et de Jeanne-Louise Vincent, de Genève. Etienne-Antoine Gillet, revenu dans sa ville natale, mourut le 23 décembre 1905⁵. Sa veuve, bien qu'ayant passé de longues années aux Etats-Unis, était demeurée très attachée à Genève. Elle en a donné la preuve la plus authentique en léguant une somme d'environ deux millions à plusieurs institutions de bienfaisance et d'utilité publique de notre ville, parmi lesquelles notre société n'a point été oubliée. M^{me} Gillet-Brez est morte le 4 octobre 1916⁶.

On voit que notre bienfaitrice était, par son mari, la petite-fille de Marc-Antoine Gillet, roi des Bellotiens.

Avant de clore cette esquisse, il convient de dire deux mots de l'étymologie qui peut convenir à « Bellotien ». On ne saurait la chercher dans l'orthographe de ce nom qui, sur les documents cités, est tantôt écrit « Bellotien », ou « Bélotiens », tantôt « Beloscien », ou « Bellossien ».

On écartera, tout d'abord, la ressemblance qui pourrait faire songer à La Belotte où l'on ne sait rien d'un tir au canon. On dit d'un enfant qui a quelque beauté, ou quelque gentillesse, qu'il est bien « bellot » et on nomme « bélot », en Savoie, au jeu du bâtonnet, le petit bâton qu'on frappe avec le grand et qui, à

¹ Mariages de St-Gervais,

² Baptêmes de St-Gervais.

³ Naissances de la ville de Genève.

⁴ Communication de M. Emile Rivoire. Cf. Galiffe, *Notices généalogiques*, t. VI (1892), p. 46.

⁵ Décès des Eaux-Vives (Chancellerie, répertoire).

⁶ *Ibid.*

Genève, reçoit le nom de baculo. Je ne pense pas que ces deux mots aient rien à faire avec les Bellotiens.

La prunelle ou prune sauvage, fruit du prunellier, se nomme à Genève, en Savoie et ailleurs une « belosse ». On observera que le terrain des grandes Bougeries, sur lequel s'exerçaient probablement les Bellotiens, était en majeure partie inculte et offrait peut-être en abondance des « belosses ». On observera également que sur l'étendard des Bellotiens, où se voit le blason le plus récent de la société, les besants d'or ont fait place à des tourteaux d'azur qui ont la forme et la couleur des « belosses »¹. Dans le cas où le nom de la société dériverait de belosse, il faudrait écrire « Bellossien ».

On appelle « bellotte » une variété très lourde du chêne-vert qui provient du midi. Ce bois est recherché pour la fabrication des outils. On n'a pas oublié que deux rois des Bellotiens, Siegert et Lehmann, étaient ébénistes. Avec un peu d'imagination, on pourrait retrouver dans le blason des Bellotiens les principaux attributs de l'ébéniste : la feuille de scie, l'équerre, soit chevron, et les têtes de clous, soit besants. Mais ce sont là sans doute des rapprochements fortuits et quant au chêne bellotte, rien ne nous dit qu'à cette époque il fut assez employé pour mériter de donner son nom à une société de canonniers dont quelques membres étaient ébénistes. La véritable étymologie paraît plus simple.

Jadis, on pouvait faire usage de l'arc, de l'arbalète, du mousquet, soit pour la chasse, soit pour la guerre, mais le canon ne pouvait être vraiment utilisé qu'en vue de la guerre : c'était l'arme belliqueuse par excellence, et l'exercice du canon qui fonctionnait à la Servette, avait pris comme devise *Fulmina belli*².

Il est donc tout naturel que la société qui nous occupe se soit appelée *Bellotiens*, mot qui paraît dériver de *bellum*.

La société des Bellotiens joyeux n'a pas un grand passé ; elle ne pourra jamais être comparée aux nobles exercices de l'arc, de

¹ Cette observation est due à M. Emile Rivoire.

² Blavignac; *Armorial Genevois*, Genève, 1849, in-8, p. 146.

l'arquebuse et de la navigation, étant venue très tard au monde et ayant peu duré.

Cependant, si modeste soit-il, le nom de cette humble compagnie mérite ne pas être oublié, car il rappelle l'une des premières sociétés de tir fondée en marge des sociétés officielles et subventionnées par l'Etat. A une époque où tout était encore soumis à la réglementation des Conseils, l'éclosion de la Société des Bellotiens constituait une innovation : c'était un premier acheminement vers le régime de la liberté.

Eug. DEMOLE.

BULLETIN

DE

LA SOCIÉTÉ

D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

DE GENÈVE

Tome IV — Livraisons 7 et 8

OCTOBRE 1920 et JUIN 1921

GENÈVE

LIBRAIRIE A. JULLIEN

1922

Contenu des deux livraisons.

	Pages
Personnel de la Société	313 et 373
Mémoires, rapports, etc., présentés à la Société . .	321 et 377
Faits divers	337 et 396
Ouvrages reçus par la Société	339 et 397

Louis BLONDEL. — Notes d'archéologie genevoise (suite). Avec 1 planche et 7 figures	
VI. L'oppidum de Genève.	341
VII. Le Château de Genève.	362
Alfred CARTIER. — L'archéologie dans ses rapports avec l'histoire	398
Edouard FAVRE. — Max van Berchem, allocution .	406
Du même. — Jules Nicole et la Bibliothèque publique et universitaire, allocution	411
Du même. — Alfred Cartier, allocution.	415
Du même. — Bibliographie des travaux d'Alfred Cartier	425

Avis. — Les membres de la Société bénéficient de réductions importantes sur les prix de la plupart des publications indiquées à la quatrième page de la couverture. Ils sont priés de s'adresser directement au bibliothécaire.

Prière d'indiquer au Secrétaire (rue Calvin, 12) les changements d'adresse des destinataires du Bulletin.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

OCTOBRE 1920

Personnel de la Société.

Depuis le mois d'octobre 1919, la Société d'histoire et d'archéologie a reçu au nombre de ses membres effectifs :

- | | |
|-------------------------------------|---|
| 1919, 13 novembre, M ^{lle} | Lucile de GALLATIN. |
| | MM. Henri NAEF, bachelier en théologie. |
| 27 novembre, | Charles MURISSET. |
| | Julien BAUMGARTNER, licencié en droit. |
| 18 décembre, | Paul-Louis BADER, libraire-antiquaire. |
| 1920, 8 janvier, | Egmond d'ARCIS, maître à l'Ecole professionnelle. |
| | André BUNGENER. |
| | Louis MERCIER, inspecteur de l'enseignement primaire. |
| | Joseph MONGENET, licencié ès sciences sociales. |
| 22 janvier, | Ernest MORÉ. |
| 13 février, | Henri GRANDJEAN, licencié ès lettres. |
| | Louis-Léon PRICAM. |

26 février,	Victor de SENARCLENS, docteur en médecine.
29 avril,	André OLTRAMARE, licencié ès lettres.
6 mai,	Johannès WIDMER, docteur en philosophie. Albert RHEINWALD, licencié ès lettres. Albert OLIVET, bachelier en théologie, pasteur à Céligny. Rodolphe ELLÈS, licencié en droit, avocat. Edmond BRUWÆRT, ministre plénipotentiaire. M ^{lle} Emilie TREMBLEY.

Dans sa séance du 29 avril 1920, la Société a élu membres correspondants :

MM. Charles MARTEAUX, professeur agrégé au lycée Berthollet à Annecy, président honoraire de l'Académie Florimontane.

Hans NABHOLZ, docteur en philosophie, archiviste d'Etat, Zurich.

Elle a eu le regret de perdre deux membres effectifs: Paul-Louis LADAME (voir ci-après) et Henri HEYER (voir ci-après), et deux membres correspondants Albert de MONTET (voir ci-après) et Johannès DIERAUER (voir ci-après).

Le nombre des membres effectifs de la Société était de 260 au 31 octobre 1920.

Les études historiques ont tenu leur place dans la belle et féconde carrière du docteur Paul-Louis LADAME. Ce savant d'une grande culture appréciait à leur valeur et sut appliquer les méthodes d'une stricte documentation dans les recherches les plus variées qu'il poursuivait dans les domaines de la médecine

et de la sociologie. Il a donné également des preuves de son savoir et de sa curiosité érudite dans une série de monographies captivantes sur des sujets d'histoire des mœurs et des sciences.

Né à Neuchâtel le 15 juin 1842, docteur en médecine de l'Université de Berne en 1865, il fut tout d'abord médecin adjoint à l'hôpital Pourtalès en 1865 et 1866, puis médecin pratiquant au Locle de 1866 à 1878; après un nouveau séjour à Neuchâtel, il créa et dirigea de 1880 à 1883 l'orphelinat de Dombresson. C'est en 1884 qu'il vint s'établir à Genève et, le 26 janvier 1888, il fut reçu membre de la Société d'histoire.

Son activité fut celle d'un praticien de grand savoir doublé d'un homme de cœur et d'un philanthrope; ses publications comme les cours de privat-docent qu'il professa de 1884 à 1907 à l'Université ont trait à des questions de neurologie, de psychiatrie, d'anthropologie criminelle, de morale sociale; l'histoire ne fut point oubliée, soit qu'elle lui servît de guide et d'introduction aux problèmes spéciaux qu'il abordait, soit qu'elle l'entraînât à de longs dépouillements des procédures criminelles des Archives d'Etat sur les cas médico-légaux du XVII^e et du XVIII^e siècle.

Déjà dans un volume publié en 1879, à Neuchâtel, sur *Les orphelinats de la Suisse et des principaux pays de l'Europe*, il s'était plu à retracer l'histoire de l'assistance aux enfants abandonnés. Dans la suite, il consigna le résultat de ses recherches originales dans des notes et des articles d'intérêt plus particulièrement genevois tels que sa notice sur *L'électricité médicale à Genève au XVIII^e siècle*, parue en 1885 à Genève, ses études sur le *Procès criminel de la dernière sorcière brûlée à Genève le 6 avril 1652*, (Paris, 1888, in-8), sur *Les possédés et les démoniaques à Genève au XVIII^e siècle*¹, et sur *Les mandragores ou diables familiers à Genève au XVI^e et au XVII^e siècles* (M. D. G., t. XXIII, 1892, p. 237-281), enfin l'hommage qu'il rendit à *Un médecin alié-*

¹ *Etrennes chrétiennes*, 19^{me} année (1892), p. 156-220.

niste genevois précurseur, *Gaspard de la Rive, 1770-1834*, (Genève, 1907, in-8).

Citons encore les publications historiques de ses dernières années: *Un prophète cévenol à Genève. Procès criminel de Jean-Jacques Doladille mystique et érotomane, 1731*, dans les *Archives d'anthropologie criminelle*, t. XXVI, 20^{me} année, 1911, p. 837-861 et 902-938.

Un épisode des relations de Voltaire avec Genève. L'esclandre du samedi 16 juin 1770 à la porte de Cornavin, dans le *Bulletin*, t. III (1911), p. 230-261.

Michel Servet, dans le *Bulletin de l'Institut national genevois*, t. XLII (1914), p. 225-319.

Paul Ladame a été l'objet de multiples distinctions. En 1916, il était nommé correspondant de l'Académie de médecine de Paris; vice-président de l'Institut national genevois dès 1918, membre fidèle et assidu de notre Société, il est mort à Genève le 21 octobre 1919¹.

On a dit d'Henri HEYER que, fils d'archiviste et petit-fils de pasteur, il avait su garder et maintenir ce double héritage. Rien n'est plus juste. Pasteur, homme d'action, excellent administrateur, Henri Heyer a apporté dans ses multiples occupations, le souci et le respect de la tradition, une connaissance approfondie des expériences et des précédents, un culte du passé qui ont fait de lui, en même temps qu'un homme de bon conseil, un historien d'un réel mérite. Au sein du corps pastoral auquel il appartenait de toutes les fibres de son âme, il incarnait l'histoire de l'Eglise de Genève qu'il écrivit et qu'il vécut en même temps. Il laisse un haut exemple de culture et de travail.

Né à Genève le 13 septembre 1846, fils de Théophile Heyer, qui fut de 1866 à 1871 directeur des Archives d'Etat et présida

¹ Voir sur le docteur Paul-Louis LADAME, la notice nécrologique du docteur François Naville dans les *Archives suisses de neurologie et de psychiatrie*, 1919, t. V, fasc. 2, tiré à part, 12 pages et 8 portraits. Pour sa bibliographie voir: Ch. Soret, *Catalogue..... de l'Université* (1896) p. 367-372; Ch. Julliard et F. Aubert, *Catalogue..... de l'Université*, (1909) p. 376-380; *Bulletin*, t. II, p. 265.

la Société d'histoire en 1869 et en 1870, Henri-Laurent Heyer termina en 1873 ses études de théologie par une thèse de licence, qui d'avance indique le sens de sa carrière d'historien et de pasteur : *Guillaume Farel, essai sur le développement de ses idées théologiques* (Genève, 1872, in-8).

Consacré au Saint-Ministère le 21 décembre 1873, il exerça des suffragances à Baulmes (1874), Estavayer-le-Lac (1874), Cossonay (1875-1876); il fut ensuite pasteur à Baulmes de 1876 à 1879 et enfin à Jussy de 1880 à 1884.

Retiré du ministère actif cette dernière année et fixé à Genève, il n'en consacra pas moins et jusqu'à sa mort toutes ses forces et tout son talent au service de l'Eglise et de la Cité.

Dans l'Eglise, il fut secrétaire de la Compagnie des pasteurs (1882-1885), secrétaire-adjoint du Consistoire (1901-1903), bibliothécaire-archiviste de la Compagnie (1893-1911) et archiviste honoraire depuis cette dernière année. Il prit une part active et souvent prédominante à la direction de plusieurs œuvres tant laïques qu'ecclésiastiques, telles que la Société de secours religieux pour les protestants disséminés qu'il présida de 1903 à sa mort, la Société biblique dont il raconta les cinquante premières années dans le *Compte rendu* du 16 février 1919 (p. 17-30), la Société d'utilité publique, la Société de lecture, la Société du Musée historique de la Réformation. Il fut également membre fondateur des sociétés de Patronage des aliénés et de l'Entr'aide aux protestants.

A côté de cela, Henri Heyer donna une grande part de sa vie aux travaux historiques. Membre de la Société d'histoire, dès le 14 novembre 1872, il fut avant tout l'archiviste de la Compagnie des pasteurs. Avec Auguste Bouvier, il publia en 1896, le *Catalogue de la bibliothèque de la Compagnie* puis en 1898, le *Catalogue des thèses de théologie soutenues à l'Académie de Genève pendant les XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles*, dont l'introduction donne un intéressant historique de la Faculté de théologie de 1559 à la fin du XVIII^e siècle.

Son nom restera attaché à deux gros ouvrages qui, par leurs mérites et les services qu'ils rendent, lui assurent la reconnais-

sance des historiens genevois et peuvent être considérés comme l'hommage de son érudition à la vénérable institution à laquelle il était passionnément attaché: l'Eglise nationale protestante. Ce sont: *L'Eglise de Genève, esquisse historique de son organisation suivie de ses diverses constitutions et de la liste de ses pasteurs et professeurs* (Genève, 1909, in-8) et, avec la collaboration de M. Eugène Pallard, *Bibliographie de l'Eglise de Genève, 1^{re} partie (constitutions, histoire, biographies)*, dans la *Bibliographie nationale suisse*, fasc. V 10e α ; tiré à part, Berne, 1918, in-8.

Henri Heyer avait réuni d'amples matériaux pour la suite de ce utile recueil. Il est mort à Genève le 23 novembre 1919 avant d'avoir pu mettre en œuvre tous les résultats de ses recherches¹.

Albert de MONTET est mort à Vevey le 10 janvier 1920. En lui décernant le titre de membre correspondant, le 28 janvier 1882, alors qu'il était secrétaire de la Société d'histoire de la Suisse Romande, la Société d'histoire de Genève voulait sans doute reconnaître les mérites d'un ouvrage qui est resté un précieux instrument de travail, le *Dictionnaire biographique des Genevois et des Vaudois* (Lausanne, 1877-1878, 2 vol. in-8). Au moment où il publiait ces deux gros volumes, Albert de Montet était encore officier au service d'Autriche. Né à Vevey le 15 avril 1845, officier de uhlans puis de dragons autrichiens de 1864 à 1879, il rentra au pays en cette dernière année; fixé à Vevey, à Corseaux puis à Chardonne de 1888 à 1903, il revêtit diverses fonctions publiques et des magistratures municipales.

Citoyen dévoué, membre zélé des sociétés et des commissions historiques, Albert de Montet fut, pour son canton et particulièrement pour la région de Vevey, un consciencieux et laborieux

¹ Voir pour la biographie d'Henri HEYER les deux articles de Charles Genequand dans la *Semaine religieuse* des 20 et 27 décembre 1919. Pour sa bibliographie cf. *Bulletin*, t. II, p. 261. Ajoutons son esquisse de l'histoire de l'assistance à Genève parue sous le titre de: *Les origines et le but des diaconies*, dans *Les diaconies de la Ville de Genève* (Genève, 1901, in-8, p. 7-34).

historiographe. De ses lectures, de ses recherches, de ses longues séances dans les archives locales et cantonales vaudoises sont issues une ample documentation manuscrite et de bonnes publications. Les plus importantes sont, outre le *Dictionnaire*, ses *Extraits de documents relatifs à l'histoire de Vevey*, dans les *Miscellanea di Storia italiana*, t. XXII (Turin, 1884, in-8), *Madame de Warens et le Pays de Vaud*, dans les *Mémoires et Documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, 2^{me} série, t. III (1891), p. 1-254, et de nombreux articles dans la *Bibliothèque universelle*, la *Revue historique vaudoise*, le *Dictionnaire historique du canton de Vaud*.

En 1918, Albert de Montet fit don à la ville de Vevey de six volumes manuscrits de généalogies de familles bourgeoises veveysannes, enrichies de notices historiques. Homme d'un commerce agréable et sûr, il laisse le souvenir d'un érudit de bonne compagnie, aimable, laborieux et complaisant, qui a su travailler utilement pour son pays.

Johannes DIERAUER, né en 1842 à Berneck (canton de Saint-Gall), est décédé à Saint-Gall le 14 mars 1920. Professeur à l'école réale de Flawil de 1864 à 1867, puis étudiant aux universités de Zurich (où il fut l'élève de Budinger et de Georges de Wyss), de Bonn et de Paris, Dierauer revint occuper le poste de professeur d'histoire nationale et générale au collège de Saint-Gall jusqu'en 1907¹. Il fut, en outre, de 1874 à sa mort, directeur de la bibliothèque de la Ville. Notre Société l'avait élu membre correspondant le 23 février 1888, et c'est à ce titre, en même temps que comme représentant de la Société d'histoire de Saint-Gall, qu'il vint à Genève, le 13 mars 1913, fêter le 75^{me} anniversaire de notre Société. Dierauer apporta en hommage de la Société d'histoire de Saint-Gall une plaquette rédigée par lui, *Genf und St-Gallen, 1591* (Saint-Gall, 1913, in-8 de 15 p.)². Citons parmi les œuvres de cet historien fécond : *Beiträge zu einer kritischen*

¹ Voir *Indicateur d'histoire suisse*, 51^{me} année, nouv. série, t. XVIII, 1920, fasc. 3 et 4, p. 155, et *Journal de Genève* du 18 mars 1920.

² Voir *Mémorial des années 1888-1913*, p. 73.

Geschichte Trajans (dans les *Untersuchungen zur römischen Kaisergeschichte* du professeur Budinger, Leipzig, 1868); *Die Schlacht am Stoss, Geschichte und Sage* (dans l'*Archiv für schweiz. Geschichte*, t. XIX, 1914, p. 1-40); *Das Toggenburg unter äbtischer Herrschaft* (dans le *Neujahrsblatt des historischen Vereins des Kantons St. Gallen*, 1875, in-4 de 24 p.); *St. Gallens Anteil an den Burgunderkriegen* (*ibid.*, 1876, in-4 de 15 p.); *Der Kanton St. Gallen in der Mediationszeit und in der Restaurationszeit* (*ibid.*, 1877 et 1878, in-4 de 23 et 24 p.); *Karl Müller von Friedberg*, (St-Gall, 1884); *Rapperswil und sein Uebergang an die Eidgenossenschaft* (dans le *Neujahrsblatt des historischen Vereins des Kantons St. Gallen*, 1892, in-4 de 16 p.); *Ernst Götzinger* (*ibid.*, 1897, in-4 de 54 p.); *Die Stadt St. Gallen im Jahre 1798* (*ibid.*, 1899, in-4 de 28 p.); *Die Stadt St. Gallen im Jahre 1799* (*ibid.*, 1900, in-4 de 22 p.); *Der Kanton St. Gallen in der Regenerationszeit* (*ibid.*, 1902, in-4 de 31 p.). La grande œuvre de sa vie a été sa *Geschichte der schweizerischen Eidgenossenschaft*. D'un style clair, sans détails superflus ni lourdeurs, d'une lecture attachante, l'*Histoire* de Dierauer est un monument magistral qui a valu à son auteur la réputation, bien méritée, d'historien national².

¹ Gotha, 1887-1917, 5 vol. in-8; trad. française, par Aug. Reymond, Lausanne, 1911-1919.

² Voir, pour la bibliographie complète et la biographie de Dierauer : Oscar Fässler, *Johannes Dierauer, ein Lebensbild*, St-Gall, 1921, in-4, de 51 p., avec 1 portrait et 5 illustrations.

Mémoires, Rapports, etc.

présentés à la Société

du 13 novembre 1919 au 6 mai 1920.

878. — *Séance du 13 novembre 1919.*

Paul-Louis Ladame, notice biographique par **M. Paul-E. MARTIN**, président. — Impr. ci-dessus, p. 316.

Le rectorat de Gaspard de la Rive et la réorganisation des études dans l'Académie à l'époque de la Restauration, par **M. Charles BORGEAUD**. — Fragment du t. III (en préparation) de son *Histoire de l'Université de Genève*.

879. — *Séance du 27 novembre 1919.*

Henri Heyer, notice biographique par **M. Paul-E. Martin**, président.

L'auteur des Annales de Savyon, par **M. Albert CHOISY**.

Divers auteurs ont attribué au syndic Jean Savyon (1565-1630) une compilation d'écrits sur l'histoire de Genève, désignée le plus souvent sous le nom d'Annales et qui s'arrête en 1603. Les motifs de cette attribution et les doutes qu'elle a soulevés ne sont exposés nulle part. M. Choisy a relevé dans le récit de la guerre contre la Savoie, qui est tiré mot à mot des *Mémoires de la Ligue*, un certain nombre d'intercalations; la plus importante concerne une démarche auprès du général de Watteville, faite, à la place de Varro, empêché, par sa cornette; les détails donnés à cette occasion permettent de considérer cet officier comme l'auteur de l'intercalation et par conséquent du recueil. Il résulte des comptes de la cavalerie¹ et d'un passage des Registres du Conseil² que la cornette de Varro était à l'époque en question Jaques Savyon (mort en 1613 à 67 ans), membre du

¹ Genève, Arch. d'Etat, Milice et garnison, vol. 13, fol. 3.

² Vol. 85, fol. 248 v. 14 octobre 1590.

Deux-Cents, frère aîné et consanguin de Jean. Cela explique soit la tradition, qui ne s'est trompée que sur le prénom à cause de la plus grande notoriété du syndic, soit l'absence dans les Annales de détails sur les négociations auxquelles Jean Savyon a pris part. Edouard Fick a imprimé en 1858 la première partie de ces Annales, jusqu'en 1527.

Un fragment inédit d'Ephore, par M. Victor MARTIN.

Dans le 13^{me} volume des *Oxyrhynchus Papyri* (Londres, 1919) sous le numéro 1610, MM. Grenfell et Hunt ont publié des fragments, malheureusement fort mutilés, d'un historien grec. Ils concernent les événements postérieurs aux guerres médiques dont le récit nous a été conservé par Thucydide, Diodore et Plutarque dans certaines biographies. Le texte du papyrus est très voisin de Diodore, avec lequel il coïncide parfois textuellement, mais il est en général plus complet. Les éditeurs en concluent que l'historien du papyrus est la source de Diodore pour la période en question, et comme certains faits rapportés dans le papyrus sont cités par Plutarque expressément d'après Ephore, ils attribuent le texte découvert à ce dernier historien. Malgré leur peu d'étendue, ces fragments permettent d'apprécier la méthode employée par Diodore dans l'utilisation de ses sources. Il apparait comme entièrement dépendant d'elles et son manque absolu d'originalité est racheté par la connaissance assez précise qu'il nous donne d'historiens dont les œuvres originales n'ont pas été conservées. En somme la nouvelle découverte confirme et précise les résultats obtenus jusqu'ici par la critique en ce qui concerne Diodore.

Au congrès d'Aix-la-Chapelle (1818); journal de Jean-Gabriel Eynard, commun. par M. Henri LE FORT.

Ferdinand d'Autriche, devenu grand-duc de Toscane en vertu du congrès de Vienne, appela, en 1816, Jean-Gabriel Eynard pour rétablir les finances de son Etat, connaissant les services qu'il avait rendus dans ce domaine à ses prédécesseurs. Puis en 1818, il le pria de se rendre à Aix-la-Chapelle, où étaient réunis les souverains des grandes puissances et divers hommes politiques qu'Eynard avait connus au Congrès de Vienne, pour appuyer, à côté de son envoyé officiel le Commandeur Karcher, diverses revendications. Ce n'est pas l'accomplissement de cette mission qui fait l'intérêt des notes laissées par Eynard sur son séjour à Aix-la-Chapelle du 18 octobre au 5 novembre, avec M^{me} Eynard-Lullin et M. et

M^{me} Beaumont-Lullin, mais les conversations qu'il y eut avec plusieurs des personnages qu'il avait connus à Vienne : le prince de Metternich, le duc de Richelieu, lord Castlereagh, Pozzo di Borgo, Capo d'Istria, conversations qui roulèrent sur les conséquences du Congrès de Vienne, l'avenir de l'Europe, l'état de la Suisse et de Genève ; Eynard traita, en particulier, plusieurs questions intéressant Genève avec Capo d'Istria qui l'assura de nouveau de son fidèle attachement à cette cité dont il était fier d'être citoyen.

880. — *Séance du 18 décembre 1919.*

Les anciennes marques familiales suisses, par M. Henry DEONNA.

On désigne sous le nom de marques de maisons, signes de maisons, marques domestiques ou familiales, des signes distinctifs de propriété consistant en dessins linéaires, en emblèmes, en lettres ou en chiffres. Ils étaient apposés sur les objets mobiliers formant le ménage rural ou alpestre : ustensiles, objets en bois, pièces de bois, quelquefois le linge ; on marquait aussi le bétail sur les cornes et les oreilles, cette application au fer rouge existe encore, surtout au Tessin.

Les formes des signes varient à l'infini ; on peut les diviser en plusieurs grandes classes : lignes horizontales, verticales, obliques ; croix avec ses multiples composés ; triangle dont les variantes sont innombrables ; carré ; puis les crochets (*hacken*) qui se prêtent à des combinaisons variées ; enfin des emblèmes : clefs, globe, ustensiles de ménage, etc. ; les lettres, les chiffres romains, etc. Rechercher l'origine de ces dessins présente un vif intérêt, mais offre de grandes difficultés car les documents font défaut. Faut-il voir dans ces signes une survivance des caractères runiques ? en tout cas, plusieurs sont des graphiques ou des emblèmes remontant à la plus haute antiquité et d'un usage prophylactique, mystique ou religieux.

Les marques de maisons sont antérieures aux armoiries, qui ne datent que des croisades ; le blason, principalement dans l'économie rurale et bourgeoise, a héraldisé souvent les marques en leur donnant les émaux distinctifs, en les accompagnant d'autres meubles et en les adoptant comme cimiers. La noblesse féodale ne les a jamais employées et rarement la noblesse plus récente.

La loi des *brisures*, usitée en héraldique, se retrouve dans l'emploi des marques : elle consiste à modifier le signe ancestral par des adjonctions ou des transformations.

Au point de vue du droit, la marque est un signe distinctif de propriété, elle a un caractère individuel, présume la propriété. Les lois récentes ignorent cette institution et la jurisprudence est désarmée dans la plupart des cas.

La Suisse, si riche en signes de maisons, n'en a plus guère que dans le Valais, le Tessin et les Grisons; le Jura conserve encore les marques à feu pour le bois. Le progrès, l'écriture, les moyens de transport sont les causes principales de cette disparition.

881. — *Séance du 8 janvier 1920.*

Rapport du président (M. Paul-E. MARTIN) et du trésorier (M. Henri NECKER).

Les origines de la Bibliothèque de Genève; ses premiers fonds, son premier catalogue (1572); avec exposition de livres, par M. Frédéric GARDY.

Bonivard ne fut pas, comme le dit Senebier, le fondateur de la Bibliothèque de Genève, puisque d'une part ses livres n'y entrèrent qu'après sa mort (1570) et que d'autre part la Seigneurie les lui avait achetés de son vivant. En réalité, la Bibliothèque fut fondée par Calvin, en même temps que le Collège et l'Académie (1559); il existait bien, depuis quelques années déjà, un dépôt de livres à la Maison de Ville, dénommé un peu pompeusement « librairie de la Seigneurie », contenu dans une armoire de la Chambre des Comptes et constitué surtout par les livres remis par les imprimeurs genevois; mais ce dépôt n'était pas organisé en bibliothèque et il fut par la suite incorporé à la Bibliothèque du Collège.

La fondation de la Bibliothèque ne résulte pas d'un acte formel, mais elle fut nécessitée par la création de l'Académie et, dès 1560, il est question de la Bibliothèque du Collège et du local qu'il est nécessaire de lui réserver dans le bâtiment de Saint-Antoine. Elle s'accrut au moyen d'achats, tels que celui de livres ayant appartenu à Calvin (1564) et de la bibliothèque de Pierre Martyr, le réformateur zuricois (1565).

C'est à la Compagnie des Pasteurs qu'incomba dès le début, et pendant près de trois siècles, la surveillance de la Bibliothèque, et le « Principal » du Collège, — un théologien, — fut pendant longtemps chargé des fonctions de bibliothécaire. La nouvelle institution resta pauvre et mal administrée

jusqu'à la fin du XVII^e siècle; les ressources étaient très modestes et le dépôt légal très irrégulièrement observé par les imprimeurs. Ce n'est qu'à partir de 1702 qu'elle prit un nouvel essor sous l'impulsion de Jean-Alphonse Turretini et de J.-R. Chouet.

M. Gardy décrit le premier catalogue de la Bibliothèque (ms), daté de 1572, et tire du contenu des premiers feuillets des indications sur le plus ancien fonds de la Bibliothèque. Il a pu retrouver sur les rayons de la Bibliothèque une grande partie des ouvrages sommairement indiqués dans ce catalogue et il présente quelques-uns des plus curieux.

Pour cette première période, les sources de l'histoire de la Bibliothèque sont presque exclusivement les registres du Conseil et de la Compagnie des Pasteurs, et quelques catalogues manuscrits conservés dans les archives de la Bibliothèque.

(Voir l'article de M. Frédéric Gardy intitulé: *Les livres de Pierre Martyr Vermigli conservés à la Bibliothèque de Genève*, dans l'*Indicateur d'histoire suisse*, 50^{me} année (1919), nouv. série, t. XVII, p. 1-6 et 182.)

882. — *Séance publique du 22 janvier 1920, tenue à l'Aula de l'Université.*

Albert de Montet, notice biographique par M. Paul-E. MARTIN, président.

Pourquoi devons-nous protéger nos monuments historiques? par M. Waldemar DEONNA. — Impr. dans la *Revue mensuelle*, 21^{me} année (1920), p. 317-324 et 363-366; tiré à part, s. l. n. d., in-8 de 8 p.

Nos monuments historiques, description, avec projections lumineuses, par Louis BLONDEL.

A l'aide de projections lumineuses, M. Blondel montre les monuments qui doivent être classés et protégés. Il débute par les pierres du Niton et la rade de Genève, site remarquable. Puis il fait défiler nos principaux édifices publics et privés. Il faut une loi de protection sauvegardant aussi nos sites menacés par l'extension urbaine. L'histoire se trouve non seulement dans les documents écrits, mais aussi dans les monuments qui nous entourent.

La loi sur la protection des monuments historiques, par M. Camille MARTIN.

M. Martin expose le projet de la loi sur les monuments historiques, en indique les lignes directrices et le but. Cette loi ne doit pas être une restriction apportée à la liberté individuelle du propriétaire du fonds ou du monument, mais doit être préventive et empêcher les démolitions inconsidérées ou hâtives. Elle donnera aux autorités les pouvoirs nécessaires au classement de tel ou tel monument dans la catégorie des « monuments historiques » et en favorisera ainsi la conservation. Genève est actuellement le seul canton romand qui n'ait pas encore une loi sur les monuments historiques et il est à souhaiter qu'il en soit très prochainement doté. M. Martin termine en rappelant que même la loi la mieux faite ne pourra être efficacement appliquée à la protection des monuments que si tous les citoyens sont bien convaincus de leur intérêt et de leur utilité pour l'histoire de notre pays.

883. — *Séance du 12 février 1920.*

Compte rendu, par M. Eugène RITTER, de l'ouvrage de M. Georges Goyau, intitulé: *Une Ville-Eglise: Genève, 1535-1907.* (Paris 1919, 2 vol. in-8.) — Impr. dans le *Bulletin de la Société d'histoire du protestantisme français*, 68^{me} année, 1919, p. 307-315.

Un poème inédit d'Othon de Grandson, par M. Arthur PIAGET.

M. Piaget relève tout d'abord les variations et les contradictions des historiens (Cibrario, Charrière, Carrard, Sequanus, Bruchet) au sujet d'Othon de Grandson, accusé d'avoir fait empoisonner le Comte rouge; puis il résume l'ouvrage de M. Giovanni Carbonnelli, *Gli ultimi giorni del Conte Rosso e i processi per la sua morte* (Pinerolo, 1912, *Bibliotheca della Società storica subalpina*, t. LXVI), d'après lequel le Comte de Savoie serait mort du tétanos. M. Piaget étudie ensuite d'après deux manuscrits, malheureusement incomplets, (Bibliothèque nationale à Paris, n° 1727, fol. 94-124, et Bibliothèque nationale à Bruxelles, nos 10961-10970, fol. 80-III) un poème de 3000 vers, *Le livre de Messire Ode*, dans lequel se trouvent intercalés des ballades, des chansons, des complaintes, un débat et une lettre en prose. Voir *Revue historique vaudoise*, 28^{me} année (1920), p. 222.

884. — Séance du 26 février 1920.

La grotte de Cotencher, station préhistorique, son importance chronologique, avec projections lumineuses, par M. Raoul **MON-TANDON**. — Voir *Journal de Genève* du 2 septembre 1920.

L'emplacement de la Salle « Boytet » à l'enseigne de la Croix-d'or, où Froment tint son école en 1539, par M. Raoul **CAMPICHE** — Impr. dans *Le Protestant libéral de Genève*, 14^{me} année, n° 4 du 15 avril 1920, p. 2-4, et dans *La Tribune de Genève* du 1^{er} mai 1920.

885. — Séance du 11 mars 1920.

Note sur la date de la construction de la villa romaine de La Grange, par M. Alfred **CARTIER**.

L'examen de l'appareil des murs de la villa romaine signalée, dès 1888, dans le parc de La Grange a engagé son dernier explorateur, M. Louis Blondel, à assigner la date du 1^{er} siècle après J. C. à la construction de la partie la plus ancienne de cet édifice. On doit cependant considérer que ce procédé de datation, généralement exact pour l'Italie, ne présente pas toujours la même précision dans les provinces où se sont produits par fois des prolongements et des retours.

Il y aurait quelque intérêt à rechercher dès lors si, par une autre méthode, c'est-à-dire par les moyens d'investigation qu'offre la céramique, on ne pourrait pas obtenir la confirmation de la date proposée et même serrer la question de plus près. Sans doute, les objets trouvés dans les fondations de la villa sont extrêmement rares, tout ce qui avait quelque valeur ayant dû être emporté par les habitants au moment où ils ont abandonné les lieux, mais, par une rencontre singulière, les trois fragments de poterie romaine recueillis sur place vers 1888 et ultérieurement remis au Musée d'art et d'histoire par le propriétaire, William Favre, sont tous les trois caractéristiques et de nature à fournir au problème posé une réponse concordante.

Les deux premiers sont des tessons de vases rouges unis, portant l'un l'estampille du potier *Secundus*, l'autre celle d'*Amandus*. On sait d'autre part que ces deux fabricants étaient établis à la Graufesenque chez les Ruthènes (Aveyron) et que ce grand centre céramique gallo-romain, dont l'activité coïncide avec le premier siècle de l'ère chrétienne, a commencé à

apporter ses produits jusqu'en Angleterre, en Italie et sur le Rhin, à partir des environs de l'an 16, pour disparaître assez brusquement au début du II^e siècle après J. C., sans doute sous le coup de la concurrence d'un autre centre non moins célèbre, celui de Lezouy chez les Arvernes. Il est permis, en conséquence, de conclure de cet ensemble de faits que la villa romaine de La Grange, dans sa partie la plus ancienne, était déjà construite à l'époque où les ateliers de la Graufesenque envoyaient leurs produits à Genève et que cette date ne saurait être postérieure aux premières années du II^e siècle. Mais ce résultat peut être mieux précisé encore grâce à la présence, dans les substructions de l'édifice, du troisième fragment signalé plus haut, bol orné à panse carénée, dont la forme porte le numéro 29 dans la classification admise depuis les travaux de Dragendorff et qui, par la nature et l'aspect de la pâte, le lustre très brillant du vernis, ainsi que par les sujets de l'ornementation, appartient aussi sans conteste à l'un des ateliers de la Graufesenque. Le point à retenir est que cette forme 29 avait entièrement achevé son évolution *vers l'an 80* et disparut alors très rapidement pour être remplacée par le bol hémisphérique à une seule zone figurée, connu sous le nom de forme 37. On est conduit de la sorte à placer la construction du premier bâtiment de La Grange antérieurement aux environs de l'année 80, présomption fortifiée encore par le fait que le potier Secundus, signalé dans les substructions de la villa, a dû exercer, en partie tout au moins, son industrie avant cette date, deux vases de forme 29 trouvés à Rome portant son estampille.

Ce ne serait pas, en tout cas, un procédé de saine méthode d'objecter aux considérations précédentes que les vases trouvés à La Grange peuvent y avoir été apportés longtemps après l'époque de leur fabrication, en sorte que la détermination de leur date ne saurait préjuger celle de la construction. Il ne s'agit pas ici d'objets rares et précieux, recherchés par les amateurs du temps et conservés avec soin, mais d'une vaisselle d'usage courant, fragile et cassante, que l'on remplaçait constamment comme le montrent les innombrables tessons recueillis sur tous les points où la civilisation romaine a laissé des traces, et dont la clientèle suivait docilement les variations de la mode. C'est ainsi, pour n'en donner qu'un exemple, que le bol 29 a presque immédiatement disparu lorsque la forme 37, plus pratique et d'exécution moins coûteuse, a fait son apparition sur les marchés de la Gaule.

L'oppidum gaulois de Genève, par M. Louis BLONDEL. — Impr. ci-après, p. 341.

886. — Séance du 25 mars 1920.

Johannes Dierauer, notice biographique, par M. Paul-E. MARTIN, président.

Conjecture sur le nom de Romainmôtier, par M. Ernest MURET.

L'opinion généralement admise de la fondation de Romainmôtier par saint Romain, au V^e siècle, est échafaudée sur le nom même de cette maison religieuse. Aucun des faits qu'on a très ingénieusement mis en lumière pour la défendre n'est probant par lui-même. Le *Cartulaire* attribue la fondation à l'un des rois mérovingiens du nom de Clovis, et Jonas de Bobbio, vers 642, nomme comme fondateur un contemporain de Clovis II (639-657), le duc Chramnelenus, dont la femme Ermentrude fondait, vers le même temps, le prieuré de Baulmes.

Or, du VII^e au X^e siècle, le nom de Romainmôtier apparaît à plusieurs reprises sous la forme *Romanis monasterium*, tandis que le nom de saint Romain est toujours fléchi conformément au paradigme de la deuxième déclinaison latine : *Romanus, Romani*. Les noms masculins soumis à cette époque à la déclinaison en — *a*, — *anis*, sont presque exclusivement des noms gothiques ou burgondes; et l'ordre dans lequel se succèdent les éléments du composé Romainmôtier ne s'observe que dans des noms de lieu formés de noms de personnes germaniques. Le génitif *Romanis* ne serait-il pas celui de la forme familière, hypocoristique, du nom de Chramnelenus, le francique *Chramno*, dont l'équivalent burgonde devait être *Chramna* ? Ce n'est qu'une conjecture; mais aucune autre explication ne concilie aussi bien les données fournies par la tradition avec celles de la science onomastique.

La « Collection Galiffe » aux Archives d'Etat, par M. Paul-E. MARTIN.

Grâce aux dispositions testamentaires du colonel Aymon Galiffe, décédé à Genève le 26 octobre 1915 et à la large et généreuse interprétation qui en a été donnée par M^{lle} Lina Galiffe, les Archives, la Bibliothèque et le Cabinet de Numismatique de Genève sont entrés en possession d'un ensemble important de livres, manuscrits et sceaux. La part qui a été attribuée aux Archives d'Etat comprend : *a)* des documents originaux, *b)* diverses liasses de la famille Galiffe et de 62 autres familles genevoises, *c)* les copies de documents, les études faites sur les sources de l'histoire de

Genève, les travaux héraldiques et généalogiques de Jaques-Augustin dit James Galiffe (1776-1853), de Jean-Barthélemy-Gaïfre dit John Galiffe (1818-1890), de Gustave-Amédée-Gaïfre dit Aymon Galiffe (1855-1915).

A leur entrée aux Archives toutes ces pièces ont été inventoriées et analysées, puis classées dans les séries anciennes ou les séries nouvelles selon la distribution suivante :

1^{re} catégorie.

a) Pièces à reclasser au Portefeuille historique (P. H.) ou au supplément (P. H. Suppl.), 212 articles (chaque article comprenant un nombre variable de pièces) pour les années 1291 à 1789.

b) Pièces à reclasser aux Procès-criminels, 1^{re} et 2^{me} série. 433 articles, 1417 à 1686.

c) Trésorerie (comptes, mandats et quittances), 51 articles, 1362 à 1757.

d) Fiefs, 1297 à 1584, 26 articles.

e) Fonds divers, 1444 à 1777, 10 articles.

f) Lettres de bourgeoisie, 3 pièces de 1533, 1594 et 1633.

2^{me} catégorie.

Archives de famille (surtout les familles Galiffe, Des Gouttes, Calandrini, Guainier, Thellusson, Weber).

3^{me} catégorie.

106 volumes, manuscrits ou imprimés avec des annotations manuscrites, liasses de notes et copies, représentant les matériaux et les copies réunis par J.-A. Galiffe pour ses études et travaux d'histoire genevoise, de généalogie et d'héraldique, complétés et augmentés par J.-B.-G. et Aymon Galiffe. Cette série a été classée à part, comme collection annexe des Archives d'Etat, sous le titre de « Manuscrits Galiffe ».

L'inventaire manuscrit de ces trois catégories de pièces, avec l'indication de leurs nouvelles cotes, a été terminé en 1918. Il forme un registre de 146 pages in-fol. et reste à la disposition des chercheurs à la salle de travail des Archives d'Etat.

En présentant cet inventaire, M. Paul-E. Martin retrace l'histoire de la première catégorie des pièces qu'il contient, soit des documents genevois connus sous le nom de Collection Galiffe. L'existence de cette collection a été pour la première fois signalée par une note du bibliophile Jacob (Paul Lacroix) dans un *Catalogue de livres manuscrits*, édité par l'Alliance des Arts à Paris, pour une vente qui devait avoir lieu les 23, 24 et 26 janvier 1846, et par l'enquête menée à Paris à la demande de la Commission des Archives de Genève par Henri-Léonard Bordier. M. Bordier put communi-

quer à la Commission la copie d'un inventaire des pièces que J.-A. Galiffe avait offertes en vente à la Direction de la Bibliothèque royale et intitulée « Contenu de l'Album historique de M. Galiffe ».

Interrogé à Florence, où il résidait alors, sur l'origine de sa collection par l'archiviste Louis Sordet et sollicité de replacer les pièces qui la composaient aux Archives de Genève, J.-A. Galiffe fournit dans une lettre datée du 12 mai 1846 des explications qui ont été dès lors souvent rééditées. (Archives d'Etat, Archives D. I.); selon lui la collection avait une double provenance :

1^o Les procédures criminelles abandonnées sur le sol du galetas de l'Hôtel-de-Ville, considérées comme papiers de rebut et sauvées par J.-A. Galiffe, qui en fit transporter la plus grande partie aux Archives, sans avoir pu empêcher qu'auparavant un magistrat genevois ait pris dans ce grenier du papier pour « bastigner » une barque.

2^o Des lettres et pièces historiques parvenues à J.-A. Galiffe par partage et par don. Dans une précédente lettre datée de Peney le 10 octobre 1840, en réponse à une circulaire de la Commission des Archives et en restituant une dizaine de pièces, J.-A. Galiffe avait une première fois donné cette explication, qu'on retrouve confirmée et développée dans la *Notice sur la vie et les travaux de J.-A. Galiffe, C. G.*, publiée par J.-B.-G. Galiffe (Genève, 1856, in-8), p. 71-80, et dans la *Deuxième lettre d'un protestant genevois*, du même auteur (Genève, 1880, in-8 de 51 p.) Henri Bordier venait en effet de rappeler les négociations engagées à Paris par J.-A. Galiffe pour la vente de sa collection et de publier une partie de l'inventaire de celle-ci dans sa brochure : *L'Ecole historique de Jérôme Bolsec* (Genève 1880, in-8), p. 52-72. Il répondit en affirmant à J.-B.-G. Galiffe que les quelque 200 dossiers de la Collection Galiffe provenaient bien des Archives de la République de Genève (*France protestante*, t. III, 1881, col. 1099-1103).

M. Paul-E. Martin déclare que l'examen des pièces originales entrées aux Archives en 1915 ne laisse plus subsister aucun doute sur l'origine de la « Collection Galiffe ». A part les documents des archives de famille, conservés en une série spéciale comme tels, les lettres et les pièces historiques, comme les procédures criminelles, proviennent bien des Archives de Genève. Leur caractère de papiers d'Etat, les cotes anciennes dont ils sont pourvus, le fait que des pièces et des liasses sont fragmentées entre les Archives et la Collection Galiffe sont autant de preuves de leur appartenance originelle au dépôt d'Archives de la République et Canton de Genève. En 1830, J.-A. Galiffe lui-même désigne comme étant aux Ar-

chives au moins 29 lettres du curé de Bonneville (1510-1519) qui ont passé depuis dans sa collection (*Matériaux pour l'histoire de Genève*, Genève 1830, in-8, p. 18; cf. P. H. 864, et Inventaire des Archives n° 42.) M. Martin compare ensuite le tableau que fait J.-A. Galiffe du désordre des procès criminels et des fuites qui se produisirent à l'époque de la Restauration parmi les papiers de rebut avec les renseignements qu'il a recueillis de son côté.

A la fin du XVIII^e siècle, les procédures criminelles occupaient une chambre au deuxième étage de la Tour Baudet, là se trouvaient encore deux chambres remplies de vieux papiers; c'est également à cet étage que dès la fin du XVII^e siècle on avait porté les mandats et parcelles des XVI^e et XVII^e siècles (Inventaire de 1687, Archives A 5, fol. 37 verso). Pendant l'époque française on établit dans ces locaux le procureur impérial et son greffier. Les procédures criminelles se trouvent dès lors reléguées en désordre dans le grenier du secrétaire qui fait face à l'Arsenal. Dans les combles se trouvaient encore d'autres vieux papiers (Finances J. 13, cf. M. D. G., in-4, t. III, p. 129). C'est donc bien dans un galetas, comme l'expose Galiffe, que les procédures criminelles et très probablement aussi les mandats et parcelles se trouvaient reléguées à l'époque de la Restauration; avant 1838 les procédures furent transportées au sous-sol des Archives, soit à la Salle Papon, laissée libre par le congé donné en 1822 au café de ce nom; en 1815, elles n'avaient point été complètement abandonnées, puisque l'article 4 du Règlement du Conseil d'Etat du 2 mars 1815 en confiait la conservation au gardien des Archives et que ce fonctionnaire détenait en 1819 la clef de leur chambre (Archives E 13, 16 novembre 1819).

Les ventes des papiers de rebut ont été mentionnées, après J.-A. et J.-B.-G. Galiffe, par Charles Eynard (*Jean Picot, fragments biographiques*, Genève, 1865, in-8, p. 8) et par Jules Vuy (*Jeanne de Jussie et les sœurs de Sainte Claire*, Genève, 1881, in-8, p. 38-39). M. Martin relève la mention d'un fait de ce genre dans une note du Journal du syndic J.-J. Rigaud, à la date du 1^{er} mai 1815. Pour « bastinguer » les deux barques armées par ordre du commandant de la Place de Genève, le colonel de Sonnenberg, on se servit, selon Rigaud, de papier déposé aux Archives, surtout de pièces comptables de la Chambre des Comptes; le triage fut mal fait, car on perdit là des pièces intéressantes, en particulier des pièces du procès du syndic Blondel. Après la remise en état des barques, ces papiers furent vendus aux épiciers, chez lesquels on retrouva des débris dudit procès (cf. Auguste Cramer, *Jean-Jacques Rigaud, notice biographique*,

Genève 1880, in-8, p. 379, n. 1). Le livre de sortie des Archives a conservé également la mention de livraison d'un total de 129 livres de papier pour la fabrication de cartouches, à la date du 17 octobre 1814 (papier imprimé), du 29 avril et du 2 juin 1815 (Archives E. 3, fol. 1, verso et recto). On ne peut affirmer que d'autres disparitions du même genre aient eut lieu, mais on sait que de profondes lacunes existent dans la série des Comptes, Mandats et Quittances, relevant de la Chambre des Comptes; en 1881, les Archives ont reçu du Conseil Administratif une grande quantité de pièces qui provenaient de ce fonds et qui avaient appartenu à la collection d'autographes formée indépendamment de J.-A. Galiffe et léguée à la Ville en 1881 par le docteur Charles Coindet.

Ces quelques indications, trop peu précises malheureusement, expliquent la facilité avec laquelle des documents publics ont pu être aliénés avant et après 1814. Elles ne permettent pas cependant de conclure à un mépris général du gouvernement de la Restauration pour les Archives. Mais le manque de place dans les dépôts et la peine que l'on eut à les confier à un fonctionnaire compétent, retardèrent le classement général des fonds et l'application de règles strictes à l'administration et à la consultation des Archives d'Etat. Cf. Louis Dufour-Vernes, *Les Archives d'Etat de Genève (1814-1896)* dans le *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, t. II, p. 19-41.

Ce fut précisément pendant ces années de flottement, avant la réorganisation des Archives de 1839 et 1840, que J.-A. Galiffe fit partie, en qualité de membre adjoint, de la Commission des Archives. Il prêta serment en cette qualité le 5 mars 1819 et figure encore à l'annuaire de 1841. Il mit une ardeur digne d'estime, et dont il a laissé les preuves les plus méritoires dans ses publications et ses travaux, à copier, à analyser les documents inédits et à les faire servir à la critique des sources littéraires de l'histoire de Genève. En terminant, M. Martin cite ce que J.-A. Galiffe dit lui-même de son travail aux Archives dans les *Lettres sur l'histoire du Moyen Age adressées à M. le Professeur Schloesser* (Genève, 1839, in-4, autogr.), p. 2. .

887. — Séance du 15 avril 1920.

Le don à la Bibliothèque publique d'un exemplaire sur vélin des *Libertés et Franchises*, imprimé par Jean Belot en 1507, communication de M. Edouard FAVRE.

M. Favre présente un exemplaire des *Libertés et Franchises de Genève*,

imprimées par Jean Belot en 1507, et qui faisait partie de la Bibliothèque de La Grange. Cet exemplaire, le seul connu sur parchemin, lui a été légué par William Favre (décédé le 22 février 1918).

Il raconte par quelle série de malentendus on a pu, pendant plusieurs mois, croire cet exemplaire égaré ou dérobé, avant qu'il en fit don, le 14 octobre 1918, à la Bibliothèque publique et universitaire.

A la suite de cette communication il est donné lecture d'une note de M. Théophile Dufour qui signale l'existence de quatre autres exemplaires, sur papier, des *Libertés et Franchises* imprimées en 1507, savoir: à la Bibliothèque nationale et à la Bibliothèque de l'Arsenal (Paris), à la Bibliothèque de Genève, exemplaire provenant de Paul Lullin, enfin l'exemplaire du syndic J.-J. Rigaud, donné par son petit-fils, M. Edouard Naville, à M. Victor van Berchem. MM. Frédéric Gardy et Victor van Berchem font circuler ces deux derniers exemplaires.

L'exemplaire de La Grange est imprimé sur parchemin, ce qui constitue une particularité rare chez les imprimeurs genevois des XV^e et XVI^e siècles: elle ne se présente, à la connaissance de M. Dufour, que pour cinq autres ouvrages, datés de 1479 environ, 1498, 1517 et 1561, qu'il énumère et décrit brièvement.

Le procès Morely-Bordon (1560), par M. Henry NAEF. — Fragment de son mémoire: *La conjuration d'Amboise et Genève*, impr. dans M. D. G., t. XXXII, p. 437-474.

888. — *Séance du 29 avril 1920.*

Le traité de Combourgeoisie de 1477, par M. Victor VAN BERCHEM. — Fragments (p. 23-49) de la II^e partie de son mémoire intitulé: *Genève et les Suisses au XV^e siècle*, impr. dans *Jahrbuch für schweizerische Geschichte*, t. XLV (1920), p. 3-79.

Une semaine du tribunal révolutionnaire (3-7 août 1794), par M. E.-L. BURNET.

M. Burnet présente un chapitre de son histoire du premier tribunal révolutionnaire genevois. Les journées qu'il étudie, 3-7 août 1794, ne renferment aucune de ces affaires retentissantes qui ont attiré l'attention sur cette déplorable institution, mais elles peuvent servir à en faire connaître le train ordinaire. Le tribunal pendant cette période s'est occupé de plusieurs catégories spéciales de prévenus: les « infâmes », qui étaient poursuivis pour des raisons où la politique avait peu de part; ils

furent condamnés à la « discipline » avec travail forcé à vie ou à temps. Le plus coupable, le confiseur Rauschenbach, « tous les vices », fut banni à perpétuité. Les « bourgeois de l'Echelle » condamnés à des peines diverses; c'étaient d'anciens natifs ou habitants qui avaient été reçus bourgeois gratis, pour bonne considération, par le gouvernement aristocratique en récompense de leur bonne conduite pendant les émeutes de 1791. Les « citoyens adoptés », étrangers reçus domiciliés ou habitants pendant les dernières années de l'ancien régime et reconnus citoyens en vertu de l'Edit du 12 décembre 1792, ou en petit nombre, reçus bourgeois avant cette date; une trentaine furent bannis à perpétuité, moins peut-être à cause de leur attitude politique que pour la concurrence qu'ils faisaient aux nationaux dans leurs métiers. Parmi les prévenus sans désignation particulière que le tribunal eut aussi à juger, on peut noter le fameux Cornuaud, pour lequel tout le monde prévoyait une punition sévère et qui réussit par son adresse à se faire acquitter avec indemnité. M. Burnet termine par le jugement de l'horloger Delorme, condamné à mort et exécuté le 7 août pour avoir été présent trois ans auparavant à une bagarre dans laquelle un égaliseur nommé Mottier avait été tué. La victime avait, dans le tribunal, un frère qui poursuivait de sa haine tous ceux qui avaient été mêlés à cette lamentable affaire.

889. — *Séance du 6 mai 1920.*

Histoire religieuse de Genève à l'époque des évêques, par M. Eugène CHOISY.

Les missionnaires qui évangélisèrent le bassin du Léman étaient partis de Vienne sur Rhône, capitale de la province politique et ecclésiastique, vers le milieu du III^e siècle, croit-on. Au V^e siècle, les Burgondes ariens s'emparèrent du pays. Cependant Sigismond, fils de Gondebaud, embrassa le christianisme orthodoxe. Au XII^e siècle, Genève participe à la lutte des évêques pour l'affranchissement de la tutelle des métropolitains avec l'appui de la papauté.

A l'époque des Croisades (1070 à 1308), les évêques, devenus des princes temporels sont en rivalité avec les comtes de Genevois et les comtes de Savoie; ceux-ci, maîtres de presque tout le territoire avoisinant la ville, ambitionnent de devenir les souverains de la cité. Dès lors les évêques de Genève sont absorbés par les affaires séculières et temporelles au détriment de leur ministère chrétien.

Au XII^e siècle surgissent et se multiplient dans la contrée les couvents

de bénédictins, pionniers de l'agriculture et de la civilisation; puis apparaissent (XIII^e siècle) les frères mineurs (Franciscains) ou les frères prêcheurs (Dominicains). En 1215, le concile de Latran présidé par Innocent III enlève l'élection de l'évêque au peuple et au clergé et l'attribue au chapitre. Les bourgeois de Genève redoutent l'élection d'un évêque qui les placerait sous la domination des comtes de Genevois et se constituent (1285) en communauté, élisent des magistrats: les syndics. L'évêque est obligé de remettre au comte de Savoie l'office de *vidomme*, après que le comte a vaincu le comte de Genevois; les citoyens, de leur côté, lui imposent la reconnaissance de leur communauté et de leurs syndics.

La lutte se poursuit de 1308 à 1444 entre les évêques et les comtes, puis ducs, de Savoie. Les papes résident à Avignon (captivité de Babylone), puis la conscience des fidèles est troublée par le spectacle du schisme et les pontifes rivaux s'anathématisent réciproquement. Les Genevois refusent (1365) le cadeau d'une université dont le prix eût été la renonciation à leur indépendance au profit du duc de Savoie, mais ils éprouvent une vive reconnaissance à l'égard de l'évêque Adhémar Fabri qui fait publier en 1387 la confirmation des libertés et des franchises de la cité. Au commencement du XV^e siècle, Genève s'associe directement aux tentatives de réforme par le concile de Constance dans la personne de Jean de Brogny, qui préside la plupart des sessions de cette grande assemblée. Plus tard c'est un ennemi des libertés de Genève, le duc Amédée VIII, que le concile de Bâle élève au souverain pontificat. Après son abdication Félix V demeure évêque de Genève et désormais le siège de Genève est occupé par des créatures ou des princes de la maison de Savoie, qui, la plupart, n'ont pas même le caractère de la prêtrise et sont remplacés dans la direction du diocèse par des administrateurs, nommés par l'autorité pontificale (1444-1535).

Finalement l'évêque Pierre de la Baume, discrédité par sa déplorable faiblesse à l'égard du Duc et ses actes arbitraires vis-à-vis des citoyens, se montre incapable d'inspirer ou de diriger une résistance efficace au parti de la réforme religieuse, qui se confond finalement avec le parti de l'indépendance de la cité. La papauté favorise ouvertement les prétentions des Ducs à la souveraineté temporelle de Genève par son intervention arbitraire dans les élections épiscopales.

Les fontaines de Genève, par M. Francis REVERDIN. — Impr. dans : *Les fontaines anciennes de Genève, par André Lambert, [avec] Notice historique de F. Reverdin, Genève, 1921, in-4, p. 9-12.*

Faits divers

Durant l'année qui vient de s'écouler, la Société a publié :

Au mois de février 1920, les livraisons 5 et 6 du tome IV du *Bulletin*, datées d'octobre 1918 et de juin 1919.

En cours de publication :

La deuxième livraison du tome XXXII des *Mémoires et documents*.

Le tome VIII des *Registres du Conseil de Genève du 28 octobre 1514 au 14 juin 1521* (vol. 18 et 19), publié par MM. Théophile Dufour, Emile Rivoire et Léon Gautier (†).

La Société a prêté son concours à quatre conférences populaires organisées à la Salle Centrale par la Société « Patris ». Le 24 novembre 1919, M. Louis Blondel parla de la Genève de Philibert Berthelier; le 28 novembre, M. Paul-E. Martin décrivit les institutions de Genève au commencement du XVI^e siècle; le 2 décembre, M. Victor van Berchem retraça les rapports de Genève et des Suisses de 1475 à 1525; le 8 décembre, M. Francis De Crue fit le récit des guerres pour la délivrance de Genève de 1475 à 1602.

Le Comité a étudié les moyens d'assurer la protection et la conservation des monuments historiques genevois. M. Waldemar Deonna a publié, sur ce sujet, une première brochure intitulée: *Genevois, conservons nos monuments historiques* (extrait de *Pages d'art*, 1919, in-4 de 32 p.), publiée par la Société auxiliaire du Musée de Genève.

Après la séance publique du 22 janvier 1920 (voir ci-dessus, p. 325), l'opinion se montra favorable à des mesures législatives analogues à celles que plusieurs autres cantons ont prises depuis longtemps déjà. Puis M. le Conseiller d'Etat Gignoux

nantit le Conseil d'Etat d'un projet de loi qui fut présenté au Grand Conseil et adopté le 20 juin 1920. Ainsi, les efforts combinés des pouvoirs publics et de la Société ont abouti à la *Loi pour la conservation des monuments et la protection des sites*.

Le Comité s'est également occupé de la question des noms de rues de la ville et des communes suburbaines. Le président de la Société, conjointement avec le président de la Société d'Art public et de la Société auxiliaire du Musée et le Chef du Service municipal du Vieux-Genève, a signé une lettre au Conseil administratif de la Ville de Genève en date du 4 mars 1920. Cette lettre attire l'attention de la municipalité sur la nécessité de maintenir les noms qui ont une valeur historique, et d'apporter plus de discernement dans le choix des noms nouveaux. Avec d'autres sociétés de notre ville, la Société d'histoire a procédé à une large distribution d'une brochure écrite par M. Waldeemar Deonna sur ce sujet : *Faut-il débaptiser nos rues?* (Genève, 1920, in-8 de 24 p.)

M. Albert de Montet a attribué à la Société, par ses dispositions testamentaires, un legs de 150 fr.

La Société a reçu en outre :

De la Société auxiliaire des Sciences et Arts, une allocation de 1,000 fr. pour la publication des Registres du Conseil, et de l'Etat, pour le même objet, une allocation annuelle de 500 fr.

La Société a fait, le 19 juin 1920, son excursion annuelle à Beauregard, Nernier, Yvoire, Coudrée et Thonon. Elle a été reçue dans cette dernière ville par les délégués de l'Académie chablaisienne, sous la conduite desquels elle a visité la capitale du Chablais, ses monuments et son musée. (Voir *Journal de Genève* du 23 juin 1920.)

Ouvrages reçus par la Société

du 16 juin 1919 au 15 octobre 1920.

A*Publications de sociétés et recueils périodiques.*

La Société a continué à recevoir plus ou moins régulièrement les publications des sociétés correspondantes, et celles de divers services de l'Administration fédérale (Bibliothèque nationale suisse, Bureau de statistique, Département militaire).

B*Livres et brochures.*

Donateurs :

Anonyme, 1 journal. — M. Arthur ACHARD, 82 volumes. — Archives d'Etat de Genève, 1 brochure. — MM. E.-C. d'ARCOLLIÈRES, 1 brochure. — Victor van BERCHEM, 1 lot d'imprimés. — Bibliothèque publique et universitaire, 7 volumes. — M^{lle} L. BRIQUET, 6 volumes. — MM. H. CAILLER, 2 volumes et 1 brochure. — Edmond CHENEVIÈRE, 1 brochure. — Conseil d'Etat de Genève, 1 brochure. — MM. Maurice DUNANT, 1 lot d'imprimés. — Gaston DARIER, 1 brochure. — Henri DELARUE, 1 brochure. — Emile DEMOLE, 1 brochure. — Waldemar DEONNA, 9 brochures. — Edouard FAVRE, 1 volume et un lot de circulaires. — M^{me} Emilie GAUTIER, 1 lot d'imprimés. — MM. Henri HEYER, 1 brochure et 3 volumes. — Fréd. GARDY, 1 brochure. — Famille LADAME, 1 brochure. — MM. F.-E. LECOULTRE, 1 volume. — Henri LE FORT, 1 volume. — Charles MARTIN, 12 volumes et 1 brochure. — Paul-E. MARTIN, 3 brochures. — Edg. MERCIER, 1 volume. — Horace MICHEL, 1 brochure. — F. RAISIN, 1 volume.

— Eugène RITTER, 1 volume et 1 brochure. — Emile RIVOIRE, 1 brochure. — F.-F. ROGET, 1 plaquette. — Alf. SCHREIBER, 1 brochure. — Société de Lecture, 1 plaquette. — M. J.-M. TOURNEUR-AUMONT, 1 volume. — Famille de Ch.-A. VIDART, 325 volumes. — M. Em. VUARCHET, 1 brochure.

La Société a en outre acquis de M. Eug. CHOISY, par voie d'échange, les 10 premiers volumes des *Annales J.-J. Rousseau*.

C

Manuscripts.

M. F.-F. ROGET : *Histoire de Genève* d'A. Roget, en 6 volumes interfoliés et annotés par l'auteur.

M. Eug. RITTER : 1 volume de notes extraites des Registres de la Compagnie des Pasteurs.

M. Edouard FAVRE : 1 volume, *Chroniques de Michel Roset* (copie). — 1 cahier, *Franchises, Histoire de Genève, par rapport à la conspiration d'Ami Perrin, par François de Bonivard, prieur de Saint-Victor* (copie). — 1 volume, *Remarques sur l'Histoire de Genève, par le syndic Chouet*. — 1 cahier, *Remarques sur l'Histoire de Genève par Senebier*. — 1 volume, *Mémoire des 50 premières années de la Société*, interfolié et annoté.

Famille de Ch.-A. VIDART : notes et pièces diverses concernant le Pays de Gex.

M. Ch. CHENEVIÈRE : notes et travaux historiques de Théophile et Henri Heyer.

M. A. JULLIEN : 1 volume, répertoire des matières et noms du t. XVIII des M. D. G. et du Sommaire des procès-verbaux des 50 premières années de la Société provenant de l'hoirie Galiffe.

NOTES D'ARCHÉOLOGIE GENEVOISE¹

PAR

Louis BLONDEL

VI

L'OPPIDUM DE GENÈVE

Au printemps de l'année 1919, du 12 mars au 9 avril, le service de la voirie de la Ville de Genève a entrepris dans les rues de la Treille et de l'Hôtel-de-Ville des travaux importants pour établir un égoût. Quelques jours auparavant, l'administration des téléphones construisait devant la porte principale de l'Hôtel-de-Ville une cabine maçonnée. Ces différents travaux ont permis de faire des constatations d'un grand intérêt concernant l'étude de l'histoire primitive de Genève.

En effet, alors que la couche supérieure du sol, voisine du niveau de la chaussée a été constamment bouleversée par les canalisations d'eau, de gaz, d'électricité, il n'en a pas été de même pour les terres à une plus grande profondeur et ceci depuis une haute antiquité. A notre grande surprise, nous avons pu remarquer que des régions importantes du *substratum* de la chaussée n'avaient pas subi de remaniement depuis des siècles. Bien que beaucoup d'immeubles le long des rues aient été reconstruits, du XVII^e au XVIII^e siècle, des îlots assez vastes du terrain sous la rue sont restés dans leur état primitif. Grâce à ce fait on a pu constater l'apport successif des déblais accumulés pendant deux mille ans.

Nous indiquerons tout d'abord, dans leur ensemble, les découvertes, selon l'ordre dans lequel les fouilles se sont succédé.

¹ Voir, ci-dessus, p. 23 et suiv. ; p. 55 et suiv.

La tranchée creusée par la pose du canal a été ouverte devant le portique de la Treille (fig. 1).

A cet endroit, les travaux n'ont pas été poursuivis à une profondeur de plus de deux mètres. Dans toute cette région, en dessous des empièvements de la chaussée, il a été trouvé une couche de sable rougeâtre et du gravier avec quelques débris de poterie noire assez fine. En remontant la rue le canal a pris une plus grande profondeur, soit en face du n° 6 de la rue de l'Hôtel-de-Ville une tranchée de 3 m. sur 1 m. de largeur. Toute la partie comprise entre la rue des Granges et la rue de l'Hôtel-de-Ville a été bouleversée à une forte profondeur. Non seulement il a été impossible de reconnaître les déblais successifs, mais il a fallu démolir des murs importants et bien construits. Nous avons ainsi pu nous faire une idée du tracé de l'ancienne ruelle qui reliait la rue de l'Hôtel-de-Ville, l'antique Vieux-Mézel, avec la rue des Granges, autrefois rue de Saint-Germain.

Primitivement, la place devant l'Hôtel-de-Ville n'existait pas. En 1733, la maison n° 2, rue de la Treille est dite nouvellement bâtie et « jouxte la place en laquelle est la fontaine, où estoit auparavant une maison d'honneste Anthoine Casenovaz ». La maison du dit Casenovaz démolie pour faire place à la fontaine est mentionnée en 1556 elle aussi comme ayant d'orient « la place commune de Genève apposée et au lieu d'une maison que fût à Pierre Equitaud et sa femme Peronete fille de Antoine Fabri ». Cette dernière maison appartenait en effet vers 1476 au notaire Antoine Fabri, elle fut abattue avant 1556. Ce sont les substructions de ces maisons ainsi que celles qui ont précédé l'Hôtel-de-Ville du XVII^e siècle appartenant à Hugues Bochet, Antoine de Bourdigny et Mycod du Nant, qui ont été retrouvées¹. La ruelle fort étroite qui menait à l'église de Saint-Germain dut être élargie, surtout par le fait de la création au début du XV^e

¹ Genève, Arch. d'Etat, Evêché Gr. 5, f°s 415 et 415 v°, Gr. 17 rouge, f° 24. Confignon Gr. 4, f° 46, Gr. 1 bis, f° 104, et M. D. G. VIII, p. 321 et 342; cf. aussi C. MARTIN: *La maison de ville de Genève*, dans M. D. G., série in-4, t. III, p. 13 et suiv. Ces maisons étaient pourvues d'arcades (*logie*) où se tenait le marché.

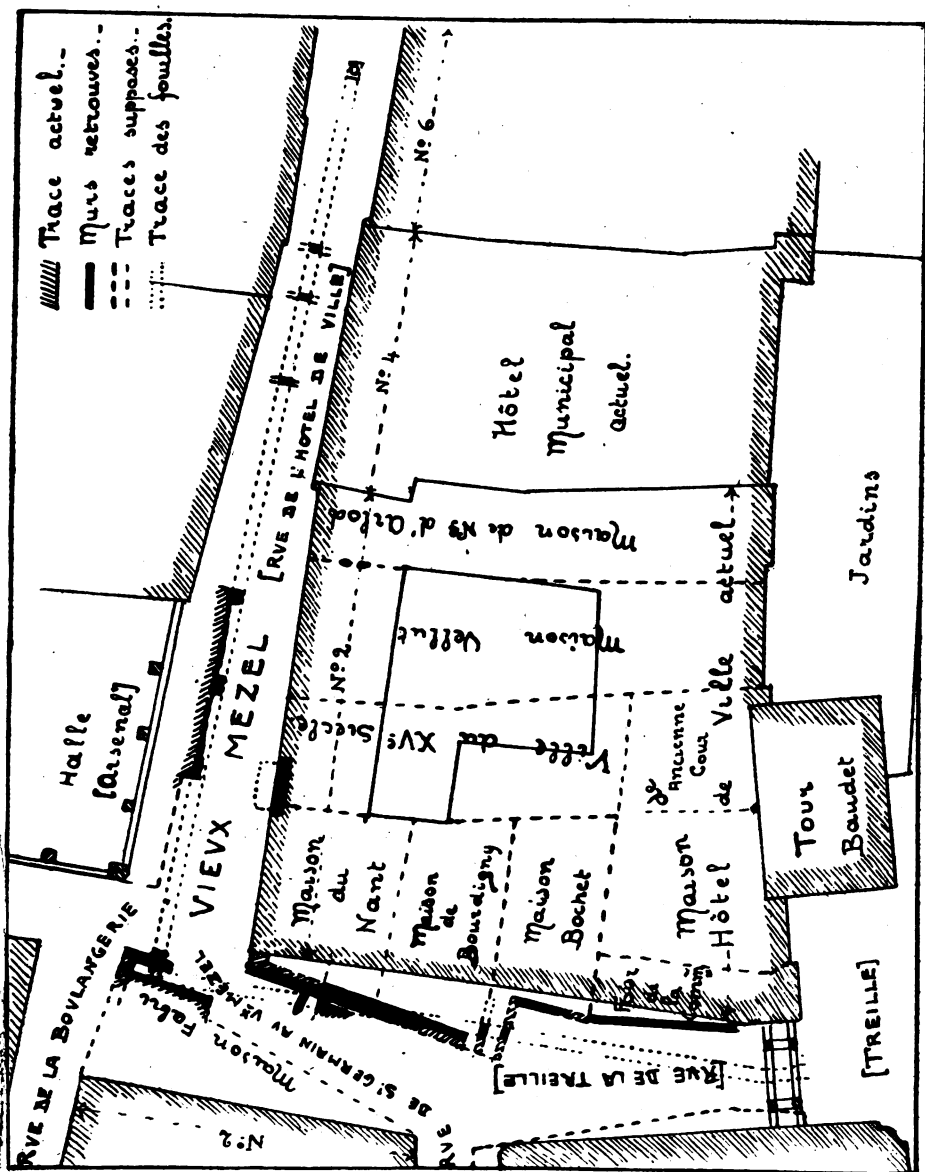


FIGURE 1.

siècle, de la nouvelle porte Baudet ouvrant sur les « Crêts Saint-Aspre ». Auparavant, la rue de la Treille formait une impasse desservant le four de la Communauté appuyé aux murs de la ville.

Plus loin, sur la rue de l'Hôtel-de-Ville, devant l'arsenal, le terrain était tout aussi bouleversé, et les fouilles ont longé des murs munis de contreforts, qui ont dû appartenir à l'ancienne halle au blé nouvellement construite en 1476. Ces traces indiquent probablement des piliers supportant des arcades.

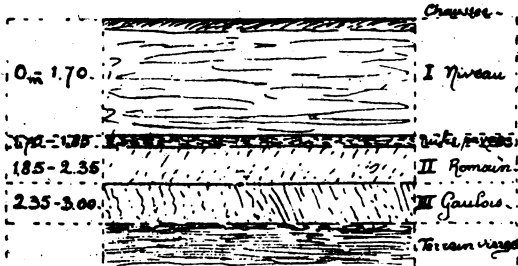
Disons en passant que cette halle remplaçait la maison d'un nommé L'Hoste achetée par la Communauté en 1469, et que ce n'est pas l'immeuble échangé par l'évêque en 1464 pour le marché au blé, comme Galiffe l'indique par erreur. Cette dernière maison occupait l'emplacement du n° 6 de la rue de l'Hôtel-de-Ville (ancien 79)¹.

Si le côté nord de la rue a été très bouleversé, il n'en était pas de même le long du mur de l'Hôtel-de-Ville, tout au moins à 1 mètre devant l'entrée principale. Des travaux pour la pose du téléphone souterrain ont révélé que la maison de ville du XVII^e siècle a été élevée sur d'anciens murs provenant d'habitations antérieures². Cette fouille, profonde de 3 mètres, a traversé des couches distinctes de déblais gris et rouges, renfermant de multiples débris de poteries dont nous reparlerons plus loin. A partir de l'arsenal jusque devant l'entrée du n° 6, mis à part la traversée de deux ou trois murs, les fouilles profondes de trois mètres ont rencontré partout, sur une longueur de 42 mètres, un sol avec des déblais intacts.

¹ Genève, Arch. d'Etat, Evêché Gr. 21, fo. 537, parcelle à H. de Malvenda en 1504, provenant de l'ancienne halle au blé. Cf. Anciens abergements 10, fo. 15. Nouvelle halle, *Reg. du Cons.*, t. II, p. 459 : Communauté R. 18. Cf. ci-après fig. 6.

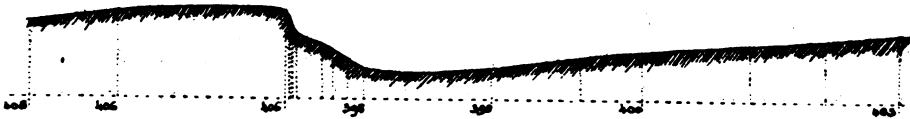
² Nous avons eu la confirmation de la superposition de l'Hôtel-de-Ville actuel sur d'anciens murs de maison. En janvier 1921, en perçant un mur de communication entre la salle Papon des Archives d'Etat et la chambre du chauffage, on a traversé un de ces murs et l'on a retrouvé, sous la maçonnerie peu profonde, une colonne romaine taillée dans un bloc de gompholite et plus bas, dans une couche rougeâtre, des débris de poterie grise romaine, rappelant les traditions gauloises.

Déblais successifs. La coupe du sol nous indique l'état suivant des couches de déblais qui se sont succédés et superposés dans la rue. (Fig. 2.) En partant de la chaussée actuelle :



Coupe du terrain sous la rue de l'Hôtel de Ville

Longue



Coupe transversale du vallum

Longues Hauts

FIGURES 2 et 4.

1. Sur une profondeur de 1 m. 70, une couche constamment remaniée par les canalisations, composée de pierres, de grès, de tuiles et de débris modernes et du moyen âge.

2. Uniformément, à la même hauteur horizontale, une couche dure de tuiles romaines brisées de 0 m. 15 et par endroit d'un pavage de cailloux avec du ciment.

3. Plus profondément une couche très délimitée d'environ 0 m. 50, de couleur grise, contenant de nombreux fragments de poterie noire, grise et sigillée. Cette couche contenait beaucoup d'argile grasse, de charbon, nous la qualifierons de romaine.

4. Plus bas encore une couche très différente de 0 m. 50 à 0 m. 60 de hauteur, de sable et terre d'une couleur rougeâtre. Dans ce niveau il n'a été trouvé que de la poterie grise et des fragments de vases peints; nous l'appellerons la couche gauloise.

5. Enfin, à 3 mètres, on parvient au terrain vierge de la colline composé de sable très fin et de cailloux roulés de l'Arve.

Plusieurs sondages pratiqués à une plus grande profondeur nous ont permis de vérifier l'exactitude de ces observations. En avançant dans la direction du Bourg-de-Four la couche grisâtre devenait moins visible et moins riche en débris. On sait que Genève est construite sur une terrasse d'alluvions, composée, sur une hauteur de 10 à 15 mètres, jusqu'à 28 mètres au-dessus du niveau du lac, de couches inclinées de galets et de sable, formant un massif inférieur. Au-dessus, s'élève un massif supérieur de 2 à 3 mètres, avec des galets, graviers, et sables stratifiés en lits horizontaux¹.

En résumé, au-dessous des trois dépôts historiques, ceux du moyen âge, de l'époque romaine et de la période gauloise, apport de 3 mètres, on parvient au niveau supérieur des alluvions naturelles horizontales.

Il semble curieux à première vue que les rues se soient pareillement exhaussées depuis l'antiquité, et cependant, comparé à d'autres villes, ce phénomène n'a rien d'exagéré. Ainsi à Rome 5 à 8 mètres de remblais sont fréquents; à Paris, le niveau romain est à 2 m. 50. Quelles sont les causes de cet accroissement? Il faut ici exclure toute cause d'éboulement ou d'alluvion car nous sommes sur la crête même de la hauteur. Dans toutes les villes très anciennes deux faits principaux déterminèrent cet apport:

1° Les déchets, tels qu'objets, vases, tuiles, détritiques de toutes sortes, abandonnés dans la rue sans qu'un service de voirie suffisant les ait fait disparaître.

¹ Ces dépôts d'alluvion ont été étudiés par D. Colladon et décrits par lui dans les *Archives des sciences physiques et naturelles*, t. XXXIX, p. 37, t. LI, p. 139, t. LVIII, p. 166.

2° Les ruines causées par les incendies.

Ce deuxième facteur a été de beaucoup le plus important à Genève. Soit la couche rouge, soit la couche grise du terrain renferment les traces très visibles d'incendies. Pendant le moyen âge, la ville, à plusieurs reprises, a brûlé presque totalement. Ainsi en 1321, la ville basse, en 1334 les deux tiers de l'ensemble de la cité et plus spécialement les quartiers élevés. Ce ne fut que 70 ans après cette dernière catastrophe, en 1404, que les déblais « reliques du grand feu » furent jetés à l'Arve, et très probablement on ne se donna pas la peine de tout enlever¹. En 1430, nouveau sinistre, moins important, mais comprenant tout le quartier de la Madeleine. Il ne faut donc pas s'étonner si l'exhaussement des rues a subi une progression plus forte autrefois que de nos jours.

L'examen des différentes couches de déblais a été fertile en trouvailles de toutes sortes. Dans la couche supérieure il n'a été trouvé aucun objet de quelque valeur. Par contre, dans la couche romaine, nous avons rencontré comme nous l'avons dit, beaucoup de tuiles et par endroit, une sorte de pavage à la partie supérieure. Nous sommes très certainement là en présence des restes de l'ancienne chaussée antique, restes malheureusement trop fragmentaires pour être étudiés de plus près. Dans la partie inférieure de la couche, les débris se sont trouvés nombreux, principalement les poteries grises, noires et sigillées. Nous examinerons, à la fin de cet article, tous ces fragments de vase, dont six portaient des signatures.

La couche gauloise, d'une couleur rougeâtre très accentuée, renferme une très grande quantité de parcelles de charbon. Cette coloration est due aux deux facteurs de l'humidité et de l'action du feu. Par endroit cette terre était très agglomérée et formait des blocs compacts, dans lesquels les débris de poterie étaient noyés. Outre des poteries grises et blanchâtres, nous

¹ Sur les incendies, voir : M. D. G., t. IX, p. 305, 309; BONIVARD, t. I, p. 198-199; GAUTIER, *Histoire de Genève*, t. I, p. 209, 231, 285, 327; Genève, Arch. d'Etat, P. H. 374.

avons récolté dans la partie supérieure de cette couche des poteries peintes que nous décrirons plus loin.

Quelles déductions pouvons nous tirer de ces découvertes ? Ce ne sont point les objets, dont les formes sont déjà connues qui offrent un intérêt capital, mais pour la première fois il a été possible de suivre et d'étudier méthodiquement les couches du terrain, de récolter des poteries gauloises dans le sol même où elles furent dispersées, enfin et surtout *de constater virtuellement les traces matérielles de l'oppidum gaulois*. L'existence de cet *oppidum* nous était certifié par César lui-même qui le mentionne en 58 avant J. C., mais il n'avait jamais été possible d'identifier l'emplacement exact de cet *oppidum*. A part une découverte très fragmentaire (une fibule en bronze, le tiers d'un bracelet en verre et des fragments d'un vase en terre cuite) sous les substructions de la cathédrale, rien ne nous était parvenu de cette époque dans cette région¹. Bien que de fortes présomptions nous aient indiqué le haut de l'éminence comme siège de l'*oppidum*, nous n'en avons pas la preuve matérielle.

Plusieurs auteurs suivant l'opinion de M. de Saulcy placent l'oppide dans l'île du Rhône².

On a beaucoup discuté sur la valeur du mot *oppidum* donné par César. Depuis les dernières découvertes d'Alésia, de Bibracte, de Gergovie, ce sens est absolument certain ; il désigne une bourgade entourée de murs. « Le mot *urbs*, nous dit Déchelette, est parfois synonyme d'*oppidum* dans la langue de César, qui distingue les *vici* (villages ouverts), les *aedificia* (maison isolées) et les *oppida* (villes ou bourgades fortifiées). Avaricum, Gergovie, Alesia, par exemple, sont désignés, tantôt par le terme d'*oppidum*, tantôt par celui d'*urbs*. Cette dernière appellation montre bien que les *oppida* avaient une population fixe. Les *castella* étaient seulement des postes fortifiés³. »

¹ H. GOSSE, dans *Saint-Pierre ancienne cathédrale de Genève*, 3^{me} fasc., p. 15, note 4.

² *Revue archéologique*, 1860, p. 183 et 184.

³ J. DÉCHELETTE, *Manuel d'archéologie préhistorique*, t. II, 3^{me} part., p. 947, note 2.

L'*oppidum* de Genève s'est constitué pendant la deuxième période de la Tène, probablement sur les ruines d'un village fortifié de l'époque néolithique, soit vers l'an 200 av. l'ère chrétienne.

Alors que les palafittes couvraient encore une partie du port actuel et se perpétuaient sur les eaux, des habitations venaient simultanément s'établir sur les rives, auprès du pont qui reliait déjà les berges du Rhône. C'étaient des huttes de branchages, très rudimentaires, en partie creusées dans le sol, semblables à celles que l'on a retrouvées à Bâle sous l'usine à gaz¹. Elles n'ont laissé aucune trace visible, car l'agglomération moderne les recouvre entièrement. A cette même époque le haut du promontoire qui domine au loin le pays, admirablement fortifié par le lac, le Rhône et l'Arve, devait déjà former un camp retranché, sorte d'*erdburg*, plus utilisé pour la défense du passage et le refuge de la population, que pour l'habitation. On n'a jusqu'à ce jour retrouvé aucun objet de l'époque de la Tène I au sommet de la colline. L'idée du camp retranché pouvant remonter à l'époque néolithique n'est point nouvelle, mais n'a jamais été étudiée sérieusement². Le premier travail, encore visible, pour constituer cette défense fut de séparer l'extrémité du promontoire du reste de la terrasse par un fossé considérable et d'en faire un éperon barré. Cet ouvrage se retrouve de nos jours dans la dépression du Bourg-de-Four reliant les deux ravins de la rue de Saint-Léger et de la rue de la Fontaine (fig. 3). Plusieurs auteurs ont déjà fait allusion à cette tranchée, mais sans pouvoir préciser l'époque du travail. H. Mallet en 1807, Pictet de Serigny en 1845, Blavignac, Galiffe, en parlent, et le premier, mieux que les autres, car à ce moment la place n'avait

¹ H.-G. STEHLIN et B. REVILLIOD, *Prähistorische Ansiedelung bei der Gasfabrik Basel* dans *Indicateur d'Antiquités suisses*, t. XV, XVI et E. MAYOR, *ibid.*, t. XVI, XIX, XX. L'époque de la Tène ou second âge du fer se subdivise en général en trois périodes : La première de 500-300 av. J. C., la deuxième de 300-100 av. J. C., la troisième de 100 à l'ère chrétienne.

² Raoul MONTANDON, *Coup d'œil sur les époques préhistoriques, celtique et romaine dans le canton de Genève et les régions limitrophes*, Genève, 1917, p. 40 et suiv.

pas encore été surélevée¹. Pictet de Sergy nous dit : « Mais tandis que de trois côtés, nord, couchant et sud (la Madeleine, Cité et la Treille) le sommet de la petite colline qu'occupait l'ancienne Genève, se trouvait défendu par des pentes escarpées,

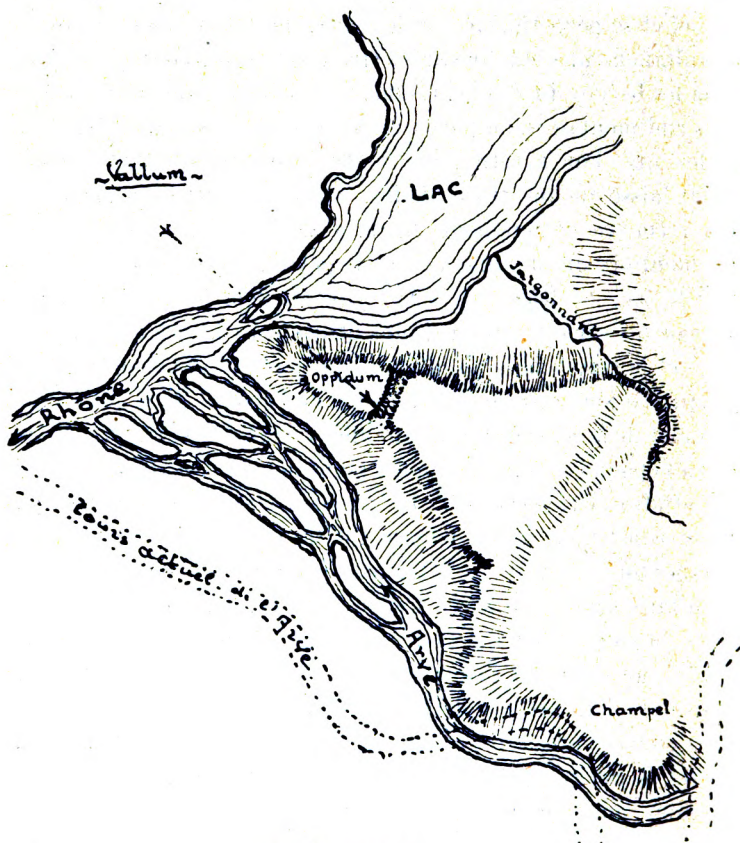


FIGURE 3.

du quatrième côté, celui de l'Est, soit le Salève (du Bourg-de-Four actuel), le plateau se maintenait à peu près à la même élévation. Tout porte à croire que l'abaissement considérable

¹ BLAVIGNAC, *Etudes sur Genève*, t. II, p. 43 et suiv.

qui a existé dans le milieu de la place du Bourg-de-Four jusqu'en 1820 (époque où cette place fut à peu près nivelée), était artificiel, soit créé de main d'homme. Une sorte de large fossé, dont les traces évidentes se retrouvent dans l'enfoncement de la rue de la Fontaine et de la rue Saint-Léger, aux deux extrémités du Bourg-de-Four avait été creusé sur toute la face orientale de la petite ville. Il avait pour but de suppléer aux escarpements qui manquaient à cette partie de la colline. L'art avait dû protéger le côté que la nature ne protégeait pas ». Au cours des siècles ce fossé a été comblé et élargi, car les nécessités de la circulation exigeaient un nivellement toujours plus complet. Quand on reconstruisit la maison n° 1 de la rue des Chaudronniers, on retrouva un pavage à 3 mètres en dessous du niveau actuel, et de 1816 à 1820 a été encore établie la rampe qui mène à la rue de l'Hôtel-de-Ville ¹.

Nous estimons que ce fossé est de beaucoup le travail le plus ancien qui ait été pratiqué dans notre ville et qu'il faut le comparer aux retranchements des *castra* préhistoriques si nombreux dans notre pays. Une preuve que cet ouvrage est antérieur à l'époque romaine, c'est qu'en 1840, quand on reconstruisit l'Evêché, on retrouva « au bas du grand mur de soutènement au levant, à 10 pieds de profondeur dans le terrain entre ce mur et les bûchers de l'hôpital, trois amphores *vinariæ*. Elles étaient noyées dans des couches ondulées de gravier fin et très pur, ayant l'apparence d'une grève; on atteignait la terre vierge immédiatement au dessous... » ² Ces amphores étaient donc à 3 mètres dans le dit fossé. Nous avons établi un plan et un profil de ce retranchement au moyen de courbes de niveau équidistantes d'un mètre en ne tenant pas compte des travaux de 1820. Ces graphiques ont confirmé notre opinion. (planche I et fig. 4.) Comme dans les autres ouvrages similaires, le côté de la défense est plus élevé et plus abrupt, les terres

¹ PICTET DE SERGY, *Genève, origine et développement de cette république*, Genève, 1845, t. I, p. 77 et 78.

² M. D. G., t. I, p. 212.

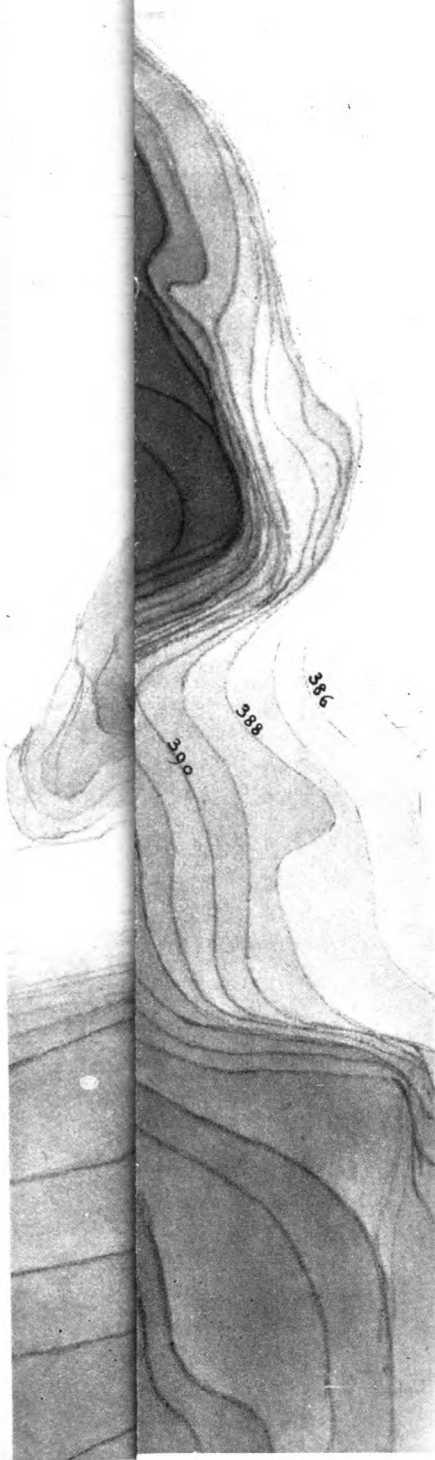
sorties du fossé ont été employées à exhausser le retranchement du corps de place. Pour entrer, une seule ouverture, probablement la rue de l'Hôtel-de-Ville, défendue par une fortification sur l'emplacement du futur château de Genève, disposée de façon à démasquer le flanc droit de l'assaillant, le tout, semble-t-il, protégé par des levées de terre et des murs en pierres sèches. Des fouilles subséquentes nous permettront sûrement de retrouver des objets plus anciens dans ce refuge.

C'est sur ce *castrum*, qu'à la fin de la Tène II, les habitations gauloises abandonnant les rives vinrent se fixer et que l'*oppidum* se constitua définitivement, tout au moins, aux huttes primitives succédèrent de véritables habitations. Aux anciens retranchements se substituèrent des murs et des défenses plus complètes.

Au temps de César, l'oppide comprenait une artère principale (rue de l'Hôtel-de-Ville, Grand'Rue, Cité) menant au pont du Rhône, suivant l'épine dorsale de la colline et quelques ruelles accessoires. Comme dans toutes les villes gauloises, les maisons n'avaient que des fondations en pierres sèches, le reste des parois se composait de clayonnage ou de terre battue. Tous ces édifices s'élevaient sans ordre très apparent à l'intérieur des remparts. L'étendue exacte de cet *oppidum* nous est inconnue, cependant il est probable que l'enceinte gauloise suivait à peu près le tracé de l'enceinte réduite romaine du IV^e siècle. L'inspection topographique nous révèle qu'aucun autre tracé plus restreint n'a pu être établi au sommet de la colline. Nous aurions alors un retranchement de 1300 mètres de tour environ avec une superficie de six hectares¹.

Les fouilles de la rue de l'Hôtel-de-Ville nous fournissent des débris de poterie gauloise accumulés sur la principale artère, au centre de l'*oppidum*. Déjà à une époque reculée, la route du trafic entre le bas-Rhône, soit la Méditerranée et l'Helvétie

¹ Il existe plusieurs cas analogues, où les enceintes romaines du IV^e siècle vinrent s'établir sur l'ancien tracé gaulois; par exemple à Bourges. Voir : BLANCHET, *Les enceintes romaines de la Gaule*, Paris, 1907, in-8.



avec le centre de l'Europe, passait par là. Au cours des siècles, ce courant ne fit que s'accroître et, à la place des poteries gauloises grises ou peintes, le sol est jonché de belles céramiques sigillées, principalement celles du Midi de la France, de Graufesenque, de Lezoux. L'*oppidum* de Genève, un des principaux centres des Allobroges, devient une ville romaine importante comme place d'échange.

Les objets recueillis jusqu'à ce jour ne remontent pas au delà de l'an 200 av. J. C. Alors que les couches de déblais sont de 3 mètres dans la rue de l'Hôtel-de-Ville et sous Saint-Pierre (4 mètres 30 sous le pavage de la cathédrale), elles ne mesurent, d'après nos observations, plus que 0 m. 50 au bas du Grand-Mézel¹. Même si les murs de l'oppide suivaient le tracé de l'enceinte romaine, les habitations n'emplissaient point complètement la surface enclose et d'assez larges espaces devaient rester libres. Indiquons encore qu'il est possible que la rue principale se soit légèrement déplacée dans le sens latéral, car nous avons rencontré au cours des travaux les vestiges de deux petits murs bas transversaux en pierres sèches, noyés dans la couche rouge. Il est fort probable que dans cet espace nous sommes tombés sur le bord d'anciens sols ou foyers d'habitation.

Nous estimons donc que l'*oppidum* de Genève, défendant sur la rive gauche du Rhône la tête du pont, comprenait un périmètre de retranchements à peu près semblable au périmètre romano-burgonde, que des habitations peu denses se groupaient dans cette enceinte le long de la voie principale et accessoirement dans la région de la Taconnerie et de Saint-Pierre.

Avec l'Empire, la ville gauloise devint insuffisante et le quartier purement romain des Tranchées et du Bourg-de-Four se créa. A côté de la vieille cité allobroge se dessinaient des fies d'habitation nouvelles, le tout constituant une ville ouverte. Au

¹ A la fin de juillet 1921, des travaux nous ont permis d'examiner les couches du terrain à la rue du Puits-Saint-Pierre. Nous avons constaté en face de la tour Tavel un apport de 2 mètres 10 de déblais, la couche rouge mesurant 0 mètre 35. Nous y avons aussi récolté des poteries grises et sigillées, principalement de l'époque romaine.

IV^e siècle, nous assistons à une période de régression, la ville nouvelle ayant été probablement ruinée et incendiée par les invasions alémanniques, la population se réfugie dans l'ancien centre gaulois, reconstruit, avec les matériaux de la cité détruite, des remparts épais sur l'emplacement des précédents retranchements.

Nous pouvons résumer en quelques mots les premières phases du développement de Genève :

I. La Cité de Genève est née simultanément sur les eaux et sur terre ferme ; aux stations lacustres de la pierre polie correspondait un refuge sur la colline.

II. La ville lacustre se développe d'une manière intense pendant l'époque du bronze ; au cours des deux premières périodes de la Tène, soit du fer, les habitations débordent sur les rives aux dépens de la cité lacustre.

III. Vers 200 avant J. C. le refuge absorbe toutes les habitations et devient un *oppidum* gaulois, centre des Allobroges, tête du pont sur le Rhône.

IV. Pendant la période romaine, du I^{er} au IV^e siècle, la ville prospère, s'étend sur le plateau voisin et sur les rives du lac.

V. Au début du IV^e siècle, période de troubles, la population se réfugie de nouveau sur le haut de la colline, relève ses fortifications et constitue le germe de la cité burgonde.

Genève n'est pas la seule ville qui ait subi ces phénomènes d'extension et de régression, la plupart des agglomérations de l'ancienne Gaule ont suivi ces variations. Il est cependant curieux de constater que le centre préhistorique et gaulois n'a jamais cessé de jouer un rôle prépondérant. Par sa position géographique, il influença continuellement les conditions politiques et économiques de ce qui devait devenir l'agglomération genevoise contemporaine.

DESCRIPTION DES POTERIES ET OBJETS DIVERS.

Couche romaine.

Examinons en premier lieu les fragments de vases moulés ou sigillés et dont six portaient des signatures.

Ce sont : RIO, dans un cartouche rectangulaire à coins arrondis, incomplet pour BUTRIO, fabrique de Lezoux, deuxième période (75-100), estampille sur le fond extérieur de la coupe¹.

OFLIB... peu lisible, dans un cartouche circulaire, à l'intérieur d'une coupe, pour OFFICINA LIBERTI, deuxième période de Lezoux.

HAB... dans un cartouche rectangulaire à coins arrondis, incomplet, sur le fond extérieur d'une assiette épaisse. Beaux caractères de 4 mm. de haut; probablement HABILIS, de la fabrique des Martres-de-Veyre près de Clermont, correspondant à la troisième période de Lezoux (110-259).

OFMURANI, dans un cartouche rectangulaire à coins arrondis, inscrit dans un cercle, sur le fond intérieur d'une coupe brisée, caractères de 3 mm. de haut; signature retrouvée à plusieurs exemplaires à *Vindonissa*.

RO...[?] rétrograde, lecture incertaine, dans un cartouche circulaire sur le fond intérieur d'une coupe.

VILLOFE, lecture rétrograde, pour VILLO FECIT, dans un cartouche rectangulaire sur un fond de coupe; lettres de 5 mm. de hauteur. Imitation de poterie sigillée, avec couverte orangée se retrouve à plusieurs exemplaires à *Vindonissa*, et doit provenir d'une officine du pays.

¹ Les identifications des vases sigillés sont principalement empruntées à l'ouvrage de J. DÉCHELETTE, *Les vases céramiques ornés de la Gaule romaine*, Paris, 1904. Les fabriques de la Graufesenque et Banassac fleurissaient jusqu'à la fin du I^{er} siècle, celle de Lezoux comprend trois périodes: la première de 40-75, la deuxième de 75-110, la troisième de 110 à la seconde moitié du III^{me} siècle. Voir aussi Ch. MARTEAUX et M. LEROUX, *Boutae*, Annecy, 1913, qui ont étudié spécialement les poteries grises et noires, et l'*Indicateur d'antiquités suisses, passim*.

Y, grafitte bien marqué sur le fond intérieur d'une coupe.

Outre ces pièces signées, nous indiquons ici les principaux fragments de vases moulés décorés.

N° 1. Fragment avec rebord décoré d'une zone de guillochis et en-dessous d'une bande de rinceaux, belle couverte glacée, vase de la forme 29 probablement de Graufesenque (1^{er} siècle).

N° 2. Fragment de rinceaux de feuilles d'un travail très fin, séparé par une bande ornée de perles, avec un médaillon dont on ne voit que la bordure. Couleur d'un brun orangé brillant, probablement de la Graufesenque.

N° 3. Décor à médaillon, avec comme sujet un canard accompagné de feuilles triangulaires à longs pédoncules. En dessous une bande d'oves étirées dans la hauteur.

N° 4. Personnage mythologique debout, la jambe gauche enlacée par un serpent. Deux lettres majuscules IM perpendiculaires à la figure forment l'encadrement. Type de Banassac ou Graufesenque.

N° 5. Sous une bordure avec guillochis serpentent des lignes ondulées droites et obliques, dans l'intervalle un lièvre accroupi. Probablement de la Graufesenque.

N° 6. Fragment de médaillon avec comme sujet une tête d'oie, entre des compartiments divisés par des grénétis formant un dessin cruciforme, accompagnés de feuilles munies d'un long péciolo.

N° 7. Fragment épais d'un vernis assez mat, représentant une fleur à six pétales à l'angle d'un compartiment, probablement de Lezoux.

N° 8. Fragment de rinceau.

N° 9. Haut d'un médaillon accompagné de palmettes.

N° 10. Fragments de compartiment avec lignes ondulées.

N° 11. Fragment de vase forme 29. Sous une bande de feuillage, des compartiments bordés par des grénétis ; sujet une tête de canard, terre assez épaisse.

N° 12. Fragment de bordure.

N° 13. Grande feuille de lierre, accompagnée d'autres feuilles plus petites du même genre.

N° 14. Fragment représentant un petit arbre avec quelques rameaux ; poterie très fine.

N° 15 et 16. Deux bords de coupe avec feuilles filiformes barbotinées, de Lezoux.

N° 17. Un pied d'une figure debout.

N° 18. Fragment d'une coupe droite. Sous une bordure guillochée, des compartiments avec lignes ondulées droites et obliques et un animal fragmentaire, peut être un cheval.

N° 19. Fragment de rinceau avec feuillages.

N° 20. Idem avec volutes, travail fin.

N° 21, 22 et 23 semblables au n° 20.

N° 24. Fragments d'un vase à compartiments ornés de feuillages indistincts.

N° 25. Bord d'un médaillon.

N° 26. Base d'une coupe et bord d'un rinceau.

N° 27. Fragment de bordure guillochée.

N° 28. Idem.

N° 29. Idem. Bel émail très fin.

N° 30. Idem.

N° 31. Bordure d'oves, forme 37, de Lezoux.

N° 32. Fragment de vase barbotiné.

N° 33. Rinceaux géométriques.

N° 34. Fragment de vase barbotiné.

Il a été en outre retrouvé les fragments suivants non décorés :

20 bases de vases de toutes sortes :

4 bases soit fonds de plats à rebord droit, sans pied.

1 fragment de base et de paroi latérale d'un vase tronconique de 85 mm. de hauteur.

1 fond de coupe à base plate, paroi incurvée, sans pied.

29 bords de vases, coupes et assiettes.

78 fragments divers.

Ce qui fait un total de 167 fragments de poterie sigillée.

Bien que nous n'ayons pas retrouvé de pièce signée des officines d'Arezzo, il est cependant probable que plusieurs fragments non décorés en proviennent.

Poteries grises à imitation de vernis rouge.

Nous avons quelques pièces de ce genre de fabrication indigène pouvant remonter au début du II^e siècle. La pâte de couleur orangée est recouverte d'un vernis rouge peu résistant.

22 fragments, dont une base de coupe, des morceaux de plats et un rebord guilloché.

Vases à relief d'applique.

1 fragment de pot ovoïde d'une couleur rouge glacée.

Vases à guillochis.

1 fragment de vase à couverte rosée à l'intérieur et à l'extérieur, avec guillochis incisés dans la pâte.

Vase à décor oculé.

1 fragment avec vernis rouge-brun à reflet argenté, poterie indigène.

Vases à imbrications barbotinées.

2 fragments de pot en terre fine à vernis brun, reflets mordorés sur les reliefs, rangées d'imbrications barbotinées concentriques sur la panse.

Poteries noires romaines.

Ces poteries variant du gris au noir, ont été trouvées en grand nombre et perpétuent des types gaulois.

Une base de vase signée en cercle ICA...

29 fragments de bords de vases divers.

16 bases de vases.

70 morceaux divers de parois de vases.

14 bordures de plat dont une avec un décor en lignes ondulées à la mousse.

1 fragment de base de plat.

1 pied d'amphore grise, 1 rebord et 4 fragments des parois

1 grand fragment de col d'une *olla* avec des décors incisés en bordure.

1 fragment rouge et noir.

Vases à pâte grise à enduit noir.

3 fragments de vase à pâte grise à côtes verticales avec enduit noir brillant par lustrage formant une bande verticale avec des traits fins obliques dans chaque compartiment.

5 fragments de même, plus épais, lustrés noirs avec côtes.

1 fragment de col de *olla* avec couverte noire à l'extérieur.

1 fragment de panse d'une *olla*.

Total 143 fragments de poterie grise ou noire.

Poterie rouge ou jaunâtre ordinaire.

1 grand fragment de jatte en terre jaune.

3 fragments rosés de jatte.

1 col de petit vase.

8 anses de *doliae*, avec 3 pieds et 2 morceaux de panses.

2 cols de petites *doliae* et 2 anses.

4 poids coniques en terre rougeâtre.

130 fragments de poterie commune, dont quelques-uns en terre lisse assez fine rosée.

2 fragments de poterie rougeâtre avec extérieurement une couverte bleu métallique.

Notons aussi une fibule en bronze et un petit fragment de paroi émaillée.

*Couche gauloise.**Poteries grises et blanchâtres.*

9 fragments de fonds de vases.

16 fragments de bords de vases.

45 fragments divers sans dessin ou décor.

Enfin il a été ramassé 38 fragments de parois de vases et pots avec des dessins faits à l'ébauchoir, au peigne, au poinçon, très semblables à ceux qui ont été trouvés au mont Beuvray et cités par Déchelette. Ils semblent tous contemporains de la troisième époque de la Tène. Cependant quelques-uns pourraient bien dater d'une époque un peu plus ancienne et se rap-

procher du vase trouvé par M. D. Viollier à Conthey, de la Tène II¹. (Fig. 5.)

1 de ces fragments est de terre rougeâtre.

1 fragment avec décor oculé, type bien connu.

Total des fragments gris et noir 110.

Poteries peintes.

Ces poteries ont été trouvées exclusivement dans la partie supérieure de la couche gauloise, contrairement à ce qu'affirme M. Marteaux à propos de *Boutae*. Ils sont typiques de la Tène III bien que leur centre de fabrication ne soit pas encore complètement déterminé. Ils sont d'origine indigène ou tout au moins de régions de la Gaule très voisines et s'échelonnent, quant à leurs points de trouvaille, sur la route commerciale reliant la Gaule orientale aux Boiens de la Bohême en passant par Genève. Nous n'avons retrouvé que des fragments des deux premiers types décrits par Déchelette. Soit :

1. des vases recouverts d'un engobe blanc uni laissant à nu la partie voisine de la base ; le champ de l'engobe est limité par deux zones rouges ou brunes ;

2. des vases semblables aux précédents, mais avec addition de dessins géométriques de couleur brune, bistrée ou violacée, tracés au pinceau sur le fond blanc de l'engobe.

Ces fragments sont au nombre de 18, malheureusement très petits.

Le col d'un *guttus* ovoïde rentre dans la deuxième catégorie.

Mentionnons encore le col d'une amphore de type italique amphore vinaire semblable aux exemplaires connus du mont, Beuvray, avec 3 fragments de la base du col, et 14 morceaux de poterie grossière blanche ou rosée.

Il a été trouvé en outre beaucoup d'ossements, des mâchoires de porc ou de sanglier.

¹ J. DÉCHELETTE, *Manuel d'archéologie préhistorique*, t. II, p. 1480 et suiv.

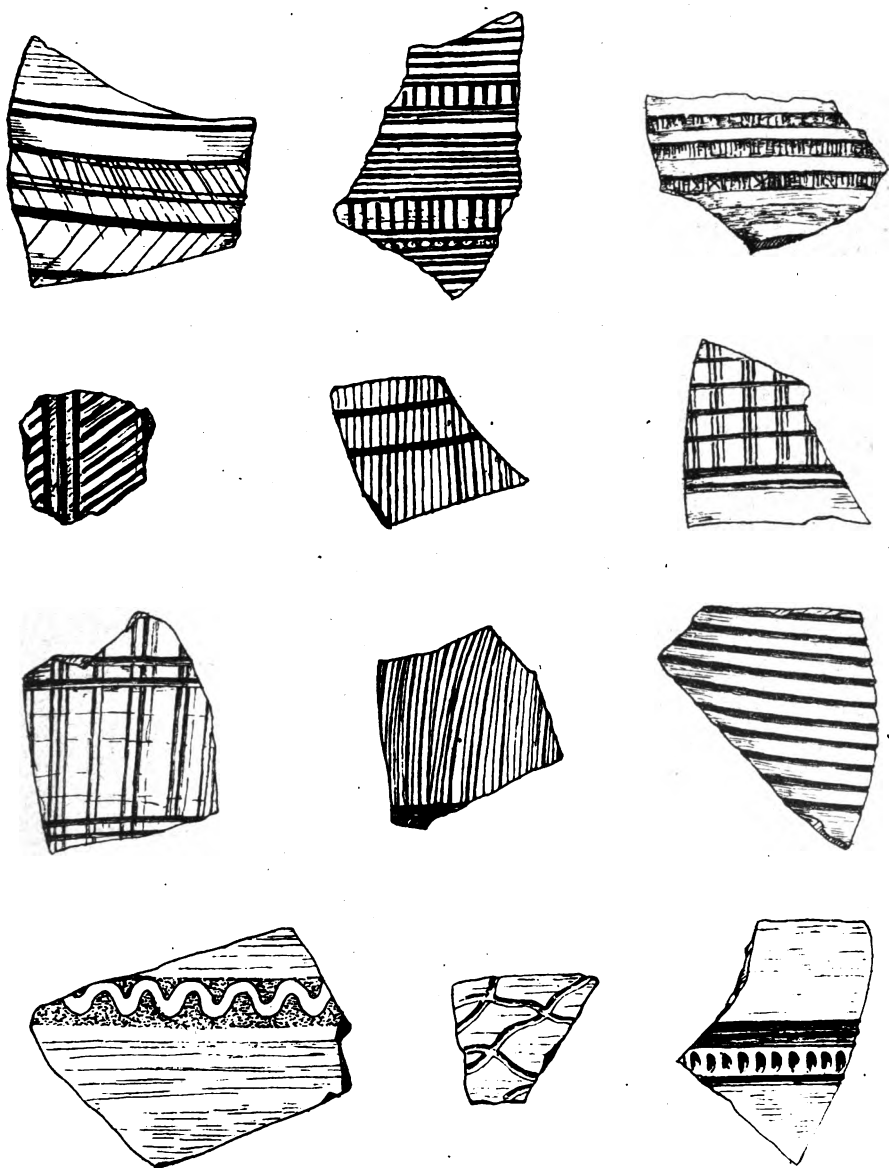


FIGURE 5. — Fragments de poteries gauloises.

VII

LE CHATEAU DE GENÈVE

Les historiens ont beaucoup discuté au sujet du château des comtes de Genevois, un voile d'oubli est tombé sur le lieu même où il s'élevait, son emplacement près du Bourg-de-Four a été contesté, enfin l'aspect même de ses fortifications n'a jamais été étudié sérieusement. Pourtant le berceau de la célèbre famille comtale, objet de tant de litiges, doit nous intéresser, il reste au premier plan des luttes féodales et nous ne saurions replacer dans leur cadre les faits qui ont eu pour théâtre notre cité au XIII^e et au XIV^e siècle sans reconstituer la physiologie de ce quartier typique. C'est une étude topographique que je me propose de faire ici. Le dernier historien qui se soit occupé de cet édifice, Blavignac, s'est complètement trompé sur son emplacement, mais il faut se rappeler qu'il n'a pas connu les documents qui auraient pu jeter un jour sur cette question : les comptes des châtelains, conservés à Turin.

Suivant la tradition, le château de Genève occupait l'angle de l'ancien *castellum* burgonde ou plutôt gallo-romain, au-dessus de la porte du Bourg-de-Four, dite du Châteauvieux, sur l'emplacement de la maison de la Rive n° 14, rue de l'Hôtel-de-Ville. La tradition avait raison, en partie du moins. Pour arriver à une certitude historique, j'ai dû recourir aux reconnaissances féodales en recherchant les propriétaires successifs des maisons de ce quartier et les confins de ces immeubles. Pour une de ces maisons, la filiation a pu être obtenue jusqu'en 1342 et pour d'autres, jusqu'en 1350, soit vingt-deux ans après la destruction de la forteresse. J'ai obtenu ainsi un tableau généalogique exact des immeubles de la région et une carte des fiefs qui m'a permis d'élucider le problème.

Jusqu'au XV^e siècle, les limites des maisons en question sont dites affrontées du côté du vent aux murs du château. En

outre, j'ai constaté que presque toutes les maisons relevaient de deux fiefs différents ; le second corps de logis et les cours, ainsi que les jardins dépendaient invariablement du fief du château de Gaillard ou du Vidomnat, soit du duc de Savoie, héritier des comtes de Genevois.

Enfin un acte de délimitation pour l'immeuble de Pierre Favre en 1547, mentionne dans l'allée ou « déambulatoire » une grosse pierre à l'emplacement du mur ancien de l'ancien château de Genève séparant deux fiefs différents ¹.

Il devenait évident que ces maisons ouvrant sur la rue actuelle de l'Hôtel-de-Ville avaient été doublées en profondeur. A l'origine ces immeubles étroits s'appuyaient aux murs du château puis, après la ruine de la forteresse, les successeurs féodaux du comte de Genevois ayant abergé la place, les maisons avaient été prolongées, dans le château même, jusqu'à la courtine extérieure de l'antique maison forte. En somme, le château comtal ne venait pas à front de la rue, sauf sur une très petite partie, près de la porte du Bourg-de-Four, il en était séparé par une ceinture de maisons basses. Du côté du vent ses murs dominaient les hauteurs actuelles de la Treille.

La dimension latérale de l'édifice ayant été déterminée, il restait à limiter sa dimension longitudinale. Les confins des maisons extrêmes sont tout à fait probants et ne laissent subsister aucun doute. Du côté du Bourg-de-Four, le mitoyen entre les deux maisons de Clement Jovenet *alias* Santamentaz, en 1416, sont dites : *prope portam castrî veteris, juxta muralias dicti castrî* ². Ce mitoyen est dans le prolongement exact de la porte du Bourg-de-Four. A l'opposé, la maison de Jean Ternier, contre la maison du Sceau ou de l'Official, est dite encore en 1433 « jouxte les murs du château vieux et le curtil de l'official de Genève au couchant » ³. Enfin les comptes pour la construction ou la réparation des murs en 1377 nous donnent une dernière vérification. On règle la dépense de 97 toises de mur, de la porte

¹ Genève, Arch. d'Etat, Fief du Château de Gaillard, Reg. I bis, fol. 4.

² *Ibid.*, Altariens Saint-Pierre, n° 16, fol. 367.

³ *Ibid.*, Château de Gaillard, Reg. I bis, fol. 16; Vidomnat, Gr. I, fol. 11, vo.

du Puits (de Saint-Léger) jusqu'au château, *usque castrum*, et plus loin 31 toises et deux tiers, de la maison de Pierre du Pont jusqu'à la tournelle de Coponay¹. La maison de Pierre du Pont est sur l'emplacement du donjon du château, le *castrum*; la tournelle de Coponay, sur l'emplacement de l'Hôtel municipal, là où on peut voir encore un cabinet en saillie sur la façade². La mesure donne 253 pieds, soit 80 mètres 96 et nous fixe exactement l'emplacement du donjon. Remarquons en passant que la tournelle de Coponay avoisinait une porte, la seule qui donnait accès, au moyen âge, au chemin sur les crêts, avant l'ouverture de la porte Baudet, création du XV^e siècle. Le pied du XIV^e siècle n'a pas varié jusqu'au XIX^e siècle.

Nous avons ainsi obtenu, outre le périmètre du château, l'emplacement exact de la grande tour. Quant aux fiefs, sauf une très petite parcelle dépendant de l'évêque, sur la tour même, ceux de Gaillard et du Vidomnat dont nous avons déjà parlé, notons que la maison proche de la porte du Bourg-de-Four était indivise entre trois fiefs : ceux de la cure de Notre-Dame la Neuve, Lombard et Bernard. Or le fief Bernard provenait des de Rossillion et auparavant des de la Naz. Nous trouvons dans Foras qu'Humbert de la Naz, châtelain de Gaillard, se voit concéder en 1354, par le comte de Genevois, une place du château ayant 55 pieds de largeur, entre la maison d'Aymonod dit Glenaz et les murs antiques du château, situés dans sa longueur entre la charrière publique tendant par la ville à la porte du château et les courtines de la ville soit du dit château³. Il faut étendre dans cette partie le périmètre de la forteresse jusqu'à front de rue, la place du château ne fut convertie en maison pour cette parcelle qu'en 1354.

En résumé, le château de Genève formait un grand quadrilatère appuyé aux fortifications de la cité, relié à la porte du Bourg-de-Four, appelée porte du Château, couronnant les crêts

¹ M. D. G., t. XVIII, p. 351. Maison P. du Pont, Genève, Arch. d'Etat, Evêché, Gr. 3, fol. 107.

² *Ibid.*, Evêché Gr. 21, fol. 540, Chapitre Gr. 48, fol. 518 v^o, Gr. 42, fol. 94, Gr. 31, fol. 16, Gr. 18, fol. 15.

³ FORAS, *Armorial nobiliaire de Savoie*, t. IV, p. 245.

au-dessus de Palais et s'étendant jusqu'à la maison Turretini. La maison de l'Official, dite du Sceau, venait immédiatement après hors de l'enceinte comtale. Ce quadrilatère de murs élevés, pourvus de chemins de ronde ou « coursières » en bois, défendait une vaste cour ou baille où étaient réunis les communs et services. A l'angle sud-est, dominant la place du Bourg-de-Four s'élevait le donjon (Fig. 6).

Si Blavignac n'a pas cru retrouver les substructions du château dans les démolitions de la maison de la Rive en 1841, il a du moins sans le réaliser, relevé les traces du donjon. Il dit en effet : « l'angle sud-est présentait seulement la trace d'une tour carrée ayant, évidemment par la nature de ses matériaux et par sa position appartenu au périmètre du *castellum*¹ ». C'est que Blavignac, comme tant d'autres, cherchait un château type carré avec des tours d'angle, or, et M. De Crue, dans sa *Guerre féodale de Genève*, l'avait déjà décrit, ce n'était en somme qu'une forte tour avec des défenses annexes et des murs formant la chemise du donjon. Presque tous les châteaux antérieurs au XIII^e siècle ont un donjon et, dans les exemples les plus simples il est bien près de constituer à lui seul tout le château. Du reste, consultez les actes qui concernent celui de Genève et vous le trouverez fréquemment dénommé ainsi : *castrum seu turris*, château soit tour². Dans le cadastre de Billon, un corps de bâtiment semble s'être superposé exactement à l'ancienne tour. Cette tour carrée, forme classique de l'époque romane n'aurait eu que 7 à 8 mètres d'un côté sur 8 à 10 de l'autre. Ces dimensions paraîtront peu considérables, elles sont cependant analogues à celles de plusieurs donjons romans de la région. La tour principale de Faucigny qui date en tous cas de la fin du XI^e siècle mesure 8 mètres sur 10, Mornex 7 m. 50 sur 7 m. 50, Larringe 7 m. 80 sur 7 m. 80, Montfort 7 m. 70 sur 7 m. 70 etc.... Faute de documents écrits nous sommes obligés de

¹ BLAVIGNAC, *Etudes sur Genève*, t. II, p. 88 et 89.

² Papiers Mallet, archives de Cour à Turin, 13 mai 1320, 23 août 1320 (Mss. Soc. hist., Genève). M. D. G., t. XVIII, p. 36; — C.-U. Chevalier, *Inventaire des Archives des Dauphins de Viennois*, n° 1920 en 1339.

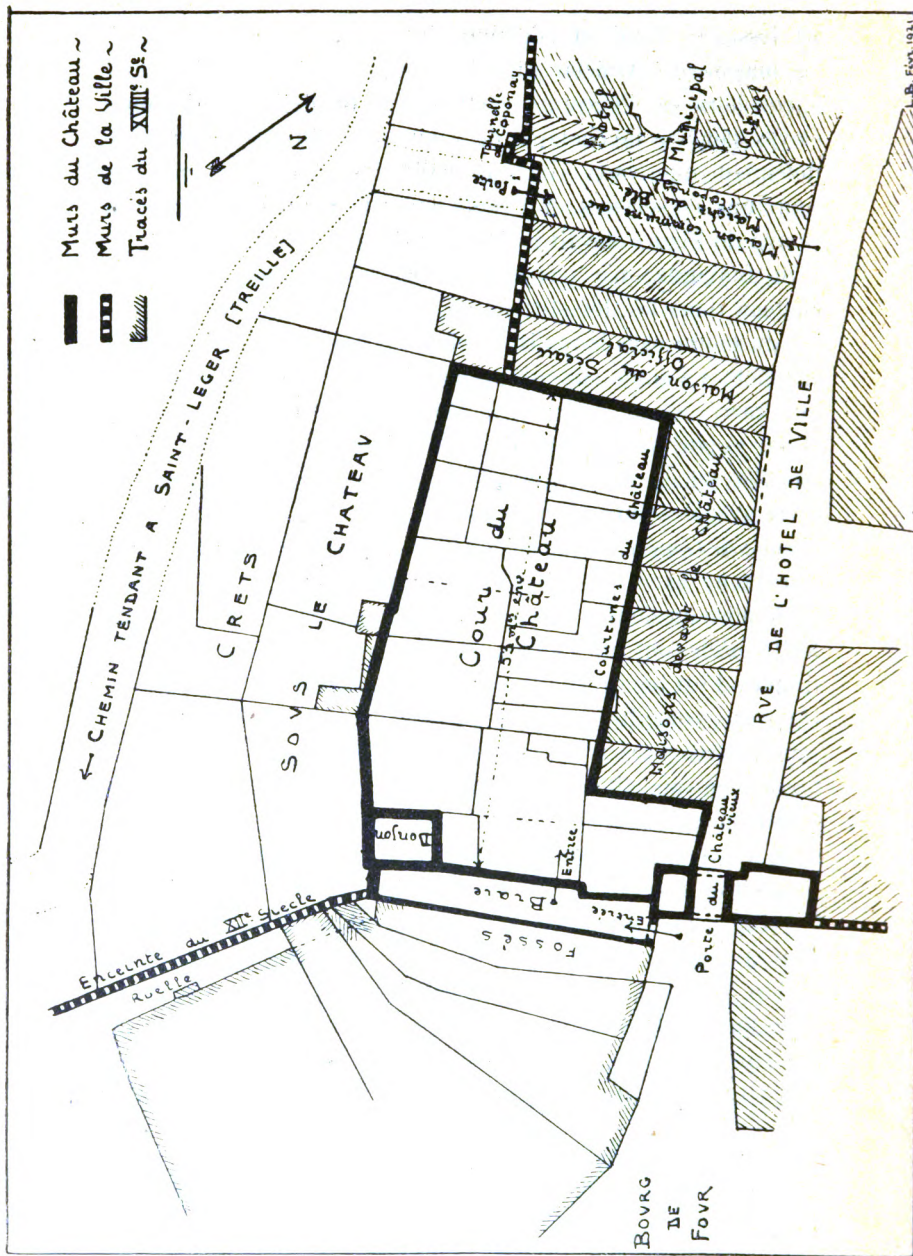


FIGURE 6. — Château de Genève.

procéder par analogie. On ne parvenait à pénétrer dans le donjon que par une entrée ouverte au premier ou second étage, à l'aide d'un pont volant jeté de la porte au chemin de ronde qui surmontait la chemise. Ce pont est mentionné dans les comptes des châtelains en 1282¹. C'est dans cette grande tour que devait se trouver à l'origine l'habitation du comte de Genevois, habitation abandonnée dans la suite. Les étages inférieurs et les caves servaient d'entrepôt, ils étaient remplis de provisions, céréales, pois, fèves, farine et vin, provisions pillées en 1320². Au-dessus de l'habitation s'élevait probablement la salle des gardes, puis la plateforme supérieure, crénelée, pourvue d'une guérite pour le veilleur. Le seul dessin très schématique que nous possédons de cette tour, qui date de 1428, nous montre cette disposition (fig. 7).

Sous sa dernière forme, le château devait appartenir au type du XI^e siècle, il n'est cité pour la première fois qu'en 1124, mais très certainement il a dû succéder à un *castrum* bien plus ancien, peut-être de la fin de l'époque romaine. Sa situation près de la porte principale de la ville, au point le plus sensible de la défense impose cette déduction³. Dans ce sens, la légende du palais de Gondebaud peut se comprendre.

Il nous reste à compléter la description des défenses et constructions annexes. La porte d'entrée s'ouvrait sur le Bourg-de-Four. Tant que la ville resta resserrée dans son enceinte au sommet de la colline, sur le tracé des murs antiques, le château défendait l'angle sud-est de la cité et sa principale entrée, mais lorsque le quartier du Bourg-de-Four fut englobé dans de nouvelles fortifications reliées aux anciennes, la tour du comte se trouva être *dans* la ville et perdit ainsi presque toute sa valeur stratégique. Pour remédier à ce défaut, le comte, peu avant 1184, construisit, malgré l'évêque de Genève, en dehors de son château, un mur soit une braie sur le Bourg-de-Four⁴. Il cherchait à éloigner de sa forteresse le flot des maisons. Ce fait

¹ M. D. G., t. VII, p. 324.

² Papiers Mallet, Archives de Cour, 13 mai 1320 (Mss. Soc. hist., Genève).

³ Cf., ci-dessus, *L'Oppidum de Genève*, 349-351.

⁴ Genève, Arch. d'Etat, P. H., nos 23, 27, 47.

nous intéresse, non seulement au point de vue spécial qui nous occupe ici, mais parce qu'à mon avis, il permet de dater la nouvelle enceinte de la ville. Les quartiers du Bourg-de-Four et de Saint-Léger ont été réunis à la cité dans la deuxième moitié du XII^e siècle et l'enceinte dite de Marcossey, exécutée en 1377, n'est qu'un remaniement de ces fortifications.

Voici comment nous reconstituons l'ensemble de la forteresse au XIII^e siècle¹.

A l'extrémité de la place du Bourg-de-Four, dite alors du Marché-vieux, s'ouvrait, au delà du fossé, une première porte qui donnait accès à un enclos, entouré de murs bas, la « braie ». Les maisons qui bordent actuellement la place, vers la librairie Jullien, n'étaient pas construites. Cette première, étroite défense, qui mesurait environ 5 mètres de large sur 30 m. 50 de long, protégeait la deuxième entrée percée dans les anciens murs très élevés. Le grand mur d'enceinte se reliait à la porte de la ville, l'arcade du Châteaueux (Bourg-de-Four) barrant la rue principale de la cité. Il semble bien qu'il n'y avait pas d'accès direct de la rue de l'Hôtel-de-Ville dans le château. Seul, le chemin de ronde permettait de se rendre, par les défenses de l'arcade pourvue d'un escalier intérieur, sur les murs de la ville et du château. Mais il ne faut pas confondre l'arcade du Bourg-de-Four avec l'entrée particulière de la forteresse. Revenons à la cour ou baille du château, mesurant environ 25 mètres sur 53. Elle contenait, près de la deuxième porte, la maison d'habitation du châtelain ; à l'angle sud-est, le donjon déjà décrit ; enfin, adossées aux murs d'enceinte, plusieurs constructions, la plupart en bois, recouvertes de bardeaux, destinées à la garnison : le four, les hangars pour abriter les machines de guerre, enfin une tournelle qui contenait la chapelle. Il ne faut pas oublier le puits. En temps ordinaire, le château était gardé par un châtelain, qui percevait les redevances ou droits féodaux, payait les dépenses d'entretien du château

¹ Les comptes des châtelains dans M. D. G., t. VII, p. 322 et suiv. et t. VIII, p. 248 et suiv., et les Papiers Mallet (ms.) nous ont fourni la plupart des renseignements.

et ses défenseurs. Les délits commis dans l'enceinte de la maison forte relevaient de lui seul. Les habitants de Commugny et de Villette faisaient une partie des frais de la garde, composée en temps ordinaire de six à douze hommes d'armes ou clients et de trois ou quatre guets ou veilleurs. En groupant toutes les constructions du château, son donjon, ses courtines et les maisons appuyées à ses murs tant dedans que dehors, nous avons la vision d'un quartier à part, image accentuée par les violents faits d'arme qui s'y sont déroulés.

Cité pour la première fois en 1124 dans l'accord de Seyssel, sous le nom de *statio*, ce fief patrimonial de la maison des comtes de Genevois suscita perpétuellement de multiples difficultés¹.

Avec le château de l'Île, relevant de l'évêque, celui du Bourg-de-Four devient l'enjeu des guerres médiévales. Le premier commandait le pont du Rhône, le second l'entrée de la cité. Dès avant 1184, comme nous l'avons vu, le comte fait construire les murs extérieurs, ce qui soulève avec l'évêque une longue querelle, suivie d'un ordre de destruction qui ne fut jamais exécuté, enfin d'une sentence d'excommunication. En 1219, le litige n'est pas terminé, il est soumis à l'arbitrage de l'archevêque de Vienne et l'évêque prend le château sous sa protection. Dès 1250, il fait partie de la gagerie entre le comte de Genevois et Pierre de Savoie, ce dernier s'en empare. En 1285, il est restitué à la famille de Genève². Déjà les trois partis en présence se le disputent : l'évêque comme suzerain et prince de la ville, le comte de Genevois comme ancien titulaire, le comte de Savoie allié de la commune naissante parce qu'on le lui a remis en gage. Deux sièges successifs montrèrent que la place forte avait perdu de sa valeur défensive. En août 1291, le comte de Genevois, Amédée se jette dans la ville avec une multitude de cavaliers, l'incendie en partie. Aidé par le dauphin de Viennois, il bombarde du haut du château, à l'aide de catapultes

¹ *Régeste genevois*, n° 267.

² *Ibid.*, nos 574, 821, 823, 1182.

les tours de la cathédrale et le grand cloître du Chapitre défendus par la commune genevoise et le comte de Savoie. Ceux-ci répondent à ces violences par un siège en règle. Ils dressent deux machines, l'une dans la cour Saint-Pierre, l'autre devant la maison Tardi, ces engins abiment les murailles du château. Malgré les supplications de l'évêque, la lutte se déroule plusieurs jours avec une extrême âpreté. Les assaillants avaient placé des beffrois de bois ou « échifres » sur les toits des maisons appuyées à la courtine du château. Munis de boucliers ou mantelets, ils approchent de l'enceinte de la forteresse, avec un « chat », sorte de bélier, il minent les bases du donjon. Finalement, le comte de Genevois pour éviter une capitulation réussit à s'enfuir, non sans avoir saccagé les faubourgs de la ville¹.

Le comte de Savoie, avec les bourgeois de Genève, prend possession du château, son châtelain Pierre des Portes fait réparer les ouvrages endommagés, spécialement la brèche ouverte par le « chat » dans le donjon et la grande porte de la braie. Cependant la forteresse fait retour à son ancien possesseur, non sans que l'évêque s'en soit réservé la suzeraineté absolue. En 1305, l'évêque et le comte de Genevois s'accordent pour le restaurer et le défendre. Deux ans plus tard Edouard de Savoie l'occupe, mais doit peu après le remettre en gage à l'évêque. Enfin en 1320 Edouard de Savoie se décide à en faire le siège définitif, qui dure six à sept jours, du 16 au 22 avril.

Les comptes du péage de Villeneuve nous fournissent tous les détails sur cette opération longuement préparée². Les machines de guerre furent conduites à Genève par la voie du lac et le comte de Savoie fit appel à la noblesse du pays de Vaud pour exécuter son entreprise. Plus de 6240 hommes participèrent à ce siège important. L'attaque se fit du côté du donjon, en sapant les murs au moyen d'une « truie » (*troya*). La prise du château fut suivie d'une destruction systématique accompagnée

¹ *Régeste*, nos 1349, 1361, 1362.

² Des extraits de ces comptes ont été présentés par M. V. van Berchem à la Société d'histoire le 19 avril 1900 et déposés dans les archives de celle-ci. Voir aussi les Papiers Mallet et les actes publiés dans les M. D. G., t. XVIII.

d'un pillage complet effectué par les citoyens de Genève. Les poutraisons, les pierres et tous les matériaux de construction furent volés. L'évêque, à ce moment là propriétaire, lança immédiatement une sentence d'excommunication contre le comte de Savoie et une interminable procédure se poursuivit jusqu'en 1328. Finalement, après arbitrage, le comte de Savoie dut indemniser l'évêque et le comte de Genevois. Ce dernier pouvait reconstruire sa maison forte, mouvante du fief de l'évêque¹.

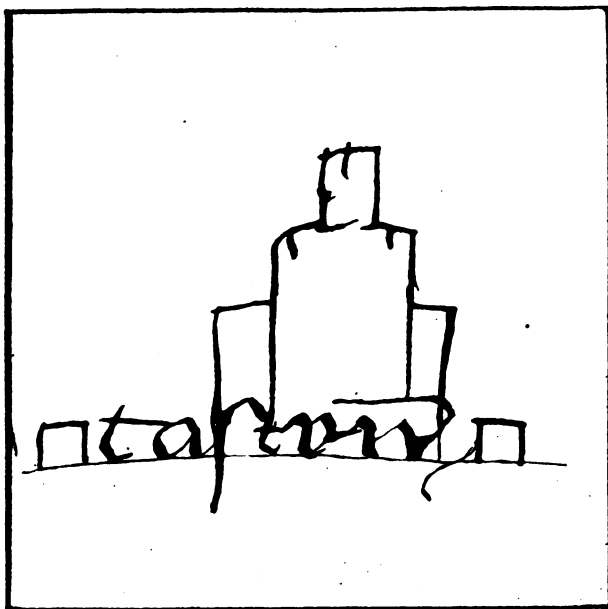


FIGURE 7.

Le château ne se releva jamais de ses ruines, seuls les restes du donjon subsistaient encore au début du XV^e siècle. Sur son emplacement, concédé par les comtes de Genevois, puis après 1355 par les comtes de Savoie, s'élevèrent des maisons et des jardins. Toute trace des murs disparut au cours des siècles.

¹ M. D. G., t. XVIII, p. 109 et 116.

La fière citadelle, l'antique tour des comtes de Genevois, n'est plus qu'un très lointain souvenir. Nous espérons cependant que par l'étude comparée des chartes, des comptes et des reconnaissances féodales, nous avons réussi à mieux définir l'étendue de cette forteresse ainsi que le rôle primordial qu'elle a joué au moyen âge dans notre cité.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

JUIN 1921

Personnel de la Société.

Depuis le mois d'octobre 1920, la Société d'histoire et d'archéologie a reçu au nombre de ses membres effectifs :

1920, 25 novembre, MM. Bernard MALLET.

Philippe HAHN.

Jean CRAMER.

1921, 27 janvier,

Maurice REYMOND, ingénieur.

André TOLEDANO, secrétaire à la
Société des Nations.

24 février,

Jacques LE FORT, Docteur en droit.

Pierre LOMBARD.

Elle a eu le regret de perdre six membres effectifs : Emile ODIER († 27 novembre 1920), Henri FAZY (voir ci-après), Max van BERCHEM (voir p. 406), Henry d'AURIOL († 11 avril 1921), Ernest PICOT (voir ci-après), Alfred CARTIER (voir p. 415).

Le nombre des membres effectifs était au 15 juin 1921 de 264.

La Société a encore perdu un des membres correspondants qu'elle s'était agrégés le 7 mai 1914, Emilio MOTTA (voir ci-après).

Henri Fazy, né à Berne le 31 janvier 1842, est mort à Genève le 22 décembre 1920¹. Il a fourni dès son adolescence — il avait en effet quinze ans lors de sa première communication à notre Société — une brillante carrière d'historien à côté de sa vie d'homme politique, que nous n'avons pas à retracer ici. Conservateur du Musée cantonal d'histoire et d'archéologie, alors logé au Palais de Justice, en 1862, nommé professeur d'histoire nationale au Collège industriel et commercial en 1863, Fazy devait être à plusieurs reprises arrêté dans son activité par une cruelle maladie; c'est pour cette cause que, nommé archiviste d'Etat en 1864, il dut démissionner en 1866, laissant la place à A. Grivel. Succédant en 1885 à M. Théophile Dufour, Fazy est nommé directeur des Archives. Conseiller d'Etat de 1870 à 1875 et de 1897 à sa mort, il s'intéressa toujours, malgré ses multiples et absorbantes occupations, à tout ce qui concernait les Archives d'Etat.

Dans les sociétés savantes de notre ville, Fazy joua aussi un rôle de premier plan, d'abord à la Société d'histoire et d'archéologie, dont il fut reçu membre le 23 février 1860 et à laquelle il présenta les résultats de ses premières découvertes², puis à l'Institut national genevois, dont il fit partie dès 1868 (Section des sciences morales). Fazy en fut le secrétaire général de 1872 à 1902; il présida la section dont il faisait partie depuis 1884 et enfin fut élu en 1902 président de l'Institut.

Travailleur acharné, Fazy a publié de nombreux volumes, brochures et articles historiques³. Une bibliographie complète de son œuvre paraîtra prochainement.

On peut dire d'Henri Fazy qu'il a popularisé l'histoire de Genève dans le sens le plus élevé du mot, et qu'il a exercé une réelle influence sur notre vie nationale.

Recourant toujours aux sources, il a su éviter cependant le

¹ *Journal de Genève* des 24 et 27 décembre 1920.

² Voir pour ses communications à notre Société le *Mémorial* et le *Bulletin*, t. II, p. 182, 218, 322, 426; t. III, p. 112, 459, 462.

³ Voir *Bulletin* t. II, p. 256 et Ch. Soret, *Catalogue.... de l'Université* (1896), p. 227.

compliqué et le touffu, donnant ainsi à sa narration, qu'il accompagne de nombreux commentaires, voire même de critiques, de la vivacité et du mouvement. Dans tous ses ouvrages se retrouve l'élégance de style, la finesse du bon écrivain. Son labeur mérite le respect; il y a peu d'exemples d'une telle persévérance dans le travail de cabinet au milieu des occupations si absorbantes d'une carrière politique. Fazy a fait honneur à notre histoire par la fidélité qu'il lui a témoignée.

La Société d'histoire gardera respectueusement son souvenir, et c'est un hommage de gratitude que lui doivent ses concitoyens.

Ernest Picot, né à Genève le 28 mai 1853, mort à Lausanne le 9 mai 1921, commença ses études de droit à Genève et les acheva à Heidelberg, où il prit son doctorat en 1875. Après deux ans passés à Paris comme attaché à la Légation de Suisse, il revint à Genève, fit son stage d'avocat, puis entra dans la magistrature comme substitut du procureur général en 1880. Juge à la Cour de justice dès 1884, il en fut président à trois reprises, enfin il était nommé, en décembre 1904, juge au Tribunal fédéral. Picot conserva ces fonctions jusqu'à sa mort et présida en 1919 et 1920 ce Haut Tribunal. Juriste à l'esprit clair et droit, Ernest Picot laisse de nombreuses publications juridiques. Il était membre de notre Société depuis le 11 mars 1880 et lui avait toujours manifesté un vif intérêt, quoique éloigné de notre ville par ses fonctions.

Emilio MOTTA est mort à Roveredo le 19 novembre 1920 à l'âge de 63 ans; il avait été nommé membre correspondant de notre Société le 7 mai 1914. Originaire d'Airolo, Motta avait fait ses études au Tessin, puis se rendit au Polytechnicum de Zurich où il obtint le diplôme d'ingénieur. Au lieu de suivre la voie que ses études lui avaient ouverte, il s'adonna à l'histoire. Après un stage de quelques années à Rome, aux Archives et à la Bibliothèque vaticane, il passa à la Bibliothèque Trivulziana à Milan, dont il fut directeur jusqu'à sa mort. En

1879 il commença la publication du *Bollettino storico della Svizzera italiana*, revue d'une grande valeur pour l'histoire du Tessin. Motta était vice-président de la « Società storica Lombarda », vice-président de la Société d'histoire du Tessin et membre de la Commission cantonale des Monuments historiques. Il signala en 1901 à notre Société des documents de la Bibliothèque Trivulziana concernant l'entreprise de Charles-Emmanuel contre Genève (de 1580 à 1603); c'était la correspondance de Charles-Philibert d'Este (fils de Philippe d'Este et de Marie, fille légitimée du duc de Savoie, Emmanuel-Philibert) qui avait été chargé par son oncle Charles-Emmanuel de plusieurs missions. Ces documents, transcrits par Emilio Motta, ont pris place dans les *Documents sur l'Escalade de Genève, tirés des Archives de Simancas, Turin, Milan, Rome, Paris et Londres* (1598-1603) publiés par notre Société (Genève, 1903, in-8).

Mémoires, Rapports

présentés à la Société

du 11 novembre 1920 au 12 mai 1921

890. — *Séance du 11 novembre 1920, à l'Athénée.***Le Pacte du Mayflower (11 novembre 1620), par M. Charles BORGEAUD.**

Désireuse de s'associer à la commémoration du 3^{me} centenaire de l'arrivée des Pères pèlerins au cap Cod, la Société a consacré sa séance de rentrée à la mémoire des premiers colons de la Nouvelle-Angleterre. Cette séance, à laquelle ont été spécialement invités les Américains présents à Genève, a débuté par une conférence du professeur Charles Borgeaud sur le pacte du « Mayflower ». Après avoir rappelé, avec l'aide de projections lumineuses, l'histoire des fondateurs de la colonie puritaine de New-Plymouth qui précéda de dix ans celle de Boston, et montré le lien moral et religieux qui l'unissait à la Genève de Calvin, le conférencier a donné lecture du Pacte célèbre, premier en date des contrats politiques américains, qui fait le sujet d'un des bas-reliefs du Monument international de la Réformation. Sur son invitation, l'assistance s'est levée pour rendre hommage aux signataires dont il a lu les noms chers au peuple des Etats-Unis. Voici comment il a caractérisé l'œuvre des Pères pèlerins :

• Leur œuvre a duré. Elle a grandi, défiant les siècles. Les fugitifs de 1620 sont les ancêtres d'une nation qui peuple un continent. Le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple, qu'ils ont inauguré, est devenu celui des nations modernes. Certes ils n'en sont pas les seuls créateurs — ce n'est pas à des Suisses qu'il est besoin de le dire, — mais leur exemple a eu une influence, une force d'expansion sans égales. Si l'on en cherche la raison, on est conduit à conclure que le secret de leur force est dans l'esprit qui les a guidés à travers l'océan et au travers des siècles. Compagnons du serment, comme les Confédérés de l'ancienne Suisse — dans la fidélité à leur pacte sacré et dans la foi chrétienne — ils ont cherché Dieu et sa justice avant toute chose.

« Le monument national que la piété et le patriotisme de leurs descendants a élevé, à Plymouth (Mass.), à la mémoire des Pères pèlerins rappelle leur souvenir par une imposante statue de granit de dix mètres de hauteur. Cette statue représente la Foi montrant aux hommes le chemin de la vie. Sur le socle, entouré de quatre statues allégoriques : la Moralité, le Droit, l'Instruction et la Liberté, on lit les noms de ceux qui sont venus à la côte du refuge avec le Mayflower.

« Qu'était chacune de ces congrégations minuscules en face des monarchies et des hiérarchies dont elles bravaient les édits contraires à leurs convictions ? Rien. Que sont-elles devenues par la fédération, le respect de la parole donnée et la grandeur de l'idéal poursuivi en commun ? L'histoire a répondu. Sa réponse est l'enseignement le plus précieux qu'elle puisse offrir aux démocraties qui cherchent leur voie dans le labyrinthe des intérêts matériels. Ce n'est pas la satisfaction plus ou moins complète de ces intérêts qui les fera vivre, grandir, durer. C'est le niveau moral auquel elles réussiront à hausser les consciences.

« La puissance des cités est dans l'esprit public qui anime les citoyens. A cet égard l'idée que l'association politique, que les destinées de l'Etat reposent sur un contrat, dont le respect est le premier des devoirs civiques, est une idée force. Elle a fait du petit peuple d'Israël un des grands ouvriers de l'histoire du monde. Son pacte était avec l'Eternel et sa constitution était la loi religieuse que l'Eternel lui avait donnée et à laquelle il avait juré d'obéir. Les réformés du XVI^e siècle ont retrouvé dans leur Bible cette idée du Contrat. Elle a suggéré aux Calvinistes anglo-saxons les *covenants* ecclésiastiques et les *covenants* politiques qu'ils ont élaborés et mis à la base de leurs constitutions. A ce moment le pacte de l'Eternel avec son peuple, auquel ils participent par la foi, leur en fait concevoir un autre, qui doit les lier entre eux comme individus. Les congrégationalistes en font le fondement de leur organisation religieuse et, lorsqu'ils deviennent fondateurs de colonies, de leur organisation politique. Lorsqu'enfin ces colonies deviennent des républiques, le Covenant devient Constitution et la base morale qu'il leur apporte en fait, dans la mesure où elles y sont fidèles, des Etats vigoureux et prospères dont l'Union deviendra au XIX^e siècle, une des premières puissances du monde, et, au XX^e siècle, décidera en faveur de la démocratie de la plus grande lutte qu'elle ait jamais eu à soutenir.

« Jamais l'histoire n'a parlé si clairement. Sa leçon aux Etats qui veulent pratiquer le gouvernement du peuple est une leçon d'idéalisme. Ce n'est pas avec de la matière qu'il faut bâtir les sociétés nouvelles. On ne

fonde rien de solide sur le sable, rien de grand dans la boue, et le roc qu'il faut chercher ne se trouve que sur la falaise ou sur la montagne. »

Après une allocution d'un représentant de la colonie américaine, qui a chaudement remercié la Société d'histoire et le conférencier, un thé a été servi dans les salons de la Société des Arts.

891. — Séance du 25 novembre 1920.

Emilio Motta, notice biographique par M. Paul-E. MARTIN, président.

Le seul service de censure effective de la presse en Suisse, pendant la guerre (1916-1918), par M. Edouard FAVRE.

L'internement des prisonniers de guerre malades ou blessés a commencé en Suisse à la fin de janvier 1916. La Légation d'Allemagne puis l'Ambassade de France fondèrent des journaux pour les internés: La *Deutsche Internierten-Zeitung* commença à paraître en août 1916, le *Journal des Internés Français* en novembre de la même année; une censure préventive était exercée; tous les articles devaient être soumis, en manuscrit ou en épreuve, à un officier du Service de l'Internement qui avait de pleins pouvoirs. C'est à tort qu'on a constamment appelé « censure » le Bureau de contrôle de la presse de l'Etat-Major; une censure effective de la presse n'a été exercée en Suisse que par le Service de l'Internement et pour ces deux journaux seulement. M. Favre expose les principes de cette censure et les incidents auxquels elle donna lieu, spécialement avec la rédaction du journal allemand.

La villa romaine de La Grange, résultat des fouilles, communication de M. Louis BLONDEL.

M. Blondel fait tout d'abord l'historique des fouilles qui ont été entreprises en 1919 à La Grange: puis il décrit les restes de l'édifice et passe en revue les objets qui y ont été retrouvés, poteries sigillées, stucs, marbres, briques, etc. Il a été aidé dans ses recherches par M. Gaston Darier. M. Blondel conclut à une villa de plaisance *pseudo-urbana*, à plan très analogue au type italique, qui a duré du dernier tiers du 1^{er} siècle à la fin du IV^e siècle, après une reconstruction à la fin du III^e siècle. Il croit pouvoir rechercher les propriétaires dans la famille des *Fronto* et esquisse l'étendue de leurs *fundus* aux portes de Genève. La communication était accompagnée de plans, de photographies et d'objets.

892. — *Séance du 9 décembre 1920.*

Talismans de guerre, de chasse, et de tir sur les armes du Musée d'art et d'histoire, par M. Waldemar DEONNA. — Impr. dans *l'Indicateur d'antiquités suisses*, n. s., t. XXIII, 1921, p. 142-154 et 194-202.

Compte rendu, par M. Paul-E. MARTIN, du travail de M. l'Abbé F. Marullaz intitulé: *La Vérité sur l'Escalade, d'après des documents décisifs*, dans la *Revue Savoisienne*, 61^{me} année, Annecy 1920, p. 31-36, 92-116. — Impr. dans *Journal de Genève* du 10 décembre 1920. Voy. aussi *Journal de Genève*, du 5 janvier 1921, et *Revue d'histoire suisse*, 1921, p. 108.

893. — *Séance du 13 janvier 1921.*

Rapports du président (M. Paul-E. MARTIN) et du trésorier (M. Henry NECKER).

Election du Comité: MM. Edouard FAVRE, président; Louis BLONDEL, vice-président; Georges FOËX, secrétaire; Henry NECKER, trésorier; Ernest CHAPONNIÈRE, bibliothécaire; Francis DE CRUE; Victor VAN BERCHEM; Paul-E. MARTIN; Fernand AUBERT.

Henri Fazy, notice biographique par M. Paul-E. MARTIN.

Les traités de délimitation du territoire genevois (1535-1816), (1^{re} partie), par M. J.-J. MONNIER. — Voir, ci-après, p. 382.

894. — *Séance du 27 janvier 1921.*

Notes par M. Eugène RITTER sur la liste des écrivains genevois établie par M. Gustave Lanson, dans son ouvrage intitulé: *Manuel bibliographique de la littérature française moderne*, Paris, 1909-1914, in-8 de 1713 p.

M. Lanson a voulu fournir un instrument de travail aux étudiants qui se proposent de faire des recherches sur l'histoire littéraire de la France. Son livre indique les ouvrages qui sont utiles à l'étude de tous les écrivains notables. Il implique donc l'établissement d'une liste de ces écrivains.

D'après l'index qui le termine, on peut évaluer ce nombre à près de six mille.

La liste des écrivains genevois, que M. Ritter a dressée d'après le *Manuel* de M. Lanson, comprend naturellement, à côté de ceux qui tenaient de leur naissance, le droit de cité dans notre ville, ceux qui l'ont obtenu de octroi de l'autorité compétente. M. Ritter a cependant omis quatre d'entre eux : Robert Estienne, son fils Charles, et Claude Baduel, qui n'ont fait paraître à Genève aucune de leurs publications, et Madame de Staël. Celle-ci a été, à la vérité, genevoise jusqu'à son mariage avec un Suédois; on peut même dire qu'elle est redevenue genevoise dans la quatrième année qui a suivi son mariage, puisqu'en date du 19 décembre 1789, le Conseil de Genève a octroyé le droit de bourgeoisie à M. le baron de Staël. Mais en vérité, Madame de Staël a été française toute sa vie : son cœur n'a jamais appartenu à notre ville.

En revanche, M. Ritter a fait entrer dans cette liste quatre écrivains qui ne nous appartiennent que parce qu'ils ont passé à Genève vingt ans ou davantage *grande mortalis aevi spatium* : Lesage de la Colombière Charles-Victor de Bonstetten, Edmond Scherer et Marc Monnier.

La liste ainsi établie comprend 80 écrivains. Mais 22 d'entre eux n'y figurent qu'à titre de traducteurs. Le nombre des écrivains originaux se réduit ainsi à 58. Dix sont du XVI^e siècle; trois du XVII^e; vingt-six du XVIII^e; dix-neuf du XIX^e. Quatre seulement appartiennent au beau sexe: Jeanne de Jussie, qui a vécu au temps de la Réformation; Marie Huber, qui est née en 1695; Madame Necker-de Saussure, en 1766, et Madame de Gasparin en 1813.

La part de Genève dans la littérature française: une soixantaine d'écrivains, sur près de 6.000, se trouve ainsi fixée à un pour cent. Elle est donc très modeste. Nous pouvons néanmoins nous en contenter, surtout si nous songeons que parmi les écrivains vraiment grands, qui n'atteignent pas en France la centaine, nous pouvons en revendiquer deux: Calvin et J.-J. Rousseau.

M. Lanson a été équitable pour les écrivains genevois des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles. On ne voit qu'une lacune à signaler pour toute cette période: Delolme a été oublié. Mais nos écrivains du siècle dernier n'ont pas tous à se louer de M. Lanson.

Il est frappant de voir que si l'on cherche quels sont les pays d'origine des familles qui ont donné à notre ville des hommes éminents ou simplement distingués, les conclusions qu'on peut tirer du *Manuel* de M. Lanson concordent approximativement avec celles qui se déduisent des nominations

faites par les différentes Académies de l'Institut de France, quoique les deux listes n'aient que huit noms communs.

	D'après le <i>Manuel</i> de M. Lanson.	D'après les choix des Académies.
Savoie et Suisse Romande	15	16
France	33	30
Pays germaniques	8	7
Italie	2	1
	58	54

M. Lanson a passé bien des années à établir sa liste de plus de 20.000 ouvrages. Il a droit à la reconnaissance de tous ceux qui se servent de son livre.

La frontière entre Genève et la Savoie d'après les traités de 1754 et de 1816 (suite et fin), par M. J.-J. MONNIER.

La frontière internationale du canton de Genève se développe sur un périmètre de 81 kilomètres, comprenant deux sections d'égale étendue: celle du pays de Gex, de la Versoix au Rhône (rive droite), et celle de Savoie, du Rhône au Lac (rive gauche). L'établissement de cette frontière émane des traités internationaux de limites, signés entre la République de Genève et les Etats voisins (Berne, France, Sardaigne) et complétés par les procès-verbaux de délimitation où sont mentionnés tous les détails de la ligne frontière conventionnelle et l'emplacement des bornes numérotées.

Sans remonter aux actes de bornage du moyen âge, antérieurs à la formation de la Seigneurie et très nombreux dans notre région, où les droits de propriété et de souveraineté étaient extraordinairement enchevêtrés, nous trouvons comme premier acte régulier de délimitation la convention signée en 1538 entre Genève et Berne pour l'élargissement des franchises de la ville. Le territoire concédé par les Bernois fut délimité: au nord, du Rhône, sous Châtelaine, au lac (côté de Gex) selon la limite actuelle de la commune du Petit-Saconnex et au sud (côté Gaillard), du lac, sous Coligny, à l'ancien pont de Chêne sur la Seymaz. La frontière au nord de la ville resta sans modification jusqu'en 1798.

Ce n'est qu'au milieu du XVIII^e siècle que les traités de Paris (1749) et de Turin (1754) terminèrent les longs différends territoriaux et les multiples complications de souveraineté débattus dans notre région depuis la Réforme-

Le traité de Paris donna lieu à deux procès-verbaux de délimitation pour le territoire de Genthod (1750) et pour le mandement de Peney (1752), formé des communes de Satigny, Russin et Dardagny. Celui de Turin, auquel était déjà annexé un procès-verbal de limites, fut complété par un acte signé à Cornières le 1^{er} février 1755, comprenant 4 sections pour la nouvelle frontière genevoise : 1^o de l'Arve au Rhône, suivant la frontière actuelle de Plainpalais; 2^o du lac, sous Vésenaz, jusqu'au pont de Chêne (limite actuelle des communes de Cologny, Vandœuvres, et Chêne-Bougeries); 3^o le mandement de Jussy (communes de Jussy et Gy); 4^o la Champagne, du Rhône à Aire-la-Ville (limite des communes de Chancy, Avully et Cartigny).

Enfin, à la suite du traité de délimitation franco-sarde conclu à Turin en 1760, le territoire d'Aire-la-Ville revint à la Savoie et fut séparé de celui de Cartigny par un acte de bornage signé en 1761.

A la fin du XVIII^e siècle, le territoire genevois était entouré de 148 bornes sur la rive droite et de 437 sur la rive gauche. La plupart de ces bornes disparurent pendant l'occupation française et furent utilisées comme matériaux de construction.

Les laborieuses négociations de 1815-16 donnèrent au canton de Genève sa frontière actuelle en désenclavant son ancien territoire. Le traité de Paris du 20 novembre 1815 fut suivi de l'acte de délimitation du 20 juillet 1825, fixant la nouvelle frontière qui, depuis le canton de Vaud, englobait les communes de Versoix, Collex-Bossy, Grand-Saconnex, Pregny et Meyrin, où elle rejoignait l'ancienne limite du mandement de Peney qu'elle suivait jusqu'à la jonction du nant de Charmilles au Rhône, à l'ouest de la Plaine. 182 bornes furent plantées, portant avec la date de 1818, pour la France, la fleur de lys, et pour Genève, la lettre G ou les armes du canton sur les bornes principales.

D'après le traité de Turin du 16 mars 1816, la nouvelle frontière fût marquée par 105 poteaux en bois, remplacés en 1819 par des bornes en pierre portant les lettres G et S (Genève et Savoie) et les armes des deux Etats (aigle sarde et écusson genevois) avec le millésime de 1816. De l'embouchure de la Vesogne dans le Rhône en aval de Chancy, jusqu'à celle de l'Hermance dans le lac, 219 bornes furent placées.

Pour les sections communes de l'ancienne frontière de la Champagne et du mandement de Jussy, les procès-verbaux de 1755 furent reproduits dans l'acte de délimitation du 20 octobre 1819 et les bornes disparues furent replacées dans leur ancienne position.

Sur les passages des cours d'eaux limitrophes où n'existait alors pas de

pont, on plaça sur chaque rive 2 bornes correspondantes, notamment sur la Laire, l'Arande, la Drize et l'Hermance, seul le cours du Foron restant entièrement dans la souveraineté de Sardaigne.

L'entretien des bornes limites déplacées ou disparues, soit par des accidents naturels (érosions, enfouissements, éboulements), soit par des travaux artificiels (construction de routes, réfection de chemins, etc.) a donné lieu à de fréquentes revisions, surtout au XVIII^e et à la fin du XIX^e siècle. Chaque réfection ou restauration de borne nécessite, aujourd'hui comme autrefois, une négociation internationale et l'établissement d'un double acte diplomatique. Ces travaux ont été moins fréquents sur la frontière de l'Ain, déterminée avec plus de soin, que sur celle de Haute-Savoie où, notamment de 1896 à 1899, trois corrections furent apportées à la ligne frontière sur le cours de la Vesogne, sur la route de Soral à Viry près de la Laire et sur celle de Bossey à Veyrier, au pied du Salève. Ces rectifications amenèrent l'établissement de 18 bornes complémentaires marquées des lettres F (France) et S (Suisse) qui, y compris les onze bornes *bis* (doublées), en portent le total à 248 sur la rive gauche.

La destruction de l'abbaye de Bellerive et l'érection de son fief en seigneurie, communication de M. Théodore FOEX.

Le couvent des cisterciennes de Bellerive, fondé en 1150 par Girolld, seigneur de Langin, fut détruit, le 7 octobre 1530, par un parti de Genevois et de Suisses. Le récit qu'en fait Jeanne de Jussie dans le *Levain du Calvinisme* est confirmé par une série de lettres conservées aux Archives de Genève et écrites du 17 janvier au 29 juillet 1531 par les Conseils de Berne et de Fribourg, le Chapitre de Lausanne, Claude de Mondragon, abbesse de Bellerive et par son neveu. A la copie d'une de ces lettres est jointe une liste des principaux coupables. Lassées de réclamer en vain, les religieuses abandonnèrent leur abbaye détruite.

Au début de février 1536, les Genevois s'emparèrent de toute la région comprise entre Arve et Lac et établirent, le 24 mars suivant, un châtelain pour rendre la justice aux sujets de Bellerive. Mais bientôt les Genevois durent abandonner leur conquête à leur puissante alliée. Berne devenue propriétaire du fief de Bellerive l'érigea en seigneurie et l'abergea le 23 novembre 1542 à No. André Philippe en baptisant du nom de maison-forte les ruines de l'Abbaye. Jean Philippe ayant été compromis dans le complot des Fugitifs, sa seigneurie fut confisquée et abergée à nouveau le 28 novembre 1565 à son beau-frère, No. Aymé Plonjon.

La paix de Cateau-Cambrésis (1559) ayant réintégré le duc de Savoie

dans ses anciens Etats, un arrangement intervint à Lausanne en 1564 avec Berne, qui lui rendit le Chablais et les bailliages de Gex, de Ternier et de Gaillard. La seigneurie de Bellerive releva dès lors de la couronne de Savoie et Plonjon devint le débiteur du Duc pour les sommes qu'il lui restait à devoir sur le prix de sa seigneurie. Cette créance ayant été cédée le 28 mai 1572 par le Duc à François Prosper de Genève en reconnaissance de ses services, celui-ci la céda par divers actes de cession et d'hypothèque à Rodolphe et Antoine de Reynold de Fribourg.

No. Aymé Plonjon et son petit-fils Georges, qui lui succéda en 1596, n'ayant pu acquitter leur dette, Paul Plonjon, fils du dernier, dut partager en 1651 le titre de seigneur de Bellerive avec le fils d'Antoine de Reynold. Le 2 février 1666, Reynold céda ses droits à No. Jacques de Loys autre créancier de Plonjon, qui le même jour se rend possesseur de tous les droits que Plonjon possédait encore sur Bellerive, et devint par ce fait seigneur de Bellerive, titre qui resta dans sa famille jusqu'à l'extinction de celle-ci en 1793.

895. — *Séance du 10 février 1921.*

L'affaire des Natifs et la prise d'armes de 1770, par M. Albert CHOISY.

Les « Natifs », fils ou descendants des habitants de Genève, n'ont constitué que tardivement une classe distincte de ceux-ci. Leur désignation sous ce nom, sans une indication d'origine, date, dans le langage courant, de la deuxième moitié du XVIII^e siècle; elle apparaît pour la première fois, semble-t-il, dans un texte législatif en 1735¹. Quoique considérés comme des nationaux, les Natifs ne jouissaient ni des droits politiques, ni des mêmes privilèges que les citoyens et bourgeois. Pendant longtemps ils supportèrent cette inégalité sans récriminer, mais, après avoir, en grand nombre, appuyé les revendications de la bourgeoisie, en 1767, ils se sentirent portés à en formuler pour leur propre compte.

Avec l'aide de Voltaire, ils s'étaient présentés aux Médiateurs et leur avaient remis, ainsi qu'au Conseil, des exposés de leurs réclamations. La crainte d'indisposer la bourgeoisie en restreignant ses privilèges limita l'effet de la bonne volonté que ces autorités avaient témoignée à quelques

¹ Règlement sur la garde et l'office du syndic de la garde et du maître d'artillerie, article 1.

concessions peu importantes. L'Edit du 11 mars 1768, imposé au Conseil par la menace d'un soulèvement, n'y ajouta que des avantages insuffisants.

Les Natifs commencèrent alors à s'éloigner des citoyens et bourgeois qui manifestaient souvent du dédain à leur égard et redoutaient leur concurrence commerciale, et qui obtinrent, en juillet 1769, du Conseil, un *placard* interprétant dans un sens restrictif les concessions de 1768.

Se fondant sur la présence des habitants dans les Conseils généraux de l'époque épiscopale, les Natifs prétendirent que les fils d'habitants étaient citoyens comme les fils de bourgeois. Des propos de ce genre firent incarner Guillaume Resseguerre, pour le sort duquel ses congénères conçurent des craintes extrêmement vives. Sa condamnation à une peine assez douce porta l'ivresse dans le cœur de la foule qui attendait son jugement. Il en résulta un cortège triomphal, dont l'indécence mit le comble à l'irritation de la bourgeoisie (14 février 1770).

Les chefs des Représentants, entre autres Vieusseux et Clavière, firent alors pression sur le Conseil pour l'engager à réprimer l'insolence des Natifs. L'ayant assuré du concours de la bourgeoisie, malgré les lois qui limitaient l'emploi de la garnison, ils obtinrent, le lendemain, le décret d'une prise d'armes générale, dont leurs partisans furent avisés une demi-heure d'avance. Un très grand nombre de Natifs furent emprisonnés dans divers locaux, plusieurs furent maltraités, trois d'entre eux perdirent la vie.

En vue de rétablir l'ordre, un Edit fut adopté par les Conseils, d'accord avec les chefs de la bourgeoisie. Cet Edit condamnait les prétentions des Natifs, astreignait la plupart d'entre eux à un serment et en bannissait huit considérés comme les chefs. D'autre part, il proclamait une amnistie pour les autres, abolissait les inégalités les plus choquantes, et facilitait l'accès à la bourgeoisie. Le Conseil Général l'adopta à une très grande majorité, le 22 février 1770.

La plupart des historiens ont présenté ces événements sous un jour inexact, soit en ajoutant foi à de prétendus projets violents des Natifs, soit en attribuant au Conseil l'initiative de la prise d'armes.

David Boudon, graveur, dessinateur et peintre à Genève (fin du XVIII^e siècle), par M. Charles ROCH. — Paraîtra prochainement dans *Pages d'Art*.

A propos d'un manuscrit, par M. Raoul CAMPICHE.

M. Campiche apporte quelques éclaircissements sur la personnalité de Hugues Tholopon dont M. Delarue avait entretenu la Société.

Cf. *Bulletin*, t. IV, pages 291 et suiv.), à propos d'un manuscrit liturgique du XV^e siècle, conservé à la Bibliothèque de Genève.

Curé de Saint-Victor de 1385 à 1404, Tholopon est chargé à plusieurs reprises de tenir les comptes de la Confrérie des 7 curés de Genève; on retrouve sur ces derniers la signature autographe de O. Tholopon signalé sur le manuscrit mentionné plus haut. Fils de Pierre Tholopon, meunier, et d'Agnès Sone, il avait une sœur, Jeannette, femme d'Etienne Balleyset, et possédait une maison « sise au Mazel neuf », actuellement n° 15 de la Grand'Rue.

896. — *Séance du 24 février 1921.*

A propos du centenaire de l'Ecole des Chartes, adresse envoyée, au nom de la Société, par M. Edouard FAVRE. — Impr. dans *Centenaire de l'Ecole des Chartes, 1821-1921*, Paris, 1921, in-8, p. 95-96.

Le Château de Genève, par M. Louis BLONDEL. — Impr., ci-dessus, p. 362.

L'aqueduc romain de Cranves à Genève, par M. Louis BLONDEL.

Depuis les études du docteur Henri Gosse, personne n'a cherché à établir d'une façon précise le tracé du grand aqueduc antique qui alimentait Genève d'eau potable. Cependant, il semble que des fragments importants de cet ouvrage subsistent encore. M. Blondel a retrouvé, dans les archives de la commune de Thônex et au Département des travaux publics, des plans de la région de Chêne qui indiquent le parcours de cet aqueduc. En 1831, la Chambre des travaux publics procéda à des sondages pour retrouver exactement la direction de cet aqueduc et la provenance des eaux qui y coulaient. Le rapport fait par l'ingénieur Pronier sur ces recherches donne des renseignements précieux. Nous possédons ainsi le plan du tracé de cet aqueduc, de Moillesulaz jusque devant l'école de Chêne-Bourg, mais le parcours des tronçons Cranves-Moillesulaz et Chêne-Genève n'est pas encore établi d'une manière certaine. Il serait à souhaiter que ces recherches aboutissent et que l'on puisse établir un plan complet de cet ouvrage romain, l'un des plus considérables exécutés dans notre pays.

Barthélemy Du Pan, peintre et magistrat genevois (1712-1763); son portrait par lui-même au Musée d'art et d'histoire de Genève,

par **M. Paul-E. MARTIN**. — Impr. dans le spécimen d'une page de texte de l'ouvrage intitulé : *Le Portrait genevois à travers les siècles*, par Paul-E. Martin et Adrien Bovy (Bâle, Frobenius S. A. — *A paraître*.)

Le portrait conservé au Musée d'art et d'histoire représente un peintre assis devant un chevalet, la palette sur le bras et se retournant pour faire un signe amical à un petit enfant porté dans les bras de sa mère ; au premier plan un autre enfant vêtu d'un costume féminin s'appuie au genou du peintre et joue avec un pinceau.

La notice publiée par M. Paul-E. Martin, identifie, selon une tradition ancienne, ces personnages du « tableau de famille » signalé dès 1761 dans le testament du peintre et syndic Barthélemy Du Pan, à Du Pan lui-même, à sa femme et à ses deux fils aînés. Cette identification a soulevé diverses objections, surtout à cause du costume féminin de l'enfant qui joue avec le pinceau ; on a élevé des doutes sur la possibilité d'admettre qu'en 1747 un garçon de quatre ans environ pût porter des vêtements de jeune fille. M. Paul-E. Martin invoque, pour établir la pratique de cette mode féminine, le portrait de Paul Moulton (1730-1787) appartenant à M^{me} René Masset ; d'autres toiles de Barthélemy Du Pan, conservées en Angleterre et dont les photographies lui ont été obligeamment communiquées par M. Adrien Bovy, attestent, à la fois dans les tableaux de Du Pan et dans la haute société anglaise de la première moitié du XVIII^e siècle, le port assez tardif de robes par de jeunes garçons.

Au reste, si le syndic J.-J. Rigaud (*Renseignements sur les Beaux-Arts à Genève*, n^{le} éd., Genève, 1876, in-8, p. 145-146) a désigné Barthélemy Du Pan, sa femme et ses enfants comme étant les personnages de ce tableau, c'est qu'il tenait ce renseignement d'un petit neveu de Barthélemy, Jean-Marc dit John Du Pan décédé le 26 janvier 1838 et qui avait pu fort bien connaître le fils aîné du peintre, mort en 1818. La note autographe de J. Du Pan qui a servi de source à J.-J. Rigaud se retrouve à la p. 99 des « Extraits relatifs à l'histoire de Genève » de Rigaud, ms. de la Bibliothèque publique et universitaire.

897. — *Séance du 10 mars 1921.*

Max van Berchem, allocution par **M. Edouard FAVRE**, président.
— Impr., ci-après, p. 406.

La vie d'Horace-Bénédict de Saussure, par **M. F.-F. ROGET**, d'après l'ouvrage de Douglas W. Freshfield et Henry F. Montagnier, intitulé : *The life of Horace Benedict de Saussure*, Londres, 1920, in-8.

L'inscription romaine de Gex, compte rendu, par M. Paul-E. MARTIN, d'un article de M. Camille Jullian, intitulé: *Notes gallo-romaines*, dans la *Revue des études anciennes*, octobre-décembre 1920. — Voy. *Revue d'histoire suisse*, 1921, p. 106.

898. — Séance du 31 mars 1921.

Les débris humains fossiles, leur distribution géographique. Essai de reconstitution plastique des races primitives, avec projections lumineuses, par M. Raoul MONTANDON.

M. Montandon a eu la curiosité de rechercher, dans la littérature scientifique, les travaux relatifs aux débris ostéologiques attribués, à tort ou à raison, à l'homme fossile. Il a pu dresser ainsi un inventaire, qui lui a permis de confectionner une carte mondiale de distribution de ces précieux documents. Ceux-ci, après être restés longtemps confinés dans le seul continent européen, intéressent aujourd'hui le monde entier. Le total auquel est arrivé M. Montandon ascende au chiffre de 168 trouvailles, dont 137 pour l'Europe. Mais sur ce chiffre il n'y en a guère qu'une soixantaine qui puissent être rapportées, avec certitude, à l'homme quaternaire.

On aurait tort de conclure, du fait que la majorité de ces découvertes se rapporte à l'Europe, que cette région du globe a été plus anciennement et plus complètement habitée que telle ou telle autre, car il est certain que l'importance de ces découvertes est fonction de conditions sociologiques et géographiques particulières et en rapport avec le zèle apporté par les chercheurs.

Ce matériel ostéologique peut se classer, soit chronologiquement, c'est-à-dire d'après l'âge des débris, soit morphologiquement, d'après leurs caractères physiques.

On peut déduire déjà de ces classifications qu'il a existé des espèces distinctes d'hominiens au cours des temps quaternaires. De ces espèces fossiles la mieux connue actuellement est celle de l'*Homo Neanderthalensis* révélée par un ensemble de trouvailles très homogène. Le conférencier insiste également sur les diverses hypothèses concernant la filiation qui peut s'établir entre l'homme actuel et les formes ancestrales. Dans la seconde partie de son exposé, M. Montandon fait passer sur l'écran les « essais de reconstitution plastique » exécutés par M. Mascré, sous la direction scientifique de M. A. Rutot. Il termine en formulant le vœu que Genève

possède. un jour, dans une des salles du Muséum d'histoire naturelle, une collection de documents relatifs à la paléontologie humaine : « C'est un devoir, dit-il, vis-à-vis d'une science qui a fait de si grands progrès, et vis-à-vis de Carl Vogt, notre compatriote, qui a beaucoup contribué à son développement. »

Notes sur Antoine Froment, par M. Raoul-F. CAMPICHE.

M. Campiche communique des notes sur Froment, dès la prédication du Molard jusqu'à la fin du Réformateur ; ce travail, produit de recherches dans diverses archives, contient quelques détails inédits.

A sa rentrée à Genève, lorsqu'il quitta le Chablais, Froment paraît avoir habité dans une maison appartenant à Marie Robert, sa belle-fille, située en la rue de l'Hôtel-de-Ville (n° 11 actuel). De 1773 à 1809 ce fonds fut la propriété de Saint-Ours le peintre.

A Vevey, où Froment avait trouvé un refuge pendant son exil (1562-1572), il fit un premier testament en date du 11 décembre 1570 par devant M^e François Chevalier, notaire à Vevey, dans lequel on trouve la mention d'un sien frère, nommé Claude Froment, auquel il donne tous ses biens situés « en Daulfiné, lieu de Cornyllon en Tryeves, bailliage de Grenoble ».

Antoine Froment et Marie Blanc, sa femme, moururent, lui en 1581 et elle sept ans plus tard, dans la maison du notaire Michel Try où ils habitaient depuis plusieurs années. Ils avaient tous deux testé, par devant le notaire précité, respectivement Froment le 27 janvier 1581 en faveur de No. Louis de Châteauneuf, et sa femme, le 13 août 1588, en faveur des consorts Boeymond de Saint-Julien, ses neveux.

La maison de M^e Michel Try, notaire, se trouvait à l'angle méridional de la rue du Boule et de la rue des Limbes. Elle procédait de No. François de Veyrier qui, en 1430, possédait encore la parcelle située en face, sur le côté gauche de la rue de la Fontaine en montant. L'immeuble actuel, qui porte le n° 12 de cette dernière rue, date du XVIII^e siècle et fut la propriété des familles Massé, Bellamy, Torras etc.

Le second corps de logis situé sur le derrière a été démoli en 1919 pour dégager le chœur de l'église de la Madeleine, nouvellement restaurée.

M. Campiche donne ensuite quelques renseignements sur l'activité notariale de Froment. Celle-ci paraît avoir été très restreinte, puisque, comme on le sait, il s'est occupé de la copie des Chroniques de Bonivard et de la rédaction de ses *Actes et gestes merveilleux de la Cité de Genève*. On ne connaît de lui que deux actes, savoir : 1° vers 1562 le testament aujour-

d'hui perdu d'un M. Fabry, et 2^o en date du 8 mai 1558 une procuration par No. Dorothée Stafford à Messire Rodolphe Stafford son beau-frère. Sur cet acte, voir Charles Martin, *La famille Stafford à Genève*, dans le *Bulletin*, t. IV, p. 206-207.

Les minutes de Froment, ne se trouvent pas aux Archives d'Etat où, selon l'ordonnance de la Seigneurie de Genève, elles auraient dû être déposées après sa mort. A cet égard le conférencier cite des prescriptions en vigueur à l'époque (10 décembre 1536, 13 mai 1539, 29 janvier 1568, etc.).

Enfin il relève le fait que dans le testament de Froment, il est question de volumes manuscrits et imprimés, qui auraient passé à No. Louis de Châteauneuf. Ces documents existent-ils encore?

899. — *Séance du 14 avril 1921.*

Les monnaies « pour les Soldats de Genève », 1590, par M. Albert CHOISY.

La monnaie de cuivre destinée au paiement des troupes à la solde de la Seigneurie pendant la guerre contre la Savoie fut décrétée par le Conseil le 10 juin 1590; mais au lieu des pièces de 1 et 3 sols, elle comprit des pièces de 1, 6 et 12 sols.¹ Les soldats les employaient pour payer leurs vivres, surtout le pain, aux fournisseurs, qui se faisaient rembourser dans les trois mois par le syndic chargé des deniers de l'Arche. L'émission fut arrêtée à la fin de l'année; elle atteignit un montant de 37,055 florins. Elle avait été précédée par la mise en circulation de « marques » en laiton sans valeur nominale, mais comptées pour 1, 3 ou 4 sols.

Une ambassade suisse à Paris, auprès du roi Henri III, en 1582, par M. Frédéric GARDY.

M. Gardy décrit et commente un opuscule assez rare, dont un exemplaire vient d'être donné à la Bibliothèque publique et universitaire, et qui est intitulé: *Brief discours de la magnifique réception faite par Henry troisieme, roy de France, aux Ambassadeurs des Potentats, Suisses, Grisons et leurs Coalliez, députez à jurer l'alliance accordée entre sadicte Majesté et les dits Seigneurs des Ligues, non imprimé jus-*

¹ Voir M. D. G., série in-4, t. I, p. 89 et pl. V.

ques à présent, à cause de la maladie et longue absence de l'auteur. Par Charles Tatt, gentilhomme, et citoyen de Coire, pays des Grisons. Paris, chez Jamet Mettayer, 1585, in-4 de 39 p. avec 1 pl.

De l'auteur on ne sait guère que ce qu'il dit de lui-même au cours de son récit ; il faut très vraisemblablement l'identifier avec « Carli Datt von Bellentz », qui fut reçu bourgeois de Coire en 1570 (Archives de la ville de Coire ; comm. de M. F. Pieth, à Coire.)

L'exemplaire donné à la Bibliothèque de Genève a appartenu au doyen Philippe Bridel, qui en a fait l'objet d'un article dans le *Conservateur suisse pour 1828*, n° XLVI (Genève 1827), p. 409-430. Voir aussi : Hal-ler, *Bibl. der Schweizer Geschichte*, t. V, n° 588.

Recherches sur quelques châteaux des environs : Ternier, Montfort, Langin, par M. Louis BLONDEL.

La plupart des châteaux de la région de Genève ont été peu étudiés. M. Blondel a relevé le plan des ruines de quelques-uns de ces édifices. Grâce à des données précises, il sera possible plus tard de faire une étude d'ensemble sur l'art militaire au moyen âge dans notre pays, étude qui permettra de mieux comprendre les événements historiques et politiques.

Le château de Ternier, déjà cité au début du XII^e siècle, se composait de deux édifices distincts : celui de la famille de Ternier, appelé de la Poype, et celui des Comtes de Genevois. Le plus ancien est celui de la Poype, démoli en 1589 et dont les ruines sont encore très visibles. Il comprenait une forte tour polygonale irrégulière, en forme d'éperon, entourée d'un mur d'enceinte ou chemise et d'une cour d'entrée où se trouvaient les logis et communs. L'éperon est dirigé sur le point faible de la défense : le chemin d'accès conduisant à l'entrée. La construction nous indique que nous avons affaire à un donjon pouvant dater de 1150 environ, mais non du XI^e siècle, comme le pensent certains historiens.

Le château de Montfort, marqué sur les cartes sous le nom d'Arvilard, s'élevait sur les contreforts du Salève, dans la commune d'Archamps. Sa tour carrée, mesurant 7 m. 50 sur 7 m. 50, est encore très visible. Il offre tous les caractères d'un château de montagne, ses ruines surmontent des pentes à pic. On peut le dater du début du XII^e siècle. Originellement, il appartenait à la famille de Montfort, issue des Ternier, puis il passa à la branche des Allinges-Montfort.

Le château de Langin n'a pas été mieux étudié que les précédents. Cependant son donjon circulaire est très bien conservé, il mesure 6 m. 90

de diamètre. En outre on voit encore des murs d'enceinte dessinant une ellipse allongée et des doubles fossés coupant l'éperon de la crête. La forme de la grande tour ne permet pas de lui assigner une date antérieure au début du XII^e siècle, par contre les murs d'enceinte et les fossés paraissent beaucoup plus anciens. Rappelons que sur cet emplacement il a été trouvé des objets de l'époque de la pierre polie. Les nobles de Langin sont déjà cités avant 1113, mais le château semble primitivement avoir appartenu aux sires de Faucigny. Il fut démoli dans les guerres du XVI^e siècle.

Jean-Gabriel Eynard chez Louis-Philippe, par M. Henri LE FORT.

La découverte de Daguerre, en 1839, avait vivement intéressé J.-G. Eynard, et pendant longtemps il exécuta lui-même de nombreux daguerréotypes. La famille de Louis-Philippe ayant entendu parler de ces travaux d'Eynard, le roi lui demanda de venir faire des daguerréotypes à Neuilly. Le 18 juin 1842. Eynard put, par un temps splendide, prendre plusieurs groupes de la famille royale, le roi, la reine, plusieurs de leurs enfants et le petit comte de Paris. C'est du récit de cette séance de photographie, écrit le soir même avec beaucoup de verve, que M. Henri Le Fort a donné lecture. Eynard n'a malheureusement pas pu conserver une épreuve du daguerréotype de la famille de Louis-Philippe, mais M. Le Fort en a montré d'autres exécutés par Eynard chez lui, groupes de famille et personnages historiques tels que le duc de Broglie, Doudan, Viennet, Circourt etc.

900. — Séance du 28 avril 1921.

Jules Nicole et la Bibliothèque publique et universitaire de Genève, par M. Edouard Favre. — Impr. ci-après p. 411.

La vie genevoise (XVI^e-XIX^e siècle) ; essai d'iconographie, avec projections lumineuses, par M. Fernand AUBERT.

M. F. Aubert s'attache à démontrer, au moyen de clichés reproduisant des pièces appartenant pour la plupart aux collections Edouard Rigaud-de Constant et Alfred Du Mont de la Bibliothèque publique et universitaire, la richesse de l'œuvre accomplie entre 1768 et 1811 par Christian-Gottlob Geissler, et, d'une manière plus générale, l'importance historique du document figuré.

Une lettre inédite du général G.-H. Dufour, par M. Victor van BERCHEM.

M. Victor van Berchem communique à la Société une lettre inédite de G.-H. Dufour, écrite le 17 décembre 1816, au syndic de la garde Saladin-Budé et conservée dans les papiers Saladin, aux archives du château de Crans. A ce propos, il a fait quelques recherches, dans les Archives de l'Etat et de la Ville de Genève, sur les premiers travaux confiés à Dufour, après son retour dans sa ville natale, à la fin de 1815. Chargé par le Conseil militaire d'étudier les améliorations à apporter aux fortifications qui avaient été longtemps négligées, Dufour présente, en avril 1816, un projet qui fut jugé remarquable et qui servit de base aux travaux exécutés dans les années suivantes. Ce projet et les plans qui l'accompagnaient n'ont pas été retrouvés jusqu'ici. Dès le début de 1816, Dufour participe activement à l'étude de la réfection de la machine hydraulique, réfection que le Conseil municipal l'appela à diriger l'année suivante. C'est à cette occasion qu'il fut associé à la Société des arts, dont il devait être longtemps le secrétaire. Enfin, la Chambre des travaux publics ne tarda pas à recourir aux connaissances spéciales du capitaine Dufour, surtout dans les questions touchant au régime des eaux.

Mais Dufour n'avait pas renoncé sans regrets à la carrière militaire active à laquelle il s'était destiné. En automne 1816, il fit des démarches pour remplacer, dans l'Etat-Major fédéral, son concitoyen le lieutenant-colonel du génie Auguste Bontems. La lettre à Saladin a trait à cette négociation. Dufour y énumère les différentes branches de la science qu'il serait apte à enseigner dans une Ecole centrale dont la création, projetée alors, devait se réaliser en 1819 : la fortification, la topographie, la géométrie descriptive, l'art des constructions civiles. Il est intéressant de trouver, dans cette énumération et dans les détails qui l'accompagnent, comme un programme complet de l'activité déployée par Dufour dans sa longue carrière, soit comme officier et instructeur militaire, soit comme chef du Bureau topographique fédéral, soit comme ingénieur cantonal (fonctions créées pour lui en 1827), soit enfin comme écrivain.

901. — *Séance du 12 mai 1921.*

Ernest Picot, notice biographique, par M. Edouard FAVRE, président.

Recherches sur les stations lacustres, par M. Louis BLONDEL.

La baisse exceptionnelle des eaux du lac a engagé la Commission des

Monuments historiques à procéder à des recherches sur les stations lacustres dans les eaux genevoises. Aidé de M. A. Le Royer et du service technique du cadastre, M. L. Blondel a procédé au relevé complet des pilotis. M. Eugène Pittard s'est chargé des fouilles à effectuer dans les stations. Le travail de relevé a été, en premier lieu, entrepris aux Pâquis; il se poursuivra ensuite du côté des Eaux-Vives. Au moyen des visées de deux théodolites, un certain nombre de points fixes sont déterminés. De ces points il est procédé au relevé de détail. Des briques numérotées sont immergées au pied des pilotis pour lesquels les visées ont été effectuées, permettant ainsi de retrouver facilement ces repères. M. L. Blondel fait l'historique des trouvailles lacustres au cours des siècles. Déjà signalées en 1684, les lignées de pilotis, appelées « fiches » ou pont de César, furent décrites en 1730 par Flournoy. Après les découvertes de F. Keller en 1854, F. Troyon et H. Gosse explorèrent activement les eaux genevoises. Ce dernier, particulièrement, réussit à dresser un plan de Genève lacustre, plan complété en 1904 et qui est exposé au Musée d'art et d'histoire. M. L. Blondel énumère ensuite les différentes stations lacustres qui ont constitué Genève, stations des Pâquis, du Phare, des Eaux-Vives, de La Grange, de Plonjon, et les palafittes du petit lac.

Madame de Maintenon et la Révocation de l'Edit de Nantes, par M. Edouard FAVRE, à propos de l'ouvrage de M^{me} Saint-René Taillandier, intitulé : *Madame de Maintenon, l'énigme de sa vie auprès du Grand Roi*, Paris, 1920, 1 vol. in-8.

La création de l'Armée fédérale (1814-1822), par M. Paul-E. MARTIN. — Fragment (p. 16-26) de son travail intitulé : *L'armée fédérale de 1815 à 1914* qui formera le 12^{me} cahier de l'*Histoire militaire de la Suisse* (Berne 1921, in-8).

Faits divers.

En cours de publication :

La deuxième livraison du tome XXXII des *Mémoires et Documents*, contenant le *Journal du Syndic Jean Du Villard pour l'année 1589*, par M. Albert Choisy et le mémoire de M. Henri Naef sur : *La Conjuration d'Amboise et Genève*.

Le tome VIII des *Registres du Conseil de Genève*, du 24 octobre 1514 au 14 juin 1521 (vol. 18 et 19), publié par MM. Théophile Dufour, Emile Rivoire et Léon Gautier (†).

En préparation :

Le tome IX des *Registres du Conseil de Genève*.

La Société est entrée en échange de publications avec la Société lorraine d'histoire à Nancy.

Elle a en outre envoyé en décembre 1920 à la Bibliothèque de Louvain une série complète de ses publications, conformément à une décision prise en novembre 1914.

La Société a été invitée à se faire représenter à la célébration du Centenaire de l'Ecole des Chartes à Paris, le 22 février 1921. Elle lui a, à défaut de délégué, fait parvenir une adresse de félicitation et d'hommage.

La Société a reçu les dons suivants :

De la Société auxiliaire des Sciences et Arts, une allocation de 1.000 francs pour la publication des *Registres du Conseil*. En souvenir de M. Max van Berchem, une somme de 500 francs de sa famille.

L'excursion archéologique annuelle de la Société a eu lieu le 29 mai 1921 à Confignon, Lully, Bardonnex, Compesières, Croix-de-Rozon, Landecy. Elle s'est terminée par une réception familiale chez M^{me} Cramer-Micheli à Landecy. (Voir *Journal de Genève* du 30 mai 1921.)

Ouvrages reçus par la Société

du 16 octobre 1920 au 15 juin 1921.

A*Publications de Sociétés et recueils périodiques.*

La Société a continué à recevoir, plus ou moins régulièrement, les publications des sociétés correspondantes et de diverses institutions tant publiques que privées. (Bibliothèque nationale suisse à Berne, Bibliothèque publique et universitaire de Genève, Bibliothèque de Winterthur, Département militaire fédéral, Archives d'Etat de Genève, Editeurs des *Archives de l'Impri-merie*, etc.)

B*Livres et Brochures.***Donateurs:**

Famille ACHARD-CRAMER (hoirie de M^{me} LOUIS CRAMER-PREVOST) 1 brochure, 17 volumes, et une série incomplète des M. D. G. in-8 et in-4. — Fernand AUBERT, 1 fascicule. — Emile BRUWAERT, 4 brochures. — Francis DE CRUE, 2 brochures. — David DELÉTRA, 1 volume. — Aug. EGGIMANN, 2 volumes. — Edouard FAVRE, 1 brochure. — Editeurs de: *Genève cité des Nations*, 1 volume. — Henri LE FORT, 18 volumes et 7 brochures. — Comte de MAUGNY, 1 brochure. — H. F. MONTAGNIER 1 volume. — Ernest NAEF, 1 volume. — Emile ROTHPLETZ, 1 volume et 1 brochure.

C*Manuscrits.***Donateur:**

Charles CHENEVIÈRE, supplément aux papiers HEYER.

L'ARCHÉOLOGIE

DANS SES RAPPORTS AVEC L'HISTOIRE¹

PAR

Alfred CARTIER

Au cours de son évolution, la préhistoire s'est affirmée toujours davantage comme une science de faits positifs, comme une véritable science d'observation, proche parente des sciences naturelles par les caractères de son objet, comme par ses procédés d'investigation.

Sa dépendance étroite de la géologie et de la paléontologie, dans le domaine du paléolithique, lui ont enseigné peu à peu qu'il n'y avait pas de progrès possible, pas de salut pour elle, en dehors de la *méthode stratigraphique*. En effet, il s'agissait d'établir avant tout, non pas seulement la diversité, mais aussi la succession des couches de culture, c'est-à-dire des phénomènes industriels qui doivent être soumis à l'analyse. Or, cette succession ne pouvait être donnée que par le relevé stratigraphique, opération d'essence purement naturalistique et surtout géologique.

Pour les dépôts humains il en est effectivement de même que pour la formation des terrains : la succession se traduit en

¹ Ce travail a été présenté à la séance plénière du Congrès historique suisse à Fribourg, le 16 juin 1918; nous en avons retrouvé le manuscrit dans les papiers d'Alfred Cartier et l'avons lu à la séance du 24 novembre 1921 de notre Société. S'il l'avait publié lui-même, notre regretté collègue en eût peut-être perfectionné la forme ou développé certaines parties; cependant en reproduisant le manuscrit tel quel nous ne croyons pas desservir sa mémoire (Ed. Favre).

superposition et s'en déduit avec une certitude absolue, à la seule condition qu'il n'y ait pas eu de remaniements sous l'effet de causes accidentelles.

Et de même que la géologie possède, pour chaque formation, ses fossiles directeurs, l'archéologie a déterminé, elle aussi, les objets, les formes et les styles qui sont pour elle caractéristiques de chaque époque ; il en résulte que, sans négliger le concours précieux de la paléontologie, l'on peut classer exactement aujourd'hui, grâce à la concomitance des objets, des formes et des styles, un gisement ou un dépôt, au même titre que les fossiles directeurs permettent à la géologie de déterminer une seule formation, alors même — ce qui est généralement le cas — que les couches ne se retrouvent pas toutes en un point donné.

La préhistoire recourt donc, par là, à une seconde méthode, la *typologie*, elle aussi d'essence naturalistique.

Un gisement chelléen ou acheuléen est aussi nettement déterminé par ses haches amygdaloïdes, que le moustérien par ses pointes triangulaires et ses racloirs, l'aurignacien par ses lames de canif et ses grattoirs carénés, le solutréen par ses pointes en feuille de saule ou en feuille de laurier et par sa retouche caractéristique, le magdalénien par son outillage en os et en bois de renne, ses bâtons percés et ses œuvres de gravure, l'azilien enfin par ses harpons à tige aplatie et ses galets coloriés.

Dans le domaine de la protohistoire, c'est-à-dire de l'âge du bronze et de celui du fer, une troisième méthode, la *méthode comparative*, unie à la typologie, a permis, non plus seulement de préciser la chronologie relative, mais encore d'aborder la chronologie absolue.

Je me ferai mieux comprendre en rappelant qu'un scarabée pharaonique par exemple, ou un vase grec dont la date est fixée par le style, trouvé dans une tombe quelconque, en Grèce, en Italie ou en France, permettra de dater tous les objets faisant partie du mobilier de cette sépulture et, dès lors, tous les objets de même type, de même technique et de même style qui pourront être découverts ailleurs. Dès lors aussi, la chaîne se trouve établie, parce que ces objets serviront, à leur tour, d'indice chro-

nologique déterminant, pour ceux avec lesquels ils se trouveront joints dans d'autres gisements.

La méthode comparative a été fondée par Worsaae; mais c'est un archéologue suédois, le célèbre directeur du Musée de Stockholm, Oscar Montelius, qui en a fait l'instrument admirable grâce auquel l'évolution du protohistorique, dans son ensemble comme dans ses détails, s'est révélée à nous. Fortement documenté par des études embrassant toutes les régions de l'Europe et de l'Orient méditerranéen, Montelius a jeté les bases inébranlables d'un système de classification qui comporte pour l'âge du bronze, en général, et pour le premier âge du fer en Italie, des divisions précises et multiples, en même temps que, grâce aux synchronismes procurés par les découvertes de Troie, de Mycènes et d'ailleurs, il s'est trouvé en mesure d'assigner à ces divisions des dates exprimées en chiffres approximatifs.

Aujourd'hui la succession chronologique des divers types de l'épée et surtout de la fibule, ce précieux instrument enregistreur, a été établie avec tant de précision, qu'elle permet de dater, à deux ou trois siècles près, les sépultures et les dépôts de l'âge du bronze et que, pour le deuxième âge du fer, les travaux de Tischler, complétés par ceux de Wiedmer-Stern et surtout de M. le Dr Viollier, sont parvenus à réduire l'écart dans les limites d'une cinquantaine d'années.

Ainsi, méthode *stratigraphique*, méthode *typologique* et méthode *comparative*, sans préjudice du concours que peut fournir l'ethnographie, tels sont les procédés d'investigation dont peuvent disposer les préhistoriens et en dehors desquels ils ne sauraient assurer à leurs travaux ce caractère scientifique auquel ils n'ont cessé de tendre.

C'est précisément ce caractère que l'on a voulu contester à l'archéologie, en lui refusant le titre de science positive, et cela peut être vrai, si l'on entend parler de l'archéologie classique. Celle-ci en effet serait condamnée à demeurer une discipline secondaire et empirique, si elle voulait persister dans ses vieilles méthodes classiques, traditionnelles et livresques, au lieu de s'intégrer dans un domaine qui lui soit propre, avec une

méthode qui lui appartienne et des fins particulières. Elle compte, elle comptera encore, parmi ses adeptes — et j'ai hâte de le dire — de grands savants et de profonds érudits, mais l'archéologie classique ne deviendra une science, et une science autonome, que lorsqu'elle se sentira une partie, non pas de la philologie, mais de l'archéologie générale, et que, pour employer les expressions d'un éminent archéologue italien, le professeur Patroni, elle se sera séparée de l'accidentel hétérogène pour s'intégrer dans le substantiel homogène.

Il me reste à examiner quels peuvent et doivent être, dans ces conditions, les rapports réciproques de l'*archéologie* et de l'*histoire*, considérées l'une et l'autre comme disciplines autonomes, possédant chacune leurs méthodes propres, leur domaine spécial, mais appelées aussi à unir leurs forces sur certains points déterminés, en vue d'un but commun qui est la connaissance toujours plus étendue et plus précise du passé de l'humanité.

Figurons-nous, pour mieux caractériser les situations réciproques, que l'archéologie et l'histoire sont comme deux régions voisines, mais séparées par une double ligne de démarcation, dont l'une est extérieure à l'autre. La ligne extérieure définit le champ propre de l'histoire et marque la limite au delà de laquelle l'archéologie ne peut apporter aucun secours aux sciences qui lui sont apparentées; la ligne intérieure circonscrit le domaine qui appartient spécifiquement à l'archéologie et dans lequel l'archéologue seul peut faire œuvre scientifique. Ces deux frontières dessinent ainsi entre elles une zone intermédiaire, la zone de contact, dans laquelle l'historien et l'archéologue peuvent utilement travailler en commun.

Ce terrain de rencontre est, pour l'appeler de son nom, le *protohistorique*, où l'histoire peut essayer ses premiers pas à l'aide des documents que lui fournissent déjà les civilisations classiques et où l'archéologie peut lui prêter, en même temps, le plus précieux concours, parce que des découvertes innombrables lui ont permis d'asseoir fermement la connaissance de la chronologie des âges du bronze et du fer.

Mais c'est à la condition que les historiens — et je parle ici des historiens de l'antiquité — consentent à sortir enfin des limites étroites de la critique et de la combinaison des textes, à mettre un frein à ces exercices d'école sur les sources écrites. Les anciens nous ont laissé, dans ce qui reste de leurs ouvrages, de longues descriptions ou des détails épars sur les caractères physiques des différents peuples; et nous pouvons retrouver aussi quelques-uns de ces caractères sur les monuments figurés. Ce sont des lueurs dans la nuit, des vestiges précieux à recueillir, et que l'on doit prendre en très sérieuse considération. Les historiens n'ont pas manqué de le faire, mais en appliquant à ces témoignages des critères unilatéraux, alors que pour les apprécier sainement, pour mesurer les conséquences que peuvent entraîner leur acceptation ou leur refus, leur modification ou leur interprétation, il serait indispensable de tenir un tout autre compte des recherches toujours plus approfondies des ethnologues et des anthropologistes, et, par dessus tout, de se pénétrer de l'esprit de ces investigations qui est celui de la biologie.

Si les études relatives à l'histoire du moyen âge et des temps modernes sont aujourd'hui beaucoup plus avancées que celles qui touchent à l'histoire de l'antiquité — lesquelles ne sont pas parvenues en fait à sortir de la critique des textes — on le doit à l'application incomparablement plus étendue que leurs représentants ont su faire des données de la jurisprudence, de l'économie politique et de la sociologie.

Pour tirer utilement parti des conquêtes de l'archéologie, il faut donc que l'historien classique consente à apprécier les faits dans l'esprit et selon les méthodes archéologiques, et non pas suivant les méthodes de l'histoire. Ici, les sources écrites ne dispensent pas l'historien de cette alternative : ou acquérir les connaissances nécessaires à l'intelligence même de ces sources, ou dépendre en cela de ceux qui les possèdent. La bonne culture anthropologique ne se démontre pas en citant les auteurs grecs et latins, et ce n'est pas, comme le disait encore Patroni, en remettant pour la centième fois sur le feu les lambeaux épars de quelques textes anciens que l'on fera sortir la vérité de la casserole.

Elle n'en sortira pas, tant que les plus illustres représentants de la méthode purement classique, les Meyer et les Jullian, persisteront à considérer le moindre texte d'un historien, d'un géographe ou d'un périégète ancien, comme dépassant de toute la hauteur du ciel, suivant l'expression de Kossinna, les résultats les plus décisifs auxquels soient parvenues, en faisant converger leurs efforts, l'anthropologie et l'archéologie stratigraphique.

Bien plus qu'à cette vérité, dont la lente élaboration est cependant irrésistible, ce dédain mal déguisé, ces préjugés invincibles et cette erreur de méthode nuisent à la valeur et à la durée de cette *Histoire de l'Antiquité*, ou encore de cette *Histoire de la Gaule*, si admirables par ailleurs. Serait-ce trop demander, tout au moins, que l'on ne prétende pas enseigner la méthode aux adeptes de disciplines autrement plus rigoureuses, et qu'aux jugements de Meyer sur l'œuvre de l'archéologie stratigraphique, on ne soit pas obligé de répondre, comme l'a fait l'un des premiers préhistoriens de l'Allemagne : « *Vorurteile die nur auf Laien Eindruck machen können.* »

Il n'en est pas moins regrettable que l'on continue à laisser entendre — sans le dire expressément — que cet âge du bronze, qui a régné sur l'Europe pendant 1000 ou 1500 ans suivant les régions, pourrait bien être un postulat de la préhistoire, mais non pas une réalité établie par les faits les plus éclatants. Il est étrange que l'on prolonge jusqu'au VI^e siècle avant J.-C., en plein âge du fer, la construction des dolmens, alors que les constatations les plus probantes synchronisent les monuments mégalithiques avec l'apogée du néolithique et ne permettent pas de placer les derniers dolmens plus tard que le début de l'âge du bronze, c'est-à-dire vers 2400 avant J.-C.

Il est plus inadmissible encore que l'on continue à écrire — parce que Polybe le dit — que les épées des Gaulois étaient « molles et mal trempées », alors que, parmi les centaines d'exemplaires recueillis dans les sépultures gauloises, dans les oppides et les stations, il n'en est pas un qui ne décèle une technique consommée et dont le fer ne soit aussi souple et aussi résistant que l'acier.

« *Haereseon promptuarium*, cher Maître, » s'écriait à ce propos Salomon Reinach, mais ces hérésies — qui se dressent contre les faits et non pas contre de simples doctrines — tombent du haut de la chaire du Collège de France, et — ainsi que nous l'écrivait peu avant sa mort glorieuse, le maître et l'ami que nous pleurerons toujours, Joseph Déchelette — elles continuent, par là même, à exercer leur influence sur la génération qui nous suit.

Si l'archéologie est en droit de réclamer, dans le seul intérêt de la science, une plus saine et plus équitable appréciation de sa valeur propre et de la portée de ses découvertes, il est nécessaire aussi, pour réaliser l'accord des disciplines historiques, qu'elle se connaisse exactement elle-même, qu'elle demeure dans le domaine circonscrit qui est le sien et que, mise en garde contre les synthèses prématurées, contre les conclusions hâtives et les rapprochements superficiels, elle ne prétende pas franchir témérairement cette frontière extérieure dont je parlais plus haut.

Ce qui lui importe, comme science d'observation, c'est le fait observé, pour autant qu'il est de son ressort, et non point les questions de nom, ni les autres contingences qui appartiennent à d'autres disciplines. Les rapports entre les faits archéologiques et ceux de l'anthropologie ou de la linguistique dépassent le véritable champ de l'archéologie, de même que les faits observés par elle ont, à ses yeux, une valeur absolue et ne peuvent changer en raison d'éléments ou de théories étrangères.

Vice versa, le préhistorien ne saurait suppléer à l'absence de faits archéologiques. L'historien, en revanche, pourra, grâce aux textes dont il dispose, inscrire des noms et des indications sur la carte d'une région dont on ne connaît pas les monuments, alors qu'en l'absence de ceux-ci, la carte archéologique de cette région restera inexorablement blanche.

Malgré le scepticisme professé à cet égard par quelques historiens de l'antiquité, il y a lieu d'espérer que les efforts combinés de l'archéologie et de l'anthropologie parviendront à attribuer telle ou telle culture, déterminée par les fouilles, à tel ou tel

peuple historiquement connu ; mais que ce peuple s'appelle Ligure ou Chinois, Ibère ou Japonais, Celte ou Arabe, cela n'importe en rien à l'archéologie stratigraphique, à ses résultats immédiats, à son entité comme science autonome.

Le problème archéologique, en effet, est purement culturel ; c'est donc à l'histoire et non pas à l'archéologie qu'il appartient de dégager la synthèse des éléments recueillis. L'étude de la première apparition d'un peuple, avec sa civilisation propre, constituera une histoire primitive, différente sans doute de celle des âges postérieurs ; une histoire dans laquelle les faits anthropologiques et archéologiques prédomineront sur les textes écrits et que l'archéologue sera peut-être plus à même d'aborder que l'historien proprement dit, mais ce sera néanmoins de l'*histoire*, c'est-à-dire une synthèse générale, et non pas de l'*archéologie*, qui n'est qu'une analyse de la culture se manifestant par des œuvres sorties de la main de l'homme, et tout au plus, une synthèse partielle.

La synthèse générale historique ne peut être bornée aux limites d'aucune science particulière ; les *disciplines historiques* apportent chacune leur pierre au monument ; l'*histoire* dépasse le fait purement scientifique et, créant un édifice dont les lignes varient suivant l'historien et suivant son époque, entre dans la sphère de l'art.

La connaissance exacte de l'origine des races et des peuples, du lieu de leur naissance, de leurs migrations, de leur mélange ou de leur superposition, se dérobera probablement toujours à notre ardente curiosité et à nos investigations, mais les progrès immenses si rapidement accomplis dans cette voie sont un gage certain de ceux qui s'accompliront encore et permettent de croire que, grâce à l'union et aux concours de tous : géologues, préhistoriens, anthropologistes et historiens, la science parviendra tout au moins à soulever un jour l'un des coins du voile qui nous cache la vérité.

MAX VAN BERCHEM

PAR

Edouard FAVRE¹

PRÉSIDENT

MESDAMES ET MESSIEURS,

Nous venons de perdre un collègue qui faisait le plus grand honneur à Genève, Max van Berchem, mort le 7 mars dernier dans la force de l'âge. Fils d'Alexandre van Berchem, l'historien de l'abbaye de Bonmont, il était né à Genève le 16 mars 1863 ; il fit ses classes à Genève à l'Ecole Martine, puis à Stuttgart (1877-1879), puis de nouveau à Genève, au Gymnase d'où il sortit, en 1880, bachelier ès lettres ; après un an consacré à l'Université à l'étude des sciences naturelles (1880-1881), il alla passer trois semestres à Leipzig et se spécialisa dans l'étude de l'arabe ; il passa l'été de 1883 à Strasbourg, quatre semestres à Berlin, enfin un semestre à Leipzig d'où il revenait docteur en philosophie « *maxima cum laude* » (mars 1886), rapportant le manuscrit d'une thèse intitulée : *La propriété territoriale et l'impôt foncier sous les premiers califes* ; en automne 1886, il imprimait sa thèse. Il habitait le château de Crans, près Céligny, où était sa bibliothèque ; et tandis qu'en chaloupe nous courions ensemble des bordées sur le lac, je lui enseignais les rudiments de la correction des épreuves ; l'élève ne tarda pas à laisser le maître bien loin derrière lui.

Dans ce premier mémoire, van Berchem démontrait « que la

¹ Allocution prononcée à la séance du 10 mars 1921.

plupart des institutions relatives à la condition des terres et à leur imposition se trouvent en germe dans les actes et les décrets de Mahomet », et il suivait le développement de ces institutions « sous Omar, en indiquant seulement quelques faits postérieurs à ce calife et en essayant de dégager de la masse des institutions musulmanes les emprunts faits aux peuples vaincus ». Voilà van Berchem arabisant et affirmant sa maîtrise, dès son entrée dans la carrière.

Il fit un premier séjour au Caire de décembre 1886 à avril 1887; de février à juin 1888, il voyagea en Egypte, en Palestine, en Syrie, et il revint par Smyrne, Brousse et Constantinople. De novembre 1888 à juin 1889, il travailla à Paris sous la direction de Barbier de Meynard, Ch. Schefer et Clermont-Ganneau; ce dernier eut sur van Berchem une influence très grande. Il passa encore au Caire l'hiver de 1889 à 1890. Durant l'hiver de 1890 à 1891 il donnait à notre Université un cours de privat-docent sur l'architecture arabe. Il passa l'hiver de 1892 à 1893 au Caire puis à Jérusalem; au printemps 1894, il fit un voyage en Syrie, à Damas et dans le Hauran, puis en Palestine; il prit une part active au Congrès des Orientalistes qui se réunit à Genève en septembre 1894; au printemps 1895, il parcourait la Syrie du nord. De tous ces voyages et séjours en Orient il rapporta une abondance de matériaux qu'il mit en valeur dans de nombreux mémoires.

Dans l'intervalle de ses voyages, comme plus tard lorsqu'il fut installé à Genève, il ne quittait guère sa bibliothèque que pour faire des recherches dans les bibliothèques et les musées d'Europe et pour prendre part à des congrès.

En 1892, il publiait dans le *Journal asiatique* une *Lettre à M. Barbier de Meynard sur le projet du Corpus inscriptionum arabicarum*, lettre dans laquelle il posait les bases et réglait la méthode à suivre. Dès 1891, il avait conçu le projet de ce grand travail; mais on ne pouvait pas débiter par un *Corpus* définitif, il fallait d'abord publier des matériaux; c'est ce qu'il fit. Il publia quatre fascicules de *Matériaux* en 1894, 1896, 1900 et 1903, il recruta des collaborateurs qui, eux aussi, publièrent des

fascicules; la collaboration de van Berchem ne leur fit jamais défaut.

Si l'épigraphie arabe retint particulièrement son attention en Egypte, en Syrie, en Palestine, il n'était pas homme à confiner ses recherches dans un seul sujet, quelque vaste que fût celui-ci. Il était archéologue et artiste. Ainsi il étudia *Les châteaux des Croisés en Syrie*, — entre autres celui de Banias en Cilicie auquel Camille Favre avait déjà consacré un mémoire, — *Les fondations du phare d'Alexandrie et l'origine de la croisée d'ogives*, *Les principaux types des édifices religieux dans l'architecture musulmane de l'école syro-égyptienne*.

De l'automne 1913 au printemps 1914 il séjourna d'abord à Constantinople, puis au Caire et à Jérusalem.

Les préparatifs pour l'impression du *Corpus* arabe étaient très avancés lorsqu'éclata la guerre. Je l'entends encore déplorer, avec preuves à l'appui, l'envahissement, qu'il pressentait depuis plusieurs années, de la science allemande — dont comme lui plusieurs d'entre nous ont beaucoup reçu — par l'esprit pangermaniste et la mobilisation de cette science au service du mensonge officiel. Pour lui la déception fut grande et la désillusion douloureuse. L'automne dernier il repartit pour le Caire où devait commencer, sous les auspices de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres, l'impression du *Corpus* arabe; il était plein d'entrain; il semblait que le grand projet de sa vie allait aboutir. Il se livra au Caire à un travail trop intense; il avait trop présumé de ses forces. Se sentant gravement atteint il dut revenir; il alla chercher à Vaumarcus (canton de Neuchâtel) le repos qui lui était nécessaire et c'est là que cette belle intelligence a cessé de briller, enfermée qu'elle était dans un organisme plus usé qu'on ne le croyait et qui n'avait plus la force de vivre¹.

Il était entré dans notre Société le 10 avril 1890; un an après, il nous lisait un travail sur les papyrus arabes de l'Egypte. Il était si modeste, si peu conscient de sa grande valeur que ce fut

¹ Le 1^{er} fascicule du tome I du *Corpus inscriptionum arabicarum*, entièrement préparé par Max van Berchem, a paru au Caire en février 1922.

à grand peine qu'on put le décider à présenter ce mémoire; ce fut un effort qui lui coûta. Le malheur voulut qu'une page manquât dans son manuscrit et je le vois encore feuilletant fiévreusement pour la retrouver. Lui, notre maître à tous, avait une attitude d'élève et semblait s'excuser de dire des choses que, pensait-il, chacun de nous savait. Il nous a fait une quinzaine de communications, dont plusieurs sur des sujets genevois ou suisses; il faisait aussi partie de la Société suisse des monuments historiques; il nous a parlé de Romainmôtier, des anciennes maisons de Genève, de l'église de Saint-Gervais, du bastion de Soleure; il s'est occupé de la restauration du temple de Saint-Gervais, du recueil de photographies intitulé: *Les anciennes maisons de Genève*, etc.

Les distinctions lui sont parvenues en grand nombre; il en fut toujours le seul étonné; d'abord correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, il fut élu (31 mars 1913) membre associé; en 1909, il recevait le doctorat « *honoris causa* » de l'Université de Genève, en 1917 celui de l'Université de Lausanne; j'en passe...

J'ai dit qu'il fut le seul étonné des titres qui lui furent conférés, ce n'est peut-être pas exact; beaucoup de ses concitoyens le furent parce qu'ils ne le connaissaient ni lui ni ses travaux. Bien des gens sont modestes, mais par vanité et d'apparence; ils n'admettraient pas qu'on les ignorât. Max van Berchem était un modeste pratiquant. Il avait l'horreur du bruit, de la réclame, comme aussi des conventions et des idées toutes faites; il était un original, mais son originalité n'était pas voulue, elle était sincère; il n'était pas un frondeur ou un paradoxal de profession. Pour lui, certaines conventions n'existaient pas; il ne se battait pas contre des moulins à vent, il passait à côté, il les ignorait.

De cette ignorance des conventions de la sociabilité ordinaire il résultait qu'on ne le voyait que trop rarement; mais à chaque rencontre on constatait qu'on avait encore sa place dans son cœur chaud et dans sa mémoire qu'on aurait pu croire encombrée de beaucoup de graves sujets. Nature loyale, franche, droite

avec lui-même comme avec les autres, il n'était pas calviniste, cependant il aurait dit, paraît-il, que la lecture du livre de M. Georges Goyau, *Une Ville-Eglise*, lui avait donné envie de le devenir.

Excellent musicien, fin lettré, très spirituel, très perspicace, sachant toujours — c'est un don qui n'est pas commun — être intéressé par ce qu'on pouvait lui dire, riche en vues originales et en vues d'ensemble sur les sujets les plus divers, tel était le collègue et l'ami plein de charme que nous venons de perdre.

Je n'ai pu, Mesdames et Messieurs, vous donner qu'une idée bien superficielle et incomplète du savant, il aurait fallu plus de temps pour dire ce qu'a été l'homme.

Tous ceux qui ont connu Max van Berchem compléteront ce portrait esquissé à la hâte ; j'espère que ces quelques notes suffiront pour faire comprendre à ceux qui ne l'ont pas connu que notre pays vient de faire une grande perte.

Genève a fourni toute une série de grands savants ; vous allez entendre ce soir parler de l'un d'eux. D'Horace-Bénédict de Saussure à Ferdinand de Saussure, à Flournoy, à Max van Berchem, quelle brillante théorie de savants désintéressés, modestes, travaillant pour la science et pour leur pays et qui se trouvaient tout à coup et à leur grand étonnement jouir d'un renom mondial. Puisse cette grande et noble tradition se perpétuer pour la gloire de notre patrie !

JULES NICOLE

ET LA

BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE ET UNIVERSITAIRE DE GENÈVE

PAR

Edouard FAVRE¹

PRÉSIDENT

MESDAMES ET MESSIEURS,

Notre pays, notre université, viennent de faire une perte douloureuse en la personne de Jules Nicole, décédé le 14 avril 1921. Il n'était plus membre de notre Société, mais il en avait fait partie à deux reprises, de 1875 à 1883 et de 1892 à 1898.

Il me semble que nous devons rendre hommage à cet ancien collègue, et je voudrais, ce soir, non pas retracer sa carrière, mais dire quelques mots de ceux de ses travaux — et ils sont nombreux — qui touchent à notre Bibliothèque publique et universitaire.

Il a fait dans les manuscrits de celle-ci deux importantes découvertes qui lui ont permis de publier, en 1891, les *Scolies genevoises de l'Iliade* et, en 1893, *Le Livre du Préfet ou l'Edit de l'empereur Léon-le-Sage sur les corporations de Constantinople*.

Après ces deux heureux coups de sonde dans les richesses de notre Bibliothèque, il voulut les augmenter. Grâce à lui et à

¹ Allocation prononcée à la séance du 28 avril 1921.

quelques autres personnes, une souscription fut ouverte en 1893 pour acquérir en Egypte des papyrus; M. Edouard Naville se chargea de ces achats. En 1896, Jules Nicole ayant obtenu un congé de repos, partait lui-même pour l'Egypte et y faisait de nouvelles acquisitions. En 1905, il donnait à la Bibliothèque le papyrus contenant un fragment du *Laboureur* de Ménandre.

La même année, nouvelle souscription « qui dépasse toutes les espérances » et Jules Nicole repart les premiers jours de 1907 pour l'Egypte où il fait de nouveaux achats de papyrus. Peu avant sa mort, il donnait à la Bibliothèque toute sa collection particulière qu'il avait formée dès 1892. Désormais, grâce à lui, nous possédions à Genève, un fonds très important de papyrus.

Voyons quel parti il a su en tirer :

En 1888, il avait déjà publié des *Fragments d'Hésiode sur papyrus d'Egypte*; en 1892 et en 1894 il faisait à la Société d'histoire deux communications sur des papyrus. Il publiait, en 1893, des *Fragments inédits d'un commentaire de l'Iliade* et une *Lettre relative à un épisode du règne d'Antonin le Pieux*, en 1894, des *Fragments d'Homère*, *Une affaire de tutelle sous le règne d'Antonin le Pieux*, une *Requête adressée à un centurion par des fermiers égyptiens*, en 1895, une *Requête adressée à des officiers romains*, *Une page de l'Oreste d'Euripide*, *Une spéculation à la hausse en l'an 141 de J.-C.*, en 1896, *Un partage d'hoirie en l'an 350 de J.-C.*

En 1896, en 1900 et en 1906, il publiait trois fascicules intitulés *Les Papyrus de Genève* où il transcrivait les papyrus de sa collection particulière et ceux de la Bibliothèque. En 1896, il publiait *La correspondance de Flavius Albinus d'après les papyrus de Londres et de Genève* et, en 1898, *L'aventure de Zeus et de Léda*, *Avilius Flaccus préfet d'Egypte et Phélon d'Alexandrie* et *Le Laboureur de Ménandre, fragments inédits*.

En 1900, en collaboration avec Charles Morel, il publiait des *Archives militaires du I^{er} siècle*, d'après un papyrus latin

rapporté par M. Edouard Naville et qui était, à cette époque, le plus ancien papyrus latin connu.

Il publiait en 1902 *Un questionnaire de chirurgie*, en 1904 *Le domaine du roi Ptolomée, Le cachet du stratège, Un texte de la Genèse*.

En 1906, il publiait avec commentaire un autre papyrus latin, contenant *Un catalogue d'œuvres d'art conservées à Rome à l'époque impériale*.

En 1907, c'était *L'Apologie d'Antiphon* qu'il exhumait d'un papyrus qui venait d'être acheté par la Bibliothèque.

En 1909, il publiait encore des *Textes grecs inédits de la collection papyrologique de Genève* et, en 1910, *Le procès de Phidias dans les chroniques d'Apollodore*.

La preuve est faite du service qu'a rendu Nicole à la science et à notre Bibliothèque dans le domaine de la science papyrologique dont il fut un des initiateurs.

Si Nicole a été un des premiers à comprendre quels services pouvaient rendre aux lettres et à la science historique les papyrus, c'est qu'il était doué d'un esprit très fin, très critique; il avait une haute culture, un goût très sûr, une érudition très vaste. En outre il était homme d'esprit, très courtois, très gracieux; il savait mettre dans tout ce qu'il écrivait de l'esprit, ce qui rendait intéressants et amusants même pour des profanes ses mémoires écrits dans un style lapidaire.

On se souvient de la charmante conférence qu'il fit en 1904 à la Société académique : *Les papyrus, où et comment les trouve-t-on ?* A l'occasion il savait être, sans se départir jamais d'une parfaite courtoisie, un adversaire redoutable; deux falsificateurs de papyrus ont fait, à leurs dépens, l'expérience de ce qu'il en coûtait de s'exposer aux coups mérités de sa courtoisie impitoyable et de sa fine ironie.

Nicole a rendu encore à la Bibliothèque publique un service généralement ignoré: en 1896, il dénicha, à Genève, une importante collection de documents espagnols du XVI^e et du XVII^e siècle. Grâce à son entremise, cette collection, qui forme maintenant quatre-vingt-deux volumes, figure sur les rayons de la

Bibliothèque; l'inventaire en a été publié par le regretté Léopold Micheli¹.

Ceux qui ont connu Jules Nicole comprendront que j'aie tenu à lui rendre hommage; ceux d'entre vous qui n'ont pas eu le privilège de le connaître ne m'en voudront pas d'avoir évoqué, ce soir, le souvenir d'un homme que la Société d'histoire a eu l'honneur de compter parmi ses membres.

¹ *Inventaire de la collection Edouard Favre. (Archives de la Maison d'Altamira.)* Extrait du *Bulletin hispanique*. Bordeaux et Paris, 1914, in-8 de VIII et 166 p.

ALFRED CARTIER

PAR

Edouard FAVRE¹

PRÉSIDENT

MESDAMES ET MESSIEURS.

Notre Société a été douloureusement frappée en la personne d'Alfred Cartier, mort le 8 juin dernier.

D'une famille originaire de Bretagne qui avait acquis la bourgeoisie genevoise en 1556, il était né à Genève le 30 août 1854 ; nous, ses camarades d'études, à l'Ecole Lecoultre, au Gymnase, à l'Université, dans les sociétés d'étudiants de la Pædagogia ou de Zofingue, nous nous souvenons de lui comme d'un camarade de grand savoir, d'un goût très fin, aimant les arts, la littérature, les livres. Nous admirions la forme, la belle ordonnance et la solidité de ses travaux ; comme Flournoy — ils étaient, comme on dit chez nous, de la même « volée » — Cartier a toujours été à nos yeux un érudit, dès avant que nous pussions comprendre tout ce que ce terme signifie ; nous constatons chez lui un constant effort pour savoir beaucoup et savoir bien.

Après avoir fini à Genève, en 1873, le cycle ordinaire des études classiques qui, dans ce temps-là, impliquait deux années de sciences terminées par le baccalauréat ès sciences, il voulait se vouer à la médecine ; mais les études étant trop longues et ses parents désirant lui voir s'assurer plus rapidement une situation,

¹ Allocution prononcée à la séance du 10 novembre 1921.

il renonça à cette vocation — ce lui fut très dur — et il fit un apprentissage de banque; mais, croyez-le bien, il ne perdit rien de son intérêt pour l'art, la littérature, l'histoire littéraire, il restait bibliophile. Après quelques années d'apprentissage, il voyagea en Allemagne, en Italie, en France; ce fut pour lui un temps de développement intense. Nous avons retrouvé toute une pile de cahiers de notes prises durant cette période de sa vie sur des sujets d'art, de littérature, d'archéologie et d'histoire des religions. Il séjourna, entre autres, d'octobre 1876 à avril 1877 à Dresde; il y suivit un cours d'histoire de l'art; la merveilleuse galerie de tableaux de cette ville fut pour lui une source de jouissances et d'études. Il reprit, en novembre 1878, la vie de bureau à Paris d'abord, puis à Genève où il revenait au printemps 1879; au printemps 1880, il fut gravement malade d'une fièvre typhoïde. Il rentra dans la maison Chenevière où il avait fait son apprentissage, il fut chargé assez vite de la correspondance pour laquelle il était particulièrement qualifié; sous l'inspiration d'Arthur Chenevière, il rédigeait le bulletin financier de *La Tribune de Genève*; en l'absence du chef de la maison, il en était seul chargé; il continua quelque temps encore après 1890 le *Bulletin de Paris* lorsqu'Arthur Chenevière se fut retiré et que lui-même eut quitté cette banque.

Durant ce stage dans les affaires, il acquit des connaissances qui devaient lui être très utiles plus tard pour l'administration du Musée. Tant il est vrai — il faut le dire à notre époque de spécialisation à outrance — qu'aucune étude consciencieusement faite n'est inutile, quelque éloignée qu'elle puisse paraître des connaissances directement professionnelles. Pendant cette période de sa vie, les affaires n'absorbèrent pas entièrement Alfred Cartier; il apportait à son travail toute sa conscience parce qu'il estimait que tout ce qu'on fait vaut la peine d'être bien fait; mais son cœur n'y était pas; il consacrait ses moments de loisir à ses chères études, il avait entrepris un travail sur la dynastie des imprimeurs de Tournes, il était devenu passionné bibliophile; il bouquinait.

Permettez-moi une anecdote: c'était en 1879 à Paris;

sortant du bureau et rentrant à l'hôtel Voltaire où nous logions tous deux, souvent il longeait, en flânant, les quais de la rive gauche, qui, par la vue dont on y jouit et les caisses de bouquinistes ouvertes sur le parapet, ont procuré tant de jouissances à ceux qui vont chercher à Paris ce que la grande ville peut leur offrir de meilleur. A la fin d'une de ces après-midi de premier printemps où une lumière très douce enveloppe d'un ton de camaïeu les quais, les ponts, l'Institut, le Louvre, Notre-Dame, Cartier trouve dans une caisse de bouquiniste un incunable ; il court chez moi, consulte le *Manuel du Libraire* de Brunet ; la trouvaille était bonne. Il retourne en hâte sur le quai, le marchand avait fermé sa botte. Le lendemain, l'incunable n'y était plus !

Ne souriez pas, Mesdames et Messieurs, si je vous dis que j'eus bien de la peine à consoler et à distraire mon ami. Plus d'un an après il m'écrivait : « Je n'ai rien oublié de notre vie à deux, ni nos promenades sur les quais, ni le jour où je manquai un incunable de Naples, 1481. *Infandum regina....!* »

Il chérissait ses livres ; il les lisait, cela va sans dire, mais aussi il les caressait, il les dorlotait, si c'était nécessaire il les lavait lui-même, n'abandonnant pas à des mains mercenaires ce travail délicat.

En 1882, il écrivait à un ami : « Je lave toujours assidûment et avec succès, j'ose le dire. Tu as beau rire, vois-tu, les bouquins c'est encore ce qu'il y a de meilleur dans la vie. Ils m'ont consolé et me consoleront de bien des choses. J'ai fini le La Bruyère 1699, qui était en œuvre quand tu es venu à la maison. Il est à la reliure : maroquin plein janséniste, grenat, large dentelle intérieure. L'habit de cet écrivain, comme je le comprends, doit être très simple et très distingué, et la dernière édition donnée par lui mérite bien une reliure où l'on n'épargne rien. Je tâche toujours que la couleur, les ornements etc., soient en rapport avec le livre et l'auteur. » En 1885, il exposait ses idées sur la reliure dans une conférence sur *La décoration extérieure des livres*, qu'il faisait imprimer in une élégante plaquette. Il ne se bornait pas à aimer les livres pour leur rareté et leur

beauté; chez lui l'amateur était doublé d'un savant; il était un bibliophile dans le sens le plus élevé et le plus large du mot.

Il faut déjà beaucoup d'érudition pour discerner un livre rare; la trouvaille faite, il voulait extorquer au livre rare son secret et lui assigner sa place dans l'histoire: en 1892, il publiait une *Notice historique et bibliographique sur la « Brève résolution » de Calvin*; en 1893 et 1894, c'étaient quatre plaquettes rarissimes qu'il rééditait avec des introductions: *Le Siège et la bataille de Pavie de Francesco Taegio*, *Les Bains de Pfäfers*, *Le tombeau de Claire Turrettini*, et *Les faits du Chien insatiable du sang chrétien*.

A la même époque, il avait encore préparé la plus importante de ses réimpressions, mais ce ne fut que quatre ans après qu'il put faire paraître: *L'Excuse de noble seigneur Jacques de Bourgogne, par Jean Calvin*, réimprimée pour la première fois sur un exemplaire unique trouvé dans la bibliothèque de Bes-singe que le propriétaire, notre collègue, M. Henry Tronchin, lui avait ouverte, et dans laquelle il a passé bien des heures consacrées au travail et à l'amitié.

Cartier a fait précéder cette réimpression d'une introduction dans laquelle s'affirment, à côté de sa conscience d'historien, toutes ses qualités de style et de composition; à ce propos, il écrivait à un ami: « J'ai cherché à donner à mon introduction un peu d'allure, à éviter surtout cette fâcheuse érudition qui écrase l'auteur sous le commentaire et désoblige le lecteur. J'ai sabré la bonne moitié de mon manuscrit... Ce sont d'utiles sacrifices que l'on n'apprend à faire que par l'expérience. Quant au fond, j'ai eu, avant tout, l'intention d'être impartial; c'est le meilleur moyen de mécontenter à peu près tout le monde. »

Son attention ayant été attirée sur Bonaventure des Periers par la thèse d'un de ses meilleurs amis, Adolphe Chenevière, il publiait, en 1889, un mémoire sur *Le libraire Jean Morin et le Cymbalum mundi de Bonaventure des Periers*, auquel succédait deux ans après un travail sur *Les poètes de Louise Labé*; avec ce même ami, il publiait une étude sur *Antoine Du Moulin, valet de chambre de la reine de Navarre*; plus tard, il publiait: *Les*

Genevois en 1558, d'après un libelle contemporain d'Artus Désiré. En 1893, il avait donné dans nos *Mémoires* sous le titre: *Arrêts du Conseil de Genève sur le fait de l'imprimerie et de la librairie de 1541 à 1550*, le résultat de plusieurs années de labeur; il n'a pas publié la suite, mais il a remis à la Bibliothèque publique, en manuscrit, les extraits qu'il avait faits des registres du Conseil concernant le même sujet.

Au cours de ses recherches dans nos archives, son attention avait été attirée sur l'histoire de Genève de Jean-Antoine Gautier; ayant eu de nombreuses occasions de constater la haute valeur de cette histoire restée manuscrite et à laquelle, depuis longtemps, les historiens faisaient des emprunts plus ou moins avoués, il conçut la pensée de la publier; le 21 mai 1892, il réunit quelques-uns de ses amis et collègues, il nous exposa son projet et les premiers principes de cette publication; après avoir obtenu notre approbation et l'assurance de notre collaboration, il lança ce projet dans le public, et se chargea de la partie financière de l'entreprise; nous nous répartîmes le travail; en 1896, en collaboration avec M. Jaques Mayor, lui-même, publiait le tome II, en 1898 le tome III, et en 1901, en collaboration avec M. Lucien Cramer, le tome V. Grâce à sa courageuse initiative, Genève se trouve dotée d'une histoire de premier ordre, et les historiens d'un précieux instrument de travail. Cette œuvre, comprenant sept volumes plus des tables, fut terminée en pleine guerre; un des principaux collaborateurs était mort; dans ces circonstances, peut-être n'avons-nous pas témoigné à Cartier assez de reconnaissance. J'éprouve personnellement, sinon un remords, du moins la crainte qu'il ait pu croire à de l'ingratitude de notre part. Aujourd'hui, il s'agit de proclamer bien haut qu'Alfred Cartier, en suscitant la publication de l'*Histoire de Genève* de Jean-Antoine Gautier, a bien mérité de la patrie.

Cartier avait une capacité de travail très grande; s'il n'en avait pas été ainsi, on aurait pu craindre pour sa carrière d'érudit la concurrence des fonctions administratives auxquelles son talent d'organisation le fit appeler. Heureusement ces craintes

n'étaient pas motivées ; chez lui, au contraire, le savant et l'administrateur se complétaient.

En 1892, il était nommé bibliothécaire du Musée d'histoire naturelle et membre de la Commission du Musée ; il établit un catalogue sur fiches de cette bibliothèque et publia, avec le directeur qui fut jusqu'à sa mort son plus fidèle ami, M. Maurice Bedot, une *Notice sur le Musée d'Histoire naturelle*.

Il prit une part active à l'organisation de l'Exposition nationale suisse qui eut lieu à Genève en 1896, et c'est lui qui, comme rapporteur général, s'est occupé de la rédaction du *Rapport technique* adressé au Conseil fédéral ; il en a écrit l'introduction.

En 1902, Cartier est nommé conservateur du Musée archéologique et du Musée Fol. M. Piguët-Fages, conseiller administratif, se l'adjoint comme secrétaire et il devient son plus précieux auxiliaire pour la création du Musée d'art et d'histoire où devaient être groupées les collections jusqu'alors dispersées de la Ville.

La tâche qui incombait à Cartier, de ce fait, était énorme. Il ne s'agissait pas seulement de discuter les plans, de prévoir des aménagements intérieurs, mais il fallait classer les objets, former des séries et, pour cela, Cartier dut compléter ses connaissances en archéologie ; il les compléta si bien qu'il devint, comme on l'a dit, un « maître en cette science ». En 1908, il était nommé directeur général du Musée d'art et d'histoire qui fut inauguré en 1910. Il avait bien gagné son bâton de maréchal. Le jour de l'inauguration, M. Piguët-Fages lui rendait ce témoignage : « Dès le début de cette entreprise, ce sont ses efforts éclairés, unis à ceux de nos architectes, qui en ont assuré le succès, et si l'on envisage que, demeuré le fidèle secrétaire du Service de l'instruction publique, il devait s'occuper de tous les autres détails de ce service, qu'en outre, conservateur du Musée Fol et du Musée archéologique, il devait pour ce dernier en préparer les innombrables séries encore à l'état cahotique, pour arriver à les classer en vue du transfert dans les locaux actuels, on se rendra compte de la charge considérable qu'il a assumée, avec une compétence hautement reconnue. »

Dès lors, Cartier a publié de nombreux mémoires d'archéologie et de préhistoire. Il avait déjà collaboré aux recherches et aux travaux de Natalis de Rondot, de Lyon, et il avait publié ses œuvres posthumes en 1902, sur le désir que lui en avait exprimé sa veuve.

En 1912, il était nommé vice-président du Congrès international d'anthropologie et d'archéologie préhistorique qui a tenu ses assises à Bruxelles ; de 1913 à 1916, il présida la Société suisse de préhistoire, en 1918 il présenta au Congrès historique suisse un travail intitulé : *L'archéologie dans ses rapports avec l'histoire*¹.

Pendant la phase archéologique de sa carrière, Cartier n'oublia pas ses premières études ; il avait un esprit assez ouvert et une culture assez étendue pour que les *Inscriptions romaines trouvées à Genève en 1917*, *Une agrafe de La Balme*, des *Sépultures découvertes à Cessy*, les *Vases peints gaulois du Musée*, *La station magdalénienne de Veyrier* ou la villa romaine de La Grange ne lui fissent négliger ni Louise Labé, ni Jérôme de Bara, ni l'Escalade, ni la famille de Tournes, ni tel autre de ces sujets qui lui étaient chers.

Il s'est toujours intéressé à la bibliographie lyonnaise : « Nulle part, au XVI^e siècle, écrivait-il², en aucun temps et en aucun pays, non pas même à Venise, vers la fin du XV^e siècle et au commencement du XVI^e, les imprimeurs et les libraires n'ont été, comme ceux de Lyon, pénétrés du sentiment du beau, n'ont relevé leur profession par la conscience, le soin et le goût de l'exécution, n'ont cherché à satisfaire les yeux du lecteur, autant que son esprit. » Il avait entrepris, il y a plus de quarante ans, un ouvrage sur la famille des de Tournes, imprimeurs à Lyon et à Genève ; l'an dernier, il revenait de Paris tout heureux, il avait fait encore d'importantes trouvailles et, semblait-il, rien

¹ Voir, ci-dessus, p. 398.

² *Revue du Lyonnais*, 1899 ; cité par H. de Terrebasce, dans son volume intitulé : *Julien Baudrier bibliographe* (Lyon, 1917, pet. in-4). On trouvera imprimé dans ce même volume plusieurs lettres d'Alfred Cartier à Julien Baudrier.

ne l'arrêterait plus pour élever ce monument, quand la maladie terrassa ce corps émacié et fragile, et la mort glaça cette belle intelligence et ce cœur si chaud.

Par ses dispositions testamentaires, Alfred Cartier a témoigné une dernière fois son attachement à la Bibliothèque publique et universitaire et au Musée d'art et d'histoire : à celui-ci il a laissé quelques objets de prix ; au premier de ces établissements il a légué « tous les ouvrages, disait-il dans son testament, qu'il ne posséderait pas déjà et qui pourraient lui convenir... La partie la plus intéressante de ce legs, ajoutait-il, est constituée par un certain nombre de volumes sortant des presses lyonnaises et genevoises des de Tournes. Pour plusieurs de ces éditions, l'exemplaire que j'en possède est le seul connu. »

Il faisait partie de la Société d'histoire depuis 1882. En 1887, il publiait, avec M. Emile Rivoire, le catalogue de notre bibliothèque ; en 1889, il entra au comité comme archiviste ; de 1891 à 1898, il a rempli les fonctions de trésorier, en 1899 et 1900, celles de vice-président ; en 1901 et 1902, celles de président ; il a encore fait partie du comité durant les années 1903 à 1908. Il nous a présenté une vingtaine de travaux de bibliographie, d'histoire littéraire et d'archéologie ; chacun de nous se souvient de la clarté et de la belle forme de ses exposés oraux et de ses mémoires, qu'il s'agit, pour ne citer que quelques-uns des plus récents, d'une inscription ou d'une sépulture récemment découvertes, d'une épître attribuée par lui au seigneur de Brusquet, des coupes de l'alliance de 1589 ou de la villa romaine de La Grange.

Alfred Cartier, bon musicien, poète à ses heures, était artiste ; d'un goût très sûr, il tendait continuellement à la perfection aussi bien dans la façon de poursuivre ses recherches que dans son style et dans la belle écriture qu'il s'était faite.

J'ai essayé de donner un aperçu de ce qu'il a été comme savant. Il me faut encore dire ce qu'il a été comme homme, comme collègue et comme ami.

Il était modeste, défiant de lui-même, ne faisant jamais parade de son grand savoir. Pourquoi faut-il que ce ne soit que quand

ces modestes ont disparu qu'on se rende compte de leur complète valeur?

A l'entrée dans la carrière, en 1880, il écrivait à un ami : « Comme tu le dis, tout homme qui pense un peu passe, tôt ou tard, par cette phase d'incertitude et de découragement où l'on doute de tout, surtout de soi-même, le pire de tous les doutes. Dans cette phase-là les faibles succombent, les forts s'en tirent et, je crois, mieux trempés qu'avant. On voit mieux le but, on sait mieux de quoi on est capable, on comprend mieux ce qui est digne d'être conquis à la pointe de l'épée ou ce qui ne vaut pas un haussement d'épaules. La pierre qu'on tente d'apporter à l'édifice serait-elle la plus petite de toutes, que l'on pourrait s'en aller content avec la certitude d'avoir accompli son œuvre. Il y a des ouvriers plus habiles ou plus heureux que d'autres, mais tous sont également méritants qui font du mieux qu'ils peuvent. Malheureusement les forts sont le petit nombre. En sommes-nous ? voilà la question. Pour ce qui est de moi, j'en doute avec un peu d'amertume. Ce qu'on vaut moralement ? pas grand'chose, et intellectuellement, la lassitude vous prend à voir ce qu'il faut de science, d'acharnement et de hauteur de vues pour obtenir le moindre résultat. On a l'idée nette de ce que l'on devrait être, on sait trop le peu qu'on est et, ma foi, la différence est si grande qu'il serait bien étonnant que parfois les bras ne vous en tombent. Mais quitterons-nous la bataille parce qu'il y fait chaud et qu'on y attrape des horions ? Je puis répondre non pour tous les deux. »

Comme collègue, il était réservé, d'un abord un peu froid, mais bien vite son regard s'éclairait et, derrière un sourire un peu pâle, on découvrait son savoir étendu et son obligeance très grande.

Comme ami : « L'amitié, disait-il, c'est encore ce que les hommes ont inventé de meilleur. » Il n'a pas été heureux, aussi trouvait-on toujours auprès de lui une sympathie intelligente et profonde. Il était un ami fidèle, il écrivait des lettres charmantes. Il était un peu compliqué, un peu sur la défensive. Trop souvent il s'est privé du secours qu'aurait pu lui apporter l'amitié parce qu'il avait peur de n'être pas compris ; très sen-

sible il redoutait de rencontrer un sourire au lieu d'une expression de sympathie. Et puis il voulait se montrer viril; comme il a été précoce dans le savoir, avant l'âge aussi, il a été mûri par l'expérience. S'il avait parfois quelque chose d'un peu désabusé, c'est qu'il voulait rester fort.

Il écrivait à un ami qui, à la suite d'un deuil, voulait voyager : « On peut rester partout fidèle au passé, mais il me semble qu'on doit à ce passé même de vivre le plus virilement possible. » Et un peu plus tard : « Le cœur a beau souffrir, il faut marcher quand même, n'est-ce pas ? La vie n'attend pas, il faut remplir son œuvre, si petite soit-elle et, en tout cas, ne pas imposer aux autres des chagrins dont la plupart n'auraient cure et qui leur paraîtraient ridicules. Donc tête haute et bon visage à tous. Chacun pour soi, il reste Dieu pour tous, et quelquefois un ami avec lequel on peut faire une partie du chemin. »

Si Alfred Cartier n'a pas été du nombre de ces ouvriers qu'on peut classer parmi les plus heureux, il fut certes parmi les plus méritants.

BIBLIOGRAPHIE DES TRAVAUX

D'ALFRED CARTIER

PAR

Edouard FAVRE

1. — Notes sur les deux éditions de l'*Heptaméron* de la reine de Navarre, Paris, 1559 et 1560, in-4. *Bulletin du bibliophile*, 1883, p. 214-221.

2. — [Lettre sur les éditions de 1559 et 1560 de l'*Heptaméron*.] *Ibidem*, p. 449-451. — Datée : Genève, décembre 1883.

3. — De la décoration extérieure des livres et de l'histoire de la reliure depuis le XV^e siècle. Genève, 1885, in-8 de 54 p., avec 12 pl.

4. — *Catalogue des livres composant la bibliothèque de M. le baron James de Rothschild, rédigé par M. Emile Picot. Tome I, Paris, 1884, gr. in-8. Compte rendu dans le Journal de Genève du 30 mai 1885. — Signé A. C.*

5. — (Avec M. Émile Rivoire.) Catalogue des livres appartenant à la Société d'histoire et d'archéologie de Genève. 2^{me} éd., Genève, 1887, in-8 de xii et 303 p.

6. — Le libraire Jean Morin et le *Cymbalum mundi* de Bonaventure des Periers devant le Parlement de Paris et la Sorbonne (1537-1538). *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, t. XXXVIII, 1889, p. 575-588. — Tirage à part, Paris, 1889, in-8 de 16 p.

7. — [Projet de publication de l'*Histoire de Genève* de Jean-Antoine Gautier, circulaire, Genève, 1892,] 3 p., in-4. — Anonyme.

Cette circulaire est reproduite en tête de la Préface des éditeurs de l'*Histoire de Genève* de J.-A. Gautier, t. I (1896), p. xi-xiii.

8. — Une édition inconnue. Notice historique et bibliographique sur la « Briève résolution » de Calvin, Genève, 1555. *B. H. G.*¹, t. I, 1892-1897, p. 203-211. — Tirage à part, Genève, 1892, in-8.

9. — Arrêts du Conseil de Genève sur le fait de l'imprimerie et de la librairie de 1541 à 1550. *M. D. G.*¹, t. XXIII, 1888-1894, p. 361-566, avec 3 pl. et 6 fac-simile. — Tirage à part, Genève, 25 septembre 1893, in-8 de 206 p., avec 3 pl. et 6 fac-simile.

10. — Le siège et la bataille de Pavie par Francesco Taegio, traduit de latin en français par Morillon et réimprimé pour la première fois [sur l'éd. de Genève, s. d., vers 1525], avec une introduction et des notes. Genève, 1893, pet. in-4 de xxi et 81 p., avec 2 pl.

11. — Les faits du Chien insatiable du sang chrétien. Récit de l'invasion des Turcs en Hongrie après la bataille de Mohács. Réimprimé pour la première fois [sur l'éd. de Genève, 1526] avec une introduction et des notes. Genève, 1894, pet. in-4, de xiv et 12 p.

12. — Le tombeau de Claire Turretini, réimprimé pour la première fois sur l'unique exemplaire de l'édition de Genève. 1612 [avec une notice bibliographique et littéraire]. Genève, 1894, gr. in-8 de xi et 16 p.

13. — Les Bains de Pfäfers, poème latin de Charles Pascal, imité en vers français par Marc Lescarbot et réimprimé sur l'édition de Genève, 1613 [avec une note biographique et bibliographique]. Genève, 1894, gr. in-8 de x et 13 p.

14. — Les poètes de Louise Labé. *Revue d'histoire littéraire de la France*, t. I, 1894, p. 433-440. — Tirage à part, Coulommiers, s. d., in-8 de 8 p.

15. — (Avec Adolphe Chenevière.) Un homme de lettres du XVI^e siècle, Antoine Du Moulin, valet de chambre de la reine de Navarre, étude bibliographique et littéraire. *Ibidem*, t. II, 1895, p. 469-490 et t. III, 1896, p. 218-244. — Tirage à part, Paris, 1896, in-8 de 69 p.

¹ *B. H. G.* = *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*.
M. D. G. = *Mémoires et documents publiés par la même Société*.

16. — Histoire de Genève des origines à l'année 1691, par Jean-Antoine Gautier. [Edition annotée.] Genève, 1896-1914, 8 vol. et 1 vol. de tables gr. in-8. T. II (en collaboration avec M. Jaques Mayor), 1896, 552 p.; t. III, 1898, 667 p.; t. V (en collaboration avec M. Lucien Cramer), 1901, 590 p.

17. — L'Excuse de noble seigneur Jacques de Bourgogne, seigneur de Falais et de Bredam, par Jean Calvin, réimprimée pour la première fois sur l'unique exemplaire de l'édition de Genève 1548, avec une introduction. Paris, 1896, pet. in-12 de LXXV et 54 p.; 2^{me} éd., revue et augmentée, Genève, 1911, in-8 de LXXVIII, 51 et II p.

18. — La reine de Navarre et les bains de Caunterets. — *Journal de Genève* du 29 août 1897.

19. — (Avec plusieurs collaborateurs.) Exposition nationale suisse. Genève, 1896. Rapport technique, publié par ordre du Haut Conseil fédéral. Genève, 1898, in-4 de VIII et 896 p.

La rédaction définitive et l'introduction (p. I-VIII), sont dues à Alfred Cartier.

20. — Imprimeurs et libraires lyonnais au XVI^e siècle. *Revue du Lyonnais*, juillet 1899; article reproduit en partie par H. de Terrebonne, *Julien Baudrier, bibliographe* (Lyon, 1917, pet. in-4), p. 21-22. — Tirage à part, Lyon, 1899, in-8 de 25 p., avec fig.

21. — (En collaboration avec M. Maurice Bedot.) Notice sur le Musée d'histoire naturelle de Genève. Genève, 1899, in-12 de 53 p., avec pl. et portrait.

22. — Les idées politiques de Théodore de Bèze, d'après le traité *Du droit des magistrats sur leurs sujets*. B. H. G., t. II, 1898-1904, p. 187-206. — Tirage à part, Genève, 1900, in-8 de 20 p.

23. — Les Genevois en 1558, d'après un libelle contemporain : *Les grandes chroniques et Annales de Passe-Partout* par Artus, Désiré. M. D. G., t. XXV, 1893-1901, p. 165-199. — Tirage à part, Genève, [1901], in-8 de 39 p.

24. — Edmond Pictet. Allocution. B. H. G., t. II, 1901 p. 208-210.

25. — Hippolyte Gosse. Allocution. *Ibidem*, p. 210-213.
26. — Paul Chaix. Allocution. *Ibidem*, p. 213-215.
27. — La politique espagnole et Genève à l'époque de l'Escalade. *Escalade 1602-1902*, par Du Bois-Melly et Alfred Cartier, Genève, 1902, in-4, p. 35-46.
28. — (Avec Emile Dunant.) Documents de Rome (Archives du Vatican), 1598-1603. *Documents sur l'Escalade de Genève*, publ. par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, Genève, 1903, in-8, p. 225-299.
29. — Les anneaux disques préhistoriques et les tchakras de l'Inde. [Résumé d'une communication.] *B. H. G.*, t. II, 1904, p. 388-389.
30. — La Bibliothèque publique et les bibliothèques particulières à Genève. *Almanach du bibliophile pour l'année 1903*, 6^{me} année, Paris, Edouard Pelletan, 1905, in-8, p. 133-151.
31. — Vases peints gaulois du Musée archéologique de Genève. *Revue des études anciennes*, t. X, n° 3, juillet-septembre 1908, p. 257-261, avec 2 pl. et fig. — Tirage à part, Bordeaux et Paris, 1908, in-8 de 5 p., avec 2 pl. et fig.
32. — Notice sur quelques sépultures découvertes à Cessy près Gex et sur les tombes en dalles dans le canton de Genève. *B. H. G.*, t. III, 1908-1913, p. 81-93, avec 5 pl. — Tirage à part, Genève, 1908, in-8 de 13 p., avec 5 pl.
33. — Le Musée d'art et d'histoire de la Ville de Genève. Notice et guide sommaire, Genève, 1910, in-8 de 47 p.
34. — Mobilier funéraire de quelques dolmens de la région des Cévennes au Musée d'art et d'histoire de Genève. *Revue des études anciennes*, t. XIII, n° 4, octobre-décembre 1911, p. 430-436, avec 1 pl. et fig.
35. — Comment développer à l'avenir les collections du Musée ? Causerie faite à l'assemblée générale de la Société auxiliaire du Musée, le 5 mars 1912. *Société auxiliaire du Musée de Genève, compte rendu de la marche de la Société pendant l'année 1911*, Genève, 1912, in-8, p. 21-33.
36. — *L'Epistre du Seigneur de Brusquet aux magnifiques et honorés Seigneurs Syndics et Conseil de Genève, Lyon,*

1559, in-8 de 4 ff., et son auteur Guillaume Gueroult. [Résumé d'une communication.] *B.H.G.*, t. III, 1910, p. 169-170.

37. — Une agrafe de La Balme (Haute-Savoie) représentant l'entrée du Christ à Jérusalem. *Revue Charlemagne*, 1^{re} année, n° 1, janvier 1911, p. 9-14, avec 1 pl. — Tirage à part, Paris, s. d., in-8 de 6 p. avec 1 pl.

38. — Inscription latine à la déesse Maia trouvée à Genève (décembre 1910). [Résumé d'une communication.] *B. H. G.*, t. III, 1911, p. 216-218.

39. — Le texte de l'inscription romaine découverte lors des fouilles du quartier de la Madeleine, à Genève, en 1910. [Résumé d'une communication.] *Ibidem*, p. 222.

40. — Le Musée d'art et d'histoire de Genève. *Congrès international d'anthropologie et d'archéologie préhistoriques. Compte rendu de la XIV^e session, Genève 1912*, Genève, 1913-1914, 2 vol. in-8, t. II, p. 497-503.

41. — La Fable du Faux Cuyder, Lyon, Jean de Tournes, 1547, in-8. *Revue des livres anciens*, t. I, fasc. III, 1913, p. 233-243, avec fig.

42. — Les dixains catholiques et Jaques Estauge imprimeur à Bâle. *Mélanges offerts à M. Emile Picot*, t. I, Paris, 1913, in-8, p. 307-313. — Tirage à part, Paris, 1913, in-8 de 7 p.

43. — Un cimetière de l'âge du bronze à Douvaine (Haute-Savoie). Fouilles de février-juin 1913. *Archives suisses d'anthropologie générale*, t. I, 1914, p. 63-88. — Tirage à part, Genève, 1914, in-8 de 26 p.

44. — (Avec plusieurs collaborateurs.) Promenade à l'exposition du Centenaire, 1814-1914. Genève, 1914. pet. in-8 de 44 p.

L'introduction (p. 7-8) est d'Alfred Cartier.

45. — Louis Siret. *Questions de chronologie et d'ethnographie ibériques. Tome I. De la fin du quaternaire à la fin du bronze*. Paris, 1913, in-8, pl. et fig. Compte rendu dans les *Archives suisses d'anthropologie générale*, t. I, n° 3, avril 1915, p. 231-235.

46. — Les monuments de l'Alliance de 1584 conservés à Genève. *Les Cantons suisses et Genève, 1477-1815*, dans *M. D. G.*,

série in-4, t. IV, 1915, p. 129-142 avec 3 fig. et 1 pl. — Tirage à part, Genève, 1915, in-4 de 14 p., avec 3 fig. et 1 pl.

47. — Faïences de Zurich (XVIII^e siècle) à la marque « ZS. ». *Indicateur d'antiquités suisses*, nouv. série, t. XVIII, 1916, p. 80-81.

48. — La première traduction française du *De Institutione foeminae christianiae* de J.-L. Vivès et son auteur Pierre de Changy. 1543, *Revue des livres anciens*, t. II, fasc. II, 1916, p. 195-200.

49. — *La déffense civile et militaire des innocens et de l'Eglise de Christ* et l'*Apologie de Charles du Moulin*, 1563. *Ibidem*, p. 200-205. — Signé : Alf. C.

50. — *Le Blason des Armoiries* et son auteur Jérôme de Bara. *Ibidem*, t. II, fasc. III, 1916, p. 225-236, avec fig. — Tirage à part, s. l. n. d., in-8 de 12 p., avec fig.

51. — *Bibliographie lyonnaise. Recherches sur les imprimeurs..... de Lyon, au XVI^e siècle, par le Président Baudrier, publ. et continuées par J. Baudrier*. Lettres d'Alfred Cartier du 22 mai 1895, du 17 septembre 1904, du 27 juillet 1914, du 18 juin 1916, impr., en partie, par H. de Terrebasse, *Julien Baudrier, bibliographe* (Lyon, 1917, pet. in-4) p. 15, p. 29-30, p. 39-40, p. 52-56.

52. — La station magdalénienne de Veyrier (Haute-Savoie). Historique des principales découvertes (1833-1916). *Archives suisses d'anthropologie générale*, t. II, 1916-1917, p. 45-76, avec fig. — Tirage à part, Genève, 1916-1917, in-8 de 32 p., avec fig.

53. — La question des Helvètes, d'après un livre récent. *Journal de Genève* du 12 février 1917.

54. — Louise Labé, le procès Yvard à Genève et le *Philosophe de Court*, par Philibert de Vienne. *Revue des livres anciens*, t. II, fasc. IV, 1917, p. 321-332. — Tirage à part, s. l. n. d., in-8 de 12 p.

55. — In Memoriam [Adolphe Chenevière]. *La Tribune de Genève* du 11 juillet 1917. — Signé : A. C.

56. — [Note sur un] plat en faïence à décor floral polychrome de la fabrique de Zurich-Schoren. *Société auxiliaire du Musée de Genève. Compte rendu, année 1918*. Genève, 1919, in-8, p. 9-11.

57. — Inscriptions romaines trouvées à Genève en 1917. *Indicateur d'antiquités suisses*, nouv. série, t. XX, 1918, p. 133-143, avec fig. — Tirage à part, Zurich, 1918, in-8 de 11 p.

58. — Les origines de la famille de Tournes. [Résumé d'une communication.] *B. H. G.*, t. IV, livr. 5 et 6, 1919, p. 269.

59. — Note sur la date de construction de la villa romaine de La Grange. [Résumé d'une communication.] *Ibidem*, t. IV, livr. 7 et 8, 1920, p. 327-328.

60. — L'archéologie dans ses rapports avec l'histoire. *B. H. G.*, t. IV, livr. 7 et 8, 1921, p. 398-405. — Tirage à part, Genève, [1922], in-8 de 8 p.

BULLETIN

DE

LA SOCIÉTÉ

D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

DE GENÈVE

Tome IV — Livraisons 9 et 10

OCTOBRE 1922 et JUIN 1923

avec deux planches

GENÈVE
LIBRAIRIE A. JULLIEN

—
1924

p. 445
- 441
- 473

Contenu des deux livraisons.

	Pages
Personnel de la Société	433 et 457
Mémoires, rapports, etc., présentés à la Société . .	438 et 458
Faits divers	454 et 468
Ouvrages reçus par la Société	455 et 470

Louis BLONDEL. — Notes d'archéologie genevoise (suite). Avec 2 planches	
VIII. Origines du territoire des Fran- chises genevoises	473
IX. Souterrains et galeries de mines	487
Théophile DUFOUR. — A propos d'un exemplaire sur parchemin des <i>Libertés et Franchises</i> de Genève	497
Edouard FAVRE. — Théophile Dufour, allocution .	499
Du même. — Bibliographie des travaux de Théo- phile Dufour	511
Liste des membres de la Société au 15 juin 1923 .	523
Liste des Sociétés correspondantes au 15 juin 1923	533
Additions et corrections aux tomes I, II, III et IV du Bulletin.	539
Table des matières du tome IV du Bulletin . . .	543

Avis. — Les membres de la Société bénéficient de réductions importantes sur les prix de la plupart des publications indiquées à la quatrième page de la couverture. Ils sont priés de s'adresser directement au bibliothécaire.

Prière d'indiquer au Secrétaire (rue Calvin, 12) les changements d'adresse des destinataires du Bulletin.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

OCTOBRE 1922

Personnel de la Société.

Depuis le mois de juin 1921, la Société d'histoire et d'archéologie a reçu au nombre de ses membres effectifs :

1921, 24 novembre, M^{me} LÉON GAUTIER.

M^{me} Edouard de MARIGNAC.

M. François RUCHON, licencié ès lettres.

8 décembre, M^{lle} Alice DUPIN.

MM. Edouard CARTIER.

Jean-Pierre FERRIER.

1922, 12 janvier, M^{me} Henry NECKER.

M. Edouard-Eugène ARTHUR, architecte.

23 février, M^{me} Louis ACHARD.

MM. Joseph CHAPPUIS.

9 mars, Godefroy de BLONAY.

13 avril, Lucien TARDY.

27 avril, Ludvig-Thorwald KRABBE, membre
du Secrétariat général de la
Société des Nations.

Elle a eu le regret de perdre sept membres effectifs : Gaston DARIER (voir ci-après), Louis THÉVENAZ (voir ci-après), Philippe-Auguste GUYE, († 27 mars 1922), Léopold FAVRE (voir ci-après),

Amédée RIGOT († 18 mai 1922), Auguste BLONDEL (voir ci-après), Georges AUTRAN († 23 septembre 1922).

Le nombre des membres effectifs était au 1^{er} octobre 1922, de 254.

La Société a encore perdu un des membres correspondants qu'elle s'était agrégés le 7 mai 1914, Philippe GODET, professeur à l'Université de Neuchâtel (voir ci-après).

Gaston DARIER est mort le 24 août 1921, dans sa 45^{me} année. Il avait fait ses études à Genève; le cycle habituel de celles-ci terminé, il s'était voué à l'archéologie. Il travailla quelque temps à Pergame, puis en Italie, enfin à Rome, en collaboration avec MM. Paul Gauckler et Georges Nicole. La fortune leur sourit; en 1908, sur le Janicule, ils mirent à jour un sanctuaire syrien resté dans un état de conservation remarquable. Cette découverte fit grand bruit et souleva des problèmes dont nous n'avons pas encore la solution.

En 1909, Gaston Darier publiait avec M. Georges Nicole, un premier mémoire sur *Le sanctuaire des dieux orientaux au Janicule*¹. En 1914, il présentait à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres une *Note sur l'Idole de bronze du Janicule*². Tout récemment il publiait sous le titre: *Les fouilles du Janicule à Rome*³, un opuscule contenant la liste de nombreux mémoires relatifs aux problèmes qui avaient surgi de ce sanctuaire et dont il eût pu, peut-être, s'il avait vécu, nous donner la solution qu'il cherchait avec ardeur.

Gaston Darier faisait partie de notre Société depuis le 24 février 1911; il nous a présenté un mémoire sur les fouilles faites à Atarneus (Asie Mineure)⁴. Il nous en avait fait espérer

¹ *Mélanges d'archéologie et d'histoire*, publiés par l'Ecole française de Rome, t. XXIX, p. 1 à 86 avec 42 vignettes dans le texte et 15 planches hors texte.

² *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 1914, p. 100 et p. 105-109, fig. 1-2.

³ Genève 1920, in-8.

⁴ Voir B. H. G., t. III, p. 359. (B. H. G. = *Bulletin*; M. D. G. = *Mémoires et Documents*; M. D. R. = *Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*.)

d'autres, mais c'était un modeste, un timide et un consciencieux.

Louis THÉVENAZ est mort à Genève le 5 décembre 1921. Il était né en 1850; à 24 ans, il était entré dans l'enseignement au Collège et il y resta 45 ans. Une certaine bonhomie tempérait chez lui les sévérités de la discipline. Thévenaz aimait passionnément Genève et son histoire; il a publié en 1890 une *Petite histoire de Genève*¹, puis pour l'Exposition nationale de 1896, la première partie de l'*Histoire du Collège de Genève*². Il faisait partie de notre Société depuis le 26 décembre 1889 et a lu à nos séances deux travaux: l'un le 6 décembre 1894³ sur un conflit entre le Petit Conseil et la Compagnie des Pasteurs à l'occasion de la nomination de régents au Collège (1664-1665), l'autre le 13 novembre 1902⁴ sur une visite à Genève du margrave de Bade en 1775.

Léopold FAVRE, né le 24 décembre 1846, mort le 4 avril 1922, était le petit-fils de Guillaume Favre, l'un des fondateurs de notre Société. Il avait fait ses études à Genève, puis à Paris; c'est dans cette ville qu'il prit sa licence ès lettres. Il entra ensuite à l'Ecole des Hautes Etudes qui venait d'être fondée et se consacra à l'étude du sanscrit. Après avoir travaillé encore (1871-1872) à Londres, sous la direction de Goldstücker, le célèbre indianiste, et à Göttingue, avec Benfey, il rentra à Genève.

Léopold Favre prenait un vif intérêt à de nombreuses institutions de notre pays. Dès les premiers massacres d'Arménie (1896) jusqu'à ses derniers moments, il youta toute son activité et tout son cœur à la cause arménienne, organisant des manifestations publiques, rédigeant d'émouvants appels, s'ingéniant de toute façon à soulager la détresse effroyable de ce peuple.

¹ *Petite histoire de Genève à l'usage des écoles du Canton*, Genève, 1890, in-12.

² Voir *Histoire du Collège de Genève*, par L.-J. Thévenaz, H. Vulliétty, L.-A. Verchère, Eugène Pittard, Genève, 1896, in-8.

³ Voir B. H. G., t. I, p. 463.

⁴ Voir B. H. G., t. II, p. 338.

Il se rendit en Arménie en 1903, en 1904, en 1905, en 1906 et deux fois en 1909.

Il faisait partie de notre Société depuis 1873 ; on lui doit une étude sur le *Manuscrit Favre de l'Emile*, suivie d'un choix de passages inédits, parue dans le tome VIII des *Annales de la Société Jean-Jacques Rousseau* (mars 1912).

Auguste BLONDEL, né le 21 août 1854, est mort le 7 juin 1922. Il fit à Genève des études de lettres puis de droit ; plusieurs séjours à Paris lui permirent de nouer d'intéressantes relations avec Taine, Wyzewa, François Coppée, Theuriet, Doumic et d'autres. Outre des publications de caractère strictement littéraire, volumes de vers ou de nouvelles, on doit à Blondel un volume sur *Rodolphe Tœpffer, l'écrivain, l'artiste et l'homme* (Genève 1886), dont la partie bibliographique est de Paul Mirabaud. Il a publié dans la *Revue historique* (1907) des *Lettres de Mallet-du Pan à Etienne Dumont* (1787 à 1789), et dans *Nos Anciens* (1901) une étude sur *Le cercle des Mignons*.

Auguste Blondel faisait partie de notre Société depuis le 12 février 1880 ; il nous a présenté plusieurs travaux, l'un sur Louis Garon, conteur du XVII^e siècle¹, d'autres sur des lettres inédites de Tœpffer², sur des fragments et des lettres d'Etienne Dumont, sur la correspondance de celui-ci avec Mallet-du Pan³, enfin une notice sur la famille Bossi⁴.

Philippe GODET, né à Neuchâtel le 23 avril 1850, mort dans cette même ville le 27 septembre 1922, était le fils du professeur de théologie Frédéric Godet. Ses études de droit terminées, il pratiqua, simultanément, le barreau et le journalisme. Correspondant littéraire de plusieurs quotidiens, il se créa rapidement une place en vue ; polémiste ardent, à la plume souvent acerbe, il se faisait le champion des opprimés et le défenseur du bien et du beau.

¹ Impr. dans M. D. G., t. XXIII, p. 94-114.

² Voir *Mémorial des cinquante premières années*, p. 225.

³ Voir B. H. G., t. I. p. 25, 172, 405, 466 ; t. III, p. 58, 461.

⁴ Voir B. H. G., t. II, p. 181.

Godet fut professeur de littérature française à Neuchâtel, à l'Ecole supérieure des jeunes filles, puis au Gymnase cantonal, enfin à la Faculté des Lettres.

Profondément attaché à sa ville natale, il aimait à en étudier l'histoire. Il fut président pendant plusieurs années de la Société neuchâteloise d'histoire et d'archéologie, et collabora à la rédaction du *Musée neuchâtelois*, organe de cette société. Outre des publications de caractère strictement littéraire, voir même poétique, on lui doit : une *Histoire littéraire de la Suisse française*¹, *Madame de Charrière et ses amis (1740-1805)*², et une biographie de son père³.

¹ Neuchâtel, Paris, 1890, in-8 ; 2^{me} édition, 1895, in-8.

² Genève, 1906, 2 vol. in-8.

³ *Frédéric Godet, 1812-1900*, Neuchâtel, 1913, in-8.

Mémoires, Rapports

présentés à la Société

du 10 novembre 1921 au 27 avril 1922.

902. — *Séance du 10 novembre 1921.*

Gaston Dariér, notice biographique, par **M. Edouard FAVRE**, président. — Voir ci-dessus, p. 434.

Alfred Cartier, allocution par le même. — Impr. ci-dessus, dans B.H.G., t. IV, p. 415-424.

Les derniers jours du tribunal révolutionnaire (8-11 août 1794), par **M. E.-L. BURNET**. — Paraîtra dans M.D.G., in-8, t. XXXIV.

Mystifications napoléoniennes, par **M. Albert CHOISY**.

Napoléon a, dans son testament, désavoué le *Manuscrit de Saint-Hélène* et les *Maximes* qu'on lui attribuait. Ce dernier ouvrage est, sans doute, celui paru sous le titre de : *Maximes et Pensées du prisonnier de Sainte-Hélène, manuscrit trouvé dans les papiers de Las Casas, traduit de l'anglais*, Paris 1820, in-8 de 80 p.

On y trouve une quantité de pensées et d'expressions tirées textuellement du *Manuscrit de Sainte-Hélène* que Jacob-Frédéric Lullin de Châteaueux avait fait paraître sous le voile de l'anonyme. L'existence d'un texte original en anglais n'est pas connue et ne se justifie pas, puisque l'éditeur fait valoir le style de Napoléon et prétend avoir reproduit littéralement un manuscrit de Las Casas. Une note indique que la brochure est en vente chez Sestié à Genève ; elle pourrait y avoir été imprimée.

En pensant au succès du *Manuscrit de Sainte-Hélène*, que la censure n'avait pas pu supprimer, mais dont elle avait restreint la diffusion, on pourrait se demander si l'auteur n'avait pas voulu renouveler sa mystification sous une autre forme, mais un ami aussi intime de M^{me} de Staël n'aurait jamais écrit, ni surtout publié, la 334^{me} sentence.

La situation de son fils, officier dans la garde royale, obligeait Lullin de Châteaueux au mystère dont il s'entoura, car Louis XVIII voyait de mauvais œil toute publication concernant Napoléon, et avait obtenu d'Eynard,

ami et parent de Lullin, le retrait d'une brochure intitulée *Pour expliquer la politique de l'Empereur*¹.

M. Henri Le Fort a trouvé dans les papiers d'Eynard, imprimées sous le titre *Napoléon à l'Isle d'Elbe*, les trois premières feuilles de lettres d'un jeune Américain qui aurait visité Napoléon dans sa principauté. Ce personnage supposé aurait obtenu de l'Empereur d'importantes confidences et la communication de notes biographiques, dont l'extrait forme la partie principale du pastiche. Le manuscrit complet, qui accompagne ces feuillets, semble être de la main d'Eynard, ainsi que celui d'un récit du retour de l'île d'Elbe, trouvé dans les mêmes papiers et intitulé *Copie des Fragments trouvés au Palais de l'Élysée en juillet 1815*; l'auteur y fait parler Napoléon lui-même; on peut se demander si ce ne sont pas là des œuvres d'Eynard lui-même.

903. — *Séance du 24 novembre 1921.*

Le Comte de Pfaffenhofen et les faux billets des Bourbons (1792), par M. E.-A. NAVILLE. — Impr. sous le titre : *L'affaire du Comte de Pfaffenhofen*, dans la *Bibliothèque universelle et Revue suisse*, 1922, Lausanne, in-8, t. CVI, p. 200 à 214, et 306 à 322. et t. CVII, p. 49 à 68

L'archéologie dans ses rapports avec l'histoire, par Alfred CARTIER. — Impr., ci-dessus, B.H.G., t. IV, p. 398 à 405.

904. — *Séance du 8 décembre 1921.*

Louis Thévenaz, notice biographique, par M. Edouard FAVRE, président. — Voir ci-dessus, p. 435.

Horace-Bénédict de Saussure et ses correspondants, lettres inédites commun. par M. F.-F. ROGET.

M. F.-F. Roget donne lecture des lettres adressées par H.-B. de Saussure à sa femme, née Boissier, pendant ses voyages dans les Alpes de 1774 à 1777, et les fait suivre de commentaires. Les originaux de ces lettres sont en possession de M. Louis Perrot.

Jean Franceschi, auteur d'un projet de monument à J. J. Rousseau, communication de M. Charles-A. ROCH.

¹ Voir Maréchal de Castellane, *Journal*, Paris 1896, in-8, t. III, p. 252.

Jean Baptiste Franceschi, fils de Règle (Regulus) Franceschi et de Marie-Barbe Dellone, né le 4 septembre 1767 à Lyon, auteur d'une petite maquette signée, de 14 centimètres de hauteur, représentant Rousseau assis sur un tertre, inspiré, prêt à écrire, n'est autre que le général de brigade Franceschi-Delonne, 1767-1810. Il fit ses études sous la direction d'un frère aîné et de Houdon. Enrôlé en 1792, il n'eut vraisemblablement plus le temps de modeler de manière à pouvoir créer des œuvres intéressantes. Comme d'autre part la Convention avait ouvert en 1792 un concours pour un monument à Rousseau tout porte à croire que la maquette de Jean Franceschi-Delonne n'a pas été exécutée après cette date. De 1788 à 1792, Paul-Règle Franceschi, frère aîné de Jean vécut chez Houdon; il ne faut donc pas s'étonner si par certaines qualités le modelage de notre artiste rappelle celui du maître.

L'identification de l'auteur de la maquette avec le général a été faite principalement par la comparaison de signatures. Les rares mentions du sculpteur devenu général se trouvent dans le *Répertoire chronologique universel des Beaux-Arts*, par Roger Peyre, sous la date de 1792, (voir *Nouveaux lundis* de Sainte-Beuve, 1867). Les rousseauistes ignoraient Franceschi; quoiqu'une statuette de petite dimension et un bibelot analogues au projet signé de Franceschi fussent connus d'eux, le projet cependant est resté inconnu et inétudié jusqu'à nos jours.

905. — Séance du 22 décembre 1921.

Une source de Jean-Antoine Gautier: les Annales manuscrites, par M. Paul-E. MARTIN. — Impr., avec diverses modifications et adjonctions, sous le titre: *Les Annales manuscrites de Genève, étude sur les sources de Jean-Antoine Gautier et sur l'historiographie genevoise du XVII^e siècle*, dans *Festgabe Paul Schweizer*, Zurich, 1922, in-8, p. 287-308.

La réorganisation de la Bibliothèque de Genève au commencement du XVIII^e siècle, communication de M. Frédéric GARDY¹.

Après avoir végété pendant tout le XVII^e siècle, la Bibliothèque de Genève prit un nouvel essor au début du XVIII^e siècle. Elle avait été jusqu'alors sous la direction exclusive de la Compagnie des Pasteurs. Sous l'impulsion de Jean-Robert Chouet et de Jean-Alphonse Turretini, le Conseil en prit en mains la réorganisation, non sans provoquer les protestations

¹ Voir B. H. G., t. IV, p. 324.

les résistances du corps directeur de l'Eglise. Un premier conflit naquit à l'occasion du remplacement du bibliothécaire Delesmillières, auquel Vincent Minutoli fut appelé à succéder (1699). Peu auparavant, le Conseil avait décidé d'obliger les nouveaux bourgeois à payer dix écus pour la Bibliothèque et de transférer celle-ci dans la « grande salle du Collège » plus vaste et mieux appropriée à sa destination.

Une fois ce déménagement opéré, en 1702, le Comité élaborait un nouveau règlement, qui instituait, sous le nom de « direction », une commission chargée d'administrer la Bibliothèque. Cette commission était composée de sept « directeurs » : un scholarque, le recteur de l'Académie, trois membres choisis par la Vénérable Compagnie, dont deux remplissaient les fonctions de bibliothécaires proprement dits, et deux membres du Conseil des CC, l'un avocat, l'autre médecin. L'élément laïque pénétrait ainsi dans l'administration de la Bibliothèque. Le nouveau règlement prévoyait le prêt des livres à domicile et l'ouverture de la Bibliothèque un jour par semaine pendant deux heures. La nouvelle direction, dont faisait partie J.-R. Chouët et J.-A. Turretini, prit à cœur son mandat et sut si bien intéresser le public à l'institution rénovée que J.-A. Turretini, dans le discours qu'il prononça aux promotions en 1703¹, put annoncer qu'elle s'était plus enrichie de livres, manuscrits, portraits, médailles, etc., pendant l'année qui venait de s'écouler que pendant tout le siècle précédent. La Bibliothèque devint en effet le musée de Genève, musée des Beaux-Arts, d'Archéologie et d'Histoire Naturelle à la fois, et recueillit les objets les plus divers. Elle reçut aussi de nombreux dons et legs en espèces et en nature ; de 1702 à 1717, le nombre des livres passa de 3.500 à 6.400.

La Bibliothèque connut dès lors une période de prospérité qui ne se ralentit qu'à la fin du siècle. On en trouve la preuve aux Archives d'Etat où sont conservés les procès-verbaux des séances de la Direction, les registres d'entrée, catalogues, etc., qui ont été élaborés depuis 1702.

Le psaume dit « de l'Escalade », par M. Raoul-F. CAMPICHE.

M. Raoul-F. Campiche fait l'historique du psaume dit « de l'Escalade ». Ce psaume, le 124^{me} du psautier réformé, dont l'ancienne version et la musique datent du XVI^e siècle, fut régulièrement chanté aux services commémoratifs du 12 décembre, dès 1602 jusqu'en 1781 et, dès lors, il tomba en désuétude dans l'Eglise nationale protestante de Genève. M. Campiche estime que, par respect pour la tradition, il y aurait lieu de rétablir le chant de ce psaume aux cultes anniversaires de la « Grande journée ».

¹ *De Saeculo XVII erudito oratio academica*, Genevae, 1704, in-4.

906. — *Séance du 12 janvier 1922.*

Rapport du président (M. Edouard FAVRE) et du trésorier (M. Henry NECKER).

Quelques monuments antiques du Musée d'art et d'histoire, communication, avec projections lumineuses, de M. Waldemar DEONNA. — Voir : *Un prétendu vase romain du Musée de Genève et les prototypes de son ornementation*, dans *Pro Alesia*, t. VI, 1920, p. 13 et suiv.; *Sauriens et batraciens*, dans la *Revue des Etudes grecques*, 1919, p. 132 et suiv.; *Ciste funéraire de Cyrénaïque*, dans la *Revue d'ethnographie et des traditions populaires*, 1921, p. 13 et suiv.; *Notes d'archéologie suisse*, dans l'*Indicateur d'antiquités suisses*, 1920, p. 173 et suiv.; *La coupe d'Hélios*, dans la *Revue d'ethnographie et des traditions populaires*, 1920, p. 129 et suiv.; *Le trésor des Fins d'Annecy*, dans la *Revue archéologique*, 1920, nouv. série, t. I, p. 112 et suiv.; *Une nouvelle réplique de l'Athéna Parthénos*, dans la *Revue des études anciennes*, 1919, p. 20 et suiv.; *Patron de miroir étrusque au Musée de Genève*, même revue, 1918 p. 77 et suiv.

Les origines des zones, par M. Lucien CRAMER. — Voir sa brochure intitulée : *La question des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex*. Berne, 1919, in-8.

907. — *Séance du 26 janvier 1922.*

Election d'un trésorier, M. William GUX, en remplacement de M. Henry NECKER, démissionnaire.

La Bourse française de Genève (1550-1849), par M. Henri GRANDJEAN.

L'origine de la Bourse française, ou Bourse des pauvres étrangers français, est mal connue. La plupart des auteurs l'attribuent à un réfugié français, David de Busanton, du Hainaut, mort à Genève le jeudi 25 juin 1545, qui légua mille écus aux pauvres de Genève et autant à ceux de Strasbourg. En réalité, les textes contemporains (Registre du Conseil, f° 161; *Calvini Opera*, t. XII, Epist. n° 656; Michel Roset, *Chronique de Genève* p. 309) ne prouvent pas que ce soit Busanton qui ait fondé la Bourse, ni même que son legs ait été en faveur des réfugiés ses compatriotes (« les pauvres de Genève », est-il dit). Les textes de Roset n'indiquent pas que le

legs de Busanton ait été le premier fonds de la Bourse, ainsi qu'on le prétend souvent, mais il dit que « peu de temps après, les estrangers venus pour la parole de Dieu établirent ung ordre de contribution entre eulx pour faire l'aumône aux pauvres ». Le premier registre des caissiers de la Bourse, commencé le 29 ou 30 septembre 1550, ne parle pas de Busanton et ne mentionne aucune somme antérieure. De plus, il semble difficile d'admettre que la Bourse ait débuté avec un capital de mille écus quand on voit le très faible développement qu'elle avait pris en décembre 1550 (29 donataires, plus la « boëtte » (tronc) ; 138 assistés ; recettes : 132 florins, 1 sol, 6 deniers ; dépenses : 131 florins, 5 sols, 7 deniers). Dès lors, les progrès de l'œuvre sont rapides ; le nombre des assistés augmente par suite des guerres de religion et de nouvelles ressources sont nécessaires. La Bourse a heureusement, un appui très puissant en Calvin. Il fait régulièrement des dons à la Bourse ; en 1554 l'élection des diacres a lieu chez lui. La Bourse devient assez vite un établissement charitable important, marchant de pair avec l'Hôpital.

La Bourse assiste les réfugiés du Royaume de France pour cause de religion, soit établis, soit passant à Genève¹. Elle leur donne des secours en argent ou en nature, paie les apprentissages. Les malades sont visités par les diacres, le médecin ou le chirurgien de la Bourse ; l'apothicaire de la Bourse leur donne les remèdes ; les réfugiés français soignés à l'hôpital le sont aux frais de la Bourse. Ses ressources proviennent de dons, de legs, du revenu de ses biens meubles (prêts, placements hypothécaires) ou immeubles. Pour devenir « habitant » de Genève, il faut payer un droit à la Bourse, de même pour se marier. En outre, il y a régulièrement des collectes à Genève et exceptionnellement en Suisse.

La Bourse a eu plusieurs règlements. Le plus ancien est celui de janvier 1582 ; il confirme l'ordre suivi jusqu'alors. Cinq diacres sont élus pour une année (plus tard pour six ans), à la pluralité des voix, par l'Assemblée des Pasteurs et des contribuants à la Bourse. Ils sont rééligibles. Ils chargent de la caisse l'un d'entre eux pour six mois ; il peut être réélu pour un même laps de temps « afin que les pauvres respectent, tant mieux et comme ils doivent, lesdits diacres » ; un ministre, choisi pour six mois par la Vénérable Compagnie des Pasteurs, assiste aux séances hebdomadaire des diacres. En cas de difficultés à la Diaconie, la Compagnie des Pasteurs décide. Ce pasteur deviendra vite le président de la Diaconie et

¹ Parfois il y eut des conflits entre l'Hôpital et la Bourse pour savoir qui devait assister certains réfugiés. (Arrêts du Petit Conseil, 25 octobre 1616, 19 février 1627, 27 février 1675).

sera nommé pour trois ans. Les comptes sont présentés à trois auditeurs des comptes, puis à la Vénérable Compagnie. Cette dernière a donc la surveillance de la Bourse.

Le Petit Conseil approuve ce règlement mais, à la fin du XVII^e siècle et au début du XVIII^e siècle, il tâcha à plusieurs reprises de faire changer le mode d'élection des diacres (dont le nombre est porté à huit) en supprimant les droits de l'Assemblée des contribuants (Arrêts du Petit Conseil, 6 janvier 1686, 4 janvier 1687, 13 janvier 1690, 17 mars 1706). Enfin, le Petit Conseil l'emporte : l'Assemblée des diacres choisira les nouveaux diacres qui seront grabelés et nommés par la Vénérable Compagnie réunie aux diacres et aux auditeurs des comptes.

Le Petit Conseil a essayé aussi, sans succès, de prendre la haute main dans l'administration de la Bourse, en chargeant de la présidence un de ses membres (arrêts du Petit Conseil du 9 février 1676, du 13 janvier 1690, du 28 avril 1721, du 24 décembre 1721, du 27 janvier 1722). La Vénérable Compagnie fit plusieurs représentations à ce sujet ; enfin, la présidence ordinaire de la Bourse est laissée aux ministres, mais les seigneurs auditeurs des comptes auront la préséance et le rang, toutes les fois qu'ils trouveront à propos d'aller à la Bourse pour le bien de la Direction. En outre, ce seront eux qui examineront les comptes en dernier lieu.

Lors de la Révocation de l'Edit de Nantes, la Bourse française a fort à faire. Les dépenses augmentent considérablement ; elles passent de 23.022 florins 3 sols 6 deniers au premier semestre de 1685, à 49.070 florins 10 sols 7 deniers au deuxième trimestre. La Bourse, pour se soulager, fait partir les Français par bateau pour Nyon (septembre 1687).

Les affaires sont devenues si nombreuses qu'on crée, en 1689, la charge de secrétaire salarié ; il y a aussi un économe, une gouvernante, des portiers, valets et servantes, une infirmerie. La Bourse fait des distributions de pain (cuit à l'hôpital d'après une convention).

Avec la Révolution, la situation de la Bourse devient critique par suite du « renversement général de la fortune ». Ses ressources diminuent ; elle restreint fortement les dépenses. A cela s'ajoutent des intrigues politiques et des intrigues du résident Soulavie (cf. *Registre du Comité provisoire d'administration*, n° 303, 1794, 1^{er} vol.) ; la Bourse est, à ses yeux, un « dépôt sacré », une « réunion démocratique d'hommes égaux persécutés », un « établissement français ».

Lors de l'annexion de la République de Genève à la République française, le citoyen Odier est nommé, par la Société économique, commissaire pour la Bourse française. Il prie la Diaconie de continuer à gérer comme auparavant les biens de la Bourse. Pour assurer la destination de ses

fonds, il les inscrit au nom des « pauvres étrangers genevois d'origine française ». En somme, l'annexion ne modifie pas la situation de la Bourse.

Une des conséquences de la révolution d'octobre 1846 est la suppression de la Bourse. Le projet de Constitution stipule, art. 134, que « toutes les fondations devront, dans l'espace d'un an, se pourvoir d'une nouvelle autorisation ». La Diaconie s'agite, mais agit peu. Le projet de Loi générale sur les fondations proposé au Grand Conseil en juin 1849, titre III, art. 15, 6^o, § a, b, c et d, reconnaît l'existence de la Bourse française sous certaines conditions. En particulier, elle ne relèverait plus, pour son administration, de la Vénérable Compagnie seule ; les diaques seront élus tous les cinq ans, moitié par le Consistoire, moitié par le Conseil d'Etat.

La Diaconie néglige de répondre à certaines questions posées en commission du Grand Conseil. (La Bourse a dit ignorer que ces questions étaient posées officiellement). Le projet définitif de Loi sur les fondations propose de réunir la Bourse à l'Hôpital de Genève, pour être administrée suivant sa destination. La Diaconie proteste trop tard. Le Grand Conseil adopte, le 18 août 1849, l'article daté du 22 août 1849, qui réunit la Bourse à l'Hôpital général. La Diaconie refuse alors de se dessaisir des fonds avant d'y être contrainte par une décision judiciaire. Le vendredi 14 septembre 1849 a lieu la dernière séance de la Diaconie ; le secrétaire dépose sur le bureau un exemplaire de l'Arrêté du Conseil d'Etat du 11 septembre 1849, dessaisissant l'ancienne administration de la Bourse française de la gestion des biens et valeurs qui lui étaient confiés et la transmettant à la Commission administrative de l'Hôpital de Genève. Certains membres de la Diaconie cherchèrent en vain à dissimuler des titres. Ainsi se trouvait supprimée, après trois siècles d'existence, la Bourse française.

Sculptures des débuts de l'art chrétien à Genève, par M. Louis BLONDEL. — Impr. dans les *Mélanges publiés par la Société auxiliaire du Musée*, Genève 1922, in-8, p. 67 à 85.

Origines du drapeau et du brassard de la Croix-Rouge, par M. Maurice DUNANT. — Impr. dans la *Croix-Rouge suisse*, XXX^e année, 1922, p. 2 à 5.

908. — *Séance du 9 février 1922.*

Un conflit d'avouerie au XII^e siècle : Commugny et l'abbaye de Saint-Maurice, par M. Victor van BERCHEM. — Impr. dans la *Revue d'histoire suisse*, 1^{re} année, 1921, p. 425-447.

La révolution de 1830 à Paris, d'après les papiers de Jean-Gabriel Eynard, par M. Henri LE FORT.

En 1830, Eynard s'était rendu à Paris pour gagner à la Grèce l'appui des grandes puissances et pour décider, ce à quoi il ne réussit pas, le prince Léopold de Saxe-Cobourg à accepter le trône de Grèce. En juin, il fut reçu par Charles X qu'il trouva plein de confiance en l'avenir.

Au moment de la révolution de juillet, Eynard faisait un séjour aux Eaux-Bonnes ; c'est là qu'il reçut de nombreuses lettres de ses parents et amis de Paris (Odier, Delessert, etc.) le tenant au courant des événements. M. Le Fort donne lecture d'un certain nombre de ces lettres et d'une de Mme Beaumont-Lullin racontant à sa sœur l'effet produit à Genève par la révolution de Paris. Il extrait aussi des notes d'Eynard le récit fait par le maréchal Maison du voyage de Charles X jusqu'à Cherbourg.

Notes sur la route de Genève à Frontenex, par M. Francis REVERDIN. — Voir, ci-après, p. 449, *La voie romaine de la rive gauche du lac*, par M. Louis Blondel.

Les origines genevoises du cardinal La Fontaine, par M. Raoul.-F. CAMPICHE. — Impr. dans le *Journal de Genève* du 12 février 1922.

909. — *Séance du 23 février 1922.*

Un héros, communication de M. Arthur PIAGET.

J. J. Bourgeois, citoyen de Neuchâtel, ancien capitaine au service étranger, retiré à Cressier, fut étroitement mêlé à l'histoire de la « glorieuse rentrée » des Vaudois du Piémont en 1689. Sollicité par Arnaud, le « colonel-pasteur », de prendre le commandement d'une partie de l'expédition projetée par les Vaudois pour rentrer dans leurs vallées, Bourgeois accepta. Par suite d'un contre-temps il ne rejoignit pas le gros de la troupe à Nyon le 26 août lors du départ ; cependant il parvint à rassembler une seconde colonne de 1500 hommes environ à Vevey, puis traversa, le 18 septembre 1689, sur Saint-Gingolph. Malheureusement Bourgeois se trompa de route, sa colonne se débanda. il dut rebrousser chemin et se réfugia à Genève. Trahi par plusieurs de ses lieutenants, accusé d'avoir fait échouer l'entreprise par son impéritie et d'avoir favorisé le pillage des villages, le capitaine Bourgeois débarqua à Coppet. Arrêté aussitôt, il fut emprisonné au château de Nyon, jugé et décapité dans cette même ville en mars 1690 sur l'ordre de LL. EE. de Berne et à l'instigation de Victor-Amédée de Savoie. M. Piaget, constatant qu'Arnaud n'a pas rendu à Bourgeois dans son *Histoire de la glorieuse*

rentrée le témoignage qui lui était dû, mais a au contraire critiqué avec acrimonie la conduite de son officier, réhabilite la mémoire de Bourgeois, qui, abandonné par les principaux organisateurs de l'expédition, resta fidèle à la cause qu'il voulait servir.

Les premiers mois du règne de Louis-Philippe, d'après des notes de Jean-Gabriel Eynard, communication de M. Henri LE FORT.

Comme suite à sa communication du 9 février, M. Le Fort donne lecture de notes prises par Eynard à Paris en août et septembre 1830. Ayant recueilli des témoignages de mécontentement dans toutes les classes de la population contre le gouvernement jugé trop faible envers les démonstrations démagogiques des Clubs, Eynard s'en fait l'écho dans les salons des ministres et des gens de la Cour. Il adresse même un rapport circonstancié au Roi dont celui-ci le remercie. Il fait parvenir aussi un rapport sur l'état de la France à l'Empereur de Russie. Avec M. Appia, pasteur à Francfort, il cherche à faire signer par les blessés des « trois journées » une pétition, qui d'ailleurs échoue, demandant que les ministres de Charles X ne soient pas condamnés à mort. Eynard ayant adressé à un journal de Lyon un long récit de l'affaire de cette pétition, et ayant été loué par celui-ci en termes pompeux, il conclut par cette sage réflexion : « Bien dupe qui s'afflige ou se pavane des injures ou des éloges des journaux ».

910. — *Séance du 9 mars 1922.*

La cathédrale de Lausanne; vitraux (XIII^e siècle); travaux de l'évêque Aymon de Montfaucon (1491-1517), communication, avec projections lumineuses, de M. Eugène BRON, chef du Service des bâtiments de l'Etat de Vaud.

Le conférencier fait part de ses dernières découvertes archéologiques : ancien passage couvert entre la nef principale de la cathédrale et les tours, formant prolongement de la rue actuellement nommée « Cité-devant », et qui dû être muré peu avant l'épiscopat d'Aymon de Montfaucon; tombes anciennes dans le sous-sol, et fondements d'un ancien temple.

Au moyen de projections, M. Bron montre les détails de la magnifique rose datant du XIII^e siècle, restaurée récemment avec beaucoup de talent par le peintre Hoesch, puis les nombreuses réfections et améliorations apportées à la cathédrale par l'évêque Aymon de Montfaucon. Les modifications faites par ce prélat peuvent être facilement identifiées, car il a fait figurer ses armes partout où des travaux étaient exécutés sous sa direction. On lui doit vraisemblablement le projet du grand portail, commencé sous

son épiscopat, et achevé par son neveu Sébastien de Montfaucon (1517-1560), évêque de Lausanne après lui.

911. — *Séance du 23 mars 1922.*

Champollion, communication de M. Edouard NAVILLE. — Impr. Editions Sonor, Genève, 1922, in-8 de 30 p.

Le combat de Cologny, par M. Paul-E. MARTIN.

Le 24 janvier 1536, un détachement de troupes genevoises, cent hommes de pied et trente cavaliers, commandés par François de Montbel, seigneur de Verel¹, défait et met en fuite à Cologny et Chêne, un parti de savoyards au moins deux enseignes, et assure par cette victoire la possession du mandement de Gaillard. M. Francis de Crue, l'historien de *La délivrance de Genève, et la conquête du duché de Savoie en 1536 (Jahrbuch für schweizerische Geschichte, t. XLI (1916) p. 34-35)*, situe la rencontre « vraisemblablement à l'endroit actuel du Pré aux Fourches, à Frontenex-Cologny ». M. Paul-E. Martin cherche à préciser la topographie du combat. Un récit contemporain (F. Turretini et A.-C. Grivel, *Les Archives de Genève* Genève, 1877, in-8, p. 135) distingue trois phases dans la bataille du 26 janvier 1536; tout d'abord l'expédition sort de Genève et prend « le chemin de Collognier par dessus », soit la route de Frontenex; les ennemis sont bientôt découverts, qui s'assemblent « prest du gibet de Gaillard »; les chevaucheurs se tournent alors vers Chêne, où deux enseignes ennemies sont aussi signalées; dans la direction de ce village ils rompent et dispersent cette troupe et « deffont » environ 50 hommes; enfin les cavaliers reviennent « à ceux qu'estiont vers le gibet de Collognier la out ceulx de pied les attendoient » et battaient « au prest du gibet et par les champs »; 150 ennemis gisent bientôt par terre, quatre sont emmenés prisonniers et les Genevois restent les maîtres de la situation.

Le texte et le mouvement du récit indiquent bien que l'action finale se passe autour du gibet de « Collognier » vers lequel les gens de pied, après avoir découvert l'ennemi « prest du gibet de Gaillard », attendaient les chevaucheurs qui avaient dirigé leur course du côté de Chêne. Le gibet de Gaillard est donc identique au gibet de Cologny, ce qui n'a rien de surprenant, en effet Cologny était alors hors des franchises de la ville et relevait de la juridiction de Gaillard qui donnait son nom aux patibules du lieu. Pour

¹ Verel-de-Montbel, Savoie, arr. de Chambéry; il signait « Vere » cf. Foras, *Armorial de Savoie*, t. I, p. 71.

situer plus exactement l'épisode, il suffit dès lors de retrouver l'emplacement de ce gibet. Grâce à l'élargissement des franchises du 23 mai 1538 (Turretini et Grivel, *op. cit.*, p. 201) M. Martin peut utiliser un texte de la même époque qui place la cinquième borne de la frontière des franchises agrandies « au lieu appelé au Pierre Pessière, qu'est au milieu d'une certaine commune et auprès d'un gibet quasy en la sime de la dicte commune eslevé... » Cette teppe commune a été abergée en plusieurs parcelles à des particuliers en 1622 et 1623, mais on en peut fort bien retrouver l'emplacement de même que celui de la cinquième borne de la limitation grâce à un plan des Archives d'Etat du XVII^e ou du XVIII^e siècle (Plans C. 3; cf. Fiefs, D II, fol. 389 et 408).

M. Martin a fait établir une concordance entre les plans anciens et le cadastre actuel; le gibet de 1536 et la borne de 1538 sont ainsi situés tout près d'un point trigonométrique moderne sur la parcelle 862 du cadastre de la commune de Cologny (feuille 10) soit au sommet du coteau qui s'élève entre la route cantonale de Vandœuvres et le chemin Le Fort à quelques mètres de la bordure sud du chemin Vert. De l'autre côté de la route de Vandœuvres, dont le tracé a été corrigé en 1852, se trouve le lieu dit « le pré des Fourches ».

La voie romaine de la rive gauche du lac, par M. Louis BLONDEL.

MM. Louis Blondel et F. Reverdin, guidés par une dépression de terrain qui se trouve des deux côtés du nant de Treyvant, dans les propriétés Sarasin et de Loriol, dépression dirigée dans l'axe de la route de Genève à Frontenex, ont fait cinq sondages qui leur ont permis de retrouver le tracé d'une route romaine. Les deux premiers sondages sur la rive gauche du nant ont révélé la chaussée antique, construite au fond d'une tranchée, composée de cailloux très serrés, avec quelques débris de tuiles romaines à 1,90 m. de profondeur. Cette chaussée est formée d'un ferrage très usé, de 15 à 30 cm. d'épaisseur, de 3 m. de large, limitée par une bordure de gros cailloux légèrement cimentés. Le troisième sondage, sur les pentes du nant, a révélé les restes de la tête d'un pont; enfin, sur l'autre rive, à une profondeur d'environ 1.10 m., on a retrouvé le même dispositif. Nous sommes là en présence de la grande route de la rive gauche du lac, route secondaire qui était exactement dans l'axe du chemin creux de Frontenex, visible dans la campagne Micheli, chemin rectifié en 1768 et se prolongeant après le pont en droite ligne sur la route des Hauts Crêts, dont l'amorce a été déplacée en 1790 et 1855 à la hauteur de la campagne Gautier. Plus loin, on retrouve des tronçons de cette route vers Corsier et Douvaine. Nous avons ici la preuve tangible de cette voie dont on supposait l'exis-

tence et qui a dû être en usage jusqu'au IV^e siècle. Après la rupture du pont, on a abandonné ce tracé pour faire le coude de la place de Frontenex et rechercher un gué plus en amont sur le Treynant. (Voir : *Genava, Bulletin du Musée d'Art et d'Histoire*, I, 1923, p. 80 à 82).

912. — *Séance du 13 avril 1922.*

Léopold Favre, notice biographique par M. Edouard FAVRE, président. — Impr. dans *Léopold Favre, 1846-1922*, Genève, 1923, in-8, p. 23-25.

Les causes du soulèvement des paysans au temps de la Réforme, par M. Hans NABHOLZ.

L'historien ne doit pas se contenter de constater les événements. Il doit en rechercher les causes et les effets. La méthode à suivre dans l'application de la loi de la causalité est délicate, et trop souvent les historiens nous donnent des mêmes faits des interprétations différentes, souvent même contradictoires. M. Nabholz démontre, par l'étude des causes du soulèvement des paysans que, si l'on se reporte aux auteurs qui ont traité ce sujet, on se trouve en présence de solutions diamétralement opposées. Les uns, en effet, Stern et Kautsky par exemple, considèrent cette révolte comme l'acte de désespoir d'une population dans la misère ; d'autres, comme Lamprecht, y voient un résultat de l'opposition entre le prolétariat et la ploutocratie, un effet de luttes économiques ; d'autres encore, Lentz par exemple, croient que le soulèvement est dû soit à l'indignation provoquée par les mesures vexatoires des seigneurs, soit à des causes politiques ; quelques-uns enfin, comme Stolze, considèrent qu'il y a là un résultat de la Réforme.

Le conférencier expose son point de vue personnel. Dans les années qui précèdent la Réforme, des révoltes sans grande envergure éclatèrent un peu partout. Or, les plaintes formulées alors sont les mêmes que celles que l'on trouve dans les articles de 1525. On s'en rend compte en comparant, par exemple, les plaintes formulées lors de l'affaire Waldmann, lors des troubles de 1513. Les causes en sont les mêmes : redevances dues au seigneur, tendance du gouvernement à centraliser l'administration en abolissant les prérogatives des différentes parties du pays. Ainsi la guerre des paysans doit être considérée comme un épisode de la lutte du sujet pour son autonomie, lutte qui a commencé au XV^e siècle et qui atteint son acuité extrême lors de la guerre de 1653. Ce mouvement a un caractère purement économique et politique.

En 1525, apparaissent cependant des vœux nouveaux : abolition du servage et des corvées, de la mainmorte, etc. Ce qui distingue la révolte des paysans des précédentes, c'est qu'elle s'attaque non plus aux redevances féodales en vue d'un allègement, mais elle sape la base même des droits féodaux. Ce changement caractéristique est dû aux discussions de principes, fondées sur l'Ecriture sainte. Il n'y a donc pas seulement dans ce soulèvement des causes économiques, politiques ou religieuses, mais une fusion de ces trois éléments démontrant qu'on ne saurait ramener l'histoire des peuples à des formules simples telles que celles de la chimie.

Sur l'origine du nom de La Gara, par M. Henri NAEF.

Henri Jaccard ¹ indique : « La Gara, hameau de Jussy, Genève ; substantif verbal de garer ? » Il accompagne avec raison cette hypothèse d'un point d'interrogation, comme le prouvent les recherches qui suivent, faites avec l'aide de M. P.-E. Martin.

Le 15 août 1555, No Jean-Philibert Bonna reconnaît, devant égrège Pierre Vachat, tenir en fief des Mes Srs de Genève, « une maison morative... assise auditc Jussiez, lieu dict du Cloz... » suivent les délimitations exactes. (Grosse de Jussy, 13, f° 143 à 143 v°.) J.-P. Bonna tenait ce bien de sa mère « honneste Gonette », veuve de No. Aymé Bonna (*ibid.* f° 136). Le 14 septembre 1556 (Ragueau, V, f° 40) No. Bonna vend cette propriété à Paris Quierot, « gentilhomme François », d'après acte passé devant égrège de Lestra, notaire de Genève. Le 13 juillet 1557, devant le même notaire, nouvelle vente du domaine à un réfugié breton, No. Charles Ferré; seigneur de la Garaye, et à la femme de celui-ci « damoiselle Bonaventure de Teilhac ». En 1562, ces hobereaux quittent définitivement les terres de la Seigneurie et vendent leurs biens de Jussy, le 16 février, à No. Henry Scrimger (Ragueau, V, ff. 25 et 36). Ce dernier meurt en 1572 laissant une veuve, Catherine de Veillet qui, en avril 1575, se remarie avec No. Jean de Saussure, seigneur de Domp martin, coseigneur de Bussens. Vendu par subhastation, le 23 juillet 1579, le domaine échoit à Jacques Trezat (Trezal ou Trezard), de Peizey en Tarentaise, bourgeois de Genève (Extr. de Jussy, 37, f° 302). Pour la première fois, dans un acte de reconnaissance du 9 novembre 1607, on trouve la désignation « lieu dit du Clos, soit en la Garee... » (extr. de Jussy, 37, f° 333 v°). Puis, le 26 octobre 1616,

¹ *Essai de toponymie. Origine des noms de lieux habités et des noms de lieux-dits de la Suisse romande*, Lausanne, 1906, dans M. D. R., t. VII, 2^{me} série, p. 182.

une « addition de reconnaissance d'honneste Jaques, fils de feu Vincent Tresard » (Grosse de Jussy 28, fo 26 v^o) porte « au territoire des Clos soit en la Gara ». Enfin, lorsque Jacob Favre, en 1642, fit l'hommage dû aux Magnifiques Seigneurs de Genève (ibid. 50, fo 333 v^o), le nom du ou des « Clos » disparaît et celui de « en la Gara » s'y substitue exclusivement. Que le nom de La Gara vienne de la Garaye, cela nous paraît hors de doute, puisque le premier texte où nous le trouvons nous donne la forme originale : « la Garee » en une orthographe simplifiée. Ce seigneur avait dû quitter son fief de Bretagne, situé dans la paroisse de Taden, pour s'être livré à des actes iconoclastes. Ses biens furent confisqués en août 1556, et le 12 octobre de la même année il était inscrit au rôle des habitants de Genève. Il y acheta une maison à la rue des Chanoines à laquelle il préféra bientôt celle de Jussy où il menait la vie d'un riche gentilhomme et chassait avec ses voisins. Il rentra en France à l'occasion du tumulte d'Amboise dont il fut l'un des conjurés. Ce fut même lui qui prépara la fameuse assemblée de Nantes où en furent prises les dispositions générales.

913. — *Séance du 27 avril 1922.*

**Une mésaventure diplomatique du Petit Conseil de Genève, (1770),
communication de M. J.-P. PERRIER.**

A la suite de la prise d'armes contre les natifs grimauds de février 1770, le Petit Conseil était inquiet ; il craignait que la France ne prit le parti des natifs et ne lui suscitât des difficultés ; une représentation diplomatique particulièrement active à la Cour de Versailles lui semble indispensable. Or, à ce moment, c'est Necker qui est le ministre de la République en France et le Conseil n'est pas entièrement satisfait de ses services ; il est, à ses yeux, trop libéral et trop indolent. Prenant prétexte de son état de santé, le Conseil, sans le remplacer positivement, envoie à Paris, avec le titre de ministre, Philibert Cramer. On ne juge pas à propos d'en aviser préalablement Necker ; mais le duc de Choiseul, ministre des Affaires étrangères, prévenu par le résident Hennin, s'empresse d'écrire à Necker : « Je vous prie de mander à cette ville (Genève) que tout autre que vous serait désagréable et que, par une conséquence naturelle, je ne le recevrai pas ». Quand Cramer, aussitôt arrivé à Paris, se présente chez Necker, ce dernier lui montre ce billet. Le Conseil, avisé par Cramer de la situation, lui demande de faire des démarches pour faire revenir Choiseul sur sa décision. Vaines tentatives, le ministre reste inébranlable. Necker, froissé du procédé employé envers lui, exulte et n'aide en rien Cramer. Voltaire,

de Ferney, verse de l'huile sur le feu, les natifs à Genève triomphent de cet échec. Cramer n'obtient rien si ce n'est que Choiseul accepte qu'il lui soit présenté au cours d'un dîner, mais comme magistrat de Genève et non comme ministre de la République. Cramer refuse avec dignité et rentre à Genève sans avoir pu accomplir sa mission. A son retour les natifs lui donnent le surnom de « Renvoyé ».

M. Ferrier a fait ce récit d'après les documents et lettres conservés aux Archives de Genève et au Ministère des Affaires étrangères à Paris.

Les Lacustres, par M. Louis BLONDEL. — Impr. sous le titre : *Relevé des stations lacustres de Genève*, dans *Genava, Bulletin du Musée d'art et d'histoire*, I, 1923, in-8, p. 88-102, avec 8 fig.

Faits divers

Durant l'année qui vient de s'écouler, la Société a publié :

Au mois d'avril 1922 le tome VIII des *Registres du Conseil de Genève, du 24 octobre 1514 au 14 juin 1521* (vol. 18 et 19), publié par MM. Théophile Dufour, Emile Rivoire et Léon Gautier (†).

Au mois de mai 1922, la deuxième livraison du tome XXXII des *Mémoires et Documents*, contenant le *Journal du Syndic Jean du Villard pour l'année 1589*, par M. Albert Choisy et le mémoire de M. Henri Naef sur : *La Conjuraton d'Amboise et Genève*.

A la même époque, les livraisons 7 et 8 du tome IV du *Bulletin*, datées d'octobre 1920 et juin 1921.

En préparation :

Le tome IX des *Registres du Conseil de Genève*.

La Société fait partie, comme membre collectif, depuis 1922 de la Société générale suisse d'histoire.

Elle a reçu les dons suivants :

De la Société auxiliaire des Sciences et Arts, une allocation de 1000 fr. en automne 1921, et au printemps 1922 une nouvelle allocation de la même importance pour la publication des *Registres du Conseil*.

Ouvrages reçus par la Société

du 16 juin 1921 au 15 octobre 1922.

A*Publications de Sociétés et recueils périodiques.*

La Société a continué à recevoir, plus ou moins régulièrement, les publications des sociétés correspondantes et de diverses institutions tant publiques que privées. L'*Anzeiger für schweizerische Geschichte* ayant cessé de paraître est remplacé par la *Zeitschrift für schweizerische Geschichte*, publiée par la Société générale suisse d'histoire. La Commission d'antiquités de la Côte-d'Or, ayant fusionné avec l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Dijon, la Société reçoit maintenant le recueil mensuel de Mémoires de cette Académie.

B

Livres et Brochures.

Donateurs :

Anonymes, 2 brochures. — Arthur ACHARD, 1 volume. — Emile BRUWAERT, 1 volume et 1 brochure. — Henri CAILLER, 1 brochure. — Chancellerie d'Etat, 2 brochures. — Ernest CHAPONNIÈRE, 1 fascicule. — Fernand CHENEVIÈRE, 1 lot de brochures. — Famille de Gaston DARIER, 33 volumes et 21 brochures. — Waldemar DEONNA, 3 tirages à part et 1 brochure. — Eugène DEMOLE, 2 brochures. — Maurice DUNANT, 17 brochures. — Ecole des Chartes, 1 volume. — Paul-E. MARTIN, 1 brochure et 1 tirage à part. — J.-J. MONNIER, 1

volume et 1 brochure. — Raoul MONTANDON, 1 volume et 3 brochures. — Ernest MURET, 2 volumes. — Musée du Désert, 1 brochure. — Ville de Genève, 3 brochures. — M^{me} Ferdinand de SAUSSURE, 1 volume. — E. de WAHL, 2 brochures.

La Société a en outre reçu, de diverses hoiries, des volumes des séries in-4 et in-8 des M. D. G. et des volumes ou des livraisons du B. H. G.

C

Manuscripts,

Donateurs :

MM. Hippolyte-V. AUBERT, trois cahiers de notices généalogiques sur des familles genevoises, vaudoises, etc.; deux portefeuilles de copies des dossiers Perrinet Des Franches, de Bossey (Archives nationales de France) et des notes sur les Des Franches.

Maurice DUNANT, notice biographique sur H. de Schaller par Emile Dunant; correspondance d'Emile Dunant relative à diverses publications historiques; papiers laissés à Emile Dunant par Pierre Vaucher.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

JUIN 1923

Personnel de la Société.

Depuis le mois d'octobre 1922, la Société d'histoire et d'archéologie a reçu au nombre de ses membres effectifs :

1922, 16 novembre,	MM. Alfred GEORG.
30 novembre,	Charles CELLÉRIER.
	Louis COPPIER.
	Hénry DALPHIN.
14 décembre,	Léon RIGOT.
1923, 11 janvier,	André DUCKERT.
25 janvier,	Ernest GINSBURGER.
22 mars,	Léopold BOISSIER.
12 avril,	André KUNDIG.
	René CHARREY.
	Charles-Marc ETTER.
26 avril	M ^{lle} Suzanne FERRIER.
	MM. Robert DOTRENS.
3 mai,	Ferdinand HELD.
	Charles LASSIEUR.
	Frank PILLIONNEL
	Emile DUNOYER.

Elle a eu le regret de perdre six membres effectifs : Emile DEMOLE (22 octobre 1922), Georges MICHE (17 décembre 1922), Ernest SAUTTER (8 janvier 1923), Frédéric RAISIN (1^{er} février 1923), Théophile DUFOUR (voir p. 499), Albert KUNDIG (1^{er} mars 1923).

Le nombre des membres effectifs était au 15 juin 1923 de 264.

Mémoires, Rapports

présentés à la Société

du 16 novembre 1922 au 3 mai 1923.

914. — *Séance du 16 novembre 1922.*

Auguste Blondel, notice biographique par **Edouard FAVRE**, président. — Voir, ci-dessus, p. 436.

Les sources de l'histoire moderne et contemporaine aux Archives françaises, par **M. Camille PICAUVET**, professeur à l'Université de Toulouse.

C'est depuis un siècle à peine que les historiens, abandonnant le rôle de simples compilateurs dans lequel ils s'étaient cantonnés jusqu'alors, se sont mis à recourir aux sources et à étudier les documents inédits. Ce mouvement, dû surtout à l'Ecole des Chartes, prend son plein développement à partir de 1870 environ; c'est alors seulement que commence le travail de classification des dépôts d'archives et que se développent les méthodes scientifiques nécessaires au classement des pièces. Aux Archives nationales, à Paris, les pièces sont groupées sous des lettres, correspondant parfois à des séries anciennes. Depuis 1891 il existe, imprimé, un *Etat sommaire*, par série des documents conservés dans ces archives. On connaît la richesse de ce dépôt, qui n'est d'ailleurs pas encore complètement exploré. Les Archives du Ministère des affaires étrangères sont divisées en trois rubriques: 1. mémoires et documents concernant la France; 2. mémoires et documents concernant les Etats étrangers; 3. correspondance des chefs d'Etat avec les représentants de la France à l'étranger. Elles sont très intéressantes pour tout ce qui concerne la politique étrangère de la France. Il en existe un inventaire manuscrit. Les Archives du Ministère de la guerre comportent deux sections: 1. les archives historiques; 2. les archives administratives. Les Archives du Ministère de la marine sont d'organisation très récente. On trouve à la Bibliothèque nationale un Département des manuscrits. Son noyau fut la collection des rois de France, enrichi d'achats divers. Les Archives de l'Arsenal, celles de la Chambre des députés, du

Service de santé, de l'Hôtel-Dieu, de la Société d'histoire du protestantisme français possèdent, en des genres différents, des pièces intéressantes.

En province, chaque chef-lieu a des Archives départementales, classées par lettres. Les Archives municipales sont classées de même façon.

915. — *Séance du 30 novembre 1922.*

Théophile Dufour, allocution par M. Edouard FAVRE, président. — Impr., ci-après, p. 499-510.

Les noms de personnes dans la Suisse romande (1^{re} partie), par M. Ernest MURET. — Voir, ci-après, p. 460.

La découverte d'un manuscrit autographe de l'Histoire de Genève de Pierre Perrin, (1632), communication de M. Paul-E. MARTIN.

En 1913, M. Paul-E. Martin a étudié le manuscrit 62 de la bibliothèque de la Société qui contient une suite de copies de diverses chroniques, mémoires et annales genevoises réunies par Pierre Perrin. Perrin était aussi l'auteur d'une histoire de Genève saisie en 1633 et qui s'arrêtait avec l'année 1632. Cette histoire manuscrite, conservée aux Archives, a été utilisée par Jean-Antoine Gautier et copiée, pour les années 1564 à 1606, par Daniel Leclerc, sur un manuscrit de la Bibliothèque publique (M. h. g. 139 fol. 139-186 ; cf. B. H. G. t. III, p. 353).

Ce manuscrit n'existe plus aux Archives ; l'œuvre de Perrin n'était qu'une compilation ; mais elle n'en offrait pas moins un grand intérêt pour l'étude de l'historiographie genevoise au XVII^e siècle, à cause des sources qu'il utilise, principalement des Mémoires de Simon Goulart, et des indications qu'il pourrait fournir sur les matériaux mis en œuvre par Jacob Spon et Jean-Antoine Gautier. Or, voici qu'un professeur américain, M. Herbert Darling Foster, de Dartmouth College, docteur *honoris causa* de l'Université de Genève, vient de retrouver au British Museum un manuscrit autographe de l'Histoire de Genève de Pierre Perrin. C'est l'Egerton Ms. 1917.

M. Foster a soumis à M. Charles Borgeaud des photographies de 9 folios de ce manuscrit. La comparaison de son écriture avec celle du Ms. 62 de la Société d'histoire, de même qu'avec celle de divers autres échantillons de la calligraphie de Pierre Perrin, ne laisse aucun doute. Il s'agit bien de l'œuvre de Perrin, peut-être bien même du manuscrit disparu des Archives. Quelques lignes des ff. 53, 909, 999 sont des adjonctions de la main de Jacques Godefroy ; selon un procédé que l'on retrouve au manuscrit des Archives, Godefroy a complété ces feuillets en recopiant le titre d'un

chapitre du folio précédent, comme s'il voulait réunir l'ouvrage en fiches ou le livrer à l'impression.

Il reste donc à étudier l'Histoire de Perrin d'après ce manuscrit autographe. Mais M. Foster a tenu à ce que sa découverte soit communiquée à la Société d'histoire de Genève et à ce que ce document puisse être utilisé sans retard par les historiens genevois.

M. Paul-E. MARTIN présente à la Société le volume intitulé : *François de Bonivard, sein Leben und seine Schriften*, par Joseph-Ernst Berghoff (+), (Heidelberg, 1923, in-8 de 360 p.) — Voir *Journal de Genève* du 14 décembre 1922.

916. — Séance du 14 décembre 1922.

Les noms de personnes dans la Suisse romande (suite et fin), par **M. Ernest MURET**. — Impr. dans le *Livre d'Or des familles vaudoises*, Lausanne, 1923, in-8, par MM. Henri Delédevant et Marc Henrioud, p. XX à XXXVII.

L'Histoire des familles de Rovorée et de Rossillion, par le Comte **Pierre de VIRY**.

Le Comte de Viry communique le résultat de ses recherches concernant certains points de la généalogie de la famille de Rovorée qui doit paraître prochainement dans l'*Armorial nobiliaire de Savoie*.

L'origine de cette famille reste obscure bien que l'on possède sur elle des renseignements remontant au XI^e siècle. On pourrait admettre avec vraisemblance, en se basant sur plusieurs actes authentiques, que les Rovorée étaient des cadets d'une race plus puissante, les seigneurs de Faucigny, par exemple, de qui ils ne tenaient, au début, le château de Rovorée que sous la forme d'une occupation précaire. Le nom de Rovorée vint du lien de séjour, mais le titre de seigneur de Rovorée ne fut pris qu'au XIV^e siècle par les Rovorée possesseurs du château situé sur les bords du lac de Genève. Très peu de temps après, le dit château, ruiné par les guerres, était échangé par eux avec le seigneur de Faucigny contre des biens à Mieussy (près Bonneville). Une maison-forte en ce lieu devint le siège d'une nouvelle seigneurie qualifiée de Rovorée, dont le titre fut porté depuis lors par la branche aînée de la famille.

L'étude de la branche des Rovorée, qui posséda le château d'Yvoire conduit M. de Viry à rectifier certaines erreurs et à préciser certains points douteux des travaux parus antérieurement sur cette question, notamment sur la transmission aux derniers membres de cette branche du

nom de Boège, qui se substitua parfois à celui de Rovorée, et de la seigneurie d'Avully qui fut ensuite vendue à Boniface de Saint Michel.

Enfin, M. de Viry développe, avec quelques détails complémentaires, ses conclusions consignées dans l'*Armorial*, relatives à certaines armoiries portées par plusieurs membres de la famille de Rossillon. Il explique la genèse de cet écusson écartelé où figure, à côté de la croix de Chatillon, la colonne des Colonna transmise aux Chatillon par une alliance Provana, et les clefs du vidomnat de Genève, souvenir de la charge remplie par Provani de Chatillon. Il fait ressortir la nécessité qu'il y a pour le chercheur, nécessité à laquelle il a été conduit lui-même par maintes autres études, de s'isoler des règles absolues de l'héraldique pour trouver, dans des considérations de vanité et d'intérêt, l'explication d'armoiries d'alliances¹.

917. — *Séance du 11 janvier 1923.*

Rapports du président (M. Edouard FAVRE) et du trésorier (M. William GUEX).

Election du Comité : MM. Louis BLONDEL, président ; Charles SERTZ, vice-président ; Georges FOËX, secrétaire ; William GUEX, trésorier ; Ernest CHAPONNIÈRE, bibliothécaire ; Paul-E. MARTIN ; Fernand AUBERT ; Edouard FAVRE ; Frédéric GARDY.

La date de la traduction française du *Carolus Allobrox*, de Melchior Goldast, par M. Edouard BURNET. — Impr. dans la *Revue d'histoire suisse*, 3^{me} année, 1923, p. 123 à 125.

Cyrus, vainqueur de Sardes et de Babylone, par M. Alfred BOISSIER.

Le conférencier montre combien l'assyriologie a fourni de données précieuses pour l'étude de l'effondrement du vieux monde oriental. Sardes, le pilier occidental, s'écroule en 546, sept années avant la chute de Babylone. Le mémoire de H. Gelzer d'Iéna, qui déjà, en 1875, avait mis en valeur les renseignements fournis par les tablettes cunéiformes qui complètent ceux des historiens grecs, garde encore aujourd'hui son importance. Croésus, vaincu par Cyrus, est une des personnalités les plus attachantes de la légende et de l'histoire. La destinée du dernier roi de Babylone,

¹ Voir sa *Note sur les familles Grandson, Salenove et Viry*, dans les *Archives héraldiques suisses*, 1914, p. 179 et suiv.

Nabonide, n'est pas moins tragique, mais il n'a pas eu le privilège d'avoir eu son nom immortalisé par un Bacchylide.

918. — *Séance du 25 janvier 1923.*

Jean Alard, un aventurier du XVI^e siècle, commun, de M. Charles-A. ROCH.

Ce sont les diverses péripéties d'une vie faite de continuelles escroqueries, d'aventures étranges, qui tient peut-être beaucoup plus du roman que de la réalité historique, que narre M. Roch. Jean Alard, tourangeau, a vécu à Genève quelques années dans la seconde moitié du XVI^e siècle. Comment put-il subitement, de jardinier, devenir familier du roi Eric XIV de Suède, puis son ambassadeur à Venise ? C'est ce que l'on ignore, comme beaucoup d'autres circonstances de la vie d'Alard d'ailleurs. Le roi ayant été détrôné, en 1568, Alard, sans mandat, continue à tenir un rang, emprunte à droite et à gauche, fait des dupes, trouve moyen de se lier à Milan avec le duc de Sessa, au grand dam de l'escarcelle de ce dernier. Enfermé à Naples pour outrages envers le pape Grégoire XIII, il est relaxé ; appelé par le pape lui-même à Rome, il doit quitter subitement cette ville à la suite d'une intrigue avec une jeune fille de qualité. Il passe alors en Provence, est reçu par Melchior de Castellane, par Lesdiguières, puis par Henri de Navarre ! Enfin Alard se rend à la cour de France où Catherine et Henri III le traitent fort bien. Il s'attaque alors aux Suisses ; Antoine de Vienne, seigneur de Clervant, baron de Coppet, une nouvelle proie, et Jean Ternault, un riche négociant, lui servent d'introducteurs auprès du Conseil de Berne. Sur de prétendues créances, dont les justifications se trouvent, comme par hasard, toujours ailleurs que là où il se trouve lui-même, faisant en outre état de son ancien titre d'envoyé de Suède, Alard obtient encore et toujours des avances. Reçu, on le dit au moins, bourgeois de Lucerne, il a l'appui des Petits-Cantons. Mais toute cette vie d'aventures devait avoir une fin : une aussi gigantesque escroquerie devait être découverte ; Alard fut arrêté au cours d'un voyage à Paris et enfermé à la Conciergerie ; il s'y lia avec un comte de Sassy, le gagna à ses plans, obtint d'être relaxé, et revint à Morges. Au moment où il allait reprendre ses voyages fructueux, il fut arrêté à Neuchâtel et enfermé. Au cours de son procès, sentant le sort qui l'attendait, il tenta de s'évader en juillet 1584, et se tua en sautant d'une fenêtre.

La Banque Chrétienne de Genève (1675), par M. J. P. FERRIER.
— Impr. dans l'*Almanach paroissial*, 1924, Genève, in-12, p. 55-61.

Une équipée de fils de famille (1713), par M. J.-P. FERRIER.

C'est un simple fait divers de la Genève du XVIII^e siècle qui a fait l'objet de cette communication ; il s'agit d'une équipée après boire de quatre jeunes patriciens genevois, qui après avoir, par les rues de la ville, rossé divers bourgeois et maîtres des basses œuvres, allèrent jusqu'à blesser grièvement deux femmes qui rentraient tardivement de leur travail. Les dépositions des témoins, les interrogatoires des inculpés permirent de reconstituer en détail ces événements insignifiants en eux-mêmes, mais intéressants comme tableau de mœurs de la Genève d'autrefois.

La date de naissance du syndic Jean Favre (1556-1621), par M. Edouard FAVRE.

Dans son mémoire *Gaspard Favre et sa donation aux fugitifs (1556)*, paru dans M. D. G., t. XXXI, 2^{me} livr., 1909, p. 207-340, M. Edouard Favre ne précise pas la date de naissance de Jean, fils posthume de Gaspard Favre. Dès lors, M. Favre a trouvé dans le registre des baptêmes du temple de la Madeleine, à la date du 28 décembre 1556, cette mention : « Ce lundy 28 dud. mois a esté baptizé Jehan filz de feu Gaspard Le Faure et de Loyse sa relaissée. Présenté par Loys Du Four ». Ce dernier était un oncle de la veuve de Gaspard Favre. Cette date avait échappé à M. Favre parce qu'au répertoire des baptêmes, établi par ordre alphabétique des noms de familles, ce baptême figurait sous « Le Faure ».

919. — *Séance du 8 février 1923.*

Les origines du territoire des Franchises genevoises, par M. Louis BLONDEL. — Impr., ci-après, p. 473-486.

Bâcle, un ami de Jean-Jacques Rousseau, par M. Paul-E. MARTIN. — Impr. dans le *Journal de Carouge*, des 14 avril et 16 juin 1923 ; tirage à part, Alex. Jullien, Genève, 1923, in-8 de 29 p. avec 1 plan et 2 gravures.

Monnaies obsidionales allemandes et autrichiennes de guerre, présentées par M. Henri DENKINGER.

920. — *Séance du 22 février 1923.*

Les Juifs à Carouge, dans la région de Genève et du Léman, par M. Ernest GINSBURGER. — Impr. sous le titre *Histoire des juifs de Carouge, juifs du Léman et de Genève*, dans la *Revue des Etudes juives*, t. LXXV, 1922, p. 119-140, t. LXXVI, 1923, p. 7-37 et 146-164.

921. — *Séance du 8 mars 1923, au Musée d'art et d'histoire.*

Une visite des nouvelles fouilles de Pompéi, avec projections lumineuses, par M. André OLTRAMARE.

Le conférencier rend compte des principales découvertes faites dans la cité campanienne, de 1912 à 1922. Il s'agit de la mise au jour de la partie orientale de la voie de l'Abondance. Sur environ 350 mètres, l'archéologue Spinazzola a fait déblayer toutes les façades et fouiller quatre assez vastes groupes de maisons. La méthode des recherches est fort différente de celle de Fiorelli, qui faisait creuser très vite mais sans précautions.

La prudente lenteur des travaux a permis de conserver les fresques des façades et le premier étage de quelques demeures. Comme presque tous les objets découverts sont laissés en place, la résurrection est extraordinaire et d'innombrables comparaisons s'imposent entre la vie des anciens habitants et les mœurs actuelles de Naples. Dans la rue commerçante, sur laquelle on a concentré tous les travaux, on trouve peu d'édifices publics. Spinazzola considère comme un arsenal un vaste local avec décoration militaire. M. Oltramare a émis quelques doutes sur cette explication et préférerait y voir la salle de réunion d'une association d'anciens soldats.

Le rapprochement de certaines inscriptions et de quelques fresques a permis au conférencier d'exposer quelques considérations inédites sur l'antagonisme politique, persistant encore sous l'empire, entre Pompéiens autochtones et descendants de colons romains ou d'autres immigrés. Ces derniers prennent pour devise électorale : « *Arma virumque cano* » ou font peindre un Enée à côté de leur porte. Les autres restent fidèles aux symboles traditionnels de leurs corporations et proclament : « *Non arma virumque cano* ». C'est là un des rares indices que l'on ait conservé sur la survivance tardive d'un nationalisme régional dans une colonie romaine d'Italie.

Souterrains et galeries de mines à Genève, avec projections lumineuses, par M. Louis BLONDEL. — Impr., ci-après, p. 487-496.

922. — *Séance du 22 mars 1923.*

La génétique contemporaine dans ses rapports avec les recherches historiques, une science nouvelle, avec projections lumineuses, par M. Arnold PICTET. — Voir sa *Notice sur les applications pratiques des lois de l'hérédité* (Genève, 1922, in-8 de 23 p.), et *Rapport sur la fondation à Genève d'un Institut de génétique et d'eugénétique*, par R. Chodat (Genève, 1922, in-8 de 16 p.).

923. — *Séance du 12 avril 1923.*

Les deux mariages d'Etienne Delorme (1781-1782), par M. E. L. BURNET.

Etienne Delorme, une des victimes du Tribunal révolutionnaire de 1794, avait fait des promesses de mariage à une veuve Jaquin, qu'il avait rendue enceinte, puis, lorsqu'il ne restait plus que la bénédiction nuptiale à recevoir, avait été en Alsace épouser une autre femme. Il s'ensuivit un procès qui se termina par l'annulation du mariage alsacien et par l'ordre donné à Delorme de régulariser son mariage avec la veuve Jaquin en l'épousant « en face d'église ». Delorme ayant, par trois fois, fait défaut au jour fixé par la cérémonie, le Conseil de sa propre autorité, le déclara marié sans qu'il eût passé devant le pasteur. Ce procès, assez scandaleux, met en lumière diverses particularités de l'ancienne législation genevoise en matière matrimoniale, le caractère indissoluble des promesses de mariage, régulièrement faites, par exemple. Il prouve en outre que le mariage était considéré essentiellement comme un contrat civil, malgré les formes religieuses dont il était entouré, puisqu'il pouvait à la rigueur se passer de ces formes. M. Burnet recherche ensuite comment le gouvernement se comportait à l'égard des mariages irréguliers contractés à l'étranger par des Genevois. En rapprochant le cas de Delorme d'autres cas de la même époque, il arrive à la conclusion que les autorités genevoises n'avaient et ne voulaient avoir sur ce point aucune règle fixe. Elles décidaient chaque fois, suivant les exigences du cas, cassant ces mariages lorsqu'il y avait de bonnes raisons pour le faire, reconnaissant leur validité lorsque cette solution paraissait préférable.

Les aveugles à Genève, du XV^e au XIX^e siècle, par M. J. J. MONNIER.

Les documents sur l'histoire de Genève ne donnent que peu de renseignements sur les aveugles résidant jadis dans notre ville.

Les Conseils de l'ancienne République n'ont promulgué aucun édit les concernant. Peut-être les aveugles étaient-ils peu nombreux dans l'ancienne cité. Nos archives hospitalières, encore peu explorées, pourront fournir de plus amples renseignements sur leur situation. Au moyen âge, les aveugles nécessiteux de notre cité furent sans doute secourus par les fondations religieuses et charitables qui existaient à Genève avant la Réforme et qui se fondirent dans l'Hôpital général créé en 1535. On trouve les noms de quelques aveugles dans les registres publiés du Petit Conseil et dans l'étude du Dr Léon Gautier sur les débuts de l'Hôpital général. Cet établissement, devenu l'Hospice général en 1869, fut en effet le seul, autrefois

comme aujourd'hui, qui s'occupât officiellement des aveugles genevois. Aucune œuvre ne leur fut spécialement consacrée à Genève avant la fondation de l'Association romande pour le bien des aveugles, en 1901.

M. Monnier cite trois Genevois connus qui furent prématurément privés de la vue : Esther Elisabeth de Waldkirch (1660-1728) descendait d'une famille schaffhousoise dont une branche reçut la bourgeoisie de Genève en 1683. Elle perdit la vue, presque à sa naissance, par l'imprudence de sa nourrice. Elle se fit remarquer par sa connaissance des langues, de la musique, de la théologie, de la philosophie, et fit l'étonnement du révérend écossais G. Burnet, qui la rencontra à Genève en 1685 et parle d'elle avec admiration dans ses *Lettres de Suisse et d'Italie*. Elisabeth de Waldkirch pouvait écrire lisiblement en diverses langues et avait imaginé, pour la lecture, un système de caractères sur bois en relief. La branche genevoise des Waldkirch s'éteignit à la fin du XVIII^e siècle en la personne de son neveu, le pasteur Joël-Henri (1704-1795).

François Huber (1750-1831) est universellement connu comme naturaliste. Les Huber, comme les Waldkirch, étaient originaires de Schaffhouse, où leurs familles sont encore représentées. La branche genevoise reçut la bourgeoisie en 1654 et ses descendants se distinguèrent pendant plus de deux siècles comme savants, artistes, lettrés, théologiens ou militaires, ainsi que par leurs relations intellectuelles à l'étranger ; elle s'éteignit à notre époque avec les enfants du colonel Huber-Saladin, neveu de François. Ce dernier perdit la vue dans sa dix-septième année, ce qui ne l'empêcha pas d'entreprendre, avec l'aide de son intelligent domestique Burnens, puis de sa femme Marie-Aimée Lullin et de son fils Pierre Huber, l'investigateur des fourmis, des recherches du plus haut intérêt scientifique sur les mœurs des abeilles, dont la deuxième édition fut publiée en 1814 et complétée en 1897 par Edouard Bertrand. Huber fut nommé, en 1813, correspondant de l'Académie des Sciences de Paris.

L'abbé Xavier Dufresne (1848-1900), originaire d'Hermance, perdit la vue au cours de ses études théologiques ; il les acheva à Rome où il reçut le doctorat en théologie au collège Saint-Thomas. Grâce à une autorisation spéciale du pape Léon XIII, il put quoique aveugle recevoir l'ordination sacerdotale en 1880. Il se distingua comme orateur de la chaire et directeur ecclésiastique.

924. — *Séance du 26 avril 1923.*

Magistrats genevois à la cour de Louis XV (1738), par M. J. P. FERRIER.

La médiation du roi de France et des cantons alliés de Berne et Zurich ayant rétabli la paix civile à Genève, le Petit Conseil décida d'envoyer une députation au roi Louis XV pour le remercier de ses bons offices. Cette députation, composée du syndic Du Pan, de l'ancien syndic Buisson, du conseiller Mussard et de Thellusson, ministre de la République à la Cour de Versailles, séjourna quelques semaines à Paris et reçut un accueil particulièrement aimable, non seulement du roi et de la reine, mais encore de tous les grands personnages de la Cour, notamment du Cardinal de Fleury, du duc de Bourbon, du marquis de Lautrec, du duc de Gesvres et des ambassadeurs à Paris des puissances protestantes. M. Ferrier a fait le récit de cette mission, en se servant de la correspondance inédite de Thellusson et des rapports manuscrits des envoyés qui figurent aux Archives d'Etat de Genève.

Lettre de Charles III, duc de Savoie, datée de Thonon, 22 août (1519) et adressée aux avoyers et conseillers de Berne, commun. par M. Victor Van BERCHEM.

Cette lettre, écrite la veille de l'exécution de Philibert Berthelier, a été retrouvée par MM. Emile Rivoire et van Berchem dans un volume des Archives d'Etat de Berne (*Unnütze Papiere*, vol. 57, n. 216) ; elle complète le dossier réuni par Théophile Dufour dans les notes du tome VIII des *Registres du Conseil* (p. 341, n. 4, 342, n. I, etc.). Le duc cherche à justifier d'avance le meurtre judiciaire qui allait se commettre ; il mentionne une démarche faite auprès de l'évêque, à La Roche, par « les gens de bien » de la ville, attribuant ainsi aux Genevois eux-mêmes l'initiative des mesures en cours d'exécution contre le parti des Eidgnots.

Le sort de la dépouille mortelle de Philibert Berthelier, à propos d'un passage des Registres du Conseil du 27 août 1521, par M. Victor van BERCHEM. — Impr. dans *Registres du Conseil de Genève*, t. IX, p. 103, n. I.

925. — *Séance du 3 mai 1923, à la Salle Centrale, place de la Madeleine.*

Notes sur la musique à Genève au XVIII^e siècle ; Gaspard Fritz, violoniste et compositeur genevois (1716-1783), par M. Charles-A. ROCH. — Cette communication a été suivie de l'audition de quelques œuvres de Fritz, exécutées, pour la première fois, par un groupe d'amateurs, sous la direction de M. Emile AMOUDRUZ. — Paraitra incessamment dans une publication sur quelques artistes genevois.

Faits divers.

En préparation :

Le tome IX des *Registres du Conseil de Genève*.

Les livraisons 9 et 10 du *Bulletin*, datées d'octobre 1922 et juin 1923, qui termineront le tome IV.

La Société a reçu les dons suivants :

De la Société auxiliaire des Sciences et Arts, une allocation de 1000 fr. en automne 1922, et au printemps 1923 une nouvelle allocation de la même importance pour la publication des *Registres du Conseil*.

En décembre 1922, à la demande de la Commission de coopération intellectuelle de la Société des Nations, la Société a envoyé à l'Académie polonaise de Varsovie un exemplaire du tome VIII des *Registres du Conseil*, ainsi qu'un exemplaire des *Documents sur l'Escalade de Genève*.

Le Comité, par une lettre insérée dans la *Tribune de Genève* du 11 février 1923, a protesté contre les termes ambigus d'un article publié dans ce journal par M. Bovet-Grisel, qui semblait mettre en doute la valeur scientifique d'une correspondance de Pictet de Rochemont, et pouvait créer confusion avec la *Correspondance diplomatique* publiée en 1914 par M. Lucien Cramer. M. Bovet-Grisel a d'ailleurs rectifié dans un numéro subséquent de ce journal.

En vue d'augmenter le nombre de ses membres, le Comité a fait imprimer en février un *Appel aux amis de l'Histoire* qui a été largement répandu ; il a en outre donné deux séances publiques, l'une le 8 mars à la salle de conférence du Musée d'Art et d'Histoire, avec communications et projections lumineuses

de MM. André Oltramare et Louis Blondel, et l'autre le 3 mai à la Salle centrale de la Madeleine, avec conférence de M. Ch.-A. Roch et exécution d'œuvres de Gaspard Fritz par un orchestre.

Le Conseil Administratif, en conformité des engagements qu'il avait pris vis-à-vis de la Société en 1921, a donné le nom de rue Jean-Antoine Gautier, à la rue du Buet et au chemin des Clos aux Pâquis. Le Comité a ouvert en mai 1923 une souscription en vue de réunir les fonds nécessaires à l'apposition d'une plaque explicative de l'œuvre de notre historien dans la rue qui porte son nom.

La Société a été représentée au Congrès des Sciences historiques à Bruxelles (7-15 avril 1923) par M. le professeur Francis De Crue.

Elle a salué avec joie le retour dans notre ville des deux derniers canons genevois encore à Vienne, au sujet desquels M. Francis De Crue avait déjà eu des entretiens il y a quelques années avec M. Charles Bourcart. Ministre de la Confédération en Autriche.

Le 12 avril, sous la direction de M. Louis Blondel, la Société visitait le mur romain mis à jour par des fouilles entreprises dans l'immeuble Taconnerie, n° 5 (voir *Journal de Genève* du 13 avril 1923).

L'excursion archéologique annuelle a eu lieu le 27 mai à Nangy (Château de Pierre), Contamines sur Arve, Bellecombe, Château du Viviers, Château du Crédoz, La Roche. Elle s'est terminée par une réception familière chez M. le Dr H. Maillart au Mont Gosse.

Ouvrages reçus par la Société

du 16 octobre 1922 au 30 juin 1923,

A*Publications de sociétés et recueils périodiques.*

La Société a continué à recevoir les publications des sociétés correspondantes suisses et étrangères. Quelques-unes cependant, atteintes par la crise générale, ont espacé ou même suspendu leurs envois.

B*Livres et Brochures.***Donateurs :**

Anonyme, 10 volumes. — Louis BLONDEL, 1 brochure. — Edmond CHENEVIÈRE, 2 volumes, 27 brochures, 9 feuilles ou placards. — Confédération Suisse, 2 volumes. — Conseil d'Etat du Tessin, 1 volume. — Waldemar DEONNA, 1 volume, 2 brochures. — Maurice DUNANT, 5 volumes, 4 brochures, 1^{er} recueil factice d'imprimés divers, 1 feuille. — Eugène DEMOLE, 1 brochure. — A. MAIER, 1 brochure. — Paul-E. MARTIN, 1 brochure. — Raoul MONTANDON, 1 volume, 8 brochures. — Ernest MURET, 1 brochure. — Edouard NAVILLE, 1 brochure. — G. PICAVET, 1 volume. — Henri LE FORT, feuilletons historiques découpés dans divers journaux genevois.

Ne sont pas énumérées sous cette rubrique les institutions diverses qui nous envoient régulièrement, elles aussi, et à titre gracieux, leurs rapports annuels et autres publications périodiques.

C

Manuscrits.

Donateurs :

MM. Henri LE FORT : Une promotion au CC en 1734 (manuscrit du travail lu par Charles Le Fort à la séance du 8 juillet 1847); « Alba Amicorum » (Dom. Cortin, Hercule de Salis, J.-J. et S. Hottinger) notes pour des communications de M. Charles Le Fort à la Société; lettres de Georges de Wyss à Charles Le Fort, 1856-1888; copies de documents relatifs à la juridiction de la Cité de Genève.

Maurice DUNANT : Complément à l'*Histoire des derniers temps de la République de Genève et de sa réunion à la France*, de J.-P. Béranger, citoyen genevois, par Claudius Fontaine-Borgel, grand cahier in-folio d'une cinquantaine de pages détachées; manuscrits divers concernant l'histoire de Genève à des époques diverses, mais plus particulièrement lors des troubles de 1707 à 1712 avec le *Journal des conférences du magistrat avec les représentants de Berne et Zurich*, 1 gros vol. cartonné in-4 d'environ 650 pages.

NOTES D'ARCHÉOLOGIE GENEVOISE¹

PAR

Louis BLONDEL

Avec deux planches.

VIII

ORIGINES DU TERRITOIRE DES FRANCHISES GENEVOISES

Dès les débuts de l'histoire écrite de Genève, nous trouvons autour du noyau central de l'agglomération genevoise un territoire participant des mêmes droits, de la même vie politique que la ville, connu sous le nom de territoire des Franchises. Ses limites sont bien définies, mais ses origines sont restées jusqu'ici ignorées ou obscures. En étudiant de plus près le développement des paroisses du moyen âge, en comparant Genève à d'autres villes, en rassemblant diverses données topographiques et archéologiques, nous croyons pouvoir élucider en quelque mesure les origines de ce territoire des Franchises.

Les Franchises genevoises occupaient principalement les abords de la ville sur la rive gauche du lac et du Rhône. La région de la rive droite, beaucoup moins étendue, entourant Saint-Gervais, est d'origine moins ancienne et d'essence différente, comme nous le verrons plus loin. Sur la rive gauche, les limites partant du lac suivaient le Trainant, la route de Grange-Canal, les chemins de la Chevillarde, du Velours, pour aboutir aux falaises de l'Arve, englobant ainsi toute la grande presqu'île comprise entre le lac, l'Arve et le Rhône.

La dénomination de « Franchises » n'est pas très ancienne, elle n'apparaît que tard, au moment où les franchises communales,

codifiées par Adhémar Fabri en 1387, furent attribuées à la cité et à la circonscription territoriale immédiate qui l'entourait.

L'appellation primitive est celle de territoire des faubourgs, soit de *suburbium* ou de *suburbanum*. Cette dénomination apparaît pour la première fois vers 603 à propos de Saint-Victor, qui est qualifié d'« *ecclesiam quam Sedeleuba regina in suburbano Genuensi construxerat*¹ ». En 1099, il est dit de même « *monasterio quod est situm in suburbio genevensis urbis*² ». On retrouve ces mêmes termes beaucoup plus tard, en 1375, à propos d'une levée d'impôts qui doit être faite : « *in civitate, banleuca, suburbiis, territorio et districtu predictis*³ ».

Qu'est-ce que ce *suburbium* ? Autour de toutes les villes anciennes et plus spécialement des villes d'origine antique ayant eu le rang de *civitas* ou de colonie à l'époque romaine, nous retrouvons cette appellation. Que ce soit Lyon, Vienne, Narbonne, Bourges ou Reims, on remarque toujours, pendant tout le moyen âge cette notion du *suburbium*. Peu d'auteurs ont cherché à élucider le problème des origines de ce suburbain et sa persistance à travers les siècles. Car, fait intéressant, malgré les révolutions politiques, malgré les transformations fondamentales qui se sont opérées depuis la chute de l'empire romain, certaines de ces limites se sont perpétuées immuables. La nature des droits qu'elles devaient circonscrire a partout complètement changé, mais les limites elles-mêmes ont subsisté. Indépendamment du problème des origines, il faut insister sur le caractère d'immutabilité de certaines de ces bornes de propriétés publiques. Ducange donne comme synonyme du mot *suburbanum* : *urbis territorium*, soit le territoire de la ville ou de la cité. Nous pensons que le point de départ de ces divisions suburbaines remonte à la fin de l'époque romaine.

Déjà avant que Genève fût élevée au rang de *civitas*, au début du IV^e siècle, notre ville, simple *vicus* des Allobroges relevant de la cité de Vienne, possédait une administration municipale

¹ R. G., n° 74.

² M. D. G., t. I, 2^{me} partie, p. 136.

³ M. D. G., t. XVIII, p. 329.

ou locale, dont malheureusement nous ne connaissons pas la forme, mais dont l'existence est certaine. Camille Jullian nous dit : « Les gros bourgs et les villages, *vici*, jouissaient d'une petite administration municipale, où le pouvoir exécutif était figuré par un édile aidé parfois d'un intendant ou d'un curateur, le pouvoir législatif par une commission locale composée de 10 à 20 membres propriétaires dans le pays »¹. En note il ajoute : « L'expression de *vicus* pouvait s'entendre même de vraies villes comme Genève. A Genève il est impossible de savoir quel était le rapport administratif de cet édile avec le préfet du pays. » En effet on a retrouvé un cippe relatif à un édile municipal, *Gaius Arsinius Marcianus*, jeune homme très bon et très pieux qui a rempli au milieu de ses concitoyens (*convicanos*) les fonctions d'édile². Tout récemment, M. W. Deonna a publié une inscription du I^{er} siècle, provenant de la Madeleine et mentionnant *Titus Nonnius Januarius*, édile *bisellarius*³. C'est le second exemple d'édile municipal à Genève. D'autre part, l'inscription de *L. Julius Brocchus* qui fait don de réservoirs aux habitants (*vikanis*) de Genève prouve l'existence d'une administration municipale locale⁴. Nous possédons aussi une enseigne de propriété privée, disant que l'emplacement (*locus*) a été acheté grâce à l'autorisation des décurions et que telle qu'elle est enclose elle est devenue propriété privée⁵. En somme pour que ce terrain, qui avait appartenu au domaine public de la colonie, soit aliéné au profit d'un particulier, on avait dû demander l'autorisation du conseil des décurions ou sénat de Vienne. Mommsen admet que ces décurions pouvaient être des municipaux de Genève. Toutes ces inscriptions nous confirment dans l'idée qu'avant le IV^e siècle, il existait une administration municipale ainsi que des propriétés publiques. A cette époque

¹ C. JULLIAN, *Histoire de la Gaule*, 1909-1914, Paris, t. IV, p. 353.

² E. DUNANT, *Catalogue des séries gallo-romaines du musée épigraphique de Genève*, 1909, n° XXII.

³ W. DEONNA, *Inscriptions romaines de Genève*, extrait de *Pro Alesia*, t. VIII, nouv. série, 1923, p. 7 et suiv.

⁴ E. DUNANT, *op. cit.*, nos XVIII et LXVIII.

⁵ E. DUNANT, *op. cit.* n° XXI. Voir aussi MOREL dans M. D. G., t. XX, p. 86 et suiv.

déjà, l'ancien *oppidum* romanisé était-il pourvu d'un espace de terrain public aux abords de l'agglomération? Nous ne pouvons rien affirmer à ce sujet, mais cela est probable. Avec le titre de cité, Genève devint indépendante de Vienne et dut bénéficier de toutes les prérogatives administratives attachées à ce titre. Elle fut dès lors le centre économique et politique de tout le pays environnant.

Avant les destructions de la fin du IV^e siècle, les maisons s'étendaient au delà de l'ancien cœur de la cité, sur le plateau des Tranchées et le long des rives du lac. Il est certain que comme pour les autres cités de la Gaule, on avait tracé une limite officielle du territoire urbain, le *pomerium*. A Rome, ces limites ont varié au cours des siècles, s'étendant toujours plus avec le développement de l'agglomération pour finir avec la ligne même des murs d'Aurélien. Dans les villes comme Genève, où après les invasions barbares, la cité, jusque là ouverte, dut se restreindre et se fortifier en abandonnant la plus grande partie de sa superficie primitive, l'espace hors les nouveaux murs, le *suburbium*, ou l'ancien *pomerium* resta considérable. C. Jullian dit à propos du *pomerium* et de ses limites : « Jusqu'ici l'épigraphie ou l'archéologie ne nous ont rien fourni de ce genre. Ici se pose la question si difficile à résoudre du *pomerium* ou de la ligne sacrée qui marquait le territoire urbain. On a supposé que quelques-uns des arcs de triomphe ou de passage pouvaient marquer la ligne du *pomerium* (FROTtingham; *Revue archéologique*, 1905) : c'est possible en principe et ce peut être vrai pour quelques arcs de la Gaule, mais ce ne peut être vrai pour tous et du reste l'importance pour l'arc était moins la nature de l'endroit où il était placé que l'événement ou le personnage qu'il rappelait, l'essentiel étant que l'arc fut placé *loco celeberrimo* de la ville (*Corpus Inscriptionum latinarum* XI, n. 1421) et ce *locus* pouvait être en effet le passage du *pomerium*; mais ce pouvait être un autre »¹. Plus loin le même auteur mentionne l'arc de Genève. Nous supposons en effet qu'il s'élevait près de l'Arve, encore au moyen âge, un arc antique qui pourrait

¹ C. JULLIAN, *op. cit.* t. V, p. 59 note et p. 67.

convenir à l'idée émise par M. Frothingham¹. Nous ne croyons pas cependant pouvoir identifier le *pomerium* avec les bornes des Franchises, car en général la limite sacrée ne se trouvait point au delà de 400 mètres en dehors de l'agglomération. Il me semble plus probable que le suburbain genevois se composait de l'ancien *pomerium* auquel était venu s'ajouter un territoire municipal s'étendant encore au delà du périmètre sacré de la cité. Sur certains points les deux limites ont pu coïncider. De toute manière, il nous paraît indubitable que la division suburbaine de Genève remonte à l'époque romaine.

A ce propos J. Flach dit aussi : « Chaque ville avait sa banlieue étendue et elle unissait ainsi aux avantages de la vie urbaine, les charmes de la vie rurale. Des groupes d'habitants s'y fixaient à demeure et donnaient naissance au *suburbium*, au *burgus* ouvert dont nous parlent Orose et Isidore de Séville et que nous retrouvons sous le nom de faubourg à travers tout le moyen âge². »

Après les invasions successives, les antiques faubourgs et des quartiers entiers brûlés et pillés restent abandonnés, l'ancien centre de la cité est fortifié aux dépens de ces ruines, un château commande l'entrée principale au Bourg-de-Four. La population se groupe derrière des murailles épaisses et nous assistons à la chute de l'ancien empire à l'occupation burgonde et aux premiers débuts du régime féodal. L'autorité principale, aussi bien temporelle que spirituelle dans la cité, au sens restreint du terme, relève de l'évêque. Vienne, l'ancienne métropole, est le siège de l'archevêque. Très vite, et presque partout, l'autorité épiscopale est partagée ou contrebalancée par le pouvoir d'un comte ou d'un seigneur puissant. A Genève ce sont les comtes de Genevois, qui exercent la justice au nom de l'évêque.

¹ *Enquête sur les conditions de l'habitation en France*, Paris 1894, t. II, p. 34.

² L. BLONDEL, *Les faubourgs de Genève au XV^e siècle* dans M. D. G., t. V, grand in-4^o, p. 57. Cet arc n'est cependant pas certain, les passages de l'inventaire ne sont pas très clairs. BLAVIGNAC (*Études sur Genève*, t. II, p. 31) assimilait déjà le territoire des Franchises à celui du *pomerium*.

Nous ne retracerons pas ici le développement et les luttes, conséquences de ce nouvel ordre social, mais il faut insister sur le phénomène de la persistance des circonscriptions territoriales antiques dans l'organisation ecclésiastique. Tous les historiens admettent maintenant que les divisions administratives épiscopales ont été empruntées aux divisions des *civitates*. Les évêchés sont la plus fidèle image des *pagi* ou des *civitates*. Les paroisses, et plus tard les communes rurales, sont, pour la plupart, des survivances des anciennes propriétés ou *villae* romaines. Nous ne voulons pas soutenir à nouveau la thèse, aujourd'hui abandonnée, que les administrations communales du moyen âge proviennent des municipalités antiques, mais constater seulement au point de vue topographique que ces divisions ecclésiastiques reproduisent les divisions romaines. L'Eglise a tout naturellement utilisé les circonscriptions du Bas-Empire. Cette loi générale dans toute l'étendue des Gaules se vérifie-t-elle pour le point particulier qui nous occupe, pour le suburbain des villes ?

Le cartulaire de Savigny, publié par Bernard, concernant l'état ecclésiastique du Lyonnais au X^e siècle, nous donne la réponse demandée. On y voit que les divisions ecclésiastiques se sont conservées religieusement telles qu'elles existaient au X^e siècle jusqu'au XVIII^e siècle ; elles permettent, nous dit Bernard, de reconstituer la Gaule romaine pour cette région. Comme colonie, Lyon jouit tout d'abord de certains privilèges qui la rendent, elle et sa banlieue, indépendante du territoire des Ségusiaves sur lequel elle se trouvait¹. Les Burgondes n'apportent aucune modification au système en vigueur des limites territoriales de l'ancienne cité du IV^e siècle. La *civitas* prend le sens restreint : la cité soit la ville, le *pagus*, par contre, désigne l'ancienne *civitas*. L'archevêque devient le seigneur temporel de Lyon et ses faubourgs ; plus tard, les attributions judiciaires sont réparties entre lui et le Chapitre. Le cartulaire de Savigny mentionne au nombre des cantons en premier lieu le *suburbium*.

¹ Aug. BERNARD, *Cartulaire de l'abbaye de Savigny*, Paris 1853, t. I, p. XXXI et suiv.

ou territoire propre de Lyon, dont on fit l'archiprêtré des suburbés¹. A maintes reprises il est parlé de cet archiprêtré de la cité et des suburbés (*civitatis et suburbiorum*). Après un examen des lieux, il ressort que cet archiprêtré coïncide avec les limites de l'ancien territoire colonial romain englobant Lyon. De politique et municipale cette division s'est transformée en circonscription religieuse².

Ce même exemple se retrouve, semble-t-il, à Vienne où à la ville épiscopale et sa banlieue, soit les suburbés, viennent s'ajouter huit archiprêtrés ruraux. La concordance de ces divisions avec les limites du suburbain de cette colonie n'a pas encore été déterminé avec certitude.

Le diocèse de Mâcon, d'un autre côté, a eu de temps immémorial un archiprêtré des suburbés³. Des exemples semblables se retrouvent dans nombre d'autres villes épiscopales, ainsi à Chartres, où un archidiaconé concerne la ville et la banlieue, ils nous prouvent à l'évidence la survivance des divisions romaines de la cité et des faubourgs dans les circonscriptions ecclésiastiques⁴.

Revenons à Genève : l'autorité temporelle de l'évêque est plus puissante et indiscutée que dans beaucoup d'autres villes; elle n'est que temporairement amoindrie par les seigneurs féodaux tels que les comtes de Genevois. L'évêque apparaît très vite comme le seul prince de la ville et de ses faubourgs, il en est le maître absolu avec la jouissance de tous les droits régaliens. Tout naturellement, le territoire de la cité et du suburbain relève directement de lui. Le répertoire du manuel des évêques de Genève, connu par une copie du XVIII^e siècle à Annecy, mentionne les doyennés ruraux et 53 archiprêtrés dans le diocèse, dont le premier est celui de Genève qui comprenait les sept

¹ Aug. BERNARD, *Cartulaire de l'abbaye de Savigny*, p. LVI.

² Voir aussi : A. STEYERT, *Nouvelle histoire de Lyon*, Lyon, 1895, t. I, p. 245 b.

³ Pour Vienne et Mâcon, voir Aug. BERNARD, *op. cit.*, p. LX et suiv.

⁴ M. GUÉRARD, *Polyptique d'Irminon ou dénombrement des manes des serfs et des revenus de l'abbaye de St.-Germain-des-Prés*, Paris, 1844, p. 67. M. GUÉRARD, *Cartulaire de l'abbaye de St.-Père de Chartres*, Paris, 1840 t. I, p. 79 note.

paroisses de la ville, tant urbaines que suburbaines¹. En effet, sur ces sept paroisses, cinq d'entre elles s'étendaient hors des murs de la ville jusqu'à la limite des Franchises. Il faut remarquer que les huit décanats qui se partagent le diocèse, l'ancienne *civitas* de Genève, ne comprennent pas l'archiprêtré de Genève qui reste en lui-même une entité indépendante. L'analogie de l'archiprêtré de Genève avec ceux des autres cités épiscopales avec leurs suburbs est donc frappante.

L'unité entre les faubourgs et la ville est restée constante. Alors que dans la plupart des cités gauloises, au cours de la période féodale, les faubourgs devenus bourgs par suite de l'extension urbaine se constituent indépendants les uns des autres, que l'ancien *suburbium* est partagé entre plusieurs juridictions et de multiples seigneuries, à Genève l'autorité centrale de l'évêque est si forte que ville et faubourgs suivront les mêmes destinées. Il eût, en effet, été possible que le prieuré de Saint-Victor avec son quartier, devenu riche et puissant, se soit arrogé des droits ou des privilèges spéciaux ainsi qu'une juridiction particulière sur les terres environnantes; il n'en a rien été; il est resté, au même titre que les sept autres paroisses de la ville, le centre de sa paroisse. Cependant, hors des Franchises, ce même prieuré exerçait sur ses terres des droits de souveraineté étendus. En somme, dans le suburbain, les droits féodaux de Saint-Victor, du Chapitre et de multiples autres possesseurs de fiefs se réduisent à des simples droits de cens, à l'exclusion de toute juridiction.

Il nous semble donc prouvé qu'à Genève l'ancien *suburbium* romain est devenu, dès le haut moyen âge, une circonscription ecclésiastique relevant, avec la cité, du pouvoir spirituel et temporel de l'évêque, que ce dernier est seigneur souverain de ce territoire exigu et qu'il y exerce son administration par l'entremise du vidomme. Cette autorité exclusive de l'évêque sur la ville et les faubourgs nous est constamment confirmée par les

¹ Papiers Ed. Mallet, Société d'histoire et d'archéologie de Genève. Copie du « Répertoire du manuel des évêques de Genève pour connaître les droits de la manse épiscopale... ». Voir aussi *Académie Salésienne*, t. II, p. 121 et suiv., qui donne l'état moderne et ancien des archiprêtrés.

chartes les plus anciennes. Elle est comprise dans l'acte de Seys-sel, en 1124, où l'évêque se réserve les droits de péage et de pâturage ; il en est de même en 1156, vers 1185 et plus tard en 1294, où il spécifie son droit de mère et mixte empire dans la ville et les faubourgs (*in civitate et suburbio*)¹. Ces droits sont confirmés par les empereurs dont les évêques se réclament directement.

Ce n'est qu'assez tard que nous parvenons à connaître les limites exactes de ce suburbain, cité déjà au VII^e siècle. Pour la paroisse de Saint-Victor, qui a toujours été hors les murs, nous connaissons ses limites grâce à un acte passé entre le prieuré et le Chapitre en 1301². Ce même accord est revu en détail en 1368 et 1459³. Une pièce de 1267 nous fournit indirectement les limites sur les bords de l'Arve ; ce sont les droits de pêche, des falaises de Champel au Rhône, conclus entre l'évêque, le comte de Savoie et Agnès de Faucigny⁴. Du côté de Trafnant les indications sont données par un acte du vidomne en 1402⁵. Enfin, la description complète des limites ou « termines » est comprise dans le célèbre inventaire de 1476⁶.

Les bourgeois de Genève possédaient déjà, depuis une époque reculée, des droits et coutumes, nous en avons la preuve dans une pièce de 1156⁷, mais ces droits communaux ne furent définitivement mis par écrit et confirmés que par la charte d'Adhémar Fabri. Sans nous attacher à la nature de ces droits, il nous importe de savoir sur quel territoire ils furent appliqués ou rendus exécutoires. Or, la charte de 1387 étend tous les privilèges à la ville et sa banlieue⁸. La banlieue, avec ses bornes, parfaitement définies, devait tout naturellement servir de cir-

¹ R. G., nos 267, 430, 344 et 1390.

² M. D. G., t. XIV, p. 293.

³ P. H., nos 295 et 639.

⁴ M. D. G., t. VII, p. 318.

⁵ M. D. G., t. VIII, p. 253.

⁶ M. D. G., t. VIII. Voir la carte des Franchises dans L. BLONDEL, *op. cit.*, p. 110.

⁷ R. G., n° 344.

⁸ Léop. MICHEL, *Les institutions municipales de Genève au XV^e siècle*, dans M. D. G., t. XXXII, p. 40 et suiv.

conscription aux droits communaux. Cet usage est fréquent et Luchaire, dans son histoire des communes françaises, en fait mention : « Il ne semble pas, dit-il, que la constitution du territoire de banlieue ait été une conséquence directe de l'établissement du régime communal. Antérieurement à la commune, la cité avait sans doute sa banlieue et la possédait de toute ancienneté. Ces délimitations des territoires urbains sont, comme celles des anciens *pagus*, peu susceptibles de changement. Elles ne suivent pas, en général, les variations de l'histoire administrative et politique ¹. » Par extension, le suburbain de Genève perdit son ancienne dénomination pour prendre celle de territoire des Franchises. Sur la rive gauche, il resta sans aucun changement jusqu'en 1538, époque à laquelle il subit un accroissement important. Malgré cette augmentation, les limites anciennes se sont perpétuées jusqu'à nos jours comme limites communales entre Chêne-Bougeries, Cologny, les Eaux-Vives et Plainpalais.

Sur la rive droite, à Saint-Gervais, le territoire des Franchises est moins ancien que sur la rive gauche, son développement est différent. En effet, Saint-Gervais est un bourg qui s'est accru indépendamment de Genève. S'il y avait là une bourgade romaine, elle ne pouvait être reliée municipalement à Genève. Au moyen âge, l'évêque y possédait, comme seigneur féodal, des droits importants et plus particulièrement la propriété dite de « l'Ile » près de Coutance, qui ne fut morcelée qu'au XV^e siècle. C'est en vertu de ses droits que l'évêque, malgré les réclamations du sire de Gex, formulées en 1261 ², s'arrogea la souveraineté de Saint-Gervais qu'il annexa définitivement aux franchises genevoises. Jusqu'au XVI^e siècle, ce territoire était si peu étendu qu'il ne dépassait guère les fossés du bourg.

Examinons maintenant de plus près la disposition même de ce territoire suburbain sur la rive gauche, son étendue et les dénominations de lieux qu'on y rencontre. Nous avons été ame-

¹ LUCHAIRE, *Les communes françaises à l'époque des capétiens directs*, Paris, 1890, p. 69.

² R. G., n° 929.

nés, en étudiant la situation de la villa romaine de La Grange à Frontenex, à rechercher l'étendue du *fundus* entourant la villa. Dans son ensemble, nous avons reconnu que cette propriété comprenait toute la région entre le Pré-l'Evêque, la route de Chêne, Grange-Canal, le Trafnant et le lac, dénommée pendant tout le moyen âge de *territorium de Frontonay*. Sur la plus grande partie ses limites concordent avec celles des Franchises. Nous avons supposé que Frontonay dérivait du nom de *Fronto* avec le suffixe locatif *acum*, soit *ay*, indiquant le domaine de *Fronto*¹.

Nous avons cherché si, dans d'autres parties du territoire des Franchises, on retrouvait une dénomination rappelant un nom de propriétaire gallo-romain. Dans toute l'ancienne paroisse de Saint-Victor nous n'avons rien rencontré de semblable. Le lotissement, assez régulier, porte fréquemment le nom de « contaminés ». On y voit les contaminés de Saint-Paul, derrière Saint-Victor, les contaminés des Tavel, la dixième contaminé, etc. Ce terme désigne, suivant Ducange, des champs voisins d'une localité, *pro agris oppido adjacentibus*, ou bien des terres relevant d'un même seigneur, ou encore des terrains exempts de toute redevance agricole. La première de ces désignations convient parfaitement à des propriétés ou des jardins du suburbain. Nous relevons aussi le mot « champagne », qui vient de *campania*, de « champel » qui vient de *campellum*, enfin des dénominations qui répondent à la nature du lieu comme « en Chenay, en Cherue-raz, en Gergunant », etc. Les lieux dits « en Germagny, en Trombellaz, Malagnou » qui seuls auraient pu être douteux, proviennent de noms de propriétaires récents, soit les Germagny, les Trombert, les Malagnod. Dans la paroisse de Saint-Léger on ne retrouve pas non plus de désinences très anciennes ou pouvant provenir de la propriété d'un gentilice romain. Il faut tenir compte du fait que le Pré-l'Evêque s'appelait encore, en 1305, en « Paluays », et que, très tard, il a persisté en ces lieux un marais en communication avec le lac et alimenté par le

¹ L. BLONDEL & G. DARIER, *La villa romaine de La Grange*, dans l'*Indicateur d'antiquités suisses*, 1922, p. 82 et 83.

Jargonnant ¹. Plus tard, ces terrains sont devenus des pâturages dépendant de l'évêque, en vertu de son droit sur les rives et les pâturages. Il en est de même de la région de Plainpalais et Saint-Léger, comprise entre l'Arve et les hauteurs de Saint-Victor, constituée par les alluvions récentes de l'Arve.

La limite des Franchises, entre la route de Chêne et l'Arve, était bordée par des pâtures ou des bougeries communes sur lesquelles croissaient des taillis. Dans un acte de 1368, ces communaux sont qualifiés de « bougeries » de la communauté de Genève, bien qu'ils soient en dehors du territoire suburbain ². Il n'est pas rare de rencontrer ainsi au delà du périmètre de la cité, des communaux ; après les terrains cultivés, s'étendaient les pâtures à l'usage des bourgeois de la ville. Enfin, une preuve de l'antiquité des limites suburbaines peut aisément se démontrer par le fait que les bornes des Franchises laissent, au XV. siècle, le hameau de Champel et sa presque hors du territoire. Ces terrains d'alluvion, conquis cependant depuis des siècles sur l'Arve, devaient être, au moment de l'établissement des limites, sur le cours même de la rivière. On ne pourrait sans cela s'expliquer l'exclusion de ce territoire, isolé du pays par les méandres de l'Arve.

Cet examen des « lieux-dits » dans les anciennes Franchises nous démontre que le territoire suburbain semble composé de deux éléments distincts. Au nord-est, les restes d'un domaine antique, séparé des hauteurs de Saint-Victor (les Tranchées actuelles) par le marais du Pré-l'Evêque ; à l'est la région de Saint-Victor, comprenant tout le plateau et une partie de Champel, que l'on peut réellement qualifier d'ancien territoire suburbain relié directement à la cité.

Les trouvailles archéologiques confirment ces dispositions. D'une part, au centre du domaine de Frontenex on a exhumé les restes d'une grande villa, à cheval sur la route antique de la rive gauche du lac ; d'autre part, on a relevé les traces de la ville

¹ R. G. n° 1543. Ces marais existaient encore en 1489, témoin un acte passé entre la Communauté et J. de Bit. (Communauté Gr. 7, fol. 99 et suiv.).

² P. H. n° 295.

GENEVE
ET SA BANLIEVE
VERS LE IX^e SIECLE.

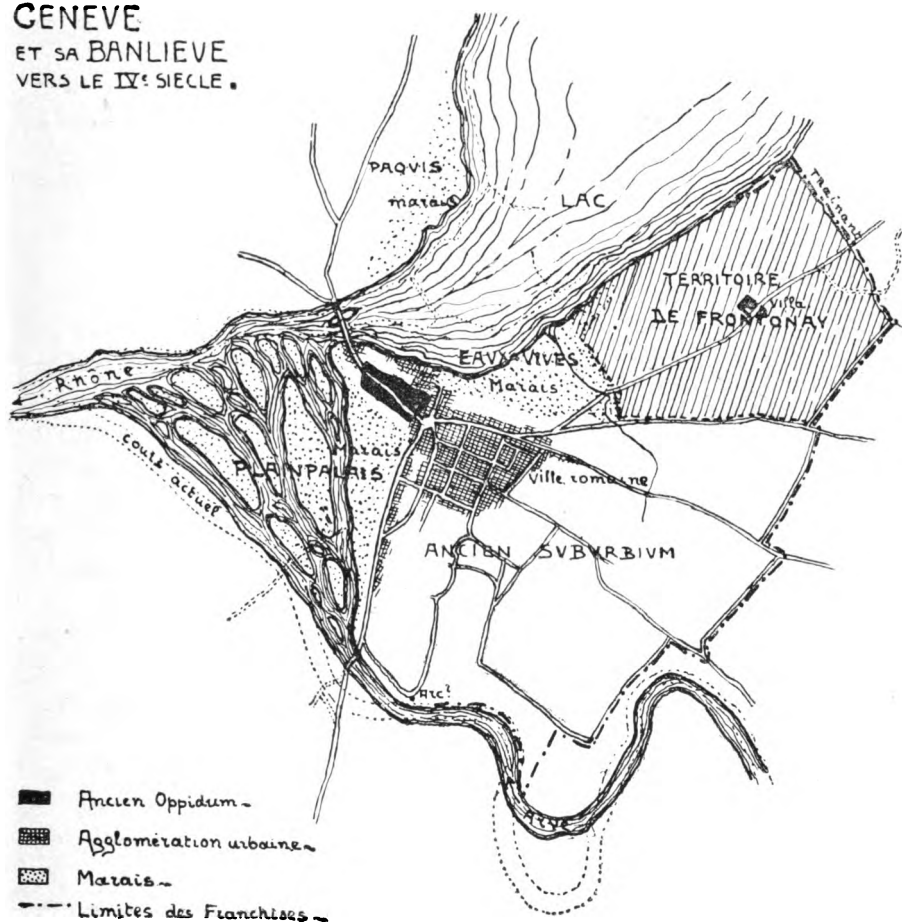


Planche III

romaine occupant le plateau de Saint-Victor jusque très avant dans les contaminés¹. Nous pensons qu'après les destructions du Bas-Empire et la disparition d'une partie de la cité, la villa de Frontenex et son territoire, saccagé à la fin du IV^e siècle, auront été unis à l'ancien *suburbium*. Dès lors, les Franchises sont restées composées de l'union d'un *fundus* et de l'antique banlieue (voir Pl. III). Les alluvions du côté de l'Arve, le dessèchement des marais ont peu à peu augmenté les circonscriptions primitives. Nous remarquons ailleurs aussi des exemples analogues. Beaucoup de communes sont nées de l'union de plusieurs domaines ou *fundi*. D'après une théorie récente, Orléans, l'antique *Cenabum*, aurait incorporé à son territoire primitif plusieurs *fundi Aureliani* et en aurait pris le nouveau nom².

En résumé, la banlieue antique de Genève comprenait en premier lieu le périmètre de la paroisse de Saint-Victor et en partie celle de Saint-Léger; après la chute de l'Empire, cette banlieue s'est augmentée de la propriété de *Fronto*³; enfin, au cours des siècles, par l'alluvionnement elle s'est fortement accrue du côté de Plainpalais. Les droits épiscopaux, puis les franchises communales ont utilisé ces bornes antiques.

Sur un point nous avons eu des doutes au sujet des limites et nous avons cru pouvoir, dans la reconstitution des faubourgs, indiquer une emprise de la paroisse de Cologny sur la rive gauche du Trafnant, à l'intérieur des Franchises. Des documents nouveaux nous ont convaincu que nous avons commis une erreur et que Cologny, dépendant de Vandœuvres, n'avait pas, au moyen âge, empiété sur la banlieue. A plusieurs reprises, encore en 1842, la commune des Eaux-Vives proteste au sujet de ses limites avec Cologny. Le maire des Eaux-Vives rappelle que plusieurs témoins peuvent encore certifier qu'avant 1794 et

¹ L. BLONDEL, *Les faubourgs*, plan de la ville romaine sur les Tranchées, p. 65.

² A. BLANCHET, *Les enceintes romaines de la Gaule*, Paris, 1907, p. 73, et D'ARBOIS DE JUBAINVILLE, *Recherches sur l'origine de la propriété foncière en France*, Paris, 1900, p. 422.

³ Voir sur cette famille *Fronto*, l'article cité de M. W. DEONNA, p. 8 et suiv.

1795, les limites communales passaient le long du Trainant et que toute la rive gauche du nant, depuis son embouchure jusqu'au pont de Frontenex, relevait des Eaux-Vives. Le Conseil d'Etat refusa de rectifier ces limites, disant que celles-ci avaient été reconnues et confirmées par un procès-verbal cadastral du 20 avril 1808, mais il ne put réfuter les allégations de la mairie¹.

La paroisse de la Madeleine, qui aurait succédé à l'ancien domaine de Frontenex, aurait donc été limitée dès le début par le Trainant, ce dernier constituant aussi le bord des Franchises.

Par ce rapide aperçu, nous pensons avoir pu, en quelque mesure, lever le voile qui cachait les origines de notre ancien territoire genevois. Nous ne croyons pas que l'on puisse mettre en doute l'antiquité de ses limites englobant le premier noyau des possessions de notre république genevoise. Une fois de plus, nous pouvons rester étonnés de la persistance de certaines subdivisions territoriales. Tout en changeant de destination, beaucoup de limites de propriétés ou de communes ont survécu, sans modification appréciable, jusqu'à nos jours, malgré les variations dans l'état politique ou économique. De même pour les possessions particulières, urbaines ou rurales, nous avons souvent pu vérifier leur stabilité depuis le XIII^e siècle. Notre siècle, moins conservateur que tous les autres dans ce domaine, bouleverse peu à peu ces vestiges insoupçonnés d'époques très lointaines.

¹ Séances du Conseil municipal des Eaux-Vives des 14 septembre et 7 novembre 1842; Registres du Conseil du 26 septembre 1842 avec pièce annexe 10, la délibération de la Commission des communes. Registre du Conseil municipal de Cologny du 5 mars 1818.

IX

SOUTERRAINS ET GALERIES DE MINES

L'imagination populaire a de tout temps fait communiquer les monuments importants d'une région, ruines, châteaux ou monastères, par des passages souterrains. A Genève nous n'avons pas échappé à la hantise de ces galeries imaginaires. Une tradition ancienne, démentie par Baulacre, faisait communiquer le couvent des Clarisses avec celui des Cordeliers de Rive¹. On croyait de même à l'existence d'un souterrain reliant Saint-Pierre à l'Evêché. En 1838, il a été question d'un passage au n° 8 de la Taconnerie, mais une exploration en 1850 a démontré que cette construction ne semblait pas s'étendre au-delà des cours de l'immeuble². On n'a rien retrouvé des galeries légendaires de Saint-Pierre ou de la Madeleine, non plus que de celle de la maison Tavel³. La découverte d'un souterrain sous les fondations du Palais Eynard avait fait croire à une sortie du château comtal de Genève. Comme nous avons pu l'explorer, nous avons affirmé, il y a quelques années que nous avions à faire à un couloir de mine des XVI^e et XVII^e siècles⁴ se prolongeant sous le bastion de Saint-Léger et son fossé.

Malgré cela Genève est, ou plutôt était la ville des souterrains

¹ *Oeuvres historiques et littéraires*, Genève 1857. t. I, p. 353 et suiv.

² *Mémorial des cinquante premières années de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, séance du 26 avril 1838. *Mémorial du Conseil municipal*, 1850, p. 268.

³ Pour St-Pierre: BLAVIGNAC, dans M. D. G. t. VIII, p. 5 et suiv. et M. D. G. t. I, p. 6 et 209. Pour la Madeleine: *Mémorial des cinquante premières années de la Société*, *op cit.* p. 60.

⁴ J. B. G. GALIFFE, *Genève historique et archéologique*, Genève 1869, p. 118, note 2. LOUIS BLONDEL, *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie*, t. IV, p. 26.

construits au XVIII^e siècle sous les ouvrages de notre dernier système de fortifications à la Vauban. Pour cette cause toutes les galeries se trouvent à la périphérie de la ville et non dans l'ancienne agglomération.

Il y a bien des années que nous avons eu l'occasion de parcourir un grand nombre de ces couloirs de fortification et de les repérer très exactement sur des plans de la ville. A plusieurs reprises les journaux ont signalé la trouvaille de l'un ou de l'autre de ces souterrains, racontant des faits invraisemblables qui relèvent plus du domaine de la légende que de celui de l'histoire¹.

Trois questions se posent au sujet de ces couloirs souterrains.

- 1) Leur destination,
- 2) Leur plan,
- 3) Leur construction.

1) *Destination.* De tout temps on s'est servi de passages secrets sous terre pour établir des communications rapides et à couvert. Dans l'antiquité et plus tard au moyen âge on a beaucoup utilisé ce mode de faire. L'art militaire tout particulièrement a tiré parti de ce moyen de défense. Ainsi le château d'Arques en Normandie, bâti vers 1040 possède un système complet de galeries creusées dans la craie. Les unes servaient de sortie occulte pour les défenseurs, les autres étaient destinées à servir de contre-mine².

Une partie importante de l'attaque d'une place forte consistait à pousser de longs couloirs jusque sous les murs de la forteresse pour les ébranler par la base et ruiner tout l'édifice. Pour parer à l'inconvénient de ces travaux d'approche, les architectes militaires bâtissaient d'avance des galeries de contremines, sous les fossés et les glacis en communication avec la place forte, pour repousser l'agression souterraine des assaillants. Nombre de châteaux nous montrent ce dispositif de défense, entr'autres un

¹ C.-L. PERRIN, dans *Tribune de Genève*, 11 et 18 décembre 1903.

² VIOLLET-LE-DUC, *Dictionnaire raisonné de l'architecture française*, Paris, 1854, t. III, p. 72.

des plus parfaits, le château de Coucy élevé vers 1220¹. Plus près de nous les ruines de Faucigny datant du XII^e siècle offraient aussi un système de souterrains du seul côté accessible de la place². L'usage de ces contremines ne s'est jamais perdu, malgré les modifications apportées aux systèmes de fortifications par l'invention de l'artillerie. Sous Louis XIV, l'homme illustre qu'était Vauban fit faire un pas considérable dans le domaine de la défense militaire. Ses trois traités ont fait école³. Il montre l'importance très grande des galeries souterraines, prêtes à sauter par l'effet de la poudre et à détruire les ouvrages situés au dessus. Dans ces nouvelles galeries de mines, ce n'est plus seulement l'homme qui agit, mais surtout la poudre. Les renseignements que Vauban nous donne sont précieux, puisque son système a prévalu dans les dernières fortifications de Genève.

Les souterrains qui nous occupent et que l'on rencontre de Rive à Saint-Léger, à la périphérie de la ville, ne sont pas autre chose que des galeries de contre-mines et quelques-uns des passages de communication entre les multiples ouvrages des dernières fortifications. Si nous lisons les sièges mémorables de cette époque, et en cela la guerre moderne n'a rien innové, nous constatons combien ce travail de taupe est important; faire sauter l'assiégeant est une des préoccupations majeures et vice-versa. Vauban nous dit : « Si l'on y faisait bien attention et si l'on voulait mettre quelque proportion entre la défense d'une place et la manière dont on les attaque aujourd'hui, les contremines en devraient être le principal moyen. L'assiégeant en effet pousse lui-même des mines, il a un corps spécial de mineurs et s'efforce de pénétrer dans la place par ce moyen. Mais son infériorité est grande vis-à-vis des assiégés qui ont toutes leurs défenses prêtes et peuvent lorsqu'ils s'aperçoivent que l'ennemi est prêt à donner dans la contre-mine, le prendre, le tuer ou l'étouffer dans son trou. C'est pourquoi, les Princes ne devraient pas

¹ VIOLLET-LE-DUC, *op. cit.*, t. III, p. 110.

² P. GAVE. *Les ruines de Faucigny*, Chambéry 1891, p. 13.

³ MARÉCHAL DE VAUBAN, *Traité de l'attaque et de la défense des places*, Paris 1739 rééd. 1779. *Traité théorique et pratique des mines*; Paris 1779.

épargner ni regretter l'argent qu'il peut leur coûter pour la construction des galeries de contremines, ni pour la solde d'un corps composé de mineurs habiles et exercés, surtout pour les places importantes et pour les villes frontières qui sont les clefs des royaumes et dont la perte est d'une grande conséquence »¹. Or Genève, ville frontière, clef du pays, n'a rien négligé pour satisfaire aux dernières exigences défensives.

2) *Le plan*. Les archives d'Etat ne nous ont fourni qu'un seul plan qui indiquât les galeries cherchées et encore pour un unique polygone, celui de Saint-Léger². Le plan général des souterrains et galeries de mines est perdu. En 1816, la direction militaire de Grenoble remettait à la République restaurée une copie de l'original de 1720, l'original ayant déjà été égaré. Cette copie fut rétrocédée au colonel Dufour, soit aux Travaux publics comme pièce précieuse et secrète à conserver et nous en suivons la trace dans le même département jusqu'en 1857, date à laquelle elle a complètement disparu³. Aussi, avons-nous dû chercher par d'autres moyens à reconstituer le tracé de ces pistes souterraines. Nous avons dépouillé tous les « Etats des travaux de la Chambre des fortifications » de 1718 à 1737, ainsi que les comptes détaillés des ouvrages exécutés pendant cette période⁴. A côté du creusage des galeries où il est fait mention des pieds courants et toises de terre à enlever, on retrouve les comptes des maçons calculés en pied courant de mine. Ces documents nous ont permis de constater, qu'à Genève, les ingénieurs Deroques et de la Ramière avaient exactement suivi les principes de Vauban pour la défense souterraine. Le plan complet des galeries n'a jamais été terminé et des lacunes importantes ont subsisté jusqu'à la démolition des fortifications.

¹ VAUBAN. *Défense des places op. cit.*, éd. 1779, p. 193 et suiv.

² Archives d'Etat. Militaire Portef. N° 13, plan 31. Voir aussi au plan 27, une partie de la galerie majeure, l'escalier en face de la contregarde du ravelin de Champel.

³ Archives d'Etat. Militaire carton N° 11, sous la cote A. G. 9.

⁴ *Ibid.* Chambre des fortifications, Militaire carton N° 10, M. 12 reg. M. 14 et M. 15 cartons.

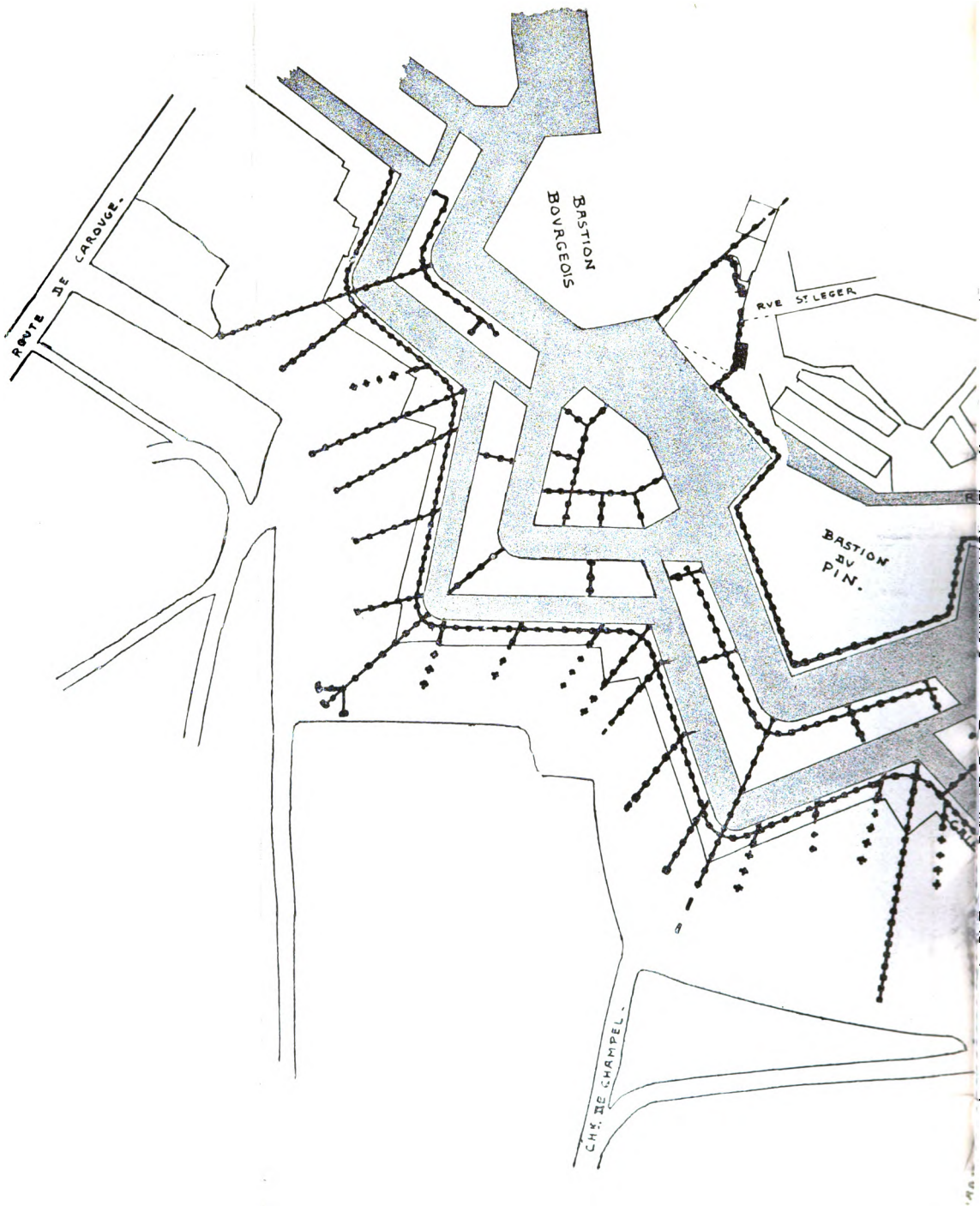
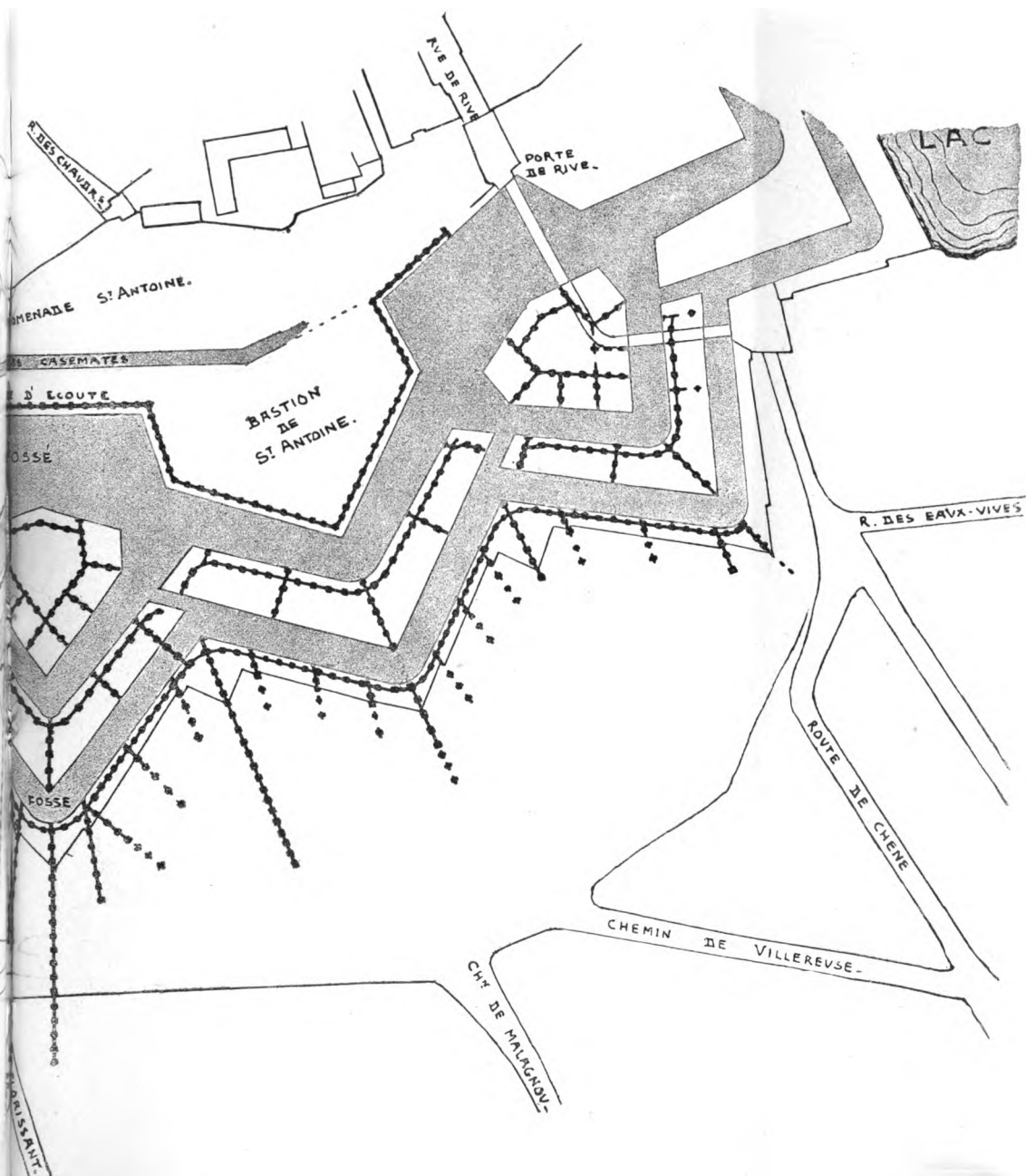


Planche IV. — Plan des galeries

Digitized by Google

+++++++ Galeries exécut



Ce travail n'a été exécuté que sur le front de Champel, du bastion Bourgeois à la porte de Rive, les autres parties basses de Plainpalais et de Rive ne pouvant être minées à cause du niveau des eaux du lac et du Rhône. Le front de Saint-Gervais n'a jamais été pourvu de galeries de contre-mines.

La défense de la ville sur le front oriental se composait des anciens bastions construits au XVII^e siècle, bastions Bourgeois, du Pin et de Saint-Antoine, au devant desquels se dessinaient les ouvrages du XVIII^e siècle, soit le premier fossé du corps de place, puis les contre-gardes bordées extérieurement par le deuxième fossé, enfin, au delà, les contrescarpes, comprenant le chemin couvert, les places d'armes et les glacis encerclant tout le système fortifié. Entre les bastions on construisit des polygones ou ravelins, pourvus aussi de contre-gardes et du double fossé.

Ce plan grandiose fut exécuté en peu d'années, malgré de vives oppositions, malgré son coût et les grandes difficultés techniques abordées. A chacun des ouvrages extérieurs correspondait géométriquement un réseau souterrain de défense. Sous les premiers murs autour de la place, comprenant les bastions et les courtines entre les bastions, on établit une galerie continue appelée « galerie d'écoute », qui aboutit d'un côté à la poterne de Saint-Léger et de l'autre à la poterne percée dans l'axe de la rue du Vieux-Collège à Rive. Cette première galerie, suivant exactement les fondations des murs, n'avait pas de sortie extérieure sur le fossé et ne correspondait pas au réseau des mines au delà du premier fossé. Son but principal semble avoir consisté à faciliter les communications à couvert sous la première ligne des remparts. Sous les contre-gardes et les polygones, ouvrages entourés de toutes parts par les tranchées, on construisit au niveau des fossés, toujours à sec, des couloirs de mines, parallèles aux murs et ouvrant par des portes sur les fossés même. Leur destination était uniquement la possibilité de faire sauter l'ouvrage en cas de nécessité (voir Pl. IV).

Sous les contrescarpes et les glacis, on construisit un réseau beaucoup plus compliqué de souterrains. Suivant tous les rentrants et les saillants en face des contre-gardes, les ingénieurs établirent sous le chemin couvert, à une forte profondeur, une

galerie continue appelée « galerie majeure », qui se développa de la face droite du bastion Bourgeois à la face droite du ravelin de Rive. De cette galerie majeure, pourvue d'escaliers et de portes de sortie sur le second fossé, on dessina, perpendiculairement à la direction de la galerie principale, un réseau de couloirs de mines s'étendant comme un éventail sous les glacis jusque dans la campagne. Ces couloirs étaient désignés sous le nom de « rameaux de mines » ; ils étaient établis généralement sous les axes ou capitales des saillants et en face des places d'armes creusées dans les angles rentrants des contrescarpes. Alors que la galerie d'écoute des bastions ne se reliait en aucune manière aux ouvrages extérieurs, il n'en était pas de même pour la galerie majeure et les rameaux. Ainsi la contre-garde du bastion Bourgeois, que nous avons explorée en 1922, se reliait dans l'axe principal, par dessous le second fossé, à la galerie majeure par un couloir pourvu de portes de barrage. Ce même couloir se prolongeait encore de 86 mètres sous les terres du glacis, à une profondeur de six mètres sous le sol actuel des rues¹. La contre-garde du ravelin de Champel communiquait par ses deux extrémités, sous le fossé, avec la contrescarpe opposée ; l'un des rameaux continuait encore plus de 142 mètres sous le glacis. La contre-garde du bastion du Pin possédait de même, dans son axe principal, une galerie sous le fossé la reliant à la contrescarpe. Le dispositif devait être le même au bastion de Saint-Antoine, mais il ne fut jamais exécuté, comme nous avons pu le constater pendant les excavations de la rue Sturm. Par ces dispositifs les mineurs pouvaient, en cas de surprise, se retirer facilement derrière le deuxième fossé.

Le tracé général de la galerie majeure est le suivant : partant de la rue Pierre-Fatio, elle montait vers la rue Sturm, le square Töpffer, la rue de Monnetier (maison Micheli), la terrasse Saint-Victor, pour descendre sous le square Charles-Bonnet, le cours des Bastions au croisement du boulevard Helvétique, l'Ecole de chimie, la rue de Candolle au croisement de la rue Saint-Léger, le boulevard des Philosophes en face de la Comédie,

¹ Louis BLONDEL, *Genève 1923*, p. 86 et suiv.

puis la rue de Candolle en face de l'aile est de l'Université. La question la plus controversée est celle de savoir jusqu'où s'étendaient les rameaux de mines dans la campagne. On a prétendu qu'ils se prolongeaient fort loin et possédaient des portes de sortie dissimulées dans le terrain. Nous ne croyons pas que cela soit possible; ce qui a pu induire les explorateurs en erreur, c'est le fait que quelques-uns de ces couloirs étaient en communication avec les aqueducs des fontaines de la ville. En deux endroits particulièrement, à Rive et à la pointe du Pin, les mines avaient été creusées jusqu'aux réservoirs des sources. Quant aux portes de sortie, elles ont pu exister d'une manière provisoire, pour les besoins de la construction, mais en cas de troubles elles devaient être obstruées complètement.

Un seul de ces rameaux a été entièrement exécuté, celui de la contrescarpe du ravelin ou polygone de Saint-Léger, passant sous l'emplacement de l'Ecole de chimie. Après un parcours de 53 mètres, il se divisait en trois galeries de 14 mètres chacune, aboutissant « à trois fourneaux capables de contenir chacun 600 livres de poudre pour faire sauter les terres du glacis au cas où l'ennemi se vint loger en cet endroit¹ ».

Le rameau qui se prolongeait le plus avant hors du corps de place était celui de la capitale de la contre-garde de Champel, avec une longueur d'environ 138 mètres sous le glacis, près de la route de Florissant, dont le point extrême se trouvait éloigné d'environ 425 mètres du bord de la promenade Saint-Antoine. Nous avons ici une indication de la surface considérable comprise dans le plan des mines. Un grand nombre de rameaux ne furent qu'amorcés dans la paroi externe de la galerie majeure. des portes d'attente étaient ménagées pour pouvoir compléter les travaux le cas échéant. Bien que le plan complet de la défense souterraine n'ait jamais été achevé, on ne cessa de le perfectionner, puisque le colonel Dufour, au début du XIX^e siècle, s'en occupa encore.

3) *La construction.* On ne peut que rester stupéfait et rempli d'admiration devant la bienfaisance du travail de ces galeries.

¹ Archives d'Etat, Carton n° 10. Etat des travaux en 1721.

Nous possédons les contrats établis avec les maîtres mineurs entrepreneurs, soit Jacques Veillard, Jean Olivier, Blaise Mathieu et François Labry. Les galeries devaient avoir 7 pieds 3 pouces de large et 8 pieds de haut, avec une voûte en briques reposant sur des jambages en cailloux roulés fortement maçonnés. Elles ont parfaitement résisté aux injures du temps et actuellement encore les transports pesants passant dans les rues roulent sans inconvénient sur des tronçons importants de ces couloirs. Bien que les eaux de filtration aient souvent mis à nu les fondations ou que des maisons se soient appuyées sur les voûtes, nous n'avons constaté qu'une seule fois une déformation dans leur construction. Il existe encore des centaines de mètres de couloirs intacts, un tronçon important de la galerie d'écoute est accessible par les caves du Musée d'Art et d'Histoire.

Tous les huit ou dix mètres, au pied de la paroi, se rencontrent des enfoncements, sortes de niches dont la destination probable devait être de faciliter l'ouverture de galeries latérales. Enfin des rainures, construites dans les parois, évasées à leur partie supérieure, face à l'intérieur de la ville, permettaient de boucher le passage avec des planches au moment d'une explosion ou d'une invasion. Dans les couloirs sous les fossés, des gonds indiquent l'emplacement de portes. Les ingénieurs ont disposé les galeries à moitié sous les murs de fondation de l'ouvrage fortifié, à moitié dans le terrain, car paraît-il, la poudre produisait ainsi un meilleur effet au moment de l'explosion. La construction des galeries s'exécuta de deux manières différentes. Plus de la moitié furent établies par boisage et sous-terre, les autres par tranchées à ciel ouvert. Une fois le creusage terminé et les étais placés, on procédait aux travaux de maçonnerie. Comme nous l'avons vu, on pénétrait dans les galeries par des portes ouvrant sur les fossés, mais, en maint endroit, on ne pouvait parvenir de plain-pied dans les passages ; il était nécessaire d'utiliser des escaliers établis à leur extrémité. Tous ces travaux, exécutés avec des matériaux contrôlés et de premier choix, sont revenus à des prix très élevés. De 1719 à 1731, le compte des mines, rien que pour la façon, s'élève à 40.974,25 florins, le creusage et les matériaux n'étant pas compris dans ce chiffre.

Il faudrait plus que doubler cette somme pour avoir le coût réel de ces galeries. Ces travaux considérables font comprendre l'importance du sacrifice financier consenti par les Genevois. Devisés à 6 millions de florins par Desroques en 1714, ils ont coûté plus du double. D'après un calcul approximatif, les galeries souterraines, dont j'ai pu vérifier l'existence, avaient un développement d'environ 5000 mètres. Il ne faut pas comprendre dans cette estimation les « souterrains » proprement dits, soit les casemates ou magasins, établis dans la rue des Casemates et le boulevard Helvétique actuels. Ces réduits très vastes, au nombre de 27, étaient eux-mêmes reliés par deux escaliers voûtés, de 11 marches, à la galerie des contre-mines.

Voici à grands traits comment, dans un siège, on utilisait ces défenses. L'assiégeant, établi devant les glacis, pendant qu'il attaquait extérieurement les ouvrages de la place, creusait des galeries de mine pour pénétrer sous les fortifications. Les assiégés, aux écoutes dans leurs galeries de contre-mines, prolongeaient, au moindre bruit, les couloirs existants dans la direction de l'assaillant, établissaient un fourneau ou chambre remplie de poudre, puis, bouchant toutes les ouvertures, mettaient le feu et faisaient ainsi sauter l'ennemi. Souvent, les ouvrages extérieurs d'une place restaient au pouvoir des assiégeants ; les défenseurs, maîtres encore des contre-mines, faisaient tout exploser, les bastions et l'ennemi sur les bastions. A Genève, nos souterrains n'ont pas subi de siège mémorable et sont demeurés intacts jusqu'à la disparition des fortifications. On a songé un instant à les utiliser pour des égouts. Il est curieux de constater qu'aussi bien les historiens que les archéologues ne se sont jamais préoccupés de leur existence et que leurs restes sont tombés dans l'oubli. Ils nous montrent pourtant que Genève n'a reculé devant aucun sacrifice pour assurer sa liberté ou affirmer son existence.

Additions et corrections.

Dans l'article sur le « Château de Genève » nous parlons de la « braie. » (Bulletin t. IV, p. 367 et 368) que nous avons dessinée sur la fig. 6, comme un ouvrage très étroit précédé d'un fossé du côté du Bourg-de-Four. Après de récentes recherches nous pensons que le mur extérieur de cette braie doit être reporté sur le plan, au moins deux maisons plus loin, dans la partie qui avoisine l'enceinte du XII^e siècle. En effet, dans l'arrière corps-de-logis dépendant de l'immeuble Jullien (Bourg-de-Four, n° 32), j'ai constaté la présence d'un gros mur, dernier reste probable des fortifications du château de Genève.

A PROPOS D'UN EXEMPLAIRE SUR PARCHEMIN

DES

LIBERTÉS ET FRANCHISES DE GENÈVE

Genève, Jean BELOT, 1507, in-4, goth.,

PAR

Théophile DUFOUR

A la suite d'une communication de M. Edouard Favre (séance du 15 avril 1920 ¹), relative à un exemplaire sur parchemin des *Libertés et Franchises de Genève*, imprimées à Genève par Jean Belot en 1507, in-4, goth., il a été donné lecture d'une note de Théophile Dufour dans laquelle il signalait l'existence de quatre exemplaires sur papier de cette même plaquette :

1° Un exemplaire qui avait appartenu au chirurgien Jean-Pierre Maunoir († 1861), provenant de François Rocca, commissaire général, c'est-à-dire archiviste, mort en 1776 ; cet exemplaire a été cédé par son fils à Jacques Adert ; à la vente de la bibliothèque de ce dernier, en 1887, il a été acquis par la Bibliothèque nationale à Paris.

2° Un exemplaire appartenant au syndic J. J. Rigaud a été donné par le petit-fils de celui-ci, M. Edouard Naville, à M. Victor van Berchem.

3° Un exemplaire provenant du D^r Abraham Joly (1748-1812), grand-père maternel d'Abraham Beurlin (1799-1866), qui l'a donné à Paul Lullin ; les héritiers de celui-ci l'ont cédé, en 1872, avec tous les livres collectionnés par celui-ci, à la Bibliothèque publique de Genève.

4° Un exemplaire à la Bibliothèque de l'Arsenal à Paris, provenant de l'ancienne bibliothèque de la Sorbonne.

Une fiche de Paul Lullin, écrite vers le milieu du XIX^e siècle, signale un exemplaire existant aux Archives de Genève ; il n'y est plus conservé depuis longtemps ; il serait possible que ce fût le même que celui de Jean-Pierre Maunoir, mentionné ci-dessus.

L'exemplaire sur parchemin de la bibliothèque de La Grange

¹ Voir B. H. G., t. IV, p. 333-334.

est unique¹; il a été exposé en 1896 dans le groupe de l'Art ancien de l'Exposition nationale suisse (*Catalogue* n° 783); il a été légué par William Favre à M. Edouard Favre qui l'a donné (14 octobre 1918) à la Bibliothèque publique et universitaire.

Les impressions sur parchemin sont fort rares chez les imprimeurs genevois du XV^e au XVIII^e siècle; Théophile Dufour n'en connaît que cinq autres:

1° *Officium beate Marie Virginis*, sans lieu ni date, imprimé vers 1479, avec les caractères de Louis Cruse dit Guerbin, édition non citée jusqu'ici, dont le seul exemplaire connu — sur parchemin, on n'en connaît aucun sur papier — était, il y a dix-huit ans, en la possession d'un bibliophile français.

2° *Missale ad usum Gebennensem*, in-folio, imprimé en 1498 par Jean Belot, avec gravures sur bois. La bibliothèque de l'abbaye de Saint-Maurice en a un exemplaire sur parchemin, incomplet, de 51 feuilles sur les 218 que compte cette édition. En 1911, les Archives d'Etat de Genève ont cédé à la Bibliothèque publique 22 feuillets sur parchemin appartenant à la même édition (*Exposition nationale suisse, Catalogue de l'Art ancien*, n° 782).

3° *Le Mirouer du monde*, Genève, Jaques Vivian, 1517, in-4, goth., à la Bibliothèque publique (*Exposition nationale suisse, Catalogue de l'Art ancien*, n° 784).

4° CALVIN, *Commentaires sur la concordance ou harmonie des Evangiles et des Actes*, [Genève,] Conrad Badius, 1561, in-8.

5° CALVIN, *Commentaires sur les Epistres*, [Genève,] Conrad Badius, 1561, in-8.

De ces deux volumes, comprenant ensemble plus de 2500 pages, la Bibliothèque nationale à Paris possède un exemplaire sur parchemin, que sa grosseur a fait relier en quatre volumes, et qu'elle avait acquis en 1817 à la vente du comte de MacCarthy Reagh.

¹ En mars 1924, MM. Emile Rivoire et Victor van Berchem ont trouvé un deuxième exemplaire sur parchemin aux Archives d'Etat à Turin (Genève, catégorie I, paquet 6, n° 26). Les articles sont numérotés à la plume. Sur le titre, se trouve une note: « 1357, 23 maggio ». Au verso du dernier feuillet formant couverture on lit: « Gladius Trocterelli pertinent... » écriture du XVI^e siècle, et cette note: « Ce livre n'est mis dans cette caisse pour autrre, sinon pour monstrer quelle estoit la jurisdiction du vidonne dans Geneve ainssi qu'est contenu au premier article de ces franchises. » [Signé:] « Guilliet. » (*Note de MM. Emile Rivoire et Victor van Berchem.*)

THÉOPHILE DUFOUR

PAR

Edouard FAVRE¹

PRÉSIDENT

Au XIII^e siècle, déjà, on trouve des membres de la famille Dufour à Cartigny. Au XVIII^e siècle, le 1^{er} juillet 1768, Jean-Jacques Dufour était reçu bourgeois de Genève avec ses deux fils aînés, pour 4200 florins, un assortiment à l'Arsenal et cent florins à la Bibliothèque; c'était conforme à l'usage, mais il ne me déplait pas de faire ici mention de la Bibliothèque. Un des petit-fils de ce Jean-Jacques Dufour était Jean-Edouard Dufour qui épousa Elcida Heyer dont il eut, entre autres, deux fils, Louis Dufour-Vernes, notre regretté collègue, archiviste d'Etat, et Théophile-André Dufour.

Ce dernier naquit le 4 octobre 1844; il suivit à Genève le cours habituel des études, Collège, Gymnase, Académie, puis il se voua au droit. Après deux semestres (1864-1865) passés à Heidelberg, il revenait à Genève et, le 23 octobre 1867, il présentait à la Faculté de droit de l'Académie, pour l'obtention du grade de licencié, une thèse intitulée : *Du droit de retour successoral de l'ascendant donateur*. Il était assermenté comme avocat le 29 octobre 1867 et entra comme stagiaire dans l'étude de M^e Castoldi, où il resta jusqu'en 1870.

Voilà des études rondement menées ! Il était entré dans la société d'étudiants de Zofingue le 20 novembre 1861; il en fut vice-président (1863-1864) et pendant quelques mois président. A sa sortie de cette société (4 décembre 1867), il fut nommé membre honoraire de droit et reçut le « ruban d'honneur », en témoignage de reconnaissance pour avoir dressé le *Catalogue des membres de la section genevoise* de 1823 à 1867.

¹ Allocution prononcée à la séance du 30 novembre 1922.

On pressent chez Dufour, dès son enfance, des goûts et des aptitudes qui seront celles de l'érudit.

En tête de sa notice sur les Dufour de Cartigny, John-B. G. Galiffe écrivait en 1857¹ : « Notre jeune collègue, M. Théophile Dufour-Heyer, à qui nous devons la meilleure partie de cet article, a réussi à poursuivre, à l'aide des minutes de notaires, les Dufour jusque dans la première partie du XVII^e siècle. »

Donc, à treize ans, à un âge où la plupart des jeunes gens, on pourrait dire des enfants, ignorent l'existence des minutes de notaires, et alors que ces minutes n'étaient pas encore répertoriées, Dufour consultait déjà cette série redoutable de volumes manuscrits. Sa première publication, faite à l'âge de vingt ans (1864), *la Convention entre Isaac Rousseau et Abel Du Commun à l'occasion de la fuite de Jean-Jacques*, en est tirée, ainsi que sa note sur *Les parents de Casaubon*, parue deux ans après. Dans la plupart des travaux subséquents de Dufour, on trouve les fruits de ses recherches dans cette collection riche en renseignements de tous genres.

C'est assurément Théophile Heyer, commis aux Archives de 1845 à 1864, directeur de ce dépôt de 1866 à 1871, et pour qui Théophile Dufour avait une grande vénération, qui se plut à initier son neveu aux austères délices des Archives, et qui forma le futur archiviste, comme François Théremin initia le jeune homme à l'amour du livre, et forma ainsi le bibliophile et le futur bibliothécaire.

D'Heidelberg, Dufour envoya, en 1865, à la *Feuille centrale de Zofingue* des *Notes statistiques sur la force numérique des sections depuis l'origine de la Société*. En tête de ces quelques pages, il dit : « Ceci n'est pas un important travail, comme l'a qualifié mal à propos, et sans le connaître, le rédacteur des Avis de la *Feuille centrale*. » Ne discerne-t-on pas dans cette note l'impitoyable rectificateur que fut notre collègue ?

Il aimait déjà alors à se mouvoir dans la précision du détail ; le moindre petit problème piquait sa curiosité ; ainsi il a publié dans l'*Intermédiaire des chercheurs et curieux* de nombreuses

¹ *Notices généalogiques sur les familles genevoises*, t. IV, 1857, p. 489.

notes, questions ou réponses, et il écrivait, en 1865, au directeur : « Je ne connais pas de recueil périodique qui m'instruise, m'intéresse et m'amuse à un aussi haut degré¹. »

Durant les années 1867 à 1869, tandis qu'il était à l'étude Castoldi, il travailla pour la Société d'histoire, dont il faisait partie depuis le 10 décembre 1863. Il y présenta plusieurs travaux, il établit la liste des *Ouvrages sur l'histoire de Genève antérieure à 1798, publiés du 1^{er} juillet 1864 au 31 décembre 1866* et, en 1869, il publia le premier *Catalogue* de notre bibliothèque. Puis il partit pour Paris, où il suivit des cours de l'Ecole pratique des Hautes Etudes et de l'Ecole nationale des Chartes (1869-1873); le 27 janvier 1873, il sortait de cette dernière avec le titre d'archiviste paléographe, après avoir présenté une thèse sur *La diplomatie royale de Bourgogne jurane*. Revenu définitivement au pays, il fut chargé de la préparation et de l'impression du *Catalogue de la Société de Lecture*, qui paraissait en 1877.

En janvier 1875, il était nommé secrétaire de notre Société² et, en 1877, directeur des Archives d'Etat, fonctions désintéressées qui consistaient alors à assister de conseils techniques l'archiviste en charge et à surveiller sa gestion.

Il a joué un rôle important dans la magistrature. Le 27 mai 1876, il était élu juge suppléant à la Cour de justice; la même année il était nommé juge à la Cour, et exerça ces fonctions jusqu'en 1884: à deux reprises (1877-1878 et 1879-1881), il présida la Cour. Le 24 mai 1884, il refusa son élection de juge au tribunal civil; le 8 avril 1885, il était nommé juge à la Cour de cassation et, de nouveau en butte à une campagne politique, il dut renoncer à ces fonctions décrétées incompatibles avec celles de bibliothécaire qu'il venait d'assumer. Il fut à deux reprises député au Grand Conseil (1884 à 1885 et 1897 à 1898).

Membre de la Commission de la Bibliothèque publique dès

¹ *Intermédiaire*, 2^{me} année, t. II, n° du 10 décembre 1865, col. 707-708.

² Il exerça les fonctions de secrétaire jusqu'en janvier 1883; il a été président de 1883 à 1885 et de 1887 à 1889. Il a présidé aussi la Classe des Beaux-Arts de 1898 à 1899 et la Société d'histoire de la Suisse romande de 1915 à 1921.

1874, il fut chargé, en 1883, par le Conseil administratif, de rédiger, à nouveau, le catalogue des manuscrits qui avait été publié, en 1779, par Jean Senebier. Il commença par faire un nouveau « Récolement » des manuscrits, c'est-à-dire un inventaire sommaire, accompagné de notes ¹. En janvier 1885, il quittait les Archives avec le titre de directeur honoraire et prenait la direction de la Bibliothèque publique; ces fonctions ne lui laissèrent pas le temps de faire le catalogue proprement dit des manuscrits de celle-ci.

Son travail à la Bibliothèque publique a été fécond; l'organisation du dépôt, les aménagements ne l'intéressaient guère; c'est cependant sous sa direction qu'a été installée la salle Ernest Naville. En revanche, il a rédigé et publié, en 1887, une *Notice* sur la Bibliothèque et le tome VI du *Catalogue* contenant la table alphabétique des tomes I à V, puis, en 1899, les tomes VII, VIII et IX, du *Deuxième supplément* du Catalogue. Il ne se fait guère qu'à lui-même, aussi ce fut un travail personnel qui passa presque inaperçu, et cependant ceux qui ont jamais fait un catalogue et une table alphabétique savent ce qu'une publication semblable suppose de recherches et de patient labeur. Il était au courant des ventes; il a dirigé les achats pour la Bibliothèque avec soin et compétence. A la vente Adert (1887) il a acheté 1353 volumes (incunables et impressions genevoises rares) et 85 manuscrits (autographes, etc.). En 1900, il quittait la direction et était nommé directeur honoraire.

La Ville de Genève trouva en Théophile Dufour un précieux appui au cours du long procès qu'elle soutint contre les Civry qui revendiquaient l'héritage du duc de Brunswick ². En 1892, Théophile Dufour se rendit à Londres et il entreprit, « avec un zèle et une intelligence dignes de tout éloge, une enquête » qui prouva que les lettres patentes par lesquelles le Duc reconnais-

¹ Ce « récolement », contenu dans un in-folio de 268 feuillets, est tout entier de la main de Dufour. — Nous devons les renseignements sur l'activité de celui-ci à la Bibliothèque à M. Frédéric Gardy, directeur actuel.

² Voir *Mémorial des séances du Conseil municipal de Genève*, 1892-1893, séance du 15 juillet 1892, p. 154 et suiv.; et 1898-1899, séance du 21 mars 1899, p. 990 et suiv.

sait M^{me} de Civry comme sa fille, lettres qui auraient été déposées au British Museum, n'avaient jamais existé dans ce dépôt; le Tribunal de la Seine qualifia cette production de lettres patentes « d'indigne comédie ».

En appel, les consorts Civry essayèrent de nouveau de faire croire à ces lettres patentes en produisant un imprimé, daté de Kiel 1835, qui contenait le texte de cette reconnaissance. Le 23 janvier 1899, Dufour recevait la copie de ces documents; le 25, il partait pour Paris, voyait la dite brochure, prouvait qu'elle était de date beaucoup plus récente et qu'elle avait été introduite subrepticement dans un dossier des Archives Nationales. « Introduire des documents dans un dépôt d'archives afin d'en obtenir ensuite des expéditions régulières est une supercherie qui n'est pas nouvelle. » Le 16 mars, la Cour d'appel confirmait le jugement de première instance, et Dufour conclut son rapport ainsi: « L'affaire semble être enfin terminée et, malgré l'esprit inventif des Civry, on ne voit guère à quelle nouvelle supercherie ils pourraient désormais se livrer. » Ce jour-là, beaucoup de ceux qui traitent volontiers les érudits de « chercheurs de petites bêtes » trouvèrent que la critique a du bon et qu'elle peut être utile. Ce n'est pas sans profit que ceux qui s'intéressent aux méthodes d'investigation et de critique liront le rapport de Dufour adressé, en 1899, au Conseil administratif. En 1907, Théophile Dufour fut de nouveau délégué par le Conseil administratif, pour la même affaire, cette fois à Brunswick, et il constata que les documents présentés par les Civry étaient les mêmes que ceux déposés antérieurement devant les tribunaux français¹.

En avril 1897, une société était fondée sous le nom de Musée historique de la Réformation. Dufour en fut jusqu'à sa mort le vice-président; il a dirigé les achats. C'est à lui que cette société doit de posséder quelques ouvrages très rares; il l'a empêchée d'autre part d'acheter une fausse lettre de Calvin, si admirablement fabriquée qu'il fallut toute sa science pour

¹ *Compte rendu de l'administration municipale de la Ville de Genève pendant l'année 1907*, Genève, 1908, gr. in-8, p. 28-29.

découvrir l'imposture. A plusieurs autres reprises, il a dénoncé dans la presse ou dans des travaux présentés à la Société d'histoire (1886, 1901), aux assemblées générales du Musée de la Réformation (1907, 1910 et 1911), de faux autographes de Calvin plus ou moins grossièrement fabriqués; les faussaires avaient affaire avec Théophile Dufour à forte partie.

Les mémoires¹ de notre Société permettent de retrouver les traces de beaucoup de travaux de Dufour, publiés ou inédits; il a présenté en effet, de 1864 à 1913, près de cent travaux ou notes, non compris les comptes rendus d'ouvrages divers. Depuis 1913, ses communications sont devenues rares.

On peut distinguer, dans ses travaux, quatre grandes catégories: les travaux bibliographiques, les travaux relatifs au moyen âge, les travaux relatifs au XVI^e siècle et à Calvin, les travaux relatifs au XVIII^e siècle et à Rousseau. Cette classification laisse de côté de nombreuses recherches qui sont restées inédites, mais comment être complet lorsqu'on a affaire à un homme ayant des connaissances aussi étendues, qui ne pouvait toucher à un sujet sans apporter quelque chose de nouveau et qui ne publiait que rarement le résultat de ses recherches?

Parmi les travaux relatifs au moyen âge, il faut mentionner son mémoire inédit (1891) sur la question Adhémar Fabri, qui mettait fin à une longue discussion sur le nom de l'évêque de Genève, et *Une lettre de Charles VIII* (1892). Pour le XVI^e siècle, citons d'abord ses travaux de bibliographie et d'histoire littéraire: *Notice bibliographique sur le Cavalier de Savoie, le Citadin de Genève et le Fléau de l'aristocratie genevoise* (1877), sa *Notice bibliographique sur le Catéchisme et la Confession de foi de Calvin et sur les autres livres imprimés à Genève et à Neuchâtel dans les premiers temps de la Réforme* (1878), *Clément Marot et le psautier huguenot* (1881), ses notes sur un ouvrage inconnu de Samuel Chappuzeau (inédit 1884), et sur *La voix des Mousquetaires*, par Antoine de Paret (inédit 1885), *Du lieu de publication et de l'auteur de l'Histoire ecclésiastique des Eglises*

¹ *Mémorial des cinquante premières années*, Genève, 1889, in-8 et *Mémorial des années 1888 à 1913*, Genève, 1917, in-8.

réformées du royaume de France, 1580 (1890), *J. Perrissin et J. Tortorel* (1885), enfin sa réimpression de la *Pronostication satyrique pour l'année 1526* (1894).

Dufour préparait un important ouvrage sur les annales de la typographie genevoise au XV^e siècle et au début du XVI^e siècle; il faut espérer que ces notes seront, un jour, publiées; on peut se faire une idée de leur importance par sa *Notice bibliographique* insérée dans *Le Catéchisme français de Calvin* publié en collaboration avec Albert Rilliet, par la description, placée en tête de la *Pronostication*, de quatorze opuscules sortis des presses de Wigand Kœln de 1521 à 1534, par le catalogue qu'il a établi de la section des *Arts graphiques* inséré dans le *Catalogue de l'Art ancien de l'Exposition nationale suisse, Genève 1896*, et par les notes dont il a enrichi la deuxième et la troisième partie du *Catalogue de la bibliothèque de feu M. Ernest Strœhlin*.

Il a fourni de nombreux renseignements à son beau-père Henri Bordier, qui rééditait *La France protestante*, et il inséra plusieurs articles dans cet ouvrage.

Pour le XVI^e siècle encore et le commencement du XVII^e, il a publié des *Notes sur le couvent de Sainte-Claire à Genève*, (1879), *Deux relations sur l'Escalade* (1880), une *Notice sur Esaïe Colladon* (1883), le livre des dépenses de Spifame (inédit 1883), *Giordano Bruno à Genève* (1884), *Un opuscule inédit de Farel* (1886), *Bâle, Genève et Zurich en 1558* (1886), *Une fausse lettre de Calvin* (1901). Lors du jubilé de 1909 — il fut alors nommé docteur *honoris causa* de l'Université de Genève — on lui demanda avec instance de publier un volume de documents et de notes relatifs à Calvin; il refusa obstinément; plus tard (1913), il inséra quelques pages de *Calviniana* dans les *Mélanges offerts à M. Emile Picot*. Un de ses derniers travaux a été l'annotation, les notes additionnelles et les errata du tome VIII (1922) des *Registres du Conseil de Genève, 1514-1520*.

Pour le XVIII^e siècle, nous devons nous borner à mentionner: *William Windham et Pierre Martel, relations de leurs deux voyages aux glaciers de Chamonix* (1879), des lettres de Micheli du Crest (inédit 1885), des documents sur Liotard

(inédit 1887), enfin de nombreuses notes et travaux sur J. J. Rousseau depuis la *Convention entre Isaac Rousseau et Abel Du Commun* (1864) jusqu'à son travail sur *La première rédaction des Confessions de J. J. Rousseau* (1909). P. M. Masson a dit de lui, à propos de ses recherches sur Rousseau¹ : « Depuis bien des années, un éminent érudit genevois, dont tous ceux qui savent les travaux savent aussi l'exactitude et la sûreté, recueille toutes les lettres éparses de Jean-Jacques, inédites ou déjà publiées. Il les date, les classe, et prépare ainsi une édition générale de la Correspondance. Sont-ce les scrupules d'un travailleur trop exigeant pour lui-même et décidé à ne livrer au public qu'un ouvrage impeccable, ou les hésitations d'éditeurs trop prudents, qui retiennent jusqu'ici l'œuvre à peu près achevée dans les cartons de M. Théophile Dufour ? Je ne sais. Il faut désirer que toutes les difficultés soient enfin surmontées, et que M. Dufour nous fasse bientôt largesse de ses trésors.² »

Pour le XIX^e siècle, Théophile Dufour a publié *Quelques lettres de G. H. Dufour* (1884); des notices nécrologiques sur *Albert Rilliet* (1886), *Amédée Roget* (1886), *Charles Le Fort* (1888). Dans son *Allocution* lors du cinquantenaire de notre Société (1888), il donna un aperçu des « riches étendues à parcourir et à exploiter dans le champ pourtant très restreint de notre histoire et de notre archéologie locales ». Ce méticuleux, cet exact à outrance savait s'élever au-dessus du détail : « Si la recherche du vrai, disait-il en terminant, est le but auquel nous devons aspirer, la découverte du vrai sera notre récompense. »

Dufour apportait le plus grand soin à la composition et à la forme de ses travaux, le style en était précis et concis. Pourquoi n'a-t-il pas publié davantage ? Il y a plusieurs raisons : d'abord le souci d'impeccabilité ; puis son esprit, singulièrement sagace, pénétrait tous les sujets ; il en examinait les moindres recoins que d'autres auraient ignorés ou dans lesquels ils

¹ *Comment connaître Jean-Jacques ?* dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 juin 1912, p. 875.

² Tout récemment, en mai 1924, le tome I^{er} de la *Correspondance générale de J.-J. Rousseau* a paru, collationnée sur les originaux, annotée et commentée par Théophile Dufour.

auraient jugé inutile de pénétrer. Si un détail, quelque minime qu'il fût, l'arrêtait dans son investigation, il remettait la publication à plus tard. Enfin, nous avons compris, lorsque, le cœur serré, nous avons, après sa mort, pénétré dans son cabinet, que l'accumulation des notes et des documents avait, à la longue, produit une obstruction qui lui en rendait la publication impossible; il n'en avait plus ni le temps, ni, peut-être, les forces.

Dufour était un admirable correcteur d'épreuves; il n'y avait, pour lui, pas de détails: ne fût-ce que la ponctuation ou la manière de guillemetter, tout importait.

Je lui avais succédé comme secrétaire à la Société d'histoire et je dus mettre sur pied le tome XXII de nos *Mémoires*; naturellement, j'eus recours à lui et je lui envoyai à Evolène, où il passait ses vacances en juillet 1886, les placards du *Bulletin*. Il les reçut à midi, me les réexpédia le lendemain et m'écrivait: « J'ai passé presque tout le reste de la journée à les relire; vous serez peut-être effrayé, au premier abord, du nombre des corrections et additions, mais vous êtes tout à fait libre de les rejeter ou de les accepter, cela va bien sans dire... Je me suis toujours efforcé d'uniformiser la rédaction de ces analyses de séances. » Suivait une série d'exemples; et il continuait: « Ce sont là des minuties, j'en conviens, mais, à mon avis, elles contribuent à donner à cette partie du *Bulletin* (la plus importante pour les lecteurs qui ne font pas partie de la Société ou qui ne viennent pas aux séances), une apparence de soigné et d'achevé qui n'est pas à dédaigner. » Un an plus tard, je travaillai, avec son aide, à établir le *Mémorial des cinquante premières années* de notre Société. Ce que je sais, en fait de typographie, je l'ai appris de lui au cours de ces travaux.

Devant ses critiques faites d'un ton parfois un peu rude, il fallait s'incliner avec le sourire et prendre certaines duretés d'expression comme une preuve d'intérêt et même d'amitié. M. Emile Doumergue l'avait bien compris; écoutez plutôt le témoignage qu'il rend à Dufour¹: « Comme cet étonnant érudit sait lire, avec un œil qui voit tout, avec une mémoire à laquelle

¹ *Jean Calvin*, t. II, p. 11.

rien n'échappe et avec une science dont la minutie et la sûreté ne pouvaient avoir de rivale que la science de M. Herminjard lui-même! Une pareille *correction* mériterait le nom de collaboration, je ne le refuse pas. »

Nombreux sont ceux qui ont eu recours à Dufour et auxquels il a fait largesse de ses trésors : Herminjard ¹ par exemple, Henri Bordier, Emile Doumergue, Charles Borgeaud et tant d'autres. Une liste dressée par Dufour lui-même porte les noms de soixante auteurs auxquels, jusqu'en 1900, il avait fourni des notes; à quel nombre serait-il arrivé s'il avait continué la liste jusqu'à sa mort? ² Quant à ceux qui lui sont redevables de conseils pour l'ensemble d'un travail, il ne faut pas songer à articuler un nombre. Combien j'en vois devant moi qui ont eu le privilège d'être ses obligés, et dans combien d'avant-propos son nom n'est-il pas mentionné avec gratitude!

Epris de vérité, il était un fanatique de précision. Dans la conversation même, il aimait le mot propre et si on ne l'employait pas, il feignait parfois de ne pas comprendre pour reprendre ensuite son interlocuteur, c'était plus fort que lui.

Les éditeurs français d'Agrippa d'Aubigné étaient venus consulter à Bessinge des manuscrits; la lecture n'en était pas facile et Dufour, jeune encore, fut appelé à la rescousse. Après qu'il eut lu un passage difficile, un de ces messieurs lui dit : « Alors, vous lisez... » — « Je ne lis pas, répond Dufour, il y a. » Ce n'était pas sa personne qui importait, c'était la vérité.

On lui a reproché de considérer les sujets sur lesquels il avait travaillé, que ce fût la correspondance de Rousseau, les impressions genevoises de la première moitié du XVI^e siècle, les manuscrits de la Bibliothèque publique et universitaire, comme des chasses réservées. On redoutait, en effet, d'y toucher, on redoutait de l'affronter. Dufour n'aimait pas qu'on eût peur de lui, il fallait l'aborder franchement, presque de force.

¹ Voir la *Correspondance des Réformateurs*, t. III, p. 417; t. IV, p. 418-420 et 453 n. 1; t. V, p. 234 n. 20, p. 261-262, p. 406 n. 29; t. VII, p. 251, n. 2.

² Nous n'avons pas voulu surcharger la Bibliographie qui suit de la mention de toutes ces notes.

Il avait le sentiment très net — et qui parfois revêtait une forme un peu agressive — de l'excellence de ses méthodes; il s'inclinait cependant devant les Albert Rilliet, les Herminjard, les Léopold Delisle, les Emile Picot et beaucoup d'autres de l'Ecole des chartes, car on l'a dit très justement, « Dufour était passionnément chartiste; pour lui rien ne pouvait sortir de « l'Ecole » que de bon ¹. »

S'il se réservait certains sujets qui lui étaient chers, ce n'était pas tant par amour-propre que parce qu'il craignait — quelquefois à tort — qu'en les traitant, quelqu'un, qui n'avait ni sa valeur ni son savoir, ne les gâtât irrémédiablement.

Une fois qu'on avait forcé l'accès auprès de lui, je le répète, nul n'était plus obligeant. « Très peu de temps avant sa mort, écrit un de ses nombreux obligés, il a bien voulu entreprendre des recherches fort ardues pour éclaircir certaines questions concernant des éditions genevoises ou des personnes peu connues ayant séjourné dans cette ville ². » Quand on lui disait : « Vous êtes trop bon », lui-même en convenait par ce docte aveu : « *Operibus alienis obruor.* »

Théophile Dufour était d'une nature sensible; en vrai Genevois il ne voulait pas le paraître; il se défendait contre son cœur, mais parfois son cœur était le plus fort. Je me souviens qu'à la séance du 8 novembre 1883, alors qu'il nous lisait sa notice sur Albert Rilliet, l'émotion lui coupa la parole et il refoula un sanglot. Quelques années après, il écrivait à un ami qui venait de perdre son père : « ... Pour un fils... le départ des parents aimés qui vous rappellent toute une jeunesse, n'est comparable à aucun autre. Vous ressentirez vivement l'impression cruelle et multiple qu'il traîne après lui, la profonde blessure au cœur, la disparition du plus fidèle des conseils, l'absence d'un point d'appui dans la vie... Votre excellent père va vous suivre de plus près encore, maintenant que vous chercherez en vain autour

¹ H. Delarue, *Théophile Dufour*, dans la *Semaine littéraire* du 16 décembre 1922.

² H. de Vries de Heeckelingen, *Correspondance de Bonaventura Vulcanius pendant son séjour à Cologne, Genève et Bâle 1573-1577*, La Haye, 1923, in-8, p. 3.

de vous la chère image à laquelle vous étiez attaché par des liens si forts. »

Je ne me serais pas permis de parler des sentiments intimes de Dufour, ce grand respectueux du vrai, si je n'avais pas la certitude que mon témoignage est irrécusable.

Et maintenant que nous ne pouvons plus avoir recours à lui, tout son savoir est-il perdu pour nous ? Quelqu'un avec qui je déplorais, il y a quelques années, qu'il n'eût pas publié davantage me disait : « Il faut des hommes comme ça, » c'est-à-dire des hommes qui travaillent avec désintéressement pour ceux qui leur succéderont dans les mêmes recherches. Au nom de vous tous, Messieurs, j'ose exprimer le désir que son œuvre sera continuée et pour cela, que ses travaux et ses notes seront mis au service de la science pour laquelle il a tant œuvré.

Avec Théophile Dufour, notre Société a perdu, le 13 novembre dernier, le plus ancien de ses membres et l'un des plus méritants. Nous autres, ses collègues, qu'il avait honorés de son amitié et qu'il avait enrichis de son savoir, nous nous sentons comme éperdus, n'ayant plus ses conseils à recevoir ni sa science à consulter.

BIBLIOGRAPHIE DES TRAVAUX

DE THÉOPHILE DUFOUR

I. Ouvrages, opuscles et articles.

1. — Convention entre Isaac Rousseau et Abel Du Commun, à l'occasion de la fuite de Jean-Jacques. M. D. G.¹, t. XV, 1^{re} partie, septembre 1864, p. 151-152.

2. — Du droit de retour successoral de l'ascendant donateur. Dissertation présentée à la Faculté de droit de l'Académie de Genève pour obtenir le grade de licencié en droit. Genève, 1867, in-8 de 72 p.

3. — Le parents de Casaubon. Documents nouveaux sur Isaac et sa famille. *Intermédiaire des chercheurs et curieux*, 3^{me} année, t. III, n° du 10 février 1866, col. 76-83.

Nous ne donnons pas le détail de 17 questions ou réponses, la plupart signées, parues dans l'*Intermédiaire*, t. II (1865), col. 552, 572, 586, 592, 617, 622, 653, 654, 695, 707; t. III (1866), col. 7, 94, 358, 547, 747 et t. IV (1867-1868), col. 15, 46. Nous en avons trouvé la liste dans les papiers de Th. Dufour; nous ne savons pas si elle est complète.

4. — Etude sur la diplomatie royale de Bourgogne-Jurane (888-1032), suivie d'un régeste des actes rodolphiens. Positions de la thèse soutenue [à l'Ecole nationale des chartes] pour obtenir le diplôme d'archiviste paléographe. *Positions des thèses soutenues par les élèves de la promotion 1872-73*, Paris, 1873, in-8, p. 17-22. — Tirage à part, Paris, 1873, in-8 de 7 p.

¹ M. D. G. = *Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*.

B. H. G. = *Bulletin* publié par la même Société.

5. — Mémoires de Jacob Stoër. M. D. G., t. XIX, 1^{re} livr., mars 1875, p. 170-175. — Anonyme.

Manuscrit communiqué par Albert Rilliet; les *Notes* sont de Th. Dufour.

6. — Notice bibliographique sur *Le Cavalier de Savoie*, *Le Citadin de Genève* et *Le Fléau de l'aristocratie genevoise*. M. D. G., t. XIX, 2^{me} livr., juillet 1877, p. 318-343. — Tirage à part, Genève, 1877, in-8 de 28 p.

7. — Notes et articles dans *La France Protestante* d'Eugène et Emile Haag, 2^{me} éd. sous la direction de Henri Bordier, Paris, 1877-1886, 6 vol. in-8: Agier (Jacques), t. I (1877), col. 50-51; Anthoine (Mathieu d'), *ibidem*, col. 284; Arrault, *ibidem*, col. 387-388; Autran (Pierre), *ibidem*, col. 590; Bouillane (de), t. II (1879), col. 984-990; Chapat (Louis), t. IV (1884), col. 1-6.

Outre les articles ci-dessus et signés, Th. Dufour a fourni à *La France Protestante* plusieurs renseignements; voir, entre autres, t. I, col. 679-687, col. 713-718; t. II, col. 81-83, t. IV, col. 1073-1074; t. V, col. 1151-1152.

8. — Notice bibliographique sur le Catéchisme et la Confession de foi de Calvin (1537) et sur les autres livres imprimés à Genève et à Neuchâtel dans les premiers temps de la Réforme (1533 à 1540). *Le catéchisme français de Calvin publié en 1537..... avec deux notices par Albert Rilliet et Théophile Dufour*, Genève, 1878, pet. in-8, p. xcix-colxxxii. — Tirage à part, Genève, 1878, pet. in-8 de 192 p.

9. — Jean-Jacques Rousseau et M^{me} de Warens. Notes sur leur séjour à Annecy, d'après des pièces inédites. *Revue Savoisiennne*, n° du 31 juillet 1878, p. 65-73, avec un plan. — Tirage à part, avec un plan, Annecy, 1878, in-8 de 38 p.

Ces notes avaient été précédées d'une lettre de Th. Dufour demandant des renseignements, datée de Genève, 11 juin 1878, et insérée dans la *Revue Savoisiennne*, n° du 30 juin 1878, p. 57.

10. — William Windham et Pierre Martel, relations de leurs deux voyages aux glaciers de Chamonix (1741-1742). Texte original français publié pour la première fois, avec une introduction et des notes. *Echo des Alpes*, 1879, p. 19-35, 85-99, 180-196, 247-265. — Tirage à part, Genève, 1879, in-8 de 69 p.

11. — Notes sur le couvent de Sainte-Claire, à Genève (1476-1535). M. D. G., t. XX, 1^{re} livr., octobre 1879, p. 119-145, avec 1 pl. et errata, p. 228. — Tirage à part, Genève, 1879, in-8 de 29 p. avec 1 pl.

12. — Deux relations de l'Escalade, suivies d'une lettre de Simon Goulart. Genève, décembre 1880, in-8 de 24 p.

13. — Comédie du monde malade et mal pensé (1568), par Jacques Bienvenu, précédée par deux poèmes sur l'alliance de Berne et de Genève (1558). Genève, 1882, pet. in-8 de 76 p.

Cette réimpression, publiée par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève à l'occasion de la 37^{me} réunion annuelle à Genève de la Société générale suisse d'histoire (7-8 août 1882), devait être précédée d'une introduction qui n'a pas paru.

14. — Notice sur Esaïe Colladon. *Journal d'Esaïe Colladon, Mémoires sur Genève, 1600-1605*, Genève, 1883, in-8, p. v-xi. — Tirage à part, Genève, décembre 1883, in-8 de 8 p.

15. — Quelques lettres de G. H. Dufour (1813-1815). *Journal de Genève*, n^o spécial du 2 juin 1884. — Tirage à part, Genève, [1884,] in-8 de 21 p.

16. — Notice généalogique sur la famille Chenevière, de Genève, originaire du Lyonnais. Genève, janvier 1884, in-8 de 30 p. — Extrait des *Notices généalogiques sur les familles genevoises*, t. V, Genève, 1884, in-8, p. 293-320. — Signé X...

17. — Giordano Bruno à Genève (1579). Documents inédits. *Journal de Genève* du 15 juillet 1884. — Tirage à part, Genève, 1884, in-8 de 19 p., avec un fac-similé.

Cette brochure, traduite en italien et jointe à des articles de Marc Monnier, a été publiée par le prof. Francesco Giancola, sous le titre : Monnier-Dufour, *Giordano Bruno*, Roma, 1885, pet. in-8 de 101 p. L'article de Dufour figure aux pages 83-95, avec des notes p. 97-100 et un fac-similé. En tête du volume (p. 9), se trouve une lettre de Dufour, datée de Genève, le 25 janvier 1885, autorisant la traduction.

18. — La vie de Tortorel et de Perrissin. *Les grandes scènes historiques du XVI^e siècle, reproduction fac-similé du recueil de J. Tortorel et de J. Perrissin*, publiée sous la direction de

M. Alfred Franklin, Paris, 1886, in-fol., notice n° I, datée d'août 1885. — Tirage à part intitulé: Notice sur Jean Perrissin et Jacques Tortorel, Paris, 1885, in-8 de 43 p.

19. — Un opuscule inédit de Farel: Le résumé des actes de la Dispute de Rive (1535). M. D. G., t. XXII, 1886, p. 201-240. — Tirage à part, Genève, 1885, in-8 de 42 p.

20. — Amédée Roget, allocution à la Société d'histoire et d'archéologie, le 8 novembre 1883. M. D. G., t. XXII, 1886, p. 297-301. — Tirage à part, Genève, 1886, in-8 de 7 p.

21. — Albert Rilliet, allocution à la Société d'histoire et d'archéologie, le 8 novembre 1883, suivie d'un appendice bibliographique. M. D. G., t. XXII, 1886, p. 302-318. — Tirage à part, Genève, 1886, in-8 de 19 p.

22. — Bâle, Zurich et Genève en 1558, fragment de lettre d'un Anglais, [John Bale]. M. D. G., t. XXII, 1886, p. 371-380. — Tirage à part, Genève, 1886, in-8 de 12 p.

23. — Allocution à la Société d'histoire et d'archéologie de Genève dans la séance publique tenue le 2 mars 1888 à l'occasion du cinquantième anniversaire de sa fondation. *Mémorial des cinquante premières années de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, Genève, 1889, in-8, p. 283-288. — Tirage à part, Genève, [s. d.,] in-8 de 8 p.

24. — Charles Le Fort. Allocution à la Société d'histoire et d'archéologie, le 15 novembre 1888, [avec une] Bibliographie des travaux de Charles Le Fort. M. D. G., t. XXIII, 4^{me} livr., 1894, p. 567-600. — Tirage à part, [Genève, 1893,] in-8 de 38 p., avec une bibliographie et un portrait.

25. — Notice généalogique sur la famille Bordier de Genève, originaire d'Orléans. Genève, novembre 1891, in-8 de 38 p. — Signé: Th. D. — Extrait des *Notices généalogiques sur les familles genevoises*, par J.-A. Galiffe, t. II, 2^{me} éd., Genève, 1892, in-8, p. 808-842. — Anonyme.

Cette notice a été en partie reproduite sous le titre: Bordier, famille du Petit Conseil de la République de Genève, dans l'*Almanach généalogique*

suisse, t. III, année 1910, Bâle, 1909, in-16, p. 45-52. — Tirage à part, s. l. n. d., in-16 de 8 p. — Anonyme.

Pour une fête de famille, Th. Dufour a publié : *Cousin et Cousine.....* au 15^{me} degré, Genève, novembre 1891, in-8 de 1 p. — Signé : Th. D.

26. — Lettre de Charles VIII, roi de France (1483). B. H. G., t. I, 2^{me} livr., octobre 1892, p. 189-191. Erratum, *ibid.*, p. 548, signé : Th. D.

Cette lettre doit être datée de 1490.

27. — Collection des bibliophiles genevois, réimpressions de pièces du XVI^e siècle, publiées et annotées par Th. Dufour. I. Merveilles advenir en cestuy an vingt et sis. Pronostication satirique pour l'année 1526 [Genève, Wigand Kœln]. Genève, 1893, in-8 de 43 p.

L'avant-propos, daté d'août 1893, est signé : Th. D. La plaquette, la seule de la collection, a paru en juillet 1894.

28. — Une fausse lettre de Calvin. *Journal de Genève* du 4 mai 1901. — Tirage à part, Paris, 30 avril [1901], in-8 de 7 p.

29. — Allocution au jubilé cinquantenaire de la Société de l'histoire du protestantisme français. *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, t. LI, 1902, p. 357-359.

30. — Jean-Jacques Rousseau chimiste, d'après des documents inédits. *La Semaine littéraire* du 17 décembre 1904. — Tirage à part, sous le titre : Les institutions chimiques de Jean-Jacques Rousseau (avec additions et un fac-similé), Genève, janvier 1905, in-8 de 23 p.

31. — Pages inédites de Jean-Jacques Rousseau. *Annales de la Société Jean-Jacques Rousseau*, t. I, 1905, p. 179-245. — Tirage à part, première série, Genève, novembre 1905, in-8 de 69 p.

32. — Le testament de Jean-Jacques Rousseau (février 1763). B. H. G., t. III, livr. 1, octobre 1906, p. 39-54. — Tirage à part, Genève, février 1907, in-8 de 19 p.

33. — Pages inédites de Jean-Jacques Rousseau. Deuxième série. *Annales de la Société Jean-Jacques Rousseau*, t. II, 1906, p. 153-270. — Tirage à part, Genève, février 1907, in-8 de 120 p.

34. — Jean-Jacques Rousseau. La première rédaction des Confessions (livres I-IV), publiée d'après le manuscrit autographe. *Annales de la Société Jean-Jacques Rousseau*, t. IV, 1908, Genève, [1909,] p. v-xvi et 1-276. — Tirage à part, Genève, novembre 1909, in-8 de xii et 278 p.

35. — Quelques lettres de J. J. Rousseau (1766-1769). Genève [décembre] 1910, in-8 de 60 p.

36. — Calviniana. *Mélanges offerts à M. Emile Picot, membre de l'Institut, par ses amis et ses élèves*, t. II, Paris, 1913, in-8, p. 51-66. — Tirage à part, Paris, novembre 1911, in-8 de 16 p.

37. — Notice généalogique sur la famille Romilly de Genève, originaire de Gien. Lausanne, mai 1918, in-8 de 27 p. — Signé: Th. D. — Extrait du *Recueil généalogique suisse, série Genève*, t. III, Lausanne, 1918, in-8, p. 309-333. — Signé: Th. D.

38. — Correspondance générale de J. J. Rousseau, collationnée sur les originaux, annotée et commentée. Tome premier: Rousseau et M^{me} de Warens, Rousseau à Venise, Rousseau à Paris (1728-1751). Paris, 1924, in-8 de xii et 390 p., avec six planches hors texte.

II. Comptes rendus, rapports, catalogues et listes, arrêts de la cour, notes, etc.

39. — Notes statistiques sur la force numérique des Sections depuis l'origine de la Société [de Zofingue] (1819-1864). *Feuille centrale, organe officiel de la Société de N.-Zofingue*, 5^{me} année, Genève, 1864-1865, n° 10, août 1865, p. 311-321. — Daté: Heidelberg, juillet 1865.

40. — Catalogue des membres de la Section genevoise de la Société de Zofingen [1823-1867]. Genève, 1867, in-4 obl. de 36 p. — L'avant-propos est signé: Th. D.

41. — [Liste des] Ouvrages sur l'histoire de Genève antérieurs à 1798, publiés du 1^{er} juillet 1864 au 31 décembre 1866, ou omis dans les listes précédentes. M. D. G., t. XVI, 2^{me} livr. (mai 1867), p. 444-465. — Anonyme.

42. — *Id.*, du 1^{er} janvier 1867 au 31 décembre 1869. M. D. G., t. XVII, 1^{re} livr. (mars 1870), p. 132-146. — Anonyme.

43. — *Id.*, du 1^{er} janvier 1870 au 31 décembre 1874. M. D. G., t. XIX, 1^{re} livr. (mars 1875), p. 176-197. — Anonyme.

44. — *Id.*, du 1^{er} janvier 1875 au 31 décembre 1878. M. D. G., t. XX, 1^{re} livr. (octobre 1879), p. 170-218. — Signé : Th. D.

45. — Catalogue des livres appartenant à la Société d'histoire et d'archéologie de Genève. Genève, [septembre] 1869, in-8 de iv et 96 p. — Anonyme.

Comme secrétaire de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, de 1875 à 1882, Théophile Dufour a non seulement surveillé l'impression des tomes XIX (1875-1877), XX, livr. 1 (octobre 1879) et livr. 2 (septembre 1881) et XXI (décembre 1882) des M. D. G., mais il a rédigé les quatre Bulletins qui figurent dans les tomes XIX et XX des M. D. G. et les errata et addenda dans M. D. G. t. XVIII (1872) p. 419-425.

46. — [Avec Albert Rilliet.] Catalogue des livres acquis par la Société de lecture dès son origine jusques en 1876 [avec table des auteurs et table des anonymes]. Genève, 1877, in-8 de vii et 1238 p., plus 302 p. de tables. — Anonyme.

D'après les *Rapports* annuels de la Société de lecture, les travaux de préparation et d'impression du catalogue commencèrent en 1873; ils furent confiés à Th. Dufour; ils furent terminés le 31 décembre 1876. Albert Rilliet assista Th. Dufour « jusqu'au bout, de ses conseils éclairés et de sa coopération effective ».

47. — The Centenary of J. J. Rousseau, dans *The Athenaeum*, n° du 13 juillet 1878, p. 49-50. — Daté : Geneva, July 6, 1878.

48. — Rapports sur les Archives d'Etat pour les années 1877 à 1884, dans le *Rapport sur la gestion du Conseil d'Etat*: 1877, p. 24-27; 1878, p. 23-27; 1879, p. 18-23; 1880, p. 19-22; 1881, p. 367-369; 1882, p. 39-40; 1883, p. 48-51; 1884, p. 34-35. — Anonymes.

49. — [Elie Le Royer.] *La Semaine judiciaire* du 24 février 1879, p. 29-30. — Signé: Th. D.

D'après une note trouvée dans ses papiers, Th. Dufour, a rédigé plusieurs des Arrêts de la Cour de justice civile, publiés dans la *Semaine judiciaire*, entre autres: Affaire Gambini contre de Vernon, t. II, Genève, 1880, in-8, p. 772-781.

50. — *Clément Marot et le psautier huguenot. Etude historique, littéraire, musicale et bibliographique...* par O. Douen. Paris, 1878-1879, 2 vol. gr. in-8 de XII-746 et VI-715 p. Compte rendu dans la *Revue critique d'histoire et de littérature*, 15^{me} année, 1881, nouv. série, t. XI, p. 85-93 et 103-114. — Tirage à part, Le Puy, 1881, gr. in-8 de 20 p.

51. — L'inscription romaine du Vangeron. Note lue, le 6 décembre 1883, à la Société d'histoire et d'archéologie et publiée en partie par Charles Morel, *Genève et la colonie de Vienne sous les Romains (suite)*, dans M. D. G., t. XX (1888), p. 575-576.

52. — Bibliothèque publique [de Genève]. Comptes rendus pour [les années] 1885-1899, dans le *Compte rendu de l'administration municipale de la Ville de Genève*, années 1885-1899. — Tirages à part, Genève, 1886-1900, 15 pièces in-8 de 8 à 12 p.

53. — A propos de Molière. *Journal de Genève* du 10 mai 1887.

54. — Catalogue de la Bibliothèque publique de Genève. Tome VI: table alphabétique [des tomes I à V]. Genève, 1887, in-8 de 585 p. à 2 col. — Anonyme.

55. — *Id.* Notice. Genève, 1887, in-8 de 17 p. — Anonyme.

Cette notice figure en tête du tome VI du *Catalogue*; elle a été tirée à part.

56. — *Id.* Deuxième supplément. Tomes VII (p. I-XVI et 2771-3272), VIII (p. I-XIV et 3273-3789), IX, table alphabétique des tomes VII et VIII, 221 p. Genève, 1890, 3 vol. in-8. — Anonyme.

57. — Université de Genève. Rapport sur le concours pour le prix d'histoire (prix Ador). *Université de Genève. Discours prononcés aux séances tenues dans la salle de l'Aula le 10 janvier 1888, pour la délivrance des prix...* Genève, 1888, in-8, p. 17-20. — Tirage à part, Genève, 1888, in-8 de 4 p.

58. — [Liste des] Publications de la Société de 1838 à 1888. *Mémorial des cinquante premières années de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, Genève, 1889, in-8, p. 247-281. — Anonyme.

59. — Du lieu de publication et de l'auteur de l'*Histoire ecclésiastique des Églises réformées au royaume de France, 1580*. *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, t. XXXIX (1890), p. 285-286.

60. — Le texte des capitulations turques [à propos du conflit franco-bulgare]. *Journal de Genève* du 9 janvier 1892. — Signé: D***.

61. — [Observations sur le projet de création d'une Bibliothèque nationale suisse.] *Protokoll der Sitzungen der Expertenkommission in Sachen der projektierten Nationalbibliothek*, 24. April 1893, in-8 de 31 p., p. 10, 12, 20-22, 25, 26, 28, 29.

62. — [L'auteur des *Mémoires d'une inconnue* et sa famille maternelle.] *Journal de Genève* du 2 mai 1894.

63. — Exposition nationale Suisse, Genève 1896. Catalogue du groupe 25, Art ancien, Genève, 1896, in-8. Troisième section : Arts graphiques, manuscrits ornés, impressions, reliures, gravures, p. 47-110. — Anonyme.

Dans l'avant-propos du *Catalogue de l'Art ancien*, il est dit que Th. Dufour « a complètement installé et catalogué la section des Arts graphiques » ; il a enrichi cette partie du *Catalogue* de nombreuses notes.

64. — Affaire de Civry [rapport de M. Théophile Dufour]. *Mémorial des séances du Conseil municipal de la Ville de Genève, 1898-1899*, séance du 21 mars 1899, p. 990-1012. — Tirage à part intitulé: Affaire de Civry. Communication du Conseil

administratif au Conseil municipal (séance du 21 mars 1899), Genève, 1899, in-8, p. 6-28. — Ce rapport, daté du 20 mars, a paru dans le *Journal de Genève* du 12 avril 1899 sous ce titre : **Affaire de Civry. Rapport de M. Th. Dufour au Conseil administratif de la Ville de Genève.** — Tirage à part, Genève, 1899, in-8 de 32 p.

Déjà en 1892, Th. Dufour s'était rendu à Londres pour examiner un document conservé au British Museum et il avait « entrepris avec un zèle et une intelligence dignes de tout éloge, une enquête » dont on trouvera les résultats dans le *Mémorial des séances du Conseil municipal de la Ville de Genève*, 1892-1893, p. 154 et suiv.

65. — Société auxiliaire du Musée de Genève. Compte rendu de la marche de la Société pendant l'année 1898. Genève, 1899, in-8. Rapport du [vice-] président, p. 5-13.

66. — J. J. Rousseau et Madame de Warens. [Note sur une convention du 6 juillet 1738, portant la signature de J. J. Rousseau.] *L'amateur d'autographes*, 31^{me} année, Paris, Charavay, n° du 15 février 1898, in-8, p. 7. — Signé: Th. D.

67. — Rapport de la Classe des Beaux-Arts sur l'exercice 1898-1899, présenté à la séance générale annuelle de la Société des Arts de Genève, le 18 mai 1899. *Procès-verbaux des séances annuelles de la Société pour l'avancement des arts*, t. XV, 5^{me} fasc., 1899, 82^{me} séance générale, p. 445-459. — Tirage à part, [Genève,] 1899, in-8 de 15 p.

68. — *Aug. de Montaigu. Démêlés du comte de Montaigu, ambassadeur à Venise, et de son secrétaire Jean-Jacques Rousseau (1743-1749)*, Paris, 1904, in-8 de XVI-96 p. avec une pl. hors texte. Compte rendu dans les *Annales de la Société Jean-Jacques Rousseau*, t. I, 1905, p. 305-306. — Signé: Th. D. — Tirage à part, Genève, 1905, in-8 de 3 p.

69. — Lettres de Mallet-Du Pan à Mounier (1789-1799). [Résumé d'un mémoire présenté à la Société d'histoire et d'archéologie, séance du 22 novembre 1906.] B. H. G., t. III, livr. 2, 1908, p. 58-59.

70. — Lettre dans la brochure de A. Lahure. *Du droit de publication posthume de lettres missives*, Paris, 1909, in-8 de 34 et XLVIII p., p. XIV. — Cette lettre est datée de Genève, le 8 décembre 1908, 6, route de Florimont [pour Florissant].

71. — *Le Gaulois du Dimanche, Supplément hebdomadaire, littéraire et illustré, 13-14 avril 1907*: BARON MORAND, *Mes vieux papiers. La mort de J. J. Rousseau*. Compte rendu dans les *Annales de la Société Jean-Jacques Rousseau*, t. V, 1909, p. 277-278. — Signé: Th. D. — Tirage à part, Genève, mai 1910, in-8 de 2 p.

72. — Catalogue de la bibliothèque de feu M. Ernest Strœhlin. Deuxième et troisième partie. Paris, Em. Paul et fils et Guillemin, 1912, 2 vol. in-8.

Th. Dufour a revu et corrigé les épreuves de ces deux parties du catalogue et les a enrichies de très nombreuses notes historiques et bibliographiques, signées Th. D.

73. — Gibbon et Voltaire. *Journal de Genève* du 6 mai 1913. — Signé: Th. D.

74. — Henri-Corneille Agrippa d'Aubigné, 1521-1522. [Résumé d'un mémoire présenté à la Société d'histoire et d'archéologie, séance du 21 février 1917.] B. H. G., t. IV, livr. 4, 1918, p. 192-193.

75. — Les registres du chapitre de Genève (1418-1530, 1534). [Résumé d'un mémoire présenté à la Société d'histoire et d'archéologie, séance du 27 mars 1919.] B. H. G., t. IV, livr. 6, 1919, p. 280-284. — Tirage à part, Genève, 1920, in-8 de 4 p.

76. — A propos d'un exemplaire sur parchemin des *Libertés et franchises de Genève*, Genève, Jean Belot, 1507, in-4, goth.; [Note communiquée à la Société d'histoire et d'archéologie, séance du 15 avril 1920.] B. H. G., t. IV, livr. 7, 1922, p. 333 et 334 et livr. 8, 1924 p. 497-498.

77. — (Avec Emile Rivoire et le Dr Léon Gautier.) Registres du Conseil publiés par la Société d'histoire et d'archéologie, t. VIII (du 28 octobre 1514 au 30 juin 1520, volumes 18 et 19), Genève, 1922, gr. in-8 de vii et 624 p.

Les notes de ce tome VIII, y compris les Notes additionnelles p. 575-595, l'Index des notes additionnelles, p. 596-608, et les Errata, p. 609-623, sont de Th. Dufour.

LISTE
DES
MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

au 15 juin 1923

Membres effectifs ¹

- M^{me}** Louis ACHARD, 1922.
M^{lle} Lucie ACHARD, 1918.
MM. John-L. ALBARET, ingénieur, 1919,
Edouard ANDRÆ, docteur en médecine, 1900.
Egmond d'ARCIS, journaliste, 1920.
Edouard-Eugène ARTHUR, 1922.
Fernand AUBERT, licencié ès lettres, sous-conservateur
des manuscrits à la Bibliothèque publique et univer-
sitaire, 1907.
*Hippolyte AUBERT, archiviste-paléographe, 1886
Théodore AUBERT, avocat, 1911.
*Edouard AUDEUD, sous-conservateur du Cabinet de
numismatique, 1912.
Antony BABEL, licencié ès sciences sociales, 1913.
Paul-Louis BADER, 1919.
Sigismond BALIZER, 1894.
Frédéric BARBEY, archiviste-paléographe, ministre de
Suisse, 1901.
Edmond BARDE, licencié en droit, 1901.

¹ Les noms précédés d'un astérisque sont ceux des membres à vie.

- MM. * William BARDE, 1912.
François BARRELET, 1911.
* Jean BARTHOLONI, 1918.
Charles BASTARD, 1888.
Jean-Antoine BAUMGARTNER, professeur à la Faculté libre
de théologie, 1901.
Julien BAUMGARTNER, licencié en droit, 1919.
Maurice BEDOT, docteur ès sciences, 1891.
Victor van BERCHEM, docteur en philosophie, 1885.
Albert BÉTRIX, docteur en médecine, 1897.
* Rodolphe BIELER, 1917.
Godefroy de BLONAY, 1922.
Henry-W. de BLONAY, 1890.
Louis BLONDEL, conservateur du Vieux-Genève, 1912.
Alfred BOISSIER, docteur en philosophie, 1890.
Edmond BOISSIER, licencié en droit, 1890.
Fernand BOISSIER, 1902.
Léopold BOISSIER, 1923.
Charles BOISSONNAS, docteur en droit, 1913.
* Jean BOISSONNAS, ingénieur, 1909.
Edmond BOESLAS, juge à la Cour de Justice, 1919.
Frédéric BOREL, licencié en droit, archiviste-paléographe,
1885.
Charles BORGEAUD, docteur en philosophie et en droit,
professeur à la Faculté de droit et à la Faculté des
lettres, 1895.
Philippe BOURDILLON, docteur en médecine, 1911.
Emmanuel BOURGEOIS, 1919.
Maurice BRÉMOND, ingénieur, 1911.
Théodore BRET, chancelier d'Etat, 1909.
Philippe BRIQUET, docteur en droit, avocat, 1919.
Jules BROCHER, licencié en droit, 1910.
Jacques BRUN, 1898.
Léon-Albert BRUN, 1911.
Emile BRUWÆRT, 1920.
* Guy de BUDÉ, licencié ès lettres, 1903.

MM. André BUNGENER, 1920.

Edouard BURNET, ancien pharmacien, 1902,

Auguste CAHORN, architecte, 1888.

Henri CAILLER, 1902.

* Raoul CAMPICHE, 1912.

Lucien de CANDOLLE, 1885.

Edouard CARTIER, 1921.

Jean-Louis CAYLA, architecte, 1890.

Charles CELLÉRIER, 1922.

Lucien CELLÉRIER, 1903.

Emile CHAIX, privat-docent à la Faculté des lettres, 1887.

Lucien CHALUMEAU, licencié ès lettres, 1896.

Ernest CHAPONNIÈRE, licencié ès lettres, 1911.

Paul CHAPONNIÈRE, docteur ès lettres, 1909.

Joseph CHAPPUIS, 1922.

Edouard CHAPUISAT, licencié en droit, 1904.

René CHARREY, 1923.

Emile CHATELAN, secrétaire de la Bibliothèque publique
et universitaire, 1897.

Henry CHAUVET, 1887.

Louis CHAUVET, 1896.

Charles CHENEVARD, 1897.

Edmond CHENEVIÈRE, 1888.

* Albert CHOISY, licencié en droit, notaire, 1885.

* Eugène CHOISY, docteur en théologie, 1893.

Louis CHOISY, 1919.

* Edouard CLAPARÈDE, docteur en médecine, professeur à
la Faculté des sciences, 1912.

* Hugo de CLAPARÈDE, docteur en droit, professeur extra-
ordinaire à la Faculté de droit, 1907.

Louis COPPIER, 1922.

André CORBAZ, 1916.

Louis COTTIER, 1919.

Jules COUGNARD, 1900.

Pierre COULIN, avocat, 1919.

Jean CRAMER, stud. jur., 1920.

- MM. Lucien CRAMER, docteur en droit, 1918.
Philibert CRAMER, licencié en droit, 1898.
Georges CUENDET, 1911.
Henri DALPHIN, 1922.
Henri DARIER, 1887.
Francis DE CRUE, docteur ès lettres, professeur à la
Faculté des lettres, 1890.
Jean de LA CORBIÈRE, 1917.
Henri DELARUE, licencié ès lettres, conservateur de la
Bibliothèque publique et universitaire, 1912.
David DELÉTRA, pasteur, 1915.
Eugène DEMOLE, docteur en philosophie, conservateur du
Cabinet de numismatique, 1881.
Henri DENKINGER, pasteur, 1904.
Henry DEONNA, docteur en droit, 1898.
Waldemar DEONNA, docteur ès lettres, 1907.
Frédéric DE RABOURS, licencié en droit, avocat, 1911.
Eugène DES GOUTTES, 1915.
Frédéric DOMINICÉ, 1911.
Robert DOTTRENS, 1923.
Henri DUCHOSAL, professeur, 1916.
André DUCKERT, 1923.
Albert DUNANT, ancien Conseiller d'Etat, 1903.
Jacques DUNANT, 1918.
Maurice DUNANT, 1907,
Emile DUNOYER, 1923.
M^{lle} Alice DUPIN, 1921.
MM. Emile DUVAL-FOULC, 1883.
Auguste EGGIMANN, libraire, 1899.
Rodolphe ELLÈS, licencié en droit, avocat, 1920,
Edmond EMMANUEL, 1918,
Charles-Marc ETTER, 1923.
Vicomte Antonio DE FARIA, 1916.
Edmond FATIO, architecte, 1906.
Guillaume FATIO, 1895.
Henry FATIO, 1905.

- MM. William FATON, 1919.
- M^{me} * Edouard FAVRE, 1913.
- MM. * Edouard FAVRE, docteur en philosophie, élève diplômé de l'Ecole des Hautes Etudes, 1878.
Guillaume FAVRE, colonel, chef d'arme de cavalerie, 1898.
Jean-Pierre FERRIER, 1921.
- M^{lle} Suzanne FERRIER, 1923.
- MM. Georges-G. FOEX, licencié en droit, 1919.
Théodore FOEX, professeur, 1917.
- M^{me} Marguerite FRICK-CRAMER, 1913.
- M^{lle} Lucile de GALLATIN, 1919.
- MM. Albert GAMPERT, licencié en droit, notaire, 1888.
Auguste GAMPERT, professeur à la Faculté libre de théologie de Lausanne, 1906.
Henri GANDILLON, 1911.
Frédéric GARDY, licencié ès lettres, directeur de la Bibliothèque publique et universitaire, 1895.
- M^{me} Alphonse GAUTIER, 1916.
- M. * Charles GAUTIER, 1911.
- M^{me} Léon GAUTIER, 1921.
Emilie GAUTIER, 1919.
- MM. Lucien GAUTIER, docteur en philosophie, professeur honoraire à la Faculté de théologie, 1893,
Raoul GAUTIER, professeur à la Faculté des sciences, directeur de l'Observatoire, 1888.
Charles GENEQUAND, pasteur, 1915.
Emile GENEQUAND, docteur en droit, notaire, 1889,
Alfred GEORG, 1922.
Ernest GINSBURGER, 1923.
Henri GRANDJEAN, licencié ès lettres, 1920.
Louis GROSGURIN, 1917.
Théodore GROSSMANN, 1906.
William GUEX, 1898.
Jules GUILLAUMET-VAUCHER, 1888.
Alexandre GUILLOT, pasteur, 1905.
Philippe HAHN, 1920.

MM. Ferdinand HELD, 1923.

Charles HORNGACHER, 1903.

Léonard-Chester JONES, docteur ès lettres, 1915.

Alexandre JULLIEN, libraire-éditeur, 1887.

Ludvig Thorwald KRABBE, 1922.

André KUNDIG, 1923.

Edouard KUNZLER, licencié en droit, 1919.

Charles LASSIEUR, 1923.

Henri LE FORT docteur en droit, juge à la Cour de justice, 1881.

Jacques LE FORT, docteur en droit, avocat, 1921.

Gaston DE LESSERT, 1890.

Albert LOMBARD, 1910.

Pierre LOMBARD, 1921.

Jean LULLIN, 1917.

Hector MAILLART, docteur en médecine, 1914.

Bernard MALLET, stud. jur., 1920.

Conrad de MANDACH, docteur de l'Université de Paris, 1903.

Albert MARGOT, licencié ès sciences sociales, 1919.

Adolphe de MARIGNAC, ancien juge à la Cour de justice, 1890.

M^{me} Edouard de MARIGNAC, 1921.

MM. Alfred MARTIN, docteur en droit, professeur à la Faculté de droit, 1872.

Camille MARTIN, docteur en philosophie, 1903.

* Charles MARTIN, pasteur, 1887.

* Edouard MARTIN, docteur en médecine, 1913.

Frédéric MARTIN, licencié en droit, avocat, 1911.

Gustave MARTIN, licencié en droit, notaire, 1918.

* Jean MARTIN, licencié en droit, 1912.

Léon MARTIN, licencié en droit, notaire, 1897.

Paul-Edmond MARTIN, docteur ès lettres, archiviste d'Etat, 1903.

Robert MARTIN, licencié en droit, notaire, 1911.

Victor MARTIN, docteur ès lettres, 1912.

Edmond MERCIER, docteur en médecine, 1905.

- MM. Louis MERCIER, inspecteur scolaire, 1920.
 Horace MICHEL, docteur ès lettres, 1890.
 Jean-Jacques MONNIER, licencié ès lettres, 1900.
 Henry-Fairbanks MONTAGNIER, 1916.
 Raoul MONTANDON, architecte, 1910.
 Eugène MORIAUD, notaire, 1904.
 Gaston de MORSIER, docteur en droit, juge à la Cour de justice, 1895.
 Alexandre MOTTU, professeur au Conservatoire de musique, 1912.
 Jean-Philippe MOTTU-DOMBRE, 1912.
 Ernest MURET, professeur à la Faculté des lettres, 1896.
 Charles MURISSET, 1919.
 Albert MUSSARD, 1917.
 André MUSSARD, licencié ès lettres, 1919.
 Ernest NAEF, 1897.
- M^{me} Henri NAEF-REVILLIOD, 1918.
- MM. Henri NAEF, 1919.
 Albert NALLY, 1919.
 * François NALY, 1919.
 Frédéric NAVAZZA, 1914.
 Edouard NAVILLE, professeur extraordinaire à la Faculté des lettres, associé étranger de l'Institut de France, 1870.
 Eugène-A. NAVILLE, 1917.
 * François NAVILLE, docteur en médecine, 1912.
 Paul NAVILLE, licencié en droit, notaire, 1908.
- M^{me} Henry NECKER, 1922.
- MM. Henry NECKER, 1908.
 Ernest ODIER, architecte, 1909.
 Gabriel ODIER, docteur en droit, avocat, 1891.
 Albert OLIVET, pasteur, 1920.
 Jean OLIVIER, docteur en médecine, 1910.
 André OLTRAMARE, professeur, 1920.
- M^{me} Louis ORMOND, 1917.
- MM. Maurice de PALÉZIEUX, 1882.
 Eugène PALLARD, 1897.

- MM. Albert-L. PÉRIER, dentiste, 1919.
Simon PERROT, 1892.
* Guillaume PERROT, 1907.
Marc PETER, ministre de Suisse aux Etats-Unis, 1914.
François PFAEFFLI, chirurgien-dentiste, 1913.
* Albert PICOT, licencié en droit, avocat, 1909.
Constant PICOT, docteur en médecine, 1887.
Aloys PICTET, licencié en droit, avocat, 1910.
Aymon PICTET, 1911.
Gaston PICTET, 1890.
Louis PICTET, licencié en droit, 1883.
Frank PILLIONNEL, 1923.
- M^{lle} Thérèse PITTARD, 1914.
- MM. John PLOJOUX, maître à l'Ecole des arts et métiers, 1913.
Robert PONCY, 1919.
Louis-Léon PRICAM, photographe, 1920.
Xavier RAISIN, licencié en droit, avocat, 1919.
Charles RAMBOZ, 1890.
* William RAPPARD, docteur en droit, professeur à la
Faculté des lettres, 1913.
Burkhardt REBER, 1888.
Francis REVERDIN, ingénieur, 1911.
* Gustave REVERDIN, 1907.
Maurice REYMOND, ingénieur, 1921.
Albert RHEINWALD, 1920.
Charles-Henri RICHARD, 1919.
Léon RIGOT, 1922.
Frédéric RILLIET, docteur en médecine, 1907.
Eugène RITTER, docteur honoraire de l'Université de
Lausanne, professeur honoraire à la Faculté des lettres,
1872.
* Albert RIVOIRE, 1915.
Eugène RIVOIRE, licencié en droit, notaire, 1876.
Charles ROCH, sous-archiviste d'Etat, 1912.
Léopold ROCHAT, licencié ès lettres, professeur, 1917.
Auguste RŒHRICH, docteur en médecine, 1919.

- MM. Albert Roussy, secrétaire de l'Université, 1912.
François RUCHON, 1921.
* Arthur SAUTTER, docteur en droit, notaire, 1897.
Charles SEITZ, docteur ès lettres, professeur à la Faculté des lettres, 1887.
Victor de SENARCLENS, docteur en médecine, 1920.
Edouard SUES, docteur en médecine, 1913.
Lucien TARDY, 1922.
André THURY, 1919.
M^{lle} Emilie TREMBLEY, 1920.
MM. Henry TRONCHIN, 1887.
Bénédict TURRETTINI, 1912.
* Henri TURRETTINI, 1878.
Maurice TURRETTINI, architecte, 1917.
Marcel VALLON, chimiste, 1919.
Paul VEILLON, licencié en droit, juge au Tribunal de première instance, 1919.
* Comte Pierre de VIRY, 1912.
Albert VOGT, docteur ès lettres, 1901.
Hermann de VRIES, 1917.
Georges WERNER, docteur en droit, professeur à la Faculté de droit, 1904.
Jules de WESTERWELLER, 1906.
Johannès WIDMER, docteur ès lettres, 1920.
Emile WILMOT, licencié ès sciences sociales, maître à l'Ecole professionnelle, 1914.

Membres correspondants

- MM. Alexis ALEXEIEFF, professeur honoraire à l'Université de Moscou, 1888.
Eugène-Courtois d'ARCOLLIÈRES, secrétaire perpétuel de l'Académie de Savoie, Chambéry, 1888.
Mgr Marius BESSON, évêque de Lausanne et Genève, Fribourg, 1910.

- MM. Max BRUCHET, archiviste du département du Nord, Lille, 1908.
- Ferdinand BUISSON, professeur à la Sorbonne, Paris, 1893.
- Le chanoine Ulysse CHEVALIER, membre de l'Institut de France, Romans, Drôme, 1869.
- Emile DOUMERGUE, doyen honoraire de la Faculté de théologie de Montpellier, Paris, 1901.
- Hermann ESCHER, directeur de la Bibliothèque de la Ville, Zurich, 1914.
- Antoine GUILLAND, professeur au Polytechnicum, Zurich, 1914.
- Edmond HUGHES, ancien membre effectif, préfet honoraire, Mont-Désir par Anduze, (Gard) 1881.
- Charles MARTEAUX, professeur agrégé au Lycée Berthollet, Annecy, 1920.
- Gérold MEYER de KNONAU, professeur à l'Université, Zurich, 1882.
- Hans NABHOLZ, archiviste d'Etat, Zurich, 1920.
- Albert NÆF, archéologue cantonal, Lausanne, 1898.
- Arthur PIAGET, archiviste d'Etat, Neuchâtel, 1914.
- Léonce PINGAUD, professeur honoraire à l'Université de Besançon, 1893.
- Edouard ROTT, docteur en droit, Paris, 1883.
- Le baron Edouard de SEPTENVILLE, Forest, Belgique, 1868.
- Rodolphe THOMMEN, professeur à l'Université, Bâle, 1914.
- Henri TURLER, archiviste fédéral à Berne, 1914.
- Rodolphe WACKERNAGEL, archiviste d'Etat, Bâle, 1893.
- Hermann WARTMANN, président de la Société d'histoire de Saint-Gall, 1865.
- Nathanaël WEISS, secrétaire de la Société de l'Histoire du protestantisme français, Paris, 1888.
-

LISTE
DES
SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES
ET
AUTRES INSTITUTIONS
DONT LA SOCIÉTÉ REÇOIT DES PUBLICATIONS
15 juin 1923

Suisse.

Département fédéral de l'Intérieur, à Berne.
Musée national suisse, à Zurich.
Bibliothèque nationale suisse, à Berne.
Allgemeine geschichtsforschende Gesellschaft der Schweiz, à Zurich.
Société suisse des monuments historiques, à Zurich.
Société suisse de numismatique, à Genève.
Société suisse d'héraldique, à Fribourg.
Société suisse des traditions populaires, à Bâle.
Société d'histoire de la Suisse romande, à Lausanne.
Historischer Verein der fünf Orte Luzern, Uri, Schwyz, Unterwalden, Zug, à Lucerne.
Historischer Verein des Kantons Schwyz.
Geschichtsforschender Verein von Nidwalden, à Stans.
Historisch-antiquarischer Verein von Obwalden, à Sarnen.
Antiquarische Gesellschaft in Zürich.
Historischer Verein des Kantons Bern.
Société jurassienne d'émulation, à Porrentruy.

Historischer Verein des Kantons Glarus.

Société d'histoire du canton de Fribourg.

Deutscher geschichtsforschender Verein des Kantons Freiburg.

Historischer Verein des Kantons Solothurn.

Historische und antiquarische Gesellschaft zu Basel.

Historisch-antiquarischer Verein des Kantons Schaffhausen.

Historischer Verein in St-Gallen.

Historisch-antiquarische Gesellschaft von Graubünden, à Coire.

Historische Gesellschaft des Kantons Aargau, à Aarau.

Historischer Verein des Kantons Thurgau, à Frauenfeld.

Société vaudoise d'histoire et d'archéologie, à Lausanne.

Bollettino storico della Svizzera italiana, à Bellinzone.

Geschichtsforschender Verein von Oberwallis, à Brigue.

Société helvétique de Saint-Maurice.

Société d'histoire du canton de Neuchâtel.

Institut national genevois.

Société d'histoire du Valais Romand, à Monthey.

France.

Académie des inscriptions et belles-lettres, à Paris.

Société de l'histoire de France, à Paris.

Société des Antiquaires de France, à Paris.

Société française d'archéologie pour la conservation et la description des monuments, à Paris.

Société de l'histoire du protestantisme français, à Paris.

Musée Guimet, à Paris.

Bibliothèque d'art et d'archéologie, à Paris.

Société des Antiquaires de la Morinie, à Saint-Omer.

Société des Antiquaires de Picardie, à Amiens.

Société des Antiquaires de Normandie, à Caen.

Société historique et archéologique de l'arrondissement de Pontoise et du Vexin, à Pontoise.

Société académique de Brest.

Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.

Société archéologique et historique de l'Orléanais, à Orléans.

Société des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne, à Auxerre.

Société archéologique de Sens.

Société éduenne des lettres, sciences et arts, à Autun.

Commission des antiquités du département de la Côte-d'Or, à Dijon, fusionnée depuis 1922 avec l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Dijon.

Société d'archéologie, d'histoire et de littérature de Beaune.

Société d'histoire et d'archéologie de Chalon-sur-Saône.

Société d'émulation du département du Doubs, à Besançon.

Académie des sciences, belles-lettres et arts de Besançon.

Société d'archéologie lorraine et du Musée historique lorrain, à Nancy.

Société historique et archéologique de Langres.

Société d'émulation de Montbéliard.

Société belfortaine d'émulation, à Belfort.

Société pour la conservation des monuments historiques d'Alsace, à Strasbourg.

Société d'émulation du Jura, à Lons-le-Saulnier.

Société d'émulation de l'Ain, à Bourg-en-Bresse.

Société Gorini, à Bourg-en-Bresse.

Le Bugey, à Belley.

Revue du Nord, à Lille.

Société littéraire, historique et archéologique de Lyon.

Académie des sciences, belles-lettres et arts de Lyon.

Bibliothèque de l'Université de Lyon.

Bulletin historique du diocèse de Lyon.

Académie des sciences, belles-lettres et arts, à Clermont-Ferrand

Académie delphinale, à Grenoble.

Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme, à Valence.

Société d'études des Hautes-Alpes, à Gap.

Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes, à Nice.

Société de statistique de Marseille.

Société archéologique de Provence, à Marseille.

Académie de Nîmes.

Académie des sciences et lettres de Montpellier.

Société archéologique de Montpellier.

Société archéologique du Midi de la France, à Toulouse.

Société archéologique du département de Constantine (Algérie).

Savoie et Italie.

Académie des sciences, belles-lettres et arts de Savoie, à Chambéry.

Société savoisienne d'histoire et d'archéologie, à Chambéry.

Association florimontane d'Annecy.

Académie salésienne, à Annecy.

Académie chablaisienne, à Thonon.

Académie de la Val d'Isère, à Moutiers.

« Augusta Praetoria », à Aoste.

Société d'histoire et d'archéologie de la Maurienne, à Saint-Jean-de-Maurienne.

Regia Deputazione sovra gli studi di storia patria, à Turin.

Società piemontese di Archologia e Belle-Arti, Turin.

Società storica subalpina, à Turin.

Société d'histoire vaudoise, à Torre Pellice.

Société académique, religieuse et scientifique du duché d'Aoste.

Società storica lombarda, à Milan.

Società napoletana di storia patria, à Naples.

Regia Deputazione Friulana di Storia Patria, à Udine.

Società archeologica comense, à Côme.

Espagne.

Asociacion artistico arqueological barcelonesa, à Barcelone.

Revista de Archivos, Bibliotecas y Museos, à Madrid.

Allemagne.

Germanisches Nationalmuseum zu Nürnberg.

Deutscher Hugenottenverein, à Magdebourg.

Gesellschaft der Wissenschaften und Georg-August-Universität zu Göttingen.

Verein für Geschichte und Alterthum Schlesiens, à Breslau.
Diöcesan Archiv von Schwaben, à Ravensburg.
Schlesische Gesellschaft für vaterländische Cultur, à Breslau.
Verein für Geschichte der Stadt Meissen.
Verein für thüringische Geschichte und Alterthumskunde, à
Iéna.
Oberhessischer Geschichtsverein, à Giessen.
Verein für Geschichte und Alterthumskunde, à Francfort-sur-
le-Mein.
Thüringisch-Sächsischer Verein für Erforschung des vater-
ländischen Altertums, à Halle.
Badische historische Kommission, à Carlsruhe.
Historisch-philosophischer Verein, à Heidelberg.
Verein für Geschichte der Stadt Nürnberg.
Bayerische Akademie der Wissenschaften, historique Classe,
à Munich.
Historischer Verein von Oberpfalz und Regensburg, à Ratis-
bonne.
Historischer Verein für Schwaben und Neuburg, à Augsbourg.
Verein für Geschichte des Bodensees und seiner Umgebung,
à Friedrichshafen.
Preussische Akademie der Wissenschaften, à Berlin.

Autriche.

Akademie der Wissenschaften, à Vienne.
Ferdinandeum, à Innsbruck.
Historischer Verein für Steiermark à Gratz.

Tchéco-Slovaquie.

Böhmische Gesellschaft des Wissenschaften, à Prague.

Hongrie.

Musée national de Transylvanie, section numismatique et
archéologique à Kolozwar.

Croatie.

Société croate d'archéologie, à Agram.

Hollande.

Historisch Genootschap gevestigd te Utrecht.
Commission pour l'histoire des Eglises wallones, à Leyde.

Belgique.

Société royale belge de numismatique, à Bruxelles.
Société de l'histoire de Belgique, à Anvers.
Académie royale d'archéologie de Belgique, à Anvers.
Société libre d'émulation de Liège.
Cercle archéologique, littéraire et artistique de Malines.

Grande-Bretagne.

Royal Irish Academy, à Dublin.
The Huguenot Society of London.

Suède.

Kongl. Vitterhets Historie och Antiquitets Akademien, à Stockholm.
Kongl. humanistiska Vetenskaps-Samfundet, à Upsal.

Norvège.

Université royale de Norvège, à Christiania.

Russie.

Commission impériale archéologique, à Saint-Petersbourg.

Etats-Unis.

American Historical Review, à New-York.
Smithsonian Institution, à Washington.
Peabody Museum of american archeology and ethnology, à Cambridge.
University Museum, à Philadelphie.

ADDITIONS ET CORRECTIONS

aux tomes I, II III et IV du *Bulletin*

- T. I, p. 169, l. 19 du texte. *Au lieu de*: La traduction allemande du *Récit officiel* de l'Escalade, *lisez*: La traduction allemande du *Vray discours de la miraculeuse délivrance envoyée de Dieu à la ville de Genève le 12 Décembre 1602*....
- T. I, p. 181, l. 15-16. *Au lieu de*: Publication, *lisez*: Publications.
- T. I, p. 185, l. 7. *Ajoutez*: — Ce toast à la patrie est de M. Alphonse Rivier.
- T. II, p. 4, l. 9. *Au lieu de*: l'article, *lisez*: son article.
- T. II, p. 5, l. 20. *Au lieu de*: 1897, *lisez*: 1896.
- T. III, p. 14, l. 32. *Ajoutez*: — Impr. dans la *Semaine littéraire* du 25 février 1910.
- T. III, p. 167, l. 34. *Au lieu de*: cette communication..., *lisez*: Impr. dans son ouvrage intitulé: *La Seigneurie de Genève et la maison de Savoie de 1559 à 1603*. Genève, Paris, 1912, 2 vol. in-8, t. I, p. 119 et suiv.
- T. III, p. 209, l. 29. *Ajoutez*: — Voyez son article intitulé: *Genève et le préfet Capelle* dans *Propos du temps passé*, publié dans le *Bulletin de l'Institut national genevois*, t. XLIII, p. 199-243.
- T. III, p. 216, l. 4. *Ajoutez*: — Impr. sous le titre: *La lettre d'adieux de l'ancien syndic Guillaume Cayla*, dans l'*Indicateur d'histoire suisse*, 1914, p. 41-52; tiré à part, Berne, 1914, in-8.
- T. III, p. 218, l. 12. *Ajoutez*: — Impr. sous le titre: *Inscription romaine trouvée à Genève en 1917* dans l'*Indicateur d'antiquités suisses* 1918, p. 133-143.
- T. III, p. 279, dernière ligne. *Ajoutez*: — Impr. sous le titre: *Les troubles de Genève en 1781 et 1782. Extraits des papiers de Perrinet des Franches, conservés aux Archives nationales de France*, ci-après p. 418 à 441.
- T. III, p. 286, l. 21. *Ajoutez*: — Fragments (p. 139-230) de son ouvrage intitulé: *Genève et les Suisses (1691-1792)*, Genève, 1914, in-8, 356 p.

- T. III, p. 352, l. 4. *Ajoutez* : — Impr. sous le même titre dans M. D. G., t. V., in-4°, p. 47-63.
- T. III, p. 352, après l. 34. *Ajoutez* : — Ferdinand de Saussure, allocution de M. Edouard Favre, président. Impr. ci-dessus, p. 342-346.
- T. III, p. 357, l. 9. *Ajoutez* : — Fragments (p. 43-79 ; p. 331-338) de son ouvrage intitulé : *Les Protestants anglais réfugiés à Genève au temps de Calvin, 1555-1560*, Genève, 1915, in-8, 353 p.
- T. IV, p. 14, l. 21. *Ajoutez* : — p. 1 à 55.
- T. IV, p. 15, l. 31. *Au lieu de* : et qu, *lisez* : et qui..
- T. IV, p. 15, l. 36. *Au lieu de* : Fragments d'un ouvrage, *lisez* : Fragments (p. 1-42) de son ouvrage intitulé : *Félix Desportes et l'annexion de Genève à la France, 1794-1799*, Genève, Paris, 1916, in-8.
- T. IV, p. 16, l. 11. *Au lieu de* : Paraîtra dans, *lisez* : Impr. dans l'*Indicateur d'antiquités suisses*, 1916, p. 154-162.
- T. IV, p. 16, l. 14. *Au lieu de* : Paraîtra dans, *lisez* : Fragment (p. 370-461) de son ouvrage intitulé : *Madame de Staël et la Suisse, étude biographique et littéraire*, Genève, 1916, in-8, X et 720 p.
- T. IV, p. 18, l. 16. *Ajoutez* : — Fragment (p. 116-150) de son ouvrage intitulé : *Les Protestants anglais réfugiés à Genève au temps de Calvin, 1555-1560*, Genève, 1915, in-8, 353 p.
- T. IV, p. 47, l. 18. *Ajoutez* : — Voyez l'ouvrage intitulé : *Max van Berchem, 1863-1921, Hommages rendus à sa mémoire*. Genève, 1923, in-8, 153 p. et un portrait.
- T. IV, p. 50, l. 25. *Ajoutez* : — Impr. sous le titre : *Journal du syndic Jean du Villard pour l'année 1589*, dans M. D. G., t. XXXII, p. 245-324.
- T. IV, p. 85, après l. 4. *Ajoutez* : — Aymon Galiffe, allocution de M. Frédéric Gardy, président.
- T. IV, p. 90, l. 15. *Ajoutez* : — par M. Albert Choisy.
- T. IV, p. 189, l. 38. *Ajoutez* : — Impr. dans le *Bulletin de la Société d'histoire du protestantisme français*, 70^{me} année, 1921, p. 107 et suiv.
- T. IV, p. 190, l. 13. *Ajoutez* : — Voyez l'ouvrage intitulé : *Mélanges d'histoire littéraire offerts à M. Bernard Bouvier*, Genève, 1920, p. 293 et suiv.
- T. IV, p. 191, l. 21. *Au lieu de* : année, *lisez* : année.
- T. IV, p. 193, l. 22. *Ajoutez* : — Voyez l'article de M. W. Deonna : *Inscriptions romaines de Genève*, dans *Pro Alesia*, t. VIII, nouv. série, 1923, p. 7 et suiv.

- T. IV, p. 225, l. 10. *Ajoutez* : — Voyez son ouvrage intitulé : *Figures et choses d'autrefois*, Genève, 1920, in-8.
- T. IV, p. 230, l. 4. *Ajoutez* : — Voyez le volume illustré intitulé : *L'agence internationale des prisonniers de guerre, 1914-1918*, établi sous la direction d'Etienne Clouzot avec la collaboration de K. de Watteville, Genève, 1919, gr. in-8, 122 p.
- T. IV, p. 230, l. 6. *Au lieu de* : cette communication a paru, *lisez* : Impr. dans...
- T. IV, p. 231, l. 31. *Ajoutez à la liste des personnes indiquées* : — Théodore Vernet.
- T. IV, p. 232, l. 9. *Ajoutez* : — Impr. sous le titre : *Une femme du Réveil au siège de Lyon (1793)*, dans la *Bibliothèque universelle et revue suisse*, t. C (1920), p. 262-281.
- T. IV, p. 233, l. 36. *Ajoutez* : — Voyez son ouvrage intitulé : *L'étain et le livre du potier d'étain genevois du XVI^e au XIX^e siècle*, Genève, 1920, in-4, 290 p. et nombreuses illustr.
- T. IV, p. 234, l. 21. *Ajoutez* : — Impr. sous le titre : *La culture des terrains nationaux en 1794*, dans *Etrennes genevoises pour 1920*, Genève, 1919, in-12, p. 131-153.
- T. IV, p. 274, l. 19. *Ajoutez* : — Impr. sous le titre : *Le commerce des vins dans la Genève gallo-romaine et l'origine de notre vignoble*, dans *Mélanges d'histoire et d'archéologie genevoises*, t. I, Genève, 1921, in-8, p. 1-23.
- T. IV, p. 278, l. 27. *Ajoutez* : — Voyez son article intitulé : *Notes d'archéologie suisse*, dans l'*Indicateur d'antiquités suisses*, 1920, p. 173 et suiv.
- T. IV, p. 279, l. 25. *Ajoutez* : — Voyez l'article intitulé : *Fouilles d'un four à tuiles de l'époque romaine à Chancy, canton de Genève*, par P. Cailler et H. Bachofen, dans l'*Indicateur d'antiquités suisses*, 1922, p. 23-32.
- T. IV, p. 284, l. 13. *Au lieu de* : Impr. ci-dessous, *lisez* : Impr. ci-après :
- T. IV, p. 286, l. 11. *Au lieu de* : Impr. ci-dessous, *lisez* : Impr. ci-après :
- T. IV, p. 334, l. 8. *Ajoutez* : — La note de Théophile Dufour a été imprimée ci-dessus p. 497-498.
- T. IV, p. 335, l. 20. *Ajoutez* : — Paraîtra dans son ouvrage intitulé : *Le premier tribunal révolutionnaire genevois, juillet-août 1794*, M. D. G. in-8, t. XXXIV.
- T. IV, p. 379, dernière ligne. *Ajoutez* : — Impr. dans l'*Indicateur d'antiquités suisses*, 1922, p. 72-88 avec 4 pl.

- T. IV, p. 380, l. 21. *Ajoutez* : — Voyez *Journal de Genève* du 27 décembre 1920.
- T. IV, p. 385, l. 16. — *Ajoutez* : — Impr. sous le titre : *Bellerive, la destruction de l'abbaye et la fondation de la seigneurie*, dans le *Bulletin de l'Institut national genevois*, t. XLV, livr. II, 1924, p. 257-272.
- T. IV, p. 387, l. 9. *Ajoutez* : — Impr. sous le titre : *Note sur un évangélique de la Bibliothèque de Genève* dans la *Revue d'histoire ecclésiastique suisse*, t. XV, 1923, p. 73-75.
- T. IV, p. 408, l. 22. *Au lieu de* : où devait commencer, *lisez* : où devait se poursuivre...
- l. 23. *Au lieu de* : l'impression du *Corpus* arabe, *lisez* : l'impression des *Matériaux* du *Corpus* arabe.
- Note 1. *Lisez* : Les deux fascicules du tome 1^{er} des *Matériaux* pour un *Corpus inscriptionum arabicarum* (2^{me} partie : Syrie du Sud, Jérusalem « ville ») entièrement préparés par Max van Berchem ont paru au Caire en février 1922 et mars 1923.
- T. IV, p. 415, l. 3 du texte. *Au lieu de* : de Bretagne, *lisez* : du mandement de Cruseilles (Hte-Savoie). Voyez : *Le livre des Bourgeois de l'ancienne Genève*, par Alfred L. Covelle, Genève, 1897, p. 248 et 280.
- T. IV, p. 427, après l. 32. *Ajoutez* : — 23 bis. *Pierre Eskrich, peintre et tailleur d'histoires à Lyon au XVI^e siècle. Etude posthume de Natalis Rondot*. (Publ. sous la direction d'Alfred Cartier.) Lyon, 1901, gr. in-8 de 62 p. Extrait de la *Revue du Lyonnais*, 1901.
- T. IV, p. 428, après l. 2. *Ajoutez* : — 26 bis. (Avec Ch. DuBois-Melly.) *Le Cercle des Artistes, 1851-1901*. Genève, s. d., in-8 de 80 p. avec 7 pl. et fig. La notice historique (p. 7-38) est d'Alfred Cartier ; elle est datée du 3 décembre 1901.
- T. IV, p. 428, après l. 9. *Ajoutez* : — 28 bis. *L'art et les artistes à Lyon du XIV^e au XVIII^e siècle. Etudes posthumes de Natalis Rondot*, publ. par Alfred Cartier et Léon Galle. Lyon, 1902, gr. in-8 de 352 p.
- T. IV, p. 430, après l. 33. *Ajoutez* : — 55 bis. *Coup d'œil sur les arts à Genève de la fin du XVIII^e siècle à l'époque de la Restauration*. Genève, 1917, in-4 de 36 p. Extrait de *Nos anciens et leurs œuvres*, 2^e série, t. VII, p. 5-36.

TABLE DES MATIÈRES

Le 4^{me} volume du *Bulletin* a été publié en 10 livraisons : la 1^{re} (p. 1-36) est datée d'octobre 1914, la 2^{me} (p. 37-72) d'octobre 1915, la 3^{me} (p. 73-180) d'octobre 1916, la 4^{me} (p. 181-216) d'octobre 1917, la 5^{me} (p. 217-264) d'octobre 1918, la 6^{me} (p. 265-312) de juin 1919, la 7^{me} (p. 313-372) d'octobre 1920, la 8^{me} (p. 373-432) de juin 1921, la 9^{me} (p. 433-456), d'octobre 1922, la 10^{me} (p. 457-542) de juin 1923.

Personnel de la Société . . . 1, 37, 73, 181, 217, 265, 313, 373,
433, 457.

Mémoires, rapports, etc., présentés à la Société . . . 9, 43, 85, 185,
222, 269, 321, 377, 438, 458.

Faits divers . . . 21, 51, 94, 197, 238, 288, 337, 396, 454, 468.

Ouvrages reçus par la Société . . . 22, 53, 96, 199, 237, 290, 339,
397, 455, 470.

Notes d'archéologie genevoise par Louis BLONDEL :

I. Boulevard de Saint-Léger, avec 1 fig.	23
II. Démolitions de la rue du Marché.	27
III. Une cave du XIV ^e siècle, avec 3 fig. et 1 pl. . . .	32
IV. Longemalle et la maison de l'évêque, avec 3 fig..	55
V. Une cheminée monumentale, avec 1 fig.	71
VI. L'oppidum de Genève, avec 5 fig. et 1 pl.	341
VII. Le Château de Genève, avec 2 fig.	362
VIII. Origines du territoire des Franchises genevoises, avec 1 pl.	473
IX. Souterrains et galeries de mines, avec 1 pl. . . .	487

Lettres de J.-G. Eynard relatives à la Grèce (1844-1843), publiées, avec une introduction et des notes, par Edouard CHAPUISAT	97
La famille Stafford à Genève, son conflit avec Calvin, 1556, par Charles MARTIN	204
Inventaire sommaire des manuscrits appartenant à la Société d'histoire et d'archéologie de Genève ou déposés dans sa bibliothèque	239
Un manuscrit liturgique de l'Eglise de Genève (avec pl.), par Henri DELARUE	294
La Société des Bellotiens, 1762-1780, par Eugène DEMOLE . .	300
L'archéologie dans ses rapports avec l'histoire, par Alfred CARTIER	398
Max van Berchem, allocution, par Edouard FAVRE	406
Jules Nicole et la Bibliothèque publique et universitaire, allo- cution, par Edouard FAVRE	411
Alfred Cartier, allocution, par Edouard FAVRE	415
Bibliographie des travaux d'Alfred Cartier, par Edouard FAVRE	425
A propos d'un exemplaire sur parchemin des <i>Libertés et Fran- chises de Genève</i> , par Théophile DUFOUR	497
Théophile Dufour, allocution, par Edouard FAVRE	499
Bibliographie des travaux de Théophile Dufour, par Edouard FAVRE	511
Liste des membres de la Société au 15 juin 1923	523
Membres effectifs	523
Membres correspondants	531
Liste des Sociétés correspondantes	533
Additions et corrections aux tomes I, II, III et IV du <i>Bulletin</i> .	539



3 0000 124 009 246



